DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

COMPTE RENDU D'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION OCTROYÉE AU PRÉSIDENT POUR LES ACTIONS EN JUSTICE

La délibération prise par notre Assemblée le 15 juillet 2021 a délégué à Monsieur le Président la faculté d'agir et de défendre en justice au nom du Département. La délégation consentie porte sur les actes de procédure engagés aux fins de sauvegarde des intérêts départementaux, ce devant l'ensemble des ordres juridictionnels.

Cette délégation de pouvoir fait l'objet d'une information régulière du Conseil sur son usage. En effet, en application de l'article L.3221-10-1 du code général des collectivités territoriales, le Président rend compte à la plus proche réunion du Conseil départemental de l'exercice de la compétence.

L'Assemblée départementale lors de la séance du 13 février 2023 a pris connaissance des actes de procédures engagés sous le régime de cette délégation. Les développements contentieux qui ont eu lieu depuis sont présentés à cette réunion. Ne sont toutefois évoquées que les affaires qui ont fait l'objet, soit d'un échange d'écritures, soit d'une évolution dans l'instance depuis la dernière réunion de l'assemblée.

La communication des décisions présentées (cf.récapitulatif ci-annexé) est organisée par type de contentieux et précise les actes accomplis selon l'instance, en demande ou en défense.

Compte tenu de ce qui précède je vous saurais gré de bien vouloir :

- prendre connaissance du tableau ci-annexé, rendant compte des actions menées au titre de la délégation reçue sur le fondement de l'article L.3221-10-1 du code général des collectivités territoriales,

- me donner acte de sa communication.

Le Président,

TARN-ET-GARONNE
tarnetgaronne.fr

Compte-rendu d'exercice de la délégation octroyée
à M.le président pour les actions en justice
Réunion compte administratif 2022 et budget supplémentaire 2023 des 22 et 23 juin 2023
ANNEXE

ETAT DES CONTENTIEUX AYANT FAIT L'OBJET D'UNE ACTION OU D'UNE DÉCISION DEPUIS LA RÉUNION « BUDGET PRIMITIF 2023 » DU 13 FEVRIER 2023

Préambule

Sous le vocable contentieux, sont répertoriées les affaires qui ont donné lieu à la saisine d'une juridiction pour le règlement d'un litige mettant en cause la personne publique et/ ou l'activité administrative. Ne sont pas répertoriés les recours gracieux (réclamation adressée directement à l'administration), les recours hiérarchiques et les recours administratifs obligatoires qui sont des préalables à l'action contentieuse.

Par essence, les contentieux vont concerner, au principal, la juridiction administrative de droit commun (Tribunal administratif, Cour Administrative d'Appel et Conseil d'Etat) qui dispose d'une compétence exclusive pour connaître des recours en annulation et en réformation des actes des autorités publiques.

En matière sociale, les juridictions administratives spécialisées (Commission départementale et commission centrale de l'aide sociale, Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale) ont été supprimées. A compter du 1er janvier 2019, en application de la loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du 21e siècle, le contentieux anciennement dévolu aux commissions d'aide sociale est réparti entre le Tribunal de Grande Instance et le tribunal administratif. A noter que les jugements rendus en matière de revenu de solidarité active peuvent seulement faire l'objet d'un pourvoi en cassation, la voie de l'appel (cour administrative d'appel) ayant été supprimée.

Les contentieux portant sur l'attribution de la carte mobilité inclusion – personnes handicapées - sont partagés entre les juridictions administratives et judiciaires. Le juge administratif est compétent pour les recours portant sur les cartes mentions stationnement alors que le juge judiciaire est compétent pour les recours portant sur les cartes mentions invalidité et priorité.

La classification des contentieux repose sur les deux types de recours exercés devant le juge administratif : le contentieux de "l'excès de pouvoir" (contentieux de l'annulation de la décision administrative) et le "contentieux de pleine juridiction" (responsabilité, droit du contrat, condamnation pécuniaire). Aucun déféré préfectoral relevant du contentieux de l'excès de pouvoir n'est recensé.

Les matières relevant par nature du juge judiciaire sont constituées des litiges relatifs à la protection de la propriété privée, à la gestion du domaine privé, à l'état et à la capacité des personnes (sauf textes contraires). A ce titre, il appartient au juge civil de connaître de la répartition entre obligés alimentaires de leur contribution à l'aide sociale.

Demandeur et Date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
1 – Contentieux de la responsabilité				
MAIF pour Madame X… mineure 31 janvier 2019	Responsabilité du fait des modalités de fonctionnement des services de placement de l'aide sociale à l'enfance (affaire D...) Action subrogatoire de l'assureur du tiers victime en remboursement de l'indemnité d'assurance versée.	° *Tribunal administratif :* Note en délibéré pour le Département le 21 février 2023. Jugement rendu le 8 mars 2023 condamnant le Département à verser à la MAIF d'une part, la somme globale de 2 259 293,32 euros, et d'autre part, la somme de 1 500 euros correspondant aux frais de justice sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative. Décision du Département et de l'assureur « responsabilité civile » du Département de ne pas faire appel (délai expiré le 9 mai 2023). L'assureur « responsabilité civile » du Département a procédé à l'exécution du jugement.	1900560	1
2 – Contentieux du personnel				
M. Y… 16 janvier 2023	*Contentieux de l'imputabilité d'un accident au service* Action en contestation de M.Y… de l'arrêté pris le 17 novembre 2022 portant refus d'imputabilité au service de l'accident subi par l'agent le 18 juillet 2022.	° *Tribunal administratif :* Courrier du 28 mars 2023 refusant la procédure de médiation.	2300269-6	2
3 – Contentieux des aides et prestations et contentieux connexes (Aide sociale à l'enfance, Aide sociale aux personnes âgées, Aide Personnalisée d'Autonomie – APA, revenu de solidarité active -RSA, obligation alimentaire)				
3.1 – Revenu de solidarité active – RSA				
Mme. X… 22 octobre 2021	Action en annulation de la décision portant rejet d'une remise de dette.	° *Tribunal administratif :* Jugement rendu le 8 février 2023 rejetant la requête de la partie adverse.	2105499-7	3
Mme. X… 6 décembre 2021	Action en annulation de la décision portant rejet d'une remise de dette.	° *Tribunal administratif :* Jugement rendu le 22 février 2023 rejetant la requête de la partie adverse.	2106642-7	4

Demandeur et Date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
M. Y… 21 janvier 2022	Action en annulation de la décision portant rejet d'une remise de dette.	° *Tribunal administratif :* Jugement rendu le 8 février 2023 rejetant la requête de la partie adverse.	2107084-7	5
Mme. X… 23 septembre 2022	Action en annulation de la décision portant confirmation de la réduction du montant du revenu de solidarité active de Mme X…	° *Tribunal administratif :* Ordonnance du 26 janvier 2023 actant le désistement du Département de Tarn-et-Garonne (annulation de la décision contestée et rétablissement du droit au revenu de solidarité active du requérant).	2205526-7	6
M. Y… 15 novembre 2022	Action en annulation de la décision portant rejet d'une remise de dette.	° *Tribunal administratif :* Mémoire en défense du Département le 25 janvier 2023.	22065047	7
Mme. X… 23 décembre 2022	Action en annulation de la décision portant rejet d'une remise de dette.	° *Tribunal administratif :* Mémoire en défense du Département le 31 janvier 2023.	2207348-7	8
M. Y… 26 juillet 2022	Action en annulation de la décision portant confirmation du refus du droit au revenu de solidarité active.	° *Tribunal administratif :* Mémoire en défense complémentaire le 17 janvier 2023.	2204230-7	9
Mme. X… 13 janvier 2023	Action en annulation d'un titre exécutoire portant sur un indu de revenu de solidarité active.	° *Tribunal administratif :* Mémoire en défense le 15 février 2023.	2300059-7	10
M. Y… 20 janvier 2023	Action en annulation de la décision du 14 novembre 2022 portant rejet de recours administratif portant sur un indu de revenu de solidarité active.	° *Tribunal administratif :* Mémoire en défense le 3 mai 2023.	2300260-7	11

Demandeur et Date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
3.2 – Obligation alimentaire				
Département 23 juin 2022	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Frais d'hébergement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de M. Y…).	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* Jugement rendu le 10 mars 2023 fixant la contribution alimentaire.	RG22/00765	12
Département 5 juillet 2022	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement d'un bénéficiaire (dossier de Mme. X…).	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* Jugement rendu le 13 février 2023 fixant la contribution alimentaire.	RG22/00764	13
Département 20 juillet 2022	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement d'un bénéficiaire (dossier de Mme. X…).	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* Jugement rendu le 24 février 2023 fixant la contribution alimentaire.	RG22/00819	14
Département 5 septembre 2022	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement d'un bénéficiaire (dossier de Mme. X…).	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* Jugement rendu le 22 mars 2023 fixant la contribution alimentaire.	RG22/00937	15
Département 7 décembre 2022	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement d'un bénéficiaire (dossier de Mme. X…).	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* Désistement du Département suite à un mode alternatif de règlement du litige avec la partie adverse.	RG23/00011	16
Département 4 janvier 2023	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement d'un bénéficiaire (dossier de Mme. X…).	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* En attente de jugement.	RG23/00081	17
Département 6 janvier 2023	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement d'un bénéficiaire (dossier de Mme. X…).	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* En attente de jugement.	RG23/00243	18
Département 16 février 2023	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement d'un bénéficiaire (dossier de Mme. X…).	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* En attente de jugement.	RG23/00197	19

Demandeur et Date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
Département 21 février 2023	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement d'un bénéficiaire (dossier de Mme. X…).	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* En attente de jugement.	RG23/00232	20
Département 27 février 2023	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement d'un bénéficiaire (dossier de Mme. X…).	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* En attente de jugement.	RG23/00276	21
Département 3 avril 2023	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement d'un bénéficiaire (dossier de Mme. X…).	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* En attente de jugement.		22
Département 21 avril 2023 (1ère affaire)	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement d'un bénéficiaire (dossier de Mme. X…).	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* En attente de jugement.		23
Département 21 avril 2023 (2ème affaire)	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement d'un bénéficiaire (dossier de Mme. X…).	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* En attente de jugement.		24

Demandeur et Date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
3.3 – Aide sociale				
3.3.1 – Contentieux de l'admission à l'aide sociale pour personnes âgées				
Département 20 décembre 2022	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier M. Y…).	° *Juge aux affaires familiales* Ordonnance du 2 janvier 2023 portant déclaration de succession vacante et désignant le service des domaines de Toulouse comme curateur.	RG22/00323	25
Département 30 janvier 2023 (1ère affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier Mme. X…).	° *Juge aux affaires familiales* Ordonnance du 7 février 2023 portant déclaration de succession vacante et désignant le service des domaines de Toulouse comme curateur.	RG23/00031	26
Département 30 janvier 2023 (2ème affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier M. Y…).	° *Juge aux affaires familiales* Ordonnance du 7 avril 2023 portant déclaration de succession vacante et désignant le service des domaines de Toulouse comme curateur.	RG23/00111	27
Département 1er février 2023	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier M. Y…).	° *Juge aux affaires familiales* Ordonnance du 8 février 2023 portant déclaration de succession vacante et désignant le service des domaines de Toulouse comme curateur.	RG23/00032	28
Département 3 février 2023	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier Mme. X…).	° *Juge aux affaires familiales* Ordonnance du 13 février 2023 portant déclaration de succession vacante et désignant le service des domaines de Toulouse comme curateur.	RG23/00041	29
Département 16 février 2023 (1ère affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier Mme. X…).	° *Juge aux affaires familiales* Ordonnance du 23 février 2023 portant déclaration de succession vacante et désignant le service des domaines de Toulouse comme curateur.	RG23/00056	30
Département 16 février 2023 (2ème affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier Mme. X…).	° *Juge aux affaires familiales* Ordonnance du 23 février 2023 portant déclaration de succession vacante et désignant le service des domaines de Toulouse comme curateur.	RG23/00057	31

Demandeur et Date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
4 – Handicap				
4.1 – Carte mobilité inclusion-personnes handicapées – mention invalidité				
M. Y… 5 décembre 2022	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention invalidité.	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* Mémoire en défense du Département le 14 février 2023.	RG22/00303	32
Mme. X… 6 janvier 2023	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention invalidité.	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* Mémoire en défense du Département le 17 février 2023.	RG23/00011	33
Mme. X… 26 janvier 2023	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention invalidité.	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* Mémoire en défense du Département le 19 avril 2023.	RG22/00060	34
Mme. X… 13 janvier 2023	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention invalidité.	° *Tribunal judiciaire de Montauban :* Mémoire en défense du Département le 19 avril 2023.	RG22/00057	35

Demandeur et Date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
4.2 – Carte mobilité inclusion-personnes handicapées – mention stationnement				
M. Y… 26 décembre 2022	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention stationnement.	° *Tribunal administratif :* Mémoire en défense du Département le 13 février 2023.	2207434	36
M. Y… 20 février 2023	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention stationnement.	° *Tribunal administratif :* Mémoire en défense du Département le 4 avril 2023.	2301030	37
Mme. X… 6 février 2023	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention stationnement.	° *Tribunal administratif :* Mémoire en défense du Département le 17 avril 2023.	2300788	38
Mme. X… 9 janvier 2023	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention stationnement.	° *Tribunal administratif :* Mémoire en défense du Département le 17 avril 2023.	2300351	39
5 – Contentieux Répressif				
Département 19 avril 2023	Dépôt de plainte auprès du Procureur de la République contre X pour fraude à la perception de la prestation de compensation du handicap.	°*Procureur de la République* En cours d'instruction		40
Département 28 mars 2023	Dépôt de plainte auprès du Procureur de la République contre M. X pour menace et outrage à l'encontre du Département (personnel du site de proximité de Grisolles).	°*Procureur de la République* En cours d'instruction		41
5 – Contentieux Institutionnel				
Département 12 octobre 2022	Demande de désignation d'un mandataire ad hoc afin de finaliser la procédure de dissolution de la Société d'économie mixte d'aménagement de Tarn-et-Garonne.	° *Tribunal de commerce de Montauban* Ordonnance du 20 mars 2023 désignant Madame Marie-Claude NEGRE en tant que liquidateur amiable de la Société d'économie mixte d'aménagement de Tarn-et-Garonne et l'investissant des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de sa mission, et mettant à la charge du Département les frais et dépens de l'instance liquidés à la somme de 16,05 euros.		42

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

COMPTE RENDU D'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION OCTROYÉE AU PRÉSIDENT POUR PERCEVOIR DES INDEMNITÉS COMPENSATRICES CONSÉCUTIVES À DES SINISTRES

Par délibération du 15 juillet 2021 et en application de l'article L.3211-2 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Président a obtenu délégation pour accepter les indemnités de sinistres afférentes aux contrats d'assurances.

Il doit être rendu compte de l’exercice de cette délégation.

Aussi, vous trouverez en annexe un état récapitulatif des indemnités perçues du 7 janvier au 12 mai 2023 pour un montant total de 34 251,83 €.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir :

- prendre connaissance des informations contenues dans le tableau ci-après annexé ;

- et me donner acte de cette communication.

Le Président,

ANNEXE DÉLIBÉRATION DU 22 et 23 JUIN 2023

Compte rendu des indemnités compensatrices consécutives à des sinistres
en application de la délégation octroyée à l'exécutif - article L3211-2 du CGCT

Période du 7 janvier 2023 au 12 mai 2023

Organismes Payeurs	Contrat d'assurance : type de sinistre	Date de Sinistre	Objet	Montant TTC	Observations
SMACL Chèque	Dommages aux biens	30/09/22	Vol ordinateur et téléphone portables dans le véhicule d'un agent du département – Règlement suite à obtention recours	910,80 €	Solde
SMACL Virement	Dommages aux biens	03/09/21	Dommages électriques à l'Abbaye de Belleperche de Cordes-Tolosannes	429,55 €	Acompte
				15 657,53 €	Acompte
AXA Chèque	Dommages ouvrage	21/11/22	Infiltrations d'eau dans le bâtiment demi-pension au collège Simone Veil de Verdun-sur-Garonne	1 718,40 €	Acompte
SMACL Virement	Dommages aux biens	29/09/22	Dégâts des eaux au collège et gymnase Jean Jaurès de Montauban	2 651,81 €	Acompte
				1 133,95 €	Solde
SMACL Virement	Dommages aux biens	18 au 19/02/2023	Vandalisme au gymnase Jean Taché de Negrepelisse	1 409,10 €	Solde
SMACL Virement	Dommages aux biens	29/11/22	Choc VAM contre panneau d'entrée de la Base de loisirs et de plein air de St-Nicolas-de-la-Grave	8 508,94 €	solde
SMACL Virement	Dommages aux biens	05/08/22	Choc VAM contre rampe PMR au collège Pays-de-Serres de Lauzerte	1 473,67 €	solde
SMACL Virement	Dommages aux biens	22/11/21	Choc VAM contre clôture au collège Pierre Bayrou de St-Antonin-Noble-Val	358,08 €	Acompte

TOTAL (tous budgets confondus)	**34 251,83 €**
Budgets annexes	8 508,94 €
TOTAL SERVICE 30008	25 742,89 €

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

COMPTE RENDU D'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION OCTROYÉE AU PRÉSIDENT POUR LA CONCLUSION ET LA RÉVISION DU LOUAGE DE CHOSES

Lors de la séance du 15 juillet 2021, en application de l'article L.3211-2 du code général des collectivités territoriales, l'Assemblée départementale a donné au Président délégation de signature pour la conclusion et la révision du louage de choses, à la double condition que la durée n'excède pas 12 ans et que le montant total de l'engagement ne dépasse pas 120 000 € pour la durée choisie.

Il doit être rendu compte de l'exercice de cette compétence.

La liste des baux et des avenants qui ont été signés du 7 janvier au 12 mai 2023 est présentée en annexe.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- prendre connaissance des informations contenues dans le tableau ci-après annexé ;

- et me donner acte de cette communication.

Le Président,

ANNEXE DÉLIBÉRATION DU 22 et 23 JUIN 2023

Compte rendu des baux et avenants signés
en application de la délégation octroyée au président par la délibération du 15 juillet 2021

Période du 7 janvier au 12 mai 2023

Statut du Département	Signataire	Type	Objet	Du	au	Durée	Montant Annuel	Montant sur la durée de la convention et ou avenant	Date de signature
Propriétaire	Amicale Laïque Valence d'Agen section Cyclosport (A.L.V.A.) 29 avenue de Bordeaux 82400 Valence-d'Agen	Convention d'occupation temporaire du domaine public	Utilisation des infrastructures de la Base de plein air et de loisirs du Tarn et de la Garonne pour l'organisation du championnat régional de cyclo-cross	13/01/2023	16/01/2023	4 jours	gratuit	gratuit	10/01/2023
Propriétaire	Association Fermat Science 3 rue Pierre Fermat 82500 Beaumont-de-Lomagne	Convention d'occupation temporaire du domaine public	Mise à disposition du hall d'accueil et du grand salon pour l'organisation d'une manifestation s'intitulant « Very math trip » à l'Abbaye de Belleperche à Cordes Tolosannes	25/03/2023	25/03/2023	1 jour	gratuit	gratuit	09/03/2023
Propriétaire	Lycée Michelet 22 Faubourg Lacapelle 82000 Montauban	Convention d'occupation temporaire du domaine public	Mise à disposition du hall d'accueil de l'Hôtel du Département pour la conférence intitulée « Michelet fait des histoires sur le thème Racisme et antisémitisme – Quand la haine menace la démocratie »	06/04/2023	06/04/2023	1 jour	gratuit	gratuit	30/03/2023
Propriétaire	Groupement de Gendarmerie 75 Ter, Avenue M. Hamecher 82000 Montauban	Avenant 2	Location de la caserne de gendarmerie de Villebrumier	01/04/2023	31/03/2026	3 ans	13 665,96 €	40 997,88 €	04/04/2023
Locataire	Commune 12 – 14 Grand Rue 82290 La-Ville-Dieu-du-Temple	Convention de mise à disposition d'une salle communale	Location d'une salle communale pour effectuer les permanences d'actions sociales	23/03/2023	22/03/2029	6 ans	gratuit	gratuit	25/04/2023

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

COMPTE RENDU D'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION OCTROYÉE AU PRÉSIDENT POUR LA CONCLUSION DES MARCHÉS PUBLICS

Il est prévu par l'article L.3221-11 du code général des collectivités territoriales que le « *Président, par délégation du Conseil départemental, peut être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque des crédits sont inscrits au budget.*

Le Président du Conseil départemental rend compte à la plus proche réunion utile du conseil départemental de l'exercice de cette compétence et en informe la commission permanente. »

Présentement, il s'agit du compte rendu établi depuis la dernière séance plénière (période du 14 janvier 2023 au 19 mai 2023) relatif à la délégation consentie par délibération de l'Assemblée départementale du 15 juillet 2021 pour toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres d'un montant inférieur à 214 000 € HT quelque soit leur nature.

Il est proposé à l'Assemblée départementale de donner acte de la communication des marchés publics notifiés entre le 14 janvier 2023 et le 19 mai 2023 en vertu de la délégation accordée au Président en la matière.

Le Président,

Annexe : compte rendu de l'exercice de la délégation octroyée au Président pour les marchés publics du 14 janvier 2023 au 19 mai 2023

AOE : appel d'offres européen / MAPA : marché en procédure adaptée / MN : marché négocié					**Accords cadre à bons de commande**		*F : fournitures / T : travaux / S : services / PI : prestations intellectuelles / TIC : technique de l'information et de la communication / MOE : maîtrise d'oeuvre*				
Proc	**Type**	**Objet**	**N° de marché**	**Montant attribué HT**	**MIN**	**MAX**	**Durée**	**Titulaire**	**CP**	**Ville**	**Notification**
Travaux											
MAPA <90	T	Réalisation et pose d'une passerelle bois au lac du Gouyre	**202214900**	48 446,00	/	/	3 mois	EIFFAGE	81000	ALBI	23/02/23
TVX <100	T	Réfection du chauffage-climatisation des logements de fonction du collège de Grisolles	**202304800**	64 855,10	/	/	2 mois	GCM	82000	MONTAUBAN	18/04/23
TVX <100	T	Réfection des coursives au collège Ingres à Montauban	**202305700**	98 298,47	/	/	15 semaines	SYLVEA	82000	MONTAUBAN	04/05/23
MAPA >90	T	Restitution des toitures de l'aile sud de l'Abbaye de Belleperche Lot 1 : maçonnerie	**202218501**	64 872,90	/	/	12 mois	BOURDARIOS	31084	TOULOUSE	09/05/23
MAPA >90	T	Restitution des toitures de l'aile sud de l'Abbaye de Belleperche Lot 2 : charpente/couverture	**202218502**	89 945,87	/	/	12 mois	Groupement PCZC / IZQUIERDO	31200	TOULOUSE	09/05/23
TVX <100	T	Réfection des menuiseries du R+2 et travaux préparatoires, ancienne gendarmerie avenue Gambetta à Montauban - Lot n° 1 : menuiseries bois	**202305901**	69 190,64	/	/	6 mois	LE MENUISIER DU MIDI	82160	CAYLUS	15/05/23
TVX <100	T	Réfection des menuiseries du R+2 et travaux préparatoires, ancienne gendarmerie avenue Gambetta à Montauban - Lot n° 2 : travaux préparatoires	**202905902**	28 999,42	/	/	6 mois	CMPGB	82000	MONTAUBAN	15/05/23

Annexe : compte rendu de l'exercice de la délégation octroyée au Président pour les marchés publics du 14 janvier 2023 au 19 mai 2023

AOE : appel d'offres européen / MAPA : marché en procédure adaptée / MN : marché négocié					**Accords cadre à bons de commande**		*F : fournitures / T : travaux / S : services / PI : prestations intellectuelles / TIC : technique de l'information et de la communication / MOE : maîtrise d'oeuvre*				
Proc	**Type**	**Objet**	**N° de marché**	**Montant attribué HT**	**MIN**	**MAX**	**Durée**	**Titulaire**	**CP**	**Ville**	**Notification**
Services											
MAPA <90	S	Formation de conduite de véhicules terrestres à moteur	**202300600**		SANS	50 000,00	4 ans	ECF	82000	MONTAUBAN	23/02/23
MAPA >90	S	Prestations d'hébergement d'urgence au centre ville de MONTAUBAN	**202303500**	/	SANS	214 000,00	de la notification au 31/01/2024	HOTEL VILLENOUVELLE	82000	MONTAUBAN	13/03/23
MAPA >90	S	Prestations de traiteurs	**202302400**	/	SANS	70 000,00	1 + 2	DIEZ	82000	MONTAUBAN	10/05/23
MAPA >90	S	Enlèvement de déchets - lot 1 : subdivision Valence d'Agen et Castel	**202301901**	/	SANS	60 000,00	4 ans	APAG	82100	CASTELSARRASIN	17/05/23
MAPA >90	S	Enlèvement de déchets - lot 2 : subdivision Montauban et St Antonin NV	**202301902**	/	SANS	150 000,00	4 ans	FERVERT	82410	ST ETIENNE DE TULMONT	17/05/23
Fournitures											
MAPA >90	F	Impression d'enveloppes et de papiers avec logo pour les services du Département de Tarn et Garonne	**202302700**	/	5 000,00	25 000,00	1 + 3	OCCITANE ENVELOPPES	31100	TOULOUSE	11/05/23
Maîtrise d'oeuvre											
MN	MOE	Maîtrise d'oeuvre pour la construction d'un préau au collège de Caussade	**202303100**	15 900,03	/	/	36 mois	ARKHITECTON ATELIER	82000	MONTAUBAN	13/03/23
MAPA <90	MOE	Maîtrise d'oeuvre relative à l'extension de l'antenne de Caussade	**202217700**	9 238,00	/	/	36 mois	ALGA	82300	CAUSSADE	13/03/23
MN	MOE	Maîtrise d'oeuvre pour la réfection du mur d'enceinte au collège Ingres	**202302800**	11 540,00	/	/	28 semaines (travaux été 2023)	Mariano MARCOS	82000	MONTAUBAN	23/03/23
MAPA <90	MOE	Maîtrise d'oeuvre pour la rénovation des façades du pavillon de l'Education du Centre universitaire de montauban – mandat de maîtrise d'ouvrage délégué	**M23/0141**	60 000,00	**/**	**/**	02/05/2023 au 31/10/2024	Groupement LABORDERIE TAULIER / JFR / DANOBAT	82000	MONTAUBAN	04/04/23

Annexe : compte rendu de l'exercice de la délégation octroyée au Président pour les marchés publics du 14 janvier 2023 au 19 mai 2023

AOE : appel d'offres européen / MAPA : marché en procédure adaptée / MN : marché négocié					**Accords cadre à bons de commande**		*F : fournitures / T : travaux / S : services / PI : prestations intellectuelles / TIC : technique de l'information et de la communication / MOE : maîtrise d'oeuvre*				
Proc	**Type**	**Objet**	**N° de marché**	**Montant attribué HT**	**MIN**	**MAX**	**Durée**	**Titulaire**	**CP**	**Ville**	**Notification**
Prestations intellectuelles											
MAPA >90	S	Mission de coordination SPS niveau II et III sur routes et ouvrages d art	**202211500**	/	SANS	50 000,00	1 + 3 ans	PGP	82000	MONTAUBAN	17/01/23
MAPA <90	PI	Etude de faisabilité et de programmation pour la construction d'un gymnase à Verdun sur Garonne (ARAC)	**202213200**	38 287,50	/	/	variables selon prestations	ADOC	31100	TOULOUSE	27/01/23
MAPA <90	PI	Marché subséquent – SPS niveau II extension collège Jean Jacques Rousseau à Labastide Saint Pierre	**202217100**	4 240,00	/	/	24,5 mois	PGP	82000	MONTAUBAN	30/01/23
MN	PI	Rénovation des façades du centre universitaire : convention de mandat	**202217800**	25 000,00	/	/	20 mois	SPL ARAC	31400	TOULOUSE	01/02/23
MAPA <90	PI	Marché subséquent – SPS niveau II extension collège Vercingétorix Montech	**202218300**	3 000,00	/	/	36 mois	PGP	82000	MONTAUBAN	07/02/23
MAPA <90	PI	Mission de programmation et assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réhabilitation et l'extension des archives	**202216000**	40 387,50	/	/	20 mois	Groupement ESPELIA / EREAH	75009	PARIS	16/02/23
MAPA <90	PI	Mission de programmation pour la réhabilitation du château de Montauriol	**202216400**	47 440,00	/	/	18 mois	VITAM INGENIERIE	31700	BLAGNAC	16/02/23
MAPA >90	PI	Assistance juridique pour la création d'un établissement public de coopération culturelle – Grotte et chateaux de Bruniquel	**202303000**	56 500,00	/	/	7 mois	Groupement BARON AIDENBAUM / ENERGEIA CONSEIL	75011	PARIS	11/05/23

Annexe : compte rendu de l'exercice de la délégation octroyée au Président pour les marchés publics du 14 janvier 2023 au 19 mai 2023

AOE : appel d'offres européen / MAPA : marché en procédure adaptée / MN : marché négocié					**Accords cadre à bons de commande**		*F : fournitures / T : travaux / S : services / PI : prestations intellectuelles / TIC : technique de l'information et de la communication / MOE : maîtrise d'oeuvre*				
Proc	**Type**	**Objet**	**N° de marché**	**Montant attribué HT**	**MIN**	**MAX**	**Durée**	**Titulaire**	**CP**	**Ville**	**Notification**
TIC											
MN	TIC	Maintenance et assistance téléphonique Eksae SIRH150	**202301300**	40 182,40	/	/	1 an à compter du 19/10/2022	EKSAE	92500	RUEIL MALMAISON	09/02/23
MN	TIC	Marché subséquent de l'accord cadre RESAH n°2021-046-01– Fourniture et intégration de solutions de téléphonie d'entreprise multimarques, des applications connexes ainsi que la réalisation de services connexes et prestations associées	**202306000**	/	SANS	SANS	1+3	SPIE ICS	92247	MALAKOFF	27/03/23
MN	TIC	Marché subséquent passe sur le fondement de l'accord-cadre n° 2022-009 – Acquisition de solution d'infrastructures informatiques et mise en œuvre de prestations de services associées (mono-constructeur)	**2022-009-001-MS136**	/	SANS	2 000 000,00	1+3	Groupement KOESIO/AVITI	87000	LIMOGES	19/04/23

Annexe : compte rendu de l'exercice de la délégation octroyée au Président pour les marchés publics compris entre 20 000 et 40 000 €HT

Période du 14 janvier 2023 au 19 mai 2023					**Accords cadre à bons de commande**		*F : fournitures / T : travaux / S : services / PI : prestations intellectuelles / TIC : technique de l'information et de la communication*				
Proc	**Direction**	**Objet**	**N° de BC ou engagement**	**Montant attribué HT**	**MIN**	**MAX**	**Durée**	**Titulaire**	**CP**	**Ville**	**Date de notification**
Travaux											
MN 20-40 K€	DI	Réfection du sol du préau Collège Pierre Bayrou à Saint Antonin Noble Val	2023-00001197	14 844,00	/	/	2 mois à compter de la notification	COLAS	82000	MONTAUBAN	26/01/23
MN 20-40 K€	DI	Réfection et aménagement paysager de la cour collège de Lauzerte	2023-00001226	23 935,10	/	/	4 mois à compter de l'OS de démarrage	JNC PAYSAGE	82130	LAFRANCAISE	24/02/23
MN 20-40 K€	DI	Fourniture et mise en place d'armatures et bâches sur les bacs à sel dans les antennes de Nègrepelisse et Villebrumier	2023-00001506 2023-00001507	38 400,00	/	/	3 mois à compter de la notification	Les ateliers ALGAYRES	82100	CASTEL-SARRASIN	08/03/23
MN 20-40 K€	DI	Mise aux normes de protections contre la foudre sur différents sites du département de Tarn et Garonne : Belleperche, Archives, Espace des augustins, Hotel du département, Médiathèque	2023-00001630 2023-00001639 2023-00001640 2023-00001643 2023-00001645	24 699,34	/	/	6 mois à compter de la notification	FOUDRETECH	31520	RAMONVILLE SAINT AGNE	22/03/23
MN 20-40 K€	DI	Réfection de volets bois Archives départementales à Montauban	2023-00001591	29 674,47	/	/	3 mois à compter de la notification	LE MENUISIER DU MIDI	82160	CAYLUS	13/04/23
MN 20-40 K€	DI	Mise aux normes hygiène cuisine : réfection de cloisons Au collège Jean Lacaze à Grisolles	2023-00002214	33 443,66	/	/	4 mois à compter de la notification	I2S	32200	GIMONT	11/04/23
MN 20-40 K€	DI	Réfection éclairage gymnase Caussade	2023-00002578	38 990,00	/	/	2 mois à compter de l'OS de démarrage	ATOME Electricité	82000	MONTAUBAN	27/04/23

Annexe : compte rendu de l'exercice de la délégation octroyée au Président pour les marchés publics compris entre 20 000 et 40 000 €HT

Période du 14 janvier 2023 au 19 mai 2023					**Accords cadre à bons de commande**		*F : fournitures / T : travaux / S : services / PI : prestations intellectuelles / TIC : technique de l'information et de la communication*				
Proc	**Direction**	**Objet**	**N° de BC ou engagement**	**Montant attribué HT**	**MIN**	**MAX**	**Durée**	**Titulaire**	**CP**	**Ville**	**Date de notification**
Fournitures											
MN 20-40 K€	Augus Tins	Console numérique Allen & Heath D-live + accessoires	2023-00001666	28 330,00	/	/	sans objet	AUDIO CONCEPT	82000	MONTAUBAN	28/02/23
MN 20-40 K€	DMG	Fourniture de produits de nettoyage pour véhicules et engins T.P. et produits de traiteement techniques des bâtiments et surfaces	/	/	2 000,00	30 000,00	1 + 3	DALTA	82270	MONTPEZAT DE QUERCY	25/04/23
MN 20-40 K€	IMEP	Fourniture de fioul	E55657	25 427,75	/	/	livraisons entre le 14/01/2023 et 19/05/2023	DEGUILHEM G ENERGIE	40160	PARENTIS EN BORN	plusieurs livraisons sur la période
Services											
MN 20-40 K€	DOC	Renouvellement base de données juridiques Lexis 360°	E57724	28 884,21	/	/	12 mois	LEXIS NEXIS	75747	PARIS	30/03/23
TIC											
MN 20-40 K€	DSIT	Location (SaaS) BLUE MIND – Licence – Renouvellement souscription	C20232886	23 401,50	/	/	1 AN	UGAP	77420	CHAMPS-SUR-MARNE	17/05/23
MN 20-40 K€	DSIT	Prestations mise en œuvre actes PMI mère et enfant – service PMI	C20231438	30 011,04	/	/	1 AN	INETUM SOFTWARE FRANCE	93400	ST-OUEN-SUR-SEINE	02/03/23
MN 20-40 K€	DAV	RD 78 PR18+00 glissement à Lamothe Capdeville – contrôle de conformité	E66660	24 360,00	/	/	1 semaine	EIFFAGE GENIE CIVIL	42000	SAINT ETIENNE	23/04/23
MN 20-40 K€	DSIT	Services Altospam mailout	C20232638	38 308,50	/	/	1 AN	ALTOSPAM OKTEY	33000	BORDEAUX	27/04/23
MN 20-40 K€	DSIT	Communications – téléphonie fixe	C2023108	20 000,00	/		1 AN	BOUYGUES TELECOM	75116	PARIS	12/01/23

Annexe : compte rendu de l'exercice de la délégation octroyée au Président pour les marchés publics compris entre 20 000 et 40 000 €HT

Période du 14 janvier 2023 au 19 mai 2023					**Accords cadre à bons de commande**		*F : fournitures / T : travaux / S : services / PI : prestations intellectuelles / TIC : technique de l'information et de la communication*				
Proc	**Direction**	**Objet**	**N° de BC ou engagement**	**Montant attribué HT**	**MIN**	**MAX**	**Durée**	**Titulaire**	**CP**	**Ville**	**Date de notification**
PI											
MN 20-40 K€	ENV	Réalisation d'un audit sur le GIP Public Labo	E73484	34 750,00	/	/	2 mois	KPMG	69000	LYON	15/03/23
MN 20-40 K€	PSH	Diagnostic et perspective d'évolution de la mise en œuvre des missions de prévention et de protection de l'enfance	2023-022049	38 475,00	/	/	7 mois	KPMG advisory	92066	PARIS LA DEFENSE	17/03/23
MN 20-40 K€	CAB	Mission appui et accompagnement portant sur le suivi du plan de relance et sur les politiques de développement territorial du Conseil départemental de Tarn-et-Garonne et de leurs effets sur la trajectoire financière de la collectivité	/	36 500,00	/	/	1 AN	MC GESTION	82360	LAMAGISTÈRE	21/04/23

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

IMPRÉVISION EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS - CONVENTION D'INDEMNISATION - AXIMUM

Le présent rapport soumis à l'Assemblée départementale illustre les conséquences, en matière de marchés publics, de la très forte hausse des prix et des composants pour certaines matières premières consécutive à la relance économique après la crise du Covid-19.

Notre Assemblée est, dans ce cadre, amenée à examiner les modalités d'indemnisation des entreprises confrontées à une exécution plus onéreuse de leurs marchés et pour lesquelles un rétablissement de l'équilibre financier de leurs contrats est opéré, via la théorie de l'imprévision (circulaire ministérielle n°6374/SG du 29 septembre 2022).

● L'ouverture de la théorie de l'imprévision

En l'absence d'un sujétion imprévisible, les prix sont immuables et lient les parties (hors révision contractuelle). Cette intangibilité des prix cède lorsqu'un changement de circonstances imprévisibles lors de la conclusion du contrat (changement qui ne pouvait être raisonnablement pas prévu et dont les effets ne peuvent pas être évités par des mesures appropriées) rend l'exécution excessivement onéreuse et met en péril la viabilité même de la poursuite de l'exécution du marché.

La théorie de l'imprévision, qui trouve ici à s'appliquer, a vocation à protéger le cocontractant qui est tenu d'assurer l'exécution du contrat, même si celle-ci devient plus difficile en ouvrant droit à une indemnisation au titre des charges extracontractuelles.

Elle s'applique en présence d'un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant l'équilibre du contrat.

« Le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir » (article R.2194-5 du code de la commande publique).

Le principe d'indemnisation en découle.

« Lorsque survient un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant qui en poursuit l'exécution a droit à une indemnité » (article L.6-3° du code de la commande publique).

- **Modalités de mise en œuvre**

Aux conditions d'ouverture de l'imprévision s'ajoutent des conditions de mise en œuvre de l'indemnisation :
- l'indemnité d'imprévision se limite à réparer le préjudice constitué par le déficit d'exploitation supporté par le titulaire en lien direct et certain avec l'évènement imprévisible à l'exclusion de tout bénéfice ou manque à gagner ;
- la condition tenant au bouleversement de l'économie du contrat est analysée au cas par cas en tenant compte des spécificités du secteur économique et des justifications apportées par l'entreprise ;
-le titulaire du marché produit tous justificatifs attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés ;
-le déficit est apprécié au regard de l'équilibre financier du contrat liant le Département au titulaire ;
-la jurisprudence laisse traditionnellement à la charge du titulaire une partie de l'aléa variant de 5 % à 25 % du montant de la perte subie.

- **Les entreprises concernées**

L'ensemble des principes rappelés ont été mis en œuvre pour admettre, par voie conventionnelle (cf. convention ci-annexée), l'indemnisation sollicitée par l'entreprise AXIMUM industrie.

Marché concerné	Marché n° 201915201
Motivation	Hausse exceptionnelle des matières premières composant les peintures sur la période 2021 Dioxyde de titane +40 % Résines +25 % Solvants + 104 %
Justificatifs	Factures des fournisseurs

Marché concerné	Marché n° 201915201
Montant de l'indemnisation	6 132,50 € HT résultant de l'application d'un pourcentage négocié de 15,16 % sur le montant des commandes de 40 450 € HT
Modalités de versement	Indemnités provisionnelles (marché en cours) à défaut, indemnité globale versée en fin de contrat
Période concernée	Du 1er avril 2021 au 31 août 2021

Pour l'année 2022, les valeurs des indices prévus au marché ont permis d'absorber la hausse des coûts des matières premières.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver la convention d'indemnisation négociée avec la société « Aximum industrie » lui octroyant une indemnité d'imprévision d'un montant de 6 132,50 € HT (7 359 € TTC) telle que ci-annexée,

-m'autoriser à signer ladite convention, au nom et pour le compte du Département.

Le Président,

Imprévision en matière de marchés publics
Convention d'indemnisation

Entre

Le **Département de Tarn-et-Garonne,** représenté par le Président du Conseil départemental, **sis** à l'Hôtel du Département, 100 boulevard Hubert Gouze à Montauban (82013) dûment habilité aux fins des présentes par délibération du 13-14 février 2023,

ci-après désigné « le Département»,

Et

La société AXIMUM Industrie dont le siège social est situé 8 Rue Jean Mermoz, 78114 MAGNY LES HAMEAUX - immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro SIREN 383 765 799 00135, représentée par Benoit Castex dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après désigné « le titulaire»,

Il est exposé

La société AXIMUM industrie, titulaire du marché de fourniture de peinture mono-composante en acqueuse et solvantée non nocive (lot n°1) est confrontée, dès juin 2021 à la hausse du coût des matières premières.

Le titulaire sollicite en ce sens une indemnité au Département-acheteur en application de la théorie de l'imprévision. Cette indemnité vise à dédommager partiellement le titulaire du préjudice qui résulte de l'exécution du contrat en raison du bouleversement temporaire de l'équilibre économique de celui-ci.

Le Département considère, en application de la circulaire n°6374/SG du Premier ministre en date du 29 septembre 2022 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières, que les conditions tenant à l'imprévision sont réunies : imprévisibilité, extériorité de l'évènement, bouleversement de l'économie du contrat.

En conséquence, les parties au contrat conviennent de mettre en œuvre l'article L.6-3° du Code de la commande publique aux termes duquel « *lorsque survient un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité* ».

Et convenu ce qui suit

Article 1- Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de l'indemnisation, au titre de la théorie de l'imprévision, de la société AXIMUM Industrie à raison des charges extracontractuelles qu'elle a subies.

Article 2- Fondement juridique

Il est fait application de la théorie de l'imprévision à raison de la hausse exceptionnelle du pétrole, du gaz et de certaines matières premières constatée depuis la fin du premier trimestre 2021 aux conditions cumulatives de l'imprévisibilité, de l'extériorité de l'événement aux parties du contrat et du bouleversement de l'économie du contrat.

La troisième et dernière condition cumulative concernant le bouleversement de l'économie du contrat est analysée au cas par cas, en tenant compte des spécificités du secteur économique et des justifications apportées par l'entreprise.

Article 3- Champ d'application

L'indemnité d'imprévision est relative aux commandes exécutées en application du marché de fourniture de peinture pour le Département de Tarn et Garonne tels que ci-après définis :

- lot n°1 : fourniture de peinture mono-composante aqueuse et solvantée non nocive, marché n° 201915201 sans montant minimum et avec un montant maximum de 150 000 € HT annuel, notifié le 28 août 2019 pour un an et reconductible trois fois.

Article 4- Indemnité d'imprévision

Article 4.1 –Justifications

Sur la base des justificatifs comptables produits par le titulaire en date du 21 octobre 2021 joints en *annexe 1*, il est constaté la hausse ci-après des matières premières essentielles à la composition de la peinture :

Dioxyde de Titane	+40 %
Résines	+25 %
Solvants	+104 %

La hausse constatée caractérise un changement de circonstances imprévisibles rendant l'exécution du marché excessivement onéreuse et de nature à bouleverser l'équilibre contractuel. En outre, l'indice PMR (Produit de marquage routier) ne reflétait pas encore l'évolution des coûts lors de la passation des commandes concernées. Les annexes au présent contrat précisent l'évolution des prix et des circonstances et listent les commandes concernées.

Les parties au contrat conviennent d'une prise en charge des risques liés à l'imprévision dans les conditions financières de l'article 4.2.

Article 4.2 –Montant de l'indemnité d'imprévision

Dans la limite de ce qui est nécessaire à l'entreprise titulaire pour poursuivre l'exécution du marché, le pourcentage négocié de la compensation financière supportée par le Département est fixé ainsi qu'il suit. Ce pourcentage fait assumer au Département les charges extracontractuelles générées par le changement de circonstances économiques en laissant réglementairement au titulaire une partie du déficit subi inhérent à tout contrat.

L'indemnité d'imprévision est calculée sur la période du 1er avril 2021 au 31 août 2021 sur la base d'un pourcentage de 15 % de hausse sur les peintures et 28 % pour les solvants, sachant que les peintures représentent 98 % des commandes considérées.

Après analyse des commandes passées sur la période incriminée, le tableau joint en *annexe 2* reprend l'ensemble des éléments de compréhension des montants qui sont résumés, dans le tableau suivant :

	Montant commandé	% d'imprévision	Montant de l'indemnité
Marché 201915201	40 450 € HT	15,16 %	6 132,50 € HT

Article 4.3 – Modalités de versement de l'indemnité d'imprévision

L'indemnité sera créditée en un seul versement.

Le titulaire transmet une facturation annexe relative à l'indemnité d'imprévision transmise à l'acheteur via CHORUS PRO.

A défaut, l'indemnité est versée à la fin de l'exécution du contrat.

Le montant de l'indemnité d'imprévision devra toujours faire l'objet d'un accord conjoint des deux parties avant le dépôt de la facture correspondante sur CHORUS PRO, avec à l'appui, les justificatifs transmis par le titulaire.

Article 5-Effets

L'indemnité d'imprévision couvre la période de passation des commandes allant du 1er avril 2021 au 31 août 2021.

Selon l'évolution du contexte économique, un réexamen sera opéré des conditions tarifaires. Un acte modificatif au présent contrat pourra, sur accord exprès des parties, formaliser une indemnisation complémentaire.

Article 6- Litiges

En cas de litige résultant de l'application de la présente convention et d'échec des négociations préalables amiables, le Tribunal Administratif de Toulouse est compétent.

Fait à…….. , le…….

Pour le titulaire, Pour le Département de Tarn et Garonne,

Imprévision en matière de marchés publics
Convention d'indemnisation « Département/ société Saônoise de mobiliers

___

Annexe relative l'évolution des prix

. Changement de circonstances *(énoncé des évolutions ou production d'un document financier)*

Voir Annexe 1

. Commandes départementales concernées

voir Annexe 2

FACTURE N° 17002RX21002887

F2102980

AXIMUM
PRODUITS DE MARQUAGE

AXIMUM Produits de Marquage - COL7621
5 rue du Quai de Débarquement
76100 ROUEN
France
02.32.18.20.00

Code Client	Date Facture	Echéance
08200010	22/06/2021	22/07/2021
Code JDE	Code MIG	
18340236		

Vos réf. : **CDE N° 28/2021/SM DU 22/04/2021**
N° Marché : **201915201** N° Engagement : **2021/5496**
Service : **5001** Cadre Facture : **A1 - Facture**

Destinataire
CONSEIL GENERAL TARN ET GARONNE
DIRECTION DE LA VOIRIE ET DE L'AMENAGT
PARC ROUTIER DEPARTEMENTAL
19 RUE DU DOCTEUR LABAT
82000 MONTAUBAN
FRANCE

Acheteur
CONSEIL GENERAL TARN ET GARONNE
DIRECTION DE LA VOIRIE ET DE L'AMENAGT
PARC ROUTIER DEPARTEMENTAL
19 RUE DU DOCTEUR LABAT
82000 MONTAUBAN
FRANCE

Suivi Par : **CORNET Rose-Marie**
Tél : **02 40 85 65 63**
Email : **rosemarie.cornet@aximum.fr**

SIRET	N° TVA Intracom
22820001000012	FR38228200010

Pays d'origine	Pays de destination	Condition de règlement
France	FRANCE	EFT (Virt) 30 jours date de facture

Incoterm (2010)	Ville Incoterm	Mode de Transport
EXW		3 - Par route

Nota :
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN ET GARONNE - LOT 1 ***

	Produit Ref.	Unité Cond	PU Net	Qté	Montant HT
C0060748	du 02/06/2021	Vos réf. : MARCHE N° 201915201 - CDE N° 28/2021/SM DU 22/04/2021			
	N° de Livraison : L0533262 du 15/06/2021	Chargé à NOYON		Livré à MONTAUBAN	
0010	N°Prix 5 : DILUANT CETOLINE 25L bidon				
	DDL005H1	L	2.50 €	200	500.00 €
0040	EOLE STAR / TYPHON - 1000 kg Container				
	PER043H4	KG	2.35 €	1000	2 350.00 €
0050	EOLE STAR / TYPHON - 1250kg Container				
	PER043HE	KG	2.35 €	5000	11 750.00 €

Pénalités de retard : taux d'intérêt appliqué par la BCE + 10 points
Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : montant de 40 € pour les entreprises régies par l'article L441-6 du Code de commerce
Pas d'escompte pour virement anticipé

Total HT	14 600.00 €
Total TVA	2 920.00 €
Total TTC	17 520.00 €
Acompte	0.00 €
Devise :	EUR
Net à Payer	17 520.00 €

Base H.T		TVA	
TVA1	14 600.00	20.0 %	2 920.00
TVA2	0.00		0.00
TVA3	0.00		0.00

Coordonnées Bancaires
SOGEFRPPLDE
FR76 30003 04250 00020498500 03

Poids Net	Poids Brut	Nbre Total UM
6 200	6 959	6

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE TARN-ET-GARONNE

CERTIFICAT POUR PAIEMENT

MARCHÉ À BONS DE COMMANDE

POLE DEVELOPPEMENT ET EQUILIBRE DES TERRITOIRES

XXXXXXXXX **Acompte**

Dernier acompte

Solde

Article	Sous-fonction	Nomenclature code des marchés publics	Exercice budgétaire	Numéro du marché	Date de notification	N° de l'état de versement
60633	621CTDEP	1708	2021	201915201	03/09/2019 – REC.1 03/09/2020	6

Caractéristiques du marché à bons de commande				Objet du marché
Montant TTC		**Montant HT**		FOURNITURE DE PEINTURE POUR LE DEPT DE TARN ET GARONNE – LOT 1 : FOURNITURE DE PEINTURE MONO-COMPOSANTE EN AQUEUSE ET SOLVANTEE NON NOCIVE
Max(1ère pér.)	180 000,00 €	Max(1ère pér.)	150 000,00 €	
Max(cumul 3 pér.)	540 000,00 €	Max(cumul 3 pér.)	450 000,00 €	

Compte à créditer	Titulaire du marché (TIERS N°39054)
SOCIETE GENERALE – LA DEFENSE ENTREPRISES 30003 04250 00020498500 03	SOCIETE AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE – 5, RUE DU QUAI DE DEBARQUEMENT - 76100-ROUEN

Références du dernier mandat émis

Exercice	Montant	Date	Numéro
2021	5 945,94	14/06/2021	10 828

1. Cumul des avances mandatées	HT	TTC
1.1 Montant de l'avance mandatée	0,00 €	0,00 €
1.2 Montant de la résorption d'avance forfaitaire	0,00 €	0,00 €

2. Cumul des dépenses antérieurement mandatées (hors avances)	HT	TTC
2.1 Cumul des mandats antérieurs en prix de base	71 059,98 €	85 271,98 €
2.2 Montant des pénalités (non soumises à la TVA)	0,00 €	0,00 €
2.3 Montant des révisions	-202,22 €	-242,66 €
Total des cumuls antérieurs	70 857,76 €	85 029,32 €

3. Présent mandat	HT	TTC
3.1 Montant en prix de base	14 600,00 €	17 520,00 €
3.2 Montant des pénalités suivant décompte joint (non soumises à la TVA)	0,00 €	0,00 €
3.3 Montant de la révision	14,60 €	17,52 €
3.4 Montant de la résorption d'avance forfaitaire	0,00 €	0,00 €
3.5 Montant de la retenue de garantie	0,00 €	0,00 €
Net à payer	14 614,60 €	**17 537,52 €**
dont net à payer au(x) sous-traitant(s) suivant attestation(s) jointe(s)		

4. Nouveau cumul	85 472,36 €	102 566,84 €

L'ordonnateur soussigné certifie qu'il peut être payé au bénéficiaire ci-dessus désigné la somme de :
DIX SEPT MILLE CINQ CENT TRENTE SEPT EUROS ET CINQUANTE DEUX CENTIMES

soit HT : 14 614,60 € TVA : 2 922,92 € TTC : 17 537,52 €

Certifié service fait,
A Montauban, le 21 juin 2021

L'ordonnateur,

BORDEREAU :
MANDAT :
DU :

FACTURE N° 17002RX21001577

F2101672

AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE

AXIMUM Produits de Marquage - COL7621
5 rue du Quai de Débarquement
76100 ROUEN
France
02.32.18.20.00

Code Client	Date Facture	Echéance
08200010	20/04/2021	20/05/2021
Code JDE	**Code MIG**	
18340236		

Vos réf. : **CDE N° 17/2021/SM DU 22/03/2021 SUITE D0139299 - essais**
N° Marché : **201915201** N° Engagement : **2021004134**
Service : **5001** Cadre Facture : **A1 - Facture**

Destinataire
CONSEIL DPTAL DE TARN ET GARONNE
UETR
19 RUE DU DOCTEUR LABAT
TEL 06 78 89 14 40 - 05 63 91 60 50
82000 MONTAUBAN
FRANCE

Acheteur
DEPARTEMENT DU TARN ET GARONNE
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX
SERVICE ACHAT / APPROVISIONNEMENT
19 RUE DU DOCTEUR LABAT
82000 MONTAUBAN
FRANCE

Suivi Par : **CORNET Rose-Marie**
Tél : **02 40 85 65 63**
Email : **rosemarie.cornet@aximum.fr**

SIRET : **22820001000012**
N° TVA Intracom : **FR38228200010**

Pays d'origine	Pays de destination
France	**FRANCE**

Condition de règlement : **EFT (Virt) 30 jours date de facture**

Incoterm (2010)	Ville Incoterm
EXW	

Mode de Transport : **3 - Par route**

Nota :
CONSEIL DEPARTEMENTAL TARN ET GARONNE - LOT 1 ***

Produit Ref.	Unité Cond	PU Net	Qté	Montant HT
Commande 23/03/2021	Vos réf. **MARCHE N° 201915201 - Lot 1 VNTP et Helix - CDE N° 17/2021/SM DU 22/03/2021 SUITE D0139299**			
N° de Livraison : **L0531081** du **06/04/2021**	Chargé à **NOYON**		Livré à **MONTAUBAN**	
0010 N°Prix 1 : TYPHON PREMIUM - 1000 kg Container				
PER229H4	KG	2.35 €	2000	4 700.00 €
0020 HELIX VILLE/ROUTE - 25kg SAKAPO®				
PER041A5	KG	...	300	... €
N° de Livraison : **L0531083** du **06/04/2021**	Chargé à **NOYON**		Livré à **MONTAUBAN**	
0030 BILLES STARLITEBEAD 1000 GV AC90 (MBGV3A6T) sac de 25kg				
SV05P4J0	KG	3.21 €	75	240.97 €
N° de Livraison : **L0531111** du **07/04/2021**	Chargé à **NOYON**		Livré à **MONTAUBAN**	
0030 BILLES STARLITEBEAD 1000 GV AC90 (MBGV3A6T) sac de 25kg				
SV05P4J0	KG	3.21 €	3000	9 639.00 €
N° de Livraison : **L0531458** du **15/04/2021**	Chargé à **NOYON**		Livré à **MONTAUBAN**	
0010 N°Prix 1 : TYPHON PREMIUM - 1000 kg Container				
PER229H4	KG	2.35 €	6000	14 100.00 €

Pénalités de retard : taux d'intérêt appliqué par la BCE + 10 points
Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : montant de 40 € pour les entreprises régies par l'article L441-6 du Code de commerce
Pas d'escompte pour virement anticipé

Total HT	28 679.97 €
Total TVA	5 735.99 €
Total TTC	34 415.96 €
Acompte	0.00 €
Devise :	EUR
Net à Payer	34 415.96 €

Base H.T		TVA	
TVA1	**28 679.97**	**20.0 %**	**5 735.99**
TVA2	**0.00**		**0.00**
TVA3	**0.00**		**0.00**

Coordonnées Bancaires
SOGEFRPPLDE
FR76 30003 04250 00020498500 03

Poids Net	Poids Brut	Nbre Total UM
11 375	**6 300**	**6**

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE TARN-ET-GARONNE

CERTIFICAT POUR PAIEMENT

MARCHÉ À BONS DE COMMANDE

POLE DEVELOPPEMENT ET EQUILIBRE DES TERRITOIRES

XXXXXXXXX **Acompte**

Dernier acompte

Solde

Article	Sous-fonction	Nomenclature code des marchés publics	Exercice budgétaire	Numéro du marché	Date de notification	N° de l'état de versement
60633	621CTDEP	1708	2021	201915201	03/09/2019 – REC.1 03/09/2020	3

Caractéristiques du marché à bons de commande				Objet du marché
Montant TTC		**Montant HT**		FOURNITURE DE PEINTURE POUR LE DEPT DE TARN ET GARONNE – LOT 1 : FOURNITURE DE PEINTURE MONO-COMPOSANTE EN AQUEUSE ET SOLVANTEE NON NOCIVE
Max(1ère pér.)	180 000,00 €	Max(1ère pér.)	150 000,00 €	
Max(cumul 3 pér.)	540 000,00 €	Max(cumul 3 pér.)	450 000,00 €	

Compte à créditer	Titulaire du marché (TIERS N°39054)
SOCIETE GENERALE – LA DEFENSE ENTREPRISES 30003 04250 00020498500 03	SOCIETE AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE – 5, RUE DU QUAI DE DEBARQUEMENT - 76100-ROUEN

Références du dernier mandat émis

Exercice	Montant	Date	Numéro
2021	5 376,00	13/04/2021	7 083

1. Cumul des avances mandatées	HT	TTC
1.1 Montant de l'avance mandatée	0,00 €	0,00 €
1.2 Montant de la résorption d'avance forfaitaire	0,00 €	0,00 €

2. Cumul des dépenses antérieurement mandatées (hors avances)	HT	TTC
2.1 Cumul des mandats antérieurs en prix de base	23 680,00 €	28 416,00 €
2.2 Montant des pénalités (non soumises à la TVA)	0,00 €	0,00 €
2.3 Montant des révisions	-249,60 €	-299,52 €
Total des cumuls antérieurs	23 430,40 €	28 116,48 €

3. Présent mandat	HT	TTC
3.1 Montant en prix de base	28 679,98 €	34 415,98 €
3.2 Montant des pénalités suivant décompte joint (non soumises à la TVA)	0,00 €	0,00 €
3.3 Montant de la révision	28,68 €	34,42 €
3.4 Montant de la résorption d'avance forfaitaire	0,00 €	0,00 €
3.5 Montant de la retenue de garantie	0,00 €	0,00 €
Net à payer	28 708,66 €	**34 450,40 €**
dont net à payer au(x) sous-traitant(s) suivant attestation(s) jointe(s)		

4. Nouveau cumul	52 139,06 €	62 566,88 €

L'ordonnateur soussigné certifie qu'il peut être payé au bénéficiaire ci-dessus désigné la somme de :
TRENTE QUATRE MILLE QUATRE CENT CINQUANTE EUROS ET QUARANTE CENTIMES

soit HT : 28 708,66 € TVA : 5 741,74 € TTC : 34 450,40 €

Certifié service fait,
A Montauban, le 20 avril 2021

L'ordonnateur,

BORDEREAU :
MANDAT :
DU :

FACTURE N° 17002RX21004476

F2104634

AXIMUM
PRODUITS DE MARQUAGE

AXIMUM Produits de Marquage - COL7621
5 rue du Quai de Débarquement
76100 ROUEN
France
02.32.18.20.00

Code Client	Date Facture	Echéance
08200010	30/08/2021	30/09/2021
Code JDE	Code MIG	
18340236		

Vos réf. : CDE N° 44/2021/SM DU 17/08/2021
N° Marché : 201915201 N° Engagement : 2021/5498
Service : 5001 Cadre Facture : A1 - Facture

Destinataire
CONSEIL GENERAL TARN ET GARONNE
DIRECTION DE LA VOIRIE ET DE L'AMENAGT
PARC ROUTIER DEPARTEMENTAL
19 RUE DU DOCTEUR LABAT
82000 MONTAUBAN
FRANCE

Acheteur
CONSEIL GENERAL TARN ET GARONNE
DIRECTION DE LA VOIRIE ET DE L'AMENAGT
PARC ROUTIER DEPARTEMENTAL
19 RUE DU DOCTEUR LABAT
82000 MONTAUBAN
FRANCE

Suivi Par : CORNET Rose-Marie
Tél : 02 40 85 65 63
Email : rosemarie.cornet@aximum.fr

SIRET	N° TVA Intracom
22820001000012	FR38228200010

Pays d'origine	Pays de destination	Condition de règlement
France	FRANCE	EFT (Virt) 30 jours date de facture

Incoterm (2010)	Ville Incoterm	Mode de Transport
EXW		3 - Par route

Note :
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN ET GARONNE - LOT 1 ***

Produit Réf.	Unité Cond	Prix unitaire	Remise	PU Net	Qté	Montant HT
C0062313 du 23/08/2021 — Vos réf. : MARCHE N° 201915201 - CDE N° 44/2021/SM DU 17/08/2021						
N° de Livraison : L0535644 du 24/08/2021 — Chargé à : NOYON — Livré à : MONTAUBAN						
0010 EOLE STAR / HAWAII - 1000 kg Container						
PER043H4	KG	2.35 €		2.35 €	1200	2 820.00 €
N° de Livraison : L0535677 du 25/08/2021 — Chargé à : ROUEN — Livré à : MONTAUBAN						
0030 ARUM BLEU CLAIR 5012 25kg SAKAPO®						
PS5136H9	KG	7.08 €	30%	4.96 €	25	123.90 €
C0062319 du 24/08/2021 — Vos réf. : MARCHE N° 201915201 - CDE N° 44/2021/SM DU 17/08/2021						
N° de Livraison : L0535678 du 25/08/2021 — Chargé à : ROUEN — Livré à : MONTAUBAN						
0010 ARUM VERT SIGNALISATION 6024 25kg SAKAPO®						
PS6158A5	KG	6.73 €	30%	4,71 €	25	117,77 €

4,711 €

117,78

Arrêté la présente facture à la somme de trois mille soixante et un euros et soixante huit centimes hors taxe

3061,68 €

Pénalités de retard : taux d'intérêt appliqué par la BCE + 10 points
Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : montant de 40 € pour les entreprises régies par l'article L441-6 du Code de commerce
Pas d'escompte pour virement anticipé

Total HT	3 061.67	€
Total TVA	612.33	€ 612,34 €
Total TTC	3 674.00	€
Acompte	0.00	€ 3674,02 €
Devise :	EUR	
Net à Payer	3 674.00	€

3674,02 €

Base H.T		TVA	
TVA1	3 061.67	20.0 %	612.34
TVA2	0.00		0.00
TVA3	0.00		0.00

Coordonnées Bancaires
SOGEFRPPLDE
FR76 30003 04250 00020498500 03

Poids Net	Poids Brut	Nbre Total UM
1 250	1 318	3

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE TARN-ET-GARONNE

CERTIFICAT POUR PAIEMENT

MARCHÉ À BONS DE COMMANDE

POLE DEVELOPPEMENT ET EQUILIBRE DES TERRITOIRES

XXXXXXXXX **Acompte**

Dernier acompte

Solde

Article	Sous-fonction	Nomenclature code des marchés publics	Exercice budgétaire	Numéro du marché	Date de notification	N° de l'état de versement
60633	621CTDEP	1708	2021	201915201	03/09/2019 – REC.1 03/09/2020	8

Caractéristiques du marché à bons de commande				Objet du marché
Montant TTC		**Montant HT**		FOURNITURE DE PEINTURE POUR LE DEPT DE TARN ET GARONNE – LOT 1 : FOURNITURE DE PEINTURE MONO-COMPOSANTE EN AQUEUSE ET SOLVANTEE NON NOCIVE
Max(1ère pér.)	180 000,00 €	Max(1ère pér.)	150 000,00 €	
Max(cumul 3 pér.)	540 000,00 €	Max(cumul 3 pér.)	450 000,00 €	

Compte à créditer	Titulaire du marché (TIERS N°39054)
SOCIETE GENERALE – LA DEFENSE ENTREPRISES 30003 04250 00020498500 03	SOCIETE AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE – 5, RUE DU QUAI DE DEBARQUEMENT - 76100-ROUEN

Références du dernier mandat émis

Exercice	Montant	Date	Numéro
2021	5 121,68		

1. Cumul des avances mandatées	HT	TTC
1.1 Montant de l'avance mandatée	0,00 €	0,00 €
1.2 Montant de la résorption d'avance forfaitaire	0,00 €	0,00 €

2. Cumul des dépenses antérieurement mandatées (hors avances)	HT	TTC
2.1 Cumul des mandats antérieurs en prix de base	89 889,98 €	107 867,98 €
2.2 Montant des pénalités (non soumises à la TVA)	0,00 €	0,00 €
2.3 Montant des révisions	-149,55 €	-179,46 €
Total des cumuls antérieurs	89 740,43 €	107 688,52 €

3. Présent mandat	HT	TTC
3.1 Montant en prix de base	3 061,68 €	3 674,02 €
3.2 Montant des pénalités suivant décompte joint (non soumises à la TVA)	0,00 €	0,00 €
3.3 Montant de la révision	27,56 €	33,07 €
3.4 Montant de la résorption d'avance forfaitaire	0,00 €	0,00 €
3.5 Montant de la retenue de garantie	0,00 €	0,00 €
Net à payer	3 089,24 €	**3 707,09 €**
dont net à payer au(x) sous-traitant(s) suivant attestation(s) jointe(s)		

4. Nouveau cumul		
	92 829,67 €	111 395,61 €

L'ordonnateur soussigné certifie qu'il peut être payé au bénéficiaire ci-dessus désigné la somme de :
TROIS MILLE SEPT CENT SEPT EUROS ET NEUF CENTIMES

soit HT : 3 089,24 € TVA : 617,85 € TTC : 3 707,09 €

Certifié service fait,

A Montauban, le 2 septembre 2021

L'ordonnateur,

BORDEREAU :
MANDAT :
DU :

FACTURE N° 17002RX21004477

F2104635

AXIMUM
PRODUITS DE MARQUAGE

AXIMUM Produits de Marquage - COL7621
5 rue du Quai de Débarquement
76100 ROUEN
France
02.32.18.20.00

Code Client	Date Facture	Echéance
08200010	30/08/2021	30/09/2021
Code JDE	Code MIG	
18340236		

Vos réf. : **CDE N° 28/2021/SM DU 22/04/2021**
N° Marché : **201915201** N° Engagement : **2021/5496**
Service : **5001** Cadre Facture : **A1 - Facture**

Destinataire
CONSEIL GENERAL TARN ET GARONNE
DIRECTION DE LA VOIRIE ET DE L'AMENAGT
PARC ROUTIER DEPARTEMENTAL
19 RUE DU DOCTEUR LABAT
82000 MONTAUBAN
FRANCE

Acheteur
CONSEIL GENERAL TARN ET GARONNE
DIRECTION DE LA VOIRIE ET DE L'AMENAGT
PARC ROUTIER DEPARTEMENTAL
19 RUE DU DOCTEUR LABAT
82000 MONTAUBAN
FRANCE

Suivi Par : **CORNET Rose-Marie**
Tél : **02 40 85 65 63**
Email : **rosemarie.cornet@aximum.fr**

SIRET : **22820001000012**
N° TVA Intracom : **FR38228200010**

Pays d'origine	Pays de destination	Condition de règlement
France	**FRANCE**	**EFT (Virt) 30 jours date de facture**

Incoterm (2010)	Ville Incoterm	Mode de Transport
EXW		**3 - Par route**

Nota :
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN ET GARONNE - LOT 1 ***

Produit Ref.	Unité Cond	Prix unitaire	Remise	PU Net	Qté	Montant HT
C0062312 du 23/08/2021 Vos réf. MARCHE N° 201915201 - CDE N° 28/2021/SM DU 22/04/2021						
N° de Livraison : **L0535643** du **24/08/2021** Chargé à **NOYON** Livré à **MONTAUBAN**						
0010 EOLE STAR / HAWAII - 1000 kg Container						
PER043H4	KG	2.35 €		2.35 €	1800	4 230.00 €

Pénalités de retard : taux d'intérêt appliqué par la BCE + 10 points
Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : montant de 40 € pour les entreprises régies par l'article L441-6 du Code de commerce
Pas d'escompte pour virement anticipé

Total HT	4 230.00	€
Total TVA	846.00	€
Total TTC	5 076.00	€
Acompte	0.00	€
Devise :	EUR	
Net à Payer	5 076.00	€

Base H.T		TVA	
TVA1	4 230.00	20.0 %	846.00
TVA2	0.00		0.00
TVA3	0.00		0.00

Coordonnées Bancaires
SOGEFRPPLDE
FR76 30003 04250 00020498500 03

Poids Net	Poids Brut	Nbre Total UM
1 800	1 890	2

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE TARN-ET-GARONNE

CERTIFICAT POUR PAIEMENT

MARCHÉ À BONS DE COMMANDE

POLE DEVELOPPEMENT ET EQUILIBRE DES TERRITOIRES

XXXXXXXXX **Acompte**

Dernier acompte

Solde

Article	Sous-fonction	Nomenclature code des marchés publics	Exercice budgétaire	Numéro du marché	Date de notification	N° de l'état de versement
60633	621CTDEP	1708	2021	201915201	03/09/2019 – REC.1 03/09/2020	7

Caractéristiques du marché à bons de commande				Objet du marché
Montant TTC		**Montant HT**		FOURNITURE DE PEINTURE POUR LE DEPT DE TARN ET GARONNE – LOT 1 : FOURNITURE DE PEINTURE MONO-COMPOSANTE EN AQUEUSE ET SOLVANTEE NON NOCIVE
Max(1ère pér.)	180 000,00 €	Max(1ère pér.)	150 000,00 €	
Max(cumul 3 pér.)	540 000,00 €	Max(cumul 3 pér.)	450 000,00 €	

Compte à créditer	Titulaire du marché (TIERS N°39054)
SOCIETE GENERALE – LA DEFENSE ENTREPRISES 30003 04250 00020498500 03	SOCIETE AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE – 5, RUE DU QUAI DE DEBARQUEMENT - 76100-ROUEN

Références du dernier mandat émis

Exercice	Montant	Date	Numéro
2021	17 537,52	29/06/2021	12 204

1. Cumul des avances mandatées	HT	TTC
1.1 Montant de l'avance mandatée	0,00 €	0,00 €
1.2 Montant de la résorption d'avance forfaitaire	0,00 €	0,00 €

2. Cumul des dépenses antérieurement mandatées (hors avances)	HT	TTC
2.1 Cumul des mandats antérieurs en prix de base	85 659,98 €	102 791,98 €
2.2 Montant des pénalités (non soumises à la TVA)	0,00 €	0,00 €
2.3 Montant des révisions	-187,62 €	-225,14 €
Total des cumuls antérieurs	85 472,36 €	102 566,84 €

3. Présent mandat	HT	TTC
3.1 Montant en prix de base	4 230,00 €	5 076,00 €
3.2 Montant des pénalités suivant décompte joint (non soumises à la TVA)	0,00 €	0,00 €
3.3 Montant de la révision	38,07 €	45,68 €
3.4 Montant de la résorption d'avance forfaitaire	0,00 €	0,00 €
3.5 Montant de la retenue de garantie	0,00 €	0,00 €
Net à payer	4 268,07 €	**5 121,68 €**
dont net à payer au(x) sous-traitant(s) suivant attestation(s) jointe(s)		

4. Nouveau cumul	89 740,43 €	107 688,52 €

L'ordonnateur soussigné certifie qu'il peut être payé au bénéficiaire ci-dessus désigné la somme de :
CINQ MILLE CENT VINGT ET UN EUROS ET SOIXANTE HUIT CENTIMES

soit HT : 4 268,07 € TVA : 853,61 € TTC : 5 121,68 €

Certifié service fait,

A Montauban, le 31 août 2021

L'ordonnateur,

BORDEREAU :
MANDAT :
DU :

⟹ RÉSINE Peinture

COPCI SAS
PAE des Glaisins - 1 Impasse des Marais
BP 211 - F-74942 ANNECY LE VIEUX Cedex

NORDMANN

Facture

N°	7090017215
Date	02.07.2021
Code client	**6724106**
Ref Cde client	CF21000454
Du	01.03.2021
N° TVA Intracom	FR91700501208
Notre N° TVA	FR57796880235
N° de vente	123 / 30426498

AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
USINE ROUEN
5, quai du Débarquement
F-76100 Rouen

Adresse de livraison
AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
USINE ROUEN
5, quai du Débarquement
F-76100 Rouen

Incoterms
CIP Rouen

Chargement du 02.07.2021

N° de Pos. / Votre article	Code article / Désignation	Conditionnement Quantité Unité	Prix U.HT	Montant HT
10	133[redacted]	5 x 900 kg IBC; Steel pallet		
MS0C021	ME[redacted]	4.500 KG	3,50 EUR/KG	15.750,00 EUR
	me[redacted]			
	100ppm MEHQ			
	UN 1247 M[redacted]E STABILISÉ,			
	3, II, (D/E)			
		Lot 3111061103		4.500,000 KG
	Code douanier: 29161400	Origine: DE		

3,50
2,84
0,66 / 2,84
+23%

Montant net		15.750,00 EUR
TVA	20,00 %	3.150,00 EUR
Total T.T.C.		18.900,00 EUR

Mode de règlement
traite à 60 jours net

Echéance:
31.08.2021

Pour être libératoire, votre règlement doit être effectué directement à l'ordre de :
CREDIT MUTUEL FACTORING - Traitement des encaissements - TSA 90002 - 93328 AUBERVILLIERS CEDEX
TEL 01 49 74 56 00
qui le reçoit par subrogation et devra être avisée de toute réclamation relative à cette créance.
PAIEMENT PAR VIREMENT

COPCI SAS
PAE des Glaisins - 1 Impasse des Marais
BP 211 - F-74942 ANNECY LE VIEUX Cedex

NORDMANN

Facture

N°	7090016570
Date	26.04.2021
Code client	**6724106**
Ref Cde client	3426-CF21000453
Du	18.02.2021
N° TVA Intracom	FR91700501208
Notre N° TVA	FR57796880235
N° de vente	123 / 30419791

AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
USINE ROUEN
5, quai du Débarquement
F-76100 Rouen

Adresse de livraison
AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
USINE ROUEN
5, quai du Débarquement
F-76100 Rouen

Incoterms
CIP Rouen

Chargement du 26.04.2021

N° de Pos. / Votre article	Code article / Désignation	Conditionnement / Quantité	Unité	Prix U.HT	Montant HT
20	13[redacted]8	6 x 900 kg IBC; Steel pallet			
MSOC021	MER[redacted]	5.400	KG	2,84 EUR/KG	15.336,00 EUR
	[redacted]				
	100ppm MEHQ				
	UN 1247 M[redacted]STABILISÉ,				
	3, II, (D/E)				
		Lot 3111041903		5.400,000 KG	
	Code douanier: 29161400	Origine: DE			

Montant net		15.336,00 EUR
TVA	20,00 %	3.067,20 EUR
Total T.T.C.		18.403,20 EUR

Mode de règlement
traite à 60 jours net

Echéance:
25.06.2021

COL7621

Pour être libératoire, votre règlement doit être effectué directement à l'ordre de :
CREDIT MUTUEL FACTORING - Traitement des encaissements - TSA 90002 -
93328 AUBERVILLIERS CEDEX
TEL 01 49 74 56 00
qui le reçoit par subrogation et devra être avisée de toute réclamation

COPCI SAS
PAE des Glaisins - 1 Impasse des Marais
BP 211 - F-74942 ANNECY LE VIEUX Cedex

NORDMANN

Facture

N°	7090015605
Date	08.01.2021
Code client	**6724106**
Ref Cde client	CF20006007
Du	01.12.2020
N° TVA Intracom	FR91700501208
Notre N° TVA	FR57796880235
N° de vente	123 / 30409690

AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
USINE ROUEN
5, quai du Débarquement
F-76100 Rouen

Adresse de livraison
AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
USINE ROUEN
5, quai du Débarquement
F-76100 Rouen

Incoterms
CIP Rouen

Chargement du 08.01.2021

N° de Pos. / Votre article	Code article / Désignation	Conditionnement Quantité	Unité	Prix U.HT		Montant HT
10	13[redacted]	4 x 900 kg IBC; Steel pallet				
MSOC021	M[redacted]	3.600	KG	2,62	EUR/KG	9.432,00 EUR
	[redacted] 100ppm MEHQ					
	UN 1247 M[redacted] STABILISÉ, 3, II, (D/E)					
		Lot 3110122803		3.600,000	KG	
	Code douanier: 29161400	Origine: DE				

Montant net		9.432,00 EUR
TVA	20,00 %	1.886,40 EUR
Total T.T.C.		11.318,40 EUR

Mode de règlement
traite à 60 jours net

Echéance:
09.03.2021

Pour être libératoire, votre règlement doit être effectué directement à l'ordre de :
CREDIT MUTUEL FACTORING - Traitement des encaissements - TSA 90002 -
93328 AUBERVILLIERS CEDEX
TEL 01 49 74 56 00
qui le reçoit par subrogation et devra être avisée de toute réclamation relative à cette créance.
PAIEMENT PAR VIREMENT

RÉSINE PEINTURE

RÖHM
TRADITIONALLY INNOVATIVE

Röhm GmbH, D-64295 Darmstadt

AXIMUM
produits de marquage SASU
COL7621
5 Rue du Quai de Debarquement
76100 ROUEN
FRANCE

Facture	
N° facture	8490329174
Date	16.04.2021
Bon de livraison n°	3005746544
Date d'expédition	16.04.2021
Transport	4003828166
N° d'ordre	2003693772
Coating & Adhesive Resins	
Interlocuteur	Silvia Stoß
Tel.	+49 (6151) 863 7231
E-Mail	silvia.stoss@roehm.com
Code client	64071
Destinataire	209258
Votre Commande	CF21000732
Date	08.03.2021
Votre n° d'id. TVA	FR91700501208
Notre n° d'identification TVA	DE248768364

Adresse de livraison
AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
Usine de Rouen
5 rue du quai de dèbarquement
(entrée rue du manoir queval)
76100 ROUEN
FRANCE

Site d'expédition
Röhm GmbH
BD/Wesseling

La livraison vous concernant a été effectuée comme stipulé dans nos Conditions Générales de Vente et de livraison imprimées au verso.

Conditions de paiement	Sous 60 jours, date de facture, net
	Sans esc. jusqu'au 15.06.2021
Conditions de livraison	CPT Rouen
Condition d'expédition	Truck-FTL > 10 to

Poste	Article	Quantité	Prix	Poids		Devise EUR
1	99[redacted] DE[redacted] 25 KG Sac en papier - N° article client: MREC039			Poids net Poids brut	20.000,000 KG 20.144,000 KG	
	Lot 4017211511	20.000 KG = 800 Pièce				
		Prix client (Pos)		320,00 EUR par 100 KG		64.000,00
	HS-No.	39069090		Pays d'origine	Allemagne	

RÖHM
TRADITIONALLY INNOVATIVE

Röhm GmbH, D-64295 Darmstadt

AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
5 rue du Quai de Débarquement
76100 ROUEN
FRANCE

Facture	
N° facture	8490316851
Date	29.01.2021
Bon de livraison n°	3005727852
Date d'expédition	29.01.2021
Transport	4003813756
N° d'ordre	2003684246
Coating & Adhesive Resins	
Interlocuteur	Silvia Stoß
Tel.	+49 (6151) 863 7231
E-Mail	silvia.stoss@roehm.com
Code client	64071
Donneur d'ordre	113957
Destinataire	113957
Votre Commande	3426-CF21000109
Date	19.01.2021
Votre n° d'id. TVA	FR91700501208
Notre n° d'identification TVA	DE248768364

Adresse de livraison
Aximum
Produits de marquage SASU
155 Rue Robert Estienne
60401 NOYON CEDEX
FRANCE
Point de déchargement: .

Donneur d'ordre
Aximum
Produits de marquage SASU
155 Rue Robert Estienne
60401 NOYON CEDEX
FRANCE

Site d'expédition
Röhm GmbH
BD/Wesseling

La livraison vous concernant a été effectuée comme stipulé dans nos Conditions Générales de Vente et de livraison (ci-jointes).

Conditions de paiement	Sous 60 jours, date de facture, net
	Sans esc. jusqu'au 30.03.2021
Conditions de livraison	CPT 60401 Noyon
Condition d'expédition	Truck-FTL > 10 to

WA: Mo-DO 8:00-11:00 Uhr und 13:30-16:00 Uhr

FREITAGS KEINE WARENANNAHME

Poste	Article	Quantité	Prix	Poids	Devise EUR
1	999[redacted] DE[redacted] 25 KG Sac en papier - N° article client: MREC039.				

AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
5 rue du Quai de Débarquement
76100 ROUEN
FRANCE

RÖHM
TRADITIONALLY INNOVATIVE

Facture

N° facture	8490316851
Date	29.01.2021

Poste	Article	Quantité	Prix	Poids		Devise EUR
				Poids net	20.000,000 KG	
				Poids brut	20.144,000 KG	
	Lot 4001210217	20.000 KG = 800 Pièce				
			Prix client (Pos)	255,00 EUR par 100	KG	51.000,00
	HS-No.	39069090		Pays d'origine	Allemagne	
	Palette(n) Format 1200 x 1000 mm CP1					
				Poids brut	400,000 KG	
		20 Pl				

Total des positions 51.000,00

Devise EUR
Valeur

Total sans TVA 51.000,00

Exonéré de TVA selon l'art. 138 (1) Directive 2006/112/CE

Montant final **51.000,00**

Poids - Volume

Poids net total	20.000,000 KG
Poids brut total	20.544,000 KG
Tare	544,000 KG
Masse brute (douane)	20.144,000 KG

Nous vous prions de bien vouloir agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Röhm GmbH

320
255
65 / 255
= +25%

SOLVANT

AXIMUM

3426-F2050184 du 05/10/2020

PRODUITS DE MARQUAGE

Fournisseur : BRENNTA
Compte N° : 18332857
Cde N° : CF20004898

Adresse de Livraison

AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
ZI Est
155 rue Robert Estienne
60400 NOYON
FRANCE

Adresse de Commande

SA BRENNTAG SPECIALITES
A l'attention de M. SERV COMMANDE
1.CH DU PAS DE LA MULE
78500 SARTROUVILLE - FRANCE

Votre correspondant : LECUYER Hervé
Tél : 02 32 18 20 12 - Fax : 02 32 18 20 01 - Mail : lecuyer@aximum.fr

93541661

N°	Code Article	Réf Frn	Désignation	Qté	U	Délai demandé	Prix Unitaire	Montant HT
	Notre B.L. n° L20105156 du oct 6 2020 12:00AM							
0010	MSOC005		ACETATE DE N PROPYLE Chargé : / /	19 880.0	KG	29/09/2020	1.14200€	22 702.96€

L acceptation de cette commande sans réserve emporte acceptation par vos soins des présentes Conditions Particulières et des Conditions Générales d Achat annexées à cette commande, ou disponible su simple demande écrite.

Condition de Port : Non renseigné

Mode de règlement : Effet 60 jours date de facture

Etablir votre facture à : AXIMUM Produits de Marquage - COL7621
5 rue du Quai de Débarquement
76100 ROUEN
Merci de déposer vos factures sur https://colas.e-facture.net/

Total H.T.	22 702.96 €
Total T.V.A.	4 540.59 €
Total T.T.C.	27 243.55 €
Acompte	... €
NET A PAYER	27 243.55 €

LECUYER Hervé | LECUYER Hervé | TELLIA GAETAN TIER

AXIMUM Produits de Marquage - COL7621 - S.A.S au capital de 1 133 858,6 - 700 501 208 RCS ROUEN - Siret 700 501 208 00016 - APE 2030Z - TVA : FR 91 700 501 208

Facture

BRENNTAG

BRENNTAG SA

Votre contact Brenntag
Camille DELABARRE BO4
Tel. 01 64 51 20 68
Fax.
Mail. cdelabarre@brenntag.fr

677557 2039/ 790
684 1/ 1 2

AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
5 RUE DU QUAI DE DÉBARQUEMENT
76100 ROUEN

Informations	
Num doc / Date	93653134 / 23.04.2021
Num client facturé	24794
Num BL / Date	83259069 / 20.04.2021
Num Cmd / Date	2679632 / 16.04.2021
Num cmd d achat	3426-CF21001611
Num ident TVA	FR91700501208
N° SIRET client	70050120800016
Incoterms	CPT Lieu de livraison

Donneur d'ordre
AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
5 RUE DU QUAI DU DEBARQUEMENT
F-76100 ROUEN

Adresse de livraison
AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
5 RUE DU QUAI DU DEBARQUEMENT
F-76100 ROUEN

Informations paiement

Condition de paiement	Echéance	Mode de paiement
Date fac +45J FM	30.06.2021	Virement

Poste	Article/Description	Quantité	Pds/Vol	TVA	Prix unitaire	Montant
10	100299/ ACETATE DE n'PROPYLE / VRAC	11.540 KG	11.540 KG	AC	2.325,00 EUR / 1 TO	26.830,50

Merci d'envoyer vos règlements et leurs détails à : BRENNTAG SA # Comptabilité Clients # BP 107 # 69685 CHASSIEU CEDEX
Vous pouvez également adresser vos avis de paiements à l'adresse mail suivante : comptacli@brenntag.fr

MSOC005
Ce produit n'est pas qualifié pour une utilisation dans des applications alimentaires, pharmaceutiques, cosmétiques.

2325
1142
1183 /1142
+104%

Total HT	26.830,50
TVA	5.366,10
Total TTC EUR	32.196,60

TVA COLLECTEE 20.00 %	AC	26.830,50	5.366,10

RIB à utiliser pour vos virements	30004 Code établ.	02249 Code guichet	00011402056 N° de compte	84 Clé	IBAN: FR76 3000 4022 4900 0114 0205 684 BIC: BNPAFRPPLPD

Toutes nos relations contractuelles sont soumises à nos conditions générales de vente, sauf dérogation formelle, expresse et écrite de notre part. Celles-ci sont disponibles sur demande ou sur notre site internet www.brenntag.fr. Aucun escompte ne sera accordé en cas de paiement anticipé. En cas de retard de paiement, application de plein droit (art. L441-6 C.com) : d'une pénalité de retard au taux de trois fois le taux d'intérêt légal, calculée sur les sommes impayées ; ainsi que de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de quarante euros.

Siège social : Brenntag SA 90, av. du Progrès 69680 Chassieu Tel: 0472221600 - Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 29.000.000 Eur RCS Lyon B709801781
N°TVA: FR51.709801781

Durée d'archivage papier: 10 ans

TITANE

LAVOLLEE SAS
9, Rue Louis Rouquier
92300 LEVALLOIS PERRET - FRANCE
Tél : +33 1 4639 8888 - Email : INFO@LAVOLLEE.COM
SAS au capital de 6 660 000,00 € - TVA : FR60 442137345 - R.C.S : NANTERRE
B442137345 - N°Siret : 44213734500041 - EORI : FR44213734500041

FACTURE N° 210793

INVOICE

Votre Contact : Yassin GHATRIF
adv2@lavollee.com
Tél : +33 (0) 1 4639 8886

Adresse de livraison
Delivery address

AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
5 RUE DU QUAI DE DEBARQUEMENT
76100 ROUEN
FRANCE

Adresse de facturation
Invoicing adress

AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
5 RUE DU QUAI DE DEBARQUEMENT
76100 ROUEN
FRANCE

N° TVA / EORI : FR 91 700 501 208

Client *Customer*	Votre Référence *Your reference*	Notre Référence *Our reference*	Date	Incoterm	Devise *Currency*
INDAS01	**3426-CF21000093**	FAC210793	10/03/2021	DDP FR 76100 - ROUEN	€ Euro

Article *Product*	V/ Référence *Your product*	Désignation *Description*	Quantité *Quantity*	Unité *Unit*	Prix HT *Price Unit*	Total H.T € *Total*	TVA % *TVA %*
Livraison N° 20210633 Du : 23/02/2021 - Référence : 3426-CF21000093							
Commande N° 20210136 Du : 15/1/2021 - Référence : 3426-CF21000093							
DI[redacted]	DI[redacted]sac25k		22000,00	Kg	2,17	47 740,00	20
	MPIC020 GRADE : Technique						
	Lot 20210086D102C8 0147	Lot 20210086D10208 0145					

Il est de la responsabilité du client de s'assurer que ses usages sont couverts par le dossier d'enregistrement REACH du produit livré (en PJ les FDS à cet effet).

Taxes	1 20,00%
Base	47 740,00
Montant	9 548,00

TOTAL H.T.	Taxes	Escompte	Total TTC
47 740,00	9548,00	0,00%	57 288,00

Condition de réglement *Payment Term*	Echéance *Delay*	Acompte	NET A PAYER	Devise *Currency*
Virement 60 J Date de Facture	10/05/2021		**57 288,00**	€ Euro

Domiciliation bancaire : SG - IBAN : FR76 3000 3031 8000 0200 3128 252 - BIC : SOGEFRPP

Les marchandises livrées demeurent la propriété de LAVOLLEE jusqu"au paiement complet de leurs prix, frais annexes éventuels et taxes. Le non paiement à l'échéance prévue entrainera l'exigibilité de la dette.
Aucun escompte ne sera accordé en cas de paiement anticipé. Pénalités de retard : 3 fois le taux d'intérêt légal plus frais forfaitaires légaux de recouvrement de 40 Eur.

Vente soumise à nos C.G.V disponibles sur www.lavollee.com

FACTURE N° 212806

INVOICE

LAVOLLEE SAS
9, Rue Louis Rouquier
92300 LEVALLOIS PERRET - FRANCE
Tél : +33 1 4639 8888 - Email : INFO@LAVOLLEE.COM
SAS au capital de 6 660 000,00 € - TVA : FR00 442137345 - R.C.S : NANTERRE
B442137345 - N°Siret : 44213734500041 - EORI : FR44213734500041

Votre Contact : Yassin GHATRIF
adv1@lavollee.com - 01.46.39.88.85

Adresse de livraison
Delivery address

AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
RUE DES COCHERS
ZAC DES COCHERS
91220 BRETIGNY SUR ORGE
FRANCE

Adresse de facturation
Invoicing adress

AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE
5 RUE DU QUAI DE DEBARQUEMENT
CODE COL7621
76100 ROUEN
FRANCE

N° TVA / EORI : .

Client *Customer*	Votre Référence *Your reference*	Notre Référence *Our reference*	Date	Incoterm	Devise *Currency*
PROSI02F3	CF21002938	FAC212806	14/09/2021	DDP FR 91220 - BRETIGNY SUR ORGE	€ Euro

CITERNE - LIVRAISON EN VRAC

Article *Product*	V/ Référence *Your product*	Désignation *Description*	Quantité *Quantity*	Unité *Unit*	Prix HT *Price Unit*	Total H.T € *Total*	TVA % *TVA %*
Livraison N° 20212835 Du : 08/09/2021 - Référence : CF21002938							
Commande N° 20211380 Du : 29/6/2021 - Référence : CF21002938							
DI[redacted]		DI[redacted]	20000,00	Kg	3,05	61 000,00	20
	MPIV021	GRADE : Technique					
	Lot 20210785D10808 0824	Lot 20210785D10808-0833					

Il est de la responsabilité du client de s'assurer que ses usages sont couverts par le dossier d'enregistrement REACH du produit livré (en PJ les FDS à cet effet).

3,05
2,17
0,88

0,88 / 2,17 = +40%

Taxes	1 20,00%
Base	61 000,00
Montant	12 200,00

TOTAL H.T.	Taxes	Escompte	Total TTC
61 000,00	12200,00	0,00%	73 200,00

Condition de réglement *Payment Term*	Echéance *Delay*	Acompte	NET A PAYER	Devise *Currency*
Virement 60 J Date de Facture	14/11/2021		73 200,00	€ Euro

Domiciliation bancaire : **SG - IBAN : FR76 3000 3031 8000 0200 3128 252 - BIC : SOGEFRPP**

Les marchandises livrées demeurent la propriété de LAVOLLEE jusqu"au paiement complet de leurs prix, frais annexes éventuels et taxes. Le non paiement à l'échéance prévue entrainera l'exigibilité de la dette.
Aucun escompte ne sera accordé en cas de paiement anticipé. Pénalités de retard : 3 fois le taux d'intérêt légal plus frais forfaitaires légaux de recouvrement de 40 Eur.

Vente soumise à nos C.G.V disponibles sur www.lavollee.com

N° doc	Date	Code produit	Libellé produit	PVU	Quantité	Montant	% de Hausse	Ecart	Compensation
F2102980	22/06/2021	DDL005H1	N°Prix 5 : DILUANT CETOLINE 25L bidon	2,50 €	200 L	500 €	0,28	0,70 €	140,00 €
F2101672	20/04/2021	PER229H4	N°Prix 1 : TYPHON PREMIUM - 1000 kg Container	2,35 €	8000 KG	18 800 €	0,15	0,35 €	2 820,00 €
F2102980	22/06/2021	PER043H4	EOLE STAR / TYPHON - 1000 kg Container	2,35 €	1000 KG	2 350 €	0,15	0,35 €	352,50 €
F2102980	22/06/2021	PER043HE	EOLE STAR / TYPHON - 1250kg Container	2,35 €	5000 KG	11 750 €	0,15	0,35 €	1 762,50 €
F2104634	30/08/2021	PER043H4	EOLE STAR / HAWAII - 1000 kg Container	2,35 €	1200 KG	2 820 €	0,15	0,35 €	423,00 €
F2104635	30/08/2021	PER043H4	EOLE STAR / HAWAII - 1000 kg Container	2,35 €	1800 KG	4 230 €	0,15	0,35 €	634,50 €
								TOTAL	6 132,50 €

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

IMPRÉVISION EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS - CONVENTION D'INDEMNISATION - SOCIÉTÉ CAZAL

Le présent rapport soumis à l'Assemblée départementale illustre également les conséquences, en matière de marchés publics, de la très forte hausse des prix et des composants pour certaines matières premières consécutive à la relance économique après la crise de la Covid-19.

Notre Assemblée départementale est, dans ce cadre, amenée à examiner les modalités d'indemnisation des entreprises confrontées à une exécution plus onéreuse de leurs marchés et pour lesquelles un rétablissement de l'équilibre financier de leurs contrats est opéré, via la théorie de l'imprévision (circulaire ministérielle n°6374/SG du 29 septembre 2022)

● L'ouverture de la théorie de l'imprévision

En l'absence d'un sujétion imprévisible, les prix sont immuables et lient les parties (hors révision contractuelle). Cette intangibilité des prix cède lorsqu'un changement de circonstances imprévisibles lors de la conclusion du contrat (changement qui ne pouvait pas être raisonnablement pas prévu et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées) rend l'exécution excessivement onéreuse et met en péril la viabilité même de la poursuite de l'exécution du marché.

La théorie de l'imprévision, qui trouve ici à s'appliquer, a vocation à protéger le cocontractant qui est tenu d'assurer l'exécution du contrat, même si celle-ci devient plus difficile en ouvrant droit à une indemnisation au titre des charges extracontractuelles.

Elle s'applique en présence d'un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant l'équilibre du contrat.

« Le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir » (article R.2194-5 du code de la commande publique).

Le principe d'indemnisation en découle.

« Lorsque survient un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant qui en poursuit l'exécution a droit à une indemnité » (article L.6-3° du code de la commande publique).

- **Modalités de mise en œuvre**

Aux conditions d'ouverture de l'imprévision s'ajoutent des conditions de mise en œuvre de l'indemnisation :

- l'indemnité d'imprévision se limite à réparer le préjudice constitué par le déficit d'exploitation supporté par le titulaire en lien direct et certain avec l'évènement imprévisible à l'exclusion de tout bénéfice ou manque à gagner ;

- la condition tenant au bouleversement de l'économie du contrat est analysée au cas par cas en tenant compte des spécificités du secteur économique et des justifications apportées par l'entreprise ;

- le titulaire du marché produit tous justificatifs attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés ;

- le déficit est apprécié au regard de l'équilibre financier du contrat liant le Département au titulaire ;

- la jurisprudence laisse traditionnellement à la charge du titulaire une partie de l'aléa variant de 5 % à 25 % du montant de la perte subie.

- **L'entreprise concernée**

L'ensemble des principes rappelés ont été mis en œuvre pour admettre, par voie conventionnelle (cf. convention jointe), l'indemnisation sollicitée par l'entreprise Cazal.

Marché concerné	Marché n° 202201601
Motivation	Hausse exceptionnelle des matières premières nécessaires à la réalisation des prestations GNT 0/80 et GNT 0/20 Emulsion : +27 %
Justificatifs	Devis et Factures des fournisseurs
Montant de l'indemnisation	5 330,35 € HT résultant de la prise en charge à hauteur de 80 % des charges supplémentaires supportées par l'entreprise entre la date d'établissement des prix et la date de réalisation des prestations (après révision des prix)
Modalités de versement	Indemnité globale versée en fin de contrat
Période concernée	Février 2022 à décembre 2022

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver la convention négociée avec la société Cazal lui octroyant une indemnité d'imprévision d'un montant de 5 330,35 € HT (6 402,42 € TTC) telle que ci-annexée,

- m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, ladite convention.

Le Président,

TARN-ET-GARONNE
tarnetgaronne.fr

Imprévision en matière de marchés publics
Convention d'indemnisation

Entre

Le **Département de Tarn-et-Garonne,** représenté par le Président du Conseil départemental, sis à l'Hôtel du Département, 100 boulevard Hubert Gouze à Montauban (82013) dûment habilité aux fins des présentes par délibération du 13-14 février 2023,

ci-après désigné « le Département»,

Et

La société CAZAL dont le siège social est situé 8 zone artisanale Cardona – 11410 Salles sur l'hers - immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Carcassonne sous le numéro SIREN 313 211 864, représentée par son chef de centre dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après désigné « le titulaire»,

Il est exposé

La société CAZAL, titulaire du marché relatif aux travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire à Beaumont de Lomagne, sur la RD 928 – PR 35+517 a rencontré des difficultés lors de l'exécution des travaux suite à la hausse du coût des matières premières.

Le titulaire sollicite en ce sens une indemnité au Département-acheteur en application de la théorie de l'imprévision. Cette indemnité vise à dédommager partiellement le titulaire du préjudice qui résulte de l'exécution du contrat en raison du bouleversement temporaire de l'équilibre économique de celui-ci.

Le Département considère, en application de la circulaire n°6374/SG du Premier ministre en date du 29 septembre 2022 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières, que les conditions tenant à l'imprévision sont réunies : imprévisibilité, extériorité de l'évènement, bouleversement de l'économie du contrat.

En conséquence, les parties au contrat conviennent de mettre en œuvre l'article L.6-3° du Code de la commande publique aux termes duquel « *lorsque survient un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité* ».

Et convenu ce qui suit

Article 1- Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de l'indemnisation, au titre de la théorie de l'imprévision, de la société CAZAL à raison des charges extracontractuelles qu'elle a subies.

Article 2- Fondement juridique

Il est fait application de la théorie de l'imprévision à raison de la hausse exceptionnelle du pétrole, du gaz et de certaines matières premières constatée depuis la fin du premier trimestre 2021 aux conditions cumulatives de l'imprévisibilité, de l'extériorité de l'événement aux parties du contrat et du bouleversement de l'économie du contrat.

La troisième et dernière condition cumulative concernant le bouleversement de l'économie du contrat est analysée au cas par cas, en tenant compte des spécificités du secteur économique et des justifications apportées par l'entreprise.

Article 3- Champ d'application

L'indemnité d'imprévision est relative aux prestations exécutées en application du marché de travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire à Beaumont de Lomagne, sur la RD 928 – PR 35+517 pour le Département de Tarn et Garonne tels que ci-après définis :

- lot n°1 : voirie, marché n° 202201601 d'un montant de 387 217 € HT, notifié le 16 juin 2023 pour une durée d'exécution de 12 semaines à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux en date du 29/08/2023.

Article 4- Indemnité d'imprévision

Article 4.1 –Justifications

Sur la base des justificatifs comptables produits par le titulaire joints en *annexe 1*, il est constaté la perte de marge et la hausse ci-après des matières premières utilisées dans la réalisation des travaux :

GNT 0/80 calcaire pour couche de forme	Perte de marge : -88 %
GNT 0/20 calcaire pour couche de forme	Perte de marge : -59%
Enduit de scellement de la couche de forme	+27%
Couche d'accrochage circulable pour grave bitume (avec lait de chaux)	+27%
Couche d'accrochage circulable pour BBSG	+27%

La hausse constatée caractérise un changement de circonstances imprévisibles rendant l'exécution du marché excessivement onéreuse et de nature à bouleverser l'équilibre contractuel.

Les parties au contrat conviennent d'une prise en charge des risques liés à l'imprévision dans les conditions financières de l'article 4.2.

Article 4.2 –Montant de l'indemnité d'imprévision

Le pourcentage négocié de la compensation financière supportée par le Département est fixé ainsi qu'il suit. Ce pourcentage fait assumer au Département les charges extracontractuelles générées par le changement de circonstances économiques en laissant réglementairement au titulaire une partie du déficit subi inhérent à tout contrat.

L'indemnité d'imprévision est calculée après révision des prix.

Après analyse des commandes passées sur la période incriminée, le tableau joint en *annexe 2* reprend l'ensemble des éléments de compréhension des montants qui sont résumés, dans le tableau suivant :

Marché 202201601	Surcoût pour le titulaire	% d'imprévision	Montant de l'indemnité
GNT 0/80 et 0/20	4 835,46 € HT	80 %	3 868,37 € HT
Enduit de scellement, couche d'accrochage	1 827,48 € HT	80 %	1 461,98 € HT
Total	6 654,96 € HT	80 %	5 330,35 € HT

Article 4.3 – Modalités de versement de l'indemnité d'imprévision

L'indemnité sera créditée en un seul versement.

Le titulaire transmet une facturation annexe relative à l'indemnité d'imprévision transmise à l'acheteur via CHORUS PRO.

Le montant de l'indemnité d'imprévision devra toujours faire l'objet d'un accord conjoint des deux parties avant le dépôt de la facture correspondante sur CHORUS PRO, avec à l'appui, les justificatifs transmis par le titulaire.

Article 5-Effets

L'indemnité d'imprévision couvre la période d'exécution du marché, de l'ordre de service de démarrage à la réception des prestations.

Article 6- Litiges

En cas de litige résultant de l'application de la présente convention et d'échec des négociations préalables amiables, le Tribunal Administratif de Toulouse est compétent.

Fait à…….. , le…….

Pour le titulaire, Pour le Département de Tarn et Garonne,

Imprévision en matière de marchés publics
Convention d'indemnisation « Département/ société Saônoise de mobiliers

___

Annexe relative l'évolution des prix

. Changement de circonstances *(énoncé des évolutions ou production d'un document financier)*

Voir Annexe 1

. Commandes départementales concernées

voir Annexe 2

Reçu le
03 MARS 2023
SUBDIVISION DEPARTEMENTALE
CASTELSARRASIN

ANNEXE 1

MIDI-PYRENEES GRANULATS
Votre contact commercial : j.martinez@lafargeholcim.com
Tél : 05 62 87 49 93 / 06 73 37 66 28 - Fax : 05 62 87 48 89
Pour vos commandes
VRAC Tél 0 800 00 36 15 Service & appel gratuits Fax 0 809 10 28 77 Service gratuit + prix appel
logistiquebenne.sudouest@lafargeholcim.com

Chantier n°464 R/BEAUMONT DE LOMAGNE
A l'attention de CHOISET FREDERIC

82500 BEAUMONT-DE-LOMAGNE

CAZAL S.A.
ROUTE DE TOULOUSE
11410 SALLES SUR HERS

Validité de l'offre : 01/02/22 au 31/03/22

PROPOSITION DE PRIX en Euro	Numéro	Client	Date	Page
	203	1600662	22/02/22	1

Veuillez trouver ci-dessous la confirmation de nos meilleurs prix pour l'affaire citée

Code	Produits	Transport	Quantité	U	PU Matériau HT	PU Transport HT	Contr. 1	Contr. 2	Contr. 3	PU Total HT
	CARRIERE MONTRICOUX									
	tél : 05.63.67.22.48	**fax : 05.63.67.29.22**								
FXA17S2	0/80 Cal C	SEMI	3200,00	T	4,95	6,35	TGAP 0,20	CEEGR 1,00		12,50
FXA561	0/20 Cal C	SEMI	950,00	T	5,45	6,35	TGAP 0,20	CEEGR 1,00		13,00

CONTRIBUTIONS :
TGAP - CONTRIBUTION TGAP : 0,20 €/T HT, valeur révisable suivant législation
CEEGR - 30-CONTRI ENV ENERGIE GRA : 1,00 €/T HT, valeur révisable

OBSERVATIONS :

Contribution: La contribution environnement et énergie évolue chaque trimestre. Les tarifs affichés sur cette page sont ceux du jour . Pour vos achats du mois M, la contribution appliquée sera celle du Mois M suivant les grilles tarifaires fournies en annexe.

Transport: Nous nous réservons le droit de répercuter toute hausse significative de nos prix d' achat transport sur la part correspondante de la présente offre .

REVUE D'OFFRE	Production	Laboratoire	Commercial	Transport / Cadence
Visa				

REVUE DE CONTRAT

Date	Revue par	Visa

Tous ces prix s'entendent hors TVA et sont spécifiés pour ce chantier et ces quantités selon les stocks disponibles en carrière.

Conditions de règlement VIREMENT BANCAIRE A 30 jours fin de mois le 15
Validité de la proposition : Matériau du 01/02/22 au 31/03/22
Transport du 01/02/22 au 31/03/22

Suivant nos conditions générales de vente préalablement transmises après l'ouverture de compte
La commande vaut acceptation de l'offre de prix et des CGV.
Vous offrir plus que des granulats ! Découvrez notre charte d'engagements sur www.lafarge-france.fr

Merci de nous avoir consultés.
Nous restons à votre disposition pour de plus amples informations.
Respectueuses salutations.

Jose Martinez
Commercial

A member of LafargeHolcim

MIDI-PYRENEES GRANULATS
SA au capital de 5 024 752 Euros
Siège social : 23 Avenue de Larrieu BP 10389 31103 TOULOUSE CEDEX
RCS 560 800 468 00186 TOULOUSE APE 0812Z

LIBELLER ET TRANSMETTRE LE REGLEMENT A :

MIDI PYRENEES GRANULATS

TSA 70002 - 92130 ISSY LES MOULINEAUX

Service Client granulats : crc.infra@lafarge.com
Tél:0809 102 798 - Fax:04 74 82 66 82 Service gratuit + prix appel

E 000002 /P 000281 /L RET 656

CAZAL S.A.
ROUTE DE TOULOUSE
11410 SALLES SUR HERS

VIREMENT A EFFECTUER SUR LE COMPTE SUIVANT :
IBAN : FR76 3000 4007 6200 0100 3966 463
BIC : BNPAFRPPXXX
Nous vous prions de spécifier dans la référence du virement les numéros de factures comme suit : 210421612-210421613... ou de nous envoyer le détail à l'adresse suivante : csp.clients.granulats@lafargeholcim.com

REÇU LE 14 OCT. 2022

FACTURE EN EURO	
BONS	DU 01/09/22 AU 30/09/22
N° DE FACTURE	220900872
CODE CLIENT	FR96313211864 / 1600662 / 0335633
DATE FACTURE	30/09/22

A10598177

LIBELLE	QUANTITE DETAIL	QUANTITE TOTALE	UNITE	P.U. H.T.	MONTANT H.T.	*
CARRIERE MONTRICOUX						
CHANTIER : R/M82044-099 RD 928 BEAUMONT-DE-LOMAGNE						
RD 928 BEAUMONT DE LOMAGNE						
FXA561 0/20 Cal C						
SEMI TOTAL FCO		570,80	T	15,45	8818,86	1
FXA17S2 0/80 Cal C						
SEMI TOTAL FCO		1170,40	T	14,25	16678,20	1
(T04) CONTRIBUTION TGAP		1741,20		0,21	365,65	1
(T30) CONTRI ENV ENERGIE GRA		1741,20		1,11	1932,73	1
TOTAL HORS TAXE					27795,44	

REGLEMENT PAR VIREMENT BANCAIRE A 30 JOURS LE 15 **DATE DE PAIEMENT :15/11/22**

*	TAUX T.V.A.	MONTANT H.T.	MONTANT T.V.A.	MONTANT T.T.C.
1	20,00	27795,44	5559,09	33354,53

Taux d'escompte : 0,00 %
Taux de pénalité de retard :11,50 % l'an

NET A PAYER
33354,53 EUR

LIBELLER ET TRANSMETTRE LE REGLEMENT A :

MIDI PYRENEES GRANULATS

TSA 70002 - 92130 ISSY LES MOULINEAUX

Service Client granulats : crc.infra@lafarge.com
Tél:0809 102 798 - Fax:04 74 82 66 82 Service gratuit + prix appel

E 000002 /P 000282 /L RET 656

RELEVE DE BONS	NUMERO	RAISON SOCIALE CLIENT	CODE CLIENT	DATE	PAGE
BONS DU 01/09/22 AU 30/09/22	220900872	CAZAL S.A.	FR96313211864 / 1600662 / 0335633	30/09/22	1

LIBELLE			QUANTITE DETAIL	QUANTITE JOUR	QUANTITE TOTALE	UNITE
CARRIERE MONTRICOUX						
CHANTIER : R/M82044-099 RD 928		BEAUMONT-DE-LOMAGNE				
RD 928 BEAUMONT DE LOMAGNE						
FXA561 0/20 Cal C						
BC	BON 425381 J15/09	DR798FD429	29,55			
BC	BON 425397 J15/09	GA593EX279	29,75			
BC	BON 425399 J15/09	DR798FD429	29,85			
BC	BON 425413 J15/09	GA593EX279	29,50			
BC	BON 425416 J15/09	DR798FD429	28,75	147,40		
BC	BON 425840 J27/09	FN581EZ599	29,80			
BC	BON 425842 J27/09	FE712EX359	30,35			
BC	BON 425844 J27/09	EG575FY214	30,70			
BC	BON 425845 J27/09	FB892FG570	31,35			
BC	BON 425847 J27/09	GH789GD062	29,40			
BC	BON 425861 J27/09	FE712EX359	29,90			
BC	BON 425866 J27/09	FN581EZ599	29,55			
BC	BON 425867 J27/09	GH789GD062	29,50			
BC	BON 425868 J27/09	FB892FG570	31,25			
BC	BON 425871 J27/09	EG575FY214	31,25			
BC	BON 425887 J27/09	FE712EX359	30,20			
BC	BON 425889 J27/09	FN581EZ599	29,75			
BC	BON 425891 J27/09	GH789GD062	29,25			
BC	BON 425892 J27/09	FB892FG570	31,15	423,40		
SEMI		TOTAL FCC			570,80	T
FXA17S2 0/80 Cal C						
BC	BON 425209 J09/09	FN581EZ599	29,75			
BC	BON 425218 J09/09	FZ665FP497	31,05			
BC	BON 425219 J09/09	DE942FS822	30,00			
BC	BON 425230 J09/09	FZ665FP497	30,90			
BC	BON 425231 J09/09	DE942FS822	30,35			
BC	BON 425243 J09/09	FZ665FP497	31,15	183,20		
BC	BON 425257 J12/09	DR798FD429	28,45			
BC	BON 425259 J12/09	GA593EX279	30,25			
BC	BON 425261 J12/09	EG575FY214	30,80			
BC	BON 425263 J12/09	DE942FS822	30,05			
BC	BON 425265 J12/09	FN581EZ599	29,50			
BC	BON 425273 J12/09	GA593EX279	29,50			
BC	BON 425275 J12/09	EG575FY214	30,90			
BC	BON 425276 J12/09	DR798FD429	29,20			
BC	BON 425277 J12/09	FN581EZ599	29,55			
BC	BON 425284 J12/09	GA593EX279	29,80			
BC	BON 425286 J12/09	DE942FS822	30,35			
BC	BON 425288 J12/09	FN581EZ599	29,45			
BC	BON 425289 J12/09	EG575FY214	30,95			
BC	BON 425290 J12/09	DR798FD429	29,25			
BC	BON 425291 J12/09	FZ665FP497	31,15	449,15		
BC	BON 425297 J13/09	DR798FD429	29,50			
BC	BON 425298 J13/09	FT408EN038	29,90			
BC	BON 425299 J13/09	GA593EX279	30,30			
BC	BON 425304 J13/09	FE596FH747	29,95			
BC	BON 425305 J13/09	DE942FS822	30,40			
BC	BON 425316 J13/09	DE942FS822	30,70			
BC	BON 425317 J13/09	FT408EN038	28,60			
BC	BON 425318 J13/09	GA593EX279	30,20			
BC	BON 425320 J13/09	FE596FH747	29,95			
BC	BON 425324 J13/09	DR798FD429	29,65			
BC	BON 425327 J13/09	FT408EN038	29,85			
BC	BON 425329 J13/09	GA593EX279	30,35			

ANNEXE 5

LSO
S.A.S au capital de 320 000 EUR
"Lacombe" 19100 BRIVE LA GAILLARDE
Usine : Tel. 05 55 88 28 19/Fax 05 55 88 26 79
Bureau : Tel. 05 55 87 35 42/Fax 05 55 86 15 43
Siret 381 801 844 00014 - RC BRIVE 381 801 844
Tva n° FR56 381 801 844

Banque : SOCIETE GENERALE AVIGNON
IBAN : FR76 3000 3004 3000 0200 5570 737
BIC : SOGEFRPP

ETS CAZAL

8 ZA CARDONA
ROUTE DE TOULOUSE
11410 SALLES SUR L'HERS

FACTURE 202202.000013 Brive, le 28/02/2022 313211864

Désignation	Quantité	P.U. Brut	Rem.	P.U. Net	Montant
SUR L'HERS					
* Fourniture et Transport : C69B2 - Emulsion répandage 69 %	29.280 T			535.00	15 664.80

Virement à 30 Jours fin de mois 31/03/2022

En cas de dépassement de l'échéance de règlement une indemnité forfaitaire de 40€ HT sera facturée pour frais de recouvrement

MONTANT H.T.	T.V.A.		MONTANT T.T.C.
15 664.80	20.00	3 132.96	**18 797.76**

LSO
S.A.S au capital de 320 000 EUR
"Lacombe" 19100 BRIVE LA GAILLARDE
Usine : Tel. 05 55 88 28 19/Fax 05 55 88 26 79
Bureau : Tel. 05 55 87 35 42/Fax 05 55 86 15 43
Siret 381 801 844 00014 - RC BRIVE 381 801 844
Tva n° FR56 381 801 844

Banque : SOCIETE GENERALE AVIGNON
IBAN : FR76 3000 3004 3000 0200 5570 737
BIC : SOGEFRPP

ETS CAZAL

8 ZA CARDONA
ROUTE DE TOULOUSE
11410 SALLES SUR L'HERS

FACTURE 202206.000023

Brive, le 30/06/2022

TVA client : FR96313211864

Désignation	Quantité	P.U. Brut	Rem.	P.U. Net	Montant
SALLES SUR L'HERS					
Cde N° A10521958 C69B2 - Emulsion répandage 69 %	29.500 T			677.00	19 971.50

Virement à 30 Jours fin de mois 31/07/2022

En cas de dépassement de l'échéance de règlement une indemnité forfaitaire de 40€ HT sera facturée pour frais de recouvrement

MONTANT H.T.	T.V.A.		MONTANT T.T.C.
19 971.50	20.00	3 994.30	**23 965.80**

Opération N° 202147 - RD 928 – Aménagement d'un carrefour giratoire avec la VC au PR 35+517
Commune de Beaumont-de-Lomagne

Tableau A – Matériaux d'emprunt, GNT 0/80 et GNT 0/20

L'index de révision pris en compte pour ces prix du marché est le TP 08 (la valeur de l'index de mars est à 125,60 et celle de septembre est à 130,20).
Le coefficient de révision à appliquer aux prix du marché est : **1, 032** conformément aux clauses du marché

N° Prix marché	N° Prix du titulaire	Désignation		Prix unitaire au Mois M0 (HT) (A)	Prix unitaire d'achat fourniture au Mois M0 (HT) (B)	Valeur ajoutée (C) = (A) – (B)	Manque à gagner (D) =(C Réalité) - (C Prévision)	Quantité d'achat de fourniture (Facture 220900872) (E)	Coût supplémentaire pour le titulaire (F) = (D) x (E)
11	PN1.2	Matériaux d'emprunt pour remblais (Classe R2)		17,00 €	Aucun justificatif				
13	PN1.3	GNT 0/80 calcaire pour couche de forme	Prévision	15,40 €	12,50 €	2,90 €	2,58 €	1 170,40	3 019,63 €
			Réalité	15,89 € Après révision	15,57 € Justifié par Cazal	0,32 €			
14	PN1.4	GNT 0/20 calcaire pour couche de forme	Prévision	18,40 €	13,00 €	5,40 €	3,18	570,80	1 815,83 €
			Réalité	18,99 € Après révision	16,77 € Justifié par Cazal	2,22 €			
Total (A) H.T.							**4 835,46 €**		
80 % Total (A) H.T.							**3 868,37 €**		

Opération N° 202147 - RD 928 – Aménagement d'un carrefour giratoire avec la VC au PR 35+517
Commune de Beaumont-de-Lomagne

Tableau B – Matériaux à base d'émulsion

En annexe 5, le titulaire du marché a fourni le prix d'achat d'émulsion en février 2022 (535,00 € par tonne) et le prix d'achat d'émulsion en juin 2022 (677,00 € par tonne) soit une augmentation de 27 %.
L'index de révision pris en compte pour ces achats de matériaux est le TP 09 (celui de mars est à 134,30 et celui de juin est à 135,50).
Le coefficient de révision à appliquer pour ces prix du marché est : **1, 008** conformément aux clauses du marché
Il est rappelé que seuls les produits à base d'émulsion sont concernés par cette augmentation. Les produits concernés sont donc ceux payés aux prix 15, 32 et 35.
De plus, nous considérons que 80 % du prix est lié à la fourniture de l'émulsion et 20 % à la mise en œuvre et autres frais.

N° Prix marché	N° Prix du titulaire	Désignation	Prix unitaire au marché (HT) (A)	Taux d'augmentat-ion de l'émulsion (%) (B)	Prix unitaire de la part émulsion (80%) (C) = (A) x 80 %	Prix unitaire de la part mise en œuvre et autre (20%) (D) = (A) x 20 %	Prix unitaire de la part émulsion après taux d'augmentation (E) = (C) x (1+(B))	Prix unitaire après application du taux d'augmentation (F) = (D) + (E)	Prix après révision de prix (G) = (F) x révision	Écart entre le prix unitaire marché et le prix unitaire après application du taux d'augmentation (H) = (G) – (A)	Quantité constatée (I)	Coût supplémentaire pour le titulaire (J) = (H) x (I)
15	PN 1.6	Enduit de scellement de la couche de forme	1,15 €	27 %	0,92 €	0,23 €	1,17 €	1,40 €	1,41 €	0,26 €	2 426,87	629,98 €
32	PN 1.7	Couche d'accrochage circulable pour grave bitume (avec lait de chaux)	1,00 €	27 %	0,80 €	0,20 €	1,02 €	1,22 €	1,23 €	0,23 €	2 936,45	662,84 €
33	PN 1.8	Grave bitume 0/14 pour couche de base	75,00 €	***Justificatif non recevable***							527,26	/
34	PN 1.9	Grave bitume 0/14 pour couche defondation	75,00 €	***Justificatif non recevable***							380,24	/
35	PN 1.10	Couche d'accrochage circulable pour BBSG	0,70 €	27 %	0,56 €	0,14 €	0,71 €	0,85 €	0,86 €	0,16 €	3 383,70	534,66 €
36	PN 1.11	BBSG 0/10 au bitume modifié pour couche de roulement	80,00 €	***Justificatif non recevable***							531,60	/
Total (B) H.T.											**1 827,48 €**	
80 % Total (B) H.T.											**1 461,98 €**	

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

PERSONNEL DÉPARTEMENTAL - CRÉATIONS DE POSTE

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. La délibération précise le grade correspondant à l'emploi créé, indique si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel territorial avec dans ce cas :

-le motif invoqué
-la nature des fonctions
-le niveau de recrutement et de rémunération

Dans le cadre de l'élaboration du budget supplémentaire au titre de l'année 2023, et au vu des ajustements nécessaires au bon fonctionnement des services, le rapport sur les besoins en personnel de la collectivité est soumis aux membres de l'Assemblée départementale.

. Création de postes :

Pôle des solidarités humaines

L'Association départementale pour l'intégration d'adultes en difficulté (ADIAD) intervenant en support auprès de la MDPH pour l'analyse technique des prestations de compensation du handicap prévoit de mettre un terme à cette action pour la fin d'année 2023.

Cette activité nécessite des compétences techniques particulières.

Il est proposé de **ré-internaliser** cette fonction et de créer un poste dans le cadre d'emplois des rédacteurs - catégorie B filière administrative au tableau des effectifs.

Pôle ressources humaines

Par ailleurs, afin de **satisfaire ses obligations** d'employeur public et de **favoriser** les parcours professionnels des agents départementaux (accompagnement au maintien dans l'emploi de personnes en situation de handicap ou nécessitant un reclassement professionnel, ou un accompagnement à un projet professionnel ou évolution de carrières), il s'avère nécessaire de créer un poste de conseiller en mobilité et en évolution professionnelle (cadre d'emplois des attachés – filière administrative – catégorie A).

Pôle savoirs et animation des territoires

Enfin, en **déclinaison du contrat départemental de lecture** 2023/2025, adopté en session plénière le 13 février 2023, et conformément à son axe 2 dédié à l'accompagnement du développement du numérique et l'éducation aux médias et à l'information, il convient de créer un contrat de projet par référence au grade d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques (cadre B – filière culturelle). Le médiateur numérique favorisera l'autonomie des bibliothécaires sur les ressources et services numériques proposés par la médiathèque départementale et poursuivra l'accompagnement des jeunes publics (9-15 ans) sur le numérique pour leur permettre d'acquérir une exploitation raisonnée de l'information.

Le contrat de projet pourra être établi pour une première période d'une année, renouvelé deux fois, en fonction du bilan de cette mission. Ce poste pourra bénéficier d'un financement partiel de l'État.

. Le recours à des agents contractuels :

Les collectivités rencontrent de plus en plus de difficultés à recruter des agents titulaires ayant des compétences spécifiques dans différents domaines d'activité. Ces fonctionnaires existent, mais ils sont peu nombreux et sont parfois déjà engagés ailleurs.

Pour assurer la continuité des missions de la collectivité, il est ainsi nécessaire de se donner la possibilité de recourir à des contractuels, en définissant préalablement les conditions de leur recrutement et les qualifications attendues, et ce conformément aux dispositions de l'article L. 332-8 2° du code général de la fonction publique.

En effet, cet article prévoit que : « *des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels* (...) *lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté ».*

Les postes concernés par ce type de recrutement seraient :

- le poste de responsable du service sport et animation sur la base de plein air et de loisirs du Tarn et de la Garonne : cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives - catégorie B filière sportive,

- le poste de chargé d'opérations et de projets bâtiments : cadre d'emplois des techniciens – catégorie B filière technique,

Le comité social territorial a été consulté le 24 mai 2023 ;

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver la création des emplois permanents à temps complet suivants :

  - 1 poste dans le cadre d'emplois des rédacteurs,
  - 1 poste dans le cadre d'emplois des attachés,

- approuver la possibilité de recourir à des agents contractuels selon les dispositions de l'article L.332-8 2° du code général de la fonction publique pour les postes suivants et aux conditions définies en annexe :

- le poste de responsable du service sport et animation sur la base de plein air et de loisirs du Tarn et de la Garonne : cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives - catégorie B filière sportive,
- le poste de chargé d'opérations et de projets bâtiments : cadre d'emplois des techniciens – catégorie B filière technique,

- créer un contrat de projet pour un an, renouvelable deux fois, pour un médiateur numérique à la médiathèque départementale, par référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques, et de solliciter la participation financière de l'État,

- modifier en conséquence le tableau des effectifs,

- inscrire les crédits correspondants au budget départemental.

Le Président,

ANNEXE

EMPLOIS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POURVUS PAR UN AGENT CONTRACTUEL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.332-8 2° DU CODE GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE

Nature de l'emploi	Niveau de recrutement (Diplômes, expérience...)	Niveau de rémunération
. Filière administrative		
Rédacteur	Titulaires d'un baccalauréat de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme homologué au niveau IV, ou d'une qualification reconnue comme équivalente	Rémunération définie par référence à la grille indiciaire salariale des rédacteurs territoriaux fixée en fonction du niveau de l'expérience exigée, à savoir entre l'indice brut de début 389 et l'indice terminal 597
. Filière sportive		
Educateur des APS	Titulaires de l'un des diplômes homologués au niveau IV (BESS - Brevet d'état d'éducateur sportif- BPJEPS - Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports) ou d'une qualification reconnue comme équivalente.	Rémunération définie par référence à la grille indiciaire salariale des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives fixée en fonction du niveau de l'expérience exigée, à savoir entre l'indice brut de début 389 et l'indice terminal 597

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

MISSION DE VACATION AU SEIN DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DU TARN ET DE LA GARONNE

Dans le cadre de l'activité sportive de la base de plein air et de loisirs du Tarn et de la Garonne, l'activité voile (initiation et perfectionnement) est très appréciée des groupes séjournant sur le site.

À la suite du départ en 2021 d'un éducateur sportif en charge de l'activité voile à la base de plein air et de loisirs du Tarn et de la Garonne à Saint Nicolas de la Grave et en l'absence d'agents possédant cette qualification, la collectivité a eu recours en 2022 à l'emploi d'un vacataire pour assurer cette mission.

Au regard du succès de l'activité voile en 2022, la collectivité fait le choix de recourir, cette année encore, à cette modalité d'emploi pour animer et accompagner l'activité voile, et autres sports nautiques en tant que de besoin pour renforcer l'équipe en place (paddle, kayak...).

Les collectivités territoriales ont la possibilité de recruter un vacataire pour réaliser une tâche précise, ponctuelle et limitée à l'exécution d'actes déterminés.

Un vacataire n'est pas un contractuel de droit public. Il ne répond pas à un besoin permanent, n'occupe pas un emploi permanent et, à ce titre, son recrutement ne nécessite pas la création d'un emploi par délibération de l'organe délibérant. Seule son autorisation pour engager les crédits est requise.

Les collectivités territoriales peuvent en effet recourir à un vacataire si trois conditions sont réunies :

- l'agent est engagé pour une mission précise, pour un acte déterminé,
- les missions concernées correspondent à un besoin ponctuel de la collectivité, discontinu dans le temps,

- la rémunération est liée à l'acte pour lequel l'agent a été recruté.

Les conditions de recrutement sont donc les suivantes :

- rémunération sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de 20 €,
- modalités de paiement : mensuellement après service fait sur la base d'un état détaillé des vacations accomplies élaboré conjointement par la direction de la base de loisirs et la direction des sports,
- volume maximal de 245 heures de vacations sur la période du 1er juillet au 30 novembre 2023.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver le recours à un vacataire diplômé pour assurer l'activité voile (initiation et perfectionnement) à la base de plein air et de loisirs du Tarn et de la Garonne ainsi que les modalités matérielles de son recrutement à savoir :

  - période de la mission de la vacation : du 1er juillet au 30 novembre 2023,
  - rémunération de la vacation : 20 € brut de l'heure,
  - volume maximal de la vacation : 245 heures sur la période envisagée.

Le Président,

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

POLITIQUE EN FAVEUR DE L'APPRENTISSAGE AU SEIN DE LA DIRECTION DES COLLÈGES

Le contrat d'apprentissage est un contrat de droit privé par lequel l'employeur s'engage, outre le versement d'un salaire, à assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète, dispensée pour partie en entreprise et pour partie en centre de formation d'apprentis (CFA) ou en section d'apprentissage, conformément à l'article L.6221-1 du code du travail). L'apprenti s'oblige, en retour, en vue de sa formation, à travailler pour cet employeur, pendant la durée du contrat (de 6 mois à 3 ans), et à suivre cette formation.

L'apprentissage permet ainsi à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou dans une administration.

L'objectif de l'apprentissage est de prendre part à la formation des jeunes en qualité d'employeur dans un bassin d'emploi, de promouvoir leur insertion professionnelle et le développement des compétences des jeunes et de dynamiser ainsi la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences de la collectivité.

Les collectivités territoriales ont la possibilité de recourir aux contrats d'apprentissage en application des dispositions des articles L.6227-1 et suivants du code du travail.

Le déploiement d'un tel dispositif au sein de notre collectivité est susceptible de **renforcer notre attractivité** en tant qu'employeur public et de constituer un **outil de fidélisation** des apprentis formés aux métiers et aux méthodes de travail du Département.

Le recours aux contrats d'apprentissage permet notamment d'anticiper les pertes de savoirs résultant des départs à la retraite. Il favorise aussi la valorisation des compétences internes par un partage de savoirs réciproques entre l'apprenti et le maître d'apprentissage, détenteur d'une compétence professionnelle attestée par un diplôme ou de l'expérience professionnelle.

La rémunération de l'apprenti(e) est fixée en fonction du diplôme préparé, de son âge et de l'année d'exécution du contrat d'apprentissage (en % du SMIC). Le régime de temps de travail est fixé en accord avec le chef de service et la direction des ressources humaines, parmi les régimes horaires fixés dans la collectivité.

Depuis le 1er janvier 2020, le centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) contribue jusqu'à 50 % des frais de formation engagés dans le cadre de contrats d'apprentissage conclus par des collectivités ; toutefois cette participation reste aussi plafonnée en fonction du diplôme préparé. Ainsi, la collectivité, employeur d'apprentis, en assume la différence.

L'ensemble des métiers regroupés au sein de la collectivité sont potentiellement concernés, sous réserve de remplir les conditions fixées par le code du travail.

En ce qui concerne les collèges, deux types de poste requièrent une attention particulière. Il s'agit des métiers de **cuisinier** et d'**agent de maintenance**.

Au regard de l'âge des agents sur ces fonctions et afin **d'anticiper** les futurs départs en retraite, il est nécessaire de prendre des mesures pour assurer la continuité.

Il est donc proposé de recourir à l'apprentissage au sein des équipes des personnels départementaux affectés dans les collèges et de permettre ainsi le recrutement de **deux apprentis cuisiniers** et **un apprenti en maintenance des bâtiments** pour la rentrée scolaire 2023/2024.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget du Département.

Le comité social territorial du 24 mai 2023 a émis un avis favorable.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver le principe de déployer l'apprentissage au sein de la direction des collèges et de la collectivité et de recruter des apprentis, selon les conditions et modalités exposées supra,

- m'autoriser à signer au nom et pour le compte du Département les conventions de formation à conclure avec les établissements concernés.

Le Président,

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

ACTUALISATION DE L'INDEMNITÉ FORFAITAIRE ANNUELLE DE DÉPLACEMENT

Le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et des établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifié prévoit que les agents publics exerçant des missions itinérantes à l'intérieur d'une commune, dotée ou non d'un réseau de transport régulier, peuvent être indemnisés des frais engagés par ces déplacements.

Cette indemnisation se traduit par l'attribution d'une indemnité forfaitaire dont le montant maximum annuel est fixé par arrêté ministériel.

Par délibérations de l'Assemblée départementale des 13 janvier 1992, 13 février 2003, 13 novembre 2003, 21 avril 2021 et 23 juin 2022 permettant ainsi de conditionner le bénéfice de cette indemnité au fait que le secteur d'activité des agents concernés ne comporte pas de déplacements en zone rurale, que le service ne soit pas doté d'un véhicule de service et que le besoin de déplacements fréquents soit directement lié à la fonction.

Ainsi, au sein de notre collectivité, les agents remplissant les conditions fixées sont susceptibles de percevoir une indemnité revalorisée en 2021 au maximum du plafond réglementaire, soit 615 € par an, dès lors qu'ils relèvent des fonctions suivantes :

- les assistantes sociales, les éducateurs, les puéricultrices et les infirmières appelés à se déplacer exclusivement à l'intérieur des communes de Montauban, Moissac et Castelsarrasin,
- les agents d'entretien intervenant dans plusieurs bâtiments départementaux situés à l'intérieur de la commune de résidence administrative,
- les agents de développement pour l'emploi (ADE),

- les personnels travaillant à la maison des solidarités de Montauban réalisant, de façon régulière, au moins un déplacement par semaine,
- les médecins territoriaux intervenant sur la commune de Montauban.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver les dispositions de l'indemnité forfaitaire de déplacement dans les conditions définies dans la présente délibération pour :

- les assistantes sociales, les éducateurs, les puéricultrices et les infirmières appelés à se déplacer exclusivement à l'intérieur des communes de Montauban, Moissac et Castelsarrasin,
- les agents d'entretien intervenant dans plusieurs bâtiments départementaux situés à l'intérieur de la commune de résidence administrative,
- les agents de développement pour l'emploi (ADE),
- les personnels travaillant à la maison des solidarités de Montauban réalisant, de façon régulière, au moins un déplacement par semaine,
- les médecins territoriaux intervenant sur la commune de Montauban.

- préciser que les crédits sont inscrits au budget départemental.

Le Président,

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

CONVENTION AVEC LA RÉGION OCCITANIE POUR LA GESTION DE LA CITÉ SCOLAIRE MIXTE FRANÇOIS MITTERRAND À MOISSAC ET PROTOCOLE DE TRAVAUX POUR LA RESTRUCTURATION DE LOCAUX COMMUNS

L'article L.216-4 du code de l'éducation stipule que « lorsqu'un même ensemble immobilier comporte à la fois un collège et un lycée, une convention intervient entre le Département et la Région pour déterminer celle des deux collectivités qui assure le recrutement et la gestion des personnels autres que ceux mentionnés à l'article L.211-8, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement de l'ensemble. Cette convention précise la répartition des charges entre les deux collectivités... ».

En août 2009, une convention de gestion entre la Région Occitanie et le Département de Tarn-et-Garonne a ainsi été signée pour une durée de cinq ans, renouvelable. Elle a défini les obligations des parties, notamment, les modalités de gestion des services et des personnels pour l'exercice des compétences respectives en matière d'accueil, de restauration, d'hébergement, d'entretien général et technique, ainsi que la répartition des charges financières en matière de travaux, d'équipement et d'informatique.

Cette convention est arrivée à échéance en juillet 2019. Il convient aujourd'hui de s'inscrire dans le cadre d'un nouvel accord avec la Région, à effet au 1er janvier 2023 et tenant compte des charges de personnel des années 2020 à 2022, non couvertes par la précédente convention.

Le projet de convention qui vous est soumis en annexe comporte huit titres :

- ***Le titre 1 concerne la répartition des locaux et les clés de répartition :***

Certains locaux sont à usage exclusif, soit du lycée, soit du collège et d'autres sont d'usage commun aux deux établissements. L'annexe n°1 de la convention détaille ces divers espaces.

Les clés de répartition des charges sont différenciées selon que les locaux sont à usage exclusif ou commun, et selon leur destination.

La répartition financière entre les deux collectivités, est calculée au prorata de l'effectif des utilisateurs ou au prorata des surfaces comme suit **:**

- Restauration : nombre de rationnaires constaté à la rentrée de l'année considérée,
- Internat : effectifs internes constatés à la rentrée de l'année considérée,
- Logements de fonction : détaillé au titre 2,
- Assurances : effectifs constatés à la rentrée de l'année considérée,
- Travaux : détail au titre 4
- Travaux énergie : la chaufferie étant commune, la répartition s'effectue au prorata des surfaces à usage exclusif et un prorata pour les parties communes,
- Informatique : détail au titre 5,
- Frais de personnel : salaires chargés des 21 agents régionaux des lycées (ARL) affectés à la cité scolaire, au prorata de l'effectif constaté à la rentrée de l'année considérée,

- Le titre 2 concerne les logements de fonction :

La Région dispose de 6 logements de fonction pour les personnels État (dont 3 sont communs au lycée et au collège) ainsi que pour certains agents régionaux des lycées.

Le Département dispose d'un logement de fonction pour un personnel État dédié au collège.

- Le titre 3 concerne les assurances :

Les assurances responsabilité civile et dommages aux biens sont souscrites par la Région. Leur coût est calculé suivant le nombre d'agents régionaux des lycées pour la responsabilité civile et suivant la superficie des locaux pour l'assurance dommage aux biens, et réparti au prorata des effectifs constatés à la rentrée de l'année considérée.

- Le titre 4 concerne les travaux de construction, d'extension, de grosses réparations, de maintenance et d'interventions urgentes :

Toute opération de construction, restructuration, extension doit faire l'objet d'un protocole précisant la maîtrise d'ouvrage, les conditions financières, l'usage, les incidences sur le fonctionnement et leur prise en charge.

Pour les grosses réparations et la maintenance, chaque collectivité assure les interventions dans les locaux à usage exclusif.

La Région assure les grosses réparations et la maintenance des locaux communs, après avoir sollicité l'accord de principe du Département. Ce dernier verse à

la Région sa participation, calculée selon la clé de répartition propre aux locaux concernés.

La Région effectue les opérations d'urgence, les mesures conservatoires et les travaux liés à un sinistre pour l'ensemble du site. Le Département est informé, a posteriori et participe financièrement, déduction faite d'éventuels remboursements d'assurance.

- Le titre 5 concerne l'informatique :

La gestion du réseau informatique administratif relevant, de l'Éducation nationale, le Département n'intervient que sur le réseau pédagogique du collège.

L'acquisition et le déploiement des équipements pour les locaux communs seront effectués par la Région et refacturés au Département, au prorata de l'effectif constaté à la rentrée de l'année considérée.

- Le titre 6 concerne l'équipement hors informatique et restauration

Il précise que chaque collectivité assure le renouvellement et l'entretien des équipements dans ses locaux respectifs et que la Région intervient sur l'équipement des parties communes, après accord du Département.

- Le titre 7 concerne la restauration et l'hébergement

La Région est responsable des missions de restauration et d'hébergement et en confie la gestion au lycée qui a donc en charge la mise en œuvre du service de restauration pour les lycéens et les collégiens.

La Région affecte 7 agents pour la réalisation de cette mission.

Il est stipulé que chaque collectivité territoriale fixe les tarifs de restauration scolaire pour l'établissement relevant de sa compétence, la Région arrêtant le tarif des commensaux.

S'agissant des charges d'investissement et de maintenance du service de restauration, les fonds de réserve des établissements seront mobilisés, prioritairement ceux de la Région, et subsidiairement ceux du collège. En cas d'insuffisance des fonds de réserve, les budgets des collectivités seront appelés, au prorata du nombre de rationnaires constaté à la rentrée de l'année considérée.

- Le titre 8 concerne les compétences en matière d'accueil, d'entretien général et technique, d'hébergement et de restauration :

Il indique que la Région assure le recrutement et la gestion des agents de l'ensemble de la cité scolaire et prend en charge leur protection statutaire.

L'équipe des agents régionaux des lycées comporte 7 agents affectés au service de restauration et d'hébergement et 14 agents aux autres missions : entretien général, maintenance et accueil.

Il est prévu que le Département reverse à la Région les charges relatives au personnel selon une clé de répartition basée sur les effectifs du lycée et du collège, à savoir, pour l'année 2023 :

- Région : 502 lycéens à la rentrée 2022 = 39,04 %
- Département : 784 collégiens à la rentrée 2022 = 60,96 %.

Pour le personnel affecté à la restauration et à l'hébergement, le calcul s'effectue suivant le nombre de rationnaires, à savoir pour l'année 2023 :

- Région : 380 rationnaires à la rentrée 2022 = 47,26 %
- Département : 424 rationnaires à la rentrée 2022 = 52,74 %.

Dans un souci de simplification des échanges financiers entre la Région et Département, il est convenu que la contribution du Département au titre de sa participation aux charges de personnel est fixée, pour la durée de la convention, au montant forfaitaire annuel de 169 806 €. Sont comptabilisés le salaire chargé et le régime indemnitaire des agents.

Il est également convenu que le Département rembourse la Région de sa participation aux frais de personnel pour les années 2020 à 2022, non couvertes par la précédente convention.

Les sommes à verser à ce titre s'élèvent à :

- 144 163 € au titre de 2020, payable en 2023,
- 144 074 € au titre de 2021, payable en 2024 en sus du forfait dû pour 2023,
- 169 806 € au titre de 2022, payable en 2025 en sus du forfait dû pour 2024.

À la rubrique des dispositions générales, sont précisées :

- les modalités de paiement : le Département verse à la Région sa participation de l'année N en année N+1, à réception d'un titre de recettes et sur présentation des justificatifs de dépenses, le cas échéant.

- la signature d'une convention spécifique entre le lycée et le collège qui complétera le dispositif sur les modalités de fonctionnement de la cité scolaire, notamment les échanges financiers. Cette convention bipartite sera soumise à l'avis conforme des collectivités de rattachement.

- la mise en place d'un comité technique de suivi qui se réunira au moins une fois par an,

- enfin, l'entrée en vigueur fixée au 1er janvier 2023 pour une durée de cinq ans, renouvelable par période de durée équivalente.

D'autre part, en application des dispositions du titre 4 de la convention de gestion relatif aux travaux de constructions, de restructurations, d'extensions, de grosses réparations, de maintenance annuelle et de sinistres, la Région soumet à l'accord du Département un protocole travaux portant sur la restructuration des locaux communs (administration et accueil) et sur la sécurisation des accès à la cité scolaire. Cette opération réalisée sous maîtrise d'ouvrage régionale est évaluée à 839 500 € HT.

Le coût à la charge du Département serait de 512 095 € calculé au prorata des effectifs et payable en trois fractions :

- un premier acompte d'un montant de 200 000 € lors de la signature du protocole,
- un deuxième acompte de 200 000 €,
- le solde sur présentation d'un titre de recettes et d'un état récapitulatif des dépenses.

Le protocole de travaux est joint en annexe.

Une autorisation de programme et les crédits de paiement correspondants sont inscrits au budget départemental 2023 imputation : P008O002 – E18 – Article 204122 / 221 – Natana 1356.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver la convention de gestion à conclure avec la Région Occitanie relative à la Cité Scolaire mixte François Mitterrand à Moissac, telle que ci-annexée (annexe n°1),

- autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention,

- approuver le protocole de travaux concernant la restructuration des locaux communs de la cité scolaire mixte François Mitterrand et la sécurisation de ses accès, tel que ci-annexé (annexe n°2),

- autoriser Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du Département, ledit protocole d'accord,

- donner délégation à la commission permanente pour approuver les avenants susceptibles de découler de la convention et du protocole.

Le Président,

CONVENTION DE GESTION ENTRE
LA REGION OCCITANIE ET LE DEPARTEMENT DE TARN ET GARONNE
RELATIVE A LA CITE MIXTE FRANCOIS MITTERRAND DE MOISSAC

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Education ;

Vu la convention de gestion des cités scolaires mixtes du 2 juillet 1987 ;

Vu la convention de gestion de la cité scolaire de Moissac arrivée à son terme le 17/08/2019 ;

Vu la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional Occitanie du…… ;

Vu la délibération du Conseil Départemental de Tarn et Garonne du 23 juin 2023 ;

ENTRE :

LA REGION OCCITANIE/PYRENEES-MEDITERRANEE,
Domiciliée, 22, boulevard du Maréchal-Juin 31406 TOULOUSE Cedex 9,
Représentée par sa Présidente, Mme Carole DELGA, agissant au nom et pour le compte de la Région,

Ci-après désignée « la Région » d'une part,

ET

LE DEPARTEMENT DE TARN ET GARONNE,
Domicilié 100, boulevard Hubert Gouze, BP 783, 82013 Montauban cedex, représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Michel WEILL,

Ci-après désigné « le Département » d'autre part,

PREAMBULE :

L'article L 216-4 du Code de l'Education prévoit que pour les cités scolaires une convention intervient entre la Région et le Département pour :

- déterminer celle des deux collectivités qui assure :
    - le recrutement et la gestion des agents techniques territoriaux,
    - l'entretien général et technique, l'accueil et la restauration,
    - les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement de l'ensemble,
- préciser la répartition des charges entre les deux collectivités.

La Cité mixte de Moissac, composée du collège et du lycée François Mitterrand est rattachée à la Région Occitanie. En cela, seuls le Conseil d'administration du lycée et le Proviseur exercent leur autorité auprès des personnels techniques régionaux ainsi que pour la gestion des secteurs mutualisés conformément aux dispositions définies dans la présente convention.

La présente convention définit conformément à l'article L216-4 du Code de l'Education :
- les relations entre le Département de Tarn et Garonne et la Région Occitanie pour cette cité mixte,
- la répartition des charges entre les deux collectivités sur la base de clefs de répartition.

Les relations financières entre les établissements publics locaux (EPLE) sont précisées à l'article 22 de la présente convention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

TITRE I : REPARTITION DES LOCAUX ET CLES DE REPARTITION

CHAPITRE 1 : Répartition des locaux
CHAPITRE 2 : Clés de répartition

TITRE II : LOGEMENTS DE FONCTION

TITRE III : ASSURANCES

TITRE IV : TRAVAUX DE CONSTRUCTIONS, RESTRUCTURATIONS, EXTENSIONS, GROSSES REPARATIONS, MAINTENANCE ANNUELLE ET SINISTRES

CHAPITRE 1 : Constructions, restructurations, extensions
CHAPITRE 2 : Grosses réparations et maintenance annuelle
CHAPITRE 3 : Opérations urgentes et sinistres

TITRE V : INFORMATIQUE

CHAPITRE 1 : Répartition des compétences sur les locaux à usage exclusif
CHAPITRE 2 : Répartition des compétences sur les locaux à usage commun

TITRE VI : EQUIPEMENTS HORS INFORMATIQUE ET HORS RESTAURATION

TITRE VII : RESTAURATION ET HEBERGEMENT

CHAPITRE 1 : Compétences restauration et hébergement dans la cité mixte
CHAPITRE 2 : Dispositions financières relatives au SRH

TITRE VIII : PERSONNELS TERRITORIAUX

TITRE IX : DISPOSITIONS GENERALES

Annexes :
Annexe 1 : plan de la cité
Annexe 2 : répartition et surfaces des locaux de la cité mixte
Annexe 3 : modèle clés de répartition
Annexe 4 : calcul du forfait ressources humaines (RH)

TITRE I

REPARTITION DES LOCAUX ET CLES DE REPARTITION

CHAPITRE 1 : REPARTITION DES LOCAUX

La répartition des locaux est détaillée dans l'annexe 2 intitulée « répartition des locaux et surfaces de la cité mixte ».

Toute modification du patrimoine immobilier fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 1 : LOCAUX A USAGE EXCLUSIF

Les locaux à usage exclusif d'un EPLE sont ceux qui ne sont utilisés que pour les besoins de cet établissement.

ARTICLE 2 : LOCAUX A USAGE COMMUN

Les locaux à usage commun correspondent aux locaux utilisés par le collège et le lycée.

CHAPITRE 2 : CLES DE REPARTITION

L'annexe 3 détaille les clés de répartition permettant de calculer le coût financier à la charge du Département et de la Région dans tous les domaines mutualisés.

ARTICLE 3 : LES CLES DE REPARTITION PAR DOMAINE

3-1 : <u>Locaux à usage exclusif du collège</u>

La totalité de la charge relative aux locaux à usage exclusif du collège incombe au Département.

3-2 : <u>Locaux à usage exclusif du lycée</u>

La totalité de la charge relative aux locaux à usage exclusif du lycée incombe à la Région.

3-3 : <u>Locaux à usage commun</u>

3-3-1 : Locaux « Restauration » : pour les travaux et équipements au bénéfice de la restauration, la répartition financière entre le Département et la Région est calculée au prorata des effectifs rationnaires (demi-pensionnaires + internes) consolidés à la rentrée scolaire de l'exercice concerné (données rectorales) affecté d'un coefficient de 1 pour les demi-pensionnaires et de 2 pour les internes.

3-3-2 : Locaux « Internat » : pour les travaux et équipements au bénéfice de l'internat, la répartition financière entre le Département et la Région se fait au prorata des effectifs internes collège et lycée consolidés à la rentrée scolaire de l'exercice concerné (données rectorales).

3-3-3 : Autres locaux communs hors logements de fonction (notamment locaux administratifs, installations sportives, VRD, parkings, clôtures, portails) : pour les travaux et équipements effectués au bénéfice de ces locaux et espaces, la répartition financière entre le Département et la Région se fait au prorata des effectifs totaux consolidés à la rentrée scolaire de l'exercice concerné (données rectorales).

3-4 : Logements de fonction

Les modalités de répartition entre le Département et la Région sont détaillées au titre II.

3-5 : Assurances

Les modalités de répartition des charges d'assurances entre le Département et la Région sont détaillées au titre III.

3-6 : Travaux Energie

La chaufferie étant commune au collège et au lycée, toutes les dépenses liées aux travaux sont conjointement financées par la Région et le Département au prorata des surfaces et des effectifs de l'année des travaux.

Le pourcentage de répartition est ainsi calculé :

- pour la Région : la surface des locaux à usage exclusif du lycée plus un prorata de la surface des parties communes calculé selon les clés de répartition définies à l'article 3-3 (clé « effectifs des locaux à usage commun »). Pour l'année 2021, ce taux est de 48,27 %. Ces surfaces sont identifiées en annexe 2.

- pour le Département : la surface des locaux à usage exclusif du collège plus un prorata de la surface des parties communes calculé selon les clés de répartition définies à l'article 3-3 (clé « effectifs des locaux à usage commun »). Pour l'année 2021, ce taux est de 51,73 %. Ces surfaces sont identifiées en annexe 2.

Pour la réalisation de travaux lourds, un protocole définissant notamment la clé de répartition appliquée à ces travaux sera mis en place conformément aux dispositions de l'article 6 du titre IV.

3-7 : Informatique

Les modalités de prise en charge des dépenses informatiques par le Département et la Région sont détaillées au titre V.

3-8 : Clés de répartition de la charge financière des personnels techniques régionaux

Cette clef est utilisée à l'article 20.

- Pour ceux affectés au service général : répartition entre les deux collectivités territoriales au prorata des effectifs totaux consolidés de l'année concernée (données rectorales).

- Pour ceux affectés au service SRH : répartition entre les deux collectivités au prorata des

effectifs rationnaires pondérés consolidés à la rentrée scolaire de l'exercice concerné affecté d'un coefficient de 1 pour les demi-pensionnaires et de 2 pour les internes (données rectorales).

TITRE II

LOGEMENTS DE FONCTION

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX LOGEMENTS DE FONCTION

4-1 : Localisation et répartition des logements de fonction

La cité mixte comprend 7 logements de fonction répartis ainsi :

- 6 logements dans le bâtiment 12,
- 1 logement dans le bâtiment 11.

La répartition des logements de fonction de la cité mixte au titre de l'année 2021/2022 est la suivante :
1 logement de fonction est affecté au collège pour le personnel d'Etat,
6 logements de fonction sont affectés au lycée pour le personnel d'Etat et le personnel territorial.

Les parties conviennent de la répartition suivante pour la durée de la convention :
1 logement de fonction est affecté au collège pour le personnel d'Etat,
6 logements de fonction sont affectés au lycée pour le personnel d'Etat et le personnel territorial.

La Région informe la cité mixte de cette répartition.

Cependant, dans le cas où l'autorité académique devait créer un poste de direction, d'administration ou d'éducation et de gestion au collège (notamment poste de principal et /ou de gestionnaire), cette répartition serait conjointement revue.

4-2 : Modalités d'attribution des logements de fonction

En tant que gestionnaire de la cité mixte, la Région gère les attributions de l'ensemble des logements de fonction de la cité mixte. Elle arrête les concessions de logements pour l'ensemble des personnels de l'Etat et territoriaux au vu des propositions d'affectations émises par les Conseils d'Administration respectifs du lycée et du collège.

La Région vérifie chaque année, au cours du mois d'octobre, que le nombre des concessions par nécessité absolue de service (NAS) aux personnels de l'État et territoriaux est conforme aux dispositions règlementaires.

Les arrêtés concernant les personnels d'Etat du collège sont adressés en copie au Département.

Les « prestations accessoires » accordées gratuitement aux personnels logés par NAS sont celles arrêtées par :

- la Région pour les personnels affectés au lycée logés en NAS dans les logements du lycée,
- le Département pour les personnels affectés au collège logés en NAS dans les logements du collège.

Concernant les personnels affectés au lycée, le montant de ces prestations est transmis en fin d'année n pour l'année n+1 au moment du vote des dotations annuelles de fonctionnement des lycées publics de l'année n+1.

Concernant les personnels affectés au collège, le montant des « prestations accessoires » est celui arrêté par le Département.

Des contreparties sont demandées aux personnels techniques de la cité mixte logés par NAS selon les dispositions arrêtées par la Région.

4-3 : Modalités de gestion courante des logements de fonction

Les charges (de viabilisation notamment) relatives aux logements de la cité mixte sont portées par le budget du lycée à l'exception des taxes incombant au locataire (taxe d'habitation, taxe sur les ordures ménagères) qui doit les régler personnellement auprès du centre des impôts du secteur concerné. Pour sa part, conformément à la convention bipartite collège-lycée visée à l'article 22, le collège reverse au lycée sa quote-part conformément à la clef de répartition.

L'EPLE bénéficiaire d'un logement sera autorisé à percevoir les recettes des logements loués par Convention d'occupation précaire (COP). Les locataires logés dans le cadre d'une COP supportent toutes les charges de viabilisation et les charges du locataire afférentes au logement.

Chaque EPLE établit les états contradictoires d'entrée et sortie avec l'occupant et veille au respect par ce dernier des obligations d'entretien du locataire.

4-4 : Travaux relatifs aux logements de fonction

Travaux sur parties communes :
Les travaux relatifs aux parties communes des logements de fonction (escaliers de desserte, toiture…) seront effectués par la Région et leur coût sera réparti au prorata du nombre de logement affecté à chaque EPLE dans le bâtiment concerné par les travaux.

Les travaux sur les parties privatives des logements de fonction :

- affectés au Département seront effectués et financés par le Département.
- affectés à la Région seront effectués et financés par la Région.

Toutefois, pour les travaux des parties communes et privatives :
Certains personnels d'Etat logés étant communs aux deux EPLE (cas notamment du Proviseur faisant office de Principal du collège, de l'adjoint gestionnaire du lycée exerçant les fonctions d'adjoint gestionnaire du collège), les coûts des travaux réalisés au bénéfice des logements des personnels communs aux deux EPLE sont partagés à hauteur de 50 % entre la Région et le Département.

TITRE III

ASSURANCES

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ASSURANCES

5-1 : Assurances dommages aux biens, responsabilité civile

La Région souscrit un contrat d'assurance « dommages aux biens » pour l'ensemble de la cité mixte, ainsi qu'un contrat garantissant sa responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers par les ouvrages et les biens constitutifs de l'établissement, ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions.

La Région assurera ainsi le suivi et la gestion de ces contrats et des sinistres s'y rapportant, avec ses assureurs (mise à jour des contrats, déclaration et suivi des sinistres, vérification et paiement des cotisations…), pour compte commun, pour l'ensemble de la cité mixte.

La responsabilité civile de la Région ne peut toutefois garantir que les dommages survenant du fait des biens immobiliers et mobiliers qu'elle assure et du fait de ses agents dans l'exercice de leurs fonctions.

Elle ne peut garantir, dans les cas où celle-ci pourrait être mise en cause, la responsabilité civile du Département (de même qu'elle ne garantit pas la responsabilité civile de l'Etat qui peut aussi être mise en cause dans ces établissements).

Le Département s'engage à participer aux assurances souscrites par la Région conformément aux modalités définies ci-après.

5-2 : Modalités de calcul de la participation départementale

Les modalités de calcul des assurances de la cité mixte se fait de la manière suivante :

- assurance responsabilité civile (RC) de la cité mixte :

Coût de l'assurance RC de la Région par agent technique, multiplié par le nombre d'agents techniques de la cité mixte.

- assurance dommages aux biens de la cité mixte (hors véhicules) :

Coût du mètre carré fixé dans la police d'assurance souscrite au titre de l'année considérée par la Région multiplié par la superficie des locaux de la cité mixte.

Le coût des assurances ainsi calculé est ensuite réparti entre le Département et la Région au prorata des effectifs scolaires de l'exercice concerné.

Le Département verse sa participation au titre de l'année N sur présentation d'un titre de recettes émis par la Région en N+1.

5-3 : Assurances des véhicules

Concernant les véhicules, chaque établissement assure ses véhicules et gère les dossiers de sinistre concernant les dommages causés ou subis par les véhicules et engins motorisés leur appartenant.

TITRE IV

TRAVAUX DE CONSTRUCTIONS, RESTRUCTURATIONS, EXTENSIONS, GROSSES REPARATIONS, MAINTENANCE ANNUELLE ET SINISTRES

CHAPITRE 1 : CONSTRUCTIONS RESTRUCTURATIONS, EXTENSIONS

ARTICLE 6 : DEFINITION DES CONSTRUCTIONS RESTRUCTURATIONS EXTENSIONS

Toute opération de construction, restructuration, et extension des bâtiments doit faire l'objet d'un protocole travaux précisant la maîtrise d'ouvrage, les conditions financières, l'usage, les incidences sur le fonctionnement (humaines, matérielles et financières) et leur prise en charge.

CHAPITRE 2 : GROSSES REPARATIONS ET MAINTENANCE ANNUELLE

ARTICLE 7 : DEFINITION DES GROSSES REPARATIONS ET DE LA MAINTENANCE ANNUELLE

Sont entendues par grosses réparations, les travaux nécessaires au maintien en état de fonctionnement du patrimoine ou rendus obligatoire par la réglementation relative aux ERP et n'entraînant pas la création de surfaces supplémentaires.

Sont entendus par la maintenance annuelle, les petits travaux annuels de maintien en bon état du patrimoine.

ARTICLE 8 : COMPETENCES DE LA REGION

La Région Occitanie assure les grosses réparations et la maintenance des locaux à usage exclusif du lycée.

ARTICLE 9 : COMPETENCES DU DEPARTEMENT

Le Département de Tarn et Garonne assure les grosses réparations et la maintenance des locaux à usage exclusif du collège.

ARTICLE 10 : COMPETENCES DE CHAQUE COLLECTIVITE POUR LES PARTIES COMMUNES

10-1 <u>Grosses réparations des locaux à usage commun</u>

La Région assure les grosses réparations des locaux à usage commun.

La Région sollicite par courrier le Département, en année N-1, pour sa participation financière aux grosses réparations qui seront effectuées en année N.
Le Département notifie à la Région son accord de principe.

La participation du Département est calculée sur un montant hors taxes des opérations (à

l'exception des opérations pour lesquelles la Région ne récupère pas le montant de la TVA). Le Département s'engage à verser à la Région sa participation sur présentation des justificatifs de dépense.

Les répartitions financières entre le Département et la Région retenues selon les locaux sont celles définies à l'article 3.

10-2 Maintenance annuelle

10-2-1 Intervention des équipes régionales de maintenance (ERM)

Les coûts des opérations de maintenance effectuées dans les locaux feront l'objet d'un bilan annuel qui seront refacturées au Département conformément aux clés de répartition définies à l'article 3, étant précisé que les ERM n'interviennent que sur le lycée sauf dans le cadre des levées de réserves du rapport de vérification électrique qui concernent tous les bâtiments.

10-2-2 Subvention pour petits travaux de maintenance

Afin d'effectuer les travaux courants de maintenance au sein de la cité mixte, la Région attribue selon les besoins une subvention de petits travaux de maintenance qui contribue à des réparations sur l'ensemble des locaux. Le Département participe aux interventions effectuées sur les locaux en fonction de la clé de répartition définie à l'article 3.

10-2-3 Contrôles réglementaires

Les travaux de mises en conformité découlant de contrôles réglementaires seront pris en charge par la Région dans le cadre de la maintenance annuelle. Le Département participe aux interventions effectuées sur les locaux en fonction de la clé de répartition définie à l'article 3.

CHAPITRE 3 : OPERATIONS URGENTES ET SINISTRES

ARTICLE 11 : MODALITES EN CAS DE SINISTRE

En cas de sinistre, la Région informera le Département dans un délai d'un mois maximum.
La Région assure les opérations d'urgence impérieuse, les mesures conservatoires et les travaux liés à des sinistres pour l'ensemble des secteurs de la cité mixte.

En cas de sinistre, le coût des opérations retenu pour le calcul de la participation départementale sera le coût total des travaux et des dépenses connexes engagés, déduction faite des remboursements des dommages par l'assurance.

La participation financière du Département sur le solde est calculée conformément aux clés de répartition définies à l'article 3, sous réserve que la responsabilité exclusive de la Région ou de l'État ne soit pas engagée dans la génération du sinistre.

TITRE V

INFORMATIQUE

CHAPITRE 1 : REPARTITION DES COMPETENCES SUR LES LOCAUX A USAGE EXCLUSIF

Pour les locaux à usage exclusif du collège :

Le Département n'intervient que sur le réseau pédagogique : il assure l'acquisition, le renouvellement et la maintenance des matériels et équipements pédagogiques spécifiques au collège.

Pour les locaux à usage exclusif du lycée :

La Région assure l'acquisition, le renouvellement et la maintenance des matériels et équipements administratifs et pédagogiques spécifiques au lycée.

CHAPITRE 2 : REPARTITION DES COMPETENCES SUR LES LOCAUX A USAGE COMMUN

La gestion du réseau administratif est assurée par les services de l'Education Nationale.

L'acquisition et le déploiement des matériels et réseaux concernant les locaux à usage commun détaillés en annexe 2 seront effectués par la Région puis refacturés au Département.

La répartition financière entre le Département et la Région se fait au prorata des effectifs totaux consolidés à la rentrée scolaire de l'exercice concerné (données rectorales).

TITRE VI

EQUIPEMENTS HORS INFORMATIQUE ET HORS RESTAURATION

ARTICLE 12 : DEFINITION DES EQUIPEMENTS HORS INFORMATIQUE ET HORS RESTAURATION

Les équipements informatiques sont traités au titre V et ceux relatifs au SRH au titre VII. Sont également exclus de ce présent chapitre, les petits équipements à main des ARL, financés par les budgets des EPLE.

ARTICLE 13 : REPARTITION DE LA PRISE EN CHARGE

Chaque collectivité assure l'acquisition et le renouvellement des équipements pour les secteurs qui les concernent, lycée pour la Région et collège pour le Département :

- mobilier et matériel courant nécessaire au bon fonctionnement de type : tables, chaises, bureaux, armoires, etc… ;
- matériels et équipements pédagogiques.

ARTICLE 14 : EQUIPEMENT DES LOCAUX A USAGE COMMUN

La Région assure l'acquisition, le renouvellement et l'entretien des équipements nécessaires aux locaux communs et en informe le Département.

La Région sollicite par courrier le Département pour sa participation financière aux équipements qui seront achetés.

Le Département notifie à la Région son accord de principe.

Une fois l'acquisition effectuée, la Région transmet le décompte, certifié par le comptable public, au Département.

Le Département verse sa participation en N+1 sur présentation d'un titre de recettes émis par la Région.

Les clés de répartition sont celles définies à l'article 3.

TITRE VII

RESTAURATION ET HEBERGEMENT

La Région est responsable des missions de restauration et d'hébergement dans la cité mixte.

CHAPITRE 1 : COMPETENCES RESTAURATION ET HEBERGEMENT DANS LA CITE MIXTE

ARTICLE 15 : LE LYCEE EST RESPONSABLE DU SERVICE ANNEXE D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION (SRH)

La Région confie au lycée la gestion du SRH, à savoir :

- les commandes ;
- la confection des repas destinés aux élèves, lycéens et collégiens, commensaux et aux partenaires du lycée et du collège ;
- le paiement des factures de denrées ainsi que les coûts de fonctionnement induits ;
- l'hébergement des élèves internes.

Il est rappelé que le lycée s'est engagé par voie de convention auprès de la Région à répondre aux objectifs suivants :

- assurer en priorité, l'hébergement et la restauration des élèves de la cité mixte ;
- accueillir, dans la limite des places disponibles, les personnels des établissements et les intervenants réguliers auprès des élèves de l'établissement ;
- assurer la gestion du service d'hébergement et de restauration dans le respect des normes en vigueur en matière de restauration collective ;
- participer à l'éducation à la santé et à l'équilibre alimentaire ;
- proposer des prestations de qualité.

Ces missions sont exclusives de toute action de surveillance et d'encadrement des élèves.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES RELATIVES AU SRH

ARTICLE 16 : LA TARIFICATION

Chaque collectivité fixe les tarifs de restauration et d'internat pour les élèves relevant de sa compétence : le Département pour les collégiens et la Région pour les lycéens.

Le Département et la Région conviennent que :

- chaque établissement enregistre les produits du service de restauration et d'hébergement pour les élèves dont il a la charge dans un service budgétaire propre du type SRH,
- le lycée reverse à la Région les cotisations relatives au fonds commun des services d'hébergement (FCSH) et à la participation des familles aux charges de personnel (FRH : Fonds Régional d'Hébergement) perçue sur la recette du service de restauration,
- le collège applique de son côté les mêmes dispositions à destination du Département concernant la participation des familles aux charges de personnel (Fonds Académique de

Rémunération des Personnels).

Les tarifs des commensaux sont fixés par le lycée.
Les modalités de perception des recettes liées aux prestations de service pour les commensaux et partenaires sont définies conjointement entre le lycée et le collège et sont mentionnées dans la convention bipartite signée par les deux EPLE prévue à l'article 22.

ARTICLE 17 : COUT DE LA MISE A DISPOSITION DU SERVICE ENTRE LE LYCEE ET LE COLLEGE

Le lycée support du service de restauration détermine le coût de la mise à disposition du service de restauration et d'hébergement au bénéfice des élèves du collège.

Ce coût est exclusivement représentatif des charges de denrées, fluides et autres charges courantes de fonctionnement supportées par le lycée.

Le lycée adresse une facture au collège hors cotisations et le collège règle la facture au lycée hors cotisations.

Les modalités de facturation des repas du lycée au collège et leur périodicité sont définies dans la convention bipartite mentionnée à l'article 22.

ARTICLE 18 : LES CHARGES D'INVESTISSEMENT ET DE MAINTENANCE DU SERVICE DE RESTAURATION ET D'HEBERGEMENT

Les charges d'investissement et de maintenance des équipements mobiliers et immobiliers sur le secteur restauration et hébergement peuvent être financées, d'une part, par les réserves du service de restauration et d'hébergement ou, d'autre part, par financement des deux collectivités.

Dans le premier cas, les dépenses d'investissement sont prises en charge en priorité par le lycée pour le remplacement urgent de matériel et d'équipement de cuisine (mobilier de réfectoire…).
Dans le cas où les finances ne permettraient pas la dépense envisagée, le lycée informe le collège de l'impossibilité de mobiliser des fonds propres et demande la participation financière du collège. Ce dernier interviendra alors ou sur fonds propres, ou sur sollicitation du Département et selon les modalités définies par ce dernier. De même, le lycée pourra solliciter le FCSH de la Région.

Dans le second cas, où les fonds propres du lycée seraient insuffisants ou que la dépense envisagée serait trop importante, la Région procède à l'acquisition selon ses procédures après en avoir informé le Département et sollicite financièrement ce dernier conformément aux clefs de répartition de l'article 3.

TITRE VIII

PERSONNELS TERRITORIAUX

La Région recrute et affecte à la cité mixte le personnel territorial nécessaire à l'exercice des missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général et technique.

ARTICLE 19 : LA COMPENSATION DE L'ETAT

Les personnels techniques de la cité mixte soit 21 équivalents temps plein (ETP) ont été mis à la disposition de la Région en application de l'arrêté du ministère de l'Education Nationale en date du 30 janvier 2006.

La Région Occitanie assure donc, depuis le 1er janvier 2006, le recrutement et la gestion de l'ensemble des personnels techniques territoriaux de la cité mixte dits Agents Régionaux des Lycées (ARL) et prend en charge la protection statutaire de ces agents.

Au titre de ce transfert, la Région bénéficie de compensations financières de l'Etat. Il est rappelé que la compensation financière des charges de personnel due par l'Etat au titre du transfert de compétence est limitée pour les services de restauration à 60 % des charges effectivement supportées.

ARTICLE 20 : PERSONNELS TECHNIQUES TERRITORIAUX AFFECTES A LA CITE MIXTE

20-1 : Personnels techniques affectés au Service Général (SG)

L'équipe des personnels techniques territoriaux de la cité mixte affectés au Service Général est composée de 14 ETP. Pour calculer la compensation financière due par le Département à la Région, il est convenu que cette équipe est ainsi constituée :

- 1 adjoint technique territorial des établissements d'enseignement (C3 7è échelon) ;
- 6 adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement (C2 8è échelon) ;
- 4 adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement (C2 5è échelon) ;
- 3 adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement (C1 6è échelon).

Cette répartition des ETP par grade et indice est figée pour toute la durée de la convention.

20-2 : Personnels techniques affectés au Service de Restauration et d'Hébergement (SRH)

L'équipe des personnels techniques territoriaux de la cité mixte affectés au service de restauration et d'hébergement (SRH) est composée de 7 ETP. Pour calculer la compensation financière due par le Département à la Région, il est convenu que cette équipe est ainsi constituée :

- 1 adjoint technique territorial des établissements d'enseignement (C3 7è échelon) ;
- 3 adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement (C2 8è échelon) ;
- 1 adjoint technique territorial des établissements d'enseignement (C2 5è échelon) ;
- 2 adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement (C1 6è échelon).

Cette répartition des ETP par grade et indice est figée pour toute la durée de la convention.

20-3 : <u>Participation annuelle du Département aux charges de personnel</u>

Dans un objectif de simplification des échanges financiers entre le Département et la Région et pour permettre une meilleure visibilité et projection des coûts sur la durée de la convention, il est convenu que la contribution du Département au titre de sa participation aux charges de personnel de la cité mixte est fixée, pour la durée de la convention, au montant forfaitaire de 169 806 € par an à compter de l'année 2022.

Les modalités de calcul prises en compte pour établir ce forfait sont les suivantes :
- le coût retenu pour le salaire des ARL est celui du salaire chargé intégrant le régime indemnitaire ;
- il est déduit de la participation du Département les compensations financières de l'Etat suite au transfert de 2006 ;
- les clefs de répartition sont celles utilisées à l'article 3.

L'annexe 4 détaille les modalités de calcul du forfait.

La modification du nombre d'équivalent temps plein (ETP) se fait sur l'initiative de la Région en sa qualité d'employeur après avis du Département, indiquant notamment, les conséquences financières (évolution du montant du forfait) qui en résulteront pour chaque collectivité.

Aussi, il est convenu que ce forfait pourra être révisé, par voie d'avenant, à la demande de l'une ou l'autre des collectivités en raison :

- d'une évolution du nombre d'ETP des agents techniques territoriaux (hausse ou baisse) ;
- d'une évolution substantielle des modalités de rémunération des ETP ;
- d'une évolution substantielle des effectifs totaux de collégiens ou de lycéens (supérieure ou égale à 15%).

Le paiement du forfait par le Département interviendra sur présentation d'un titre de recettes émis en N+1. Pour exemple, le versement du forfait au titre de l'année 2023 sera effectué en 2024.

20-4 : <u>Participation du Département aux coûts salariaux des années 2020 à 2022</u>

Au titre des années 2020 à 2022, non couvertes par une convention de gestion, le Département s'engage à reverser à la Région les charges de personnel telles que calculées à l'article 20-3, selon l'échéancier suivant :

- en 2023 au titre de l'année 2020 : 144 613 €,
- en 2024 au titre de l'année 2021 : 144 074 €
- en 2025 au titre de l'année 2022 : 169 806 € (montant du forfait).

TITRE IX

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 21 : MODALITES DE PAIEMENT ENTRE COLLECTIVITES

Pour les dépenses de grosses réparations, de maintenance et d'équipement, à l'issue de chaque exercice, la Région présente au Département un récapitulatif des dépenses engagées dans le cadre des procédures définies par la présente convention. Ce récapitulatif est accompagné des justificatifs nécessaires au paiement.
Le Département verse sa participation sur présentation d'un titre de recettes émis par la Région, sous réserve d'avoir été consulté en amont sur la nature des travaux envisagés et de leur coût.

Pour les charges récurrentes d'assurances, le Département verse sa participation à la Région à la réception d'un titre de recettes émis par la Région en n+1.

Pour les charges récurrentes de personnel : le Département verse le forfait annuel à la Région à la réception d'un titre de recettes émis par la Région en n+1.

ARTICLE 22 : CONVENTION ENTRE COLLEGE ET LYCEE DE LA CITE MIXTE

Les modalités de fonctionnement spécifique entre le collège et le lycée de la cité mixte et notamment celles portant sur les échanges financiers entre ces deux EPLE sont obligatoirement précisées dans une convention bipartite.

Cette convention listera :

- Les charges communes (est considérée comme charge commune toute charge qui ne peut pas être identifiée comme étant une charge exclusive du collège ou du lycée) ; exemple : viabilisation, coût de maintenance, fournitures de services, abonnements, achats de matériels ou de mobiliers mutualisés… ;
- Les modalités de calcul du reversement devant être effectuées par le collège au profit du lycée au titre des charges communes (notamment les clés de répartition permettant le calcul des charges financières entre le collège et le lycée) ;
- Les modalités de refacturation entre les deux EPLE et leur périodicité ;
- Les coûts des opérations de maintenance effectuées par le lycée qui feront l'objet d'une refacturation au collège ;
- Tout autre point jugé utile par le collège et le lycée.

Les dépenses communes de la cité mixte seront fléchées dans le budget du lycée à l'aide de codes d'activité explicites, en dépenses et en recettes, conformément aux dispositions prévues dans la convention bipartite.

Après avoir été rédigée entre le lycée et le collège, la convention sera communiquée pour avis conforme aux collectivités de rattachement.

Une fois votée par les conseils d'administration des deux EPLE et signée, la convention est adressée aux deux collectivités de rattachement

ARTICLE 23 : COMITE TECHNIQUE DE SUIVI

Un comité technique de suivi de la cité mixte est mis en place. Ce comité aura notamment comme mission de veiller à la bonne exécution de la présente convention.

Le comité technique de suivi est composé du chef d'établissement du lycée et du collège de la cité mixte, du gestionnaire des EPLE de la cité mixte, ainsi que de représentants des services de chacune des collectivités. Il se réunit à l'initiative de l'une ou de l'autre collectivité et autant que de besoin notamment pour s'assurer de la bonne exécution de la présente convention.

ARTICLE 24 : INFORMATIONS RECIPROQUES

Les collectivités sont tenues de s'informer mutuellement de toute décision prise conformément à la convention et de fournir les documents nécessaires au suivi patrimonial et au suivi du fonctionnement.

ARTICLE 25 : ENTREE EN VIGUEUR, DUREE, RESILIATION

La présente convention prendra effet au 1er janvier 2023 pour une durée de 5 ans, renouvelable par tacite reconduction, pour la même durée, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, avant le 30 juin de chaque année.

Toute modification à la présente convention intervient sous forme d'avenant.

ARTICLE 26 : LITIGES

Pour tout litige relatif à l'application de la présente convention, un accord amiable sera recherché dans un premier temps. Si le litige subsiste, chacune des deux parties peut porter le différend devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Fait à Toulouse,
Le

La Présidente
de la Région Occitanie

Carole DELGA

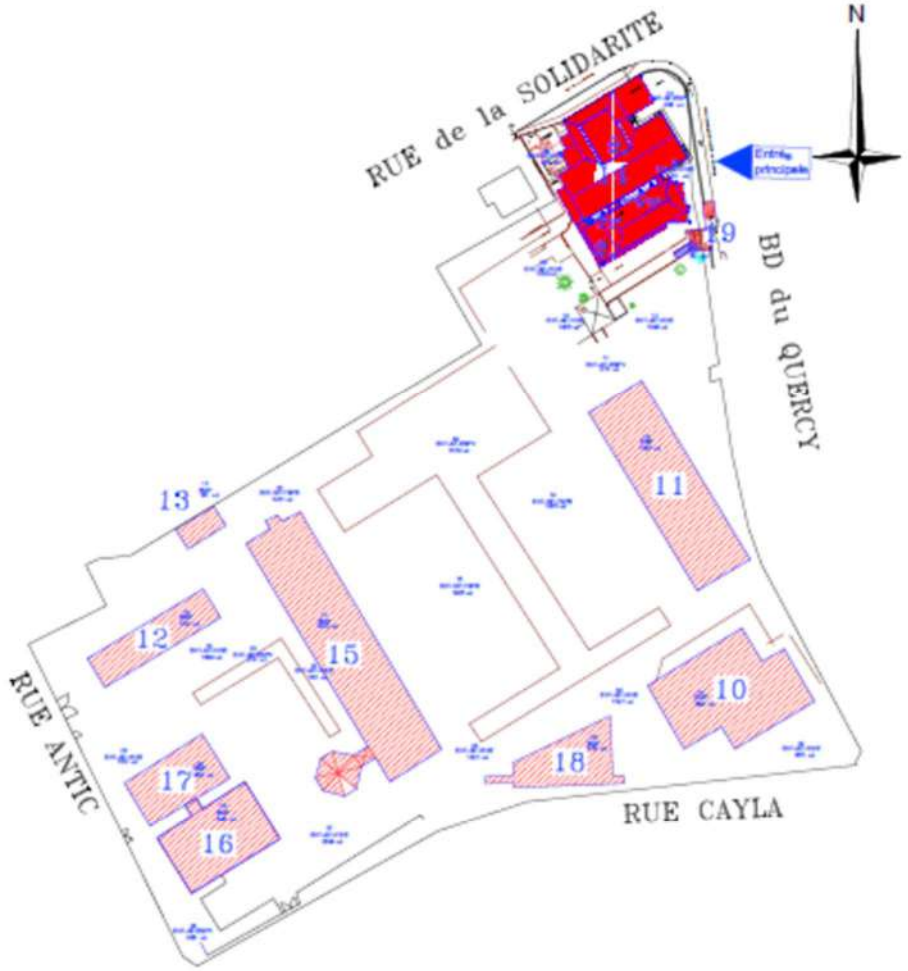
Fait à Toulouse,
Le

Le Président du Conseil Départemental
de Tarn-et-Garonne

Michel WEILL

ANNEXES

<u>Annexe 1</u> : **Plan de la cité mixte** **(surfaces de l'annexe 2 à prendre en compte)**



BATIMENT	NIVEAUX	FONCTION(S)	S.batie en m2
BAT. 10	RDC	Externat/Circulation Autres Locaux	835.54
BAT. 11	S/S à +3	Internat/Autres Locaux Administration/circulation	4386.31
BAT. 12	S/S à+2	Externat/Logement Autres locaux/Circulation	1105.72
BAT. 13	RDC	Autres locaux	75.02
BAT. 14	S/S à RDC	Restauration Autres Locaux/Circulation	1249.10
BAT. 15	S/S à +3	Externat/ Administration Circulation	5981.52
BAT. 16	RDC	Externat Autres locaux	435.59
BAT. 17	RDC à +1	Externat Circulation	690.86
BAT. 18	RDC	Autres Locaux Circulation	302.29
BAT. 19	RDC	Autres Locaux Circulation	40.15
S.H.O.N. Total en m2			15 102.09
SURFACE TERRAIN :			

LYCEE GENERAL FRANCOIS MITTERAND

Code du site: **82-02**

MOISSAC
TARN et GARONNE-82

PLAN DE MASSE
Position : -

NIVEAU : -

EXTRAIT N°

Plan réalisé ou mis à jour par:

REGION OCCITANIE
Direction de la Maîtrise d'Ouvrage Educative
Hôtel de Région: 22, Boulevard du Maréchal Juin - 31406 TOULOUSE CEDEX 9
201, Avenue de la Pompignane - 34064 MONTPELLIER CEDEX 2
Tel: 05.61.33.50.50 Tel : 04.67.22.80.00 Adresse internet: www.laregion.fr Mail: base.patrimoine@laregion.fr

Echelle Graphique 0 62.5m

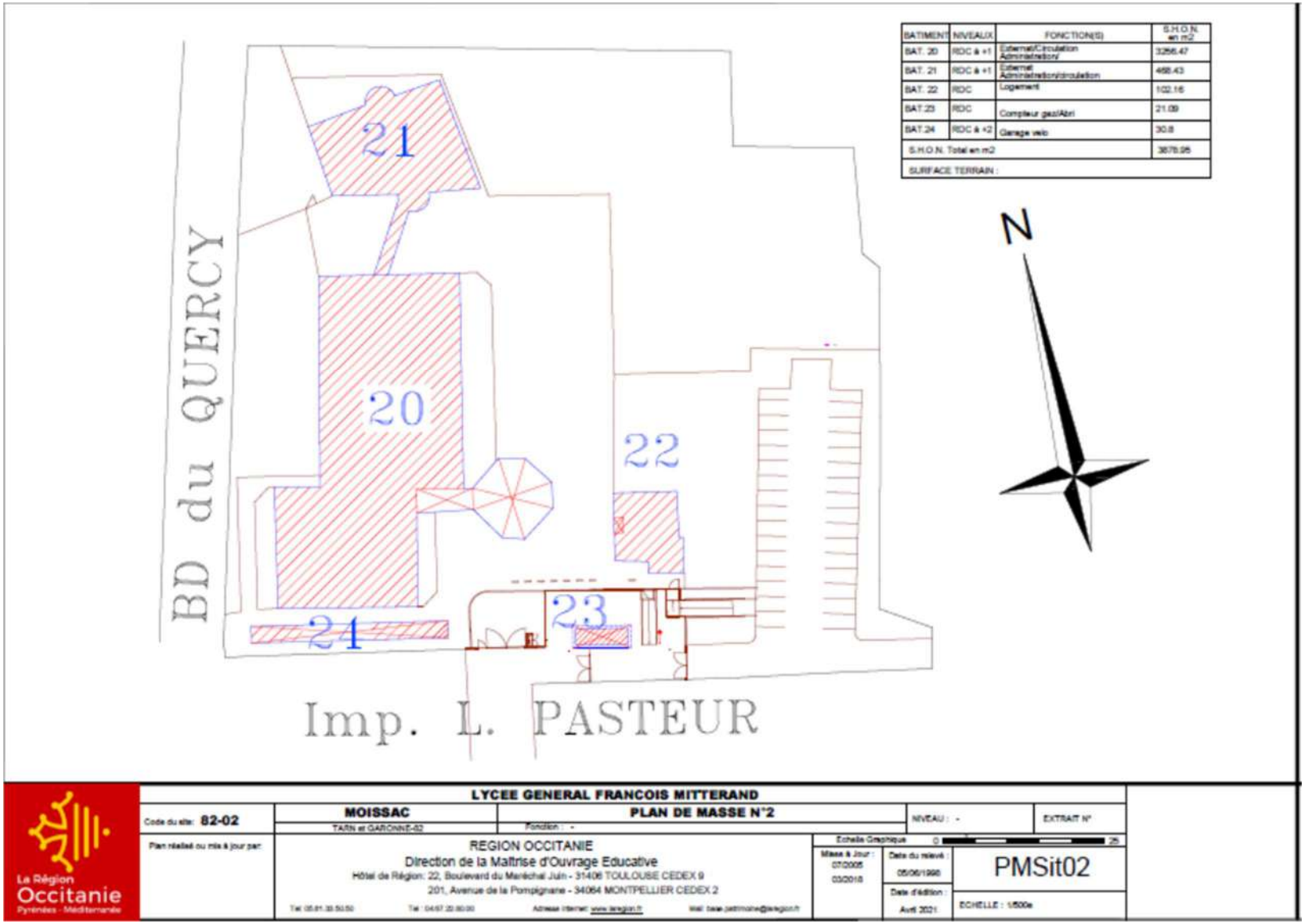
Mises à Jour : 07/2005 03/2010 06/2020

Date du relevé : 05/06/1998

Date d'édition : Avril 2021

PMSit01

ECHELLE : 1/1250e



BATIMENT	NIVEAUX	FONCTION(S)	S.H.O.N. en m2
BAT. 20	RDC à +1	Externat/Circulation Administration/	3266.47
BAT. 21	RDC à +1	Externat Administration/circulation	468.43
BAT. 22	RDC	Logement	102.16
BAT.23	RDC	Compteur gaz/Abri	21.09
BAT.24	RDC à +2	Garage velo	30.8
S.H.O.N. Total en m2			3870.95
SURFACE TERRAIN :			

LYCEE GENERAL FRANCOIS MITTERAND

Code du site: **82-02**

MOISSAC
TARN et GARONNE-82

PLAN DE MASSE N°2
Fonction : -

NIVEAU : -

EXTRAIT N°

Plan réalisé ou mis à jour par:

REGION OCCITANIE
Direction de la Maîtrise d'Ouvrage Educative
Hôtel de Région: 22, Boulevard du Maréchal Juin - 31406 TOULOUSE CEDEX 9
201, Avenue de la Pompignane - 34064 MONTPELLIER CEDEX 2
Tel: 05.61.33.50.50 Tel : 04.67.22.80.00 Adresse Internet: www.laregion.fr Mail: base.patrimoine@laregion.fr

Echelle Graphique 0 25

Mises à jour : 07/2005 03/2018

Date du relevé : 05/06/1998

Date d'édition : Avril 2021

PMSit02

ECHELLE : 1/500e

Annexe 2 : Répartition et surfaces des locaux de la cité mixte

	Bâtiment	Descriptif des locaux	Surfaces
Utilisation exclusive par le collège (secteur collège)	Bâtiment 15 (hors sous-sol)	externat, salle des professeurs	5133,4
	Bâtiment 18	sanitaires + préau	395
	Bâtiment 17	SEGPA - salles et ateliers	658,1
	Cour des Tilleuls	cour du collège	
Utilisation exclusive par le lycée (secteur lycée)	Bâtiment 20	externat, salle des professeurs, vie scolaire	3256,46
	Bâtiment 21	externat	468,43
	Bâtiment 23	abris 2 roues, local vélo	21,09
	Bâtiment 24	abris 2 roues, local vélo	30,8
	Bâtiment 11 (1er étage)	Salles de classes, espace professeurs, bureaux administration (CPE)	591,04
	Bâtiment 12 (RDC)	salles de classe	321,23
	Cour côté impasse Louis Pasteur	cour du lycée	
Locaux communs utilisés par le lycée et le collège (hors logements de fonction)	Bâtiment 10	gymnase	828,2
	Bâtiment 11	internat, foyers internat, chambres d'hôtes	1526,54
	Bâtiment 11 (sauf 1er étage)	Administration, infirmerie, locaux techniques	2 169,28
	Bâtiment 14	restauration	1249,1
	Bâtiment 15 (sous sol)	archives et chaufferie (alimente bât 15 et 12)	686,12
	Bâtiment 16	SEGPA - Ateliers ARL lycée	431,1
	Bâtiment 19	ascenseur, accès handicapés et transformateur	40,15
	Bâtiment 22	Stockage	101
	VRD, cours, parkings, aires sportives, clôtures, portails		
Logements de fonction	Bâtiment 11	1 logement de fonction PMR	86,75
	Bâtiment 12	6 logements de fonction	863,2
	Bâtiment 13	garages des logements de fonction	71,4
			18 928,39

		Surfaces retenues		Clé effectifs pour répartir la surface des locaux communs (exemple avec effectifs 2021)		
	Surfaces totales	Collège	Lycée			
Surfaces "exclusif collège"	6 186,50	6186,50	0,00			
Surfaces "exclusif lycée"	4 689,05	0,00	4689,05			
Surfaces "locaux communs" hors logements de fonction dont :				*Clés Collège*	*Clés Lycée*	
- restauration	1 249,10	613,06	636,04	*49,08%*	*50,92%*	*prorata rationnaires pondérés*
- internat	1 526,54	0,00	1526,54	*0,00%*	*100,00%*	*prorata internes*
- autres locaux	4 255,85	2463,29	1792,56	*57,88%*	*42,12%*	*prorata effectifs total*
Surface totale (hors logements de fonction)	**17 907,04**	**9 262,84**	**8 644,20**			
Surfaces logements de fonction	1021,35					
Surface totale (avec logements de fonction)	**18 928,39**					

Surfaces "exclusives collège" + part surfaces communes au prorata des effectifs = 51,73%
Surfaces "exclusives lycée" + part surfaces communes au prorata des effectifs = 48,27%

Effectifs 2022 (Rectorat)

Annexe 3 : Modèle clés de répartition

Lycée	Externe	DP	Internes	total
effectifs	156	312	34	502
effectifs rationnaires pondérés (0/1/2)	0	312	68	380

Collège	Externe	DP	Internes	total
effectifs	360	424	0	784
effectifs rationnaires pondérés (0/1/2)	0	424	0	424

Locaux à usage exclusif du collège		Effectifs	clé
	Région	0	0,00%
	Département	784	100,00%
	total	784	100,00%

Locaux à usage exclusif du lycée		Effectifs	clé
	Région	502	100,00%
	Département	0	0,00%
	total	502	100,00%

Locaux restauration		Effectifs rationnaires pondérés	clé
	Région	380	47,26%
	Département	424	52,74%
	total	804	100,00%

Locaux internat		Internes	clé
	Région	34	100,00%
	Département	0	0,00%
	total	34	100,00%

Autres locaux communs (locaux administratifs, installations sportives, VRD, parkings, clôtures, portails)		Effectifs totaux	clé
	Région	502	39,04%
	Département	784	60,96%
	total	1286	100,00%

Travaux relatifs aux logements de fonction		Parties communes	Clé pour les travaux au bénéfice des logements de fonction affectés à du personnel d'Etat commun aux 2 EPLE
	Région	au prorata du nombre de logements affecté à chaque EPLE dans le bâtiment	50,00%
	Département		50,00%
			100%

Assurances		Effectifs totaux	clé
	Région	502	39,04%
	Département	784	60,96%
	total	1286	100,00%

Travaux Energie		Clé calculée en fonction des surfaces propres et effectifs pour locaux communs
	Région	48,27%
	Département	51,73%
	total	100,00%

Informatique (locaux à usage commun)		Effectifs totaux	clé
	Région	502	39,04%
	Département	784	60,96%
	total	1286	100,00%

Personnel affecté au service général		Effectifs totaux	clé
	Région	502	39,04%
	Département	784	60,96%
	total	1286	100,00%

Personnel affecté au SRH		Effectifs rationnaires pondérés	clé
	Région	380	47,26%
	Département	424	52,74%
	total	804	100,00%

Annexe 4 : Calcul du forfait ressources humaines (RH)

Compensation Etat (données constantes depuis 2006)

			SRH		SG	
	Total / an / agent	Nombre d'agents	Temps de travail	Participation de l'Etat (60 %)	Temps de travail	Participation de l'Etat
Total Etat pour personnel technique territorial	26 835,00 €	21,00	7,00	**112 707,00 €**	14,00	**375 690,00 €**

Coûts Région sur la base du régime indemnitaire le plus bas des collectivités

Année : 2022

									SRH		SG	
	indice 2022	**IM* (valeur proratisée)**	**RI** (valeur proratisée)**	TOTAL brut/ mois	TOTAL brut chargé/mois	TOTAL brut chargé/an	Nbre agents total	Total Salaires /catégories	Temps de travail	Coût total	Temps de travail	Coût total
C3 7ème échelon	415	1 978,72 €	394,20 €	2 372,92 €	3 458,84 €	41 506,08 €	2	83 012,16 €	1	41 506,08 €	1	41 506,08 €
C2 8ème échelon	380	1 811,84 €	390,34 €	2 202,18 €	3 196,52 €	38 358,24 €	9	345 224,16 €	3	115 074,72 €	6	230 149,44 €
C2 5ème échelon	360	1 716,48 €	390,34 €	2 106,82 €	3 048,82 €	36 585,84 €	5	182 929,20 €	1	36 585,84 €	4	146 343,36 €
C1 6ème échelon	348	1 659,26 €	365,69 €	2 024,95 €	2 935,55 €	35 226,60 €	5	176 133,00 €	2	70 453,20 €	3	105 679,80 €
TOTAL REGION							21	**787 298,52 €**	7	**263 619,84 €**	14	**523 678,68 €**

** changement du point d'indice à compter de juillet 2022 : une proratisation a été appliquée pour déterminer le brut mensuel*

***revalorisation du régime indemnitaire pour les ARL au 1er septembre 2022 : une proratisation du RI a été appliquée sur l'année 2022*

	SG	SRH
Dépense totale	**523 678,68 €**	**263 619,84 €**
Participation de l'Etat	**375 690,00 €**	**112 707,00 €**
Base participation du Département	**147 988,68 €**	**150 912,84 €**
Part Département (base x clé de répartition)	**90 220,16 €**	**79 585,88 €**
Participation totale 2022 du Département	**169 806,04 €**	

Pour mémoire, montant 2021	**144 073,98 €**

Pour mémoire, montant 2020	**144 613,28 €**

Montant du forfait annuel (arrondi)	**169 806,00 €**

REGION OCCITANIE **DEPARTEMENT DE TARN ET GARONNE**

PROTOCOLE 2023

Lycée François Mitterrand - Moissac

Restructuration -Extension

VU le règlement financier de la Région Occitanie,

VU la convention de gestion relative à la cité mixte François Miterrand de Moissac,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional Occitanie en date du

VU la délibération du Conseil Départemental du Tarn et Garonne en date du

ENTRE

La Région Occitanie, représentée par la Présidente du Conseil Régional, Madame Carole DELGA,

Le Département du Tarn et Garonne, représenté par son Président, Monsieur Michel WEILL,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

Dans le cadre de l'opération de restructuration du lycée François Mitterrand à Moissac, des travaux seront réalisés dans des locaux communs au lycée et au collège en particulier l'accueil, l'administration et les locaux annexes ainsi que des travaux de sécurisation des accès.

L'opération restructuration du lycée François Mitterrand à Moissac ainsi que la participation financière du Conseil Départemental du Tarn et Garonne sont adoptés conformément à l'annexe jointe au présent Protocole.

ARTICLE 2:

Le Conseil Régional Occitanie, en sa qualité de gestionnaire, assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux visés à l'article 1 ; à ce titre, il prendra en charge la préparation et la réalisation des travaux.

ARTICLE 3:

Le coût des travaux des locaux communs réalisés dans le cadre de l'opération restructuration du lycée François Mitterrand à Moissac s'élève à 839 500 € HT.

Le Conseil Départemental du Tarn et Garonne participera financièrement à l'opération pour un montant total de 512 095 € HT (soit 60% du montant HT opération calculé au prorata des élèves), conformément au tableau joint en annexe.

ARTICLE 4:

Le versement de la participation du Conseil Départemental du Tarn et Garonne sera effectué ainsi :

-un 1er acompte d'un montant de 200 000 € sur présentation d'un titre de recette à la signature du présent Protocole.

-un 2ème acompte d'un montant de 200 000 € en 2023 sur présentation d'un titre de recette à la signature du présent Protocole.

-le solde d'un montant de 112 095 € sur présentation d'une copie du présent Protocole et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées et attestées par la Région ou par son mandataire.

ARTICLE 5:

Toute modification au présent Protocole fera l'objet d'un accord entre les deux parties dans le cadre d'un avenant modificatif.

Fait à Toulouse, le

La Présidente du Conseil Régional

OCCITANIE

Carole DELGA

Fait à Montauban, le

Le Président du Conseil Départemental du Tarn et Garonne

Michel WEILL

LYCEE F. MITTERRAND MOISSAC

RESTRUCTURATION

2023

Opération	Coût opération HT prévisionnel	Taux de financement REGION *	Montant REGION HT	Taux de financement CD82	Montant participation CD82
Restructuration : accueil administration et locaux annexes sécurisation	839 500,00 €	**39,0%**	327 405,00 €	**61,0%**	512 095,00 €

*** Calculé sur la base du prorata des DP**
année scolaire 2022/2023

	Nbre	Taux
Effectif total	1286	100
Collégiens	784	**61,0**
Lycéens	502	**39,0**

	2022			
	DP	INT	EXT	TOTAL
COLLEGE FRANCOIS MITTERRAND MOISSAC	430	0	354	784
LYCEE GENERAL FRANCOIS MITTERRAND MOISSAC	364	39	99	502
	794	*39*	*453*	*1286*

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

CONVENTION AVEC LA RÉGION OCCITANIE POUR LA MUTUALISATION DU SERVICE DE RESTAURATION DU LYCÉE JEAN DE PRADES À CASTELSARRASIN ET PROTOCOLE DE TRAVAUX POUR LA RESTRUCTURATION DE LA DEMI-PENSION

Le collège Jean de Prades ne dispose pas de restaurant scolaire dans ses locaux. Le lycée Jean de Prades, situé à proximité immédiate du collège, a la capacité d'accueillir les demi-pensionnaires collégiens dans son restaurant scolaire.

Ainsi, depuis de nombreuses années, le lycée et le collège mutualisent le service de restauration du lycée conformément aux possibilités offertes par l'article L.216-12 du code de l'éducation qui prévoit que les Régions et les Départements peuvent conclure des conventions fixant les modalités d'actions communes et de mutualisation des services pour l'exercice des compétences définies aux articles L.213- 2 et L.214-6.

Toutefois, bien que cette mutualisation soit effective depuis de nombreuses années, aucune convention n'a été conclue entre le Département de Tarn-et-Garonne et la Région Occitanie.

Afin de régulariser cette situation, la Région et le Département doivent établir une convention afin de définir les modalités d'hébergement des élèves et des commensaux du collège Jean de Prades à la restauration du lycée, ainsi que les dispositions financières en découlant.

Collège et lycée déclineront la présente convention en une convention bipartite permettant de préciser les modalités d'organisation de la mutualisation entre les deux établissements public local d'enseignement (EPLE) en matière financière, de règlement intérieur, de surveillance et de tout autre domaine jugé utile pour la bonne gestion du service mutualisé. Le Département et la Région sont destinataires de cette convention bipartite, pour avis, avant sa signature par le collège et le lycée.

A - Dispositions générales de la convention

La convention, jointe en annexe, précise que la Région est responsable des missions de restauration et d'hébergement et en confie la gestion au lycée. Ce dernier a donc en charge la mise en œuvre du service de restauration pour les lycéens, les collégiens et les commensaux des 2 établissements.

Le lycée s'engage conventionnellement avec la Région à proposer une restauration de qualité, dans le respect des normes en vigueur, en participant à l'éducation à la santé et à l'équilibre alimentaire. Collégiens et lycéens bénéficient des mêmes conditions d'accueil.

La convention règle les questions de surveillance des élèves, de responsabilité des chefs d'établissement et d'assurance.

Il est également stipulé que chaque collectivité territoriale fixe les tarifs de restauration scolaire pour l'établissement relevant de sa compétence, la Région arrêtant le tarif des commensaux des 2 établissements. Chaque établissement s'acquitte auprès de sa collectivité de rattachement d'une cotisation représentative de la participation des familles aux charges de personnel (FARPI).

Un comité technique de suivi se réunit à l'initiative de l'une ou de l'autre collectivité et se compose des chefs d'établissement, des adjoints gestionnaires et des représentants des collectivités.

B - Dispositions relatives au personnel et compensation financière :

La Région est l'employeur des agents territoriaux exerçant leur activité au service de restauration qui nécessite 9,5 équivalents temps plein pour son fonctionnement.

Au prorata des effectifs rationnaires pondérés, le Département doit compenser les charges de personnel correspondant à 4,7 équivalents temps plein.

Considérant que le coût moyen d'un équivalent temps plein s'élève à 40 000 € par an, la Région appellera une participation départementale annuelle de 188 000 € forfaitaire pendant toute la durée de la convention.

C - Dispositions relatives aux investissements du service de restauration :

S'agissant des charges d'investissement du service de restauration (équipement matériel et mobilier, travaux, grosses réparations et dépenses connexes telles que les études), les fonds de réserve des établissements seront mobilisés, prioritairement ceux de la Région, et subsidiairement ceux du collège.

En cas d'insuffisance des fonds de réserve, les budgets des collectivités seront appelés, au prorata du nombre de rationnaires constaté à la rentrée de l'année considérée.

Dans ce cas, la Région procède aux investissements sans consultation préalable du Département s'ils sont inférieurs à 15 000 € HT. Au delà de ce montant, la Région adresse au Département, pour accord, un dossier technique détaillant les coûts respectifs et les modalités de versement.

Pour les travaux lourds, de restructuration, notamment, un protocole doit être établi afin de préciser la maîtrise d'ouvrage, les conditions financières, l'usage, les incidences sur le fonctionnement du service et leur prise en charge.

D – Protocole de travaux portant sur la restructuration de la demi-pension :

Ainsi, en application de l'article 7-2 de la convention de mutualisation relatif au financement des investissements, la Région soumet à l'accord du Département un **protocole de travaux portant sur la restructuration de** la demi-pension.

Les travaux consistent à :

- l'isolation thermique par l'extérieur et le remplacement des menuiseries,
- l'agrandissement des salles à manger des lycéens et les collégiens,
- le remplacement de la plonge et la mise en conformité (laverie).

Cette opération réalisée sous maîtrise d'ouvrage régionale est évaluée à 342 000 € HT, étant précisé que la Région ne demande la participation financière du Département que sur les travaux concernant la laverie.

Le coût à la charge du Département serait donc de 153 216 € calculé au prorata des effectifs demi-pensionnaires de l'année scolaire 2022-2023 et payable en deux fractions :

- un premier acompte d'un montant de 100 000 € lors de la signature dudit protocole,

- le solde sur la présentation d'un titre de recettes et d'un état récapitulatif des dépenses.

Le protocole travaux est joint en annexe.

Une autorisation de programme et les crédits de paiement correspondants sont inscrits au budget départemental 2023 (imputation : P008O002 – E18 – Article 204122 / 221 – Natana 1356).

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver la convention à conclure avec la Région Occitanie relative à la restauration mutualisée entre le lycée et le collège Jean de Prades à Castelsarrasin, telle que ci-annexée (annexe n°1),

- autoriser Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du Département, ladite convention, d'une durée de 5 ans,

- approuver le protocole travaux concernant la restructuration de la demi-pension du lycée Jean de Prades, tel que ci-annexé (annexe n°2),

- autoriser Monsieur le Président à signer ledit protocole d'accord,

- donner délégation à la commission permanente pour approuver les avenants à cette convention susceptibles de découler de la convention et du protocole.

Le Président,

CONVENTION ENTRE LA REGION OCCITANIE ET LE DEPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE RELATIVE A LA RESTAURATION MUTUALISEE ENTRE LE LYCEE ET LE COLLEGE JEAN DE PRADES DE CASTELSARRASIN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Education, et notamment l'article L 216-12 ;

Vu la loi du 13 août 2004 relative aux compétences des collectivités territoriales en matière de restauration et d'hébergement dans les établissements scolaires ;

Vu la délibération n°…….. de la Commission Permanente du Conseil Régional Occitanie, adoptée le…… ;

Vu la délibération n°……du Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne, adoptée le 23 juin 2023 ;

ENTRE :

LA REGION OCCITANIE,
Sise 22, boulevard du Maréchal Juin, 31406 Toulouse Cedex 9,
Représentée par la Présidente du Conseil Régional, Madame Carole DELGA,

Ci-après désignée « la Région »,

d'une part,

ET

LE DEPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE,
Sis 100, boulevard Hubert Gouze, BP 783, 82013 Montauban cedex
Représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Michel WEILL,

Ci-après désigné « le Département »,

d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le collège Jean de Prades ne dispose pas de restaurant scolaire dans ses locaux. Le lycée Jean de Prades, situé à proximité du collège, a la capacité d'accueillir les demi-pensionnaires collégiens dans son restaurant scolaire. Ainsi, depuis de nombreuses années, la Région et le Département mutualisent le service de restauration du lycée conformément aux possibilités offertes par l'article L.216-12 du Code de l'Education qui prévoit que les régions et les départements peuvent conclure des conventions fixant les modalités d'actions communes et de mutualisation des services pour l'exercice des compétences définies aux articles L.213-2 et L.214-6.

Toutefois, bien que cette mutualisation soit effective depuis de nombreuses années, aucune convention n'a été conclue entre le Département de Tarn-et-Garonne et la Région.
Afin de régulariser cette situation, la Région et le Département ont convenu d'établir une convention afin de définir les modalités d'hébergement des élèves et commensaux du collège Jean de Prades à la restauration du lycée.

Collège et lycée déclineront la présente convention en une convention bipartite permettant de définir plus précisément les modalités d'organisation de la mutualisation entre les deux EPLE en matière financière, de règlement intérieur, de surveillance et de tout autre domaine jugé utile pour la bonne gestion du service mutualisé. Le Département et la Région sont destinataires de cette convention bipartite, pour avis, avant sa signature par le collège et le lycée.
Une fois votée par les conseils d'administration des deux EPLE et signée, la convention est ensuite adressée aux collectivités de rattachement de chaque EPLE.

Article 1 : Objet

La présente convention est destinée à régler les modalités d'hébergement des élèves et des commensaux du collège Jean de Prades à la restauration du lycée Jean de Prades de Castelsarrasin.

Article 2 : Dispositions générales

La Région confie au lycée la gestion du service annexe d'hébergement et de restauration (SRH), à savoir :
- les commandes,
- la confection des repas,
- le paiement des factures de denrées ainsi que les coûts de fonctionnement induits.

Il est rappelé que le lycée s'est engagé par voie de convention auprès de la Région à répondre aux objectifs suivants :
- assurer la gestion du service d'hébergement et de restauration dans le respect des normes en vigueur en matière de restauration collective,
- participer à l'éducation à la santé et à l'équilibre alimentaire,
- proposer des prestations de qualité.

Ces missions sont exclusives de toute action de surveillance et d'encadrement des élèves.

La Région s'engage à communiquer au Département et au collège, les rapports relatifs aux inspections des services vétérinaires de la DDCSPP.

Article 3 : Modalités d'hébergement

Le lycée s'engage à accueillir les collégiens et commensaux du collège dans des conditions similaires à celles réservées aux convives du lycée.

Article 4 : Dispositions relatives à la sécurité

Les collégiens et les lycéens prendront leur repas selon une répartition et un horaire convenu entre les deux chefs d'établissement en début de chaque année scolaire.

4.1 Surveillance et responsabilité

La surveillance des collégiens demi-pensionnaires sur le trajet du collège au lycée est assurée par le collège. Les modalités de transfert des élèves collégiens sont de la responsabilité entière du Principal.

Dans l'enceinte du lycée, la surveillance des demi-pensionnaires collégiens est assurée par les moyens en personnel mis à disposition par le collège.

En cas d'accident survenu pendant la période d'hébergement, il appartient au collège de régler les questions administratives liées à cet accident.

Pour tout ce qui concerne la sécurité, le collège apporte en tant que de besoin son assistance administrative au lycée.

Les collégiens hébergés doivent respecter le règlement intérieur du lycée et sont sous l'autorité de son chef d'établissement durant la période d'hébergement. Ils demeurent toutefois sous la responsabilité disciplinaire de leur chef d'établissement d'origine.

4.2 Assurance souscrite par le collège

Le collège souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter, d'une part, du déplacement de ses élèves du collège au lycée, et d'autre part, des dégâts matériels qui pourraient être causés par les élèves du collège dans l'enceinte du lycée.

En cas de dégradation causée par un collégien, les conséquences financières de cette dégradation sont intégralement assurées par le collège, à charge pour le collège, de récupérer les sommes auprès des familles des élèves responsables.

Article 5 : Dispositions relatives aux charges de personnel

Afin de permettre une gestion souple et claire des agents, les deux parties conviennent que la Région sera le seul employeur des agents exerçant leur activité au sein du service de restauration.

Conformément aux critères de dotation en équivalents temps plein (ETP) appliqués par la Région et considérant le nombre total de demi-pensionnaires fréquentant la restauration du lycée (cf. annexe 1), le nombre d'ETP nécessaires aux missions de restauration du midi pour les lycéens et collégiens est évalué au total à 9,5 (hors personnel pour l'internat).

La répartition de ces 9,5 ETP entre la Région et le Département est faite en fonction des effectifs demi-pensionnaires (clef de répartition détaillée en annexe 1) :

Région : 50,4 % soit 4,8 ETP
Département : 49,6 % soit 4,7 ETP

En fonction des critères régionaux de dotation en ETP et des effectifs rationnaires, le nombre d'ETP à prendre en charge financièrement par le Département est donc de 4,7.

Par mesure de simplification de cette compensation financière due par le Département, il est considéré que :

- le coût moyen d'un ETP est de 40 000 €/an (charges comprises),
- le coût total à la charge du Département de Tarn-et-Garonne est de 40 000 € X 4,7 ETP soit 188 000 € / an,
- le coût de 188 000 €/an est figé pour toute la durée de la convention de mutualisation,
- toutefois, ce coût pourra être révisé en cas de changement du nombre d'ETP mis à la disposition des besoins du collège ainsi qu'en cas de toute modification substantielle du montant de la rémunération des agents concernés.

Le Département verse sa participation à la Région à la réception du titre de recettes émis par la Région en N+1.

Article 6 : Dispositions financières relatives au Service de Restauration et d'hébergement

6.1 Tarifs de la demi-pension

Chaque collectivité fixe le tarif de demi-pension : le Département pour les collégiens et la Région pour les lycéens.

Les tarifs des commensaux du collège sont identiques à ceux appliqués aux commensaux du lycée fixés par le lycée.

La Région et le Département conviennent que chaque établissement enregistre les droits constatés du service de restauration et d'hébergement pour les élèves dont il a la charge dans un service budgétaire propre, du type SRH, au sein de son budget.

6.2 Versement des contributions régionale et départementale

6.2.1 Cotisation au Fonds des personnels (ex-FARPI) :

Le lycée reverse à la Région la cotisation relative à la participation des familles aux charges de personnel appelé Fonds Régional d'Hébergement (FRH) et perçue sur la recette du service de restauration des lycéens selon la réglementation propre à la Région.

Le collège reverse au Département la cotisation relative à la participation des familles aux charges de personnel appelé FARPI et perçue sur la recette du service de restauration des collégiens selon la réglementation propre au Département.

6.2.2 Cotisation au Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH)

Le lycée reverse à la Région la cotisation relative au Fonds Commun des Services d'Hébergement (FSCH) selon la réglementation propre à la Région.

Le collège applique de son côté les mêmes dispositions à destination du Département selon la règlementation propre au Département.

6.3 Facturation et encaissement

Les modalités de facturation entre le lycée et le collège et les modalités de perception des recettes liées aux prestations de service pour les commensaux et partenaires sont définies conjointement entre le lycée et le collège et sont détaillées dans la convention bipartite signée par les deux EPLE.

Article 7 : Dispositions relatives aux investissements relatifs à la restauration

On entend par investissement :

- l'équipement mobilier et matériel des locaux,
- les travaux lourds (réhabilitation, extension) y compris les travaux de voirie-réseaux-divers (VRD),
- les grosses réparations incombant au propriétaire,
- les dépenses connexes à ces investissements (études…).

Ces dépenses d'investissement sur le secteur restauration peuvent être financées par les réserves du service de restauration et d'hébergement ou par financement des deux collectivités.

7.1 Financement par les réserves du service de restauration

Dans le cas d'un financement par les réserves du service de restauration, les dépenses d'investissement sont prises en charge en priorité par le lycée, établissement support, pour le remplacement urgent de matériel et d'équipement de cuisine (mobilier de réfectoire…).

Dans le cas où les finances du lycée ne permettraient pas la dépense envisagée, le lycée informe le collège de l'impossibilité de mobiliser des fonds propres et demande la participation financière du collège. Ce dernier interviendra alors ou sur fonds propres ou sur sollicitation du FCSH du Département et selon les modalités définies par ce dernier.

De même, le lycée pourra solliciter le FCSH de la Région.

7.2 Financement des deux collectivités

Dans le cas où les fonds propres du lycée sont insuffisants ou que la dépense envisagée est trop importante, la Région procède à l'acquisition selon ses procédures.

Le Département participe aux investissements effectués par la Région dans les locaux permettant l'accueil des collégiens au service de restauration.

7.2.1 Modalités de participation du Département

- Pour tout investissement inférieur à 15 000 € HT, la Région pourra procéder aux investissements sans consulter au préalable le Département.

- Au-delà de 15 000 € HT, la Région doit adresser au Département un dossier technique et financier détaillant les coûts respectifs et les modalités de versements. Le Département notifie son accord à la Région.

Pour ces deux cas de figure, une fois les investissements réalisés, la Région adresse au Département un état récapitulatif des dépenses mandatées et le Département verse sa participation sur la base de cet état et du titre de recettes émis par la Région.

- Pour la réalisation de travaux lourds (restructuration notamment) il sera établi un protocole entre le Département et la Région définissant la participation de chaque collectivité, les modalités de paiement et tout élément jugé utile par les parties.

7.2.2 Clé de répartition des investissements du service de restauration

La participation du Département est calculée sur la base du montant hors taxes des opérations à l'exception des opérations pour lesquelles la Région ne récupère pas le montant de la TVA.

La répartition financière entre le Département et la Région pour les investissements du service de restauration est calculée au prorata des effectifs rationnaires (demi-pensionnaires et internes) consolidés à la rentrée scolaire de l'exercice concerné (données rectorales issues du constat académique définitif de la rentrée scolaire) affecté d'un coefficient de 1 pour les demi-pensionnaires et de 2 pour les internes.

Cette clé de répartition est présentée en annexe 1 avec les effectifs de la rentrée scolaire 2021 pour exemple.

En cas de sinistre, le coût des frais retenus pour le calcul de la participation départementale sera le coût total des travaux et dépenses connexes engagées, déduction faite des remboursements des dommages par l'assurance.
La clé de répartition détaillée dans cet article sera appliquée sur le solde pour déterminer la participation financière du Département.

Article 8 : Assurances dommages aux biens et responsabilité civile

La Région, propriétaire des bâtiments du lycée assure ces biens pour tous les risques liés à son occupation et souscrit une assurance « responsabilité civile » pour les agents territoriaux.
Le coût annuel de ces assurances n'est pas refacturé au Département.

Pour tous les dommages ou dégradations dont la réparation ou le remplacement est ordinairement mis à la charge du propriétaire, le remboursement par le Département sera effectué auprès de la Région conformément aux clés de répartition et modalités définies à l'article 7.2.

En cas de sinistre, la Région informera le Département le plus rapidement possible.

Article 9 : Comité technique de suivi

Un comité technique de suivi de la présente convention est mis en place. Il aura notamment comme mission de coordonner les demandes des établissements auprès des collectivités et de veiller à la bonne exécution de la présente convention.

Le comité technique de suivi est composé du chef d'établissement du lycée et du collège, des gestionnaires du lycée et du collège et de représentants des services de chacune des collectivités. Il se réunit à l'initiative de l'une ou l'autre des collectivités.

Article 10 : Entrée en vigueur et durée

La présente convention prend effet au 1er janvier 2023 pour une durée de 5 ans.

Elle est renouvelable une fois, par tacite reconduction, pour la même durée, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avant le 30 juin de chaque année.

Toute modification à la présente convention intervient sous forme d'avenant.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas d'inexécution par l'une des parties co-contractantes d'une des obligations contractuelles prévues par la présente, la convention pourra être résiliée après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse dans un délai d'un mois.
Toute résiliation de la convention devra être effectuée avant le 1er mars de la rentrée scolaire suivante concernée.

Article 12 : Litiges

Pour tout litige relatif à l'application de la présente convention, un accord amiable sera recherché dans un premier temps. Si le litige subsiste, chacune des deux parties peut porter le différend devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à

Le

La Présidente de la Région Occitanie	**Le Président du Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne**
Carole DELGA	**Michel WEILL**

ANNEXE 1 : EFFECTIFS ET CLEFS DE REPARTITION

Effectifs issus du constat académique de la rentrée 2022

Lycée Jean de Prades	Externe	DP	Internes	total
effectifs	240	591	55	886
effectifs rationnaires midi	0	591	55	646
effectifs rationnaires pondérés (0/1/2)	0	591	110	701
Collège Jean de Prades	**Externe**	**DP**	**Internes**	**total**
effectifs	98	635	0	733
effectifs rationnaires midi	0	635	0	635
effectifs rationnaires pondérés (0/1/2)	0	635	0	635

Calcul de la répartition des 9,5 ETP intervenant pour la restauration du midi		Effectifs rationnaires	clé
	Région	646	50,4%
	Département	635	49,6%
	Total	1281	100,00%

Investissements du service de restauration		Effectifs rationnaires pondérés	clé
	Région	701	52%
	Département	635	48%
	Total	1336	100,00%

REGION OCCITANIE **DEPARTEMENTAL DE TARN ET GARONNE**

PROTOCOLE 2023

Lycée Jean de Prades à Castelsarrasin

Restructuration du service de restauration

VU le règlement financier de la Région Occitanie,

VU la convention relative à la restauration mutualisée entre le lycée et le collège Jean de Prades de Castelsarrasin,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional Occitanie en date du

VU la délibération du Conseil Départemental du Tarn et Garonne en date du

ENTRE

La Région Occitanie, représentée par la Présidente du Conseil Régional, Madame Carole DELGA,

Le Département du Tarn et Garonne, représenté par son Président, Monsieur Michel WEILL,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

Le lycée Jean de Prades à Castelsarrasin fait l'objet d'une convention entre la Région et le Conseil Départemental du Tarn et Garonne du fait d'un principe de mutualisation du service restauration.

L'opération de restructuration du service restauration du lycée permettra à l'établissement de réaliser des économies d'énergie et de retrouver une fonctionnalité adaptée en réponse à une augmentation des effectifs projetée.
Cette opération impactera les locaux annexes en particulier la cuisine (laverie et traitement des déchets) en intégrant le remplacement d'équipements.

L'opération restructuration du service de restauration du lycée Jean de Prades à Castelsarrasin ainsi que la participation financière du Conseil Départemental du Tarn et Garonne sont adoptés conformément à l'annexe jointe au présent Protocole.

ARTICLE 2:

Le Conseil Régional Occitanie, en sa qualité de gestionnaire, assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux visés à l'article 1 ; à ce titre, il prendra en charge la préparation et la réalisation des travaux.

ARTICLE 3:

Le coût de l'opération restructuration du service de restauration du lycée Jean de Prades à Castelsarrasin s'élève à 342 000 € HT.

Le Conseil Départemental du Tarn et Garonne participera financièrement à l'opération pour un montant total de 153 216,00 € HT (soit 44,8% du montant HT opération calculé au prorata des demi-pensionnaires), conformément au tableau joint en annexe.

ARTICLE 4:

Le versement de la participation du Conseil Départemental du Tarn et Garonne sera effectué ainsi :

-un 1er acompte d'un montant de 100 000 € sur présentation d'un titre de recette à la signature du présent Protocole.

-le solde d'un montant de 53 216 € sur présentation d'une copie du présent Protocole et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées et attestées par la Région ou par son mandataire.

ARTICLE 5:

Toute modification au présent Protocole fera l'objet d'un accord entre les deux parties dans le cadre d'un avenant modificatif.

Fait à Toulouse, le

La Présidente du Conseil Régional

OCCITANIE

Carole DELGA

Fait à Montauban, le

Le Président du Conseil Départemental du Tarn et Garonne

Michel WEILL

LYCEE JEAN DE PRADE - CASTELSARRASIN

RESTAURATION

2023

Opération	Coût opération HT prévisionnel	Taux de financement REGION *	Montant REGION HT	Taux de financement CD82	Montant participation CD82
Restructuration Restauration	342 000,00 €	**55,2%**	188 784,00 €	**44,8%**	153 216,00 €

*** Calculé sur la base du prorata des DP année scolaire 2022/2023**

Lycée	
DP = 630	630
Internes = 76X2= 152	152
Total	782

	Nbre	Taux
Effectif total	1417	100
Collégiens	635	**44,8**
Lycéens	782	**55,2**

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

RÈGLEMENT D'OCCUPATION DES LOGEMENTS DE FONCTION DANS LES COLLÈGES

Il est apparu **nécessaire de créer un règlement** départemental d'occupation des logements de fonction des collèges afin :

- d'en définir leurs modalités d'usage par leurs occupants et leurs ayants-droit ;

- de régler la répartition des charges d'entretien et de réparations locatives entre la collectivité, l'administration des collèges et les occupants.

Ce règlement serait applicable, à compter de la rentrée scolaire 2023, aux logements concédés par nécessité absolue de service ou par convention d'occupation précaire.

Ce règlement comprend les conditions d'utilisation du logement afin de régir et de faciliter les relations entre toutes les parties et, notamment, des précisions sur l'usage du logement, les états des lieux, la répartition des charges d'entretien, l'assurance, l'hygiène et l'entretien du logement, la tranquillité et les travaux.

De plus, il détermine les conditions d'utilisation des parties communes et entre autres, les questions de sécurité, d'entretien, de circulation intérieure et extérieure au site.

Le règlement sera notifié à l'occupant, qui après en avoir pris connaissance, devra signer l'attestation de remise pour lui permettre de se conformer à l'ensemble des clauses.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver le règlement départemental d'occupation d'un logement de fonction dans les établissements publics locaux d'enseignement, tel que ci-annexé et étant précisé que celui-ci sera applicable à compter de la rentrée pour l'année scolaire 2023-2024,

- donner délégation à la commission permanente pour toutes mises à jour et modifications ultérieures de ce document.

Le Président,

Pôle savoirs et animations des territoires
Direction des collèges

Règlement départemental d'occupation d'un logement de fonction dans les établissements publics locaux d'enseignement

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'éducation et notamment, ses articles R.216-4 et R.216-15,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques notamment ses articles L.2124-32, R.2124-71 et R.2124-78

Le présent règlement est établi à l'intention des occupants des logements de fonction d'établissements locaux d'enseignement, de leurs ayants-droit et, le cas échéant, de leurs visiteurs.

Il est applicable aux logements concédés par arrêté pris pour nécessité de service ou utilité de service ou convention d'occupation précaire.

Il a notamment pour objet d'informer chacun des règles à respecter en matière de tranquillité, sécurité et propreté des lieux.

Dans le corps du texte, le Département de Tarn-et-Garonne est désigné par le terme « la collectivité » et le bénéficiaire du logement est dénommé « l'occupant(e) ».

Partie 1 : CONDITIONS D'UTILISATION DU LOGEMENT

ARTICLE 1 : Usage du logement

Le logement est dévolu « intuitu personæ » et à **usage exclusif d'habitation** à l'occupant(e), sans possibilité de location ou de sous location.

Le logement doit être occupé et utilisé raisonnablement sans créer de nuisances pour les autres utilisateurs du site.

L’usage du logement doit être conforme à la destination de l’immeuble spécialement conçu pour les besoins du service public imposant un usage paisible et un comportement adapté.

Aucune activité commerciale ne peut être exercée dans l’enceinte des logements de fonction.

ARTICLE 2 : État des lieux

Un état des lieux du logement est réalisé avec l’occupant(e) ou son mandataire et un représentant de la collectivité avant toute entrée dans les lieux. Ce document est joint au titre d’occupation.

Ce document décrit l’état du logement et de ses équipements à l’entrée dans les lieux de l’occupant. Un nouvel état des lieux sera fait lorsque l’occupant(e) quittera le logement et rendra les clés.

Tout occupant(e) doit prévenir la collectivité de son départ par courrier ou par courriel, dès qu’il a connaissance et au minimum 30 jours avant son départ effectif.

Ces états des lieux sont dressés en trois exemplaires : un remis à l’occupant(e), un deuxième au chef d’établissement et le troisième à la collectivité sous format dématérialisé adressé à la Direction de l’Immobilier : directionimmobilier@tarnetgaronne.fr

- **Etat des lieux d'entrée**

Avant de prendre possession du logement de fonction, l'occupant(e) ou son mandataire doit obligatoirement contacter la Direction de l'Immobilier de la collectivité afin de convenir d'un rendez-vous pour que soit dressé l'état des lieux.
Contacts : **Direction de l’Immobilier** : directionimmobilier@tarnetgaronne.fr au 05.67.05.51.84, **avec copie à la Direction des Collèges** à colleges@tarnetgaronne.fr

- **Etat des lieux de sortie**

Lorsque l'occupant(e) a connaissance d'un changement d'affectation ou souhaite libérer le logement, il doit obligatoirement contacter la Direction de l'Immobilier de la collectivité pour fixer la date de l'état des lieux de sortie.
Contacts : **Direction de l’Immobilier** : directionimmobilier@tarnetgaronne.fr au 05.67.05.51.84, **avec copie à la Direction des Collèges** à colleges@tarnetgaronne.fr

En vertu de l'article 1731 du code civil, « *S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives, et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire* ».

En cas de litige, la comparaison des états des lieux entrant et sortant permet d’établir les responsabilités de chaque partie.

<u>ARTICLE 3 :</u> Dégradations

Sur le fondement des dispositions de l'article 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 précitée, l'occupant(e) est obligé de répondre des dégradations et pertes qui surviennent pendant la durée du contrat dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu par cas de force majeure, par la faute de la collectivité ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement.

Dans ce cas, un titre de recette pourra être émis à son encontre basé sur un descriptif global et chiffré des sommes engagées par la collectivité pour remettre en l'état le logement dégradé par son occupation.

Par ailleurs, l'occupant ayant dégradé un logement s'exposera à l'application des dispositions prévues à l'article 20 du présent règlement.

<u>ARTICLE 4</u> : Répartition des réparations locatives et des charges récupérables

L'article R. 2124-71 du code général de la propriété des personnes publiques précise que *« Le bénéficiaire d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une convention d'occupation précaire avec astreinte supporte l'ensemble des réparations locatives et des charges locatives afférentes au logement qu'il occupe, déterminées conformément à la législation relative aux locaux à usage d'habitation (...) »*.

La mise à disposition d'un logement à usage d'habitation est régie par la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n°86-1290 du 23 décembre 1986.

Deux décrets d'application, joints en annexe (annexe 3 et 2), définissent les régimes applicables : le décret n°87-713 du 26 août 1987 relatif aux charges récupérables d'une part, et le décret n°87-712 du 26 août 1987 relatif aux réparations locatives d'autre part.

Concernant en premier lieu les charges récupérables par le propriétaire, le décret n°87-713 du 26 août 1987 en dresse la liste.

Concernant en second lieu les réparations locatives, l'article 1er du décret n° 87-712 du 26 août 1987 précise que ce sont *« les travaux d'entretien courant, et de menues réparations, y compris les remplacements d'éléments assimilables auxdites réparations, consécutifs à l'usage normal des locaux et équipements à usage privatif »*.

L'annexe du décret établit poste par poste la liste des réparations ayant le caractère de réparations locatives.

<u>Article 4.1</u> : Réparations et charges locatives supportées par l'occupant

Les personnels techniques des collèges n'ont pas vocation à intervenir pour assurer l'entretien des logements de fonction.

L’occupant(e) d’un logement de fonction dans un collège public mis à disposition par le biais d’une concession pour nécessité absolue de service ou d’une convention d’occupation précaire, d’une part, supporte la charge des réparations locatives, conformément aux dispositions de l’article 7. d) de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 – tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n°86-1290 du 23 décembre 1986.

D’autre part, il doit payer les charges récupérables en application de l’article 7. a) de la loi précitée.

A défaut, la réalisation par le Département de travaux relevant de la responsabilité de l’occupant sera mise à sa charge.

Par ailleurs, l’occupant s’acquitte personnellement du paiement de la taxe d’habitation et de la taxe d’enlèvement des ordures ménagères

En outre, il appartient à l’occupant(e) de souscrire un contrat d’entretien pour tout équipement le nécessitant (par exemple, compteurs d’eau et fluides, système de climatisation, chaudière, etc.).

L’occupant(e) doit conserver les attestations d’entretien des équipements sous sa responsabilité (notamment : chaudière, climatisation, compteurs, etc.).

Article 4.2 : Autres réparations et charges

Les autres réparations que celles définies à l’article 4.1 du présent règlement sont à la charge soit de l’établissement, soit de la collectivité conformément à la convention de gestion conclue entre la collectivité et l’établissement..

Il s’agit principalement des grosses réparations qui n’entrent pas dans le champs des réparations locatives.

ARTICLE 5 : Assurances

L'occupant(e) doit se garantir contre les explosions, l'incendie, les dégâts des eaux et tous risques locatifs, y compris le recours des tiers, par une assurance appropriée contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et justifier du paiement régulier des primes.

A la date d'entrée dans les lieux et chaque année, l'occupant(e) fera parvenir à la collectivité territoriale une attestation de l'assurance contractée.

ARTICLE 6 : Hygiène et entretien

L’occupant(e) maintient les lieux mis à disposition dans un bon état d’hygiène et de propreté.

Le logement doit être régulièrement aéré et normalement chauffé. L'occupant(e) ne stocke aucune denrée périssable dans des conditions favorisant la prolifération des rongeurs ou des parasites.

L'occupant(e) ne doit pas obstruer les bouches de ventilation situées en façade et/ou sur les encadrements de fenêtres et doit les nettoyer plusieurs fois par an. Tout dégât généré suite à un phénomène de condensation provoqué par une obturation des ventilations est à la charge de l'occupant.

L'occupant(e) doit vérifier régulièrement ses installations et sa consommation d'eau afin de prévenir les fuites.

ARTICLE 7 : Tranquillité

L'occupant(e) est responsable de tout acte troublant la tranquillité des autres utilisateurs du site, qu'il en soit l'auteur ou que l'acte soit commis par un visiteur qu'il reçoit ou par un animal dont il a la garde.

Tous les bruits dès lors qu'ils sont nuisibles, par leur intensité ou leur caractère répétitif et de nature à troubler le repos et la tranquillité des utilisateurs du site sont interdits, de jour comme de nuit.

ARTICLE 8 : Travaux

Article 8.1 : Travaux réalisés par la collectivité

Les occupants ne peuvent faire obstacle à l'exécution des travaux d'entretien et d'aménagement régulièrement décidés par la collectivité.
Les travaux seront notifiés à l'occupant au moins 8 jours avant le début de leur réalisation sauf impératif de sécurité et de conservation des biens.

Article 8.2 : Modifications et réaménagements

Il est interdit à l'occupant(e) de réaliser toute modification dans son logement sans autorisation écrite préalable de la Direction de l'Immobilier de la collectivité, notamment :

- modification de cloisonnement ;
- modification des tableaux électriques ;
- modification des meubles de cuisine ou de salle de bain.

L'occupant(e) est autorisé à repeindre au moins un pan de mur entier avec une peinture blanche ; pour toute autre teinte, il doit solliciter l'accord préalable écrit de la Direction de l'Immobilier de la collectivité.

Si, pour son confort personnel, l'occupant(e) souhaite faire réaliser des travaux à ses frais (par exemple : pose d'une climatisation, pose d'une cuisine intégrée, etc.), il doit solliciter l'accord préalable écrit de la Direction de l'immobilier de la collectivité.

Le Département se réserve, en fonction de la nature des travaux d'exiger que ceux-ci soient réalisés par un professionnel qualifié en la matière.

Dans ce cas, l'occupant devra transmettre à la Direction de l'immobilier de la collectivité les devis avant les travaux, et les factures correspondantes attestant l'achèvement des travaux.

ARTICLE 9 : Fenêtre, balcons et terrasses

Le stockage d'objets encombrants (notamment vélos, motos, réfrigérateurs) et l'utilisation de barbecues sont interdits sur les balcons, terrasses et loggias.

La suspension de jardinières ou de pots de fleurs est autorisée uniquement à l'intérieur des balcons ou garde corps des fenêtres à condition d'être fixée pour en éviter la chute.

Il est interdit d'étendre et de secouer le linge, les tapis, chiffons ou balais ou paillassons ni dans les espaces communs, ni aux fenêtres, balcons et loggias et d'y suspendre quoi que ce soit qui puisse tomber.

Aucune modification de structure ou d'équipement ne peut-être entreprise à l'extérieur des logements, fenêtres, balcons, terrasses et loggias.

L'installation de store ou de matériel d'occultation de fenêtres, balcons, terrasses et loggias est interdite, sauf accord écrit de la collectivité.

ARTICLE 10 : Canalisations - conduits et équipements

L'occupant(e) doit veiller à ne pas obstruer les canalisations d'évacuation des sanitaires (par exemple : jet de lingettes dans les toilettes, évier, baignoire) et à ne pas y déverser de produits dangereux.

Aucun appareil ménager ne doit être branché sur le circuit d'eau chaude exclusivement réservé à l'alimentation des équipements sanitaires.

ARTICLE 11 : Antennes et paraboles

La collectivité met à disposition un logement avec prise d'accès au réseau internet et/ou antenne de télévision. L'occupant(e) a à sa charge les équipements intérieurs (décodeurs, démodulateurs, etc.) ainsi que les abonnements. L'installation d'antennes et de paraboles par l'occupant(e) est soumise à l'autorisation de la Direction de l'Immobilier de la collectivité et doit être réalisée par un professionnel.

L'installation de l'antenne parabolique en façade est interdite.

ARTICLE 12 : Les animaux

L'occupant(e) est autorisé(e) à détenir uniquement des animaux familiers, dits animaux de compagnie, à la condition qu'ils ne causent aucun dégât à l'immeuble ni aucun trouble de jouissance par leurs cris ou leurs déjections.

En aucun cas les animaux ne devront errer dans les parties communes. Est interdite la détention d'un chien appartenant à la catégorie mentionnée à l'article L 211-12 du code rural et plus généralement la détention de tout animal dangereux.

ARTICLE 13 : Droit de contrôle et de visite

La collectivité dispose d'un droit de visite pour s'assurer du respect par l'occupant(e) des obligations précitées .

Ce dernier, préalablement avisé par lettre recommandée avec accusé de réception, ne peut interdire l'accès à son logement et à ses dépendances pour quelque motif que ce soit.

Partie 2 : CONDITIONS D'UTILISATION DES PARTIES COMMUNES DU SITE

Le logement mis à disposition de l'occupant(e) est situé sur un site comprenant plusieurs utilisateurs. Sont communes les parties du bâtiment et du terrain (le cas échéant) affectés à l'usage de tous les occupants.

ARTICLE 14 : La sécurité

L'occupant(e) s'interdit tout acte pouvant nuire à la sécurité des personnes et des biens.

Dans l'ensemble du site, l'occupant(e) n'utilise pas d'appareil dangereux, ne détient pas de produits toxiques, explosifs ou inflammables autres que ceux d'un usage domestique courant ne pouvant pas nuire à la sécurité des utilisateurs du site.

L'utilisation d'appareil à fioul, de poêle à pétrole, de bouteille de gaz, de barbecue y compris sur les balcons est interdite.

Il est interdit à l'occupant(e) de prélever de l'eau ou du courant électrique sur le réseau des espaces communs.

L'occupant(e) ne doit apporter aucune modification aux installations électriques, de chauffage ou de distribution de gaz.

ARTICLE 15 : Déchets

Les ordures ménagères doivent être mises dans des sacs fermés et déposées dans les conteneurs prévus à cet effet, tout en respectant les consignes de tri sélectif.

L'occupant(e) fait son affaire de l'élimination des déchets volumineux en les portant à une déchetterie.

ARTICLE 16 : Entretien des parties communes du site

Les personnels techniques des collèges n'ont pas vocation à intervenir pour assurer l'entretien ménager des parties communes de l'immeuble abritant les logements de fonction.

L'entretien ménager des parties communes relève de l'entretien de l'ensemble des personnels logés.

Les travaux d'entretien des parties communes sont à la charge :

- de l'établissement si les travaux sont inférieurs à 1 500 € ;
- du département, si les travaux sont supérieurs à 1 500 €

ARTICLE 17 : Hall et circulation intérieure

L'occupant(e) ne doit pas entraver le fonctionnement des portes d'entrée de l'immeuble.

Les rassemblements prolongés notamment à des horaires tardifs, empêchant la libre circulation des personnes dans les espaces communs intérieurs de l'immeuble, les aires de stationnement et abords de l'immeuble sont interdits.

Il est interdit d'entreposer tout objet personnel ou encombrant, vélo notamment dans les halls, paliers, couloirs ou placards techniques.

L'occupant(e) doit veiller à la propreté des espaces communs y compris lors des déménagements, aménagements, livraisons. Toute détérioration de son fait peut lui être facturée.

Il est interdit de fumer dans les lieux à usage collectif.

ARTICLE 18 : Circulation extérieure et stationnement

L'occupant(e) doit suivre les indications données par les panneaux de signalisations installés sur la voirie du site et rouler à vitesse réduite.

Les véhicules doivent stationner exclusivement sur les parkings et emplacements prévus à cet effet. La collectivité ne peut être tenue pour responsable de la détérioration ou du vol de véhicule sur la résidence.

Il est interdit de stationner devant et sur les accès réservés aux véhicules de secours.

Les emplacements de stationnement doivent être utilisés exclusivement pour le stationnement des véhicules. Il est interdit d'y procéder à des réparations, entretien, lavage, vidange ainsi qu'au stockage d'effets personnels.

Le stationnement des caravanes, camions, remorques, bateaux est interdit.

ARTICLE 19 : Espaces verts

L'occupant doit respecter les espaces verts du site et n'y commettre aucune dégradation.

Conformément aux dispositions du décret 87-712 du 26 août 1987, pour les jardins privatifs, l'entretien des haies et arbustes est à la charge de l'occupant(e) ainsi que la taille, l'élagage et l'échenillage des arbres.

Les plantations de fleurs et plantes sont autorisées mais les plantations d'arbustes, plantes grimpantes et arbres sont interdites sans l'accord préalable écrit de la Direction de l'Immobilier de la collectivité.

Partie 3 : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 20 : Respect du règlement intérieur par l'occupant(e)

L'utilisation du logement par l'occupant doit se conformer à l'ensemble des clauses du présent règlement.

A ce titre, l'article R. 216-18 du code de l'éducation autorise la collectivité à mettre fin à une concession ou une convention si l'occupant(e) ne s'acquitte pas de ses obligations financières ou ne jouit pas des locaux en bon père de famille.

ARTICLE 21 : Annexes

- attestation de remise du règlement à l'occupant,
- guide-qui-repare-qui-entretient et décret n°87-712 du 26 août 1987,
- décret n°87-713 du 26 août 1987.

Annexe1

Pôle savoirs et animations des territoires
Direction des collèges

**ATTESTATION DE REMISE
DU RÈGLEMENT DÉPARTEMENTAL D'OCCUPATION
D'UN LOGEMENT DE FONCTION**

Je soussigné(e) Madame, Monsieur …….

occupant d'un logement de fonction au sein du collège……

atteste avoir bien reçu et déclare avoir pris connaissance du règlement départemental d'occupation d'un logement de fonction.

Fait à ……..

le…….

Signature de l'occupant

Votre habitat

Qui répare, qui entretient ?



Guide illustré
des réparations locatives

Commission nationale de concertation

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

L'entrée

Qui répare ? Qui entretient ?

Locataire

1. **Tableau électrique**
   remplacement coupe circuits et fusibles
2. **Interrupteurs, prises électriques et téléphoniques**
   entretien et remplacement si détériorés
3. **Douilles, ampoules**
   entretien et remplacement
4. **Interphone**
   en cas de détérioration, remplacement boîtier et combiné
5. **Portes**
   - graissage des gonds, paumelles et charnières
   - poignée : entretien, remplacement
6. **Serrures, canons**
   graissage et remplacement de petites pièces
7. **Clés et badges**
   remplacement
8. **Sol**
   entretien et pose de raccords parquet, dalles, linoléum, moquette
9. **Plafond – murs**
   - maintien en état de propreté
   - menus raccords de peinture, tapisseries
   - rebouchage des trous



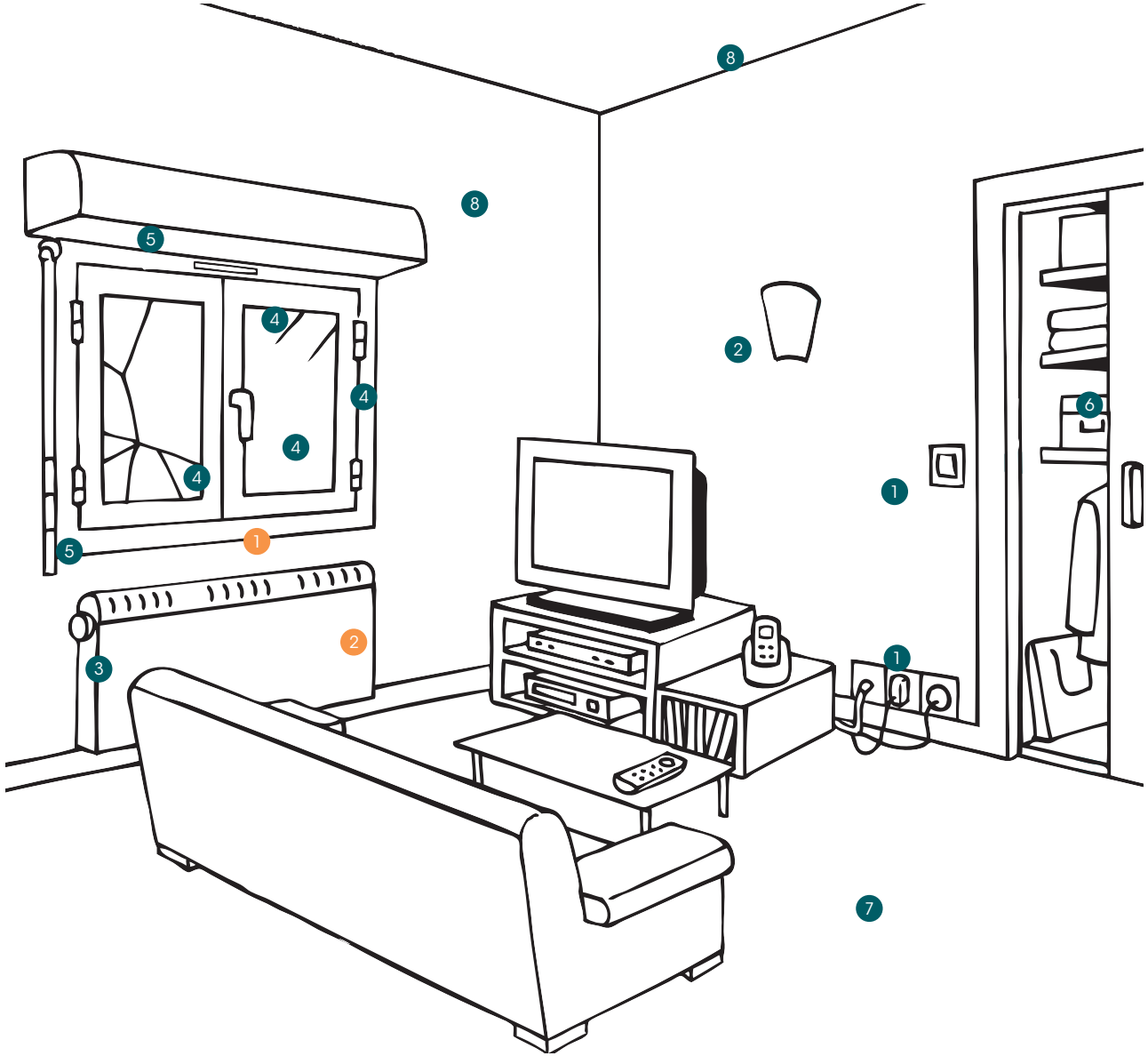
10. **Détecteur de fumée**
    Entretien et remplacement (vérification du fonctionnement, dépoussiérage, remplacement des piles…)
11. **Placards**
    - remplacement des tablettes et tasseaux
    - remplacement des boutons et poignées
    - graissage
12. **Compteur d'eau individuel**
    entretien
13. **Radiateurs**
    entretien

Propriétaire

1. **Tableau électrique**
   remplacement
2. **Porte d'entrée**
   remplacement, sauf en cas de dégradations

Les pièces à vivre

Qui répare ? Qui entretient ?



Locataire

1. **Interrupteurs, prises électriques et téléphoniques, prise TV**
   entretien et remplacement si détériorés
2. **Douilles, ampoules**
   entretien et remplacement
3. **Radiateurs**
   - entretien
4. **Fenêtres**
   - entretien poignée
   - graissage gonds, paumelles et charnières
   - grille d'entrée d'air : nettoyage
   - remplacement des vitres cassées, joints et mastics vétustes
5. **Volets et stores**
   - graissage et entretien courant
   - entretien du mécanisme de commande
6. **Placards**
   - remplacement des tablettes et tasseaux
   - remplacement des boutons et poignées
   - graissage
7. **Sol**
   - entretien et pose de raccords parquet, dalles, linoléum, moquette
8. **Plafond – murs**
   - maintien en état de propreté
   - menus raccords de peinture et tapisseries
   - rebouchage de trous

Propriétaire

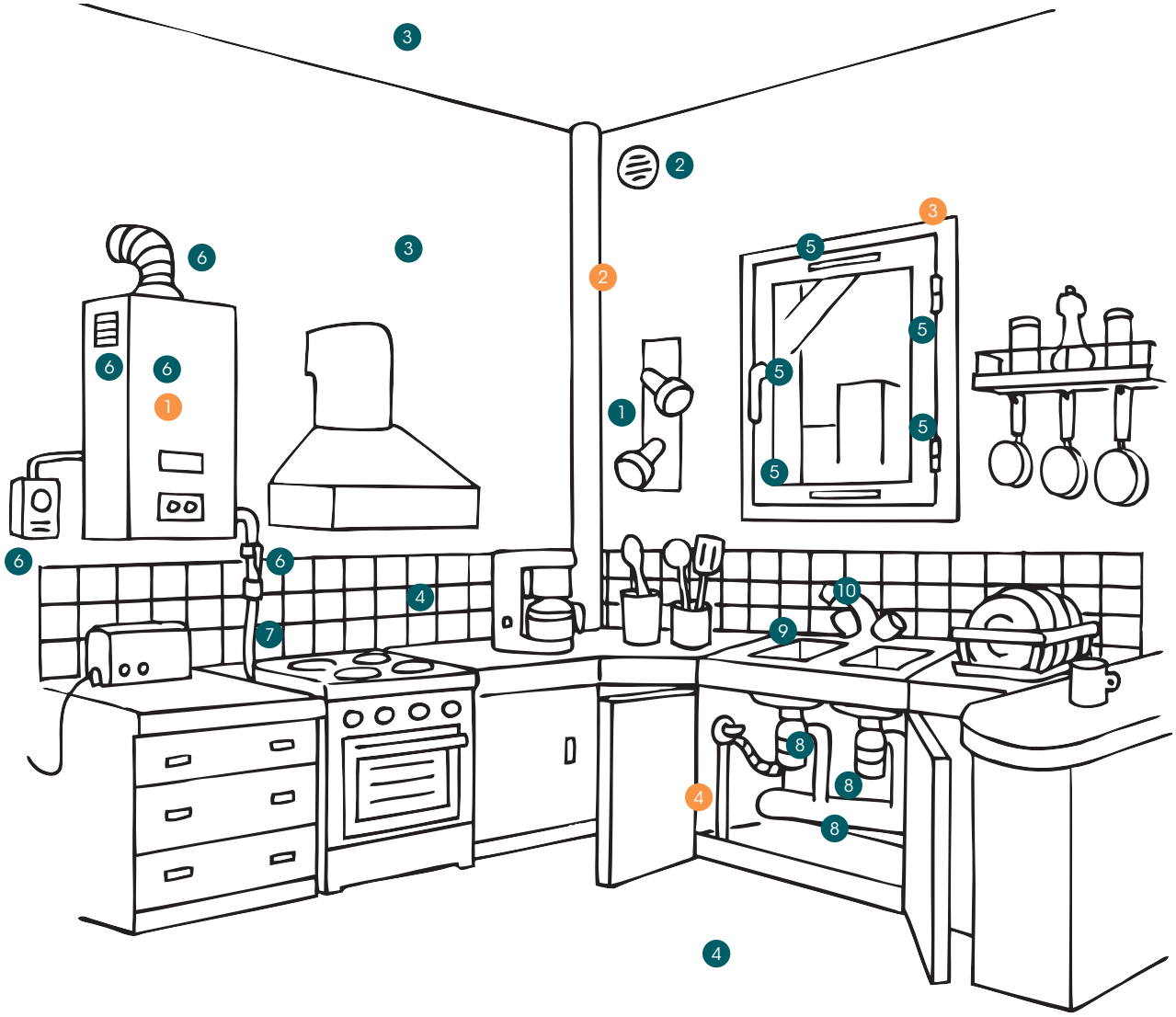
1. **Fenêtres**
   remplacement
2. **Radiateurs**
   remplacement

La cuisine

Qui répare ? Qui entretient ?

Locataire

1. **Douilles, ampoules**
   entretien et remplacement
2. **Grilles de ventilation et VMC**
   - nettoyage
   - interdiction de boucher
3. **Plafond – murs**
   - menus raccords de peinture, tapisseries
   - rebouchage de trous
4. **Sol et faïence**
   - entretien et pose de raccords
   - parquet, dalles, linoléum, moquette
5. **Fenêtres**
   - entretien poignée
   - graissage gonds, paumelles et charnières
   - grille d'entrée d'air : nettoyage
   - remplacement des vitres cassées, joints et mastics vétustes
6. **Chaudière**
   - nettoyage grille
   - remplacement tétine gaz
   - thermostat d'ambiance
   - ramonage conduit
   - entretien annuel par un professionnel
7. **Gaz**
   - remplacement flexible
   - entretien courant des robinets, siphons et ouverture d'aération



8. **Évacuation/arrivée d'eau**
   - débouchage évacuations sous évier
   - entretien et débouchage siphons
   - remplacement joints et colliers
9. **Évier**
   - remplacement joints silicone
   - nettoyage dépôts de calcaire
10. **Robinetterie**
    remplacement de joints, clapets et presse-étoupe

Propriétaire

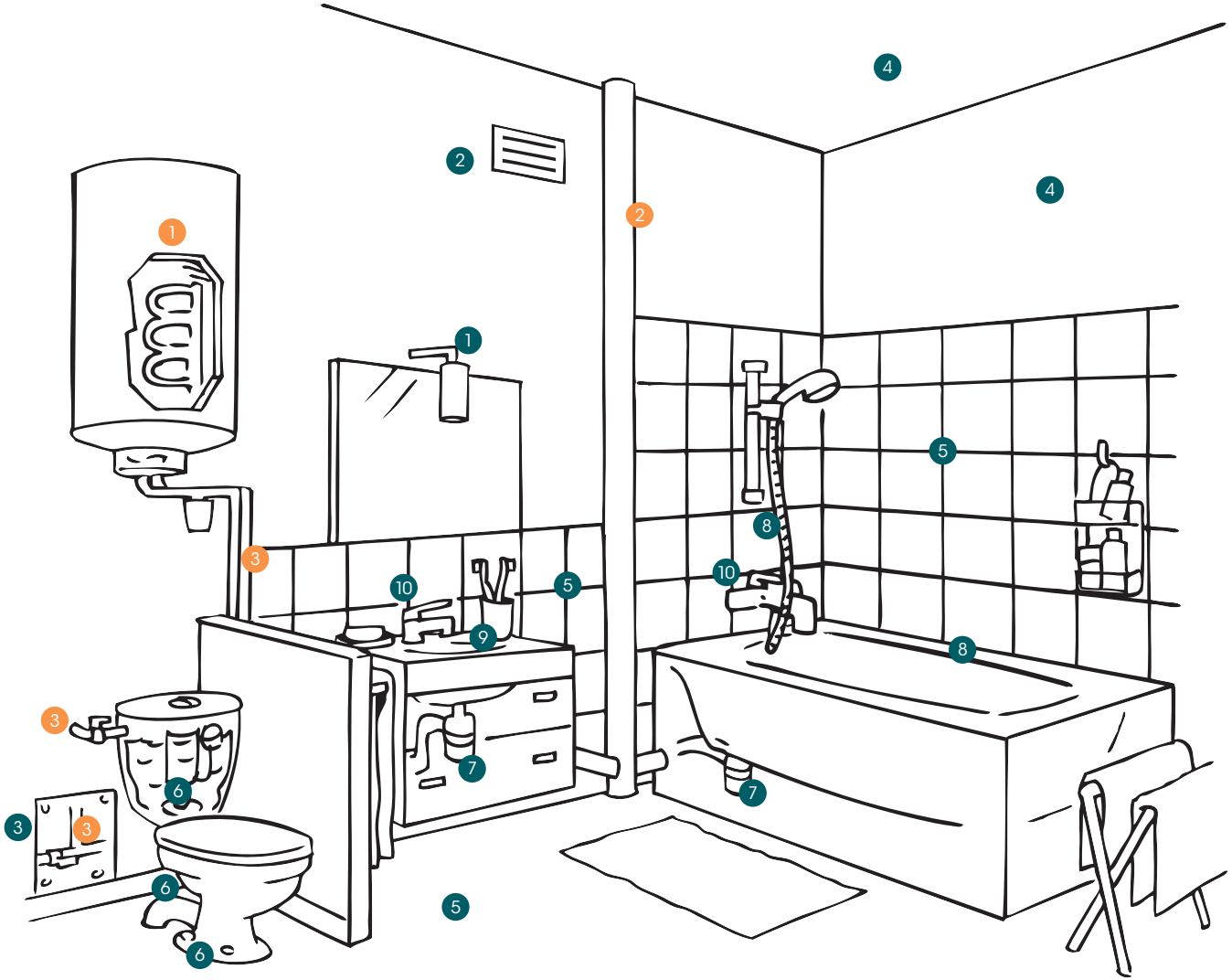
1. **Chaudière**
   remplacement
2. **Colonne d'eau usée**
   remplacement
3. **Fenêtres**
   remplacement
4. **Conduit d'alimentation d'eau**
   remplacement

Les sanitaires

Qui répare ? Qui entretient ?

Locataire

1. **Appliques, douilles et ampoules**
   réparation et remplacement
2. **Grilles de ventilation et VMC**
   - nettoyage
   - débouchage
3. **Porte de la gaine technique**
   - nettoyage
4. **Plafond – murs**
   - menus raccords de peinture, tapisseries
   - rebouchage de trous
5. **Sol et faïence**
   entretien et pose de raccords parquet, dalles, linoléum, moquette
6. **WC**
   - remplacement joints pipe, joints et colliers
   - remplacement fixations sol
   - débouchage évacuations
7. **Évacuations d'eau**
   - débouchage siphons, évacuations baignoire, douche et lavabo jusqu'à la colonne
   - remplacement joints et colliers
8. **Douche et baignoire**
   - remplacement tuyaux flexible
   - remplacement joints silicone



9. **Lavabo**
   - remplacement joints silicone
   - nettoyages dépôts calcaire
10. **Robinetterie**
    remplacement de joints, clapets et presse-étoupe

Propriétaire

1. **Ballon électrique**
   - remplacement
   - détartrage
2. **Colonne d'eau usée**
   remplacement
3. **Conduit d'alimentation d'eau**
   remplacement

À l'extérieur du logement

Qui répare ? Qui entretient ?

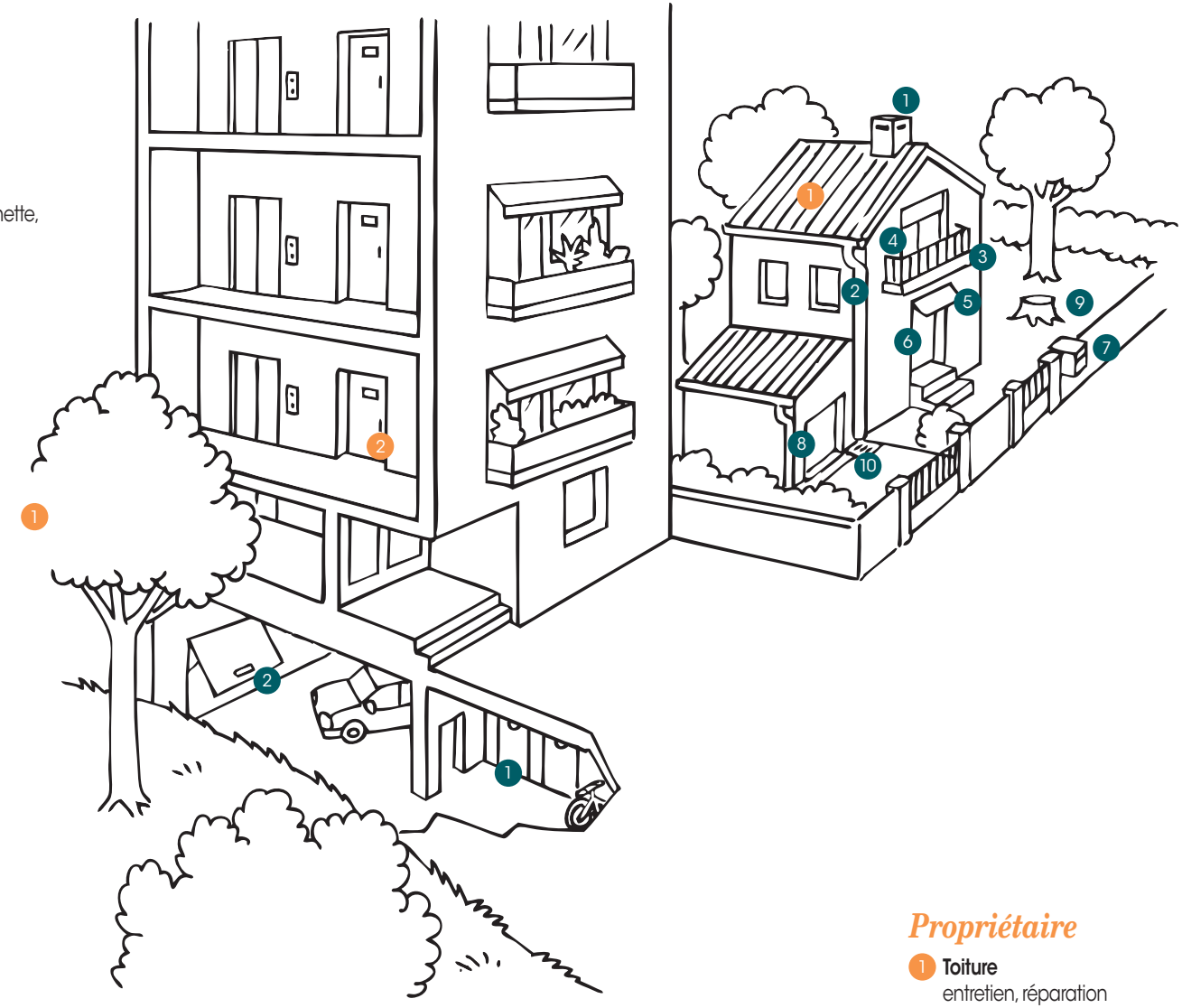
Immeuble collectif

Locataire

1. **Cave**
   entretien de la porte
2. **Box**
   entretien poignée, chaînette, ressorts

Propriétaire

1. **Arbres**
   élagage
2. **Porte palière**
   remplacement sauf dégradations



Propriétaire

1. **Toiture**
   entretien, réparation

Maison individuelle

Locataire

1. **Cheminée**
   ramonage
2. **Gouttières, chéneaux descentes eaux pluviales**
   - débouchage, nettoyage et entretien de la grille d'évacuation des eaux pluviales
3. **Balcon**
   débouchage évacuation
4. **Volets et grilles**
   - entretien et remplacement lames
   - graissage gonds, paumelles et charnières
5. **Auvent**
   entretien, nettoyage
6. **Porte d'entrée**
   - graissage gonds, paumelles et charnières
   - poignée : entretien, remplacement
   - serrures, canons : graissage et remplacement petites pièces
   - clés et badges : remplacement
7. **Boîte aux lettres**
   - entretien portillons
   - remplacement serrures et gonds
   - remplacement clés
8. **Porte garage**
   - entretien peinture
   - remplacement poignée, chaînette, ressorts…
9. **Fosse septique**
   vidange, entretien
10. **Compteurs d'eau**
    - entretien
    - protection contre le gel

À l'extérieur du logement

Qui répare ? Qui entretient ?

Façade

Locataire

1. **Balcon**
   débouchage évacuation
2. **Volets et grilles**
   - entretien
   - remplacement lames
   - graissage des gonds, paumelles et charnières
3. **Boîte aux lettres**
   - entretien portillons
   - remplacement serrures et gonds
   - remplacement clés

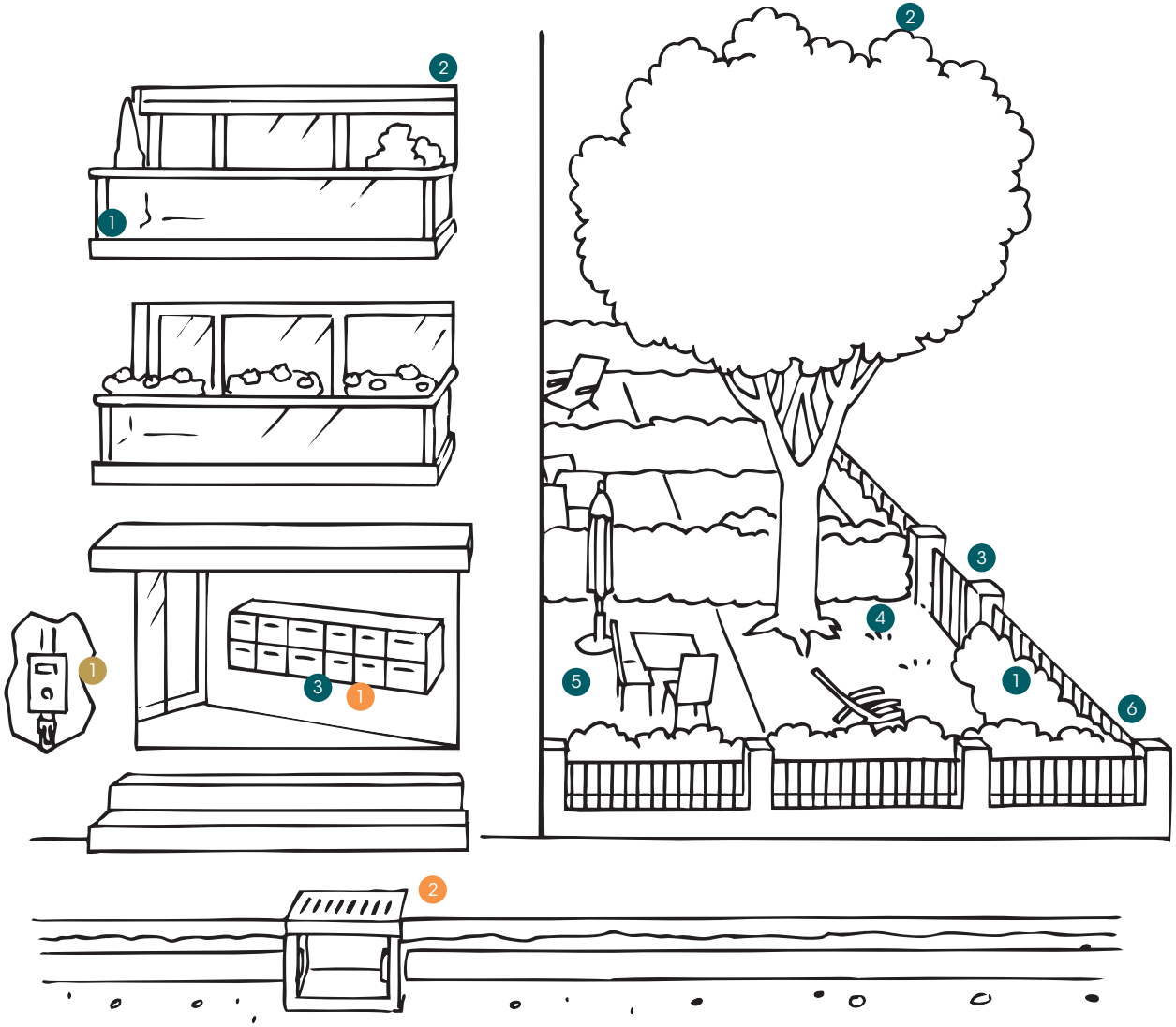
Propriétaire

1. **Batterie de boîtes aux lettres**
   remplacement
2. **Canalisations**
   réparations

Contrat d'entretien

(si pas de contrat : locataire)

1. **Compteurs d'eau et fluides**
   entretien



Jardin privatif

Locataire

1. **Haies, arbustes**
   entretien, taille et remplacement
2. **Arbres**
   taille, élagage et échenillage
3. **Portillon**
   réparation
4. **Pelouse**
   entretien, tonte
5. **Terrasse**
   entretien, démoussage
6. **Grille**
   - nettoyage et graissage
   - remplacement, notamment boulons, clavettes, targettes

Décret relatif aux réparations locatives

Version consolidée au 23 juin 2016

Décret n°87-712 du 26 août 1987 pris en application de l'article 7 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière et relatif aux réparations locatives.

Article 1

Sont des réparations locatives les travaux d'entretien courant, et de menues réparations, y compris les remplacements d'éléments assimilables auxdites réparations, consécutifs à l'usage normal des locaux et équipements à usage privatif.

Ont notamment le caractère de réparations locatives les réparations énumérées en annexe au présent décret.

Article 1 bis

Le présent décret est applicable en Polynésie française pour la mise en œuvre des dispositions du d de l'article 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989.

Article 2

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, le garde des Sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

ANNEXES

Liste de réparations ayant le caractère de réparations locatives.

Article Annexe

I. - Parties extérieures dont le locataire a l'usage exclusif

a) Jardins privatifs

Entretien courant, notamment des allées, pelouses, massifs, bassins et piscines.

Taille, élagage, échenillage des arbres et arbustes.

Remplacement des arbustes ; réparation et remplacement des installations mobiles d'arrosage.

b) Auvents, terrasses et marquises

Enlèvement de la mousse et des autres végétaux.

c) Descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières

Dégorgement des conduits.

II. - Ouvertures intérieures et extérieures.

a) Sections ouvrantes telles que portes et fenêtres

Graissage des gonds, paumelles et charnières.

Menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds, crémones et espagnolettes ; remplacement notamment de boulons, clavettes et targettes.

b) Vitrages

Réfection des mastics.

Remplacement des vitres détériorées.

c) Dispositifs d'occultation de la lumière tels que stores et jalousies

Graissage.

Remplacement notamment de cordes, poulies ou de quelques lames.

d) Serrures et verrous de sécurité

Graissage.

Remplacement de petites pièces ainsi que des clés égarées ou détériorées.

e) Grilles

Nettoyage et graissage.

Remplacement notamment de boulons, clavettes, targettes.

III. - Parties intérieures

a) Plafonds, murs intérieurs et cloisons

Maintien en état de propreté.

Menus raccords de peintures et tapisseries.

Remise en place ou remplacement de quelques éléments des matériaux de revêtement tels que faïence, mosaïque, matière plastique.

Rebouchage des trous rendu assimilable à une réparation par le nombre, la dimension et l'emplacement de ceux-ci.

b) Parquets, moquettes et autres revêtements de sol

Encaustiquage et entretien courant de la vitrification.

Remplacement de quelques lames de parquets et remise en état, pose de raccords de moquettes et autres revêtements de sol, notamment en cas de taches et de trous.

c) Placards et menuiseries telles que plinthes, baguettes et moulures :
Remplacement des tablettes et tasseaux de placard et réparation de leur dispositif de fermeture.
Fixation de raccords et remplacement de pointes de menuiseries.

IV. - Installations de plomberie

a) Canalisations d'eau
Dégorgement.
Remplacement notamment de joints et de colliers.
b) Canalisations de gaz
Entretien courant des robinets, siphons et ouvertures d'aération.
Remplacement périodique des tuyaux souples de raccordement.
c) Fosses septiques, puisards et fosses d'aisance
Vidange.
d) Chauffage, production d'eau chaude et robinetterie
Remplacement des bilames, pistons, membranes, boîtes à eau, allumage piézo-électrique, clapets et joints des appareils à gaz.
Rinçage et nettoyage des corps de chauffe et tuyauteries.
Remplacement des joints, clapets et presse-étoupe des robinets.
Remplacement des joints, flotteurs et joints cloches des chasses d'eau.
e) Éviers et appareils sanitaires :
Nettoyage des dépôts de calcaire, remplacement des tuyaux flexibles de douches.

V. - Équipements d'installations d'électricité

Remplacement des interrupteurs, prises de courant, coupe-circuit et fusibles, des ampoules, tubes lumineux.
Réparation ou remplacement des baguettes ou gaines de protection.

VI. - Autres équipements mentionnés au contrat de location

a) Entretien courant et menues réparations des appareils tels que réfrigérateurs, machines à laver le linge et la vaisselle, sèche-linge, hottes aspirantes, adoucisseurs, capteurs solaires, pompes à chaleur, appareils de conditionnement d'air, antennes individuelles de radiodiffusion et de télévision, meubles scellés, cheminées, glaces et miroirs.
b) Menues réparations nécessitées par la dépose des bourrelets
c) Graissage et remplacement des joints des vidoirs
d) Ramonage des conduits d'évacuation des fumées et des gaz et conduits de ventilation

Par le Premier ministre :
JACQUES CHIRAC

Le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports,
PIERRE MÉHAIGNERIE

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation,
ÉDOUARD BALLADUR

Le garde des Sceaux, ministre de la justice,
ALBIN CHALANDON

Contrats d'entretien

- Afin de vous aider dans l'obligation d'entretien, votre bailleur peut conclure certains contrats d'entretien avec des entreprises dont le coût est répercuté sur vos charges.
- Ces contrats garantissent un entretien régulier et le dépannage des matériels concernés.

Détecteurs de fumée : articles R129-8 et suivants du code de la construction et de l'habitation.

Chaudière : Article R 441-4-1 et suivants du code de l'environnement.

Questions sur les réparations locatives ?
S'adresser aux :
- associations de locataires ;
- ADIL ;
- bailleurs.

Notes

Le logement doit être loué décent et en bon état d'usage et de réparation. Les équipements mentionnés au bail doivent être en bon état.

Le **propriétaire** doit entretenir les locaux en état de servir et effectuer toutes les réparations autres que celles qui incombent au locataire, ainsi que celles qui sont dues à la vétusté, à un vice de construction ou à un cas de force majeure (cf. art. 6 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989).

Le **locataire** doit effectuer les menues réparations et les réparations d'entretien courant et participer aux charges (cf. art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989).

Le présent guide a été élaboré par la Commission Nationale de Concertation (loi du 23.12.1986 : art 41) qui regroupe notamment les représentants des organisations représentatives du secteur locatif au plan national de bailleurs, de locataires et de gestionnaires. Il vise à illustrer les éléments les plus fréquemment détériorés, il n'a pas vocation à dresser une liste exhaustive des réparations locatives.

Ministère de la Cohésion
des territoires

Direction générale de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature
Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme
et des Paysages
Tour Sequoia
92055 La Défense cedex

www.cohesion-territoires.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

MODALITÉS DE CALCUL DE LA DOTATION DE FONCTIONNEMENT DES COLLÈGES PUBLICS

Le Département a la charge des collèges publics. Dans ce cadre, il assure les travaux de construction, d'entretien, l'équipement mobilier, l'équipement informatique, et sa maintenance. Le Département est également en charge de la sectorisation géographique des établissements. Il assure aussi les missions d'accueil, de propreté, d'entretien technique, la restauration et l'hébergement, pour l'exécution desquelles il affecte dans les collèges les personnels techniques départementaux nécessaires, dans le respect de l'autonomie des établissements publics locaux d'enseignements (EPLE).

Enfin, le Département est chargé d'attribuer aux collèges, les moyens financiers annuels nécessaires à leur fonctionnement.

La priorité donnée à la réussite éducative pour tous trouve sa traduction dans différents types d'interventions sur le fonctionnement des collèges :

- la dotation de fonctionnement des collèges (principale et complémentaire),
- le primo et le renouvellement de l'équipement en matériel et en mobilier, financés directement par le Département,
- le soutien aux actions éducatives, culturelles, sportives développées dans le cadre des actions partenariales, les classes de découverte et les séjours linguistiques,
- l'aide aux collégiens en complément des bourses nationales.

Au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF), l'Assemblée départementale délibère chaque année sur son montant global et sa répartition entre les collèges publics. Le montant des dotations doit être notifié avant le 1er novembre aux collèges conformément au code de l'éducation.

À partir de ces éléments, le chef d'établissement élabore le budget du collège pour l'année civile à venir et le soumet au vote du Conseil d'administration.

Le budget devient exécutoire au 1er janvier de l'année civile suivante, sous réserve du contrôle budgétaire réalisé d'une part, par les services académiques pour les éléments relevant de la compétence de l'État et, d'autre part, par les services du Département pour les éléments relevant de la collectivité de rattachement.

A- Principes de calcul de la dotation globale de fonctionnement

Il appartient à l'Assemblée départementale de fixer les modalités de calcul de cette dotation suivant une répartition des moyens qui doit respecter les grands principes suivants, énoncés par le code de l'éducation :

- équité : la DGF doit être justement calculée. Elle doit répondre aux besoins des établissements publics locaux d'enseignements et tenir compte des conditions d'exploitation de chaque établissement,
- transparence : les modalités de calcul doivent être publiques, connues, présentées de façon claire et complète,
- maîtrise des dépenses de viabilisation : les fluides (eau, gaz, fioul, électricité) représentent aujourd'hui environ 2/3 des charges des établissements publics locaux d'enseignements,
- responsabilité des établissements publics locaux d'enseignements : respect de l'autonomie de l'établissement public local d'enseignement dans le cadre du conventionnement avec la collectivité de rattachement
- séparation des charges du service général et des services annexes (SRH, bourses nationales).

Aussi, pour respecter ces principes et adapter le calcul de la dotation de fonctionnement aux conditions actuelles de fonctionnement des établissements publics locaux d'enseignements, le mode de calcul de la dotation globale de fonctionnement a été **travaillé en comité de concertation** qui regroupe des représentants d'établissement public local d'enseignement, un représentant du directeur académique des services de l'éducation nationale (DASEN) et des services du département.

B- Proposition de nouvelles modalités de calcul de la dotation globale de fonctionnement :

Les paramètres pris en compte déterminent les différents postes de dépenses de fonctionnement du budget des établissements : les surfaces bâties et non bâties, la viabilisation et les fluides, les obligations réglementaires en matière de contrôle périodique et de maintenance des installations notamment de sécurité et des équipements, le nombre d'élèves accueillis.

a- surfaces bâties et non bâties : une mise à jour des surfaces de chaque collège a été réalisée en 2022. L'ensemble des surfaces entretenues par les équipes techniques, comprenant les modulaires et les gymnases inclus dans l'enceinte clôturée des collèges a été pris en compte.

Une dotation de 3,05 € par m² bâti et de 0,36 € par m² non bâti constitue une part stable de la DGF.

b- la viabilisation : le comité de concertation a choisi de retenir la moyenne pondérée des dépenses de viabilisation figurant aux trois derniers comptes financiers pour établir la base de prise en charge de cette dépense. Cette moyenne pondérée sera majorée de l'indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année N, année de calcul de la DGF de l'année suivante.

part viabilisation de la DGF N+1 = moyenne pondérée COFI N-3 / N-2 / N-1 x indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année N

Cependant, compte tenu des difficultés rencontrées par les établissements publics locaux d'enseignements pour obtenir les factures d'électricité de l'année 2022 (changement de fournisseur du groupement de commandes du syndicat d'énergie), pour 2024, la formule sera la suivante :

montant viabilisation DGF 2024 = (COFI 2022 + factures 2022 non inscrites au COFI) x indice des prix à la consommation de mai 2023

Le montant des dépenses de viabilisation des collèges, détaillé par énergie, devra faire l'objet d'un retour trimestriel par les établissements à la direction des collèges afin d'en mesurer l'évolution.

En vue d'améliorer les performances énergétiques des bâtiments des collèges, une partie du plan pluriannuel d'investissement 2026-2028 sera **consacrée à l'isolation des bâtiments** par l'extérieur.

c- contrats obligatoires et contrats de maintenance : la part de la DGF pour les contrats de maintenance et de contrôles périodiques obligatoires correspond au remboursement des dépenses déclarées par les gestionnaires des collèges. Selon les domaines, l'obligation de maintenance est annuelle, triennale ou quinquennale. Chaque chef d'établissement est responsable de la sécurité et des vérifications s'y rapportant.

La direction de l'immobilier a contractualisé certaines de ces prestations et les propose aux collèges afin de leur apporter une simplification de procédure (pas de consultation préalable, pas de contrat à présenter en conseil d'administration, pas de paiement) et un prix négocié.

Aussi, à l'échéance de leurs contrats actuels, les établissements basculeront sur les contrats proposés par le Département (annexe n°1). Si un établissement ne souhaite pas s'inscrire dans les contrats proposés, le coût correspondant sera à sa seule charge.

La part de DGF consacrée à la prise en charge des contrats de maintenance et de contrôles périodiques obligatoires doit donc diminuer dans le temps, au fur et à mesure de l'arrivée à échéance des contrats passés directement par les établissements.

Le tableau des contrats proposés sera actualisé et communiqué aux établissements publics locaux d'enseignements régulièrement.

d- <u>forfaits élèves</u> : les forfaits actuels n'ont pas été révisés depuis de nombreuses années ce qui ne permet pas de favoriser le service activité pédagogique dans le budget des établissements publics locaux d'enseignements.
Aussi, à compter du calcul de la DGF 2024, le montant des forfaits élèves actuels sera majoré du taux d'inflation du mois de juin de l'année N.

- 59 € x **indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année N** par élève de l'enseignement général,
- 79 € x **indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année N** par élève de l'enseignement technique (section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) + unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS)).

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver les modalités de calcul de la dotation globale de fonctionnement des collèges publics, à savoir :

- la part surfaces = 3,05 € par m² bâti et 0,36 € par m² non bâti,
- la part viabilisation = moyenne pondérée COFI N-3 / N-2 / N-1 x **indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année N** (à titre exceptionnel, pour 2024, part viabilisation DGF 2024 = (COFI 2022 + factures 2022 non inscrites au COFI) x **indice des prix à la consommation de mai 2023**,
- la part contrat de maintenance et vérifications périodiques = montant déclaré par l'établissement correspondant aux contrats conclus directement par les établissements et encore en vigueur,
- la part élève = 59 € x **indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année N** par élève de l'enseignement général + 79 € x **indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année N** par élève de l'enseignement technique (SEGPA+ ULIS),

- approuver les conditions de prise en charge des contrats obligatoires et de maintenance, selon le détail figurant dans le tableau ci-annexé,

- donner délégation à la commission permanente pour fixer le montant global de la dotation globale de fonctionnement 2024 et sa répartition selon les principes énoncés.

Le Président,

CONTRATS DES EPLE

Vérification périodique Bureau de contrôle	MARCHES DU DE-PARTEMENT	CONTRATS DES COLLEGES PRIS EN COMPTE DANS LE CALCUL DGF	CONTRATS DES COLLEGES NON PRIS EN COMPTE DANS LE CALCUL DGF	Remarques
Ascenseur	X			
Electricité	X			
Gaz combustible	X			
Equipements thermiques	X			
Installations d'aération et d'assainis-sement des locaux de travail	X			
SSI	X			
Appareil de cuisine (hottes, cuisson, chambres froides…)		X		PRESTATION A INCLURE DANS UN RENOU-VELLEMENT DE MARCHE DU DEPARTEMENT
Portes et portails	X			
Maintenance périodique Mainteneur (annuels)				
SSI	X			
Désenfumage	X			
Chauffage / climatisation	X			
Ascenseur	X			
Portails	X			
Blocs de sécurité (BAES)	X			
Extincteurs	X			
Antiparasitaire	X			
Appareil de cuisine (hottes, cuisson, chambres froides…)		X		PRESTATION A INCLURE DANS UN FUTUR MARCHE DU DEPARTEMENT
Bacs à graisses				
Hottes cuisine : nettoyage - dégrais-sage			X	PRESTATION A INCLURE DANS UN FUTUR MARCHE DU DEPARTEMENT
Adoucisseur d'eau		X		
Autres contrats				
Huiles usagées			X	
Assurance		X		
Télésurveillance / gardiennage			X	
Alarme intrusion			X	
Élagage			X	
Entretien gouttières et toitures		X		
Entretien brise soleil			x	
Logiciels / photocopieurs/ standard			X	
Désinfection bâche à eau			X	
Vérification audiomètre			X	y compris toutes les charges liées à l'infirmerie

* dans ce cas, les contrats existants seront pris en charge par la DGF jusqu'à la fin de leur validité

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

AIDE AUX COLLÉGIENS - MODIFICATIONS DES CRITÈRES

En 1986, le Conseil général a mis en place une politique d'aide dénommée « secours d'études » pour les jeunes élèves des classes de collèges et jusqu'à l'enseignement supérieur.

Afin de recentrer cette politique sur les collégiens, dont les familles résident en Tarn-et-Garonne, l'Assemblée départementale a modifié, en juin 2010, les critères d'attribution et a fixé des montants d'aide qui sont entrés en application, dès la rentrée scolaire de 2010.

I – Rappel des critères actuels

Ce dispositif simplifié permet d'aider les familles les plus modestes à faire face aux dépenses de scolarité (frais d'internat, de demi-pension, de fournitures scolaires etc).

- Ainsi, pour percevoir « l'aide aux collégiens », l'élève doit être bénéficiaire d'une bourse nationale de collège aux échelons 2 (**montant de l'aide = 75 €**) ou 3 (**montant de l'aide = 150 €**), ou d'une bourse nationale de lycée pour les classes de 3ème prépa-métiers, ou d'une bourse nationale d'études de l'enseignement secondaire pour les élèves de 4ème et de 3ème de l'enseignement agricole (lycées agricoles, maisons familiales rurales).

- Par ailleurs, à compter de la rentrée de septembre 2023, une aide spécifique annuelle sera attribuée aux **collégiens internes** scolarisés **dans un collège public ou privé du Tarn-et-Garonne ainsi que dans les maisons familiales et rurales (MFR) et les lycées professionnels**, à savoir :

  - **100 €** (boursier ou non boursier)
  - **150 € (**boursier échelon 3)

Depuis 2018, les demandes sont dématérialisées via le portail du site internet de la collectivité.

Pour l'année scolaire 2020-2021 : 1 199 aides ont été allouées pour un montant de 130 900 €
Pour l'année scolaire 2021-2022 : 1 038 aides ont été allouées pour un montant de 114 800 €
Pour l'année scolaire 2022-2023 : 1 111 aides ont été allouées pour un montant de 126 050 €

Dans le dispositif actuel, les familles des élèves qui perçoivent une bourse nationale échelon 1 ne sont pas intégrées au dispositif.

II – Proposition d'évolution de la politique

Aussi, compte tenu du contexte général de la hausse des prix et dans la continuité des mesures en faveur du pouvoir d'achat, je vous propose d'élargir cette politique pour y intégrer les boursiers échelon 1 et de revaloriser le montant des aides attribuées, figé depuis 2010, comme suit :

1) externes et demi-pensionnaires :

- boursiers échelon 1 : 50 € (au lieu de 0 €)
- boursiers échelon 2 : 100 € (au lieu de 75 €)
- boursiers échelon 3 : 200 € (au lieu de 150 €)

Conditions :

- être domicilié en Tarn-et-Garonne,
- être scolarisé dans une classe niveau collège (de la 6ème à la 3ème), y compris l'enseignement à distance (CNED), 3ème prépa-métiers et 4ème / 3ème de l'enseignement agricole,
- être boursier de l'Éducation nationale (échelon 1, 2 ou 3) ou du Ministère de l'Agriculture.

2) internes :

- non boursiers et boursiers échelons 1 et 2 : 100 € (sans changement)
- boursiers échelon 3 : 150 € (sans changement)

Conditions :

- être domicilié en Tarn-et-Garonne,
- être scolarisé dans une classe niveau collège (de la 6ème à la 3ème), y compris enseignement à distance (CNED), 3ème prépa-métiers et 4ème / 3ème de l'enseignement agricole,
- être interne dans un établissement scolaire du Tarn-et-Garonne.

Sur la base des effectifs boursiers de l'année scolaire 2022 – 2023, le nombre potentiel de bénéficiaires serait alors, au maximum, de 3 773 élèves (pour mémoire, 13 783 collégiens dans les collèges publics et privés à la rentrée 2022) pour un budget total de 383 450 € (126 050 € de budget pour la campagne 2022-2023).

Si actuellement, 8% des collégiens bénéficient de cette politique, avec son évolution, 27 % pourraient y prétendre, soit une augmentation de 95 % du nombre des dossiers potentiels de demandes.

L'évolution des critères d'attribution va nécessiter de faire évoluer le portail de dépôt des demandes d'aide aux collégiens.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver les nouveaux critères d'attribution de l'aide aux collégiens tels que définis ci-après :

1) externes et demi-pensionnaires :

- boursiers échelon 1 : 50 €
- boursiers échelon 2 : 100 €
- boursiers échelon 3 : 200 €

Conditions :

- être domicilié en Tarn-et-Garonne,
- être scolarisé dans une classe niveau collège (de la 6ème à la 3ème), y compris l'enseignement à distance (CNED), 3ème prépa-métiers et 4ème / 3ème de l'enseignement agricole,
- être boursier de l'Éducation nationale (échelon 1, 2 ou 3) ou du Ministère de l'Agriculture.

2) internes :

- non boursiers et boursiers échelons 1 et 2 : 100 €
- boursiers échelon 3 : 150 €

Conditions :

- être domicilié en Tarn-et-Garonne,
- être scolarisé dans une classe niveau collège (de la 6ème à la 3ème), y compris enseignement à distance (CNED), 3ème prépa-métiers et 4ème / 3ème de l'enseignement agricole,
- être interne dans un établissement scolaire du Tarn-et-Garonne,

- dire que le coût prévisionnel de cette modification de politique est évalué sur une année scolaire à 383 450 € ;

- dire que les crédits correspondants pour l'année 2023 sont inscrits sur les lignes du budget supplémentaire ;

- autoriser Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du Département, les documents correspondants.

Le Président,

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

CLASSES DE DÉCOUVERTE, SÉJOURS ÉDUCATIFS ET LINGUISTIQUES ET AIDES PARTICULIÈRES - MODIFICATION DE LA LISTE DES CENTRES AGRÉÉS PAR LE DÉPARTEMENT

Cette politique facultative contribue à faciliter l'organisation, par les établissements scolaires publics et privés, de classes de découverte et de séjours éducatifs et linguistiques.

Elle donne également la possibilité aux familles les plus en difficulté que leurs enfants puissent participer à ces séjours, grâce au versement d'aides particulières.

Le règlement d'intervention général a été approuvé par délibération du 17 octobre 2018 et modifié par délibération de l'Assemblée départementale du 14 février 2022. Il régit les modalités de gestion de cette politique et fixe, notamment, la liste des centres d'accueil, agréés par le Département ouvrant droit à une subvention majorée.

Le centre « Altitude 2000 » à Porté-Puymorens a reçu un avis favorable de la part de la Préfecture des Pyrénées-Orientales quant à sa classification d'établissement recevant du public (type R avec hébergement et O de 4ème catégorie) lui permettant désormais de proposer des séjours en période hivernale. À cet effet, il est nécessaire d'actualiser la liste desdits centres et, par voie de conséquence, le règlement général d'intervention départemental précité. Aucune autre disposition du règlement n'est modifiée.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et je vous demanderais de bien vouloir :

- approuver la modification du règlement général d'intervention relatif aux classes de découverte, séjours éducatifs et linguistiques et aides particulières tel que ci-annexé dans sa nouvelle version.

Le Président,

Conseil départemental de Tarn-et-Garonne

TARN-ET-GARONNE
tarnetgaronne.fr



classes de découverte, séjours éducatifs et linguistiques

règlement général d'intervention





adopté par délibération du 17 octobre 2018
et modifié par délibérations des 14 février 2022 et 22 juin 2023

TARN-ET-GARONNE
tarnetgaronne.fr

classes de découverte, séjours éducatifs et linguistiques

règlement général d'intervention
adopté par délibération du 17 octobre 2018
et modifié par délibérations des 14 février 2022 et 22 juin 2023

Rappel : les demandes sont à saisir sur le portail du Conseil départemental – tarnetgaronne.fr >JEUNESSE, EDUCATION>Classes de découverte, séjours éducatifs et linguistiques>LIENS UTILES >Espace de demande en ligne

1/ nature des projets subventionnables

- Les frais de nuitées uniquement contractés lors des classes de découverte, séjours éducatifs ou linguistiques se déroulant pendant l'année scolaire tels qu'approuvés en conseil d'école ou en conseil d'administration de collège.
- Si le projet est subventionnable :
  . possibilité d'aides aux familles en difficulté
  . possibilité de subventions exceptionnelles pour l'accompagnant d'enfants handicapés

2/ bénéficiaires

- Les écoles maternelles (toutes sections) et élémentaires (CP au CM2) publiques et privées ;
- Les collèges (6ème à la 3ème) publics et privés, SEGPA et enseignement spécialisé inclus (classes niveau collège).

3/ conditions de recevabilité

Pour les écoles :

- la participation de la Commune est obligatoire pour que le projet soit subventionnable par le Département
- approbation obligatoire du projet pédagogique par le conseil d'école
- séjours dans les centres agréés par le Conseil départemental uniquement (**cf annexe 1**).

Pour les collèges et établissements avec des classes niveau collège :

- approbation obligatoire du projet pédagogique par le conseil d'administration
- agrément obligatoire de l'éducation nationale pour le centre d'accueil

4/ financement départemental

1 – les séjours

écoles			
classes	durée en nuitées	destinations	Subventions départementales
maternelles (toutes sections) élémentaires (du CP au CM 2)	2 minimum 4 maximum	centres agréés par le Conseil départemental uniquement (cf liste en **annexe 1**)	Montant doublé par rapport au montant de l'aide de la commune plafonné à 24 €/nuit/élève et limitée à la dépense réelle et en aucun cas supérieure au coût du séjour

collèges, SEGPA et enseignement spécialisé *			
classes	durée en nuitées (sur place uniquement)	destinations	subventions départementales
de la 6ème à la 3ème SEGPA enseignement spécialisé	2 minimum 8 maximum	centres agréés par le Conseil départemental	24 €/nuit/élève
		séjours neige	12 €/nuit/élève
		séjours éducatifs	8 €/nuit/élève
		séjours linguistiques	forfait de 71 €/élève

*** Précisions importantes :**

- L'aide est limitée à 1 classe (30 élèves) par tranche de 3 classes (90 élèves) par année scolaire ; sur la base du constat d'effectifs établi par la DSDEN au mois d'octobre chaque année.

- **Quand le nombre d'élèves subventionnable sera atteint, c'est la dernière demande de séjour qui sera ajustée en conséquence.**

2 – les aides complémentaires aux séjours

aides particulières aux familles en difficulté
- prise en compte du revenu fiscal de référence qui apparaît sur l'avis d'imposition de l'année précédente et suivant le barème (**cf annexe 2**)
- une seule aide par élève, même si celui-ci participe à plusieurs séjours
- aide limitée à 50 % de la dépense laissée à la charge des parents et participation des familles au moins égale à 18,50 €
- aide versée directement à l'établissement scolaire
- pas d'aide si le séjour n'est pas subventionné

subvention exceptionnelle pour enfant handicapé
- prise en charge des frais de l'accompagnateur d'un enfant handicapé : un membre de la famille ou un AESH (accompagnant des élèves en situation de handicap)
- aide versée directement à l'établissement scolaire
- pas d'aide si le séjour n'est pas subventionné

5/ procédure

1 – Dépôt obligatoire des demandes de subvention sur le site : tarnetgaronne.fr >JEUNESSE, EDUCATION>Classes de découverte, séjours éducatifs et linguistiques>LIENS UTILES >Espace de demande en ligne

. une demande par séjour

. une demande par élève pour aide particulière (sous conditions de ressources)

. une demande par élève pour aide exceptionnelle (enfant handicapé)

Nota : dépôt des demandes à l'issue des séjours, accompagnées obligatoirement des pièces justificatives (cf annexe 3)

2 – Décision d'attribution des subventions prises par la commission permanente, dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

3 – Notification d'attribution de la subvention adressée à l'établissement.

4 – Le paiement interviendra par la suite et le versement des subventions (séjour et aides individuelles) sera mandaté sur le compte de l'établissement scolaire.

annexe 1

centres subventionnables agréés par le Conseil départemental

Base de plein air et de loisirs du Tarn et de la Garonne	**SAINT NICOLAS DE LA GRAVE (82)**
Centre « Altitude 2000 »	**PORTÉ PUYMORENS (66)**
Centre Danielle Casanova	**LABENNE OCÉAN (40)**
Centre les Éclaireurs	**GÉNÉBRIÈRES (82)**
Gîte de groupes « Moulin de Roumégous »	**SAINT ANTONIN NOBLE VAL (82)**
Centre Evade Gestionnaire : Ligue de l'Enseignement 82	**LA GRANDE MOTTE (34)**
L'estibère Gestionnaire : Ligue de l'Enseignement 82	**SAINT LARY SOULAN (65)**

annexe 2

barème pour le calcul des aides particulières aux familles en difficulté

écoles								
Nombre d'enfants à charge	1	2	3	4	5	6	7	8 et plus
Revenu fiscal de référence au -dessous duquel une aide peut être accordée	15 048 €	18 521 €	21 993 €	25 466 €	28 939 €	32 412 €	35 884 €	39 357 €
Aide maximum possible	28 €							

Condition : **La participation des familles devra être au moins égale à 18,50 €**

collèges, SEGPA et établissements spécialisés								
Nombre d'enfants à charge	1 = 10 points	2 = 11 points	3 = 13 points	4 = 15 points	5 = 18 points	6 = 21 points	7 = 24 points	8 et plus = 27 points
Revenu fiscal de référence au -dessous duquel une aide peut être accordée	15 048 €	18 521 €	21 993 €	25 466 €	28 939 €	32 412 €	35 884 €	39 357 €
Montant de l'aide maximum 4,80 € le point	48,00 €	52,80 €	62,40 €	72,00 €	86,40 €	100,80 €	115,20 €	129,60 €
Nota : 1 point supplémentaire si parent isolé et/ou si parent demandeur d'emploi								

Condition : **aide limitée à 50 % de la dépense laissée à la charge des parents et la participation des familles devra être au moins de 18,50 €**

annexe 3

pièces nécessaires pour la constitution des demandes

écoles	collèges, SEGPA et établissements spécialisés
Relevé d'identité bancaire	
Justificatif de la participation financière de la commune par élève et par nuitée (délibération ou courrier)	/
Pour la base de loisirs de St Nicolas de la Grave : Décompte des sommes dues signé et postérieur au séjour	Pour la base de loisirs de St Nicolas de la Grave : Décompte des sommes dues signé et postérieur au séjour
Pour les autres centres agréés par le Conseil départemental : - Facture du centre d'hébergement acquittée **(1)** revêtue du tampon + signature du prestataire et postérieure au séjour mentionnant les dates et le nombre d'élèves ayant participé au séjour	Pour les autres centres agréés par le Conseil départemental : - Facture du centre d'hébergement acquittée **(1)** revêtue du tampon + signature du prestataire et postérieure au séjour mentionnant les dates et le nombre d'élèves ayant participé au séjour
/	Pour les séjours éducatifs ou neige : Facture du centre d'hébergement acquittée **(1)** revêtue du tampon + signature du prestataire et postérieure au séjour mentionnant les dates et le nombre d'élèves ayant participé au séjour + agrément du centre
/	Pour les séjours linguistiques : Facture du voyagiste acquittée **(1),** revêtue du tampon + signature du prestataire et postérieure au séjour mentionnant les dates et la destination
Pour les aides particulières : Avis d'imposition N-1 du ou des parents faisant apparaître le revenu fiscal de référence et la situation familiale	Pour les aides particulières : Avis d'imposition N-1 du ou des parents faisant apparaître le revenu fiscal de référence et la situation familiale Si un des parents est demandeur d'emploi : le justificatif de Pôle emploi de l'année en cours
Pour les subventions exceptionnelles : Demande motivée par le chef d'établissement indiquant le nom/prénom de l'élève, le nom/prénom de la personne accompagnante, le montant de l'aide sollicitée, le nom/prénom/adresse des parents	Pour les subventions exceptionnelles : Demande motivée par le chef d'établissement indiquant le nom/prénom de l'élève, le nom/prénom de la personne accompagnante, le montant de l'aide sollicitée, le nom/prénom/adresse des parents

(1) facture acquittée = indiquant le règlement ou solde à 0

TARN-ET-GARONNE
tarnetgaronne.fr







classes de découverte, séjours éducatifs et linguistiques

règlement général d'intervention

adopté par délibération du 17 octobre 2018
et modifié par délibérations des 14 février 2022 et 22 juin 2023

Conseil départemental de Tarn-et-Garonne -100 boulevard Hubert-Gouze - BP 783 - 82013 Montauban cedex
classesdedecouverte@tarnetgaronne.fr

Conseil départemental de Tarn-et-Garonne - communication PSAT - photos : CD82 / iStock - édition juin 2023

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

POLITIQUE EN FAVEUR DE LA PRATIQUE SPORTIVE : MISE EN PLACE D'UN CHÈQUE SPORT COLLÉGIENS

Le Département dispose d'une politique ambitieuse pour le développement du sport et des loisirs en Tarn-et-Garonne. **Conforter l'offre sportive** dans les territoires passe aujourd'hui par 4 axes :

- le soutien aux projets d'équipements structurants ;
- le soutien au sport évènement ;
- le soutien au sport performance ;
- le **soutien à la pratique du sport** en milieu scolaire.

En outre, en vertu de l'article L.533-1 du code de l'éducation, des mesures à caractère social peuvent être proposées à certains enfants, selon des critères déterminés par l'Assemblée délibérante.

Le présent rapport a vocation à accentuer la politique volontariste en faveur de la pratique sportive en s'adressant aux jeunes Tarn-et-Garonnais, et plus spécifiquement aux élèves de 6ème scolarisés dans un établissement public.

Depuis le mois de décembre 2020, le Département de Tarn-et-Garonne est labellisé « Terre de Jeux 2024 ». À ce titre, la collectivité s'est engagée à promouvoir à et valoriser la pratique sportive pour le plus grand nombre, des jeunes en particulier, et à mener des actions en ce sens pour que les Jeux Olympiques de Paris 2024 soient les Jeux de tous les Français.

Notre collectivité peut activement contribuer à cette perspective au travers de toutes les actions nouvelles qu'elle peut engager, au cours de cette année pré-Olympique et Olympique.

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF :

Aussi, il vous est proposé de **promouvoir la pratique sportive auprès des élèves Tarn-et-Garonnais en classe de 6ème au sein des collèges publics** (pour information, effectif constaté à la rentrée scolaire 2022 soit 2730 élèves) **dès la prochaine rentrée scolaire de septembre 2023.**

Une aide à caractère social d'un montant de 30 € est proposée pour financer une partie de l'adhésion à une activité sportive en club.

MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE :

Une étroite collaboration avec les comités sportifs, les associations sportives, les établissements scolaires publics et le Département, va concourir à la mise en place de cette aide en faveur des élèves de 6ème.

En ce sens, le mode opératoire suivant est proposé :

1. Adhésion des comités sportifs et des associations à la démarche du Département

Les comités seront associés à cette démarche afin de diffuser l'information auprès des clubs et des associations sportives de notre territoire.

2. Communication de la liste des associations adhérentes à ce dispositif

Dans un second temps, un plan de communication sera mis en place dès la saison estivale, pour promouvoir le « chèque sport collégiens ».

3. Attribution du « chèque sport collégiens » par le collège public à chaque élève en classe de 6ème

4. Remboursement du club adhérent par le Département

Il est enfin précisé que cette nouvelle politique **vient en complémentarité** du dispositif national du « Pass'Sport », actuellement en vigueur. Il s'agit d'une allocation de rentrée sportive de 50 € par enfant ou jeune adulte, mise en place en mai 2021, afin de financer tout ou une partie d'inscription dans une association sportive éligible.

À ce jour, sont concernés par le « Pass'Sport » national :

* les sportifs âgés de 6 ans à 30 ans et bénéficiant de l'allocation de rentrée scolaire et/ou de l'allocation aux adultes handicapés et/ou de l'allocation d'éducation d'un enfant handicapé ;

* les associations sportives et les structures affiliées aux fédérations sportives agréées par le Ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques ou les associations sportives agréées sport ou jeunesse et éducation populaire, non affiliées à une fédération agréée, domiciliées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ou soutenues au titre de l'année 2022 par le programme « cités éducatives » de l'État.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver, selon les modalités susvisées et au titre de la politique en faveur de la pratique sportive, la mise en place d'un chèque sport en faveur des collégiens d'un montant de 30 € pour l'ensemble des élèves en classe de 6ème inscrits dans les collèges publics du département, dès la rentrée de septembre 2023 ;

- approuver l'inscription des crédits nécessaires à cette nouvelle politique d'un montant de 84 000 €, tels qu'ils ont été présentés, au budget supplémentaire, au programme P013, opération P013O001, enveloppe P013O001E10, NATANA 2906-6574 ;

- autoriser Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du Département, les documents correspondants ;

- donner délégation à la commission permanente pour la mise en œuvre de cette nouvelle politique, et notamment l'approbation le cas échéant, de la convention de partenariat type à intervenir entre le Département et les clubs adhérents.

Le Président,

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

BILAN DES OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES DE L'ANNÉE 2022

Conformément aux dispositions de l'article L.3213-2 du code général des collectivités territoriales, le bilan annuel des opérations acquisitions et cessions réalisées par le Département sur l'exercice budgétaire 2022 donne lieu à délibération de l'Assemblée.

Ce bilan est annexé au compte administratif.

Aussi, il est proposé de prendre connaissance du bilan des opérations immobilières de l'année 2022, retracé dans les tableaux ci-annexés.

Ce bilan fait apparaître :

- les acquisitions de terrains et de bâtiments ;

- les aliénations de délaissés de voirie devenus inutiles, au titre de la gestion du patrimoine routier, qui s'effectuent au profit de riverains intéressés, ainsi que la cession de bâtiments ne présentant pas d'utilité pour l'activité départementale.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir :

- prendre acte du bilan des opérations immobilières de l'année 2022 figurant dans les tableaux annexés.

Le Président,

BILAN DES ACQUISITIONS FONCIÈRES – ANNÉE 2022

I - VOIRIE

Désignation de l'opération	*Nature du bien*	*Localisation*	*Références cadastrales*	*Contenance en m²*	*Identité du cédant*	*Identité du cessionnaire*	*Montant*
RD 18 – Stabilisation de talus	terre	LE CAUSÉ	ZC 90	1 916	M. Kévin CLAVE	Département	766,40 €
RD 70 / RD 91 – Aménagement de carrefour	sol	LEOJAC-BELLEGARDE	B 2204	25	M. Jérémy BEDEL et Mme Clémence NAIMI	Département	250,00 €
RD 78 – Stabilisation de talus	peupleraie	LAMOTHE-CAPDEVILLE	B 131	135	SCI MATMA représentée par M. Philippe PEDECHE	Département	1 502,50 €
	peupleraie		B 132	235	Consorts REY		1 652,50 €
	terre		B 134	1 359	M. Hervé LACOSTE		3 338,50 €
	peupleraie		B 326	212	Mme Nelly BALAGUER		1 618,00 €
	terre		B 355	280	M. Charles DEFFRASNES et Mme Claire TOURNAY		1 720,00 €
	terre		B 356	140	M. et Mme Laurent CARTAGENA		1 510,00 €
RD 928 –Aménagement de carrefour giratoire	pré	BEAUMONT-DE-LOMAGNE	ZH 70	506	M. et Mme Bernard VEZINHET	Département	506,00 €
	terre		ZD 66	440	SCA QUALISOL représentée par M. Samuel BIDOUZE		440,00 €

II - HORS VOIRIE

Désignation de l'opération	*Nature du bien*	*Localisation*	*Références cadastrales*	*Contenance en m²*	*Identité du cédant*	*Identité du cessionnaire*	*Montant*
Régularisation foncière barrage du Gouyre	taillis simples	PUYGAILLARD-DE-QUERCY	A 1197	1522	Mme Isabelle CAULLIEZ	Département	1 065,40 €
Régularisation foncière barrage du Thérondel	terre	LA-SALVETAT-BELMONTET	E 109	7340	Mme Sophie HOUTEKINS	Département	12 000,00 €
	landes		E 117	710			
	futaies résineuses		E 530	7028			
	landes		E532	1189			
	pré		E 534	2422			
	terre	MONCLAR-DE-QUERCY	YE 50	331	Département	Mme Sophie HOUTEKINS	

III – BÂTIMENT

Désignation de l'opération	*Nature du bien*	*Localisation*	*Références cadastrales*	*Contenance en m²*	*Identité du cédant*	*Identité du cessionnaire*	*Montant*
Néant							

Le Président,

Michel WEILL

BILAN DES ALIÉNATIONS FONCIÈRES – ANNÉE 2022

I - VOIRIE

Nature du bien cédé	*Localisation*	*Références cadastrales*	*Contenance en m²*	*Identité du cédant*	*Identité du cessionnaire*	*Montant*
Délaissé RD 8	LA-SALVETAT-BELMONTET	A 1300 D 692	524 79	Département	M. Rémi ALIBERT	452, 25 €
Régularisations foncières RD 926	CAYLUS	E 1671	52	Département	Mme Martine CAZES	Echange sans soulte
		E 1668 E 1670	14 15	Mme Martine CAZES	Département	
		K 502 K 508 K 920 K 921 K 923 K 925 K 927 Q 1120 Q 1121 Q 1122 Q 1125 Q 1127 E 1672	1210 970 1196 1309 227 13 404 46 63 148 6 39 232	Département	Commune de CAYLUS	à titre gracieux
Délaisse RD 953	LAUZERTE	G 977	5 719	Département	M. Jean-Luc LARRIVE	4 000,00 €

II – HORS VOIRIE

Nature du bien cédé	*Localisation*	*Références cadastrales*	*Contenance en m²*	*Identité du cédant*	*Identité du cessionnaire*	*Montant*
Néant						

III – BÂTIMENTS

Nature du bien cédé	*Localisation*	*Références cadastrales*	*Contenance en m²*	*Identité du cédant*	*Identité du cessionnaire*	*Montant*
Maison hébergeant le CMS (permanence MSAP)	A l'angle de la rue Gambetta et de la rue Neuve VILLEBRUMIER	C 51	230	Département	Commune de VILLEBRUMIER	50 000,00 €

Le Président,

Michel WEILL

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

BILAN DES CONSOMMATIONS D'ÉLECTRICITÉ

Lors de la session du 13 février 2023, dans un contexte de flambée des prix de l'énergie, un premier bilan avait été dressé, au sujet des consommations de fluides de l'année 2022.

Ce bilan s'est avéré incomplet, dès lors que toutes les factures d'électricité n'avaient toujours pas été transmises par notre fournisseur, Électricité de France.

Ces incertitudes nous ont conduit à prendre l'attache de la direction régionale d'EDF pour obtenir des informations quant au coût du kilowattheure afin de préparer le budget, et notamment de prévoir les crédits nécessaires pour faire face à cette augmentation.

Sur la base des **données transmises par EDF**, 5 400 000 € ont été inscrits dans le but d'honorer les factures, dont l'augmentation avait été estimée à 600 %.

Les factures ayant finalement pu être payées, les données de consommation sont aujourd'hui connues et permettent de dresser ce bilan :

Consommation en kilowatt-heure

	2021	**2022**	**Évolution**
Sites supérieurs à 36 Kilovoltampère	2 772 939	2 353 165	- 15,14 %
Sites inférieurs à 36 Kilovoltampère	733 814	553 429	- 24,58 %
TOTAL	3 506 753	2 906 594	**- 17,11 %**

Consommation en euros

	2021	2022	Évolution
Sites supérieurs à 36 Kilovoltampère	402 258,65	737 879,33	+ 83,43 %
Sites inférieurs à 36 Kilovoltampère	131 518,06	125 824,60	- 4,33 %
TOTAL	533 776,71	863 703,93	**+ 61,81 %**

Ce bilan prend en compte l'ensemble des bâtiments départementaux, à l'exception des giratoires, pour lesquels il manque encore des factures, des gendarmeries et des collèges.

Ces tableaux mettent en évidence le fait que l'augmentation du coût de l'électricité a été légèrement compensée par une diminution du nombre de kilowattheures consommés.

Lorsque ces chiffres sont analysés dans le détail, le cas particulier de l'Hôtel du Département peut être souligné puisqu'il a été constaté, sur ce site, une **diminution de la consommation de 24 %**, qui s'explique par les travaux réalisés sur le chauffage et sur la climatisation.

Ces mesures ont permis de supprimer les chauffages d'appoint et les climatiseurs mobiles, installés dans les bureaux, et qui étaient la source de la surconsommation de ce bâtiment.

Les températures plus douces, également enregistrées lors de l'hiver 2022, doivent être prises en compte dans l'élaboration de ce constat.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir :

- prendre acte du bilan des consommations d'électricité du Département pour l'année 2022, tel que détaillé supra et en annexe.

Le Président,

SUIVI DES CONSOMMATIONS ELECTRIQUES 2021/2022

Site	Type énergie	Total Consommation KWH 2021	Total Consommation KWH 2022	Evolution Consommation en 2022	Total Année 2021 en euros	Total Année 2022 en euros	Evolution dépense 2022
TEMPLE DES AUGUSTINS	Electricité >36KVA	37 121	37 373	0,68 %	6 487,90 €	13 994,85 €	115,71 %
DAV (UETR)		119 850	108 957	-9,09 %	18 456,09 €	39 319,64 €	113,04 %
ANTENNE DE CASTELSARRASIN		7 397	7 853	6,16 %	2 497,75 €	4 192,81 €	67,86 %
ABBAYE DE BELLEPERCHE		37 258	38 532	3,42 %	6 748,91 €	14 599,45 €	116,32 %
MEDIATHEQUE DÉPARTEMENTALE		69 581	68 360	-1,75 %	12 550,18 €	26 623,51 €	112,14 %
CENTRE UNIVERSITAIRE		236 390	256 322	8,43 %	35 994,85 €	82 348,44 €	128,78 %
CMS DE MONTECH (résilié le 15/05/2022)		39 030	1 413	Site résilié le 15/05/2022	7 615,99 €	1 271,55 €	Site résilié le 15/05/2022
CMS DE NEGREPELISSE		21 949	27 618	25,83 %	4 297,14 €	10 031,96 €	133,46 %
POMPAGE BARRAGE THERONDEL		5 358	14 936	178,76 %	3 682,66 €	7 740,06 €	110,18 %
POMPAGE DES FALQUETTES		52 779	92 747	75,73 %	10 561,89 €	29 837,64 €	182,50 %
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA SOLIDARITÉ (MDPH)		Consommation à partir de la date D'emménagement de la MDPH 11/02/2021 : 41 989	66 991	59,54 %	8 470,17 €	25 144,36 €	196,86 %
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA SOLIDARITÉ		124 867	126 063	0,96 %	20 366,36 €	43 424,97 €	113,22 %
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES		53 758	66 316	23,36 %	9 072,52 €	22 831,84 €	151,66 %
HÔTEL DU DÉPARTEMENT		1 925 612	1 447 865	-24,81 %	255 456,24 €	417 251,01 €	63,34 %
Total Electricité >36 KVA	**Electricité >36 KVA**	**2 772 939**	**2 361 346**	**-14,84 %**	**402 258,65 €**	**738 612,09 €**	**83,62 %**
BATIMENTS GENERAUX (5 sites)	Electricité <36 KVA	3 408	4 019	17,93 %	995,02 €	1 541,06 €	54,88 %
BELLEPERCHE (2 compteurs)		2 099	2 042	-2,72 %	621,81 €	628,24 €	1,03 %
ARCHIVES + EX MAISON RAZZALI		10 938	8 254	-24,54 %	2 684,92 €	2 529,83 €	-5,78 %
MDS (20 sites dont 24 compteurs)		371 871	280 145	-24,67 %	66 421,35 €	65 221,25 €	-1,81 %
BARRAGE THERONDEL		1 929	2 195	13,79 %	680,06 €	841,61 €	23,76 %
UBDIVISIONS+ ANTENNES (16 sites dont 21 compteurs		343 569	256 774	-25,26 %	60 114,90 €	55 062,61 €	-8,40 %
Total Electricité <36 KVA	**Electricité <36 KVA**	**733 814**	**553 429**	**-24,58 %**	**131 518,06 €**	**125 824,60 €**	**-4,33 %**

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA RESTRUCTURATION DU CENTRE UNIVERSITAIRE - COMPTE-RENDU ANNUEL AUX COLLECTIVITÉS

L'opération de restructuration globale du centre universitaire de Tarn-et-Garonne à Montauban a été confiée à la COGEMIP par la signature d'une convention de mandat du 11 Juillet 2016, selon les dispositions des articles 3 à 6 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

La COGEMIP a changé de raison sociale en 2019 et est devenue la société d'économie mixte AREC. Ce changement a été entériné par l'avenant n°2 à la convention de mandat du 2 mai 2019.

En application de l'article 15 de la convention de mandat, pour permettre au maître d'ouvrage mandant d'exercer son contrôle, le mandataire établit chaque année un compte rendu financier comportant notamment :

- le bilan prévisionnel actualisé. Ce bilan fait apparaître d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et d'autre part, l'estimation des recettes et des dépenses restant à réaliser, ainsi qu'éventuellement, la charge résiduelle en restant pour le maître d'ouvrage. Ce bilan doit permettre de justifier le versement des subventions à recevoir (contrat de plan État - Région, FEDER) ;

- le plan de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses.

Conformément à son contrat de mandat, la société d'économie mixte AREC a fait parvenir son compte rendu annuel à la collectivité, tel que présenté en annexe, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Le compte rendu annuel doit être soumis à l'Assemblée départementale délibérante.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité de la SEM AREC relatif au mandat de maîtrise d'ouvrage concernant l'opération de restructuration du centre universitaire de Tarn-et-Garonne pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022, tel qu'annexé.

Le Président,

OPERATION : 32949 *Période du 01/01/2022 au 31/12/2022*	CENTRE UNIVERSITAIRE DE MONTAUBAN		
	Dépenses globales engagées sur l'opération		
COMPTE RENDU ANNUEL 2022	Dépenses réglées depuis le début de l'opération arretées au 31/12/2021	Dépenses réglées du 01/01/2022 au 31/12/2022	Dépenses réglées depuis le début de l'opération arretées au 31/12/2022
	€/TTC	€/TTC	€/TTC
Frais de Publicité	8 976,00 €	0,00 €	8 976,00 €
Frais de Concours	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Frais de Reprographie	4 621,97 €	0,00 €	4 621,97 €
Taxes	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Frais Juridiques	1 152,27 €	0,00 €	1 152,27 €
1% Artisitique	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Autres Frais Divers	52 460,88 €	3 886,80 €	56 347,68 €
Etudes Topographiques	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Etudes Géotechnique	21 158,47 €	0,00 €	21 158,47 €
Honoraires Contrôle Technique	43 858,49 €	11 770,34 €	55 628,83 €
Coordonateur CSPS	31 475,57 €	6 852,56 €	38 328,13 €
Autres Honoraires	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Honoraires Maîtrise d'Oeuvre	893 313,43 €	59 114,73 €	952 428,16 €
Honoraires OPC	84 131,62 €	14 231,20 €	98 362,82 €
Assurances	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Branchements Concessionnaires	51 964,60 €	0,00 €	51 964,60 €
Travaux	9 078 105,10 €	1 067 885,14 €	10 145 990,24 €
TOTAL HORS REMUNERATION MANDATAIRE	**10 271 218,40 €**	**1 163 740,77 €**	**11 434 959,17 €**
Rémunération Mandataire	202 887,46 €	0,00 €	202 887,46 €
TOTAL y/c REMUNERATION MANDATAIRE	**10 474 105,86 €**	**1 163 740,77 €**	**11 637 846,63 €**

Demande de fonds n°1	519 600,00 €	24/11/2017
Demande de fonds n°2	302 188,90 €	15/03/2019
Demande de fonds n°3	3 381 906,89 €	22/08/2029
Demande de fonds n°4	2 037 127,85 €	21/09/2020
Demande de fonds n°5	2 276 828,05 €	22/01/2021
Demande de fonds n°6	999 724,78 €	16/07/2021
Demande de fonds n°7	754 208,53 €	13/10/2021
Demande de fonds n°8	788 633,40 €	01/02/2022
Demande de fonds n°9	552 888,19 €	**06/06/2022**
Demande de fonds n°10	198 828,63 €	**27/09/2022**
Demande de fonds n°11	198 738,85 €	**11/11/2022**
APPELS DE FONDS PERCUS AU 31/12/2022 TTC	**12 010 674,07 €**	

Toulouse le 30/01/2023

Claire L'ANNEE-GREGH
Directrice financière

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
F22.243114	ACTECIL (TP:CE GEE STRASBOURG FR76151350901708772168 5	Etude d'Impact sur la Vie Privée		1	19/08/2022	2 700,00	0,00	540,00	0,00	3 240,00	3 240,00	27/10/22
SOUS-TOTAL : 32949.190-Autres Frais Divers						2 700,00	0,00	540,00	0,00	3 240,00	3 240,00	
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		25	21/09/2022	34 414,63	6 495,49	6 882,92	0,00	41 297,55	41 297,55	27/10/22
M19.0278	BONNET THIRODE GRANDE CUISINE	15-Equipement Cuisine		2	22/11/2022	12 452,58	2 690,47	2 490,52	-585,73	14 357,37	14 357,37	21/12/22
M19.0270	INEO MIDI PYRENEES LANGUEDOC ROUSSILLON	7-Electricite Cfo Cfa		13	21/11/2022	79 008,22	7 108,40	15 801,64	0,00	94 809,86	94 809,86	21/12/22
SOUS-TOTAL : 32949.420-Travaux						125 875,43	16 294,36	25 175,08	-585,73	150 464,78	150 464,78	
TOTAL						128 575,43	16 294,36	25 715,08	-585,73	153 704,78	153 704,78	

Montants exprimés en Euros

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
F18.232870	JOURNAUX OFFICIELS	Avis Travaux Démolition Désamiantage		1	02/11/2018	720,00	0,00	144,00	0,00	864,00	864,00	05/12/18
F19.233324	JOURNAUX OFFICIELS	Aapc Travaux Appel d'Offres Ouvert		1	07/01/2019	900,00	0,00	180,00	0,00	1 080,00	1 080,00	16/01/19
F19.233513	JOURNAUX OFFICIELS	Avis Rectificatif Appel d'Offres Ouvert		1	03/02/2019	90,00	0,00	18,00	0,00	108,00	108,00	26/02/19
F19.233839	JOURNAUX OFFICIELS	Aapc Travaux Relance Lot 5		1	15/03/2019	720,00	0,00	144,00	0,00	864,00	864,00	10/04/19
F19.234053	LE MONITEUR (3)	Aapc Relance Lot 5		1	22/03/2019	1 602,40	0,00	320,48	0,00	1 922,88	1 922,88	16/05/19
F19.234806	JOURNAUX OFFICIELS	Aapc Relance Lot 5		1	13/07/2019	720,00	0,00	144,00	0,00	864,00	864,00	23/07/19
F19.235154	LE MONITEUR (3)	Aapc Relance Lot 3 Travaux		1	19/07/2019	1 557,60	0,00	311,52	0,00	1 869,12	1 869,12	11/09/19
F19.235319	JOURNAUX OFFICIELS	Avis d'Attribution Travaux		1	22/09/2019	450,00	0,00	90,00	0,00	540,00	540,00	09/10/19
F21.239014	JOURNAUX OFFICIELS	Aapc Assurances		1	11/03/2021	720,00	0,00	144,00	0,00	864,00	864,00	08/04/21
SOUS-TOTAL : 32949.110-Frais de Publicité						7 480,00	0,00	1 496,00	0,00	8 976,00	8 976,00	
F17.229863	GGR ARCHITECTES	Facture Indemnité Concours MOE		1	23/10/2017	35 000,00	0,00	7 000,00	0,00	42 000,00	42 000,00	23/10/17
F17.229864	ESPAGNO ET MILANI	Facture Indemnité Concours MOE		1	23/10/2017	35 000,00	0,00	7 000,00	0,00	42 000,00	42 000,00	22/11/16
F17.229867	VIGNEU ET ZILIO SCP	Facture Participation Jury		1	22/06/2016	375,00	0,00	75,00	0,00	450,00	450,00	22/06/16
F17.229867	VIGNEU ET ZILIO SCP	Facture Participation Jury		2	09/09/2016	375,00	0,00	75,00	0,00	450,00	450,00	09/09/16
F17.229868	CUGULLIERE OLIVIER	Facture Participation Jury		1	10/06/2016	375,00	0,00	75,00	0,00	450,00	450,00	10/06/16
F17.229868	CUGULLIERE OLIVIER	Facture Participation Jury		2	19/07/2016	375,00	0,00	75,00	0,00	450,00	450,00	19/07/16
F17.229869	ATMOSPHERE	Facture Participation Jury		1	17/05/2016	350,00	0,00	70,00	0,00	420,00	420,00	17/05/16
F17.229869	ATMOSPHERE	Facture Participation Jury		2	22/09/2017	350,00	0,00	70,00	0,00	420,00	420,00	22/09/17
SOUS-TOTAL : 32949.120-Frais de Concours						72 200,00	0,00	14 440,00	0,00	86 640,00	86 640,00	

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
F19.233626	REPRO-MINUTE	Impression Dce		1	14/02/2019	1 696,75	0,00	339,35	0,00	2 036,10	2 036,10	15/03/19
F19.233694	COPIE REPRO	Reproduction Dossier Marchés		1	26/06/2019	75,41	0,00	15,08	0,00	90,49	90,49	23/07/19
F19.234807	GRAPHIC SYSTEM	Reprographie		1	29/06/2019	604,30	0,00	120,86	0,00	725,16	725,16	23/07/19
F19.234820	COPIE REPRO	Repro Dossiers Marchés		1	23/07/2019	1 251,18	0,00	250,24	0,00	1 501,42	1 501,42	25/07/19
F21.238510	COPIE REPRO	Reproduction du Planning		1	17/12/2020	224,00	0,00	44,80	0,00	268,80	268,80	09/02/21
SOUS-TOTAL : 32949.130-Frais de Reprographie						3 851,64	0,00	770,33	0,00	4 621,97	4 621,97	
F18.231963	TREMOULET ET CASTAGNE SCP	Constat Affichage Permis de Démolir Pd 8212117m0010		1	20/07/2018	322,56	0,00	61,53	0,00	384,09	384,09	31/07/18
F18.231964	TREMOULET ET CASTAGNE SCP	Constat Affichage Permis de Démolir Pd 8212118m0033		1	20/07/2018	322,56	0,00	61,53	0,00	384,09	384,09	31/07/18
F19.233591	TREMOULET ET CASTAGNE SCP	Pv de Constat d'Affichage		1	05/02/2019	322,56	0,00	61,53	0,00	384,09	384,09	15/03/19
SOUS-TOTAL : 32949.150-Frais Juridiques						967,68	0,00	184,59	0,00	1 152,27	1 152,27	
L17.229424	BIM.B	Etude Complémentaire Disgnostic Solidité sur Planchers Bois du Rdc et 1er Étage		1	21/09/2017	4 400,00	0,00	880,00	0,00	5 280,00	5 280,00	29/11/17
M2015/112	AT DIAG APAVE	Diagnostic Amiante		1	23/10/2017	28 360,00	0,00	5 672,00	0,00	34 032,00	34 032,00	14/06/16
F17.229858	VITAM INGENIERIE	Mission de Programmation		1	27/05/2016	16 956,00	0,00	3 391,20	0,00	20 347,20	20 347,20	27/05/16
F17.229858	VITAM INGENIERIE	Mission de Programmation		2	21/07/2016	5 064,00	0,00	1 012,80	0,00	6 076,80	6 076,80	21/07/16
F17.229858	VITAM INGENIERIE	Mission de Programmation		3	12/07/2017	1 800,00	0,00	360,00	0,00	2 160,00	2 160,00	12/07/17
L18.230955	AVEYRON DIAGNOSTICRESEAUX	Détection Réseaux Eaux Usées et Eaux Pluviales		1	09/05/2018	12 300,00	0,00	2 460,00	0,00	14 760,00	14 760,00	05/06/18
L18.230956	AVEYRON DIAGNOSTICRESEAUX	Détection Réseaux Secs		1	17/05/2018	22 400,00	0,00	4 480,00	0,00	26 880,00	26 880,00	05/06/18
F18.231041	REPRO COLOR (TP:LBP CENTRE DE TOULOUSE FR7820041010160605610N	Panneau Permis de Démolir		1	31/03/2018	15,00	0,00	3,00	0,00	18,00	18,00	16/04/18
F18.231043	COPIE REPRO	Déclaration de Travaux		1	06/04/2018	31,20	0,00	6,24	0,00	37,44	37,44	16/04/18

Montants exprimés en Euros

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
L18.232575	LERM GROUPE SETEC	Reconnaissances de Poutres Présentant des Fissures sur Appui		1	26/11/2018	3 635,00	0,00	727,00	0,00	4 362,00	4 362,00	16/01/19
F19.233230	COPIE REPRO	Panneau PC		1	29/11/2018	31,20	0,00	6,24	0,00	37,44	37,44	16/01/19
F19.235422	ADIAG (TP:CIC NO LILLE GRANDES ENT FR7630027172180004662 34	Diagnostic Termites Bâtiment 2		1	26/09/2019	300,00	0,00	60,00	0,00	360,00	360,00	24/10/19
F21.238766	ATELIER LARRIEU PAUL	Fabrication d'un Panneau en Alucomposite		1	18/02/2021	605,00	0,00	121,00	0,00	726,00	726,00	23/02/21
F22.242559	AMCO LES ESCAMOTABLES	Télécommandes Supplémentaires		1	30/06/2022	539,00	0,00	107,80	0,00	646,80	646,80	20/07/22
F22.243114	ACTECIL (TP:CE GEE STRASBOURG FR76151350901708772168 5	Etude d'Impact sur la Vie Privée		1	19/08/2022	2 700,00	0,00	540,00	0,00	3 240,00	3 240,00	27/10/22
SOUS-TOTAL : 32949.190-Autres Frais Divers						99 136,40	0,00	19 827,28	0,00	118 963,68	118 963,68	
L18.230755	FONDASOL (TP:BPIFRANCE MAISONS ALFORT	Mission G2avp		1	30/05/2018	10 682,06	0,00	2 136,41	0,00	12 818,47	12 818,47	15/06/18
L19.233730	FONDASOL	Réalisation d'une Étude de Sol-Mission G2 Pro		1	17/05/2019	2 500,00	0,00	500,00	0,00	3 000,00	3 000,00	12/07/19
L19.235010	FONDASOL	Suivi Géotechnique d'Exécution Mission G4		1	25/10/2019	4 450,00	0,00	890,00	0,00	5 340,00	5 340,00	18/05/20
SOUS-TOTAL : 32949.220-Etudes Géotechnique						17 632,06	0,00	3 526,41	0,00	21 158,47	21 158,47	
M2016/114	SOCOTEC (82)	Contrôle Technique		1	19/07/2017	1 500,00	0,00	300,00	0,00	1 800,00	1 800,00	29/11/17
M2016/114	SOCOTEC (82)	Contrôle Technique		2	18/08/2017	3 500,00	0,00	700,00	0,00	4 200,00	4 200,00	29/11/17
M2016/114	SOCOTEC (82)	Contrôle Technique		3	07/11/2017	3 500,00	0,00	700,00	0,00	4 200,00	4 200,00	05/12/17
M2016/114	SOCOTEC (82)	Contrôle Technique		4	19/04/2018	3 450,00	0,00	690,00	0,00	4 140,00	4 140,00	22/05/18
M2016/114	SOCOTEC (82)	Contrôle Technique		5	11/06/2019	2 100,00	0,00	420,00	0,00	2 520,00	2 520,00	19/08/19
M2016/114	SOCOTEC (82)	Contrôle Technique		6	28/04/2020	6 652,27	206,27	1 330,45	0,00	7 982,72	7 982,72	11/06/20
M2016/114	SOCOTEC (82)	Contrôle Technique		7	05/05/2020	1 161,96	72,96	232,40	0,00	1 394,36	1 394,36	14/09/20
M2016/114	SOCOTEC (82)	Contrôle Technique		8	28/07/2020	1 160,87	71,87	232,17	0,00	1 393,04	1 393,04	14/09/20

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M2016/114	SOCOTEC (82) (TP:SG MONTIGNY LE BX FR76300030219000020102O	Contrôle Technique		9	12/08/2020	1 752,64	663,64	350,53	0,00	2 103,17	2 103,17	09/02/21
M2016/114	SOCOTEC (82) (TP:SG MONTIGNY LE BX FR76300030219000020102O	Contrôle Technique		10	30/11/2020	1 163,05	74,05	232,61	0,00	1 395,66	1 395,66	09/02/21
M2016/114	SOCOTEC (82) (TP:SG MONTIGNY LE BX FR76300030219000020102O	Contrôle Technique		11	14/12/2020	1 163,05	74,05	232,61	0,00	1 395,66	1 395,66	09/02/21
M2016/114	SOCOTEC (82)	Contrôle Technique		12	26/02/2021	1 163,05	74,05	232,61	0,00	1 395,66	1 395,66	23/03/21
M2016/114	SOCOTEC (82)	Contrôle Technique		13	26/02/2021	1 165,23	76,23	233,04	0,00	1 398,27	1 398,27	23/03/21
M2016/114	SOCOTEC (82)	Contrôle Technique		14	08/06/2021	3 559,95	292,95	711,99	0,00	4 271,94	4 271,94	06/07/21
M2016/114	SOCOTEC (82)	Contrôle Technique		15	06/09/2021	3 556,67	289,67	711,34	0,00	4 268,01	4 268,01	06/10/21
M2016/114	SOCOTEC (82)	Contrôle Technique		16	23/12/2021	3 659,04	392,04	731,81	0,00	4 390,85	4 390,85	01/02/22
M2016/114	SOCOTEC (82)	Contrôle Technique		17	07/02/2022	2 406,69	228,69	481,33	0,00	2 888,02	2 888,02	21/02/22
M2016/114	SOCOTEC (82) (TP:SG MONTIGNY LE BX FR76300030219000020102O	Contrôle Technique		18	21/04/2022	3 742,89	475,89	748,58	0,00	4 491,47	4 491,47	12/05/22
SOUS-TOTAL : 32949.230-Honoraires Contrôle Technique						46 357,36	2 992,36	9 271,47	0,00	55 628,83	55 628,83	
M2016/115	SOCOTEC (82)	CSPS		1	26/07/2017	1 305,00	0,00	261,00	0,00	1 566,00	1 566,00	29/11/17
M2016/115	SOCOTEC (82)	CSPS		2	09/05/2018	2 250,00	0,00	450,00	0,00	2 700,00	2 700,00	15/06/18
M2016/115	SOCOTEC (82) (TP:SG MONTIGNY LE BX FR76300030219000020102O	CSPS		3	13/09/2018	45,00	0,00	9,00	0,00	54,00	54,00	19/09/18
M2016/115	SOCOTEC (82) (TP:SG MONTIGNY LE BX FR76300030219000020102O	CSPS		4	05/05/2020	8 115,83	495,83	1 623,17	0,00	9 739,00	9 739,00	14/09/20
M2016/115	SOCOTEC (82) (TP:SG MONTIGNY LE BX FR76300030219000020102O	CSPS		5	14/12/2020	1 088,19	71,19	217,63	0,00	1 305,82	1 305,82	05/01/21
M2016/115	SOCOTEC (82) (TP:SG MONTIGNY LE BX FR76300030219000020102O	CSPS		6	14/12/2020	1 088,19	71,19	217,64	0,00	1 305,83	1 305,83	05/01/21
M2016/115	SOCOTEC (82) (TP:SG MONTIGNY LE BX FR76300030219000020102O	CSPS		7	14/12/2020	1 196,19	179,19	239,24	0,00	1 435,43	1 435,43	09/02/21
M2016/115	SOCOTEC (82) (TP:SG MONTIGNY LE BX FR76300030219000020102O	CSPS		8	29/01/2021	1 091,24	74,24	218,25	0,00	1 309,49	1 309,49	23/02/21

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M2016/115	SOCOTEC (82) (TP:SG MONTIGNY LE BX FR76300030219000020102O	CSPS		9	08/06/2021	5 486,70	401,70	1 097,34	0,00	6 584,04	6 584,04	22/06/21
M2016/115	SOCOTEC (82) (TP:SG MONTIGNY LE BX FR76300030219000020102O	CSPS		10	06/09/2021	2 221,13	187,13	444,22	0,00	2 665,35	2 665,35	06/10/21
M2016/115	SOCOTEC (82) (TP:SG MONTIGNY LE BX FR76300030219000020102O	CSPS		11	10/12/2021	2 342,17	308,17	468,44	0,00	2 810,61	2 810,61	20/12/21
M2016/115	SOCOTEC (82) (TP:SG MONTIGNY LE BX FR76300030219000020102O	CSPS		12	07/02/2022	3 382,56	331,56	676,51	0,00	4 059,07	4 059,07	17/02/22
M2016/115	SOCOTEC (82) (TP:SG MONTIGNY LE BX FR76300030219000020102O	CSPS		13	21/04/2022	2 327,91	293,91	465,58	0,00	2 793,49	2 793,49	12/05/22
SOUS-TOTAL : 32949.240-Coordonateur CSPS						31 940,11	2 414,11	6 388,02	0,00	38 328,13	38 328,13	
F17.229871	FIT CONSEIL	Relevé des Bâts 1,2,3,4,5		1	24/05/2017	33 989,85	0,00	6 797,97	0,00	40 787,82	40 787,82	24/05/17
F17.229872	BET 3B	Diagnostic Bois		1	22/09/2017	3 900,00	0,00	780,00	0,00	4 680,00	4 680,00	22/09/17
SOUS-TOTAL : 32949.250-Autres Honoraires						37 889,85	0,00	7 577,97	0,00	45 467,82	45 467,82	
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		1	22/11/2016	14 904,75	29,75	2 980,95	0,00	17 885,70	17 885,70	07/12/16
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		2	22/03/2017	2 199,03	93,33	439,80	0,00	2 638,83	2 638,83	22/09/17
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		3	19/06/2017	22 714,08	275,58	4 542,81	0,00	27 256,89	27 256,89	22/09/17
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		4	12/07/2017	5 676,95	67,32	1 135,39	0,00	6 812,34	6 812,34	05/12/17
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		5	18/01/2018	48 317,93	771,95	9 663,58	0,00	57 981,51	57 981,51	07/03/18
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		6	30/05/2018	32 435,15	791,10	6 487,03	0,00	38 922,18	38 922,18	06/07/18
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		7	30/11/2018	12 066,17	740,17	2 413,23	0,00	14 479,40	14 479,40	16/01/19
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		8	01/02/2019	19 472,76	856,36	3 894,55	0,00	23 367,31	23 367,31	26/03/19
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		9	21/05/2019	20 936,48	883,60	4 187,29	0,00	25 123,77	25 123,77	27/06/19
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		10	31/07/2019	9 584,24	508,25	1 916,85	0,00	11 501,09	11 501,09	27/09/19

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		11	30/09/2019	9 584,24	508,25	1 916,85	0,00	11 501,09	11 501,09	22/11/19
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		12	16/12/2019	12 023,36	669,86	2 404,67	0,00	14 428,03	14 428,03	31/01/20
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		13	10/03/2020	5 916,10	340,13	1 183,22	0,00	7 099,32	7 099,32	07/04/20
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		14	15/06/2020	11 886,84	693,96	2 377,37	0,00	14 264,21	14 264,21	23/07/20
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		15	01/10/2020	16 752,53	866,26	3 350,52	0,00	20 103,05	20 103,05	27/10/20
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		16	25/01/2021	12 323,93	927,47	2 464,78	0,00	14 788,71	14 788,71	23/02/21
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		17	05/05/2021	14 537,15	1 157,57	2 907,43	0,00	17 444,58	17 444,58	16/06/21
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		18	31/08/2021	13 406,77	1 195,05	2 681,35	0,00	16 088,12	16 088,12	29/09/21
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		19	25/01/2022	8 334,90	862,59	1 666,98	0,00	10 001,88	10 001,88	17/02/22
M2016-16	LABORDERIE-TAULIER	Maîtrise d'Oeuvre-Mandataire		20	09/05/2022	8 943,97	1 079,08	1 788,79	0,00	10 732,76	10 732,76	22/06/22
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		1	22/11/2016	13 852,65	27,65	2 770,53	0,00	16 623,18	16 623,18	07/12/16
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		2	22/03/2017	2 043,81	86,74	408,76	0,00	2 452,57	2 452,57	22/09/17
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		3	19/06/2017	20 966,88	254,42	4 193,38	0,00	25 160,26	25 160,26	22/09/17
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		4	12/07/2017	5 240,26	62,14	1 048,05	0,00	6 288,31	6 288,31	05/12/17
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		5	18/01/2018	44 176,48	705,88	8 835,30	0,00	53 011,78	53 011,78	07/03/18
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		6	30/05/2018	28 110,46	685,62	5 622,09	0,00	33 732,55	33 732,55	06/07/18
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		7	30/11/2018	17 018,18	911,97	3 403,64	0,00	20 421,82	20 421,82	16/01/19
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		8	31/01/2019	9 800,35	430,99	1 960,07	0,00	11 760,42	11 760,42	26/03/19

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		9	23/05/2019	18 820,79	778,90	3 764,16	0,00	22 584,95	22 584,95	27/06/19
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		10	20/08/2019	8 827,52	468,12	1 765,50	0,00	10 593,02	10 593,02	27/09/19
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		11	30/09/2019	8 827,52	468,12	1 765,50	0,00	10 593,02	10 593,02	22/11/19
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		12	17/12/2019	11 078,95	617,24	2 215,79	0,00	13 294,74	13 294,74	31/01/20
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		13	10/03/2020	5 461,02	313,97	1 092,20	0,00	6 553,22	6 553,22	07/04/20
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		14	15/06/2020	10 943,58	638,89	2 188,72	0,00	13 132,30	13 132,30	23/07/20
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		15	02/10/2020	15 454,16	799,13	3 090,83	0,00	18 544,99	18 544,99	27/10/20
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		16	26/01/2021	11 372,95	855,91	2 274,58	0,00	13 647,53	13 647,53	23/02/21
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		17	06/05/2021	13 296,55	1 059,65	2 659,31	0,00	15 955,86	15 955,86	16/06/21
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		18	31/08/2021	12 332,31	1 098,68	2 466,46	0,00	14 798,77	14 798,77	29/09/21
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		19	25/01/2022	7 649,23	791,82	1 529,85	0,00	9 179,08	9 179,08	17/02/22
M2016-16	RASPAUD JEAN FRANCOIS	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		20	09/05/2022	8 151,80	984,17	1 630,36	0,00	9 782,16	9 782,16	22/06/22
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		1	22/11/2016	5 260,50	10,50	1 052,10	0,00	6 312,60	6 312,60	22/09/17
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		2	20/03/2017	776,13	32,94	155,23	0,00	931,36	931,36	22/09/17
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		3	19/06/2017	11 647,24	140,31	2 329,45	0,00	13 976,69	13 976,69	22/09/17
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		4	12/07/2017	2 911,25	34,52	582,25	0,00	3 493,50	3 493,50	05/12/17
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		5	18/01/2018	34 510,55	549,14	6 902,11	0,00	41 412,66	41 412,66	07/03/18
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		6	30/05/2018	57 662,48	1 406,40	11 532,50	0,00	69 194,98	69 194,98	06/07/18

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		7	30/11/2018	20 683,23	1 284,21	4 136,65	0,00	24 819,88	24 819,88	16/01/19
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		8	31/01/2019	8 776,43	385,96	1 755,29	0,00	10 531,72	10 531,72	26/03/19
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		9	23/05/2019	22 684,88	970,42	4 536,98	0,00	27 221,86	27 221,86	27/06/19
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		10	27/08/2019	6 812,33	361,26	1 362,47	0,00	8 174,80	8 174,80	27/09/19
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		11	30/09/2019	6 812,33	361,26	1 362,47	0,00	8 174,80	8 174,80	22/11/19
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		12	10/12/2019	8 377,76	466,75	1 675,55	0,00	10 053,31	10 053,31	31/01/20
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		13	28/02/2020	3 792,37	218,03	758,47	0,00	4 550,84	4 550,84	07/04/20
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		14	15/06/2020	8 611,54	502,75	1 722,31	0,00	10 333,85	10 333,85	23/07/20
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		15	30/09/2020	11 072,47	572,40	2 214,49	0,00	13 286,96	13 286,96	27/10/20
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		16	26/01/2021	8 002,08	601,69	1 600,42	0,00	9 602,50	9 602,50	23/02/21
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		17	06/05/2021	13 519,69	1 046,88	2 703,94	0,00	16 223,63	16 223,63	16/06/21
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		18	31/08/2021	10 075,73	918,13	2 015,15	0,00	12 090,88	12 090,88	29/09/21
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		19	25/01/2022	6 872,46	705,47	1 374,49	0,00	8 246,95	8 246,95	17/02/22
M2016-16	BET INSE	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		20	09/05/2022	9 309,92	1 100,27	1 861,98	0,00	11 171,90	11 171,90	22/06/22
M2016-16	DANO BAT	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		1	22/11/2016	1 052,10	2,10	210,42	0,00	1 262,52	1 262,52	22/09/17
M2016-16	DANO BAT	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		2	22/03/2017	155,23	6,59	31,05	0,00	186,28	186,28	22/09/17
M2016-16	DANO BAT	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		3	19/06/2017	2 911,69	34,96	582,34	0,00	3 494,03	3 494,03	22/09/17
M2016-16	DANO BAT	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		4	12/07/2017	727,81	8,63	145,56	0,00	873,37	873,37	05/12/17

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M2016-16	DANO BAT	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		5	18/01/2018	11 042,98	175,33	2 208,60	0,00	13 251,58	13 251,58	07/03/18
M2016-16	DANO BAT	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		6	30/05/2018	25 948,11	632,88	5 189,62	0,00	31 137,73	31 137,73	06/07/18
M2016-16	DANO BAT	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		7	30/11/2018	6 803,47	474,66	1 360,69	0,00	8 164,16	8 164,16	16/01/19
M2016-16	DANO BAT	Maitrise d'Oeuvre-Co-Traitant		8	23/05/2019	9 918,69	428,71	1 983,74	0,00	11 902,43	11 902,43	27/06/19
SOUS-TOTAL : 32949.290-Honoraires Maîtrise d'Oeuvre						892 174,23	38 790,79	178 434,84	0,00	1 070 609,07	1 070 609,07	
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS (TP:SMC MARSEILLE LITTORAL	OPC		1	12/04/2018	1 696,20	46,20	339,24	0,00	2 035,44	2 035,44	16/04/18
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS (TP:SMC MARSEILLE LITTORAL	OPC		2	30/04/2018	775,50	25,50	155,10	0,00	930,60	930,60	05/06/18
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS (TP:SMC MARSEILLE LITTORAL	OPC		3	25/07/2018	2 337,73	97,73	467,55	0,00	2 805,28	2 805,28	21/08/18
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS (TP:SMC MARSEILLE LITTORAL	OPC		4	31/03/2019	3 370,75	210,75	674,15	0,00	4 044,90	4 044,90	27/05/19
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS (TP:SMC MARSEILLE LITTORAL	OPC		5	31/08/2019	2 423,92	183,92	484,78	0,00	2 908,70	2 908,70	27/09/19
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS (TP:SMC MARSEILLE LITTORAL	OPC		6	30/09/2019	2 439,27	157,45	487,85	0,00	2 927,12	2 927,12	12/11/19
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		7	29/10/2019	2 440,25	163,90	488,05	0,00	2 928,30	2 928,30	22/11/19
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		8	30/11/2019	2 455,07	173,25	491,01	0,00	2 946,08	2 946,08	16/01/20
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		9	31/12/2019	2 448,39	166,57	489,68	0,00	2 938,07	2 938,07	31/01/20
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		10	31/01/2020	2 449,35	173,00	489,87	0,00	2 939,22	2 939,22	28/02/20
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		11	28/02/2020	2 459,81	177,99	491,96	0,00	2 951,77	2 951,77	23/04/20
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		12	19/03/2020	1 243,11	99,46	248,62	0,00	1 491,73	1 491,73	18/05/20
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		13	30/04/2020	1 225,81	87,64	245,16	0,00	1 470,97	1 470,97	28/05/20
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		14	31/05/2020	2 460,75	184,39	492,15	0,00	2 952,90	2 952,90	26/06/20

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		15	30/06/2020	2 439,26	157,44	487,85	0,00	2 927,11	2 927,11	06/08/20
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		16	31/07/2020	2 432,45	150,63	486,49	0,00	2 918,94	2 918,94	14/09/20
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		17	31/08/2020	2 410,65	134,30	482,13	0,00	2 892,78	2 892,78	29/09/20
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		18	30/09/2020	2 443,83	162,01	488,77	0,00	2 932,60	2 932,60	27/10/20
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		19	30/10/2020	2 471,21	189,39	494,24	0,00	2 965,45	2 965,45	11/12/20
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		20	27/11/2020	2 481,22	204,87	496,25	0,00	2 977,47	2 977,47	11/12/20
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		21	31/12/2020	2 494,03	212,21	498,81	0,00	2 992,84	2 992,84	09/02/21
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		22	31/01/2021	2 480,34	198,52	496,07	0,00	2 976,41	2 976,41	23/02/21
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		23	28/02/2021	2 483,51	207,15	496,70	0,00	2 980,21	2 980,21	20/04/21
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		24	30/03/2021	2 505,43	223,61	501,09	0,00	3 006,52	3 006,52	20/04/21
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		25	27/05/2021	5 068,69	510,51	1 013,74	0,00	6 082,43	6 082,43	06/08/21
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		26	30/06/2021	2 541,96	260,14	508,39	0,00	3 050,35	3 050,35	06/08/21
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		27	28/07/2021	2 514,57	232,75	502,91	0,00	3 017,48	3 017,48	04/08/21
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		28	30/09/2021	5 116,62	558,40	1 023,33	0,00	6 139,95	6 139,95	20/10/21
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		29	31/01/2022	3 945,84	445,84	789,16	0,00	4 735,00	4 735,00	10/02/22
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		30	28/02/2022	3 951,50	451,50	790,30	0,00	4 741,80	4 741,80	21/04/22
M2016/141	TPF INGENIERIE SAS	OPC		31	28/03/2022	3 962,00	462,00	792,40	0,00	4 754,40	4 754,40	28/04/22
SOUS-TOTAL : 32949.295-Honoraires OPC						81 969,02	6 709,02	16 393,80	0,00	98 362,82	98 362,82	
L20.236999	GEM	Réalisation d'un Raccordement Assainissement		1	12/05/2020	21 651,92	0,00	4 330,38	0,00	25 982,30	25 982,30	23/07/20

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
L20.236999	GEM	Réalisation d'un Raccordement Assainissement		2	30/10/2020	21 651,91	0,00	4 330,39	0,00	25 982,30	25 982,30	25/11/20
SOUS-TOTAL : 32949.410-Branchements Concessionnaires						43 303,83	0,00	8 660,77	0,00	51 964,60	51 964,60	
M19/0010	STTL	Démolition Désamiantage		1	19/03/2019	5 153,70	0,00	1 030,74	0,00	6 184,44	6 184,44	10/04/19
M19/0010	STTL	Démolition Désamiantage		2	23/04/2019	16 559,24	0,00	3 311,85	0,00	19 871,09	19 871,09	16/05/19
M19/0010	STTL	Démolition Désamiantage		3	09/05/2019	20 260,20	0,00	4 052,04	0,00	24 312,24	24 312,24	11/06/19
M19/0010	STTL	Démolition Désamiantage		4	11/07/2019	50,00	0,00	10,00	0,00	60,00	60,00	22/11/19
M19.0265	M.A.E.(MIDI AQUITAINE ETANCHEITE) (TP:BTP BQUE PARIS	2-Etanchéité		1	21/07/2020	67 963,14	-548,09	13 592,63	-4 110,67	77 445,10	77 445,10	28/08/20
M19.0265	M.A.E.(MIDI AQUITAINE ETANCHEITE) (TP:BTP BQUE PARIS	2-Etanchéité		2	31/08/2020	9 706,98	-213,58	3 516,99	-1 067,91	12 156,06	12 156,06	29/09/20
M19.0265	EL KENZ (TP:BP OCCITANE TOULOUSE BAS FR7617807000253552104 30	2-Sous Traitant de Mae		2	31/08/2020	7 878,00	0,00	0,00	0,00	7 878,00	7 878,00	29/09/20
M19.0265	M.A.E.(MIDI AQUITAINE ETANCHEITE) (TP:BTP BQUE PARIS	2-Etanchéité		3	22/03/2021	13 962,10	462,95	2 792,42	-809,95	15 944,57	15 944,57	08/04/21
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		1	07/08/2019	6 293,57	18,82	1 258,71	0,00	7 552,28	7 552,28	22/11/19
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		2	23/10/2019	48 421,54	208,44	9 684,32	0,00	58 105,86	58 105,86	06/12/19
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		2	23/10/2019	21 267,97	0,00	4 253,59	0,00	25 521,56	25 521,56	06/12/19
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		3	13/11/2019	27 105,94	88,32	5 421,18	0,00	32 527,12	32 527,12	06/12/19
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		3	13/11/2019	2 423,73	0,00	484,75	0,00	2 908,48	2 908,48	06/12/19
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		4	04/12/2019	21 111,29	-301,74	4 222,26	0,00	25 333,55	25 333,55	31/01/20
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		4	04/12/2019	2 403,21	0,00	480,64	0,00	2 883,85	2 883,85	31/01/20
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		5	24/01/2020	6 353,46	-6,36	1 270,69	0,00	7 624,15	7 624,15	18/02/20
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		6	18/02/2020	5 884,34	-88,32	1 176,87	0,00	7 061,21	7 061,21	16/03/20

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		6	18/02/2020	763,17	0,00	152,63	0,00	915,80	915,80	16/03/20
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306l0	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		7	25/05/2020	6 056,65	0,00	1 211,33	0,00	7 267,98	7 267,98	14/09/20
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306l0	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		8	19/06/2020	24 710,87	0,00	4 942,18	0,00	29 653,05	29 653,05	14/09/20
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		8	19/06/2020	7 347,06	0,00	1 469,41	0,00	8 816,47	8 816,47	14/09/20
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306l0	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		9	17/07/2020	44 281,05	0,00	8 856,21	0,00	53 137,26	53 137,26	29/09/20
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		9	17/07/2020	7 085,20	0,00	1 417,04	0,00	8 502,24	8 502,24	29/09/20
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306l0	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		10	25/08/2020	14 604,79	0,00	2 920,95	0,00	17 525,74	17 525,74	29/09/20
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		10	25/08/2020	10 708,73	0,00	2 141,75	0,00	12 850,48	12 850,48	29/09/20
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306l0	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		11	25/09/2020	23 733,16	-961,78	4 746,64	0,00	28 479,80	28 479,80	10/11/20
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		11	25/09/2020	4 794,61	0,00	958,92	0,00	5 753,53	5 753,53	10/11/20
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306l0	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		12	19/10/2020	11 049,76	0,00	2 209,95	0,00	13 259,71	13 259,71	11/12/20
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		12	19/10/2020	14 126,05	0,00	2 825,21	0,00	16 951,26	16 951,26	11/12/20
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306l0	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		13	19/11/2020	67 273,47	0,00	13 454,69	0,00	80 728,16	80 728,16	11/12/20
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		13	19/11/2020	574,75	0,00	114,95	0,00	689,70	689,70	11/12/20
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306l0	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		14	16/12/2020	4 523,60	-465,12	904,72	0,00	5 428,32	5 428,32	09/03/21
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		14	16/12/2020	4 851,78	0,00	970,36	0,00	5 822,14	5 822,14	09/03/21
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306l0	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		15	03/03/2021	22 132,54	1 590,29	4 426,51	0,00	26 559,05	26 559,05	23/03/21
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		15	03/03/2021	526,62	0,00	105,32	0,00	631,94	631,94	23/03/21

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		16	27/04/2021	33 982,78	-10 107,11	6 796,56	0,00	40 779,34	40 779,34	04/05/21
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		16	27/04/2021	10 889,97	10 889,97	2 177,99	0,00	13 067,96	13 067,96	04/05/21
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		17	27/05/2021	9 072,59	317,39	1 814,52	0,00	10 887,11	10 887,11	08/06/21
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		18	26/04/2021	36 667,73	1 511,10	7 333,55	0,00	44 001,28	44 001,28	06/07/21
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		18	26/04/2021	27 805,98	0,00	5 561,19	0,00	33 367,17	33 367,17	06/07/21
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		19	22/07/2021	65 680,65	2 944,92	13 136,13	0,00	78 816,78	78 816,78	04/08/21
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		19	22/07/2021	3 816,54	0,00	763,31	0,00	4 579,85	4 579,85	04/08/21
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		20	05/08/2021	42 810,33	3 794,84	8 562,06	0,00	51 372,39	51 372,39	29/09/21
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		20	05/08/2021	2 089,18	0,00	417,84	0,00	2 507,02	2 507,02	29/09/21
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		21	27/09/2021	37 199,56	1 957,64	7 439,92	0,00	44 639,48	44 639,48	29/09/21
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		21	27/09/2021	3 143,19	0,00	628,63	0,00	3 771,82	3 771,82	29/09/21
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		22	26/10/2021	11 183,82	2 534,40	2 236,77	0,00	13 420,59	13 420,59	30/11/21
M19.0267	REYNAERS ALUMINIUM SAS	4-Cession Fournisseur		22	26/10/2021	167,42	0,00	33,48	0,00	200,90	200,90	30/11/21
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		23	24/11/2021	18 808,76	2 298,56	3 761,75	0,00	22 570,51	22 570,51	01/02/22
M19.0267	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	4-Menuiseries Extérieures Aluminium		24	16/12/2021	26 180,18	3 083,84	5 236,04	0,00	31 416,22	31 416,22	01/02/22
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BQUE PARIS FR7630258100000801624 28	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		1	18/09/2019	61 470,15	0,00	0,00	0,00	61 470,15	61 470,15	27/09/19
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BQUE PARIS FR7630258100000801624 28	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		2	22/10/2019	3 906,35	50,13	781,27	0,00	4 687,62	4 687,62	20/12/19
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BQUE PARIS FR7630258100000801624 28	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		3	06/12/2019	7 280,48	93,43	1 456,10	0,00	8 736,58	8 736,58	18/05/20

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BQUE PARIS FR7630258100000801624 28)	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		4	17/01/2020	20 981,28	220,66	4 196,25	0,00	25 177,53	25 177,53	18/05/20
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BQUE PARIS FR7630258100000801624 28)	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		5	17/03/2020	28 183,51	361,68	5 636,70	0,00	33 820,21	33 820,21	18/05/20
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BQUE PARIS FR7630258100000801624 28)	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		6	22/05/2020	19 424,36	491,47	3 884,88	0,00	23 309,24	23 309,24	26/06/20
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BQUE PARIS FR7630258100000801624 28)	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		7	19/06/2020	28 623,57	697,52	5 724,71	0,00	34 348,28	34 348,28	06/08/20
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BQUE PARIS FR7630258100000801751 64)	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		8	18/07/2020	1 845,26	29,06	369,05	0,00	2 214,31	2 214,31	28/08/20
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64)	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		9	17/08/2020	8 214,84	-5,67	1 642,97	0,00	9 857,81	9 857,81	10/11/20
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64)	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		10	28/10/2020	33 197,60	591,93	7 082,32	0,00	40 279,92	40 279,92	25/11/20
M19.0271	CLEM FM (TP:BPACA BORDEAUX TOURNY FR7610907000015602124 72)	Sous Traitant de Sylvea		10	28/10/2020	2 214,00	0,00	0,00	0,00	2 214,00	2 214,00	25/11/20
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64)	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		11	06/01/2021	9 806,97	998,89	4 471,74	0,00	14 278,71	14 278,71	20/01/21
M19.0271	CLEM FM (TP:BPACA BORDEAUX TOURNY FR7610907000015602124 72)	Sous Traitant de Sylvea		11	06/01/2021	11 386,00	0,00	0,00	0,00	11 386,00	11 386,00	20/01/21
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64)	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		12	28/01/2021	49 822,14	1 313,37	9 964,43	0,00	59 786,57	59 786,57	23/02/21
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64)	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		13	25/02/2021	14 257,90	347,75	2 851,58	0,00	17 109,48	17 109,48	09/03/21
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64)	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		14	02/04/2021	37 437,52	1 040,48	7 487,50	0,00	44 925,02	44 925,02	20/04/21
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64)	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		15	27/04/2021	594,53	15,63	118,90	0,00	713,43	713,43	04/05/21
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64)	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		16	27/05/2021	2 174,94	146,35	434,99	0,00	2 609,93	2 609,93	08/06/21
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64)	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		17	28/06/2021	19 202,10	789,59	3 840,42	0,00	23 042,52	23 042,52	06/08/21
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64)	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		18	27/07/2021	38 703,40	1 236,41	7 740,68	0,00	46 444,08	46 444,08	04/08/21
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64)	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		19	28/09/2021	7 678,37	508,10	1 535,68	0,00	9 214,05	9 214,05	29/09/21

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		20	25/10/2021	11 591,95	1 158,60	2 318,39	0,00	13 910,34	13 910,34	30/11/21
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		21	24/11/2021	10 511,98	538,56	2 102,40	0,00	12 614,38	12 614,38	01/02/22
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		22	28/01/2022	51 926,70	5 443,35	18 574,68	0,00	70 501,38	70 501,38	17/02/22
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		23	25/02/2022	12 055,22	1 493,55	4 654,37	0,00	16 709,59	16 709,59	21/04/22
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		24	25/03/2022	52 066,52	3 727,68	12 041,52	0,00	64 108,04	64 108,04	24/05/22
M19.0271	SYLVEA (TP:BTP BANQUE TOULOUSE FR7630258100000801751 64	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		25	21/09/2022	34 414,63	6 495,49	6 882,92	0,00	41 297,55	41 297,55	27/10/22
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		1	15/11/2019	3 534,00	0,00	706,80	0,00	4 240,80	4 240,80	20/12/19
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		2	06/12/2019	3 468,50	13,82	693,70	0,00	4 162,20	4 162,20	16/01/20
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		3	31/01/2020	2 673,82	13,82	534,76	0,00	3 208,58	3 208,58	28/02/20
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		4	04/03/2020	32 276,72	90,72	6 455,34	0,00	38 732,06	38 732,06	07/04/20
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		5	25/05/2020	1 299,49	0,00	259,90	0,00	1 559,39	1 559,39	14/09/20
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		6	27/08/2020	2 508,00	0,00	501,60	0,00	3 009,60	3 009,60	29/09/20
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		7	20/10/2020	48 532,17	-100,42	9 706,43	0,00	58 238,60	58 238,60	12/01/21
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		8	27/11/2020	52 928,68	0,00	10 585,74	0,00	63 514,42	63 514,42	20/01/21
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		9	16/12/2020	27 238,87	-258,12	5 447,78	0,00	32 686,65	32 686,65	09/03/21
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		10	03/03/2021	39 338,60	1 095,61	7 867,72	0,00	47 206,32	47 206,32	23/03/21
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		11	03/03/2021	2 045,05	12,20	409,01	0,00	2 454,06	2 454,06	23/03/21
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		12	27/04/2021	3 050,71	990,08	610,14	0,00	3 660,85	3 660,85	04/05/21

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		13	27/05/2021	3 902,87	199,96	780,57	0,00	4 683,44	4 683,44	08/06/21
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		14	24/06/2021	5 889,19	258,99	1 177,84	0,00	7 067,03	7 067,03	06/07/21
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		15	24/11/2021	7 342,09	847,63	1 468,42	0,00	8 810,51	8 810,51	20/12/21
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		16	14/12/2021	3 034,54	258,20	606,91	0,00	3 641,45	3 641,45	01/02/22
M19.0273	BSA (TP:BANQUE POPULAIRE (MOISSAC) FR7617807000340551306 10	10-Serrurerie		17	21/02/2022	27 165,62	3 121,70	5 433,12	0,00	32 598,74	32 598,74	08/03/22
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		1	16/12/2019	19 009,36	280,93	3 801,87	0,00	22 811,23	22 811,23	18/05/20
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		2	21/01/2020	13 216,39	156,72	2 643,28	0,00	15 859,67	15 859,67	18/05/20
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		3	24/02/2020	10 324,04	122,42	2 064,81	0,00	12 388,85	12 388,85	18/05/20
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		4	18/03/2020	5 073,02	60,15	1 014,60	0,00	6 087,62	6 087,62	18/05/20
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		5	20/05/2020	7 511,32	125,56	1 502,27	0,00	9 013,59	9 013,59	28/08/20
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		6	22/07/2020	8 419,82	365,62	1 683,96	0,00	10 103,78	10 103,78	28/08/20
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		7	22/09/2020	3 894,20	76,36	778,84	0,00	4 673,04	4 673,04	27/10/20
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		8	22/10/2020	25 026,17	449,11	5 005,23	0,00	30 031,40	30 031,40	10/11/20
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		9	20/11/2020	35 988,67	636,34	7 197,74	0,00	43 186,41	43 186,41	11/12/20
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		10	14/12/2020	24 395,06	501,76	4 879,01	0,00	29 274,07	29 274,07	05/01/21
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		11	22/01/2021	47 830,68	1 353,07	9 566,14	0,00	57 396,82	57 396,82	23/02/21
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		12	22/02/2021	24 585,77	667,61	4 917,15	0,00	29 502,92	29 502,92	09/03/21
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		13	22/03/2021	11 847,72	382,21	2 369,54	0,00	14 217,26	14 217,26	08/04/21

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		14	21/05/2021	3 580,84	184,66	716,17	0,00	4 297,01	4 297,01	06/08/21
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		15	21/09/2021	12 058,99	735,00	2 411,80	0,00	14 470,79	14 470,79	06/10/21
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		16	21/10/2021	33 560,08	1 414,41	6 712,02	0,00	40 272,10	40 272,10	03/11/21
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		17	23/11/2021	19 633,51	827,47	3 926,70	0,00	23 560,21	23 560,21	01/02/22
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		18	13/12/2021	7 959,38	386,03	1 591,87	0,00	9 551,25	9 551,25	01/02/22
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		19	21/01/2022	12 271,99	432,95	2 454,40	0,00	14 726,39	14 726,39	10/02/22
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		20	22/02/2022	32 367,97	1 506,88	6 473,60	0,00	38 841,57	38 841,57	21/04/22
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		21	21/03/2022	12 448,30	576,40	2 489,66	0,00	14 937,96	14 937,96	21/04/22
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		22	22/04/2022	18 692,50	1 396,54	3 738,50	0,00	22 431,00	22 431,00	08/06/22
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		23	20/05/2022	10 231,40	2 026,06	2 046,28	0,00	12 277,68	12 277,68	22/06/22
M19.0274	LACAZE NICOLAS SARL	11-Sols Durs Faïences Sols Souples		24	23/06/2022	7 210,43	992,05	1 442,08	0,00	8 652,51	8 652,51	09/08/22
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		1	29/01/2020	7 203,08	64,25	1 440,62	0,00	8 643,70	8 643,70	18/05/20
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		2	17/03/2020	7 709,14	68,76	1 541,83	0,00	9 250,97	9 250,97	18/05/20
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		3	19/05/2020	3 728,24	33,25	745,65	0,00	4 473,89	4 473,89	26/06/20
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		4	20/07/2020	4 483,05	83,59	896,61	0,00	5 379,66	5 379,66	28/08/20
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		5	23/09/2020	2 166,81	215,19	433,36	0,00	2 600,17	2 600,17	10/11/20
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		6	22/10/2020	8 888,99	185,87	1 777,80	0,00	10 666,79	10 666,79	20/01/21
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		7	03/03/2021	19 611,40	384,54	3 922,28	0,00	23 533,68	23 533,68	23/03/21

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		8	14/12/2020	18 961,60	353,55	3 792,32	0,00	22 753,92	22 753,92	23/03/21
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		9	21/01/2021	1 821,82	33,97	364,36	0,00	2 186,18	2 186,18	23/03/21
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		10	15/02/2021	23 514,21	722,33	4 702,84	0,00	28 217,05	28 217,05	23/03/21
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		11	24/03/2021	10 526,39	196,27	2 105,28	0,00	12 631,67	12 631,67	08/04/21
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		12	24/05/2021	6 495,93	971,85	1 299,19	0,00	7 795,12	7 795,12	29/09/21
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		13	30/06/2021	7 615,00	313,94	1 523,00	0,00	9 138,00	9 138,00	29/09/21
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		14	21/09/2021	7 456,88	307,43	1 491,37	0,00	8 948,25	8 948,25	06/10/21
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		15	20/10/2021	8 570,05	353,32	1 714,01	0,00	10 284,06	10 284,06	03/11/21
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		16	23/11/2021	22 640,07	995,64	4 528,01	0,00	27 168,08	27 168,08	20/12/21
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		17	14/12/2021	32 547,26	1 488,37	6 509,45	0,00	39 056,71	39 056,71	01/02/22
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		18	21/01/2022	36 854,63	1 727,20	7 370,93	0,00	44 225,56	44 225,56	10/02/22
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		19	18/02/2022	14 077,88	786,10	2 815,58	0,00	16 893,46	16 893,46	28/04/22
M19.0275	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	12-Peinture		20	22/03/2022	37 581,07	2 194,72	7 516,21	0,00	45 097,28	45 097,28	28/04/22
M19.0276	SCHINDLER (31)	13-Ascenseur		1	22/10/2019	4 379,06	39,06	875,81	0,00	5 254,87	5 254,87	15/07/20
M19.0276	SCHINDLER (31)	13-Ascenseur		2	30/11/2021	8 840,80	1 005,80	2 588,16	0,00	11 428,96	11 428,96	20/12/21
M19.0276	EXPERT MONTAGE ASCENSEURS	13-Sous-Traitant de Schindler		2	30/11/2021	4 100,00	0,00	0,00	0,00	4 100,00	4 100,00	20/12/21
M19.0278	BONNET THIRODE GRANDE CUISINE	15-Equipement Cuisine		1	05/03/2021	61 750,00	0,00	12 350,00	-3 705,00	70 395,00	70 395,00	20/04/21
M19.0278	BONNET THIRODE GRANDE CUISINE	15-Equipement Cuisine		2	22/11/2022	12 452,58	2 690,47	2 490,52	-585,73	14 357,37	14 357,37	21/12/22

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0268	G.C.M (TP:CICSO TLSE GRANDES ENT FR76100571904800021667 5	5-Chauffage Ventilation		1	31/08/2019	40 589,35	0,00	0,00	0,00	40 589,35	40 589,35	24/10/19
M19.0268	G.C.M (TP:CICSO TLSE GRANDES ENT FR76100571904800021667 5	5-Chauffage Ventilation		2	25/02/2020	53 537,12	687,05	10 707,42	0,00	64 244,54	64 244,54	23/04/20
M19.0268	G.C.M (TP:CICSO TLSE GRANDES ENT FR76100571904800021667 5	5-Chauffage Ventilation		3	17/03/2020	9 586,52	123,03	1 917,31	0,00	11 503,83	11 503,83	23/04/20
M19.0268	G.C.M (TP:CICSO TLSE GRANDES ENT FR76100571904800021667 5	5-Chauffage Ventilation		4	22/06/2020	13 216,58	548,18	2 643,31	0,00	15 859,89	15 859,89	06/08/20
M19.0268	G.C.M (TP:CICSO TLSE GRANDES ENT FR76100571904800021667 5	5-Chauffage Ventilation		5	17/07/2020	8 535,21	321,28	5 007,05	0,00	13 542,26	13 542,26	29/09/20
M19.0268	TEK AIR (TP:LBP CENTRE DE TOULOUSE FR2320041010161548975K0	Fourniture et Pose de Gaine de Ventilation y Compris Calorifuge		5	17/07/2020	16 500,00	0,00	0,00	0,00	16 500,00	16 500,00	29/09/20
M19.0268	G.C.M (TP:CICSO TLSE GRANDES ENT FR76100571904800021667 5	5-Chauffage Ventilation		6	25/08/2020	37 873,32	751,29	10 167,52	0,00	48 040,84	48 040,84	27/10/20
M19.0268	TEK AIR (TP:LBP CENTRE DE TOULOUSE FR2320041010161548975K0	Fourniture et Pose de Gaine de Ventilation y Compris Calorifuge		6	25/08/2020	8 250,00	0,00	0,00	0,00	8 250,00	8 250,00	27/10/20
M19.0268	G.C.M (TP:CICSO TLSE GRANDES ENT FR76100571904800021667 5	5-Chauffage Ventilation		7	21/09/2020	51 784,00	913,93	13 600,76	0,00	65 384,76	65 384,76	10/11/20
M19.0268	TEK AIR (TP:LBP CENTRE DE TOULOUSE FR2320041010161548975K0	Fourniture et Pose de Gaine de Ventilation y Compris Calorifuge		7	21/09/2020	11 000,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	11 000,00	10/11/20
M19.0268	G.C.M (TP:CICSO TLSE GRANDES ENT FR76100571904800021667 5	5-Chauffage Ventilation		8	29/10/2020	15 272,51	530,02	5 804,50	0,00	21 077,01	21 077,01	11/12/20
M19.0268	TEK AIR (TP:LBP CENTRE DE TOULOUSE FR2320041010161548975K0	Fourniture et Pose de Gaine de Ventilation y Compris Calorifuge		8	29/10/2020	13 750,00	0,00	0,00	0,00	13 750,00	13 750,00	11/12/20
M19.0268	G.C.M (TP:CICSO TLSE GRANDES ENT FR76100571904800021667 5	5-Chauffage Ventilation		9	23/11/2020	16 594,51	683,93	7 004,39	0,00	23 598,90	23 598,90	11/12/20
M19.0268	TEK AIR (TP:LBP CENTRE DE TOULOUSE FR2320041010161548975K0	Fourniture et Pose de Gaine de Ventilation y Compris Calorifuge		9	23/11/2020	2 750,00	0,00	0,00	0,00	2 750,00	2 750,00	11/12/20
M19.0268	G.C.M (TP:CICSO TLSE GRANDES ENT FR76100571904800021667 5	5-Chauffage Ventilation		10	18/12/2020	17 208,57	929,33	6 437,27	0,00	23 645,84	23 645,84	23/03/21
M19.0268	G.C.M (TP:CICSO TLSE GRANDES ENT FR76100571904800021667 5	5-Chauffage Ventilation		11	29/01/2021	20 573,46	1 327,73	5 289,24	0,00	25 862,70	25 862,70	23/03/21
M19.0268	TEK AIR (TP:LBP CENTRE DE TOULOUSE FR2320041010161548975K0	Fourniture et Pose de Gaine de Ventilation y Compris Calorifuge		11	27/01/2021	2 200,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	2 200,00	23/03/21
M19.0268	DELROT	5-Sous Traitant de Gcm		11	22/01/2021	3 672,78	0,00	0,00	0,00	3 672,78	3 672,78	23/03/21

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0268	G.C.M (TP:CICSO TLSE GRANDES ENT FR76100571904800021667 5	5-Chauffage Ventilation		12	26/02/2021	36 498,36	1 088,38	9 275,12	0,00	45 773,48	45 773,48	08/04/21
M19.0268	TEK AIR (TP:LBP CENTRE DE TOULOUSE FR2320041010161548975K0	Fourniture et Pose de Gaine de Ventilation y Compris Calorifuge		12	26/02/2021	550,00	0,00	0,00	0,00	550,00	550,00	08/04/21
M19.0268	DELROT	5-Sous Traitant de Gcm		12	26/02/2021	2 327,22	0,00	0,00	0,00	2 327,22	2 327,22	08/04/21
M19.0268	PRESTACALORIFUGE - C. LETHUILLIER	5-Sous Traitant		12	26/02/2021	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	7 000,00	08/04/21
M19.0268	G.C.M (TP:CICSO TLSE GRANDES ENT FR76100571904800021667 5	5-Chauffage Ventilation		13	31/03/2021	20 761,38	689,35	4 152,29	0,00	24 913,67	24 913,67	20/04/21
M19.0268	G.C.M (TP:CICSO TLSE GRANDES ENT FR76100571904800021667 5	5-Chauffage Ventilation		14	19/04/2021	50,24	50,24	10,05	0,00	60,29	60,29	04/05/21
M19.0268	G.C.M (TP:CICSO TLSE GRANDES ENT FR76100571904800021667 5	5-Chauffage Ventilation		15	16/06/2021	352,01	352,01	70,40	0,00	422,41	422,41	06/08/21
M19.0268	BOURRIE SAS	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		1	22/11/2019	30 934,38	215,04	6 186,88	-1 843,16	35 278,10	35 278,10	16/01/20
M19.0268	BOURRIE SAS	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		2	09/12/2019	33 670,72	234,05	6 734,15	-2 006,20	38 398,67	38 398,67	16/01/20
M19.0268	BOURRIE SAS (TP:CRCA MONTAUBAN CTRE AFF FR7611206201441962373 31	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		3	22/01/2020	19 247,48	171,68	3 849,50	3 849,36	26 946,34	26 946,34	23/04/20
M19.0268	BOURRIE SAS (TP:CRCA MONTAUBAN CTRE AFF FR7611206201441962373 31	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		4	24/02/2020	9 927,88	386,09	1 985,57	0,00	11 913,45	11 913,45	23/04/20
M19.0268	BOURRIE SAS (TP:CRCA MONTAUBAN CTRE AFF FR7611206201441962373 31	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		5	16/03/2020	32 612,52	418,52	6 522,51	0,00	39 135,03	39 135,03	23/04/20
M19.0268	BOURRIE SAS (TP:CRCA MONTAUBAN CTRE AFF FR7611206201441962373 31	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		6	22/06/2020	19 609,65	572,88	3 921,93	0,00	23 531,58	23 531,58	06/08/20
M19.0268	BOURRIE SAS (TP:CRCA MONTAUBAN CTRE AFF FR7611206201441962373 31	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		7	24/07/2020	13 088,99	167,97	2 617,80	0,00	15 706,79	15 706,79	29/09/20
M19.0268	BOURRIE SAS (TP:CRCA MONTAUBAN CTRE AFF FR7611206201441962373 31	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		8	29/01/2021	13,61	13,61	2,72	0,00	16,33	16,33	23/03/21
M19.0268	BOURRIE SAS (TP:CRCA MONTAUBAN CTRE AFF FR7611206201441962373 31	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		9	19/04/2021	18 312,94	481,45	3 662,59	0,00	21 975,53	21 975,53	04/05/21
M19.0268	BOURRIE SAS (TP:CRCA MONTAUBAN CTRE AFF FR7611206201441962373 31	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		10	16/06/2021	21 416,14	603,56	4 283,22	0,00	25 699,36	25 699,36	06/08/21
M19.0268	BOURRIE SAS (TP:CRCA MONTAUBAN CTRE AFF FR7611206201441962373 31	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		11	15/07/2021	5 274,13	227,77	1 054,83	0,00	6 328,96	6 328,96	04/08/21

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0268	BOURRIE SAS (TP:CRCA MONTAUBAN CTRE AFF FR76112062014419623733l	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		12	18/08/2021	33 778,29	1 015,64	6 755,66	0,00	40 533,95	40 533,95	29/09/21
M19.0268	BOURRIE SAS (TP:CRCA MONTAUBAN CTRE AFF FR76112062014419623733l	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		13	17/09/2021	64 027,28	2 285,83	12 805,45	0,00	76 832,73	76 832,73	20/10/21
M19.0268	BOURRIE SAS (TP:CRCA MONTAUBAN CTRE AFF FR76112062014419623733l	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		14	18/11/2021	51 708,06	1 725,06	10 341,61	0,00	62 049,67	62 049,67	20/12/21
M19.0268	BOURRIE SAS (TP:CRCA MONTAUBAN CTRE AFF FR76112062014419623733l	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		15	15/12/2021	18 648,18	707,60	3 729,64	0,00	22 377,82	22 377,82	10/02/22
M19.0268	BOURRIE SAS (TP:CRCA MONTAUBAN CTRE AFF FR76112062014419623733l	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		16	17/01/2022	846,76	450,08	2 458,85	0,00	3 305,61	3 305,61	10/02/22
M19.0268	TEK AIR (TP:LBP CENTRE DE TOULOUSE FR2320041010161548975K0	5-Sous-Traitant de Bourrie		16	17/01/2022	11 447,48	0,00	0,00	0,00	11 447,48	11 447,48	10/02/22
M19.0268	BOURRIE SAS (TP:CRCA MONTAUBAN CTRE AFF FR76112062014419623733l	5-Chauffage Ventilation Cotraitant		17	17/02/2022	12 661,93	823,42	2 532,39	0,00	15 194,32	15 194,32	21/04/22
M19.0277	EUROVIA MIDI PYRENEES 82 (TP:BNPPARB MONTAUBAN	14-VRD		1	06/08/2019	72 984,40	0,00	0,00	0,00	72 984,40	72 984,40	19/08/19
M19.0277	EUROVIA MIDI PYRENEES 82 (TP:BNPPARB MONTAUBAN	14-VRD		2	30/08/2019	8 977,12	35,77	1 795,42	0,00	10 772,54	10 772,54	09/10/19
M19.0277	EUROVIA MIDI PYRENEES 82 (TP:BNPPARB MONTAUBAN	14-VRD		3	01/10/2019	32 699,87	56,47	11 304,32	0,00	44 004,19	44 004,19	22/11/19
M19.0277	PONS S.A.	14-Sous Traitant Terrassement		3	01/10/2019	21 600,00	0,00	0,00	0,00	21 600,00	21 600,00	22/11/19
M19.0277	EUROVIA MIDI PYRENEES 82 (TP:BNPPARB MONTAUBAN	14-VRD		4	29/10/2019	9 322,25	20,81	1 885,02	0,00	11 207,27	11 207,27	22/11/19
M19.0277	GIBERT ELAGAGE (TP:CRCA NEGREPELISSE FR76112062016054949433S	14-Sous Traitant Abattage d'Arbres		4	29/10/2019	1 000,00	0,00	200,00	0,00	1 200,00	1 200,00	22/11/19
M19.0277	EUROVIA MIDI PYRENEES 82 (TP:BNPPARB MONTAUBAN	14-VRD		5	25/11/2019	20 613,61	52,73	4 122,72	0,00	24 736,33	24 736,33	20/12/19
M19.0277	EUROVIA MIDI PYRENEES 82 (TP:BNPPARB MONTAUBAN	14-VRD		6	31/01/2020	28 794,68	381,49	5 758,94	0,00	34 553,62	34 553,62	16/03/20
M19.0277	EUROVIA MIDI PYRENEES 82 (TP:BNPPARB MONTAUBAN	14-VRD		7	25/06/2020	80 788,93	-201,19	16 157,79	0,00	96 946,72	96 946,72	23/07/20
M19.0277	EUROVIA MIDI PYRENEES 82 (TP:BNPPARB MONTAUBAN	14-VRD		8	28/07/2020	131 974,35	-1 738,26	26 394,87	0,00	158 369,22	158 369,22	29/09/20
M19.0277	EUROVIA MIDI PYRENEES 82 (TP:BNPPARB MONTAUBAN	14-VRD		9	31/08/2020	87 512,73	-1 513,45	17 502,54	0,00	105 015,27	105 015,27	27/10/20

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0277	EUROVIA MIDI PYRENEES 82 (TP:BNPPARB MONTAUBAN	14-VRD		10	30/10/2020	6 853,02	-112,53	3 306,69	0,00	10 159,71	10 159,71	25/11/20
M19.0277	EUROVIA MIDI PYRENEES 82 (TP:BNPPARB MONTAUBAN	14-VRD		11	16/12/2020	21 440,67	732,45	4 655,56	0,00	26 096,23	26 096,23	05/01/21
M19.0277	EUROVIA MIDI PYRENEES 82 (TP:BNPPARB MONTAUBAN	14-VRD		12	26/02/2021	15 472,64	-55,11	6 175,30	0,00	21 647,94	21 647,94	23/03/21
M19.0277	EUROVIA MIDI PYRENEES 82 (TP:BNPPARB MONTAUBAN	14-VRD		13	30/06/2021	13 913,34	1 219,69	5 349,00	0,00	19 262,34	19 262,34	06/08/21
M19.0277	EUROVIA MIDI PYRENEES 82 (TP:BNPPARB MONTAUBAN	14-VRD		14	30/07/2021	36 653,38	1 513,67	14 718,67	0,00	51 372,05	51 372,05	29/09/21
M19.0277	SOP (SUD OUEST PAVAGE) (TP:CE APC BORDEAUX FR76133350030108176292l	14-Sous-Traitant Alignement, Pose et Joints de Bordures et de Bordurettes		14	30/07/2021	2 438,70	0,00	0,00	0,00	2 438,70	2 438,70	29/09/21
M19.0277	CIRKAD CONSTRUCTION	14-Sous-Traitant Mur de Soutènement		14	30/07/2021	10 900,00	0,00	0,00	0,00	10 900,00	10 900,00	29/09/21
M19.0277	EUROVIA MIDI PYRENEES 82 (TP:BNPPARB MONTAUBAN	14-VRD		15	31/08/2021	35 323,17	917,64	8 525,73	0,00	43 848,90	43 848,90	29/09/21
M19.0277	EUROVIA MIDI PYRENEES 82 (TP:BNPPARB MONTAUBAN	14-VRD		16	29/04/2022	12 682,63	2 325,77	2 536,53	0,00	15 219,16	15 219,16	24/05/22
M19.0270	INEO MIDI PYRENEES LANGUEDOC ROUSSILLON	7-Electricite Cfo Cfa		1	12/12/2019	91 234,29	0,00	0,00	0,00	91 234,29	91 234,29	20/12/19
M19.0270	INEO MIDI PYRENEES LANGUEDOC ROUSSILLON	7-Electricite Cfo Cfa		2	21/02/2020	102 660,45	205,65	20 606,21	0,00	123 266,66	123 266,66	07/04/20
M19.0270	INEO MIDI PYRENEES LANGUEDOC ROUSSILLON	7-Electricite Cfo Cfa		3	25/03/2020	18 773,80	89,15	4 475,40	0,00	23 249,20	23 249,20	26/06/20
M19.0270	ATHERMELEC (TP:BPAURA MONTBONNOT ENTREP FR76168070016536539498 2	7-Sous Traitant Raccordement de Liaisons Fibres Optiques		3	25/03/2020	603,20	0,00	0,00	0,00	603,20	603,20	26/06/20
M19.0270	M2G	7-Sous Traitant Cfa Pose en Fourreaux et Cfo Pose en CDC		3	25/03/2020	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00	26/06/20
M19.0270	INEO MIDI PYRENEES LANGUEDOC ROUSSILLON	7-Electricite Cfo Cfa		4	09/09/2020	111 733,68	1 243,93	22 346,74	0,00	134 080,42	134 080,42	10/11/20
M19.0270	INEO MIDI PYRENEES LANGUEDOC ROUSSILLON	7-Electricite Cfo Cfa		5	22/09/2020	107 179,27	850,63	21 435,85	0,00	128 615,12	128 615,12	10/11/20
M19.0270	INEO MIDI PYRENEES LANGUEDOC ROUSSILLON	7-Electricite Cfo Cfa		6	18/12/2020	108 772,59	2 772,43	24 829,14	0,00	133 601,73	133 601,73	23/03/21
M19.0270	M2G	7-Sous Traitant Cfa Pose en Fourreaux et Cfo Pose en CDC		6	18/12/2020	15 373,10	0,00	0,00	0,00	15 373,10	15 373,10	23/03/21

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0270	INEO MIDI PYRENEES LANGUEDOC ROUSSILLON	7-Electricite Cfo Cfa		7	06/04/2021	116 059,26	4 934,31	37 295,12	0,00	153 354,38	153 354,38	18/05/21
M19.0270	M2G	7-Sous Traitant Cfa Pose en Fourreaux et Cfo Pose en CDC		7	06/04/2021	13 126,90	0,00	0,00	0,00	13 126,90	13 126,90	18/05/21
M19.0270	INEO MIDI PYRENEES LANGUEDOC ROUSSILLON	7-Electricite Cfo Cfa		8	31/05/2021	19 574,94	3 605,03	8 502,20	0,00	28 077,14	28 077,14	04/08/21
M19.0270	M2G	7-Sous Traitant Cfa Pose en Fourreaux et Cfo Pose en CDC		8	31/05/2021	2 655,00	0,00	0,00	0,00	2 655,00	2 655,00	04/08/21
M19.0270	INEO MIDI PYRENEES LANGUEDOC ROUSSILLON	7-Electricite Cfo Cfa		9	01/07/2021	5 958,01	368,27	2 375,32	0,00	8 333,33	8 333,33	04/08/21
M19.0270	INEO MIDI PYRENEES LANGUEDOC ROUSSILLON	7-Electricite Cfo Cfa		10	25/10/2021	99 148,69	4 969,57	21 304,66	0,00	120 453,35	120 453,35	03/11/21
M19.0270	INEO MIDI PYRENEES LANGUEDOC ROUSSILLON	7-Electricite Cfo Cfa		11	30/11/2021	103 306,38	4 739,27	22 011,27	0,00	125 317,65	125 317,65	20/12/21
M19.0270	M2G	7-Sous Traitant Cfa Pose en Fourreaux et Cfo Pose en CDC		11	30/11/2021	6 750,00	0,00	0,00	0,00	6 750,00	6 750,00	20/12/21
M19.0270	INEO MIDI PYRENEES LANGUEDOC ROUSSILLON	7-Electricite Cfo Cfa		12	06/05/2022	23 946,18	2 491,65	5 769,82	0,00	29 716,00	29 716,00	22/06/22
M19.0270	M2G	7-Sous Traitant Cfa Pose en Fourreaux et Cfo Pose en CDC		12	06/05/2022	4 902,90	0,00	0,00	0,00	4 902,90	4 902,90	22/06/22
M19.0270	INEO MIDI PYRENEES LANGUEDOC ROUSSILLON	7-Electricite Cfo Cfa		13	21/11/2022	79 008,22	7 108,40	15 801,64	0,00	94 809,86	94 809,86	21/12/22
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		1	30/09/2019	56 404,13	782,17	22 504,20	0,00	78 908,33	78 908,33	22/11/19
M19.0264	AMIANTICA	1-Sous Traitant Désamiantage		1	30/09/2019	36 716,90	0,00	0,00	0,00	36 716,90	36 716,90	22/11/19
M19.0264	BROUCHET (TP:CRCA MONTAUBAN CTRE AFF FR7611206201444741927O9	1-Sous Traitant Démolition Ancienne Écoleannexe et Et Pavillon de l'Éducation		1	30/09/2019	19 400,00	0,00	0,00	0,00	19 400,00	19 400,00	22/11/19
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		2	31/10/2019	40 623,24	429,23	12 349,65	0,00	52 972,89	52 972,89	06/12/19
M19.0264	AMIANTICA	1-Sous Traitant Désamiantage		2	31/10/2019	21 125,00	0,00	0,00	0,00	21 125,00	21 125,00	06/12/19
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		3	27/11/2019	51 182,15	761,67	14 000,91	0,00	65 183,06	65 183,06	20/12/19
M19.0264	AMIANTICA	1-Sous Traitant Désamiantage		3	27/11/2019	18 822,40	0,00	0,00	0,00	18 822,40	18 822,40	20/12/19

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		4	11/12/2019	41 048,21	446,62	8 209,64	0,00	49 257,85	49 257,85	16/01/20
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		5	28/01/2020	16 257,81	488,05	3 251,56	0,00	19 509,37	19 509,37	18/02/20
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		6	29/02/2020	8 779,35	49,44	4 185,87	0,00	12 965,22	12 965,22	07/04/20
M19.0264	AMIANTICA	1-Sous Traitant Désamiantage		6	29/02/2020	9 550,00	0,00	0,00	0,00	9 550,00	9 550,00	07/04/20
M19.0264	STIFOR	1-Sous Traitant Cmpgb		6	29/02/2020	2 600,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00	2 600,00	07/04/20
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		7	27/03/2020	4 595,59	137,27	2 523,21	0,00	7 118,80	7 118,80	23/04/20
M19.0264	AMIANTICA	1-Sous Traitant Désamiantage		7	27/03/2020	4 683,00	0,00	0,00	0,00	4 683,00	4 683,00	23/04/20
M19.0264	PAMI (TP:CM ROCHEFORT SUR MER FR76155193907800021229 8	1-Sous Traitant de Cmpgb-Traitement Termites		7	27/03/2020	3 337,44	0,00	0,00	0,00	3 337,44	3 337,44	23/04/20
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		8	29/05/2020	13 533,85	189,16	2 706,77	0,00	16 240,62	16 240,62	26/06/20
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		9	30/06/2020	13 235,76	145,31	3 832,15	0,00	17 067,91	17 067,91	06/08/20
M19.0264	AMIANTICA	1-Sous Traitant Désamiantage		9	30/06/2020	5 925,00	0,00	0,00	0,00	5 925,00	5 925,00	06/08/20
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		10	30/07/2020	16 182,08	96,51	3 236,42	0,00	19 418,50	19 418,50	28/08/20
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		11	31/08/2020	5 256,39	65,26	1 051,28	0,00	6 307,67	6 307,67	29/09/20
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		12	30/09/2020	5 134,43	140,97	1 026,89	0,00	6 161,32	6 161,32	10/11/20
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		13	30/11/2020	12 499,57	253,85	2 499,91	0,00	14 999,48	14 999,48	11/12/20
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		14	31/01/2020	7 791,29	169,78	1 558,26	0,00	9 349,55	9 349,55	23/02/21
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		15	28/02/2021	64 456,38	2 303,00	20 889,53	0,00	85 345,91	85 345,91	23/03/21
M19.0264	AMIANTICA	1-Sous Traitant Désamiantage		15	28/02/2021	33 653,30	0,00	0,00	0,00	33 653,30	33 653,30	23/03/21

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0264	BSA (TP:CRCA MOISSAC FR76112062014042449243007004)	1-Sous Traitant de Cmpgb		15	28/02/2021	6 338,00	0,00	0,00	0,00	6 338,00	6 338,00	23/03/21
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		16	31/03/2021	55 090,68	1 556,95	13 850,13	0,00	68 940,81	68 940,81	20/04/21
M19.0264	AMIANTICA	1-Sous Traitant Désamiantage		16	31/03/2021	12 137,95	0,00	0,00	0,00	12 137,95	12 137,95	20/04/21
M19.0264	BSA (TP:CRCA MOISSAC FR76112062014042449243007004)	1-Sous Traitant de Cmpgb		16	31/03/2021	2 022,00	0,00	0,00	0,00	2 022,00	2 022,00	20/04/21
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		17	30/04/2021	37 842,61	1 140,57	7 568,52	0,00	45 411,13	45 411,13	18/05/21
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		18	31/05/2021	24 839,47	5 094,38	12 037,78	0,00	36 877,25	36 877,25	06/07/21
M19.0264	AMIANTICA	1-Sous Traitant Désamiantage		18	31/05/2021	35 349,45	0,00	0,00	0,00	35 349,45	35 349,45	06/07/21
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		19	30/06/2021	103 623,44	5 615,62	26 648,69	0,00	130 272,13	130 272,13	06/08/21
M19.0264	AMIANTICA	1-Sous Traitant Désamiantage		19	30/06/2021	29 620,00	0,00	0,00	0,00	29 620,00	29 620,00	06/08/21
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		20	31/07/2021	44 199,94	2 540,27	8 839,99	-486,24	52 553,69	52 553,69	30/08/21
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		21	31/08/2021	22 831,12	1 478,09	4 566,22	-1 281,19	26 116,15	26 116,15	29/09/21
M19.0264	CMPGB HINARD	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture		22	30/04/2022	36 713,81	4 982,31	7 342,76	-1 903,89	42 152,68	42 152,68	08/06/22
M19.0264	PONS S.A.	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture Co-Traitant		1	20/09/2019	223 105,93	1 550,89	44 621,19	0,00	267 727,12	267 727,12	22/11/19
M19.0264	PONS S.A.	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture Co-Traitant		2	22/10/2019	60 443,17	450,27	12 955,03	0,00	73 398,20	73 398,20	06/12/19
M19.0264	PAMI (TP:CM ROCHEFORT SUR MER FR76155193907800021229 8	1-Sous Traitant Traitement Termites		2	22/10/2019	4 332,00	0,00	0,00	0,00	4 332,00	4 332,00	06/12/19
M19.0264	PONS S.A.	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture Co-Traitant		3	19/11/2019	106 541,85	1 159,21	21 308,37	0,00	127 850,22	127 850,22	20/12/19
M19.0264	PONS S.A.	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture Co-Traitant		4	03/12/2019	67 781,66	737,49	13 556,34	0,00	81 338,00	81 338,00	16/01/20
M19.0264	PONS S.A.	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture Co-Traitant		5	22/01/2020	93 472,85	1 400,41	18 694,57	0,00	112 167,42	112 167,42	18/02/20

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0264	PONS S.A.	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture Co-Traitant		6	20/02/2020	54 604,69	385,64	10 920,94	0,00	65 525,63	65 525,63	07/04/20
M19.0264	PONS S.A.	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture Co-Traitant		7	24/03/2020	35 241,24	383,44	7 048,25	0,00	42 289,49	42 289,49	23/04/20
M19.0264	PONS S.A.	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture Co-Traitant		8	25/05/2020	21 858,85	436,23	4 371,77	0,00	26 230,62	26 230,62	26/06/20
M19.0264	PONS S.A.	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture Co-Traitant		9	24/06/2020	54 247,59	414,78	10 849,52	0,00	65 097,11	65 097,11	06/08/20
M19.0264	PONS S.A.	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture Co-Traitant		10	22/07/2020	49 479,42	295,11	9 895,88	0,00	59 375,30	59 375,30	28/08/20
M19.0264	PONS S.A.	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture Co-Traitant		11	24/09/2020	13 212,13	566,90	5 522,14	0,00	18 734,27	18 734,27	10/11/20
M19.0264	BSA (TP:CRCA MOISSAC FR7611206201404244924307004)	1-Sous Traitant de Pons		11	24/09/2020	14 398,58	0,00	0,00	0,00	14 398,58	14 398,58	10/11/20
M19.0264	PONS S.A.	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture Co-Traitant		12	26/01/2021	21 908,79	0,00	4 381,76	0,00	26 290,55	26 290,55	23/02/21
M19.0264	PONS S.A.	1-Gros Oeuvre Démolition Charpente Couverture Co-Traitant		13	25/02/2021	8 587,43	0,00	1 717,49	0,00	10 304,92	10 304,92	23/03/21
M19.0269	ARQUE	6-Plomberie Sanitaire		1	25/11/2019	17 960,54	142,54	3 592,11	-1 069,08	20 483,57	20 483,57	20/12/19
M19.0269	ARQUE	6-Plomberie Sanitaire		2	30/01/2020	8 498,45	67,45	1 699,69	-505,86	9 692,28	9 692,28	18/02/20
M19.0269	ARQUE	6-Plomberie Sanitaire		3	23/06/2020	11 802,65	139,95	2 360,53	-699,76	13 463,42	13 463,42	06/08/20
M19.0269	ARQUE	6-Plomberie Sanitaire		4	08/12/2020	38 055,42	850,12	7 611,08	-2 232,32	43 434,18	43 434,18	05/01/21
M19.0269	ARQUE	6-Plomberie Sanitaire		5	03/02/2021	14 692,35	358,35	2 938,47	-860,04	16 770,78	16 770,78	23/02/21
M19.0269	ARQUE	6-Plomberie Sanitaire		6	20/04/2021	22 174,85	540,85	4 434,97	-1 298,04	25 311,78	25 311,78	04/05/21
M19.0269	ARQUE	6-Plomberie Sanitaire		7	04/10/2021	33 347,79	2 430,29	6 669,56	-1 855,05	38 162,30	38 162,30	20/10/21
M19.0269	ARQUE	6-Plomberie Sanitaire		8	30/11/2021	6 369,01	544,81	1 273,80	-349,45	7 293,36	7 293,36	20/12/21
M19.0269	ARQUE	6-Plomberie Sanitaire		9	23/02/2022	15 991,39	1 139,79	3 198,28	-891,10	18 298,57	18 298,57	21/04/22

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0269	ARQUE	6-Plomberie Sanitaire		10	28/03/2022	27 574,54	1 875,99	5 514,91	-1 541,91	31 547,54	31 547,54	28/04/22
M19.0271	BATTUT MENUISERIE	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		1	23/06/2020	66 162,46	1 233,65	13 232,49	0,00	79 394,95	79 394,95	06/08/20
M19.0271	BATTUT MENUISERIE	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		2	17/08/2020	3 997,31	-8,84	799,46	0,00	4 796,77	4 796,77	10/11/20
M19.0271	BATTUT MENUISERIE	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		3	17/12/2020	3 716,73	118,80	743,35	0,00	4 460,08	4 460,08	20/01/21
M19.0271	BATTUT MENUISERIE	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		4	19/03/2021	29 994,90	834,48	5 998,98	0,00	35 993,88	35 993,88	20/04/21
M19.0271	BATTUT MENUISERIE	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		5	15/04/2021	71 494,88	1 879,61	14 298,98	0,00	85 793,86	85 793,86	04/05/21
M19.0271	BATTUT MENUISERIE	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		6	21/05/2021	26 342,72	792,07	5 268,54	0,00	31 611,26	31 611,26	08/06/21
M19.0271	BATTUT MENUISERIE	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		7	28/06/2021	52 660,98	1 823,44	10 532,20	0,00	63 193,18	63 193,18	06/08/21
M19.0271	BATTUT MENUISERIE	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		8	27/07/2021	124 841,20	3 988,15	24 968,24	0,00	149 809,44	149 809,44	04/08/21
M19.0271	BATTUT MENUISERIE	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		9	28/09/2021	15 816,11	1 686,93	3 163,22	0,00	18 979,33	18 979,33	29/09/21
M19.0271	BATTUT MENUISERIE	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		10	25/10/2021	47 892,20	4 237,23	9 578,44	0,00	57 470,64	57 470,64	30/11/21
M19.0271	BATTUT MENUISERIE	8-Menuiseries Extérieures et Intérieures Bois		11	17/11/2021	32 091,40	1 644,15	6 418,28	0,00	38 509,68	38 509,68	01/02/22
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BNPP FACTOR RUEIL MALM	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		1	27/09/2019	3 426,02	30,56	685,20	-203,73	3 907,49	3 907,49	22/11/19
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BNPPARB MOISSAC FR7630004010590002208l6	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		2	22/10/2019	8 972,46	80,03	1 794,50	-533,55	10 233,41	10 233,41	20/12/19
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BNPPARB MOISSAC FR7630004010590002208l6	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		3	25/11/2019	15 140,80	135,05	3 028,16	-900,35	17 268,61	17 268,61	20/12/19
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BNPPARB MOISSAC FR7630004010590002208l6	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		4	28/01/2020	32 055,41	413,18	6 411,08	-1 898,53	36 567,96	36 567,96	28/02/20
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BNPPARB MOISSAC FR7630004010590002208l6	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		5	24/02/2020	19 516,72	242,03	3 903,34	-1 156,48	22 263,58	22 263,58	23/04/20
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BNPPARB MOISSAC FR7630004010590002208l6	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		6	26/03/2020	9 679,27	105,31	1 935,86	-574,44	11 040,69	11 040,69	23/04/20

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		7	29/06/2020	16 976,27	739,55	3 395,25	-974,20	19 397,32	19 397,32	10/11/20
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		8	30/07/2020	37 216,27	765,47	7 443,25	-2 187,05	42 472,47	42 472,47	25/11/20
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		9	29/09/2020	6 899,81	141,92	1 379,96	-405,48	7 874,29	7 874,29	25/11/20
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		10	29/10/2020	25 980,54	534,37	5 196,11	-1 526,76	29 649,89	29 649,89	25/11/20
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		11	27/11/2020	12 206,45	251,06	2 441,30	-717,33	13 930,42	13 930,42	05/01/21
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		12	16/12/2020	9 451,71	194,40	1 890,34	-555,44	10 786,61	10 786,61	05/01/21
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		13	02/03/2021	53 958,33	1 109,82	10 791,67	-3 170,91	61 579,09	61 579,09	08/06/21
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		14	26/05/2021	10 460,18	1 960,66	2 092,03	-509,97	12 042,24	12 042,24	06/08/21
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		15	30/06/2021	11 778,01	659,88	2 355,60	-667,08	13 466,53	13 466,53	29/09/21
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		16	30/07/2021	22 941,55	1 175,37	4 588,31	-1 305,97	26 223,89	26 223,89	29/09/21
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		17	03/09/2021	32 101,68	1 644,68	6 420,34	-1 827,42	36 694,60	36 694,60	29/09/21
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		18	05/10/2021	31 235,91	1 600,32	6 247,18	-1 778,13	35 704,96	35 704,96	20/10/21
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		19	30/11/2021	12 701,79	778,61	2 540,36	-715,39	14 526,76	14 526,76	20/12/21
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		20	01/12/2021	21 185,12	1 181,13	4 237,02	-1 200,24	24 221,90	24 221,90	21/02/22
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		21	22/03/2022	8 313,47	679,97	1 662,69	-458,01	9 518,15	9 518,15	12/05/22
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		22	02/05/2022	17 069,24	1 463,24	3 413,85	-936,36	19 546,73	19 546,73	20/07/22
M19.0272	DESCOULS J. JACQUES (TP:BPIFRANCE FR7618359000430002035 95	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		23	22/09/2022	1 906,59	896,79	1 446,35	-380,10	2 972,84	2 972,84	11/10/22
M19.0272	DAUPHINE ISOLATION 31 (TP:CRCA RODEZ CTRE AFFAIRES	9-Sous-Traitant de Descouls		23	18/03/2022	5 325,20	0,00	0,00	0,00	5 325,20	5 325,20	11/10/22

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M19.0272	NICOSIA FRERES	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		1	30/09/2020	45 614,93	938,21	9 122,99	-2 680,60	52 057,32	52 057,32	25/11/20
M19.0272	NICOSIA FRERES	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		2	26/10/2020	11 893,52	244,63	2 378,70	-698,94	13 573,28	13 573,28	25/11/20
M19.0272	NICOSIA FRERES	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		3	30/11/2020	24 512,96	504,18	4 902,59	-1 440,52	27 975,03	27 975,03	05/01/21
M19.0272	NICOSIA FRERES	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		4	23/12/2020	54 663,90	2 165,14	10 932,78	-3 149,93	62 446,75	62 446,75	09/03/21
M19.0272	NICOSIA FRERES	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		5	25/02/2021	12 960,66	266,58	2 592,13	-761,65	14 791,14	14 791,14	08/06/21
M19.0272	NICOSIA FRERES	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		6	30/06/2021	54 193,35	3 246,80	10 838,67	-3 056,79	61 975,23	61 975,23	29/09/21
M19.0272	NICOSIA FRERES	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		7	30/09/2021	56 770,63	2 908,55	11 354,13	-3 231,72	64 893,04	64 893,04	20/10/21
M19.0272	NICOSIA FRERES	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		8	30/11/2021	17 368,14	952,13	3 473,63	-984,96	19 856,81	19 856,81	20/12/21
M19.0272	NICOSIA FRERES	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		9	22/11/2021	9 011,83	477,90	1 802,37	-512,04	10 302,16	10 302,16	21/02/22
M19.0272	NICOSIA FRERES	9-Plâtrerie Faux Plafonds Isolation		10	01/01/2022	18 780,60	1 353,36	3 756,12	-1 045,63	21 491,09	21 491,09	28/04/22
M20.0025	CMPGB HINARD	3-Traitement des Façades		1	30/04/2020	215,00	0,00	43,00	-12,90	245,10	245,10	11/06/20
M20.0025	CMPGB HINARD	3-Traitement des Façades		2	30/09/2020	6 338,10	0,00	1 267,62	-380,29	7 225,43	7 225,43	10/11/20
M20.0025	CMPGB HINARD	3-Traitement des Façades		3	31/10/2020	6 066,67	0,00	1 213,33	-364,00	6 916,00	6 916,00	11/12/20
M20.0025	CMPGB HINARD	3-Traitement des Façades		4	30/11/2020	7 770,86	0,00	1 554,18	-466,25	8 858,79	8 858,79	11/12/20
M20.0025	CMPGB HINARD	3-Traitement des Façades		5	31/01/2021	16 810,61	0,00	3 362,12	-1 008,63	19 164,10	19 164,10	23/02/21
M20.0025	CMPGB HINARD	3-Traitement des Façades		6	02/03/2021	14 204,66	0,00	2 840,93	-852,28	16 193,31	16 193,31	08/04/21
M20.0025	CMPGB HINARD	3-Traitement des Façades		7	31/03/2021	40 954,29	0,00	8 190,86	-2 457,26	46 687,89	46 687,89	20/04/21
M20.0025	CMPGB HINARD	3-Traitement des Façades		8	31/05/2021	4 236,96	0,00	847,39	-254,22	4 830,13	4 830,13	06/07/21

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M20.0025	CMPGB HINARD	3-Traitement des Façades		9	30/09/2021	1 836,10	0,00	367,22	-110,17	2 093,15	2 093,15	20/10/21
M20.0025	VERTIGO (SAHUGUEDE SARL) (TP:BP OCCITANE MONTAUBAN	3-Traitement des Façades		1	30/04/2020	7 000,00	0,00	1 400,00	0,00	8 400,00	8 400,00	11/06/20
M20.0025	VERTIGO (SAHUGUEDE SARL) (TP:BP OCCITANE MONTAUBAN	3-Traitement des Façades		2	29/09/2020	53 335,59	0,00	10 667,12	0,00	64 002,71	64 002,71	10/11/20
M20.0025	VERTIGO (SAHUGUEDE SARL) (TP:BP OCCITANE MONTAUBAN	3-Traitement des Façades		3	04/11/2020	42 848,66	0,00	8 569,73	0,00	51 418,39	51 418,39	11/12/20
M20.0025	VERTIGO (SAHUGUEDE SARL) (TP:BP OCCITANE MONTAUBAN	3-Traitement des Façades		4	30/11/2020	51 520,12	0,00	10 304,02	0,00	61 824,14	61 824,14	11/12/20
M20.0025	VERTIGO (SAHUGUEDE SARL) (TP:BP OCCITANE MONTAUBAN	3-Traitement des Façades		5	31/03/2021	14 884,45	0,00	2 976,89	0,00	17 861,34	17 861,34	20/04/21
M20.0025	VERTIGO (SAHUGUEDE SARL) (TP:BP OCCITANE MONTAUBAN	3-Traitement des Façades		6	31/05/2021	26 461,25	0,00	5 292,25	0,00	31 753,50	31 753,50	06/07/21
M20.0025	VERTIGO (SAHUGUEDE SARL) (TP:BP OCCITANE MONTAUBAN	3-Traitement des Façades		7	30/09/2021	2 063,68	0,00	412,74	0,00	2 476,42	2 476,42	20/10/21
M20.0025	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	3-Traitement des Façades		1	31/01/2021	2 974,34	0,00	594,87	-178,46	3 390,75	3 390,75	23/02/21
M20.0025	PEINTURE SUD OUEST (PSO)	3-Traitement des Façades		2	21/09/2021	19 933,00	0,00	3 986,60	178,46	24 098,06	24 098,06	20/10/21
L22.242239	CMPGB HINARD	Nettoyage Base de Vie Post Covid		1	29/06/2022	39 132,20	0,00	7 826,44	0,00	46 958,64	46 958,64	20/07/22
SOUS-TOTAL : 32949.420-Travaux						8 516 079,26	233 527,14	1 703 215,87	-73 304,89	10 145 990,24	10 145 990,24	
M17.229852	SEM AREC OCCITANIE	Rémunération Mandataire		1	25/10/2017	10 355,05	205,05	2 071,01	0,00	12 426,06	12 426,06	24/11/17
M17.229852	SEM AREC OCCITANIE	Rémunération Mandataire		2	21/11/2017	9 009,69	259,69	1 801,94	0,00	10 811,63	10 811,63	08/12/17
M17.229852	SEM AREC OCCITANIE	Rémunération Mandataire		3	31/05/2018	3 962,01	87,01	792,40	0,00	4 754,41	4 754,41	29/06/18
M17.229852	SEM AREC OCCITANIE	Rémunération Mandataire		4	12/12/2018	4 975,09	250,09	995,02	0,00	5 970,11	5 970,11	08/02/19
M17.229852	SEM AREC OCCITANIE	Rémunération Mandataire		5	21/02/2019	9 089,63	489,63	1 817,93	0,00	10 907,56	10 907,56	13/03/19
M17.229852	SEM AREC OCCITANIE	Rémunération Mandataire		6	24/07/2019	45 517,16	2 957,16	9 103,43	0,00	54 620,59	54 620,59	22/08/19
M17.229852	SEM AREC OCCITANIE	Rémunération Mandataire		7	31/12/2019	18 548,38	1 188,38	3 709,68	0,00	22 258,06	22 258,06	27/02/20

N° eng.	Raison sociale	Objets	Pr	N°	Date fac.	HT	Dont rév.	TVA	Rg	TTC	Réglée TTC	Date règ.
M17.229852	SEM AREC OCCITANIE	Rémunération Mandataire		8	30/06/2020	18 699,07	1 339,07	3 739,81	0,00	22 438,88	22 438,88	20/08/20
M17.229852	SEM AREC OCCITANIE	Rémunération Mandataire		9	31/12/2020	10 817,26	817,26	2 163,45	0,00	12 980,71	12 980,71	03/02/21
M17.229852	SEM AREC OCCITANIE	Rémunération Mandataire		10	28/02/2021	18 826,59	1 466,59	3 765,32	0,00	22 591,91	22 591,91	16/03/21
M17.229852	SEM AREC OCCITANIE	Rémunération Mandataire		11	31/08/2021	19 272,95	1 912,95	3 854,59	0,00	23 127,54	23 127,54	17/09/21
SOUS-TOTAL : 32949.510-Rémunération Mandataire						169 072,88	10 972,88	33 814,58	0,00	202 887,46	202 887,46	
TOTAL						10 020 054,32	295 406,30	2 004 001,93	-73 304,89	11 950 751,36	11 950 751,36	

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

AVANCEMENT DU PROGRAMME DE VOIRIE

Comme chaque année, la réunion consacrée au vote de la décision modificative permet d'établir le bilan sur l'avancement des divers programmes de voirie départementaux.

I – BILANS DES PROGRAMMES ANNUELS

Les programmes **antérieurs à 2021** ont tous été réalisés dans leur **intégralité.**

Sur le programme de travaux 2021-2022 (annexes n° 1 et n° 2)

- 64 opérations sont terminées,
- 1 opération est en cours de travaux.

Sur le programme de travaux 2022-2023 (annexes n° 3 et n° 4)

- 63 opérations sont terminées,
- 11 opérations sont en cours de travaux,
- 4 opérations restent à lancer.

Sur le programme de travaux 2023-2024 (annexes n° 5 et n° 6)

- 13 opérations sont terminées,
- 13 opérations sont en cours de travaux,
- 18 opérations sont lancées,
- 27 opérations restent à lancer.

Par ailleurs, afin de prendre en compte des éléments nouveaux quant à l'évolution de l'état du réseau routier départemental ou des nouvelles demandes, il est proposé d'ajouter des opérations au programme initial.

- Route départementale n° 117, commune de Caussade, reprofilement en traverse urbaine du PR 1 + 085 à 1 + 315 pour un montant estimé à 120 000 €.

- Route départementale n° 200, communes de Montech et d'Escatalens, reprofilement de chaussée entre le PR 45 + 510 et 46 + 230 pour un montant estimé à 40 000 €.

- Route départementale n° 999, commune de Montauban, réfection de l'anneau du giratoire au PR 16 + 800 pour un montant de 130 000 €.

- Route départementale n° 820, communes de Montpezat de Quercy et de Montalzat, reprises ponctuelles de la côte de Perche pour un montant de 50 000 €.

Ces opérations sont proposées sans augmentation de l'autorisation de programme initiale du fait d'économies réalisées sur d'autres opérations de ce même programme.

Il est également proposé d'ajouter les opérations ci-dessous avec augmentation de l'autorisation de programme initiale, à savoir :

- Route départementale n° 65, commune de Nègrepelisse, reprofilement de chaussée en traverse urbaine du PR 9 + 630 à 10 + 140 pour un montant de 170 000 € (accompagnement du projet d'aménagement communal).

- Route départementale n° 36, communes de la Salvetat Belmontet et de Saint-Nauphary, reprofilement ponctuel de chaussée dans le cadre du passage du tour de France féminin en 2023 pour un montant de 130 000 €.

Il est proposé :

- d'**augmenter** l'autorisation de programme initiale de 2023 de **300 000 €** et de la porter à 17 450 000 €,
- de ratifier **7 000 000 €** de crédits de paiement pour la réalisation de ce programme 2023 en complément des 8 000 000 € votés au budget primitif 2023.

II – LES OPÉRATIONS SPÉCIFIQUES

1) - Construction du pont de Verdun-sur-Garonne

Le Département a conclu, le 30 avril 2010, un contrat de partenariat public privé pour la construction du pont de Verdun-sur-Garonne d'une durée d'exécution de 28 ans avec Vinci construction France, SPVG. Ce contrat, régi par la loi n° 2008-735 du 28 juillet 2008 relative aux contrats de partenariat et par l'article L1414-14 du code général des collectivités territoriales, prévoit que le titulaire établit un rapport annuel comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du partenariat public privé et une analyse de la qualité de service pour l'année 2022 est présenté en annexes n° 7 et n° 8. Cette délibération permettra d'apprécier les conditions d'exécution du service public lié au suivi de l'ouvrage. Ce rapport est transmis à l'Assemblée départementale et fait l'objet d'un débat.

Sont présentées, outre le rapport financier, les actions techniques menées par le titulaire.

Les travaux menés par le titulaire pour l'année 2022 sont :

- le lavage complet de l'ouvrage y compris les pylônes,
- la restauration de la bâche de bassin,
- le pompage des chambres,
- l'entretien des dispositifs de retenue.

Les travaux programmés :

- 2023 : le lavage complet et les reprises localisées des zones de la charpente corrodées,
- 2023 : la reprise de l'étanchéité du fil d'eau sur les bordures,
- 2025 : la fixation des protections de suspension,
- 2026 : le lavage,
- 2037 : la remise en peinture générale, le remplacement des joints de chaussée.

Une inspection détaillée doit être menée en 2023. La surveillance s'étend spécifiquement à :

- la présence d'eau dans les chambres de visite des massifs d'ancrage,
- le décalage des joints de chaussée.

2) – Intempéries, réparations des dommages

Intempéries 2021 et 2022

Les intempéries du début de l'année 2021 ont entraîné des dégâts aux infrastructures, notamment pour la route départementale n° 78 en bordure de l'Aveyron à Lamothe-Capdeville et sur la route départementale n° 18 à Le Causé.

Les travaux relatifs à la route départementale n° 18 à Le Causé ont été réalisés fin 2021.

Ceux relatifs à la reprise du talus de la route départementale n° 78 à Lamothe-Capdeville ont été réalisés fin 2022 et début 2023 (à hauteur d'une autorisation de programme de 1 305 000 € pour 2022).

3) Les itinéraires cyclables

La vélo voie verte « Montauban-Montricoux »

Conformément à sa politique d'aménagement de voies structurantes pour les mobilités douces, après la réalisation des vélo voies vertes du canal latéral à la Garonne, du Canal de Montech et celle de la Vallée du Tarn, le Département a décidé de créer une 4ème vélo voie verte permettant de joindre Montauban à Montricoux.

Celle-ci s'inscrit sur un itinéraire parallèle à la route départementale n° 115 dite « route touristique », se poursuivant vers Saint-Antonin-Noble-Val, et au-delà, à travers les gorges de l'Aveyron. En 2022, une autorisation de programme a été adoptée afin de **relancer les études** de cette infrastructure, qui comporte, notamment, d'importants enjeux environnementaux et fonciers (99 parcelles privées sont concernées par le tracé et 60 propriétaires). Les crédits de paiement accordés au titre de 2022 (20 000 €) ont permis de définir l'état initial environnemental, notamment pour l'établissement du dossier d'avant-projet. En 2023, de nouveaux crédits de paiement ont été votés dans le respect de l'autorisation de programme.

Ces crédits permettent de poursuivre la réalisation des études dont l'avant projet a été présenté aux élus du comité de pilotage spécifique, courant du mois de mai 2023.

Il convient de **poursuivre les études et les diverses phases réglementaires** préalables à la réalisation de ce projet (études loi sur l'eau, autorisation environnementale, enquête publique et parcellaire,…).

Il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à signer toute demande d'autorisation réglementaire ou tout dépôt de dossier relatif à cette opération.

III – INVESTISSEMENTS DIVERS

Acquisition de matériel de signalisation :

Afin d'équiper en signalisation directionnelle et de police les carrefours à aménager et de procéder aux implantations liées à des évolutions de régimes de circulation ou de priorité, une dotation de 100 000 € a été votée au budget primitif de 2023. En complément, une seconde phase du plan pluriannuel de rénovation de la signalisation verticale a été décidée lors du vote du budget primitif de 2023, à hauteur de 100 000 €, venant s'ajouter à la dotation annuelle.

Au 9 mai 2023, ces programmes sont engagés respectivement à hauteur de 93 % et 69 %.

Il est proposé :

- de ratifier 100 000 € de crédits de paiement pour la mise en œuvre de ces opérations.

IV – CREDITS D'ENTRETIEN ROUTIER

À l'occasion du budget primitif 2023, le budget lié à l'entretien routier a été voté comme suit :

• fournitures de voirie pour les subdivisions……	**225 000 €**
• fournitures de voirie pour travaux en régie par l'unité d'exploitation et travaux en régie	**700 000 €**
• fournitures de voirie pour la viabilité hivernale.....	**15 000 €**
• entretien et réparation par l'entreprise - courant	**2 000 000 €**
• entretien et réparation par l'entreprise - hivernal	**55 000 €**
• locations d'engins .....……..……...	**115 000 €**

Il convient de compléter cette répartition à l'occasion de cette décision modificative pour permettre la réalisation complète des opérations d'entretien routier. Les compléments sollicités figurent ci-dessous :

• fournitures de voirie pour les subdivisions……	**55 000 €**
• fournitures de voirie pour travaux en régie par l'unité d'exploitation et travaux en régie	**226 000 €**
• entretien et réparation par l'entreprise - courant	**750 000 €**
• entretien et réparation par l'entreprise - hivernal	**5 000 €**
• locations d'engins .....……..……...	**15 000 €**

Au total, il est proposé de compléter la dotation de crédits d'entretien routier pour la porter à 4 161 000 €.

Compte tenu de ce qui précède et conformément aux tableaux ci-annexés, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

I – Au titre des programmes annuels :

- prendre acte de l'état d'avancement des programmes :
  - 2021-2022 (annexes n° 1 et n° 2),
  - 2022-2023 (annexes n° 3 et n° 4),
  - 2023-2024 (annexes n° 5 et n° 6),

- augmenter l'autorisation de programme 2023 de 300 000 €,

- ratifier les crédits correspondants (programme P001, opération P001O001, enveloppe P001E15, Nat. Ana. 23151/621/23) à hauteur de 7 000 000 €.

II – Au titre des opérations spécifiques :

- prendre acte du rapport annuel 2022 relatif à l'exécution du partenariat public privé du pont de Verdun-sur-Garonne, tel que ci-annexé (annexe n° 7 et n° 8),

- prendre acte de l'état d'exécution et d'avancement des opérations spécifiques suivantes concernant les réparations des dégâts sur le patrimoine routier départemental suite aux intempéries de 2021 et 2022,

- précise que le Président est autorisé à signer et déposer toute demande d'autorisation administrative et réglementaire concernant la réalisation de la vélo voie verte Montauban – Montricoux.

III – Au titre des investissements divers :

- de ratifier 100 000 € de crédits de paiement pour la mise en œuvre des opérations d'acquisition de signalisation verticale détaillées supra.

IV – Crédits d'entretien routier :

- de ratifier un complément de crédits de paiement de 1 051 000 €, tel que détaillé supra.

Le Président,

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 1

TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES
PROGRAMME 2021-2022

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT ESTIME	OPERATIONS A LANCER	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES	OBSERVATIONS
202101 GRRV	3	Beaumont-de-Lomagne	Comberouger	Reprofilement de chaussée entre les PR 17+150 et 19+900	**500 000,00 €**	-	-	-	**509 962,00 €**	+ 202102
202102 GRRV	3	Beaumont-de-Lomagne	Comberouger	Réfection de l'anneau du giratoire au PR 16+250	**60 000,00 €**	-	-	-	**PM**	Groupée 202101
202103 GRRV	6	Verdun-sur-Garonne	Dieupentale	Réfection de l'anneau du giratoire au PR 9+489	**40 000,00 €**	-	-	-	**43 691,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202104 GRRV	6	Verdun-sur-Garonne	Dieupentale	Reprofilement de chaussée entre les PR 9+489 et 11+300	**310 000,00 €**	-	-	-	**342 145,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202105 GRRV	7	Valence d'Agen	Castelsagrat	Reprofilement de chaussée entre les PR 13+200 et 15+680	**350 000,00 €**	-	-	-	**443 034,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202106 GROA	9	Quercy-Aveyron	Cayriech	Réparation de l'ouvrage d'art n° 0096 au PR 6+172 – Pont de Taurine	**70 000,00 €**	-	-	-	**72 507,00 €**	Remise en état des ouvrages
202107 GRRV	11	Garonne-Lomagne-Brulhois	Marsac, Poupas	Reprofilement de chaussée entre les PR 0+000 et 5+270	**300 000,00 €**	-	-	-	**200 698,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202108 GRTU	11	Valence d'Agen	Valence d'Agen	Reprofilement de chaussée entre les PR 25+230 et 26+435	**130 000,00 €**	-	-	-	**125 613,00 €**	**Opération à reprogrammer en partie – En attente de travaux communaux**
202109 GRRV	15	Garonne-Lomagne-Brulhois	Caumont, Saint-Nicolas-de-la-Grave	Reprofilement de chaussée entre les PR 4+210 et 7+130	**450 000,00 €**	-	-	-	**407 217,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202110 GRRV	16	Pays de Serres – Sud Quercy	Durfort-Lacapelette	Reprofilement de chaussée entre les PR 3+450 et 6+840 – Phase 1	**400 000,00 €**	-	-	-	**400 167,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202111 GRRV	20	Quercy-Rouergue	Caylus	Reprofilement de chaussée entre les PR 47+000 et 51+063	**350 000,00 €**	-	-	-	**243 691,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202112 GRTU	26	Verdun-sur-Garonne	Verdun-sur-Garonne	Reprofilement de chaussée entre les PR 6+960 et 8+180 – **Phase 1**	**10 000,00 €**	-	-	-	**9 766,00 €**	Remise en état des chaussées en agglomération
202113 GROA	27	Beaumont-de-Lomagne	Beaumont-de-Lomagne	Réparation de l'ouvrage d'art n° 1041 au PR 0+649 – Pont de Mazerère	**45 000,00 €**	-	-	-	**50 597,00 €**	Remise en état des ouvrages

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 1

TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES
PROGRAMME 2021-2022

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT ESTIME	OPERATIONS A LANCER	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES	OBSERVATIONS
202114 GROA	37	Tarn Tescou Quercy-Vert	La-Salvetat-Belmontet	Glissement de terrain au PR 1+200 Moulin à vent	**85 000,00 €**	-	-	-	**85 709,00 €**	Remise en état des ouvrages
202115 GROA	43	Valence d'Agen	Brassac	Réparation de l'ouvrage d'art n° 1292 au PR 6+735 – Pont de Rouène	**60 000,00 €**	-	-	-	**57 163,00 €**	Remise en état des ouvrages
202116 GRRV	45	Castelsarrasin	Labastide-du-Temple, Meauzac, Lafrançaise	Reprofilement de chaussée entre les PR 0+400 et 7+965 – **Phase 2**	**1 050 000,00 €**	-	-	-	**1 024 390,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202117 GRRV	51	Montech	Montbeton	Reprofilement de chaussée entre les PR 5+330 et 6+300	**80 000,00 €**	-	-	-	**50 933,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202118 GRRV	52	Verdun-sur-Garonne	Aucamville	Reprofilement de chaussée entre les PR 0+000 et 3+125	**180 000,00 €**	-	-	-	**247 966,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202119 GRRV	56	Pays de Serres – Sud Quercy	Cazes-Mondenard	Reprofilement de chaussée entre les PR 6+003 et 12+080 – **Phase 2**	-	-	-	-	-	**Opération supprimée – Réalisée en régie par l'UETR**
202120 GROA	56	Pays de Serres – Sud Quercy	Cazes-Mondenard	Réparation de l'ouvrage d'art n° 1326 au PR 8+992 – Pont de Noyer	**50 000,00 €**	-	-	-	**60 976,00 €**	Remise en état des ouvrages
202121 GRRV	66	Quercy-Aveyron	Réalville, Cayrac, Mirabel	Reprofilement de chaussée entre les PR 10+060 et 12+483	**140 000,00 €**	-	-	-	**137 699,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202122 GRRV	69	Quercy-Aveyron	Molières	Reprofilement de chaussée entre les PR 4+340 et 5+570	**80 000,00 €**	-	-	-	-	**Opération réalisée en régie par l'UETR**
202123 GRRV	70	Tarn Tescou Quercy-Vert	Genebrières	Reprofilement de chaussée entre les PR 9+650 et 10+500	**80 000,00 €**	-	-	-	**71 185,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202124 GROA	78	Aveyron-Lère	Montricoux	Réparation de l'ouvrage d'art n° 0615 au PR 1+233 – Pont de Boyère	**120 000,00 €**	-	-	-	**81 224,00 €**	Remise en état des ouvrages
202125 GRTU	79	Beaumont-de-Lomagne	Saint-Porquier	Reprofilement de chaussée entre les PR 12+980 et 13+410	**140 000,00 €**	-	-	-	**70 442,00 €**	Remise en état des chaussées en agglomération
202126 GROA	84	Quercy-Rouergue	Parisot	Réparation de l'ouvrage d'art n° 1440 au PR 7+417 – Pont de Batut	**45 000,00 €**	-	-	-	**33 782,00 €**	Remise en état des ouvrages

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 1

TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES
PROGRAMME 2021-2022

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT ESTIME	OPERATIONS A LANCER	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES	OBSERVATIONS
202127 GRRV	88	Garonne-Lomagne-Brulhois	Lachapelle, Mansonville	Reprofilement de chaussée entre les PR 8+900 et 11+925	**310 000,00 €**	-	-	-	**327 585,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202128 GRRV	89	Garonne-Lomagne-Brulhois	Saint-Jean-du-Bouzet	Reprofilement de chaussée entre les PR 7+600 et 10+575	**200 000,00 €**	-	-	-	**135 652,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202129 GRRV	92	Tarn Tescou Quercy-Vert	Verlhac-Tescou	Reprofilement de chaussée entre les PR 10+067 et 13+040	**150 000,00 €**	-	-	-	**119 378,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202130 GROA	96	Valence d'Agen	Saint-Paul-d'Espis	Réparation de l'ouvrage d'art n° 0508 au PR 10+950 – Protection pont béton – **Phase 2**	**70 000,00 €**	-	-	-	**72 518,00 €**	Remise en état des ouvrages
202131 GROA	97	Quercy-Rouergue	Puylagarde	Réparation de l'ouvrage d'art n° 1450 au PR 8+865 – Pont de Mas de Belle	**50 000,00 €**	-	-	-	**64 482,00 €**	Remise en état des ouvrages
202132 GRRV	113	Beaumont-de-Lomagne	Maubec	Reprofilement de chaussée entre les PR 0+000 et 1+725	**110 000,00 €**	-	-	-	**91 574,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202133 GRRV	115	Tarn Tescou Quercy-Vert	Bruniquel	Reprofilement de chaussée entre les PR 22+700 et 26+620 – **Phase 2**	**630 000,00 €**	-	-	-	**630 000,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202134 GRRV	200	Valence d'Agen	Boudou, Malause, Pommevic, Goudourville, Valence d'Agen	Reprofilement de chaussée entre les PR 72+000 et 81+545	**300 000,00 €**	-	-	-	**333 256,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202135 GROA	202	Tarn Tescou Quercy-Vert	Orgueil	Réparation de l'ouvrage d'art n°1730 – Pont maçonnerie sur Vélo Voie Verte	**45 000,00 €**	-	-	-	**29 300,00 €**	Remise en état des ouvrages
202136 GRRV	656	Pays de Serres – Sud Quercy	Montaigu-de-Quercy	Reprofilement de chaussée entre les PR 11+725 et 14+500	**390 000,00 €**	-	-	-	**377 392,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202137 GRTU	813	Moissac	Moissac	Reprofilement de chaussée entre les PR 34+395 et 35+400	**440 000,00 €**	-	-	-	**511 638,00 €**	Remise en état des chaussées en agglomération
202138 GRRV	813	Moissac	Moissac	Reprofilement de chaussée entre les PR 37+290 et 37+440	**60 000,00 €**	-	-	-	**92 818,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202139 GRRV	820	Montech	Montbartier	Réfection de l'anneau du giratoire du PR 50+000 au PR 50+400	**120 000,00 €**	-	-	-	**155 325,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 1

TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES
PROGRAMME 2021-2022

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT ESTIME	OPERATIONS A LANCER	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES	OBSERVATIONS
202140 GRRV	820	Montech	Montbartier	Réfection de l'anneau du giratoire au PR 53+220	**120 000,00 €**	-	-	-	**125 064,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202141 GRRV	820	Aveyron-Lère	Montpezat-de-Quercy	Reprofilement de chaussée entre les PR 0+000 et 1+990	**500 000,00 €**	-	-	-	**449 179,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202142 GRRV	926	Quercy-Rouergue	Septfonds	Reprofilement de chaussée entre les PR 7+309 et 9+300 – **Phase 4**	**830 000,00 €**	-	-	-	**839 507,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202143 GROS	926	Quercy-Rouergue	Parisot	Aménagement d'un carrefour giratoire avec la RD 33 au PR 30+490	**480 000,00 €**	-	-	**550 835,00 €**	-	Amélioration de la sécurité
202144 GRRV	927	Moissac	Moissac	Reprofilement de chaussée entre les PR 23+300 et 26+340 – **Phase 1**	**760 000,00 €**	-	-	-	**760 000,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202145 GRRV	927	Moissac	Moissac	Réfection de l'anneau du giratoire au PR 26+460	**200 000,00 €**	-	-	-	**213 213,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202146 GROS	927	Montauban I	Montauban	Aménagement d'un carrefour giratoire au niveau de l'entrée du Lycée de Capou au PR 3+250	**740 000,00 €**	-	-	-	**820 873,00 €**	Amélioration de la sécurité
202147 GROS	928	Beaumont-de-Lomagne	Beaumont-de-Lomagne	Aménagement d'un carrefour giratoire avec la VC au PR 35+517	**550 000,00 €**	-	-	-	**550 000,00 €**	Amélioration de la sécurité
202148 GRRV	930	Montauban I	Montauban	Réfection de l'anneau du giratoire de l'Europe / RD 77 au PR 0+000	**200 000,00 €**	-	-	-	**226 228,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202149 GRRV	953	Valence d'Agen	Saint-Nazaire-de-Valentane	Reprofilement de chaussée entre les PR 16+114 et 21+930 – **Phase 1**	**930 000,00 €**	-	-	-	**1 024 219,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202150 GROA	953	Valence d'Agen	Saint-Nazaire-de-Valentane	Réparation de l'ouvrage d'art n° 1356 au PR 19+990 – Pont de Mazarin	**50 000,00 €**	-	-	-	**62 980,00 €**	Remise en état des ouvrages
202151 GRRV	957	Moissac	Montesquieu	Reprofilement de chaussée entre les PR 4+490 et 8+000	**650 000,00 €**	-	-	-	**531 556,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202152 GRRV	958	Montauban I	Montauban	Réfection de l'anneau du giratoire au PR 65+220	**140 000,00 €**	-	-	-	**124 424,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 1

TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES
PROGRAMME 2021-2022

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT ESTIME	OPERATIONS A LANCER	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES	OBSERVATIONS
202153 GRRV	958	Quercy-Rouergue	Laguépie, Varen	Reprofilement de chaussée entre les PR 0+619 et 6+381 – **Phase 1**	**900 000,00 €**	-	-	-	**990 445,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202154 GRRV	959	Montauban I	Montauban	Reprofilement de chaussée entre les PR 19+000 et 21+000	**370 000,00 €**	-	-	-	**360 191,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202155 GRRV	999	Tarn Tescou Quercy-Vert	Verlhac-Tescou, Varennes, Saint-Nauphary	Reprofilement de chaussée entre les PR 0+000 et 9+415 – **Phase 3**	**900 000,00 €**	-	-	-	**945 555,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202156 GRRV	DIV	Divers cantons	Diverses communes	Travaux préventifs sur routes départementales	**160 000,00 €**	-	-	-	**100 848,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202157 GROA	DIV	Divers cantons	Diverses communes	Travaux préventifs sur ouvrages d'art	**210 000,00 €**	-	-	-	**224 708,00 €**	Remise en état des ouvrages
TOTAL PROGRAMME 2021 – 2022					**16 690 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**550 835,00 €**	**16 060 465,00 €**	**16 611 300,00 €**

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 2

TRAVAUX REALISES PAR L'UNITE D'EXPLOITATION ET DE TRAVAUX EN REGIE
PROGRAMME 2021-2022

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	OPERATIONS TERMINEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS A LANCER	OBSERVATIONS
202158 P GROS	6	Tarn Tescou Quercy-Vert	Labastide-Saint-Pierre	Implantation de glissières de sécurité équipées d'écrans moto du PR 1+120 au PR 1+128	**10 000,00 €**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202159 P GROS	26	Verdun-sur-Garonne	Mas-Grenier	Nouvelle implantation de glissières de sécurité du PR 16+367 au PR 16+467 – Au niveau de l'ouvrage d'art, zone accidentogène	**14 000,00 €**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202160 P GROS	69	Quercy-Aveyron	Lamothe-Capdeville	Rehausse de glisiières de sécurité et mise aux normes du PR 19+265 au PR 19+335	**1 000,00 €**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202161 P GROS	69	Quercy-Aveyron	Lamothe-Capdeville	Rehausse de glisiières de sécurité et mise aux normes du PR 19+340 au PR 19+420	**1 000,00 €**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202162 P GROS	115	Quercy-Rouergue	Féneyrols	Remplacement des barrières existantes «bois» par du thermolaqué du PR 4+755 au PR 5+630	**56 000,00 €**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202163 P GROS	115	Quercy-Rouergue	Féneyrols, Saint-Antonin-Noble-Val	Remplacement des barrières existantes «bois» par du thermolaqué (implantées devant un garde-corps sur ouvrage d'art) du PR 5+785 au PR 5+875	**6 000,00 €**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202164 P GROS	116 E	Garonne-Lomagne-Brulhois	Pommevic	Rehausse de glisiières de sécurité et mise aux normes du PR 0+300 au PR 0+360	**1 000,00 €**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202165 P GROS	116 E	Garonne-Lomagne-Brulhois	Pommevic	Rehausse de glisiières de sécurité et mise aux normes du PR 0+390 au PR 0+420	**1 000,00 €**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
TOTAL PROGRAMME 2021 – 2022					**90 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**90 000,00 €**

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 3

TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES
PROGRAMME 2022 – 2023

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT ESTIME	OPERATIONS A LANCER	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES	OBSERVATIONS
202201 GRRV	3	Verdun-sur-Garonne - Beaumont-de-Lomagne	Bouillac - Comberouger	Reprofilement de chaussée entre les PR 14+410 et 16+219	**298 000,00 €**	-	-	-	**297 642,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202202 GRTU	3	Beaumont-de-Lomagne	Comberouger	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 16+250 et 17+178	**270 000,00 €**	-	-	-	**269 399,00 €**	Remise en état des chaussées en agglomération
202203 GRTU	6	Verdun-sur-Garonne	Dieupentale	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 8+540 et 9+300	**180 000,00 €**	-	-	-	**104 667,00 €**	Remise en état des chaussées en agglomération
202204 GROA	7	Valence d'Agen	Brassac	Réparation de l'ouvrage d'art n° 307 – Pont de Ginals	**98 000,00 €**	-	-	-	**97 579,00 €**	Remise en état des ouvrages
202205 GRRV	8	Montauban 3	Montauban	Reprofilement de chaussée entre les PR 2+479 et 7+900	**1 100 000,00 €**	-	-	-	**1 101 366,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202206 GRRV	11	Garonne-Lomagne-Brulhois	Lachapelle – Mansonville	Reprofilement de chaussée entre les PR 5+599 et 11+465	**194 000,00 €**	-	-	-	**193 753,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202207 GRRV	11	Valence d'Agen	Espalais – Valence d'Agen	Reprofilement de chaussée entre les PR 22+767 et 24+133	**240 000,00 €**	-	-	-	**240 000,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202208 GRTU	11 E 5	Valence d'Agen	Valence d'Agen	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 0+000 et 1+270	**300 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202209 GROS	12	Garonne-Lomagne-Brulhois	Donzac	Sécurisation du giratoire avec la RD 71	**35 000,00 €**	-	-	-	**34 039,00 €**	Amélioration de la sécurité
202210 GROA	15	Garonne-Lomagne-Brulhois	Lavit-de-Lomagne	Réparation de l'ouvrage d'art n° 71 - Pont de Marmaille	**100 000,00 €**	-	-	-	**99 942,00 €**	Remise en état des ouvrages
202211 GROA	20	Quercy–Aveyron	Molières	Réparation de l'ouvrage d'art n° 249 - Pont de Berry	**70 000,00 €**	-	-	-	**67 003,00 €**	Remise en état des ouvrages
202212 GRRV	20	Quercy-Rouergue	Caylus – Puylaroque	Reprofilement de chaussée entre les PR 41+000 et 47+000	**400 000,00 €**	-	-	-	**678 679,00 €**	**+ 202222**
202213 GRTU	26	Verdun-sur-Garonne	Verdun-sur-Garonne	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 7+078 et 8+182	**288 000,00 €**	-	-	-	**288 245,00 €**	Remise en état des chaussées en agglomération

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 3

TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES
PROGRAMME 2022 – 2023

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT ESTIME	OPERATIONS A LANCER	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES	OBSERVATIONS
202214 GRTU	26	Garonne-Lomagne-Brulhois	Saint-Nicolas-de-la-Grave	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 37+200 et 37+500	**170 000,00 €**	-	-	-	**170 983,00 €**	Remise en état des chaussées en agglomération
202215 GRTU	26	Garonne-Lomagne-Brulhois	Saint-Nicolas-de-la-Grave	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 36+350 et 36+580	**115 000,00 €**	-	-	-	**427 290,00 €**	**+ 202216**
202216 GROS	26	Garonne-Lomagne-Brulhois	Saint-Nicolas-de-la-Grave	Aménagement de carrefour giratoire au PR 36+335 avec la rue des Coquelicots.	**300 000,00 €**	-	-	-	**PM**	**Groupée 202215**
202217 GROA	26	Verdun-sur-Garonne	Mas-Grenier	Réparation de l'ouvrage d'art n° 341 - Pont Las Picounes	**215 000,00 €**	-	-	-	**215 276,00 €**	Remise en état des ouvrages
202218 GROA	26	Verdun-sur-Garonne	Mas-Grenier	Réparation de l'ouvrage d'art n° 1082 - Pont des Bourdettes	**100 000,00 €**	-	-	-	**98 014,00 €**	Remise en état des ouvrages
202219 GRRV	29	Pays de Serres Sud-Quercy	Labarthe	Reprofilement de chaussée entre les PR 4+771 et 7+300	**215 000,00 €**	-	-	-	**214 865,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202220 GRTU	30 E	Valence d'Agen	Lamagistère	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 1+030 et 1+425	**130 000,00 €**	-	-	-	**126 271,00 €**	Remise en état des chaussées en agglomération
202221 GROA	33	Quercy-Rouergue	Saint-Projet	Réparation de l'ouvrage d'art n° 1265 - Pont de Saint Pètre	**95 000,00 €**	-	-	-	**95 000,00 €**	Remise en état des ouvrages
202222 GRRV	33	Quercy-Rouergue	Parisot	Reprofilement de chaussée entre les PR 9+495 et 13+728	**280 000,00 €**	-	-	-	**PM**	**Groupée 202212**
202223 GROA	38	Quercy–Aveyron	Montpezat-de-Quercy	Réparation de l'ouvrage d'art n° 255 - Pont limitrophe Lot	**30 000,00 €**	-	-	-	**27 493,00 €**	Remise en état des ouvrages
202224 GRRV	38	Quercy–Aveyron	Montpezat-de-Quercy	Réfection couche de roulement du PR 5+000 au PR 7+500	**209 000,00 €**	-	-	**209 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202225 GRRV	56	Moissac	Moissac	Reprofilement de chaussée entre les PR 14+813 et 18+396	**220 000,00 €**	-	-	-	**211 869,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202226 GROA	57	Pays de Serres Sud-Quercy	Cazes-Mondenard	Réparation de l'ouvrage d'art n° 145 - Ribot au PR 8+209	**51 000,00 €**	-	-	-	**51 516,00 €**	Remise en état des ouvrages

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 3

TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES
PROGRAMME 2022 – 2023

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT ESTIME	OPERATIONS A LANCER	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES	OBSERVATIONS
202227 GRRV	58 E	Pays de Serres Sud-Quercy	Lauzerte	Reprofilement de chaussée entre les PR 0+000 et 0+899	**105 000,00 €**	-	-	-	**106 526,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202228 GRRV	63	Beaumont-de-Lomagne – Garonne Lomagne Brulhois	Angeville – Castelmayran	Reprofilement de chaussée entre les PR 7+115 et 11+554	**300 000,00 €**	-	-	-	**295 113,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202229 GROA	78	Aveyron – Lère	Montricoux	Réparation de l'ouvrage d'art n° 615 - Pont de Boyère	**17 000,00 €**	-	-	-	**16 498,00 €**	Remise en état des ouvrages
202230 GRRV	79	Castelsarrasin	Les Barthes – Labastide-du-Temple	Reprofilement de chaussée entre les PR 4+471 et 9+394	**495 000,00 €**	-	-	-	**495 000,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202231 GRRV	83	Quercy-Aveyron	Molières	Reprofilement de chaussée entre les PR 15+1018 et 19+175	**200 000,00 €**	-	-	**200 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202232 GROA	84	Quercy-Rouergue	Caylus	Réparation de l'ouvrage d'art n° 610 - Pont de Péchorré	**51 000,00 €**	-	-	-	**50 893,00 €**	Remise en état des ouvrages
202233 GRRV	101	Moissac	Lizac	Reprofilement de chaussée entre les PR 0+000 et 0+320	**97 000,00 €**	-	-	-	**97 653,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202234 GRRV	173	Quercy-Rouergue	Cazals	Reprofilement de chaussée entre les PR 0+000 et 0+400	**54 000,00 €**	-	-	-	**53 031,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202235 GRRV	200	Valence d'Agen	Valence d'Agen – Golfech – Lamagistère	Reprofilement de chaussée entre les PR 81+550 et 90+301	**410 000,00 €**	-	-	-	**409 685,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202236 GRRV	656	Pays de Serres Sud-Quercy	Valeilles - Saint-Beauzeil - Roquecor - Saint-Amans-du-Pech	Reprofilement de chaussée entre les PR 14+566 et 19+800	**885 000,00 €**	-	-	-	**885 384,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202237 GRRV	813	Verdun-sur-Garonne	Grisolles – Canals	Reprofilement de chaussée et intervention sur ouvrage d'art entre les PR 0+000 et 1+000	**548 000,00 €**	-	-	-	**548 000,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202238 GRTU	813	Castelsarrasin	Castelsarrasin	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 30+031 et 30+240	**52 000,00 €**	-	-	-	**52 402,00 €**	Remise en état des chaussées en agglomération
202239 GRRV	813	Valence d'Agen	Golfech	Reprofilement de chaussée entre les PR 56+055 et 56+730	**160 000,00 €**	-	-	-	**436 996,00 €**	**+ 202240**

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 3

TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES
PROGRAMME 2022 – 2023

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT ESTIME	OPERATIONS A LANCER	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES	OBSERVATIONS
202240 GRRV	813	Valence d'Agen	Lamagistère	Reprofilement de chaussée entre les PR 58+055 et 58+872	**270 000,00 €**	-	-	-	**PM**	**Groupée 202239**
202241 GROS	813	Valence d'Agen	Golfech	Sécurisation du giratoire avec la RD 953	**65 000,00 €**	-	-	-	**65 047,00 €**	Amélioration de la sécurité
202242 GRRV	820	Montauban 2	Montauban	Reprofilement de chaussée entre les PR 34+695 et 35+539	**205 000,00 €**	-	-	-	**205 903,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202243 GROS	820	Quercy–Aveyron	Montpezat-de-Quercy	Aménagements de sécurité avec le carrefour avec le RD 83 BIS	**72 000,00 €**	-	-	-	**68 930,00 €**	Amélioration de la sécurité
202244 GRTU	820 E 5	Quercy–Aveyron	Cayrac	Sécurisation du carrefour avec la RD 820 E	**30 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202245 GRRV	926	Quercy-Rouergue	Monteils – Septfonds	Reprofilement de chaussée entre les PR 1+400 et 4+700	**990 000,00 €**	-	-	**990 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202246 GRRV	927	Pays de Serres Sud-Quercy – Moissac	Lafrançaise - Lizac – Moissac	Reprofilement de chaussée entre les PR 18+965 et 23+072	**1 002 000,00 €**	-	-	-	**1 002 004,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202247 GRRV	927	Pays de Serres Sud-Quercy	Lafrançaise	Réfection de l'anneau de giratoire au PR 16+201	**140 000,00 €**	-	-	-	**140 071,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202248 GRRV	927	Pays de Serres Sud-Quercy	Lafrançaise	Réfection de l'anneau de giratoire au PR 18+964	**140 000,00 €**	-	-	-	**140 000,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202249 GRRV	928	Beaumont-de-Lomagne	Larrazet	Reprofilement de chaussée entre les PR 22+000 et 23+600	**361 000,00 €**	-	-	-	**361 515,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202250 GRTU	928	Beaumont-de-Lomagne	Larrazet – Sérignac	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine et intervention sur ouvrage d'art entre les PR 23+600 et 25+150	**460 000,00 €**	-	-	-	**460 000,00 €**	Remise en état des chaussées en agglomération
202251 GRTU	928	Beaumont-de-Lomagne	Gimat	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine et intervention sur ouvrage d'art entre les PR 38+800 et 39+900	**320 000,00 €**	-	-	**320 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202252 GRRV	928	Beaumont-de-Lomagne	Gimat – Marignac	Reprofilement de chaussée et intervenion sur ouvrage d'art entre les PR 39+900 et 41+855	**617 000,00 €**	-	-	**617 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées hors agglomération

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 3

TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES
PROGRAMME 2022 – 2023

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT ESTIME	OPERATIONS A LANCER	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES	OBSERVATIONS
202253 GROS	928	Montauban 1	Montauban	Aménagement de carrefour giratoire au PR 0+000 avec la route de Toulouse	**150 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202254 GROA	928	Beaumont-de-Lomagne	Larrazet	Réparation de l'ouvrage d'art n° 1550 - Pont de Larrazet	**87 000,00 €**	-	-	-	**83 900,00 €**	Remise en état des ouvrages
202255 GRRV	930	Montauban 1	Montauban	Reprofilement de chaussée et intervention sur ouvrage d'art entre les PR 0+000 et 0+750	**241 000,00 €**	-	-	-	**241 270,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202256 GRTU	930	Montech	Bressols	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 1+200 et 1+450	**63 000,00 €**	-	-	**63 062,00 €**	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202257 GRTU	930	Tarn-Tescou Quercy vert	Labastide-Saint-Pierre	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine et intervention sur ouvrage d'art entre les PR 6+600 et 7+150	**188 000,00 €**	-	-	-	**188 000,00 €**	Remise en état des chaussées en agglomération
202258 GROA	953	Garonne-Lomagne-Brulhois	Saint-Loup	Réparation de l'ouvrage d'art n° 13 – Pont maçonnerie multi- arches de Mondou – Joints de chaussée	**115 000,00 €**	-	-	-	**112 074,00 €**	Remise en état des ouvrages
202259 GROA	953	Garonne-Lomagne-Brulhois	Auvillar	Réparation de l'ouvrage d'art n° 751 – Pont de Candelou	**10 000,00 €**	-	-	-	**10 000,00 €**	Remise en état des ouvrages (travaux CD 32)
202260 GRTU	953 C	Valence d'Agen	Valence d'Agen	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 0+000 et 0+223	**250 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202261 GRRV	957	Pays de Serres Sud-Quercy - Moissac	Miramont-de-Quercy - Montbarla - Montesquieu	Reprofilement de chaussée entre les PR 0+000 et 4+520	**1 007 000,00 €**	-	-	-	**1 007 000,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202262 GRRV	958	Montauban 1 – Montech	Montauban – Montbeton	Reprofilement de chaussée entre les PR 65+236 et 67+223	**605 000,00 €**	-	-	-	**605 000,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202263 GRRV	958	Quercy-Rouergue	Varen	Reprofilement de chaussée entre les PR 6+484 et 9+000	**906 000,00 €**	-	-	-	**906 000,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202264 GROA	958	Quercy–Aveyron	Nègrepelisse	Réparation de l'ouvrage d'art n° 992 - Pont des Courounets	**92 000,00 €**	-	-	-	**92 122,00 €**	Remise en état des ouvrages
202265 GRRV	959	Quercy-Aveyron – Montauban 1	L'Honor-de-Cos - Montauban	Reprofilement de chaussée entre les PR 17+589 et 19+000	**395 000,00 €**	-	-	-	**395 000,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 3

TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES
PROGRAMME 2022 – 2023

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT ESTIME	OPERATIONS A LANCER	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES	OBSERVATIONS
202266 GRRV	999	Montauban 3 – Tarn-Tescou Quercy vert	Saint-Nauphary – Montauban	Reprofilement de chaussée et intervention sur ouvrage d'art entre les PR 10+700 et 14+350	**1 167 000,00 €**	-	-	**1 167 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202267 GROA	999	Montauban	Montauban	Réparation de l'ouvrage d'art n° 1099 - Pont du Carreyrat (nouveau tracé)	**95 000,00 €**	-	-	-	**88 253,00 €**	Remise en état des ouvrages
202268 GROA	DIV	Divers cantons	Diverses communes	Travaux préventifs sur ouvrages d'Art	**280 000,00 €**	-	-	**352 443,00 €**	-	Remise en état des ouvrages
202269 GRRV	DIV	Divers cantons	Diverses communes	Travaux préventifs sur routes départementales	**320 000,00 €**	-	-	**320 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202270 GRRV	2	Pays de Serres Sud-Quercy	Montaigu-de-Quercy	Reprofilement de chaussée entre les PR 33+228 et 33+827	**200 000,00 €**	-	-	-	**196 072,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202271 GRRV	41	Pays de Serres Sud-Quercy	Montaigu-de-Quercy	Reprofilement de chaussée entre les PR 17+920 et 18+080	**90 000,00 €**	-	-	-	**90 000,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
TOTAL PROGRAMME 2022 – 2023					**20 010 000,00 €**	**730 000,00 €**	**0,00 €**	**4 238 505,00 €**	**15 016 233,00 €**	**19 984 738,00 €**

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 4

TRAVAUX REALISES PAR L'UNITE D'EXPLOITATION ET DE TRAVAUX EN REGIE
PROGRAMME 2022 – 2023

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	OPERATIONS TERMINEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS A LANCER	OBSERVATIONS
202270 P GROS	26	Beaumont-de-Lomagne	Cordes-Tolosannes	Mise en place de dispositifs de retenue en métal laqué + écrans motos du PR 27+000 à 27+120	**19 000,00 €**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202271 P GROS	69	Quercy-Aveyron	Lamothe-Capdeville	Mise en place d'écrans motos du PR 20+160 à 20+235	**2 400,00 €**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202272 P GROS	41	Pays de Serres Sud-Quercy	Montaigu-de-Quercy	Mise en place de dispositifs de retenue en métal + écrans motos du PR 24+700 à 24+860	**13 600,00 €**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202273 P GROS	78	Quercy-Aveyron	Montastruc	Mise en place d'écrans motos du PR 30+158 à 30+522	**14 800,00 €**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202274 P GROS	813	Moissac	Moissac	Mise en place d'écrans motos du PR 37+056 à 37+272	**6 400,00 €**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202275 P GROS	958	Quercy-Rouergue	Varen	Remplacement de dispositifs de retenue vétustes par glissières métal laqué + écrans motos du PR 6+680 à 6+730	-	**6 600,00 €**	-	-	Amélioration de la sécurité
202276 P GROS	958	Quercy-Aveyron	Varen	Remplacement de dispositifs de retenue vétustes par glissières métal laqué + écrans motos du PR 6+800 à 6+940	-	**17 200,00 €**	-	-	Amélioration de la sécurité
TOTAL PROGRAMME 2022 – 2023					**56 200,00 €**	**23 800,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**80 000,00 €**

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 5

TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES
PROGRAMME 2023 – 2024

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT ESTIME	OPERATIONS A LANCER	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES	OBSERVATIONS
202301 GRTU	3	Beaumont-de-Lomagne	Beaumont-de-Lomagne	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 27+130 et 27+480	**150 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202302 GRRV	3	Beaumont-de-Lomagne	Beaumont-de-Lomagne – Esparsac	Reprofilement de chaussée entre les PR 27+785 et 31+390	**660 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202303 GRTU	8	Montauban 2	Montauban	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 1+090 et 1+760	**150 000,00 €**	-	-	-	**150 000,00 €**	Remise en état des chaussées en agglomération
202304 GROA	12	Garonne-Lomagne-Brulhois	Auvillar	Réparation de l'ouvrage d'art n° 38 au PR 19+149 – Pont Poutoy	**100 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des ouvrages
202305 GRRV	16	Moissac – Pays de Serres Sud-Quercy	Moissac – Montesquieu – Durfort-Lacapelette	Reprofilement de chaussée entre les PR 0+000 et 3+500	**770 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202306 GRRV	20	Quercy-Rouergue	Puylaroque	Reprofilement de chaussée entre les PR 37+747 et 41+000	**220 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202307 GRRV	21	Montauban 3	Montauban	Reprofilement de chaussée entre les PR 2+752 et 5+200	**500 000,00 €**	-	-	-	**500 000,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202308 GROS	25	Beaumont-de-Lomagne	Coutures	Aménagement de sécurité au PR 17+641	**80 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Amélioration de la sécurité
202309 GRTU	26	Verdun-sur-Garonne	Mas-Grenier	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 13+796 et 15+123	**390 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202310 GRRV	29	Pays de Serres Sud-Quercy	Labarthe	Reprofilement de chaussée entre les PR 7+300 et 11+945	**340 000,00 €**	-	-	**340 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202311 GROA	29	Pays de Serres Sud-Quercy	Sauveterre	Réparation de l'ouvrage d'art n° 137 au PR 14+272 – Pont de Saux	**100 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des ouvrages
202312 GRRV	32	Tarn-Tescou-Quercy vert	Puygaillard-de-Quercy – Bruniquel	Reprofilement de chaussée entre les PR 0+000 et 5+000	**340 000,00 €**	-	-	**340 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202313 GRRV	33	Quercy-Rouergue	Puylagarde	Reprofilement de chaussée entre les PR 14+742 et 16+812	**140 000,00 €**	-	-	**140 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées hors agglomération

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 5

TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES
PROGRAMME 2023 – 2024

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT ESTIME	OPERATIONS A LANCER	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES	OBSERVATIONS
202314 GRRV	39	Montech	Lacourt-Saint-Pierre	Reprofilement de chaussée entre les PR 4+660 et 6+500	**230 000,00 €**	-	-	-	**230 000,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202315 GRRV	39	Montech	Lacourt-Saint-Pierre – Bressols	Reprofilement de chaussée entre les PR 6+540 et 8+980	**80 000,00 €**	-	-	-	**80 000,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202316 GRTU	45	Castelsarrasin	Castelsarrasin	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 13+950 et 14+500	**170 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202317 GROS	45	Castelsarrasin	Castelsarrasin	Aménagement d'un tourne-à-gauche au PR 19+214 avec la VC 12	**100 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202318 GRTU	50	Verdun-sur-Garonne	Fabas	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 17+398 et 17+851	**145 000,00 €**	-	-	**145 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202319 GRTU	51	Montech	Montbeton	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 1+100 et 1+365	**150 000,00 €**	-	-	-	**150 000,00 €**	Remise en état des chaussées en agglomération
202320 GRRV	57	Valence d'Agen	Saint-Vincent-Lespinasse	Reprofilement de chaussée entre les PR 35+287 et 36+470	**180 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202321 GRRV	68	Pays de Serres Sud-Quercy	Labarthe – Vazerac	Reprofilement de chaussée entre les PR 0+000 et 5+236	**360 000,00 €**	-	-	**360 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202322 GRTU	69	Quercy-Aveyron	Mirabel	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 12+880 et 13+570	**200 000,00 €**	-	-	-	**200 000,00 €**	Remise en état des chaussées en agglomération
202323 GRTU	78	Quercy-Aveyron	Réalville	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 12+400 et 12+727	**115 000,00 €**	-	-	-	**142 924,00 €**	Remise en état des chaussées en agglomération
202324 GRRV	78	Quercy-Aveyron	Réalville	Réfection de l'anneau de giratoire au PR 12+727	**45 000,00 €**	-	-	-	**45 000,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération
202325 GRTU	83	Quercy-Aveyron	Molières	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 18+779 et 19+175	**180 000,00 €**	-	-	**180 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202326 GRRV	88	Garonne-Lomagne-Brulhois	Mansonville – Auvillar	Reprofilement de chaussée entre les PR 11+932 et 15+805	**750 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 5

TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES
PROGRAMME 2023 – 2024

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT ESTIME	OPERATIONS A LANCER	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES	OBSERVATIONS
202327 GROA	93	Garonne-Lomagne-Brulhois	Saint-Michel	Réparation de l'ouvrage d'art n° 76 au PR 15+314 – Pont de Saint-Michel	**100 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des ouvrages
202328 GRTU	108	Montech	Montbeton	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 6+000 et 6+640	**300 000,00 €**	-	-	**300 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202329 GROA	115	Aveyron – Lère	Saint-Etienne-de-Tulmont	Etanchéité et restauration d'ouvrages d'art aux PR 39+800 et 44+312	**90 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des ouvrages
202330 GRTU	116	Garonne-Lomagne-Brulhois	Malause	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 8+100 et 8+830	**220 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202331 GRRV	200	Moissac	Moissac	Reprofilement de chaussée entre les PR 62+200 et 63+1567	**90 000,00 €**	-	-	**90 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202332 GRRV	200	Garonne-Lomagne-Brulhois - Valence d'Agen	Malause – Boudou	Reprofilement de chaussée entre les PR 63+1567 et 73+650	**340 000,00 €**	-	-	**340 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202333 GRRV	202	Tarn-Tescou-Quercy vert	Orgueil	Liaison cyclable au PR 7+760 – 1ère phase	**500 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202334 GRTU	813	Beaumont-de-Lomagne	Saint-Porquier	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 21+060 et 21+160	**60 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202335 GRTU	813	Garonne-Lomagne-Brulhois	Malause	Réfection de l'anneau de giratoire au PR 45+577	**65 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202336 GRRV	813	Garonne-Lomagne-Brulhois – Valence d'Agen	Malause – Pommevic	Reprofilement de chaussée entre les PR 46+400 et 48+500	**525 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202337 GRTU	813	Valence d'Agen	Pommevic	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 48+500 et 49+286	**270 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202338 GROS	813	Valence d'Agen	Valence d'Agen	Aménagement d'un carrefour giratoire au PR 51+600 avec la RD 11E5 – 1ère phase	**80 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202339 GRRV	813	Valence d'Agen	Lamagistère	Réfection de l'anneau de giratoire au PR 58+872	**160 000,00 €**	-	-	-	**160 000,00 €**	Remise en état des chaussées hors agglomération

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 5

TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES
PROGRAMME 2023 – 2024

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT ESTIME	OPERATIONS A LANCER	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES	OBSERVATIONS
202340 GROA	813	Moissac	Moissac	Etanchéité et restauration d'ouvrages d'art aux PR 32+000 et 33+600 – Ponts de Nauze et Cabanes	**330 000,00 €**	-	-	-	**357 109,00 €**	Remise en état des ouvrages
202341 GROS	820	Montech	Montbartier	Aménagement d'un carrefour giratoire au PR 52+740 avec la Zac Grand Sud Logistique – 1ère Phase	**80 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202342 GROA	820	Aveyron – Lère	Caussade	Etanchéité et restauration d'ouvrages d'art aux PR 16+097 et 18+420	**90 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des ouvrages
202343 GRRV	926	Quercy-Rouergue	Septfonds	Reprofilement de chaussée entre les PR 4+700 et 6+000	**500 000,00 €**	-	-	**500 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202344 GRRV	927	Pays de Serres Sud-Quercy	Lafrançaise	Reprofilement de chaussée entre les PR 14+200 et 18+964	**1 080 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202345 GRRV	928	Beaumont-de-Lomagne	Larrazet – Sérignac	Reprofilement de chaussée entre les PR 25+150 et 29+450	**1 000 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202346 GRRV	928	Beaumont-de-Lomagne	Sérignac – Beaumont-de-Lomagne	Reprofilement de chaussée entre les PR 29+450 et 31+662	**590 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202347 GRTU	930	Tarn-Tescou-Quercy vert	Orgueil	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 11+026 et 11+420	**240 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202348 GROA	930	Tarn-Tescou-Quercy vert	Labastide-Saint-Pierre	Etanchéité et restauration de l'ouvrage d'art n° 277 au PR 6+603 – Pont de la Mouline	**230 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des ouvrages
202349 GRRV	953	Valence d'Agen	Castelsagrat – Saint-Clair	Reprofilement de chaussée entre les PR 21+869 et 25+623	**800 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202350 GRRV	953	Valence d'Agen	Saint-Clair	Reprofilement de chaussée entre les PR 25+623 et 27+000	**290 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202351 GROS	958	Quercy-Rouergue	Varen	Sécurisation virage de la Mouline	**150 000,00 €**	-	-	**150 000,00 €**	-	Amélioration de la sécurité
202352 GRRV	958	Quercy-Rouergue	Varen	Reprofilement de chaussée entre les PR 9+000 et 12+404	**800 000,00 €**	-	-	**800 000,00 €**	-	Remise en état des chaussées hors agglomération

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 5

TRAVAUX REALISES PAR LES ENTREPRISES
PROGRAMME 2023 – 2024

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT ESTIME	OPERATIONS A LANCER	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES	OBSERVATIONS
202353 GRTU	958	Castelsarrasin	La-Ville-Dieu-du-Temple	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 74+634 et 75+150	**130 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202354 GROA	958	Quercy-Rouergue	Varen	Réparation du mur de soutènement de la Mouline au PR 6+668	**120 000,00 €**	-	-	-	**150 273,00 €**	Remise en état des ouvrages
202355 GRRV	959	Montauban 1 – Montauban 2	Montauban	Reprofilement de chaussée entre les PR 21+000 et 22+764	**480 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202356 GRRV	959	Montauban 2	Montauban	Réfection de l'anneau de giratoire au PR 23+540	**120 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202357 GROA	DIV	Divers cantons	Diverses communes	Travaux préventifs sur Ouvrages d'Art	**200 000,00 €**	-	-	**200 000,00 €**	-	Remise en état des ouvrages
202358 GRRV	DIV	Divers cantons	Diverses communes	Travaux préventifs sur routes départementales	**135 000,00 €**	-	**OUI**	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202359 GRRV	36	Tarn-Tescou-Quercy vert	La Salvetat Belmontet – Saint-Nauphary	Reprofilement ponctuel de chaussée dans le cadre du Tour de France Féminin 2023 entre les PR 0+000 et 6+500	**130 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202360 GRTU	65	Aveyron – Lère	Nègrepelisse	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 9+630 et 10+140	**170 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202361 GRTU	117	Aveyron – Lère	Caussade	Reprofilement de chaussée en traverse urbaine entre les PR 1+085 et 1+315	**120 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées en agglomération
202362 GRRV	200	Beaumont-de-Lomagne – Montech	Escatalens – Montech	Reprofilement de chaussée entre les PR 45+510 et 46+230	**40 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202363 GRRV	820	Quercy-Aveyron	Montpezat-de-Quercy – Montalzat	Reprises ponctuelles entre les PR 7+922 et 8+100	**50 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
202364 GRRV	999	Montauban 3	Montauban	Réfection de l'anneau de giratoire au PR 16+800	**130 000,00 €**	**OUI**	-	-	-	Remise en état des chaussées hors agglomération
TOTAL PROGRAMME 2023 – 2024					**17 450 000,00 €**	**4 865 000,00 €**	**6 620 000,00 €**	**3 885 000,00 €**	**2 165 306,00 €**	**17 535 306,00 €**

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 6

TRAVAUX REALISES PAR L'UNITE D'EXPLOITATION ET DE TRAVAUX EN REGIE
PROGRAMME 2023 – 2024

N° OPER	N° RD	CANTONS	COMMUNES	DESIGNATION DE L'OPERATION	OPERATIONS TERMINEES	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS LANCEES	OPERATIONS A LANCER	OBSERVATIONS
202359 P GROS	24	Pays de Serres Sud-Quercy	Belvèze	Remplacement de glissières bois existantes du PR 4+470 à 4+855	-	-	-	**20 000,00 €**	Amélioration de la sécurité
202360 P GROS	41	Pays de Serres Sud-Quercy	Montaigu-de-Quercy	Mise en place de dispositifs de retenue (continuité du programme 2022) du PR 24+860 à 25+000	**14 400,00 €**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202361 P GROS	70	Tarn-Tescou-Quercy vert	Léojac-Bellegarde	Mise en place de dispositifs de retenue métallique + écrans motos du PR 5+722 à 5+810	**16 000,00 €**	-	-	-	Amélioration de la sécurité
202362 P GROS	72	Castelsarrasin	Les Barthes	Pose d'écrans motos du PR 6+770 à 6+825	-	-	-	**4 000,00 €**	Amélioration de la sécurité
202363 P GROS	200	Castelsarrasin	Castelsarrasin	Remplacement de barrières de la Vélo Voie Verte du PR 56+100 à 56+400	-	-	-	**2 000,00 €**	Amélioration de la sécurité
202364 P GROS	926	Quercy-Rouergue	Monteils	Remplacement de dispositifs de retenue mixte bois métal (côtés droit et gauche) du PR 1+220 à 1+350	-	-	-	**43 600,00 €**	Amélioration de la sécurité
202365 P GROS	115	Quercy-Rouergue	Saint-Antonin-Noble-Val	Prolongation du dispositif de retenue métallique avec écrans motos du PR 16+235 à 116+335	-	-	-	**20 000,00 €**	Amélioration de la sécurité
TOTAL PROGRAMME 2023 – 2024					**30 400,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**89 600,00 €**	**120 000,00 €**

SPVG

PONT SUSPENDU VERDUN SUR GARONNE

RAPPORT ANNUEL 2022



SOMMAIRE

I – RAPPORT FINANCIER 2022 - Données comptables

a) Fait caractéristiques de l'exercice
b) Descriptif du contrat de Partenariat Public Privé
c) Règles et méthodes de calcul
d) Variations du patrimoine immobilier
e) Situation des biens et immobilisations
f) Programme contractuel d'investissement et de renouvellement
g) Etat des autres dépenses de renouvellement
h) Inventaire des biens de retour et de reprise
i) Engagements financiers
j) Notes sur le bilan et compte de résultat

II – Amélioration Qualité – Service à l'usager

Sans objet

III – Compte rendu technique

a) Entretien – Maintenance

SPV G

Pont suspendu de Verdun sur Garonne

Société par Actions Simplifiée au capital de 20 000 euros
Siège Social : 60 Boulevard de Thibaud 31 000 TOULOUSE 521 565 275 RCS TOULOUSE

RAPPORT FINANCIER 2022

La société **SPV G** réalise sous sa maîtrise d'ouvrage la construction du pont suspendu de VERDUN SUR GARONNE au titre d'un contrat de Partenariat Public-Privé signé avec le Conseil Général du TARN et GARONNE.

Définition du Contrat de partenariat : Mission globale relative au financement, à la conception, la réalisation, la surveillance, l'entretien et la maintenance du pont suspendu.

Le contrat a été notifié le 28 juin 2010 modifié par l'avenant n° 1 du 14/12/2011.

Le montant à financer de **16.128K€** se décompose :

Total (€ HT)	Offre finale	Cristallisation des taux	Avenant
Coûts de construction	12 318 k€	12 318 k€	12 318 k€
Coûts d'études, conception et annexes à la construction	805 k€	805 k€	805 k€
Coût de Conception et de Construction du nouveau pont	**13 123 k€**	**13 123 k€**	**13 123 k€**
Coûts de la Société de Projet	1 260 k€	1 260 k€	1 260 k€
Provisions constituées conformément aux prescriptions du Contrat	280 k€	280 k€	280 k€
Cout des Investissements Initiaux	**14 663 k€**	**14 663 k€**	**14 663 k€**
Coûts Financiers Intercalaires prévisionnels	1 543 k€	1 465 k€	1 196 k€
Provision pour recalage des instruments de couverture et coûts de transaction	-	-	269 k€
Montant à Financer prévisionnel	**16 206 k€**	**16 128 K€**	**16 128 K€**

L'ouvrage est mis à disposition le 01/11/2012, les premiers loyers sont intervenus au 31/01/2013. La démolition de l'ancien pont est réalisée en 2013.

Pour l'année 2022, le montant des loyers facturés :

SPV G - Loyers 2022		31/01/2022	30/04/2022	31/07/2022	31/10/2022	Total 2022
Maintenance	Base	11 250,00	11 250,00	11 250,00	11 250,00	
	Révision	2 741,00	2 807,00	2 829,00	2 918,00	**56 295**
Exploitation	Base	14 250,00	14 250,00	14 250,00	14 250,00	
	Révision	4 011,00	5 572,00	6 586,00	7 231,00	**80 400**
Investissement	Lia	254 608,00	254 608,00	254 608,00	254 608,00	
	Lib	29 022,00	29 022,00	29 022,00	29 022,00	**1 134 520**
Entretien Renouvellement	Base	-	-	-	-	
	Révision	-	-	-	-	-
						1 271 215

La situation financière au 31/12/2021 se présente ainsi :

		31/12/2022
0010 CAPITAUX		22 000
0030 REPORT A NOUVEAU		
0040 RESULTAT		21 112
CAPITAUX PROPRES		***43 112***
0050 IMMOBILISATIONS		
0055 AMORTISSEMENTS		
0070 IMMO FINANCIERES		
IMMOBILISATIONS NETTES		
FONDS DE ROULEMENT		**43 112**
0100 PROVISIONS		
0109 PROVISIONS SAV		
0110 PROVISIONS PAT		
0120 PROVISIONS DEPREC TITRES		
PROVISIONS		
0140 FOURNISSEURS		-47
0141 FOURNISSEURS STPD		
0145 FOURNISSEURS FNP		69 760
0146 AJUSTEMENT FCL		
0150 DETTES LIEES AU PERSONNEL		
0151 DETTES ETATS COLLECTIVITES		87 232
0152 AUTRES CREANCE ET DETTES		
0160 AVANCES CLIENTS		
B.F.R. PASSIF		***156 945***
0180 C/C SEP		
0190 STOCKS		
0200 CLIENTS	-7 874	
0201 CLIENTS STPD		
0205 CLIENTS TAF	628 412	
0206 CLIENTS DOUTEUX		
0207 PROV.CLIENTS DOUT		
B.F.R. ACTIF	***620 538***	
BESOIN FONDS DE ROULEMENT		**-463 594**
TRESO = FR + PROV + BFR		**-420 482**
0270 EMPRUNTS LT		771 363
0280 C/C GROUPE		
0285 COMPTE DE LIAISON		
0290 VMP		
0300 COURT TERME	350 881	
TRESORERIE	**-420 482**	

I – DONNEES COMPTABLES

(en euros)

I. Faits caractéristiques de l'exercice

II. Descriptif du contrat de Partenariat Public Privé

III. Règles et méthodes comptables

IV. Variations du patrimoine immobilier

V. Situation des biens et immobilisations

VI. Programme contractuel d'investissement et de renouvellement

VII. Etat des autres dépenses de renouvellement

VIII. Inventaire des biens de retour et de reprise

IX. Engagements financiers

X. Notes sur le bilan et compte de résultat

SPV G

BILAN ACTIF **Clôture au 31 décembre 2022**

BILAN-ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions,brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles				
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL immobilisations financières				
Total Actif Immobilisé (II)				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock				
Avances et acomptes versés sur commandes	47		47	47
Clients et comptes rattachés	628 452		628 452	634 057
Autres créances	15 953		15 953	33 721
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	***644 453***		***644 453***	***667 824***
Valeurs mobilières de placement				
dont actions propres:				
Disponibilités	350 881		350 881	362 442
TOTAL Disponibilités	***350 881***		***350 881***	***362 442***
Charges constatées d'avance				
Total Actif Circulant (III)	***995 334***		***995 334***	***1 030 266***
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
Total Général (I à VI)	***995 334***		***995 334***	***1 030 266***

SPV G

BILAN PASSIF **Clôture au 31 décembre 2022**

BILAN-PASSIF		Exercice 2022	Exercice 2021
Capital social ou individuel	dont versé :	20 000	20 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			
Ecarts de réévaluation	dont écart d'équivalence		
Réserve légale		2 000	2 000
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours :		
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :		
TOTAL Réserves		**2 000**	**2 000**
Report à nouveau			
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		**21 112**	**20 280**
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		***43 112***	***42 280***
Produit des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs :	771 363	791 156
TOTAL Dettes financières		***771 363***	***791 156***
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		69 760	84 161
Dettes fiscales et sociales		103 185	105 351
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		7 914	7 318
TOTAL Dettes d'exploitation		***180 859***	***196 830***
Produits constatés d'avance			
TOTAL DETTES (IV)		***952 222***	***987 986***
Ecart de conversion Passif (V)			
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		***995 334***	***1 030 266***

SPV G

COMPTE DE RESULTAT **Clôture au 31 décembre 2022**

COMPTE DE RESULTAT			Exercice 2022			Exercice 2021
			France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises						
Production vendue biens			56 295		56 295	
Production vendue services			108 768		108 768	159 840
Chiffres d'affaires nets			***165 063***		***165 063***	***159 840***
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges						
Autres produits					0	0
Total des produits d'exploitation (I)					***165 063***	***159 841***
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)						
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)						
Autres achats et charges externes					163 184	157 985
Impôts, taxes et versements assimilés					1 512	1 461
Salaires et traitements						
Charges sociales						
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements				
		Dotations aux provisions				
	Sur actif circulant : dotations aux provisions					
	Pour risques et charges : dotations aux provisions					
Autres charges					597	662
Total des charges d'exploitation (II)					***165 292***	***160 108***
RÉSULTAT D'EXPLOITATION					-229	-267
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés					111 403	113 325
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total des produits financiers (V)					***111 403***	***113 325***
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées					77 815	79 698
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)					***77 815***	***79 698***
RÉSULTAT FINANCIER					33 588	33 627
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)					33 359	33 360

SPV G

COMPTE DE RESULTAT (suite) **Clôture au 31 décembre 2022**

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels (VII)		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total des charges exceptionnelles (VIII)		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	12 247	13 080
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	***276 466***	***273 166***
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	***255 354***	***252 886***
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	***21 112***	***20 280***

I - Faits caractéristiques de l'exercice

Il est indiqué qu'aucun élément significatif n'a remis en cause la comparabilité des exercices.

II - Descriptif du contrat de Partenariat Public Privé

Par délibération du 29/06/2006, le Conseil Général du Tarn et Garonne a approuvé, au vu du rapport d'évaluation préalable, la construction du Pont Suspendu de Verdun sur Garonne, et, compte tenu de la complexité du dossier, le recours à un contrat de partenariat public privé.
SPV G s'est vu confier par le Conseil Général du Tarn et Garonne la conception, le financement, la réalisation, la maintenance et l'exploitation du Pont Suspendu de Verdun sur Garonne.

III - Règles et méthodes comptables

Principes généraux :

Les comptes de la société sont établis conformément aux dispositions règlementaires françaises du Plan Comptable Général (PCG) tel que décrit par le règlement ANC n°2014-03 et mis à jour de l'ensemble des règlements le modifiant.

Les données chiffrées de la présente annexe sont communiquées en euros.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

● Comptabilisation des contrats de Partenariat Public Privé

Les contrats de Partenariat Public Privé sont constitués de deux périodes distinctes : une phase construction et une phase exploitation.

Pendant la phase construction, le chiffre d'affaires est constaté selon la méthode de l'avancement défini par les articles 622-2 à 622-7 du PCG en contrepartie d'une créance à facturer au client. En phase d'exploitation, la quote-part de loyer correspondant au remboursement des dépenses liées à l'ouvrage est comptabilisée en diminution de la créance et la quote-part représentative du coût de financement est constatée en résultat financier.

● Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production et amorties sur la durée du contrat.

Tels qu'autorisés par l'article 213-9 du PCG, les coûts de financement supportés en période de construction sont incorporés au coût d'acquisition de la construction.

● Stocks et en-cours

Les stocks de marchandises et approvisionnements sont évalués selon une seule méthode : la méthode du coût moyen pondéré. Leur valeur brute comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

● Créances d'exploitation

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.
Les créances font l'objet d'une appréciation au cas par cas à la clôture pour analyser le niveau de risque de non recouvrement. En fonction de cette appréciation, une provision pour dépréciation est éventuellement comptabilisée.

● Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et éventuellement dépréciées lorsque celui-ci est supérieur à leur valeur de marché.

● Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont un caractère estimatif mais sont destinées à couvrir des risques que des évènements survenus ou en cours rendent probables à la clôture. Elles sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation née du risque.

Des provisions pour pertes à terminaison sont comptabilisées dans le cas où une prévision à fin d'affaire, établie en fonction de l'estimation la plus probable des résultats prévisionnels, fait ressortir un résultat déficitaire.

Les provisions pour litiges concernent, pour l'essentiel, des litiges avec des clients, sous-traitants, co-traitants ou fournisseurs, ainsi que des provisions pour litiges prud'homaux.

Les provisions pour autres risques exceptionnels sont destinées à couvrir des risques à caractère non récurrent.

● Chiffre d'affaires

Le chiffre d’affaires est constaté au fur et à mesure de l'avancement des dépenses de construction encourues pour la réalisation de l'objet du contrat de PPP.

● Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation comprennent :

- les redevances de marques ou de brevets,
- les restitutions de pénalités sur marchés ou sur contrats, et les indemnités diverses reçues de tiers,
- les produits de location d'immeubles et les produits divers de gestion courante.

● Charges d'exploitation

Les frais d’émission d’emprunts sont étalés sur la durée de l’emprunt.

● Résultat courant

Le résultat courant comprend le résultat de l'exploitation ainsi que les charges et produits liés au financement net des activités. Il ne prend pas en compte les éléments à caractère non récurrent tels que les coûts et provisions associés aux cessions d'actifs hors exploitation, les coûts de fermeture de sites et les charges de restructuration.

● Changements comptables

Le cas échéant, la société fait mention de toutes les informations nécessaires à la compréhension des changements comptables (PCG art. 833-2/2 ; 832-2/2)

IV. VARIATIONS DU PATRIMOINE IMMOBILIER

(néant)

V. SITUATION DES BIENS ET IMMOBILISATIONS

(néant)

VI. PROGRAMME CONTRACTUEL D'INVESTISSEMENT ET DE RENOUVELLEMENT

(néant)

VII. ETAT DES AUTRES DEPENSES DE RENOUVELLEMENT

(néant)

VIII. INVENTAIRE DES BIENS DE RETOUR ET DE REPRISE

(néant)

IX. ENGAGEMENTS FINANCIERS

Le montant de l'endettement financier au 31/12/2022 s'élève à 771.363 €, soit un principal de 758.511 € de dette subordonnée de l'actionnaire et des intérêts non échus pour le différentiel.

X. Notes sur le bilan et compte de résultat

Notes sur le bilan

- Immobilisations

La variation des immobilisations, en valeurs brutes, se présente comme suit (en €)

En €	31/12/2021	ENTREES	SORTIES	APPORT FUSION		Reclassement	31/12/2022
				ENTREES	SORTIES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et développement							
Fonds commercial							
Logiciels							
Immobilisations en cours							
Autres immobilisations incorporelles							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions							
Mali de fusion sur actifs corporels							
Matériel et outillage							
Matériel de transport							
Autres immobilisations							
Immobilisations en cours							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Titres de participation et créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisées							
Prêts et autres immobilisations financières							
Sous-total							
TOTAL							

● Amortissements des immobilisations

En €	31/12/2021	DOTATIONS	REPRISES	APPORT FUSION		31/12/2022
				DOTATIONS	REPRISES	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement et développement						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Sous-total						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains						
Constructions						
Mali de fusion sur actifs corporels						
Matériel et outillage						
Matériel de transport						
Autres immobilisations						
Sous-total						
TOTAL						

● Dépréciations des immobilisations

En €	31/12/2021	DOTATIONS	REPRISES	APPORT FUSION		31/12/2022
				DOTATIONS	REPRISES	
DEPRECIATIONS IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
DEPRECIATIONS IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
DEPRECIATIONS IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
- Dépréciations titres de participation						
- Dépréciations autres immobilisations financières						
TOTAL						

Les mouvements significatifs des dotations et reprises de l'exercice concernent :
NEANT

● Échéances des créances

En €	TOTAL	- 1 AN	+ 1 AN	+ 5 ANS
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
COMPTES DE TIERS				
Créances clients & comptes rattachés	628 452	51 477	61 072	515 903
Personnel et comptes rattachés				
Organismes sociaux				
Etat & collectivités publiques	15 953	15 953		
Groupe et associés (comptes courants)				
Autres débiteurs				
COMPTES FINANCIERS				
Valeurs mobilières de placement				
Banques & valeurs à l'encaissement, caisse	350 881	350 881		
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
TOTAL	**995 287**	**418 312**	**61 072**	**515 903**

● Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan

En €	31/12/2022	31/12/2021
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	628 412	634 016
Autres créances		14 619
Banque et établissements financiers		
Produits à recevoir	**628 412**	**648 635**

● Dépréciations de l'actif circulant

En €	31/12/2021	VARIATION DE L'EXERCICE				31/12/2022
		DOTATIONS	REPRISES	APPORT FUSION et AUTRES		
				DOTATIONS	REPRISES	
Dépréciations stocks et en cours						
Dépréciations comptes clients						
Autres provisions pour dépréciation						
TOTAL						

Les mouvements significatifs des dotations et reprises de l'exercice concernent :
NEANT

● Comptes de régularisation - actif

Charges constatées d'avance en € : dont exploitation :
financier :
exceptionnel :

● Capital Social

Constitution du capital social

Actions ou parts	Nombre	Valeur nominale en €	Valeur totale (en €)
31/12/2021	**200**	**100**	**20 000**
Actions émises pendant l'exercice			
Actions remboursées ou annulées pendant l'exercice			
Réduction de la valeur nominale			
31/12/2022	**200**	**100**	**20 000**

La Société fait partie du Groupe VINCI qui détient la totalité des actions par l'intermédiaire de sa filiale VINCI CONSTRUCTION France.

Variation des capitaux propres

En €	31/12/2021	Affectation du résultat N-1	Résultat de l'exercice	Autres Variations	31/12/2022
Capital social	20 000				20 000
Réserves	2 000				2 000
Primes					
Report à nouveau					
Résultat	20 280	-20 280	21 112		21 112
Subvention d'investissement					
Provisions réglementées					
Acompte sur dividendes					
TOTAL	**42 280**	**-20 280**	**21 112**		**43 112**

● Provisions

La variation des provisions se présente comme suit (en €)

En €	31/12/2021	VARIATION DE L'EXERCICE					31/12/2022
		DOTATIONS	REPRISES		APPORT FUSION et AUTRES		
			AVEC UTILISATION	SANS OBJET	DOTATIONS	REPRISES	
PROVISIONS REGLEMENTEES							
Amortissements dérogatoires							
Autres provisions reglementées							
Sous-total							
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES							
Provisions pour litiges							
Provisions SAV							
Provisions pour pertes à terminaison							
Provisions pour amendes et pénalités							
Provisions pour risques financiers							
Autres provisions pour risques et charges							
Sous-total							
TOTAL							

● Echéances des dettes

En €	TOTAL	- 1 AN	+ 1 AN	+ 5 ANS
DETTES FINANCIERES				
Emprunts auprès d'établissements de crédit				
Soldes créditeurs de banques				
Autres emprunts	771 363	34 366	110 936	626 061
Dettes rattachées à des participations				
Comptes courants de trésorerie Groupe				
Sous-total	771 363	34 366	110 936	626 061
Avances et acomptes reçus sur commandes				
DETTES D'EXPLOITATION				
Fournisseurs et comptes rattachés	69 760	69 760		
Personnel et comptes rattachés				
Organismes sociaux				
Etat et collectivités publiques sauf IS	103 185	8 631	10 008	84 546
Groupe et associés				
Autres dettes	7 914	7 914		
Sous-total	180 859	86 305	10 008	84 546
DETTES DIVERSES				
Sur immobilisations				
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
TOTAL	**952 222**	**120 670**	**120 944**	**710 607**

Aucune de ces dettes n'est garantie par des sûretés réelles.

● Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan

En €	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts et dettes établissements de crédit	12 852	13 181
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	69 760	69 940
Dettes fiscales et sociales	130	1 377
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Intérêts courus sur découvert et CBC		
Charges à payer	**82 768**	**84 498**

● Comptes de régularisation - passif :

Produits constatés d'avance en € : dont exploitation :
financier :
exceptionnel :

Notes sur le compte de résultat

- Ventilation du chiffre d'affaires

En €	31/12/2022	31/12/2021	Variation
Chiffre d'affaires comptable	165 063	159 840	5 223
Autres retraitements Prestations de Services	-108 768	-103 901	-4 867
Chiffre d'affaires "Activité"	**56 295**	**55 939**	**356**

Répartition par secteur d'activité (en €)	31/12/2022	31/12/2021	Variation
Construction			
Maintenance	56 295	55 939	356
Autres			
Total	**56 295**	**55 939**	**356**

- Résultat financier

En €	31/12/2022	31/12/2021	Variation
Revenus des titres de participation			
Reprises de provisions financières			
Autres produits financiers	111 403	113 325	-1 922
Dotations aux provisions financières			
Autres charges financières	-77 815	-79 698	1 883
Total résultat financier	**33 588**	**33 627**	**-39**

- Résultat exceptionnel

En €	31/12/2022	31/12/2021	Variation
Résultat Exceptionnel			

- Impôts

La société est redevable de l'impôt sur les sociétés.

- Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel

En €	Résultat avant impôt	Participation	Impôt dû	Résultat comptable
Résultat courant	33 359		12 247	21 112
Résultat exceptionnel				
Total	**33 359**		**12 247**	**21 112**

Autres informations

● Engagements Hors bilan

En €	Sûretés personnelles	Autres	Total engagements donnés	*Dont parties liées*	Total engagements reçus	*Dont parties liées*
Cautions de soumission						
Bonne exécution						
Restitutions d'avance						
Retenues de garanties						
Paiement à terme des sous-traitants						
Paiement à terme des fournisseurs						
Autres (dont garanties de maison-mère)						
Sous-total engagements sur marchés						
Autres (hypothèques, nantissements…)						
Crédit bail et locations financements						
Garanties solidaires des associés des sociétés de personnes						
Engagements en matière d'indemnités de fin de carrière						
Total engagements donnés						
Total engagements reçus						

Les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière ont été déterminés selon la nouvelle méthode préconisée par l'IFRIC et en retenant les éléments suivants

	31/12/2022	31/12/2021
Taux d'actualisation	3,25%	1,05%
Taux d'inflation	2,00%	1,80%
Taux de revalorisation des salaires (hors inflation)	3,00%	1,00%

Table de mortalité : Insee 15-17 H/F

● Information sur la fiscalité différée ou latente

Les accroissements et allégements de la dette future d'impôts provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges se présentent comme suit :

Accroissement de la dette future d'impôts :

En €	Base	Montant de l'impôt (taux normal)
Amortissements dérogatoires		
Autres		
Total accroissement de la dette future d'impôts (a)		

Allégement de la dette future d'impôts :

En €	Base	Montant de l'impôt (taux normal)
Provisions pour pertes à terminaison		
Provisions de restructuration		
Provisions pour Organic		
Provisions pour risque financier		
Provisions pour participation des salariés		
Autres provisions temporaires non déductibles		
Déficits reportables fiscalement		
Total allégement de la dette future d'impôts		

Total allégement de la dette future d'impôt (créance nette future d'impôt) :

Total (b) - (a)		

Exercice	Taux normal
2021	26,50%
2022	25,00%

● Engagements relatifs aux contrats de crédit bail

Immobilisations prises en crédit-bail :

Postes du bilan en €	Coût d'entrée	Dotation aux amortissements de l'exercice	Dotations aux amortissements cumulés	Valeur nette
Terrains				
Construction				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Total engagements				

Engagements de crédit-bail :

En €	Redevances payées		Redevances restant à payer			
	De l'exercice	Cumulées	1 an au +	+1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total
Terrains						
Construction						
Installations techniques, matériel et outillage						
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations en cours						
Total						

● Ventilation de l'effectif moyen

La société ne dispose pas de salariés.

● Emprunts et dettes

Ligne de crédit	Taux d'intérêt contractuel	Echéance	Montant autorisé	Montant tiré	Capital restant dû	Intérêts courus non échus
Dette Subordonnée Actionnaire	10,00%	31/01/2038	887 682	887 682	758 511	12 852
Total						

● Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.

	Valeurs comptables des titres détenus (en €)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (en €)	Observations
	Brute	Nette				
Filiales françaises (ensemble)						
Filiales étrangères (ensemble)						

● Informations sur les créances et dettes représentées par des effets de commerce

En €	31/12/2022
Créances clients	
Disponibilités	
Dettes fournisseurs	
Dettes sur immobilisations	
Total	

● Litiges et arbitrages

Il n'existe à la connaissance de la société aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter substantiellement l'activité, les résultats, le patrimoine ou la situation financière de la société.

● Changements comptables

Néant

● Autres informations

Néant

● Evénements postérieurs à la clôture

Il convient de souligner qu'aucun événement significatif n'est intervenu depuis la clôture.

II – Amélioration qualité de service à l'usager

- Sans Objet

III – COMPTE RENDU TECHNIQUE

A) Entretien – Maintenance :

Ci-dessous le compte rendu de la visite annuelle réalisée en Novembre2022 dont vous trouverez ci-dessous les conclusions générales :

5.2 CONCLUSION SUR L'ETAT GENERAL DE L'OUVRAGE

Le pont suspendu de Verdun sur Garonne permet à la RD n°6 de franchir la Garonne. Cet ouvrage, construit en 2012, vient en remplacement de l'ancien pont suspendu datant de 1931. Il est constitué d'une unique travée en ossature mixte suspendue par 40 suspentes (20 unités par côté), deux câbles porteurs et quatre câbles de retenue. Le tablier s'appuie sur deux culées en béton armé et les câbles de retenue sont scellés dans quatre massifs d'ancrages. Il présente dans sa globalité un état de fonctionnement **correct**.

Nous n'avons pas constaté d'évolution significative des désordres par rapport à la visite annuelle de 2021. Les zones d'écaillage peinture avec corrosion (notamment sur les pièces de pont) sont en légère évolution continue depuis l'IDP de 2018. On note également de nouvelles petites zones d'écaillage peinture avec corrosion de façon éparse sur les poutres.

A noter que la suspension n'a pas fait l'objet d'une visite spécifique à l'aide d'une nacelle positive cette année. Seuls les désordres visibles depuis les trottoirs ont pu être observés (les coulures de graisse sur les suspentes notamment).

Afin de faciliter la détection et le repérage des nouveaux désordres sur la cartographie lors de la prochaine IDP, il conviendra de procéder à un nettoyage complet de l'ouvrage.

5.3 PROPOSITIONS DE SURVEILLANCE OU D'INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES

- Déterminer les causes de la résurgence sur le trottoir amont côté C2 et C1 et sur la chaussée côté C1
- Suivi des appareils d'appui C1 et C2 (contact bielle/chape)
- Déterminer la provenance de l'eau à l'intérieur des massifs d'ancrages des câbles de retenue et étudier une solution pour empêcher les stagnations
- Suivi du décalage vertical sur le joint de chaussée C1

5.4 SUGGESTIONS CONCERNANT LES TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANTS

- Nettoyage complet de la suspension et de la charpente métallique
- Nettoyer les regards sur les culées C1 et C2
- Nettoyer les joints de chaussée C1 et C2 et les joints de trottoirs C1 amont et aval
- Nettoyer les avaloirs amont et nettoyer le caniveau amont côté C2
- Enlever la végétation sur les trottoirs amont et aval hors ouvrage
- Revoir le système de frein sur la passerelle de visite sous l'ouvrage
- Revoir la fixation de la manivelle sur l'axe moteur de la passerelle
- Refixer les grilles « garde-corps » de la passerelle de visite
- Resserrer la fixation sur les joints de trottoir C2 amont et aval
- Resserrer les 2 fixations de BN4 amont desserrées côté C1 et mettre en place la fixation absente et resserrer la fixation de la BN4 aval desserrée côté C2
- Mettre en place les cabochons absents en pied des BN4 amont (poteau 22) et aval (poteau 29)

5.5 SUGGESTIONS CONCERNANT LES TRAVAUX D'ENTRETIEN SPECIALISES

Superstructure/abords

- Reprendre localement le mortier de matage en pied des BN4 et traiter le début d'enrouillement des platines en pied de poteaux,
- Resserrer les fixations sur la canalisation aval au droit de E29
- Mettre en place la fixation absente sur gargouille C1/amont
- Ponter les retraits solins/chaussée sur C1 et C2 et les retraits trottoirs/longrines côté amont et aval
- Ponter les fissures transversales sur la chaussée hors ouvrage côté C1 et C2

Tablier

- Remise en peinture ponctuelle de l'ensemble des zones présentant des écaillages peinture avec traitement de la corrosion

Suspension

- Réfection localisée des réparations au niveau des joints entre gaine et collier des suspentes
- Resserrage des éléments aux abouts des axes à la liaison suspentes/colliers et poutres sur suspentes
- Reprendre localement les rivets et vis (absents ou cassés) sur la gaine de protection des câbles porteurs et sur suspentes
- Reprendre les défauts de recouvrement de la gaine PVC sur câble porteur amont et aval
- Repositionner correctement la gaine du câble amont au droit de la suspente S20 et du câble aval sur S1
- Etudier la réalisation de trous pour l'évacuation de l'eau à l'intérieur des gaines des câbles porteurs
- Réfection des joints mastic entre les éléments de gaine sur les 4 câbles de retenue
- Nettoyer les dépôts en tête des pylônes

Appuis

- Sans objet

5.6 SUGGESTION CONCERNANT LES TRAVAUX DE REPARATIONS

- Sans objet

Intervention réalisée en 2022

Dégradations constatées sur les bassins de rétention à la suite de la crue du 12 et 13 janvier 2022 et une partie suite à du vandalisme. (Les réparations faites début 2023 seront décrites dans le rapport de 2023)









Pas d'interventions en 2022. Les interventions réalisées au Début 2023 seront dans le rapport annuel de 2023.

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

AVANCEMENT DU PROGRAMME DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT SUR LE PATRIMOINE BÂTI DU DÉPARTEMENT

Le vote du budget supplémentaire est l'occasion pour faire un point sur l'avancement des dépenses de fonctionnement menées dans tous les bâtiments départementaux.

Pour rappel, le montant prévu des dépenses de fonctionnement voté au budget primitif 2023 s'élève à **1 653 600 €.**

Il s'agit de dépenses d'entretien, de maintenance, de frais divers et de frais de location pour l'ensemble des sites, y compris les collèges et gymnases.

La majorité des contrats annuels d'entretien ont été commandés, des travaux d'urgence ont été réalisés, nécessitant des **actualisations financières.**

Je vous propose, lors de cette session, d'apporter les ajustements suivants sur le programme de fonctionnement :

I- DÉPENSES D'ENTRETIEN DANS LES BÂTIMENTS

A- Fourniture de matériaux et de petits équipements

Opération P006O001 – Enveloppe E09
Nat ana 60628/0202/011 (autres fournitures non stockées)…… **+ 30 500 €**

Suite à la réorganisation interne, l'achat de matériaux divers (plomberie, électricité, peinture, maçonnerie, …) se fait désormais par la direction de l'immobilier pour toutes les directions ayant des agents techniques pour la réalisation de travaux en régie.

Une enveloppe estimative de **79 000 €** avait été prévue pour prendre en charge la fourniture de petits équipements. Celle-ci ayant été quasiment toute consommée, il convient de l'augmenter de **30 500 €**.

Je vous propose de ratifier sur 2023 un crédit de paiement de **30 500 €**.

B- <u>Entretien et petites réparations</u>

Les enveloppes budgétaires d'entretien et de petites réparations des bâtiments permettent de financer des travaux d'entretien annuels tels que le nettoyage de fosses de relevage, le nettoyages de chéneaux, …, certaines interventions non programmées, ou réparations urgentes, sur les biens immobiliers et mobiliers dont la nature et le coût ne permettent pas une imputation en section d'investissement.

Certaines enveloppes doivent être augmentées, notamment pour les sites suivants:

<u>Opération P004O001 – Enveloppe E07</u>

- Nat ana 615221/50/011 (Entretien et réparation des bâtiments et biens mobiliers - pôle des solidarités humaines) **……..... + 2 000 €**

<u>Opération P005O001 – Enveloppe E06</u>

- Nat ana 615221/312/011 (Entretien et réparation des bâtiments et biens mobiliers - site de Belleperche, espace des Augustins)……..... **+ 4 000 €**

- *Nat ana 615221/315/011 (Entretien et réparation des bâtiments et biens mobiliers - Archives départementales)*…….……..... **+ 3 000 €**

<u>Opération P006O001 – Enveloppe E09</u>

- Nat ana 615221/0202/011 (Entretien et réparation des bâtiments et biens mobiliers - autres bâtiments)……..... **+ 15 000 €**

- *Nat ana 615228/91/011 (Entretien et réparation des bâtiments et biens mobiliers - « Novalia »)*……..... **+ 500 €**

<u>Opération P006O006 – Enveloppe E09</u>

- *Nat ana 61521/0202/011 (Entretien des terrains, parcs et jardins - autres bâtiments)*…….. **+ 15 000 €**

Opération P007O001 – Enveloppe E06

- *Nat ana 615228/11/011 (Entretien et réparation des bâtiments et biens mobiliers – Gendarmeries)*……...……..... **+ 20 000 €**

Opération P010O007 – Enveloppe E04

- *Nat ana 615221/23/011 (Entretien et réparation des bâtiments et biens mobiliers – Centre Universitaire)*……..... **+ 2 000 €**

Je vous propose donc de ratifier un crédit de paiement sur 2023 de **61 500 €**.

II- MAINTENANCE ET FRAIS DIVERS DANS LES BÂTIMENTS

A- Maintenance

Ces crédits lignes budgétaires permettent de prendre en charge les différents contrats d'entretien et de maintenance des extincteurs, des éclairages de sécurité, des portes et des portails, des alarmes incendies et désenfumage, des ascenseurs et du chauffage, climatisation, … ainsi que les prestations de contrôles et de vérifications périodiques, qui permettront de répondre aux obligations réglementaires du code du travail et des établissements recevant du public.

Certaines enveloppes doivent être augmentées, pour absorber les augmentations dues aux révisions de prix, et pour les collèges, les contrats complémentaires lorsque ceux-ci se raccrochent à nos contrats. Les ajustements sont les suivants:

Opération P004O001 – Enveloppe E07

- Nat ana 6156/40/011 (Contrats d'entretien et de maintenance - maisons des solidairtés) ……..…..... **+ 10 000 €**

- *Nat ana 6156/50/011 (Contrats d'entretien et de maintenance - pôle des solidarités humaines)*……..... **+ 6 000 €**

Opération P005O001 – Enveloppe E06

- Nat ana 6156/315/011 (Contrats d'entretien et de maintenance - Archives Départementales) ……..…..... **+ 3 000 €**

Opération P006O001 – Enveloppe E09

- Nat ana 6156/621/011 (Contrats d'entretien et de maintenance - Subdivisions / Antennes)……..……..... **+ 1 000 €**

- Nat ana 6188/0202/011 (Contrats de vérification et de contrôles dans divers bâtiments) ……..……..... **+ 10 000 €**

Opération P009O002 – Enveloppe E11

- Nat ana 6156/221/011 (Contrats d'entretien et de maintenance – Collèges et gymnases)……..……..……..... **+ 13 000 €**

- Nat ana 6188/221/011 (Contrats de vérification et de contrôles dans les collèges et les gymnases) ……..... **+ 7 000 €**

Opération P010O007 – Enveloppe E04

- Nat ana 6156/23/011 (Contrats d'entretien et de maintenance – Centre universitaire)……..……..... **+ 15 000 €**

Je vous propose donc de ratifier sur 2023 les crédits de paiement correspondants.

B- <u>Frais divers</u>

Ces crédits permettent de financer :

- les abonnements de télésurveillance et de levées de doutes des alarmes intrusions installées sur les différents sites départementaux,

- les prestations de surveillance lors des manifestations.

Certaines enveloppes doivent être augmentées, notamment pour les bâtiments :

Opération P005O001 – Enveloppe E06

- Nat ana 6282/315/011 (Archives départementales)……..... **+ 500 €**

Je vous propose donc de ratifier sur 2023 un crédit de paiement de **500 €**.

III- FRAIS DE LOCATIONS IMMOBILIÈRES ET MOBILIÈRES

A- Locations immobilières

Opération P006O003 – Enveloppe E09

Nat ana 6132/621/011 (Subdivisions / Antennes)……..……..... **+ 30 000 €**

Ces lignes budgétaires permettent de prendre en charge les locations immobilières nous permettant de répondre à nos **compétences obligatoires**. Il convient de prévoir la location pour la direction de l'aménagement et de la voirie d'un nouveau site pour l'antenne de Montauban. Actuellement situé rue des arts, l'accès devient de plus en plus difficile, notamment pour les gros engins (semi-remorques, saleuses...) lié au nouveau sens de circulation.

Il est nécessaire d'abonder cette ligne d'un montant de **30 000 €** correspondants à cette nouvelle location.

Je vous propose donc de ratifier sur 2023 un crédit de paiement de **30 000 €**.

B- Locations mobilières

Opération P006O001 – Enveloppe E09

Nat ana 6135/0202/011 (divers bâtiments)……..…….....**+ 2 000 €**

La collectivité a recours à un **marché de location de bâtiments modulaires** pour :

- les collèges :

Il est à noter que la commande pour l'installation et la **location d'un nouveau bâtiment modulaire** pour le collège Manuel Azaña (Montauban) a été faite. Son installation sera réalisée pendant les prochaines vacances d'été.

- répondre à des problèmes de stockage ou de locations diverses pour les autres bâtiments départementaux.

Afin de prendre en compte les augmentations de prix des locations, il convient d'augmenter l'enveloppe 2023 de **2 000 €** et de ratifier les crédits de paiement correspondants.

* * *

Compte tenu de ce qui précède, je vous demande de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ce rapport et de :

- prendre acte de l'état d'avancement des programmes de fonctionnement 2023 pour les bâtiments départementaux,

- ratifier les crédits de paiement correspondants sur les différentes lignes budgétaires.

Le Président,

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

AVANCEMENT DES PROGRAMMES IMMOBILIERS SUR LES COLLÈGES ET INSTALLATIONS SPORTIVES

Je souhaite à l'occasion de cette session budgétaire, faire le **point d'avancement sur les programmes de travaux annuels** 2022-2023 et 2023-2024 pour les collèges publics du Département, ainsi que dans les installations sportives.

Les propositions pour ce budget portent sur des ajustements financiers sur les travaux annuels établis sur la base des opérations réalisées, en cours ou prévisionnelles, puis actualisées pour certains programmes (création ou suppression d'opérations).

Je ferai également un point détaillé du **plan pluriannuel d'investissement (PPI),** validé lors de la session plénière du 23 juin 2022, avec **6 opérations** programmées.

Je vous rappelle que ce plan se décompose comme suit :

Anciennes opérations intégrées au PPI :

- Construction d'un préau au collège Pierre Darasse à Caussade,
- Rénovation du chauffage du collège Jean-Honoré Fragonard à Nègrepelisse.

Nouvelles opérations du PPI (autorisation de programme 2023) :

- Réfection des menuiseries et isolation thermique extérieure du collège Jean-Honoré Fragonard à Nègrepelisse,
- Rénovation des coursives du collège Ingres à Montauban,
- Réfection du chauffage des logements de fonction du collège Jean Lacaze à Grisolles,
- Rénovation du gymnase de Lauzerte.

Pour ces travaux pluriannuels, je vous propose, lors de cette session, de réajuster les autorisations de programme et les crédits de paiement en fonction de l'état d'avancement des projets.

Je vous précise également que 2 opérations de ce programme pluriannuel feront l'objet de deux rapports particuliers, à savoir la rénovation du chauffage au collège de Nègrepelisse et la rénovation du gymnase de Lauzerte.

Ces travaux sont présentés selon le sommaire suivant :

I- Les programmes de travaux annuels dans les collèges

A) Avancement des travaux du programme 2022-2023
B) Avancement des travaux du programme 2023-2024

II- Les programmes de travaux annuels dans les installations sportives du Département

A) Avancement des travaux du programme 2022-2023
B) Avancement des travaux du programme 2023-2024

III - Les travaux structurants d'investissement dans les collèges et les installations sportives

A) Avancement des travaux structurants des programmes antérieurs
B) Avancement des travaux structurants (plan pluriannuel d'investissement 2023-2025, année 2023)

IV- Les frais d'études

———

Je vous précise que l'avancement du projet de construction du gymnase de Verdun-sur-Garonne, ainsi que les travaux d'extension des collèges Vercingétorix à Montech et Jean-Jacques Rousseau à Labastide-Saint-Pierre font l'objet de rapports particuliers.

Je vous indique également que deux nouveaux projets relatifs aux extensions des collèges Manuel Azaña à Montauban et Antonin Perbosc à Lafrançaise seront présentés dans un rapport particulier.

———

I- PROGRAMMES DE TRAVAUX ANNUELS DANS LES COLLEGES

Je vous rappelle que les travaux annuels sont scindés entre :

- Les travaux dans les collèges « propriété » du Département :

- Jean-Jacques Rousseau à Labastide-Saint-Pierre
- Antonin Perbosc à Lafrançaise
- Manuel Azaña à Montauban
- Vercingétorix à Montech
- Jean-Honoré Fragonard à Nègrepelisse
- Simone Veil à Verdun-sur-Garonne

- Les travaux dans les collèges « mis à la disposition » du Département :

- Théodore Despeyrous à Beaumont-de-Lomagne
- Pierre Flamens et Jean de Prades à Castelsarrasin
- Pierre Darasse à Caussade
- Jean Lacaze à Grisolles
- Pays de Serres à Lauzerte
- François Mitterrand à Moissac
- Ingres, Jean Jaurès et Olympe de Gouges à Montauban
- Pierre Bayrou à Saint-Antonin-Noble-Val
- Jean Rostand à Valence d'Agen

- Les acquisitions de gros équipements de demi-pension communs à tous les collèges.

Les crédits d'investissement annuels comprennent :

- les travaux dans les cours et les extérieurs des sites (clôtures, portails, réfection de cours, aménagements divers),
- les travaux de rénovation, de grosses réparations ou d'aménagements dans les bâtiments,
- les provisions pour les travaux imprévus.

A) Avancement des travaux du programme 2022-2023

Le programme 2022-2023 est **quasiment terminé**. Il ne reste aucune opération en instance : les travaux sont soit réalisés, soit en cours.

À ce jour, sur les **118 opérations programmées** qui sont listées dans les annexes n° 1 à 5 au présent rapport :

- 96 sont terminées,
- 22 sont en cours.

Je vous communique, ci-après, le détail par bâtiment :

1- <u>Travaux dans les cours des collèges « propriétés » du Département</u> (annexe n° 1)

Sur les 7 opérations votées :

- 6 sont terminées,
- 1 est en cours.

2- <u>Travaux dans les bâtiments des collèges « propriétés » du Département</u> (annexe n° 2)

Sur les 21 opérations votées :

- 18 sont terminées,
- 3 sont en cours.

3- <u>Travaux dans les cours des collèges « mis à la disposition » du Département</u> (annexe n°3)

Les 5 opérations votées sur ce programme sont terminées.

4- <u>Travaux dans les collèges « mis à la disposition » du Département</u> (annexe n° 4)

Sur les 76 opérations votées :

- 58 sont terminées,
- 18 sont en cours.

5- <u>Acquisitions de gros équipements de demi-pension</u> (annexe n° 5)

Les 9 opérations votées sur ce programme sont terminées.

B) <u>Avancement des travaux du programme 2023-2024</u>

Lors du budget primitif 2023, **66 opérations ont été votées** pour le programme 2023 dans les collèges publics.

Je vous propose lors de cette session, **d'apporter des modifications** sur ce programme (création d'opérations) et, de transférer des crédits de paiement de 2024 en 2023 en fonction de l'état d'avancement des travaux.

Pour ce budget, le programme 2023 sera modifié pour aboutir à **68 opérations**, selon le détail figurant dans les tableaux en annexes n° 6 à n° 10 du présent rapport.

1- <u>Travaux dans les cours des collèges « propriétés » du Département</u> (annexe n° 6)

Sur les **2 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 1 est en cours,
- 1 reste à lancer.

Pour ce budget, le programme 2023 sera modifié pour aboutir à **4 opérations**.

2 nouvelles opérations sont à créer pour les collèges :

- Antonin Perbosc à Lafrançaise : création d'un parking (80 000 €)
- Manuel Azaña à Montauban : réfection de la cour (120 000 €)

Je vous propose d'augmenter l'autorisation de programme 2023 de **200 000 €** et de ratifier les crédits de paiement correspondants.

2- <u>Travaux dans les bâtiments des collèges « propriétés » du Département</u>
(annexe n° 7)

Sur les **8 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 3 sont terminées,
- 4 sont en cours,
- 1 reste à lancer.

Un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 d'un montant de **60 000 €** est à prévoir afin de réaliser la réfection de la verrière au collège Antonin Perbosc à Lafrançaise.

3- <u>Travaux dans les cours des collèges « mis à la disposition » du Département</u>
(annexe n° 8)

Sur les **12 opérations** votées au budget principal 2023 :

- 4 sont terminées,
- 6 sont en cours,
- 2 restent à lancer.

4- <u>Travaux dans les collèges « mis à la disposition » du Département</u>
(annexe n° 9)

Sur les **38 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 19 sont terminées,
- 13 sont en cours,
- 6 restent à lancer.

5 – <u>Acquisitions de gros équipements de demi-pension</u> (annexe n°10)

Sur les **6 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 1 est terminée,
- 5 sont en cours.

II- PROGRAMMES DE TRAVAUX ANNUELS DANS LES INSTALLATIONS SPORTIVES DU DÉPARTEMENT

Comme pour les dépenses d'investissements annuels dans les collèges publics, les crédits sur les installations sportives comprennent :

- les travaux dans les cours et les extérieurs des sites (clôtures, portails, réfection de cours, aménagements divers, …),
- les travaux de rénovation, de grosses réparations ou d'aménagements dans les bâtiments,
- les provisions pour les travaux imprévus.

A) Avancement des travaux du programme 2022-2023

Le programme 2022-2023 est **quasiment terminé**. Il ne reste aucune opération en instance : les travaux sont soit réalisés, soit en cours.

À ce jour, sur les **18 opérations programmées,** listées dans les annexes n° 11 et n° 12 au présent rapport :

- 13 sont terminées,
- 5 sont en cours.

Je vous communique, ci-après, le détail par bâtiment :

1- Travaux sur les extérieurs des installations sportives (annexe n° 11)

Sur les **4 opérations** votées :

- 3 sont terminées,
- 1 est en cours.

2- Travaux dans les installations sportives du Département (annexe n° 12)

Sur les **14 opérations** votées :

- 10 sont terminées,
- 4 sont en cours.

B) <u>Avancement des travaux du programme 2023-2024</u>

Lors du budget primitif 2023, **14 opérations ont été votées** pour le programme 2023 sur les installations sportives du Département.

Je vous propose lors de cette session, d'apporter des modifications sur ce programme des installations sportives (suppression d'une opération).

Pour ce budget, le programme 2023 sera modifié pour aboutir à **13 opérations**, listées dans les annexes n° 13 et n° 14 du présent rapport.

1- <u>Travaux sur les extérieurs des installations sportives</u> (annexe n° 13)

Sur les **4 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 1 est terminée,
- 1 est en cours,
- 1 reste lancer,
- 1 est à supprimer.

Ce programme doit être modifié pour passer à **3 opérations** lors de cette session.

Une opération est à supprimer. Elle concerne la mise en place d'une clôture au gymnase de Montech (20 000 €).

Je vous propose de diminuer l'autorisation de programme 2023 de **20 000 €** ainsi que les crédits de paiement correspondants.

2- <u>Travaux dans les installations sportives du Département</u> (annexe n°14)

Sur les **10 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 2 sont terminées,
- 4 sont en cours,
- 4 restent lancer.

III- TRAVAUX STRUCTURANTS D'INVESTISSEMENT DANS LES COLLÈGES ET LES INSTALLATIONS SPORTIVES

Comme je vous l'ai indiqué, je souhaite faire un point détaillé du **plan pluriannuel d'investissement (PPI)**, tel qu'il a été validé lors du vote du budget supplémentaire 2022, avec **6 opérations** programmées.

Des réajustements de crédits sont nécessaires sur les opérations qui résultent de l'état d'avancement des travaux ainsi que pour prendre en compte de nouveaux besoins.

Une autorisation de programme sera créée pour débuter les études pour l'opération de restructuration de la demi-pension du collège Pierre Flamens à Castelsarrasin prévue en 2024.

A) Avancement des travaux structurants des programmes antérieurs

1 - Réfection du mur d'enceinte du collège Ingres à Montauban

Autorisation de programme de 2020 : **205 000 €**

La maîtrise d'oeuvre pour cette opération a été confiée à l'architecte Marcos.

Le marché des travaux est en cours d'attribution avec un début de travaux courant **été 2023.**

Je vous propose de ratifier un crédit de paiement de **205 000 €** en 2023 pour la réalisation de cette opération.

2- Programme d'accessibilité aux personnes handicapées - « Ad'AP »- des collèges publics et des installations sportives du Département

Une étude de diagnostic a été lancée dans 5 collèges mis à la disposition du Département (Jean Jaurès et Olympe de Gouges à Montauban, Jean de Prades à Castelsarrasin, Pays de Serres à Lauzerte et Jean Rostand à Valence d'Agen) afin de définir les travaux à réaliser.

Cette étude a été rendue en janvier 2023. Il convient, à présent, de programmer les travaux de mise en conformité dans ces établissements.

Des relevés de plan d'existant sur ces établissements doivent être réalisés pour lancer, par la suite, les études de maîtrise d'oeuvre pour les mises en conformité.

Je vous propose de ratifier un crédit de paiement d'un montant de **39 305,02 €** en 2023 pour réaliser ces relevés.

B) <u>Avancement des travaux structurants (PPI) 2023-2025</u>

1- <u>Construction d'un préau au collège Pierre à Darasse à Caussade</u>

Autorisation de programme de 2022 : **250 000 €**

Une concertation élargie avec les utilisateurs a permis de définir les besoins. L'architecte des bâtiments de France a été associé pour connaître les éventuelles contraintes. La maîtrise d'oeuvre a été confiée à l'architecte Lafon (cabinet Arkitekton).

L'avant projet sommaire (APS) et l'avant projet définitif (APD) ont été validés courant du mois d'avril 2023 et le permis de construire a été déposé courant du mois de mai 2023.

Le marché de travaux est en cours. Le préau pourrait être **livré après les vacances scolaires d'octobre 2023.**

Je vous propose de ratifier un crédit de paiement de **194 204 €** en 2023 pour réaliser cette opération.

2- <u>Réfection des menuiseries et isolation thermique extérieure du collège Jean-Honoré Fragonard à Nègrepelisse</u>

Autorisation de programme de 2023 : **500 000 €**

Un diagnostic constructif et thermique est à réaliser afin de déterminer plus précisément, les éléments techniques à décrire pour constituer le dossier de consultation des entreprises nécessaire à la mise en concurrence pour les marchés publics de travaux.

Les travaux sont programmés pour l'**été 2024.**

3 - Rénovation des coursives du collège Ingres à Montauban

Autorisation de programme de 2023 : **300 000 €**

Ces travaux sont justifiés par une question de sécurité. En effet, les faux plafonds des coursives font l'objet de renforts qu'il convient de modifier de façon pérenne.

Un marché public a été lancé en avril 2023. Les travaux sont **prévus pour cet été.** La solution technique retenue a permis de réduire fortement le coût des travaux.

Compte tenu de ce qui précède, je vous propose de diminuer l'autorisation de programme 2023 de **150 000 €** et de ratifier sur cet exercice budgétaire un crédit de paiement de **50 000 €** pour la réalisation des travaux.

4- Réfection du chauffage des logements de fonction du collège Jean Lacaze à Grisolles

Autorisation de programme de 2023 : **100 000 €**

Le bâtiment des logements de fonction est actuellement difficile à chauffer car il est relié au chauffage central du collège et, est très éloigné de la chaufferie.

Des travaux d'isolation thermique par l'extérieur (ITE) ainsi que sur la partie de la toiture sont prévus pour cet été. Le système autonome de chauffage est également prévu pour une réalisation avant la prochaine saison de chauffe.

Je vous informe que des coûts supplémentaires sont apparus sur les équipements de chauffage, liés à l'augmentation des matériaux.

Je vous propose donc d'augmenter l'autorisation de programme 2023 de **20 000 €** et de ratifier un crédit de paiement de **100 000 €** en 2023 pour ces travaux.

5 - Rénovation du gymnase de Lauzerte

Cette opération fait l'objet d'un rapport particulier.

6 - Rénovation du chauffage du collège Jean-Honoré Fragonnard à Nègrepelisse

Cette opération fait l'objet d'un rapport particulier.

7 - <u>Restructuration de la demi-pension du collège Pierre Flamens à Castelsarrasin</u>

Dans le cadre du plan particulier d'intervention de 2024, l'opération de restructuration de la demi-pension du collège Pierre Flamens est prévu.

Les études et les diagnostics préalables à cette opération doivent être réalisés, dès à présent pour une réalisation des **travaux** courant de l'**été 2024.**

Je vous propose donc d'adopter une nouvelle autorisation de programme en 2023 d'un montant de **20 000 €** et de ratifier les crédits de paiement correspondants.

Je vous précise que cette autorisation de programme sera à réajuster en 2024 pour y intégrer le coût des travaux.

IV- <u>FRAIS D'ÉTUDES</u>

<u>Qualité de l'air dans les collèges</u>

Cette mission est confiée au groupement d'intérêt public « public labos » pour réaliser les mesures réglementaires dans les collèges.

Je vous rappelle que ces mesures ont été réalisées :

- en 2019 dans les collèges Pierre Darasse à Caussade, Collège Ingres et Olympes de Gouges à Montauban,
- en 2020 dans les collèges Pierre Flamens et Jean de Prades à Castelsarrsasin,
- en 2022, le recueil des données est en cours dans les collèges Jean Lacaze à Grisolles, Jean-Jacques Rousseau à Labastide-Saint-Pierre, Antonin Perbosc à Lafrançaise, Vercingétorix à Montech et Jean Rostand à Valence d'Agen.

Pour 2023, les campagnes de mesure vont être menées dans les établissements suivants qui prennent en compte la nouvelle réglementation de janvier 2023 :

- Théodore Despeyrous à Beaumont-de-Lomagne,
- Jean-Honoré Fragonard à Négrepelisse,
- Pays de Serres à Lauzerte,
- François Mitterrand à Moissac,
- Jean Jaurès et Azaña à Montauban.

<u>Réaménagement de l'ancien internat du collège Jean Rostand à Valence d'Agen</u>

Autorisation de programme de 2022 : **70 000 €**

L'étude d'opportunité a été réalisée, mettant en évidence le besoin d'aménager le rez-de-chaussée du bâtiment pour répondre au manque de salles de classe dans le collège. Le programme de travaux sera présenté lors d'une prochaine session de l'Assemblée départementale.

Je vous propose de ratifier un crédit de paiement de **1 908,80 €** en 2023 pour le règlement du marché de programmiste.

<u>Patio Collège Valence d'Agen</u>

Autorisation de programme de 2023 : **30 000 €**

Le patio du collège Jean Rostand à Valence d'Agen présente depuis de nombreuses années des désordres importants (mauvais écoulement des eaux pluviales, inondation des salles attenantes, revêtement de sols très dégradé, végétation non maîtrisée). Il est proposé de missionner une étude technique pour définir un projet global de rénovation de cet espace.

Je vous propose de ratifier un crédit de paiement de **15 000 €** en 2023 pour la réalisation de cette étude.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- prendre acte de l'état d'avancement des programmes de travaux annuels 2022-2023 et 2023-2024 dans les collèges et dans les installations sportives conformément aux tableaux annexés,

- prendre acte de l'état d'avancement des travaux pluriannuels dans les bâtiments les collèges et les installations sportives,

- approuver les augmentations et la création d'autorisations de programme, tel que détaillé supra,

- ratifier les crédits de paiement correspondants sur les différentes lignes budgétaires,

- m’autoriser à solliciter les subventions relatives à ce programme de travaux.

Le Président,

COLLEGES PUBLICS « PROPRIETE DU DEPARTEMENT »

ANNEXE 1

TRAVAUX EXTERIEURS – PROGRAMME 2022-2023

COLLEGES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P009O004 – Enveloppe P009E14 – Nat. Ana. 2312/221/23					
Antoin Perbosc Lafrançaise	2022	Réfection de la clôture (cour basse au dessus parking)	2 539,08 €	/	OUI
	2022	Travaux de sécurité : consolidation de la rambarde bois au dessus du parking	4 152,53 €	/	OUI
	2022	Création d'une aire de collecte des déchets	21 411,60 €	/	OUI
Azaña Montauban	2022	Mise en place de plaques sur le préau	36 703,20 €	OUI	/
Vercingétorix Montech	2022	Agrandissement de la cour	30 672,00 €	/	OUI
Jean-Honoré Fragonard Nègrepelisse	2022	Mise en place de portillons	6 647,76 €	/	OUI
Tous bâtiments	2022	Provision pour interventions urgentes	10 123,36 €	/	OUI
		TOTAL	**112 249,53 €**		

COLLEGES PUBLICS « PROPRIETE DU DEPARTEMENT »

ANNEXE 2

TRAVAUX BATIMENTS – PROGRAMME 2022-2023

COLLEGES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux bâtiments – Opération P009O001 – Enveloppe P009E14 – Nat. Ana. 231312/221/23					
Jean-Jacques Rousseau Labastide-St-Pierre	2022	Réfection du local atelier	5 164,80 €	/	OUI
	2022	Réfection des menuiseries	66 399,83 €	OUI	/
	2022	Mise en place d'un organigramme de clés	12 321,31 €	/	OUI
Antonin Perbosc Lafrançaise	2022	Réfection de 2 salles d'études avec cloison vitrée	35 192,92 €	/	OUI
	2022	Rénovation du sol de la passerelle	8 388,83 €	/	OUI
	2022	Réfection des circulations couloirs d'accès à la cuisine	13 588,89 €	/	OUI
	2022	Réfection de deux salles de classes	15 419,50 €	/	OUI
Jean-Honoré Fragonard Nègrepelisse	2022	Réfection de la cage d'escalier verrière	4 276,92 €	/	OUI
	2022	Réfection de 5 salles de classe	34 218,12 €	/	OUI
	2022	Création d'un local d'entretien	4 200,00 €	OUI	/
	2022	Réfection de la verrière self-service	5 290,96 €	/	OUI
	2022	Réfection de l'étanchéité toiture-terrasse	33 656,40 €	/	OUI
Azaña Montauban	2022	Réfection des façades du bâtiment Segpa	13 077,00 €	/	OUI
Vercingétorix Montech	2022	Réfection de 4 portes accès cour	22 690,20 €	OUI	/
	2022	Création d'une isolation à la loge d'accueil	841,15 €	/	OUI
	2022	Réfection de l'éclairage des circulations - 1er étage	11 813,66 €	/	OUI
	2022	Réfection des sanitaires garçons	9 172,51 €	/	OUI
Simone Veil Verdun-sur-Garonne	2022	Mise en place de carrelage plonge cuisine	3 028,08 €	/	OUI
	2022	Réfection des descentes de gouttières	1 691,86 €	/	OUI
	2022	Installation d'un contacteur à clef sur l'ascenseur	720,00 €	/	OUI
Tous bâtiments	2022	Provision pour interventions urgentes	114 847,06 €	/	OUI
		TOTAL	**416 000,00 €**		

COLLEGES PUBLICS « MIS A DISPOSITION DU DEPARTEMENT »

ANNEXE 3

TRAVAUX EXTERIEURS – PROGRAMME 2022-2023

COLLEGES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P009O004 – Enveloppe P009E14 – Nat. Ana. 23172/221/23					
Flamens Castelsarrasin	2022	Sécurisation des fermetures des portails	10 478,88 €	/	OUI
Pays de Serres Lauzerte	2022	Aménagement des talus cours de récréation	28 722,12 €	/	OUI
Jean Jaurès Montauban	2022	Création d'un abri vélos	9 177,42 €	/	OUI
Jean Rostand Valence d'Agen	2022	Réfection des trottoirs bâtiment logement de fonction	11 640,33 €	/	OUI
Tous bâtiments	2022	Provision pour interventions urgentes	6 564,00 €	/	OUI
		TOTAL	**66 582,75 €**		

COLLEGES PUBLICS « MIS A DISPOSITION DU DEPARTEMENT »

ANNEXE 4

TRAVAUX BATIMENTS – PROGRAMME 2022-2023

COLLEGES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux bâtiments - Opération P009O001 – Enveloppe P009E14 – Nat. Ana. 2317312/221/23					
Théodore Despeyrous Beaumont-de-Lomagne	2022	Réfection des stores extérieurs – Bâtiment Pédagogique	15 196,40 €	OUI	/
	2022	Mise en place alarme anti-intrusion	2 520,00 €	/	OUI
	2022	Réaménagement de la "grosse plonge"	24 000,00 €	OUI	/
	2022	Réaménagement de la "petite plonge" (tri sélectif)	7 252,80 €	OUI	/
	2022	Câblage électrique portail – vie scolaire et administration	7 531,21 €	/	OUI
	2022	Sécurisation des ouvertures des fenêtres 1er/2ème étage	2 430,00 €	/	OUI
	2022	Travaux d'isolation du Bâtiment Administratif	6 870,36 €	/	OUI
	2022	Aménagement d'un plan de travail salle technologie	1 986,00 €	/	OUI
	2022	Réfection du sol d'une salle de classe	8 284,20 €	/	OUI
Flamens Castelsarrasin	2022	Mise en place de portes 2ème tranche	4 365,67 €	/	OUI
	2022	Réfection des grilles bât maternelle	7 776,24 €	/	OUI
	2022	Réfection du sol salle de classe (salle 111) – infiltrations	4 342,49 €	/	OUI
	2022	Mise en place d'un faux-plafond salle informatique	8 055,82 €	/	OUI
Jean de Prades Castelsarrasin	2022	Création d'une ouverture pour accès au CDI (porte)	30 000,00 €	OUI	/
	2022	Aménagement de l'atelier Segpa (chauffage)	15 577,94 €	/	OUI
	2022	Mise en place d'une cloison salle de permanence	9 358,33 €	/	/
	2022	Mise en conformité électrique et prises informatiques Bâtiment Administration	14 947,09 €	/	OUI
	2022	Réfection de la toiture Bâtiment administratif	43 921,80 €	/	OUI
	2022	Réfection de la canalisation Bâtiment A	7 686,00 €	/	OUI
Pierre Darasse Caussade	2022	Réfection des volets roulants CDI et vie scolaire	89 681,22 €	/	OUI
	2022	Réfection des menuiseries Bâtiment Administratif (Greta)		/	OUI
	2022	Mise en place de stores Bâtiment administratif – côté cour		/	OUI
	2022	Réfection d'un chéneau	5 904,00 €	/	OUI
	2022	Rénovation des circulations Bâtiment Vie Scolaire	9 782,16 €	/	OUI
	2022	Travaux de câblage Bâtiments Administratif et Internat	23 049,62 €	/	OUI
	2022	Mise en conformité du passage abrité côté Internat	3 960,00 €	/	/
Jean Lacaze Grisolles	2022	Réfection volets roulants Bâtiments A et B côté jardin	155 249,20 €	OUI	/
	2022	Réfection volets roulants Bâtiment ALTI		OUI	/
	2022	Réfection des volets roulants Bâtiment B		OUI	/
	2022	Création d'un local entretien salle arts plastiques	6 360,00 €	OUI	/
	2022	Réfection de 4 salles de classes Bâtiment A	28 482,25 €	/	OUI
	2022	Réfection de l'électricité dans les logements de fonction	10 269,55 €	/	OUI
	2022	Réfection de l'alarme PPMS (spécifique attentat)	10 968,77 €	/	OUI
	2022	Réfection de la salle de musique Bâtiment B	22 328,66 €	/	OUI
	2022	Mise en place de prises informatiques (salle ULIS)	2 849,54 €	/	OUI
Pays de Serres Lauzerte	2022	Mise en conformité suite Commission de Sécurité (porte coupe feu cage d'escalier)	8 979,19 €	OUI	/
	2022	Rénovation du logement de la gestionnaire (intérieur et menuiseries)	18 710,73 €	/	OUI
	2022	Réfection de la ventilation Bâtiment Externat	6 960,00 €	/	OUI
François Mitterrand Moissac	2022	Réfection de trois salles de classe	17 202,70 €	/	OUI
	2022	Réfection de la façade Bâtiment Segpa	38 115,00 €	/	OUI
	2022	Réfection des couloirs du 3ème étage	39 262,02 €	/	OUI
	2022	Réaménagement de la salle des personnels	118 218,61 €	/	OUI

ANNEXE 4

COLLEGES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Ingres Montauban	2022	Création d'un local entretien pour stockage matériel	8 505,23 €	/	OUI
	2022	Réfection des cages d'escaliers accès logement	24 669,14 €	OUI	/
	2022	Installation d'une armoire coupe-feu autour du tableau électrique (2ème étage Bâtiment Sciences)	8 320,63 €	OUI	/
	2022	Réfection de deux salles de classes (127 et 139)	11 438,88 €	/	OUI
	2022	Réfection de la salle de réunion	8 017,88 €	/	OUI
	2022	Réfection SAS ascenseur	11 183,22 €	/	OUI
	2022	Mise en peinture des fenêtres et volet du CDI	8 370,60 €	/	OUI
	2022	Réfection de bureaux (psychologue, administration intendance et secrétariat)	17 695,85 €	/	OUI
	2022	Mise en place d'une ventilation (salle 44)	2 214,32 €	/	OUI
	2022	Mise en place d'un faux-plafond Bâtiment Chapelle	1 800,00 €	/	OUI
	2022	Travaux de raccordement au réseau de chaleur	48 000,00 €	/	OUI
Jean Jaurès Montauban	2022	Réfection volets et menuiseries Bâtiment A 1er étage et partie réfectoire côté cuisine	49 027,44 €	/	OUI
	2022	Installation de rideaux occultant dans 1 classe Bâtiment C	3 894,91 €	/	OUI
	2022	Mise en place d'une cloison entre 2 salles Bâtiment C	11 615,43 €	/	OUI
	2022	Réfection des menuiseries dans 1 salle de classe Bâtiment 1	6 454,80 €	/	OUI
	2022	Travaux de sécurité sur la toiture local TGBT/chaufferie	7 531,85 €	/	OUI
Olympe de Gouges Montauban	2022	Mise en place de brise-soleil	33 848,62 €	/	OUI
	2022	Réfection des portes en bois – cuisine	29 844,21 €	OUI	/
	2022	Réfection des menuiseries extérieures	235 934,80 €	OUI	/
Pierre Bayrou St-Antonin-Noble-Val	2022	Mise en place de haut-parleurs – salles de langues	5 317,03 €	/	OUI
	2022	Aménagement d'un bureau dans le local SARAPP	12 384,71 €	/	OUI
	2022	Réfection du réseau eau potable	46 088,39 €	OUI	/
	2022	Réfection du réseau eaux usées	60 000,00 €	OUI	/
	2022	Mise en place d'un câblage informatique foyer/salle de réunion R+2	2 337,02 €	/	OUI
Jean Rostand Valence d'Agen	2022	Rénovation du hall d'entrée	46 538,95 €	/	OUI
	2022	Mise en place d'un organigramme	35 300,33 €	/	OUI
	2022	Réfection des portes du rez-de-chaussée	80 632,84 €	OUI	/
	2022	Réfection des menuiseries et volets roulants Bâtiment CDI		OUI	/
	2022	Réfection des portes d'évacuation du rez-de-chaussée		OUI	/
	2022	Installation de deux visiophones	9 508,42 €	/	OUI
	2022	Réfection de bureaux – administration, agent chef cuisine	23 716,48 €	/	OUI
	2022	Mise en place de pièges à son salle de restauration	14 173,20 €	/	OUI
	2022	Réfection du logement de la Principale-Adjointe	10 386,22 €	/	OUI
Tous bâtiments	2022	Provision pour interventions urgentes	290 813,03 €	/	OUI
		TOTAL	**2 004 000,00 €**		

COLLEGES PUBLICS DU DEPARTEMENT

ANNEXE 5

EQUIPEMENTS DEMI-PENSION - PROGRAMME 2022-2023

COLLEGES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Demi-pension - Opération P009O007 – Enveloppe P009E14 – Nat. Ana. 2157/221/21					
Théodore Despeyrous Beaumont-de-Lomagne	2022	Remplacement d'un four 20 niveaux et lave batterie	43 050,42 €	/	OUI
Jean-Jacques Rousseau Labastide-St-Pierre	2022	Achat d'une chambre froide traversante et armoire positive mobile	12 179,96 €	/	OUI
Antonin Perbosc Lafrançaise	2022	Remplacement de la table de cuisson	41 377,47 €	/	OUI
Jean Jaurès Montauban	2022	Remplacement du lave vaisselle	37 368,60 €	/	OUI
Ingres Montauban	2022	Achat d'une machine à micro-billes	16 157,93 €	/	OUI
Pierre Bayrou Saint-Antonin-Noble-Val	2022	Remplacement du lave vaisselle	46 794,79 €	/	OUI
Jean Rostand Valence d'Agen	2022	Equipements divers : machine à micro-billes, cellule de refroidissement, 1 sauteuse, bac à légumerie	67 395,70 €	/	OUI
Simone Veil Verdun-sur-Garonne	2022	Prolongement de la rampe de séchage à la plonge	4 963,60 €	/	OUI
Tous bâtiments	2022	Provision pour interventions urgentes	8 680,34 €	/	OUI
		TOTAL	**277 968,81 €**		

COLLEGES PUBLICS « PROPRIETE DU DEPARTEMENT »

ANNEXE 6

TRAVAUX EXTERIEURS – PROGRAMME 2023-2024

COLLEGES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P009O004 – Enveloppe P009E16 – Nat. Ana. 2312/221/23					
Simone Veil Verdun-sur-Garonne	2023	Mise en place de poteau sur clôture	8 000,00 €	OUI	/
Antonin Perbosc Lafrançaise	2023	Création d'un parking	80 000,00 €	/	/
Azaña Montauban	2023	Réfection de la cour	120 000,00 €	/	/
Tous bâtiments	2023	Provision pour interventions urgentes	15 000,00 €	/	/
		TOTAL	**223 000,00 €**		

COLLEGES PUBLICS « PROPRIETE DU DEPARTEMENT »

ANNEXE 7

TRAVAUX BATIMENTS – PROGRAMME 2023-2024

COLLEGES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux bâtiments – Opération P009O001 – Enveloppe P009E16 – Nat. Ana. 231312/221/23					
Antonin Perbosc Lafrançaise	2023	Réfection de la cuisine	15 000,00 €	/	OUI
	2023	Rénovation de la verrière escalier	60 000,00 €	OUI	/
	2023	Réfection de la toiture zinc du CDI	10 000,00 €	OUI	/
Jean-Honoré Fragonard Nègrepelisse	2023	Rénovation du sol de la passerelle	30 000,00 €	/	OUI
Simone Veil Verdun-sur-Garonne	2023	Mise en place d'un point d'eau dans la lingerie	5 000,00 €	/	OUI
Tous bâtiments	2023	Travaux de câblage	6 000,00 €	/	/
	2023	Provision pour mise en conformité suite à des contrôles réglementaires	15 000,00 €	OUI	/
	2023	Provision pour interventions urgentes	60 000,00 €	OUI	/
		TOTAL	**201 000,00 €**		

COLLEGES PUBLICS « MIS A DISPOSITION DU DEPARTEMENT »

ANNEXE 8

TRAVAUX EXTERIEURS – PROGRAMME 2023-2024

COLLEGES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P009O004 – Enveloppe P009E16 – Nat. Ana. 23172/221/23					
Théodore Despeyrous Beaumont-de-Lomagne	2023	Aménagement accès pour création d'une loge accueil	22 000,00 €	/	/
Jean de Prades Castelsarrasin	2023	Réfection du préau	50 000,00 €	OUI	/
Pierre Darasse Caussade	2023	Réfection du portail de l'entrée principale	25 000,00 €	OUI	/
Jean Lacaze Grisolles	2023	Extension du garage à vélos	10 000,00 €	OUI	/
	2023	Réfection portail et portillon entrée	12 000,00 €	/	OUI
Pays de Serres Lauzerte	2023	Mise en place de clôtures	20 000,00 €	OUI	/
Ingres Montauban	2023	Réfection du portail côté cuisine	5 000,00 €	/	OUI
Olympe de Gouges Montauban	2023	Réfection de clôtures et aménagement du parvis	130 000,00 €	OUI	/
Pierre Bayrou St-Antonin-Noble-Val	2023	Réfection du préau (sol)	20 000,00 €	/	OUI
	2023	Réfection clôtures	20 000,00 €	/	OUI
Jean Rostand Valence d'Agen	2023	Aménagement paysager intérieur cour	15 000,00 €	/	/
Tous bâtiments	2023	Provision pour interventions urgentes	20 000,00 €	OUI	/
		TOTAL	**349 000,00 €**		

COLLEGES PUBLICS « MIS A DISPOSITION DU DEPARTEMENT »

ANNEXE 9

TRAVAUX BATIMENTS – PROGRAMME 2023-2024

COLLEGES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux bâtiments - Opération P009O001 – Enveloppe P009E16 – Nat. Ana. 2317312/221/23					
Théodore Despeyrous Beaumont-de-Lomagne	2023	Mise en place de volets roulants Bât RDC -côté cour	15 000,00 €	/	OUI
	2023	Création de protection évacuations des blocs sanitaires	10 000,00 €	OUI	/
	2023	Mise aux normes électriques des logements de fonction	15 000,00 €	/	OUI
	2023	Rénovation salle de bain logement Principal	8 000,00 €	/	OUI
Flamens Castelsarrasin	2023	Réfection de l'éclairage (circulations, foyer, salle étude)	20 000,00 €	/	OUI
	2023	Mise en place ventilation mécanique cage ascenseur	5 000,00 €	/	OUI
	2023	Réfection des menuiseries bois en façade côté « canal »	80 000,00 €	/	/
Jean de Prades Castelsarrasin	2023	Réfection de la cuisine logement Principale	5 000,00 €	/	OUI
Pierre Darasse Caussade	2023	Création d'un local coupe-feu -Bâtiment internat (rangement cartables)	8 000,00 €	OUI	/
Jean Lacaze Grisolles	2023	Mise aux normes hygiène de la cuisine	60 000,00 €	OUI	/
	2023	Rénovation de l'étanchéité façade nord Bât. B	50 000,00 €	OUI	/
	2023	Réfection des sanitaires filles/garçons (installation de robinets poussoirs)	15 000,00 €	/	OUI
Pays de Serres Lauzerte	2023	Rénovation des escaliers Bât. Externat	40 000,00 €	/	OUI
	2023	Mise aux normes armoire électrique hall Administration	12 000,00 €	/	/
	2023	Travaux d'isolation de la passerelle et hall entrée	50 000,00 €	/	/
	2023	Réfection de la toiture du CDI	50 000,00 €	OUI	/
	2023	Réfection des luminaires dans les circulations	10 000,00 €	/	OUI
François Mitterrand Moissac	2023	Mise en place d'un dispositif anti-pigeons	30 000,00 €	OUI	/
Ingres Montauban	2023	Mise en place d'encadrement sur les fenêtres Bât. Sciences avec ventilation	10 000,00 €	/	/
	2023	Réfection entrée self-service	5 000,00 €	/	OUI
	2023	Réfection bas de mur entre chambre froide/accès vestiaires	12 000,00 €	/	OUI
	2023	Réfection des zingueries extérieures -1ère tranche	20 000,00 €	/	/
	2023	Mise en place de la fibre dans les logements	3 000,00 €	/	OUI
Jean Jaurès Montauban	2023	Mise en place d'un dispositif anti-pigeons	22 000,00 €	/	OUI
	2023	Réfection de la toiture 2 salles de technologie Bât A rdc	40 000,00 €	/	OUI
	2023	Réfection des descentes d'eaux pluviales	5 000,00 €	/	OUI
Olympe de Gouges Montauban	2023	Agrandissement de l'accès à la réserve (création porte)	10 000,00 €	OUI	/
Pierre Bayrou Saint-Antonin-Noble-Val	2023	Réfection des sanitaires administration	20 000,00 €	OUI	/
	2023	Réfection hall d'entrée	12 000,00 €	/	OUI
Jean Rostand Valence d'Agen	2023	Rénovation de la serre (vitrages)	15 000,00 €	OUI	/
	2023	Réfection du plafond de la cuisine	10 000,00 €	OUI	/
	2023	Mise en place de PVC dans les circulations 1ère tranche	60 000,00 €	/	OUI
	2023	Mise en place d'une climatisation local serveur	10 000,00 €	OUI	/
	2023	Réfection des murs du réfectoire	4 000,00 €	/	OUI
	2023	Réfection d'une cloison dans une circulation	10 000,00 €	/	OUI
Tous bâtiments	2023	Travaux de câblage téléphonie	14 000,00 €	/	/
	2023	Provision pour mise en conformité suite à des contrôles réglementaires	52 000,00 €	OUI	/
	2023	Provision pour interventions urgentes	100 000,00 €	OUI	/
		TOTAL	**917 000,00 €**		

COLLEGES PUBLICS DU DEPARTEMENT

ANNEXE 10

EQUIPEMENTS DEMI-PENSION – PROGRAMME 2023-2024

COLLEGES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Demi-pension - Opération P009O007 – Enveloppe P009E16 – Nat. Ana. 2157/221/21					
Théodore Despeyrous Beaumont-de-Lomagne	2023	Remplacement d'une sauteuse	30 000,00 €	OUI	/
Flamens Castelsarrasin	2023	Remplacement d'une sauteuse	20 000,00 €	OUI	/
Jean Jaurès Montauban	2023	Remplacement équipements de cuisine : 1 sauteuse, 1 vitrine réfrigérée, 1 bain marie, 1 plan de cuisson	80 000,00 €	OUI	/
O. de Gouges Montauban	2023	Mise en place d'une motorisation sur la hotte cuisine	15 000,00 €	/	OUI
Pierre Bayrou St-Antonin-Noble-Val	2023	Remplacement d'une sauteuse	20 000,00 €	OUI	/
Tous bâtiments	2023	Provision pour interventions urgentes	20 000,00 €	OUI	/
		TOTAL	**185 000,00 €**		

INSTALLATIONS SPORTIVES DES COLLEGES

ANNEXE 11

TRAVAUX EXTERIEURS - PROGRAMME 2022-2023

INSTALLATIONS SPORTIVES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P009O004 – Enveloppe P009E14 – Nat. Ana. 2312/221/23					
Caussade	2022	Mise en place d'une clôture	22 956,00 €	OUI	/
Grisolles	2022	Mise en place d'une clôture	2 740,92 €	/	OUI
Verdun-sur-Garonne	2022	Mise en place d'une clôture plateau sportif (côté route)	23 461,20 €	/	OUI
Tous bâtiments	2022	Provision pour interventions urgentes	841,88 €	/	OUI
		TOTAL	**50 000,00 €**		

INSTALLATIONS SPORTIVES DES COLLEGES

ANNEXE 12

TRAVAUX BATIMENTS - PROGRAMME 2022-2023

INSTALLATIONS SPORTIVES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux bâtiments - Opération P009O003 – Enveloppe P009E14 – Nat. Ana. 231314/221/23					
Castelsarrasin	2022	Réfection de l'alarme incendie	20 464,61 €	/	OUI
	2022	Réfection de l'éclairage	27 797,41 €	/	OUI
Labastide-St-Pierre	2022	Création de deux box de rangement dans local	2 373,16 €	/	OUI
	2022	Mise en place d'une menuiserie – sanitaires garçons	4 448,16 €	/	OUI
Lafrançaise	2022	Réfection de deux portes coupe-feu	10 000,00 €	OUI	/
Montauban collège Ingres	2022	Réfection d'une porte d'entrée	5 182,80 €	/	OUI
	2022	Réfection du réseau eaux pluviales « Manège »	20 118,00 €	/	OUI
	2022	Mise en place d'un système de chauffage autonome « Manège »	35 609,14 €	OUI	/
Nègrepelisse	2022	Mise en place d'un système anti-intrusion	4 600,80 €	/	OUI
	2022	Mise en place d'un dispositif anti-pigeons	15 864,00 €	/	OUI
Valence d'Agen	2022	Réfection du faux-plafond et peinture des vestiaires	13 982,94 €	/	OUI
	2022	Travaux sur le réseau et production ECS	33 840,00 €	OUI	/
Tous bâtiments	2022	Provision pour mise en conformité suite à des contrôles réglementaires	34 532,75 €	OUI	/
Tous bâtiments	2022	Provision pour interventions urgentes	113 532,01 €	/	OUI
		TOTAL	**342 345,78 €**		

INSTALLATIONS SPORTIVES DES COLLEGES

ANNEXE 13

TRAVAUX EXTERIEURS – PROGRAMME 2023-2024

INSTALLATIONS SPORTIVES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P009O004 – Enveloppe P009E16 – Nat. Ana. 2312/221/23					
Lauzerte	2023	Traçage plateau sportif	3 000,00 €	OUI	/
Jean Jaurès Montauban	2023	Réfection clôture	30 000,00 €	/	OUI
Tous bâtiments	2023	Provision pour interventions urgentes	15 000,00 €	/	/
		TOTAL	**48 000,00 €**		

INSTALLATIONS SPORTIVES DES COLLEGES

ANNEXE 14

TRAVAUX BATIMENTS – PROGRAMME 2023-2024

INSTALLATIONS SPORTIVES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux bâtiments - Opération P009O003 – Enveloppe P009E16 – Nat. Ana. 231314/221/23					
Caussade	2023	Réfection de l'éclairage	30 000,00 €	OUI	/
	2023	Mise en place d'une programmation système chauffage	5 000,00 €	OUI	/
Jean Jaurès Montauban	2023	Réfection toit terrasse (côte salle)	50 000,00 €	/	OUI
	2023	Réfection des vestiaires	20 000,00 €	/	OUI
Ingres Montauban	2023	Réfection des vitrages « salle manège »	20 000,00 €	/	/
Montech	2023	Réfection des vitrages	25 000,00 €	/	/
St-Antonin-Noble-Val	2023	Réfection de la façade	15 000,00 €	OUI	/
Valence d'Agen	2023	Mise en place de compteurs séparés pour les fluides -Sport co	30 000,00 €	OUI	/
Tous bâtiments	2023	Provision pour mise en conformité suite à des contrôles réglementaires	20 000,00 €	/	/
Tous bâtiments	2023	Provision pour interventions urgentes	60 000,00 €	/	/
		TOTAL	**275 000,00 €**		

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

AVANCEMENT DES PROGRAMMES IMMOBILIERS SUR LES AUTRES BÂTIMENTS DÉPARTEMENTAUX

Je souhaite à l'occasion de cette session budgétaire, faire le point d'avancement des **programmes de travaux annuels** 2022-2023 et 2023-2024 pour les bâtiments départementaux (hors collèges publics et installations sportives).

Les propositions pour ce budget portent sur des ajustements financiers sur les travaux annuels établis sur la base des opérations réalisées, en cours ou prévisionnelles, puis actualisées pour certains programmes (création ou suppression d'opérations).

Je ferai également un point sur des **travaux pluriannuels** ainsi que sur des études qui seront réajustés en fonction de l'état d'avancement des projets, ainsi que le solde des opérations.

Enfin, je vous proposerai le vote d'autorisation de programme pour des **nouveaux projets.**

Ces travaux sont présentés selon le sommaire suivant :

I - Les programmes de travaux annuels

A) Avancement des travaux du programme 2022-2023
B) Avancement des travaux du programme 2023-2024

II – Les travaux structurants d'investissement dans les bâtiments départementaux

A) Avancement des travaux structurants des programmes antérieurs
B) Avancement des nouveaux travaux structurants - 2023

III – Les frais d'études

I- PROGRAMMES DE TRAVAUX ANNUELS

Comme je vous l'ai indiqué, lors de la session consacrée au vote du budget primitif de 2023, les travaux annuels sont essentiellement des travaux liés à la sécurité, à la préservation de notre patrimoine immobilier et à divers aménagements demandés par les usagers des sites.

Les crédits d'investissements annuels comprennent :

- les travaux dans les cours et les extérieurs des sites (clôtures, portails, réfection de cours, aménagements divers),
- les travaux de rénovation, de grosses réparations ou d'aménagements dans les bâtiments,
- les provisions pour les travaux imprévus.

A) Avancement des travaux du programme 2022-2023

Le programme 2022-2023 est quasiment terminé. Il ne reste aucune opération en instance : les travaux sont soit réalisés, soit en cours.

À ce jour, sur les **90 opérations recensées** et listées dans les annexes n° 1 à 5 du présent rapport :

- 73 sont terminées,
- 17 sont en cours.

Je vous communique, ci-après, le détail par bâtiment :

1- Bâtiments départementaux à caractère social (annexe n° 1)
(maisons des solidarités (MDS) et pôle des solidarités humaines (PSH))

Sur les 27 opérations votées :

- 24 sont terminées,
- 3 sont en cours.

2- Bâtiments départementaux à caractère culturel (annexe n° 2)
(archives départementales, abbaye de Belleperche, espace des Augustins, médiathèque départementale)

Sur les 8 opérations votées :

- 7 sont terminées,
- 1 est en cours.

3- <u>Bâtiments des subdivisons départementales et les antennes</u> (annexe n° 3)

Sur les 20 opérations votées :

- 16 sont terminées,
- 4 sont en cours.

Pour ces bâtiments (travaux « extérieurs »), je vous propose de prévoir un crédit supplémentaire de **4 000 €** pour réaliser les travaux de mise en place d'une vidéo-surveillance sur le site de la « Clare » à Albias.

4- <u>Autres bâtiments administratifs départementaux</u> (annexe n° 4)
(Hôtel du Département, centre d'information et d'orientation, centre universitaire et maison de la Région à Montauban)

Sur les 16 opérations votées :

- 14 sont terminées,
- 2 sont en cours.

5- <u>Travaux dans les gendarmeries</u> (annexe n° 5)

Sur les 19 opérations votées :

- 12 sont terminées,
- 7 sont en cours.

———

Je vous propose donc pour l'ensemble des travaux annuels 2022-2023 dans les autres bâtiments départementaux :

- d'augmenter l'autorisation de programme 2022 de **4 000 €** dans les subdivisions (travaux « extérieurs »),

- de ratifier un crédit de paiement en 2023 de **217 508,04 €** pour terminer l'ensemble des travaux.

B) <u>Avancement des travaux du programme 2023-2024</u>

Lors du budget primitif de 2023, **93 opérations ont été votées** pour le programme 2023 des autres bâtiments.

Je vous propose, lors de cette session, d'apporter des modifications sur ce programme (création ou suppression d'opérations), et de transférer des crédits de paiement de 2024 en 2023 en fonction de l'état d'avancement des travaux.

Pour ce budget, le programme 2023 sera donc modifié pour aboutir à **98 opérations,** listées dans les annexes n° 6 à 10 du présent rapport.

Je vous communique, ci-après, le détail par bâtiment :

1- <u>Bâtiments départementaux à caractère social</u> (annexe n° 6)
(maisons des solidarités (MDS) et pôle des solidarités humaines (PSH))

Sur les **15 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 8 sont en cours
- 7 restent à lancer

a) <u>Maison des solidarités</u>

<u>Travaux « extérieurs »</u>

1 opération a été votée au budget primitif 2023 qui concerne le poste des opérations imprévues qu'il **reste à lancer** où un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 de **5 000 €** est à prévoir.

<u>Travaux « bâtiments »</u>

Sur les **9 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 6 sont en cours,
- 3 restent à lancer.

Un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 de **35 000 €** est à prévoir pour la réalisation des opérations suivantes :

- Valence d'Agen : réfection de la porte fenêtre (4 000 €) et pose d'un auvent (3 000 €)
- Montech : réfection des volets bois (20 000 €)

- Enveloppe pour répondre aux opérations imprévues (8 000 €)

b) <u>Pôle des solidarités humaines</u>

<u>Travaux « extérieurs»</u>

1 opération a été votée au budget primitif 2023 qui concerne le poste des opérations imprévues qu'il **reste à lancer** où un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 de **5 000 €** est à prévoir.

<u>Travaux « bâtiments »</u>

Sur les **4 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 2 sont en cours,
- 2 restent à lancer.

Un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 de **145 000 €** est à prévoir pour la réalisation des opérations de réfection des volets bois (50 000 €), des bureaux (90 000 €) et des opérations imprévues (5 000 €).

2- <u>Bâtiments départementaux à caractère culturel</u> (annexe n° 7)
(archives départementales, abbaye de Belleperche, espace des Augustins, médiathèque départementale)

Sur les **25 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 3 sont terminées,
- 11 sont en cours,
- 11 restent à lancer.

Le programme pour les bâtiments culturels doit être modifié pour aboutir à **26 opérations** lors de cette session.

a) <u>Archives départementales</u>

<u>Travaux « extérieurs »</u>

1 opération a été votée au budget primitif 2023 qui concerne le poste des opérations imprévues qu'il **reste à lancer** où un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 de **5 000 €** est à prévoir pour ce poste.

Travaux «bâtiments»

Sur les **4 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 1 est terminée
- 2 sont en cours,
- 1 reste à lancer.

Un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 de **45 000 €** est à prévoir pour la réalisation de l'opération de réfection des volets bois (40 000 €) et des opérations imprévues (5 000 €).

b) Médiathèque départementale

Travaux « extérieurs »

Sur les **3 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 2 sont en cours,
- 1 reste à lancer.

Un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 de **60 000 €** est à prévoir pour la réalisation des opérations de clôture (40 000 €) et du portail (20 000 €).

Travaux « bâtiments »

Sur les **4 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 2 sont en cours,
- 2 restent à lancer.

Il convient dans le cadre de l'opération de mise en conformité diverses, inscrite au budget primitif 2023, de prendre en charge la mise aux normes de l'ascenseur de la médiathèque départementale (30 000 €).

Je vous propose donc une augmentation de l'autorisation de programme 2023 de **30 000 €** avec l'inscription des crédits de paiement correspondants.

c) Abbaye de Belleperche

Travaux « extérieurs »

Sur les **3 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 1 est en cours,
- 2 restent à lancer.

Travaux «bâtiments»

Sur les **4 opérations** votées au BP 2023 :

- 1 est terminée,
- 1 est en cours,
- 2 restent à lancer.

Un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 de **100 000 €** est à prévoir pour la réfection de la toiture de la « maison Dutouron ».

d) Espaces des Augustins

Travaux « extérieurs »

Sur les **2 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 1 est en cours,
- 1 reste à lancer.

Un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 de **10 000 €** est à prévoir pour la réfection du réseau pluvial extérieur.

Travaux « bâtiments »

Sur les **4 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 1 est terminée,
- 2 sont en cours,
- 1 reste à lancer.

3- <u>Bâtiments des subdivisons départementales et les antennes</u> (annexe n° 8)

Sur les **30 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 14 sont terminées,
- 4 sont en cours,
- 10 restent à lancer,
- 2 sont à supprimer.

Le programme pour les bâtiments des subdivisions et des antennes doit être modifié pour aboutir à **29 opérations** lors de cette session.

Je vous communique, ci-après, le détail par bâtiment :

a) <u>Subdivisions départementales et les antennes « propriété » du Département</u>

<u>Travaux «extérieurs»</u>

Sur les **6 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 3 sont terminées,
- 1 est en cours,
- 1 reste à lancer,
- 1 est à supprimer.

Ce programme doit être modifié pour aboutir à **5 opérations** lors de cette session.

Une opération est à supprimer. Elle concerne la réfection du chemin d'accès au centre technique départemental (CTD) à Montauban car les travaux ont été réalisés en régie (50 000 €).

De plus, un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 de **45 000 €** est à prévoir pour la mise aux normes de l'aire de lavage au 25 rue du Docteur Labat à Montauban (45 000 €).

Je vous propose de diminuer l'autorisation de programme 2023 de **50 000 €** et de ratifier en 2023 un crédit de paiement de **45 000 €**.

Travaux « bâtiments »

Sur les **18 opérations** votées au BP 2023 :

- 8 sont terminées,
- 3 sont en cours,
- 6 restent à lancer,
- 1 est à supprimer.

Ce programme doit être modifié étant précisé que le nombre d'opérations programmées restera identique.

Une opération est à supprimer. Elle concerne la réfection de la salle de réunion à la subdivision de Valence d'Agen (10 000 €) car les travaux ont été réalisés en régie.

De plus, **une nouvelle opération** est à créer pour la rénovation de sanitaires au centre technique départemental (CTD) à Montauban (70 000 €).

Enfin, un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 de **70 000 €** est à prévoir pour réaliser les opérations suivantes :

- subdivision de Castelsarrasin : réfection de menuiseries (25 000 €)
- centre technique départemental -Subdivision de Montauban et Laboratoire routier- : réfection de sanitaires (30 000 €)
- Antenne de Saint-Antonin-Noble-Val : études et maîtrise d'oeuvre pour la construction du bac à sel (15 000 €)

Je vous propose d'augmenter l'autorisation de programme 2023 de **60 000 €** et de ratifier en 2023 un crédit de paiement de **130 000 €**.

b) Subdivisions départementales et les antennes « mis à disposition » du Département

Travaux « extérieurs »

Sur les **2 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 1 est terminée,
- 1 reste à lancer.

Travaux « bâtiments »

Sur les **4 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 2 sont terminées,
- 2 restent à lancer.

Un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 de **5 000 €** est à prévoir pour répondre aux opérations imprévues.

4- Autres bâtiments administratifs départementaux (annexe n° 9)
(Hôtel du Département, centre d'information et d'orientation, centre universitaire et maison de la Région à Montauban)

Sur les **19 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 3 sont terminées,
- 9 sont en cours,
- 7 restent à lancer.

Le programme pour les autres bâtiments administratifs doit être modifié pour aboutir à **22 opérations** lors de cette session.

Je vous communique, ci-après, le détail par bâtiment :

a) Hôtel du Département

Travaux « extérieurs »

Les **2 opérations** votées au budget primitif 2023 sont en cours.

Ce programme doit être modifié pour aboutir à **3 opérations** lors de cette session.

Une nouvelle opération est à créer pour la mise en place d'un abri vélos (15 000 €).

De plus, un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 de **40 000 €** est à prévoir pour réaliser les clôtures du parking du Tescou.

Je vous propose d'augmenter l'autorisation de programme 2023 de **15 000 €** et de ratifier un crédit de paiement en 2023 de **55 000 €.**

Travaux « bâtiments »

Sur les **9 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 2 sont terminées,
- 3 sont en cours,
- 4 restent à lancer.

Un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 de **40 000 €** est à prévoir pour les travaux de réfection de l'éclairage des circulations.

Travaux divers de câblage informatique

1 opération votée au budget primitif 2023 qui concerne le poste de travaux de câblage dans tous les bâtiments **est en cours**.

b) Centre d'information et d'orientation à Montauban

Travaux « extérieurs »

1 opération votée au budget primitif 2023 **reste à lancer**.

Travaux « bâtiments »

1 opération votée au budget primitif 2023 qui concerne le poste des opérations imprévues sur ce bâtiment **reste à lancer**.

c) Centre universitaire à Montauban

Travaux « extérieurs »

1 opération votée au budget primitif 2023 qui concerne le poste des opérations imprévues sur ce bâtiment **reste à lancer**.

Travaux « bâtiments »

Les **2 opérations** votées au budget primitif 2023 **sont en cours**.

Ce programme doit être modifié pour passer à **3 opérations** lors de cette session.

Une nouvelle opération est à créer pour la mise aux normes de deux ascenseurs au centre universitaire - pavillon des savoirs/médiathèque- (21 000 €).

Je vous propose d'augmenter l'autorisation de programme 2023 de **21 000 €** avec la ratification des crédits de paiement correspondants.

d) <u>Site de la maison de la Région à Montauban</u>

<u>Travaux « bâtiments »</u>

Sur les **2 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 1 est terminée,
- 1 est en cours.

Ce programme doit être modifié pour aboutir à **3 opérations** lors de cette session.

Une nouvelle opération est à créer pour la réfection de l'ascenseur de ce site (82 000 €).

Je vous propose d'augmenter l'autorisation de programme 2023 de **82 000 €** avec la ratification des crédits de paiement correspondants.

5 – <u>Travaux dans les gendarmeries</u> (annexe n° 10)

Sur les **4 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 2 sont terminées,
- 2 restent à lancer

Le programme pour les gendarmeries doit être modifié pour aboutir à **7 opérations** lors de cette session.

Je vous communique, ci-après, le détail par bâtiment :

<u>Travaux « extérieurs »</u>

Sur les **2 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 1 est terminée,
- 1 reste à lancer.

Ce programme doit être modifié pour budget primitif à **3 opérations** lors de cette session.

Une nouvelle opération est à créer sur la gendarmerie de Saint-Nicolas-de-la-Grave pour les travaux de réfection de la clôture (80 000 €).

De plus, un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 de **15 000 €** est à prévoir pour la prise en charge des opérations imprévues.

Je vous propose d'augmenter l'autorisation de programme 2023 de **80 000 €** avec la ratification d'un crédit de paiement en 2023 de **95 000 €.**

Travaux « bâtiments »

Sur les **2 opérations** votées au budget primitif 2023 :

- 1 est terminée,
- 1 reste à lancer.

Ce programme doit être modifié pour passer à **4 opérations** lors de cette session.

Deux nouvelles opérations sont à créer sur la gendarmerie de Lavit-de-Lomagne qui concernent les réfections de la VMC du bâtiment logement (25 000 €) et d'un logement de fonction (55 000 €).

De plus, un transfert de crédits de paiement de 2024 en 2023 de **40 000 €** est à prévoir pour la prise en charge des opérations imprévues.

Je vous propose d'augmenter l'autorisation de programme 2023 de **80 000 €** avec l'inscription d'un crédit de paiement en 2023 de **120 000 €.**

6 – Autres travaux d'investissements

Achat matériel divers

Je vous rappelle que cette rubrique concerne l'acquisition d'équipements pour effectuer des travaux en régie.

Pour ce budget, je vous propose :

- d'augmenter l'autorisation de programme 2023 de **5 000 €** avec la ratification des crédits de paiement correspondants et,

- de transférer un crédit de paiement de 2024 en 2023 de **5 000 €**.

Signalétique

Je vous rappelle que cette rubrique concerne la mise en place de signalétique dans l'ensemble de nos bâtiments.

Pour ce budget, je vous propose d'augmenter l'autorisation de programme 2023 de **14 928 €** avec la ratification des crédits de paiement correspondants.

II– TRAVAUX STRUCTURANTS D'INVESTISSEMENT DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX

A) Avancement des travaux structurants des programmes antérieurs

1- Bâtiments départementaux à caractère social

Bâtiment principal – allées Mortarieu et 28 rue de la banque à Montauban
Autorisation de programme 2022 *:* **500 000 €**

La première phase de travaux de climatisation a été réalisée pour un montant de 88 772,47 € TTC (bâtiment des ressources et de la protection maternelle et infantile).

L'étude de maîtrise d'oeuvre doit être lancée en 2023 après la réalisation de l'audit énergétique qui permettra de dimensionner les travaux à mener lors de la deuxième phase.

Réfection du parking à la maison des solidarité de Montech

L'autorisation de programme votée, lors du budget primitif de 2022, est ramenée à **80 000 €** pour l'opération de réfection du parking à la maison des solidarités de Montech.

Ces travaux sont en cours de finition.

2- Bâtiments départementaux à caractère culturel

Gros travaux à l'abbaye de Belleperche

Dans le cadre de l'opération de restructuration votée en 2016 et dans la continuité des travaux des phases 1 et 2 de sauvegarde de l'abbaye de Belleperche, il convient de **réaliser la phase 3.**

Cette phase consiste en la restitution « à l'identique » de la charpente et de la couverture de l'aile sud du cloître en reprenant les mêmes appuis et les mêmes empochements.

Le marché de maîtrise d'oeuvre a été notifié en septembre 2022.

Le marché de travaux a été notifié pour un montant de 185 782,52 € TTC et l'opération va s'échelonner sur 7 mois.

Je vous propose d'augmenter l'autorisation de programme 2016 de **30 000 €** et de ratifier un crédit de paiement en 2023 de **133 651,92 €** pour réaliser ces travaux.

Gros travaux à la médiathèque départementale

Autorisation de programme 2016 : **1 212 999,52 €**

Les travaux de réfection des toitures du site, le remplacement des portes sectionnelles des garages et la transformation de l'ancien logement de fonction pour l'extension des bureaux ont été réalisés.

Les travaux suivants **restent à réaliser** :

- remplacement des menuiseries extérieures : un marché de travaux a été notifié en février 2022 pour un montant de 294 642,00 € TTC. Cependant, l'entreprise est en redressement judiciaire. Un administrateur judiciaire a été nommé et, dans l'attente de sa décision quant à la poursuite de cette opération, ce chantier est suspendu.

- réfection de l'électricité et de l'isolation thermique des murs intérieurs : l'équipe de maîtrise d'œuvre a réalisé les diagnostics et les avants projets. Le cahier des charges est en cours de rédaction. La constitution du dossier de consultation des entreprises sera conditionné par le remplacement des menuiseries extérieures.

3- Bâtiments administratifs départementaux

Hôtel du Département - travaux de rénovation du chauffage/climatisation

Cette opération votée en 2019 est **terminée** et l'autorisation de programme est ramenée à **884 205,61 €**.

Restructuration de la maison du Tordre

Autorisation de programme 2021 : **80 000 €**

La maison située au Sud-Ouest du lac du Tordre doit être réhabilitée en une « maison de la nature », permettant d'accueillir du public.

La première phase de travaux de réfection de la toiture a été réalisée pour un montant de 34 764,05 € TTC.

Pour la deuxième phase, les besoins sont en cours de définition (menuiseries, électricité, aménagements intérieurs...).

Je vous propose de transférer un crédit de paiement de 2024 en 2023 de **20 000 €** pour réaliser les premiers travaux.

Hôtel du Département - travaux audio/vidéo/sonorisation
Autorisation de programme 2022 : **800 000 €**

Ces travaux devraient être **terminés fin juin 2023.**

Centre universitaire à Montauban

Restructuration du centre universitaire

L'opération de restructuration du centre universitaire est réalisée dans le cadre d'un contrat de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage passé avec la société d'économie mixte AREC en juillet 2016.

Les travaux dans les **bâtiments se sont achevés** au cours de l'été 2022.

L'aménagement du **parvis** programmé dans cette opération, qui avait été ajourné pour les travaux de façades, a été reprogrammé pour une **fin de travaux à l'été 2023**.

Un coût supplémentaire pour les travaux de terrassement est à prévoir.

Je vous propose d'augmenter l'autorisation de programme 2015 de **250 000 €** et de ratifier un crédit de paiement correspondant.

Réfection des façades du centre universitaire

Comme je vous l'indiquais, une autorisation de programme de **1 500 000 €** a été votée, lors du budget primitif de 2022, pour la rénovation des façades et l'extension du restaurant universitaire avec des crédits de paiement correspondants répartis sur trois exercices à savoir 250 000 € en 2022, 850 000 € en 2023 et 400 000 € en 2024.

Un contrat de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage a été conclu avec la société d'économie mixte ARAC.

Les travaux **ont démarré** en 2023.

Au budget primitif, 2023 une nouvelle répartition des crédits de paiement a été validée avec 300 000 € au titre de l'exercice 2023 et 950 000 € en 2024.

Je vous propose donc de ratifier un crédit de paiement de **250 000 €** en 2023 pour la continuité de cette opération ce qui portera les crédits de paiement de l'exercice 2024 **à 700 000 €.**

4- Travaux dans les gendarmeries

L'ancien programme est **en voie d'achèvement**, notamment pour les travaux de réfection de menuiseries sur certains sites ainsi que sur les extérieurs.

Je vous propose de ratifier en 2023, un crédit de paiement à hauteur de **418 126,79 €** pour terminer les travaux dans les bâtiments.

Rénovation de l'ancienne gendarmerie Gambetta à Montauban

La réflexion sur le devenir de l'ancienne gendarmerie Gambetta à Montauban est en cours.

À ce jour, des travaux préparatoires de démolition et de changement de **menuiseries** sont prévus pour un montant de 117 828,07 € TTC.

B) Avancement des nouveaux travaux structurants - 2023

1- Bâtiments administratifs départementaux

Création de locaux pour les jardiniers à l'Hôtel du Département
Autorisation de programme 2023 : **200 000 €**

Le projet d'installation de locaux pour les jardiniers du Département a été complété par l'ajout de locaux de stockage pour le château ainsi que l'aménagement des extérieurs (sécurisation de la partie haute de la tour de l'ascenseur, habillage de la zone de stockage des conteneurs à déchets...) dans son environnement proche.

Un coût supplémentaire est donc à prévoir pour réaliser cette opération.

Je vous propose d'augmenter l'autorisation de programme 2023 de **350 000 €** et de ratifier un crédit de paiement en 2023 de **400 000 €**.

2- Bâtiments départementaux à caractère culturel

Diagnostic archéologique abbaye de Belleperche

À l'occasion de la session du 27 janvier 2014, l'Assemblée départementale avait voté le recours à un programmiste, chargé de concrétiser un projet global d'aménagement. Une étude a été réalisée, prenant en compte un projet scientifique et culturel et détaillant les attentes en termes de restauration, de fonctionnalités, de déploiement du musée, de valorisation des extérieurs par la mise en valeur des zones archéologiques et généralement de tous les besoins fonctionnels.

L'étude n'a fait l'objet **d'aucune validation** et seuls les « travaux d'urgence » ponctuels ont été réalisés.

Afin de relancer le projet d'aménagement de l'abbaye de Belleperche, la **réalisation d'une étude archéologique globale** (bilan documentaire, archéologique du bâti, …) et d'un **diagnostic sanitaire du bâtiment** est un préalable incontournable.

En effet, ces études permettront au programmiste d'intégrer dans le projet les mises en valeur des vestiges archéologiques, de révéler l'ensemble monastique et surtout, d'estimer financièrement au plus près le nouveau projet.

Une nouvelle autorisation de programme doit donc être votée, lors de cette session, pour un montant de **50 000 €** pour réaliser un diagnostic archéologique sur le site de l'Abbaye de Belleperche.

Je vous propose de créer une autorisation de programme 2023 de **50 000 €** avec la ratification des crédits de paiement correspondants.

III – FRAIS D'ETUDES

A) Bâtiments départementaux à caractère social

Etudes de faisabilité et programmation sur les maisons des solidarités de Moissac et Valence d'Agen

Autorisation de programme 2023 : **60 000 €**

Cette autorisation de programme a été votée afin de réaliser des études de faisabilité sur les maisons des solidarités de Moissac et de Valence.

Je vous propose de transférer un crédit de paiement de 2024 en 2023 de **20 000 €** pour ces deux opérations.

Comme je vous l'annonçais à l'occasion de la réunion consacrée au vote du budget primitif 2022, les périmètres d'intervention des maisons des solidarités ont connu au cours de ces dernières années, une grande évolution due à la croissance démographique de certains cantons, entraînant en parallèle une augmentation des actions sociales.

Les locaux actuels ne sont plus adaptés aux besoins (manque de bureaux et de surfaces). De plus, ceux-ci nécessitent des améliorations afin de prendre en compte les nouvelles normes réglementaires et thermiques.

La direction de l'immobilier, en lien avec les services du pôle des solidarités humaines réalise un diagnostic sur l'ensemble des sites.

B) Bâtiments départementaux à caractère culturel

Restructuration des archives départementales

Autorisation de programme 2022 : **100 000 €**

L'autorisation de programme a été votée afin de réaliser un audit et une redéfinition des besoins des archives départementales.

Le programmiste a été notifié le 14 février 2023.

Les études de diagnostic et de programmation sont en cours pour une présentation des différents scénarii, au cours du premier semestre 2023.

Je vous propose de diminuer l'autorisation de programme 2022 de **25 000 €** et de ratifier un crédit de paiement en 2023 de **45 000 €** pour ces études.

Restructuration de l'abbaye de Belleperche

Comme dit précédemment, l'Assemblée départementale a approuvé, à l'occasion du vote de la décision modificative du 30 novembre 2015, le projet scientifique et culturel du musée des arts de la table.

Une étude de programmation fonctionnelle, technique et financière a été réalisée en 2015 afin de disposer de plusieurs scenarii chiffrés et de phasages éventuels de réalisation. Mais, il n'y a pas eu d'issue favorable.

Le diagnostic préalable rendu a cependant fait ressortir la nécessité de réaliser des travaux d'urgence sanitaires afin de sauvegarder le patrimoine existant. Ces travaux sont aujourd'hui en cours d'achèvement (phase 3 de restitution de la charpente et de la couverture de l'aile sud du cloître).

Une autorisation de programme de **50 000 €** a donc été votée, lors du budget primitif 2023 pour relancer cette étude et afin de redonner à l'abbaye de Belleperche et à son musée des arts de la table, un attrait culturel et touristique dans notre département et notre région.

Ces études seront lancées dès que le diagnostic archéologique sera réalisé.

C) <u>Subdivisions départementales et leurs antennes</u>

<u>Etudes diverses pour les subdivisions et les antennes</u>

Autorisation de programme 2022 : **46 000 €**

L'autorisation de programme a été votée pour réaliser les études dans les bâtiments suivants :

Subdivision de Castelsarrasin **:** travaux de mise aux normes des réseaux d'évacuation des eaux pluviales, de l'aire de lavage, du bac à sel.

Une requalification de ce site s'impose avec la création de nouveaux garages et de locaux de stockage.

Antenne de Beaumont-de-Lomagne : autorisation administrative de l'appentis, construit par les agents de la direction de l'aménagement et de la voirie.

Je vous propose de ratifier un crédit de paiement de **40 000 €** en 2023 pour réaliser ces deux opérations.

Étude pour la restructuration du centre technique départemental - site d'unité d'exploitation des travaux en régie

Autorisation de programme 2023 : **20 000 €**

Le Département est propriétaire du « gymnase du Mas » situé 25 rue du Docteur Labat à Montauban, sur le site du centre technique départemental dont la superficie de 600 m² permettrait de stocker du matériel, des engins ainsi que du mobilier.

Cependant, il convient de changer sa destination et de faire des modifications sur sa structure et son enveloppe afin de respecter la règlement de sécurité relatif aux établissements recevant du public, et notamment la prise en compte de l'école Léo Ferré, située dans l'environnement proche du site.

L'étude de faisabilité et de recensement des besoins à intégrer à ce bâtiment est en cours. À l'issue de cette étude, un programme de travaux vous sera présenté.

Études en vue de l'extension de l'antenne de Valence d'Agen

Autorisation de programme 2023 : **30 000 €**

Je vous rappelle que nous avons la possibilité d'acheter un terrain attenant à cette antenne. Cela permettrait de réaliser, d'une part, l'agrandissement nécessaire et, d'autre part, de prévoir une nouvelle sortie plus sécurisée pour les engins en créant un sens unique de circulation.

Les études de faisabilité en vue de l'extension de cette antenne sont en cours.

D) Autres Bâtiments administratifs départementaux

Hôtel du Département : sonorisation de la salle du conseil et de réunions

Les frais d'études seront soldés en même temps que le marché de travaux correspondant.

Hôtel du Département : restructuration du parvis et du château

Autorisation de programme 2022 : **100 000 €**

Cette autorisation de programme a été votée pour lancer les études de rénovation du parvis et les études de rénovation du château Montauriol.

La mission de programmation a été notifiée le 16 février 2023 et le recueil des besoins est en cours.

Je vous propose de ratifier un crédit de paiement de **31 258,84 €** en 2023 pour financer ces études.

E) Études thermiques pour les bâtiments départementaux

Afin de rentrer dans les objectifs de la transition énergétique, des **études énergétiques vont être lancées** pour certains bâtiments départementaux. Ces études (pré-diagnostics, audits énergétiques et études de faisabilité) nous aideront à décider la programmation des travaux à mener permettant d'obtenir des économies d'énergie.

Des autorisations de programme ont été votées, lors du budget primitif 2023.

Un marché de prestations est en cours de rédaction pour les bâtiments suivants :

Maisons des solidarités

Autorisation de programme 2023 : **50 000 €**

Cette autorisation de programme concerne le lancement des études dans 5 sites.

Il convient de prévoir un crédit complémentaire afin de mener ces études dans l'ensemble des maisons des solidarités.

Je vous propose d'augmenter l'autorisation de programme 2023 de **50 000 €** et d'inscrire les crédits de paiement correspondants.

Espaces des Augustins

Autorisation de programme 2023 : **30 000 €**

Je vous propose de ratifier un crédit de paiement de **30 000 €** en 2023 pour réaliser les études.

Subdivisions et Antennes

Autorisation de programme 2023 : **10 000 €**

Les crédits ont été inscrits lors du budget primitif 2023.

Hôtel du Département

Autorisation de programme 2023 : **50 000 €**

Je vous propose de ratifier un crédit de paiement de **30 000 €** en 2023 pour réaliser les études.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ce rapport et :

- prendre acte de l'état d'avancement des programmes de travaux annuels 2022-2023 et 2023-2024 dans les bâtiments départementaux (hors collèges et installations sportives) conformément aux tableaux ci-annexés,

- prendre acte de l'état d'avancement des travaux pluriannuels dans les bâtiments départementaux (hors collèges et installations sportives),

- approuver les augmentations des autorisations de programme telles que détaillées supra,

- ratifier les crédits de paiement correspondants sur les différentes lignes budgétaires,

- m'autoriser à solliciter les subventions relatives à ce programme de travaux.

Le Président,

BATIMENTS – SOLIDARITE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 1

PROGRAMME DE TRAVAUX 2022-2023

MAISONS DEPARTEMENTALES DES SOLIDARITES

SITES DE PROXIMITE	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux bâtiments – Opération P004O002 – Enveloppe P004E08 – Nat. Ana. 231313/48/23					
MAISON DES SOLIDARITES DE MONTAUBAN					
Montauban – Labat	2022	Travaux de sécurisation du site - visiophone	9 979,20 €	/	OUI
	2022	Raccordement au réseau de chaleur	23 614,00 €	/	OUI
Montauban – Unal	2022	Remplacement de la chaudière	89 381,31 €	/	OUI
	2022	Travaux de sécurisation du site - visiophone	6 465,60 €	/	OUI
MAISON DES SOLIDARITES DE CASTELSARRASIN/MOISSAC					
Castelsarrasin	2022	Création d'un « espace visite »	5 983,20 €	/	OUI
	2022	Mise en place de brise-soleil dans 2 bureaux (PMI)	2 227,79 €	/	OUI
	2022	Mise en place de portes pour rangement dans 2 bureaux		/	OUI
Moissac	2022	Création de bureau	8 760,19 €	/	OUI
MAISON DES SOLIDARITES DE CAUSSADE/NEGREPELISSE					
Caussade	2022	Réfection de menuiseries – 1ère tranche	41 102,40 €	/	OUI
	2022	Travaux de sécurisation du site - visiophone		/	OUI
Nègrepelisse	2022	Réfection d'une porte extérieure	1 560,00 €	/	OUI
	2022	Réaménagement de l'ancienne cuisine en bureau		/	OUI
MAISON DES SOLIDARITES DE MONTECH/VERDUN-SUR-GARONNE					
Montech	2022	Mise en place d'une vitre sur poste d'accueil	3 997,20 €	OUI	/
TOUS BÂTIMENTS					
Tous bâtiments	2022	Mise en conformité suite à des contrôles réglementaires	46 203,04 €	OUI	/
	2022	Travaux de câblage : installations de prises informatiques	13 261,19 €	OUI	/
	2022	Provision pour interventions urgentes	24 464,88 €	/	OUI
		TOTAL	**277 000,00 €**		

POLE DES SOLIDARITES HUMAINES A MONTAUBAN

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux bâtiment - Opération P004O002 – Enveloppe P004E08 – Nat. Ana. 231313/50/23				
2022	Isolation d'un mur en verre dans un bureau – service tarification	37 641,13 €	/	OUI
2022	Réfection de la porte d'entrée rez-de-chaussée – Bât. A		/	OUI
2022	Réfection de la porte d'entrée d'accès – Bât. C		/	OUI
2022	Installation de stores Bât. D – services Logement PMI ressources et RSA		/	OUI
2022	Mise en place d'un éclairage local « poubelles »	1 843,63 €	/	OUI
2022	Réfection du bureau de la Directrice « Enfance et Famille »	1 701,84 €	/	OUI
2022	Réfection des bureaux -PMI et ANAH	9 992,70 €	/	OUI
2022	Rénovation de la salle de réunion « océane »	26 416,58 €	/	OUI
2022	Travaux de câblage informatique (modification des rocades fibres)	11 455,21 €	/	OUI
2022	Réfection de la toiture du Bât. D – services Habitat-Logement et PMI et toiture pigeonnier	117 306,67 €	/	OUI
2022	Provision pour interventions urgentes	39 642,24 €	/	OUI
	TOTAL	**246 000,00 €**		

BATIMENTS CULTURELS

ANNEXE 2

PROGRAMME DE TRAVAUX 2022-2023

ARCHIVES DEPARTEMENTALES – MONTAUBAN

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P005O004 – Enveloppe P005E08 – Nat. Ana. 2312/315/23				
2022	Réfection de la cour avec travaux sur les réseaux	60 000,00 €	OUI	/
	TOTAL	**60 000,00 €**		

ABBAYE DE BELLEPERCHE – CORDES TOLOSANNES

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P005O004 – Enveloppe P005E08 – Nat. Ana. 2312/312/23				
2022	Rénovation de l'éclairage de l'allée entrée du site, éclairage passage piétons sur RD et mise en place d'un coffret forain	31 606,06 €	/	OUI
2022	Provision pour interventions urgentes	3 960,00 €	/	OUI
	TOTAL	**35 566,06 €**		
Travaux bâtiment - Opération P005O002 – Enveloppe P005E08 – Nat. Ana. 231314/312/23				
2022	Mise en conformité suite à des contrôles réglementaires	826,86 €	/	OUI
2022	Provision pour interventions urgentes	13 647,92 €	/	OUI
	TOTAL	**14 474,78 €**		

ESPACE DES AUGUSTINS – MONTAUBAN

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux bâtiments - Opération P005O002 – Enveloppe P005E08 – Nat. Ana. 231314/312/23				
2022	Travaux dans les locaux de stockage	6 438,43 €	/	OUI
2022	Mise en place d'un dispositif anti-pigeons	27 600,00 €	/	OUI
2022	Provision pour interventions urgentes	3 003,36 €	/	OUI
	TOTAL	**37 041,79 €**		

SUBDIVISIONS DEPARTEMENTALES ET ANTENNES

ANNEXE 3

PROGRAMME DE TRAVAUX 2022-2023

« PROPRIETE DU DEPARTEMENT »

BATIMENTS	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs « propriété » - Opération P006O006 – Enveloppe P006E11 – Nat. Ana. 2312/621/23					
SUBDIVISION DE MONTAUBAN					
Unité d'Exploitation et Travaux en Régie – Montauban	2022	Mise en place d'une vidéo-surveillance extérieure	16 860,00 €	/	OUI
Site de la « Clare » Montauban	2022	Mise en place d'une vidéo-surveillance extérieure	17 140,00 €	OUI	/
		TOTAL	**34 000,00 €**		
Travaux bâtiments « propriété » - Opération P006O002 – Enveloppe P006E11 – Nat. Ana. 231318/621/23					
SUBDIVISION DE CASTELSARRASIN					
Antenne Beaumont-de-Lomagne	2022	Mise aux normes de l'aire de lavage	14 346,76 €	/	OUI
Antenne Castelsarrasin	2022	Mise en place d'une climatisation salle réunion	6 993,60 €	/	OUI
	2022	Extension alarme anti-intrusion	7 000,00 €	OUI	/
	2022	Réfection des menuiseries et volets roulants	21 685,20 €	/	OUI
SUBDIVISION DE MONTAUBAN					
Unité d'Exploitation et Travaux en Régie – Montauban	2022	Mise en place alarme incendie sur l'ensemble du site	25 057,27 €	/	OUI
	2022	Raccordement au réseau de chaleur	26 088,00 €	/	OUI
	2022	Aménagement local buanderie	55 499,06 €	/	OUI
Antenne Villebrumier	2022	Couverture bac à sel	15 360,00 €	/	OUI
SUBDIVISION DE ST-ANTONIN-NOBLE-VAL					
Antenne Nègrepelisse	2022	Réfection du bac à sel	30 720,00 €	/	OUI
Antenne St-Antonin-Noble-Val	2022	Mise aux normes de l'aire de lavage	29 604,00 €	/	OUI
SUBDIVISION DE VALENCE D'AGEN					
Antenne Moissac	2022	Mise aux normes électriques	2 790,28 €	/	OUI
	2022	Réfection de la porte du garage	9 492,41 €	/	OUI
TOUS BÂTIMENTS					
Tous bâtiments	2022	Mise en conformité suite à des contrôles réglementaires	6 001,39 €	/	OUI
	2022	Provision pour interventions urgentes	38 009,20 €	/	OUI
		TOTAL	**288 647,17 €**		

ANNEXE 3

« MIS A DISPOSITION DU DEPARTEMENT »

BATIMENTS	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux bâtiments - Opération P006O002 – Enveloppe P006E11 – Nat. Ana. 2317318/621/23					
SUBDIVISION DE CASTELSARRASIN					
Antenne Verdun-sur-Garonne	2022	Mise en place d'une alarme anti-intrusion	13 000,00 €	OUI	/
SUBDIVISION DE ST-ANTONIN-NOBLE-VAL					
Antenne Caussade	2022	Construction d'un appentis pour stockage matériel et couverture de l'aire de lavage	97 000,00 €	OUI	/
SUBDIVISION DE VALENCE D'AGEN					
Antenne Valence	2022	Installation de 2 portes de garage et réfection du faux-plafond de la verrière	17 702,16 €	/	OUI
TOUS BÂTIMENTS					
Tous bâtiments	2022	Mise en conformité suite à des contrôles réglementaires	3 095,11 €	/	OUI
		TOTAL	**130 797,27 €**		

AUTRES BATIMENTS

ANNEXE 4

PROGRAMME DE TRAVAUX 2022-2023

HOTEL DU DEPARTEMENT

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux bâtiment - Opération P006O002 – Enveloppe P006E11 – Nat. Ana. 231311/0202/23				
2022	Réfection de l'évacuation des eaux usées (Niveau -2)	4 938,00 €	/	OUI
2022	Création d'une passerelle suite réaménagement (Niveau -4)	4 503,11 €	/	OUI
2022	Travaux de câblage (raccordement des rocades fibres)	21 619,55 €	/	OUI
2022	Réfection des canalisations du réseau eaux pluviales – salle Conseil	17 856,00 €	/	OUI
2022	Travaux d'extension et de remise à niveau alarme anti-intrusion	18 000,00 €	OUI	/
2022	Réfection de l'étanchéité de la toiture Bât. ADT	19 569,60 €	/	OUI
2022	Mise en conformité du Système de Sécurité Incendie	4 503,72 €	/	OUI
2022	Travaux de sécurisation du site	33 636,27 €	/	OUI
2022	Mise en place de cloisons pour réaménagement des services	137 614,43 €	OUI	/
2022	Provision pour interventions urgentes	53 759,32 €	/	OUI
	TOTAL	**316 000,00 €**		

CENTRE UNIVERSITAIRE A MONTAUBAN

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P010O007 – Enveloppe P010E07 – Nat. Ana. 2312/23/23				
2022	Mise en place d'une motorisation sur le portail d'entrée	8 532,20 €	/	OUI
2022	Provision pour interventions urgentes	4 019,50 €	/	OUI
	TOTAL	**12 551,70 €**		
Travaux bâtiment - Opération P010O007 – Enveloppe P010E07 – Nat. Ana. 231312/23/23				
2022	Provision pour interventions urgentes	4 960,79 €	/	OUI
	TOTAL	**4 960,79 €**		

SITE DE NOVALIA A MONTAUBAN

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux bâtiment - Opération P006O002 – Enveloppe P006E11 – Nat. Ana. 231318/91/23				
2022	Mise en conformité de l'ascenseur	4 233,98 €	/	OUI
2022	Réfection de la toiture et avant toit sur pignon	7 998,05 €	/	OUI
2022	Provision pour interventions urgentes	2 420,52 €	/	OUI
	TOTAL	**14 652,55 €**		

GENDARMERIES

ANNEXE 5

PROGRAMME DE TRAVAUX 2022-2023

GENDARMERIES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P007O004 – Enveloppe P007E08 – Nat. Ana. 2312/11/23					
Nègrepelisse	2022	Travaux de VRD	20 000,00 €	OUI	/
Valence d'Agen	2022	Mise en place clôture côté logement et rehausse du portail	14 008,80 €	/	OUI
Villebrumier	2022	Réfection de l'éclairage cour intérieure de la brigade	3 054,23 €	/	OUI
Tous sites	2022	Provision pour interventions urgentes	4 388,69 €	/	OUI
		TOTAL	**41 451,72 €**		
Travaux bâtiments – Opération P007O002 – Enveloppe P007E08 – Nat. Ana. 231318/11/23					
Auvillar	2022	Réfection des portes des logements	10 000,00 €	OUI	/
Caussade	2022	Installation d'une borne de recharge électrique véhicules	19 814,23 €	/	OUI
	2022	Réfection des menuiseries bois Bâtiment logement	18 000,00 €	OUI	/
	2022	Réfection des menuiseries bois des locaux de service		OUI	/
Grisolles	2022	Installation d'une borne de recharge électrique véhicules	19 226,99 €	/	OUI
	2022	Réfection des portes d'entrée des bâtiments	15 000,00 €	OUI	/
	2022	Réfection d'un logement de fonction	33 394,41 €	/	OUI
Lafrançaise	2022	Réfection d'une salle de bain dans un logement	5 120,00 €	/	OUI
Lauzerte	2022	Réfection des enseignes	744,00 €	/	OUI
Lavit-de-Lomagne	2022	Réfection des portes (logements, bureaux, accès garage)	30 000,00 €	OUI	/
Monclar-de-Quercy	2022	Isolation des logements	8 526,39 €	/	OUI
Nègrepelisse	2022	Mise en place d'une isolation dans les logements	29 007,09 €	/	OUI
St-Nicolas-de-la-Grave	2022	Installation de VMC dans 5 logements	22 363,91 €	/	OUI
Villebrumier	2022	Rénovation des portes des caves	6 000,00 €	OUI	/
Tous bâtiments	2022	Provision pour interventions urgentes	127 312,42 €	/	OUI
		TOTAL	**344 509,44 €**		

BATIMENTS -SOLIDARITE DEPARTEMENTALE

ANNEXE 6

PROGRAMME DE TRAVAUX 2023-2024

MAISONS DEPARTEMENTALES DES SOLIDARITES

MAISONS DES SOLIDARITES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P004O004 – Enveloppe P004E09 – Nat. Ana. 2312/48/23					
Tous sites	2023	Provision pour interventions urgentes	10 000,00 €	/	/
		TOTAL	**10 000,00 €**		
Travaux bâtiments – Opération P004O002 – Enveloppe P004E09 – Nat. Ana. 231313/48/23					
MAISON DES SOLIDARITES DE BEAUMONT-DE-LOMAGNE/VALENCE D'AGEN					
Valence d'Agen	2023	Réfection des volets roulants rez-de-chaussée	25 000,00 €	OUI	/
	2023	Réfection de la porte fenêtre bureau Assistance Sociale (1er étage)	4 000,00 €	OUI	/
	2023	Pose d'un auvent (porte côté bâtiment)	3 000,00 €	OUI	/
MAISON DES SOLIDARITES DE CASTELSARRASIN/MOISSAC					
Castelsarrasin	2023	Mise en place de stores extérieurs	10 000,00 €	/	/
Moissac	2023	Mise en place de stores extérieurs + verrière	33 000,00 €	OUI	/
MAISON DES SOLIDARITES DE CAUSSADE/NEGREPELISSE					
St-Antonin-Noble-Val	2023	Réfection de la toiture	35 000,00 €	/	/
MAISON DES SOLIDARITES DE MONTECH/VERDUN-SUR-GARONNE					
Montech	2023	Réfection des volets bois	20 000,00 €	OUI	/
TOUS BÂTIMENTS					
Tous bâtiments	2023	Travaux de sécurisation des sites (visiophones)	10 000,00 €	OUI	/
	2023	Provision pour interventions urgentes	20 000,00 €	/	/
		TOTAL	**160 000,00 €**		

POLE DES SOLIDARITES HUMAINES A MONTAUBAN

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P004O004 – Enveloppe P004E09 – Nat. Ana. 2312/50/23				
2023	Provision pour interventions urgentes	10 000,00 €	/	/
	TOTAL	**10 000,00 €**	/	/
Travaux bâtiment - Opération P004O002 – Enveloppe P004E09 – Nat. Ana. 231313/50/23				
2023	Mise en place de faux-plafonds bureau et circulation (service habitat/loge)	30 000,00 €	/	/
2023	Mise en place et réfection de volets bois	50 000,00 €	OUI	/
2023	Rénovation des bureaux	90 000,00 €	OUI	/
2023	Provision pour interventions urgentes	15 000,00 €	/	/
	TOTAL	**185 000,00 €**		

BATIMENTS CULTURELS

ANNEXE 7

PROGRAMME DE TRAVAUX 2023-2024

ARCHIVES DEPARTEMENTALES – MONTAUBAN

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P005O004 – Enveloppe P005E09 – Nat. Ana. 2312/315/23				
2023	Provision pour interventions urgentes	10 000,00 €	/	/
	TOTAL	**10 000,00 €**		
Travaux bâtiments - Opération P005O002 – Enveloppe P005E09 – Nat. Ana. 231314/315/23				
2023	Réfection des volets bois	40 000,00 €	OUI	/
2023	Mise aux normes du paratonnerre	13 000,00 €	/	OUI
2023	Mise en conformité suite à des contrôles réglementaires	10 000,00 €	OUI	/
2023	Provision pour interventions urgentes	10 000,00 €	/	/
	TOTAL	**73 000,00 €**		

MEDIATHEQUE DEPARTEMENTALE – MONTAUBAN

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P005O004 – Enveloppe P005E09 – Nat. Ana. 2312/313/23				
2023	Clôture du site	40 000,00 €	OUI	/
2023	Mise en place d'un portail d'entrée motorisé	20 000,00 €	OUI	/
2023	Provision pour interventions urgentes	4 000,00 €	/	/
	TOTAL	**64 000,00 €**		
Travaux bâtiments - Opération P005O002 – Enveloppe P005E09 – Nat. Ana. 231314/313/23				
2023	Création d'un local de stockage	45 000,00 €	/	/
2023	Création d'un local archives	30 000,00 €	/	/
2023	Mise en conformité électrique et ascenseurs	32 000,00 €	OUI	/
2023	Provision pour interventions urgentes	10 000,00 €	OUI	/
	TOTAL	**117 000,00 €**		

ANNEXE 7

ABBAYE DE BELLEPERCHE – CORDES TOLOSANNES

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P005O004 – Enveloppe P005E09 – Nat. Ana. 2312/312/23				
2023	Mise en place d'une clôture (côté garage démoli)	7 000,00 €	OUI	/
2023	Mise en place d'une clôture (côté entrée Abbaye)	40 000,00 €	/	/
2023	Provision pour interventions urgentes	5 000,00 €	/	/
	TOTAL	**52 000,00 €**		
Travaux bâtiment - Opération P005O002 – Enveloppe P005E09 – Nat. Ana. 231314/312/23				
2023	Mise aux normes du paratonnerre	14 000,00 €	/	OUI
2023	Réfection toiture de la maison « Dutouron »	100 000,00 €	OUI	/
2023	Provision pour mise en conformité suite à des contrôles réglementaires	2 000,00 €	/	/
2023	Provision pour interventions urgentes	5 000,00 €	/	/
	TOTAL	**121 000,00 €**		

ESPACE DES AUGUSTINS – MONTAUBAN

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P005O004 – Enveloppe P005E09 – Nat. Ana. 2312/312/23				
2023	Réfection du réseau pluvial extérieur	10 000,00 €	OUI	/
2023	Provision pour interventions urgentes	5 000,00 €	/	/
	TOTAL	**15 000,00 €**		
Travaux bâtiments - Opération P005O002 – Enveloppe P005E09 – Nat. Ana. 231314/312/23				
2023	Mise en place d'un dispositif anti-pigeons -2ème phase	25 000,00 €	OUI	/
2023	Mise aux normes du parafoudre	1 000,00 €	/	OUI
2023	Mise en conformité électrique et ascenseur	3 000,00 €	OUI	/
2023	Provision pour interventions urgentes	5 000,00 €	/	/
	TOTAL	**34 000,00 €**		

SUBDIVISIONS DEPARTEMENTALES ET ANTENNES

ANNEXE 8

PROGRAMME DE TRAVAUX 2023-2024

« PROPRIETE DU DEPARTEMENT »

BATIMENTS	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs « propriété » - Opération P006O006 – Enveloppe P006E12 – Nat. Ana. 2312/621/23					
SUBDIVISION DE CASTELSARRASIN					
Antenne de Lavit-de-Lomagne	2023	Mise en place d'un portail d'entrée motorisé	10 000,00 €	/	OUI
SUBDIVISION DE MONTAUBAN					
CTD – Montauban	2023	Mise en place d'une motorisation portail d'entrée (19 rue Labat)	25 000,00 €	/	OUI
	2023	Mise aux normes de l'aire de lavage (25 rue Labat)	45 000,00 €	OUI	/
SUBDIVISION DE VALENCE D'AGEN					
Subdivision de Valence d'Agen	2023	Mise aux normes PMR d'une rampe d'accès	7 000,00 €	/	OUI
TOUS BÂTIMENTS					
Tous sites	2023	Provision pour interventions urgentes	10 000,00 €	/	/
		TOTAL	**97 000,00 €**		
Travaux bâtiments « propriété » - Opération P006O002 – Enveloppe P006E12 – Nat. Ana. 231318/621/23					
SUBDIVISION DE CASTELSARRASIN					
Antenne de Lavit-de-Lomagne	2023	Motorisation du portail de garage	13 000,00 €	/	OUI
Antenne Castelsarrasin	2023	Réfection de l'éclairage salle de réunion	6 000,00 €	/	OUI
Subdivision de Castelsarrasin	2023	Réfection des menuiseries à l'étage	25 000,00 €	OUI	/
SUBDIVISION DE MONTAUBAN					
Centre Technique Départemental – Montauban					
Ensemble du site	2023	Mise en place de la fibre optique sur le site	30 000,00 €	/	/
CTD	2023	Aménagement buanderie – 2ème phase	15 000,00 €	/	OUI
	2023	Rénovation des sanitaires	70 000,00 €	/	/
Subdivision	2023	Création d'une cloison (bureaux/espace détente)	6 000,00 €	/	OUI
	2023	Réfection des sanitaires à l'étage	15 000,00 €	/	/
UETR	2023	Pose d'une climatisation salle de réfectoire	8 000,00 €	/	OUI
Laboratoire routier	2023	Réfection des sanitaires	15 000,00 €	/	/
Atelier mécanique	2023	Réfection du sol de 3 bureaux et installation de climatisation	15 000,00 €	/	OUI
Antenne Villebrumier	2023	Réfection du bac à sel et quai de déchargement	5 000,00 €	OUI	/
SUBDIVISION DE ST-ANTONIN-NOBLE-VAL					
Antenne Nègrepelisse	2023	Construction d'une aire de lavage	80 000,00 €	/	/
Antenne St-Antonin-Noble-Val	2023	Construction d'un bac à sel	80 000,00 €	OUI	/
SUBDIVISION DE VALENCE D'AGEN					
Antenne Moissac	2023	Création d'un escalier pour accès à la «rochelle»	15 000,00 €	/	OUI
Antenne de Lafrançaise	2023	Réfection de la porte du garage	12 000,00 €	/	OUI
TOUS BÂTIMENTS					
Tous bâtiments	2023	Mise en conformité suite à des contrôles réglementaires	20 000,00 €	/	/
	2023	Provision pour interventions urgentes	30 000,00 €	/	/
		TOTAL	**460 000,00 €**		

ANNEXE 8

« MIS A DISPOSITION DU DEPARTEMENT »

BATIMENTS	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs «mis à disposition» - Opération P006O006 – Enveloppe P006E12 – Nat. Ana. 23172/621/23					
SUBDIVISION DE VALENCE D'AGEN					
Antenne de Valence d'agen	2023	Réfection du portail d'entrée extérieur	16 000,00 €	/	OUI
TOUS BÂTIMENTS					
Tous bâtiments	2023	Provision pour interventions urgentes	5 000,00 €	/	/
		TOTAL	**21 000,00 €**		
Travaux bâtiments - Opération P006O002 – Enveloppe P006E12 – Nat. Ana. 2317318/621/23					
SUBDIVISION DE MONTAUBAN					
Antenne Montauban « Rue des Arts »	2023	Réfection du portail du hangar de stockage	10 000,00 €	/	OUI
SUBDIVISION DE VALENCE D'AGEN					
Antenne de Valence d'agen	2023	Réfection de la porte de garage	9 000,00 €	/	OUI
Tous bâtiments	2023	Mise en conformité suite à des contrôles réglementaires	10 000,00 €	/	/
	2023	Provision pour interventions urgentes	10 000,00 €	/	/
		TOTAL	**39 000,00 €**		

AUTRES BATIMENTS

ANNEXE 9

PROGRAMME DE TRAVAUX 2023-2024

HOTEL DU DEPARTEMENT

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P006O006 – Enveloppe P006E12 – Nat. Ana. 2312/0202/23				
2023	Réfection des clôtures (parking Tescou)	40 000,00 €	OUI	/
2023	Création abri vélos	15 000,00 €	/	/
2023	Provision pour interventions urgentes	10 000,00 €	OUI	/
	TOTAL	**65 000,00 €**		
Travaux bâtiment - Opération P006O002 – Enveloppe P006E12 – Nat. Ana. 231311/0202/23				
2023	Réfection de l'éclairage -1ère phase circulations	80 000,00 €	OUI	/
2023	Réaménagement des bureaux (DRH/Finances/Environnement)	70 000,00 €	/	/
2023	Réfection sol bureau (chauffeurs)	5 000,00 €	OUI	/
2023	Installation extracteur de fumée de colle (reprographie)	10 000,00 €	/	OUI
2023	Mise aux normes du paratonnerre	14 000,00 €	/	OUI
2023	Mise en conformité électrique - contrôles réglementaires	25 000,00 €	/	/
2023	Mise en conformité des ascenseurs	6 000,00 €	OUI	/
2023	Réalisation de diagnostic sécurité incendie	5 000,00 €	/	/
2023	Provision pour interventions urgentes	30 000,00 €	/	/
	TOTAL	**245 000,00 €**		

TRAVAUX DE CABLAGE TOUS BATIMENTS

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux divers de câblage informatique - Opération P006O002 – Enveloppe P006E12 – Nat. Ana. 23153/0202/23				
2023	Provision pour interventions urgentes	20 000,00 €	OUI	/
	TOTAL	**20 000,00 €**		

CENTRE D'INFORMATION ET D'ORIENTATION A MONTAUBAN

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P006O006 – Enveloppe P006E12 – Nat. Ana. 2312/0202/23				
2023	Mise en place clôture (séparation avec la Pairie Départementale)	5 000,00 €	/	/
	TOTAL	**5 000,00 €**		
Travaux bâtiment - Opération P006O002 – Enveloppe P006E12 – Nat. Ana. 231312/0202/23				
2023	Provision interventions urgentes et conformité	5 000,00 €	/	/
	TOTAL	**5 000,00 €**		

ANNEXE 9

CENTRE UNIVERSITAIRE A MONTAUBAN

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P010O007 – Enveloppe P010E10 – Nat. Ana. 2312/23/23				
2023	Provision pour interventions urgentes	5 000,00 €	/	/
	TOTAL	**5 000,00 €**		
Travaux bâtiment - Opération P010O007 – Enveloppe P010E10 – Nat. Ana. 231312/23/23				
2023	Isolation phonique – médiathèque universitaire	80 000,00 €	OUI	/
2023	Mise aux normes accessibilité handicapés ascenseurs (Pavillon des savoirs – Médiathèque)	21 000,00 €	/	/
2023	Provision pour interventions urgentes	5 000,00 €	OUI	/
	TOTAL	**106 000,00 €**		

SITE DE NOVALIA A MONTAUBAN

ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux bâtiment - Opération P006O002 – Enveloppe P006E12 – Nat. Ana. 231318/91/23				
2023	Réfection de l'accueil (parement)	10 000,00 €	/	OUI
2023	Réfection de l'ascenseur	82 000,00 €	/	/
2023	Provision pour interventions urgentes et conformité	5 000,00 €	OUI	/
	TOTAL	**97 000,00 €**		

GENDARMERIES

ANNEXE 10

PROGRAMME DE TRAVAUX 2023-2024

GENDARMERIES	ANNEE DE PROGRAMMATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	MONTANT AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATIONS EN COURS	OPERATIONS TERMINEES
Travaux extérieurs - Opération P007O004 – Enveloppe P007E09 – Nat. Ana. 2312/11/23					
Monclar-de-Quercy	2023	Réfection des réseaux extérieurs	22 000,00 €	/	OUI
Saint-Nicolas-de-la-Grave	2023	Réfection des clôtures	80 000,00 €	/	/
Tous sites	2023	Provision pour interventions urgentes	30 000,00 €	/	/
		TOTAL	**132 000,00 €**		
Travaux bâtiments – Opération P007O002 – Enveloppe P007E09 – Nat. Ana. 231318/11/23					
Monclar-de-Quercy	2023	Réfection des conduites eau brigade + logement	10 000,00 €	/	/
Lavit-de-Lomagne	2023	Réfection de la VMC du bâtiment logements	25 000,00 €	/	/
	2023	Réfection d'un logement de fonction	55 000,00 €	/	/
Tous bâtiments	2023	Provision pour interventions urgentes	70 000,00 €	/	/
		TOTAL	**160 000,00 €**		

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

AVANCEMENT DU PROJET D'EXTENSION DU COLLÈGE DE MONTECH - VALIDATION DE L'AVANT PROJET DÉFINITIF

Par délibération de l'Assemblée départementale du 14 février 2022, une procédure de concours a été lancée en vue de l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux d'extension du collège Vercingétorix à Montech.

À l'issue de cette procédure, le marché de maîtrise d'œuvre a été notifié le 13 janvier 2023 au groupement SARL LABORDERIE – TAULIER ARCHITECTE (mandataire) / JF.RASPAUD / DANOBAT / EMACOUSTIC / INSE / NEOLIA.

La conception du projet a été réalisée en réunissant un groupe d'usagers pour valider les choix techniques.

1) <u>VALIDATION DE L'AVANT PROJET DÉFINITIF (APD)</u>

Le dossier APD a été présenté lors de la réunion du comité de pilotage du 17 mars 2023. Les surfaces ont été arrêtées, quelques remarques mineures ont été formulées à la maîtrise d'œuvre.

Le permis de construire a été déposé au mois d'avril 2023.

Les consultations pour les marchés de travaux doivent être lancées à l'été 2023.

Les travaux **devraient débuter à l'automne 2023** après épuisement des délais de recours pour le permis de construire.

2) ÉVOLUTION DU MONTANT DES TRAVAUX

La part de l'enveloppe financière affectée aux travaux lors de l'attribution du marché de maîtrise d'oeuvre était de 2 400 000 € HT (valeur juillet 2021, phase programme).

En phase Esquisse, le coût prévisionnel des travaux était réévalué à 2 513 455 € HT ; l'augmentation par rapport au programme est liée à l'évolution des indices des prix de la construction (BT) entre juillet 2021 et juillet 2022 (date de remise de l'esquisse).

A l'issue de la **phase APD, ce coût est réévalué à 2 744 052 € HT**, justifié par :

- 59 000 € HT de surcoûts divers :
  - 9 000 € HT pour le surcoût du chauffage du bâtiment des sanitaires,
  - 15 000 € HT pour la création d'un accès pompiers à la demande du bureau de contrôle,
  - 5 000 € HT de réservations pour les réseaux nécessaires à une future pose de panneaux photovoltaïques,
  - 30 000 € HT de surcoûts liés à l'équipement en climatisation réversible du bâtiment situé dans la cour du collège,
- 40 000 € HT de surcoût pour l'aménagement esthétique et qualitatif de l'abri à vélos ;
- 28 100 € HT de surcoût pour les fondations spéciales nécessaires suite aux résultats des études de sol ;
- l'évolution à la hausse du coût de la construction (BT) entre juillet 2022 et mars 2023 (date de remise de l'APD).

En outre, il a été demandé à la maîtrise d'oeuvre d'intégrer dans le dossier de consultation des entreprises, l'installation de **panneaux photovoltaïques.** Cette prestation supplémentaire éventuelle est estimée à 59 000 € HT et pourra être retenue à l'issue de l'analyse des offres.

Le coût prévisionnel définitif des travaux sur lequel s'engage le groupement de maîtrise d'oeuvre est donc fixé à 2 744 052 € HT (valeur mars 2023). L'engagement du maître d'oeuvre et la fixation des honoraires définitives du groupement seront actés par avenant.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver le dossier au stade de l'avant projet définitif relatif aux travaux d'extension du collège Vercingétorix à Montech,

- arrêter le coût prévisionnel définitif des travaux au stade de l'avant projet définitif à 2 744 052 € HT, valeur mars 2023 (Programme P009, Opération P009O001, Enveloppe P009E10, Natana 231312/221/23).

Le Président,

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

AVANCEMENT DU PROJET D'EXTENSION DU COLLÈGE DE LABASTIDE-SAINT-PIERRE - VALIDATION DE L'AVANT PROJET DÉFINITIF

Par délibération de l'Assemblée départementale du 14 février 2022, une procédure de concours a été approuvée en vue de l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre relatif à l'extension du collège Jean-Jacques Rousseau à Labastide-Saint-Pierre.

A l'issue de cette procédure, un marché de maîtrise d'œuvre a été notifié le 12 janvier 2023 au groupement C+2B ARCHITECTURE SARL (mandataire) / B11 ARCHITECTURE / ECOVITALIS / EDEIS / SIGMA / ECO.

La conception du projet a été réalisée en réunissant un groupe d'usagers pour valider les choix techniques.

1) <u>Evolution du montant des travaux</u>

Depuis la première phase du projet (phase Esquisse), de nombreuses mises au point ont été demandées à la maîtrise d'œuvre pour répondre au programme initial tout en limitant les hausses du montant des travaux.

Le dossier d'avant projet définitif (APD) a été présenté au comité de pilotage le 12 mai 2023, en présence des élus du Département et des représentants du collège. Il a été constaté une forte augmentation du coût des travaux à hauteur de 626 852 € HT, par rapport au montant initial du concours qui s'élevait à 2 100 000 € HT (valeur janvier 2022), liée :

- aux incidences techniques de la surélévation du projet et de l'étanchéité des bas de murs pour environ 110 000 € HT,

- à des demandes réglementaires (bureau de contrôle, coordinateur de sécurité et de protection de la santé (SPS), diagnostics divers) pour environ 100 000 € HT

(encloisonnement des cages d'escalier existantes, désamiantage des parties à reprendre, sécurisation des accès toiture),

- à des reprises programmatiques du projet pour environ 70 000 € HT (cloison séparative de la grande salle, remplacement de fenêtres, cuvettes de sanitaires, prescriptions acoustiques),

- à des demandes complémentaires des usagers pour environ 20 000 € HT (création de placards, création de locaux de stockage),

- à des sujétions techniques découvertes lors de la réalisation des diagnostics pour environ 15 000 € HT (électricité, régulation du chauffage),

- à diverses prestations demandées au programme et non intégrées dans la phase précédente (dossier avant projet sommaire - APS, pour environ 160 000 € HT,)

- à l'augmentation des prix de la construction, pour environ 150 000 € HT.

Au vu de cette forte augmentation, il a été demandé à la maîtrise d'oeuvre de d'envisager toutes les pistes d'économies possibles et de proposer un nouveau dossier d'avant projet définitif (APD).

L'équipe de maîtrise d'oeuvre a proposé une modification du dossier d'avant projet définitif (APD) avec les économies suivantes :

- réduction de la surface de la grande salle, qui reste cependant conforme au programme dans son usage,

- optimisation du lot gros-oeuvre pour la construction en surélévation,

- modifications de quelques prestations ayant peu d'impact fonctionnel ou architectural comme, par exemple, la toiture de l'abri vélo ou les brise-soleil de la façade Nord,

- réexamen de quelques demandes du programme comme, par exemple, la demande de sanitaires suspendus ou certaines prescriptions acoustiques,

- mise en option de prestations non demandées au programme comme par exemple la pose de placards dans les bureaux.

Ce nouveau dossier d'avant projet définitif (APD) aboutit à un coût prévisionnel définitif des travaux de 2 527 121 € HT, valeur mai 2023.

2) <u>Définition du coût prévisionnel définitif des travaux</u>

Au vu de ce qui précède, je vous propose d'arrêter le coût prévisionnel définitif des travaux à 2 527 121 € HT (valeur mai 2023).

L'engagement du maître d'oeuvre sur ce coût prévisionnel définitif et la fixation des honoraires définitives du groupement seront actées par voie d'avenant.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver le dossier au stade de l'avant projet définitif relatif aux travaux d'extension du collège Jean-Jacques Rousseau à Labastide Saint Pierre,

- arrêter le coût prévisionnel définitif des travaux au stade de l'avant projet définitif à 2 527 121 € HT, valeur mai 2023 (Programme P009, Opération P009O001, Enveloppe P009E10, Nat ana 231312/221/23).

Le Président,

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

PROJETS D'EXTENSION DES COLLÈGES MANUEL AZANA À MONTAUBAN ET ANTONIN PERBOSC À LAFRANÇAISE

À l'occasion de cette session budgétaire, je souhaite vous présenter les projets d'extension des collèges Manuel Azaña à Montauban et Antonin Perbosc à Lafrançaise.

1) SITUATION ET PERSPECTIVES POUR LE COLLÈGE MANUEL AZANA À MONTAUBAN

Le collège Manuel Azaña a ouvert à la rentrée scolaire de septembre 2009. Il disposait d'une **capacité d'accueil théorique de 400 élèves**. Dès la conception du projet, la **possibilité d'une extension** de cet établissement était prévue, afin de porter sa capacité d'accueil à 600 élèves.

Les effectifs de ce collège ont régulièrement progressé depuis sa création, atteignant à la rentrée 2022, 518 élèves auxquels il faut ajouter une section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA), comptant 65 élèves.

Ce sur-effectif a conduit à mettre en place des solutions d'urgence : deux classes modulaires sont actuellement louées. L'installation d'une salle supplémentaire est prévue cet été pour la rentrée de septembre 2023.

Les prévisions d'effectifs pour les années scolaires à venir montrent un accroissement constant du nombre d'élèves : 553 élèves sont attendus à la rentrée 2023 et **jusqu'à 592 à la rentrée 2024**. Il sera alors nécessaire d'implanter un nouveau bâtiment modulaire. Après ce « pic » de la rentrée 2024, le nombre d'élèves devrait légèrement diminuer et passer à 574 à la rentrée 2027.

Outre les solutions d'urgence précitées, la carte des secteurs de recrutement des collèges montalbanais a été ré-examinée en concertation avec les services départementaux de l'Éducation nationale et ceux de la ville de Montauban.

Le secteur du collège Manuel Azaña est très concentré autour du collège et bénéficie d'une démographie en progression : ce secteur correspond aux écoles de Bas Pays (école verte de l'hippodrome), Louis Aragon, Georges Coulonges, Camille Claudel et Birac.

Après analyse concertée, il apparaît que **la modification de la carte scolaire ne peut pas résoudre le problème de sur-effectif** du collège Manuel Azaña. Seule une extension du bâtiment permettrait de garantir un accueil de qualité aux collégiens du secteur. Le dimensionnement de cette extension pourrait se situer à 600 élèves, tel que prévu à l'origine de la construction.

2) SITUATION ET PERSPECTIVES DU COLLÈGE ANTONIN PERBOSC À LAFRANÇAISE

Le collège Antonin Perbosc à Lafrançaise, ouvert à la rentrée 1987, dispose aujourd'hui d'une **capacité d'accueil théorique de 450 élèves**.

Les effectifs du collège ont régulièrement progressé depuis son ouverture, atteignant à la rentrée 2022, 540 élèves répartis en 20 divisions.

Ce sur-effectif a nécessité la mise en place de quatre classes modulaires (dont deux classes propriétés du Département et deux classes en location) et d'un bâtiment sanitaire en location.

Les prévisions d'effectifs pour les années scolaires à venir montrent un accroissement du nombre d'élèves : 548 élèves sont attendus à la rentrée 2023 et jusqu'à **563 à la rentrée 2026.**

Une révision de la carte scolaire actuelle, sans dégrader les conditions des élèves, **ne permettra pas** de revenir à un effectif proche de sa capacité d'accueil théorique de 450 élèves.

Une extension du bâtiment, destinée à remplacer les classes modulaires et à doter l'établissement des locaux annexes indispensables (sanitaires, foyer,...) permettrait de garantir un accueil de qualité aux collégiens du secteur.

3) PROJETS D'EXTENSION

Je vous propose **de lancer**, dès à présent, **deux projets de construction de bâtiments en dur** pour remplacer les bâtiments modulaires dans ces deux collèges.

Dans un premier temps, il convient de lancer une étude de programmiste pour définir précisément les besoins de chaque établissement, en concertation avec les utilisateurs.

L'ensemble de ces deux projets est estimé à 5 millions d'euros. Je vous propose donc de créer une nouvelle **autorisation de programme à hauteur de 5 000 000 €** et d'**inscrire les crédits de paiement** correspondants sur 2023.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- créer, en vue des projets d'extension des collèges Manuel Azaña à Montauban et Antonin Perbosc à Lafrançaise une nouvelle autorisation de programme d'un montant de 5 000 000 € (Programme P009, Opération P009O001, Enveloppe P009E16, Nat ana 231312/221/23),

- affecter sur 2023 les crédits de paiement correspondants.

Le Président,

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

PROJET DE RÉNOVATION DU SYSTÈME DE CHAUFFAGE DU COLLÈGE JEAN-HONORÉ FRAGONARD À NÈGREPELISSE - MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT

Lors de la séance consacrée au vote du budget primitif 2023, une augmentation de l'autorisation de programme du projet de rénovation du système de chauffage du collège Jean-Honoré Fragonard à Nègrepelisse a été exposée pour prendre en compte les augmentations liées :

- au surcoût pour le passage en chaudière mixte granulés/plaquettes forestière et le raccordement de la chaufferie gaz actuelle en secours,
- à l'actualisation du coût estimatif initial des travaux,
- à la création d'un accès pour la livraison des combustibles.

Le permis de construire a été accordé par la Commune de Nègrepelisse le 9 décembre 2022. Les travaux ont débuté en avril 2023 et seront achevés avant la période hivernale 2023-2024.

La consultation des marchés de travaux a mis en évidence des surcoûts liés à la conjoncture économique.

Je vous propose d'**augmenter l'autorisation de programme 2021 à hauteur de 200 000 €** pour prendre en compte ces augmentations de prix et d'affecter les crédits de paiement correspondants sur 2024.

Par ailleurs, je vous rappelle que ce projet a fait l'objet d'un arrêté d'attribution d'une aide financière de l'État au travers de la dotation de soutien à l'investissement des Départements (DSID) du 1er octobre 2021, d'un montant de 198 777 €.

Je vous propose de solliciter une **seconde tranche de co-financement** de l'État au travers de la DSID, selon le plan de financement ci-dessous :

<table>
<tr><th>Dépenses</th><th>Recettes</th></tr>
<tr><td>Phase 1
Travaux : 423 839,92 € HT
Honoraires : 84 458,29 € HT</td><td>DSID (État) 2021 accordée : 198 777,00 €</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Phase 2
Travaux : 562 630,80 € HT
Révisions et aléas : 95 737,66 € HT</td><td>DSID (État) 2023 sollicitée : 450 104,64 €</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Fonds propres du Département :
751 118,36 €</td></tr>
<tr><td>Total HT : 1 166 666,67 € HT</td></tr>
<tr><td>Total TTC : 1 400 000,00 € TTC</td><td>Total : 1 400 000,00 €</td></tr>
</table>

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver, dans le cadre du projet de rénovation du système de chauffage du collège Jean-Honoré Fragonard à Nègrepelisse l'augmentation de l'autorisation de programme 2021 à hauteur de 200 000 € (Programme P009, Opération P009O001, Enveloppe P009E10, Nat ana 231312/221/23),

- affecter les crédits de paiement correspondants sur 2024,

- approuver le plan de financement complémentaire, tel que détaillé supra,

- m'autoriser à solliciter les subventions de l'État selon ce plan de financement.

Le Président,

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

CONSTRUCTION DU GYMNASE DE VERDUN-SUR-GARONNE - DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE - LANCEMENT DU CONCOURS DE MAÎTRISE D'OEUVRE PLAN DE FINANCEMENT

Le collège Simone Veil à Verdun-sur-Garonne a été ouvert lors de la rentrée scolaire de septembre 2020.

Le Département souhaite compléter cet équipement par la construction d'un gymnase. Celui-ci permettra de répondre avant tout aux besoins des élèves et dans la mesure du possible, à ceux des associations sportives locales. L'utilisation du futur équipement sera donc mutualisée avec la Commune de Verdun-sur-Garonne.

1- PROGRAMME DE L'OPÉRATION

Les caractéristiques principales du futur équipement sont les suivantes :
- une grande salle multisports (environ 44m x 24m),
- des vestiaires et des locaux de stockage,
- une salle de jeux tranquilles.

L'étude de programmation, **menée en concertation** avec la Commune de Verdun-sur-Garonne et les représentants de l'établissement du collège Simone Veil, a abouti à une proposition de trois scénarios concernant la salle de jeux tranquilles et de trois options concernant la salle multisport :

- **scénario n°1** : salle Dojo et gymnastique de 400 m², répondant strictement aux besoins pédagogiques du collège, pour un montant total de travaux de **3 571 000 € HT.**

- scénario n°2 : salle Dojo et gymnastique avec atelier de poutre, de 450 m², permettant d'étoffer les activités gymniques, pour un montant total de travaux de 3 659 000 € HT.

- scénario n°3 : salle Dojo et gymnastique avec poutres et agrès barres et franchissement, de 600 m², permettant d'accueillir des activités futures d'un club de gymnastique communal, pour un montant total de travaux de 3 901 000 € HT.

- option n°1 - hauteur de 9 mètres pour la salle multisports (au lieu de 7 mètres en version de base) : cette hauteur permet de pratiquer les sports collectifs sans obstacle ; cette hauteur est le standard des salles multisports actuelles. La plus-value de cette option est chiffrée à 170 000 € HT.

- option n°2 - mur d'escalade en extension dans la salle multisport : cette option permet de répondre à l'une des compétences pédagogiques obligatoires du référentiel de l'Education Nationale. La plus-value de cette option est chiffrée à 310 000 € HT.

- option n°3 - tribunes de 150 places : cette option, demandée par la Commune, permet d'accueillir des compétitions de niveau régional dans plusieurs disciplines sportives. La plus-value de cette option est chiffrée à 235 000 € HT.

La réunion du comité de pilotage du 19 avril 2023, en présence des élus du Département et de la Commune ainsi que des représentants du collège, a permis de présenter les éléments de décision pour arbitrer entre ces scénarios et ces options.

Suite à cette réunion, **il est proposé de retenir le scénario n° 1**, lequel répond aux besoins pédagogiques du collège, et les 3 options proposées.

Il a été décidé que le financement des options n° 1 et n° 2 sera pris en charge par le Département et que le financement de l'option n° 3 sera pris en charge par la Commune de Verdun sur Garonne.

En outre, afin d'inscrire cet équipement dans un mode de construction durable et en cohérence avec la stratégie nationale bas carbone, le programme prévoit :

- l'installation de panneaux photovoltaiques permettant d'aller vers une neutralité énergétique du bâtiment,
- la possibilité d'utiliser la géothermie en source de chaleur renouvelable.

En termes de calendrier, les grandes étapes de ce projet sont :

- lancement du concours d'architecture :	juillet 2023
- notification du marché de maîtrise d'oeuvre:	juillet 2024
- consultation des entreprises :	avril 2025
- **début des travaux :**	**septembre 2025**
- fin des travaux :	fin 2026

2 – DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

Il est rappelé que le Département est maître d'ouvrage de l'opération. Il est proposé de **confier la réalisation de cette opération à un mandataire**, comme nous l'avons fait pour l'enseignement supérieur, en application des dispositions des articles L.2422-6 et suivants du code la commande publique. En outre, conformément à la délibération du 23 juin 2022 par laquelle le Département a adhéré à la Société Publique Locale ARAC Occitanie, il est proposé de retenir comme mandataire, la SPL ARAC Occitanie, et de conclure un contrat de quasi régie, en application des dispositions de l'article L.2511-1 du code de la commande publique.

Les missions déléguées à la SPL ARAC sont les suivantes :

• définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté,
• préparation du choix des différents prestataires nécessaires à la réalisation de l'ouvrage (sécurité et protection de la santé (SPS), contrôle technique, assureur, etc.), établissement, signature et gestion des contrats,
• préparation du choix du maître d'œuvre, établissement, signature et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre,
• approbation des avant-projets et accord sur le projet,
• préparation du choix des entreprises de travaux et établissement, signature et gestion des dits contrats,
• versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et du prix des travaux et plus généralement de toutes les sommes dues à des tiers,
• suivi du chantier sur les plans technique, financier et administratif,
• réception de l'ouvrage,
• ainsi que l'accomplissement de tous les actes afférents à ces attributions.

Ce contrat prendra fin à l'issue du délai de garantie de parfait achèvement.

Le mandataire devra, en outre, respecter l'enveloppe financière définie par la collectivité.

3 – COÛT ET FINANCEMENT DE L'OPÉRATION

Le coût total de l'opération est de **5 666 667 € HT** (soit 6 800 000 € TTC), comprenant le coût des travaux, les honoraires et une provision pour révisions de prix et aléas.

Compte tenu des caractéristiques du programme présenté ci-dessus et des options retenues, il convient d'**augmenter l'autorisation de programme** fixée en 2020 à 2 012 000 € pour la porter à **6 800 000 €** afin de concrétiser ce programme d'un gymnase répondant à l'ensemble des demandes des usagers. Les crédits de paiement correspondants seront échelonnés sur les années 2023, 2024, 2025 et 2026.

Compte tenu de la délégation de maîtrise d'ouvrage envisagée pour cette opération, l'affectation budgétaire initiale devra être modifiée.

Il est prévu de solliciter **le soutien financier de l'État** au travers de la dotation de soutien à l'investissement des Départements (DSID) à hauteur de **35 %** (soit 25,25%).

Une convention de co-financement sera établie avec la Commune de Verdun-sur-Garonne, laquelle financera à hauteur de 1 716 667 € le bâtiment, y compris le financement des tribunes prévues en option n° 3.

Compte tenu de ce qui précède, le plan de financement de l'opération est le suivant :

Dépenses	**Recettes**
Travaux : 4 286 000 € HT Honoraires : 1 071 500 € HT (y compris les honoraires du mandataire : 258 000 € HT) Révisions et aléas : 309 167 € HT Total HT : 5 666 667 € HT	DSID (État) : 1 983 333 € Commune de Verdun-sur-Garonne : 1 716 667 € (y compris 235 000 € pour les tribunes) **Fonds propres du Département : 3 100 000 €**
Total TTC : 6 800 000 € TTC	Total : 6 800 000 €

L'enveloppe prévisionnelle des travaux correspondant au programme précité est donc fixée à 4 286 000 € HT (valeur : avril 2023).

4 – LANCEMENT D'UN CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Préalablement au lancement de cette opération, il y a lieu pour faire le choix d'une équipe de maîtrise d'œuvre, de lancer un concours restreint d'architecture et d'ingénierie en application des dispositions des articles L2172-1, R2172-2, R2162-15 à R2162-26 du code de la commande publique. Ce concours sera d'un niveau de prestations Esquisse.

Selon l'article R2162-16 du code de la commande publique, le nombre de candidats invités à participer au concours doit être suffisant afin de garantir une concurrence réelle. Il est proposé de fixer à 3 le nombre de candidats admis à présenter une offre sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures.

Selon l'article R2162-20 du code de la commande publique, il est proposé d'attribuer une prime d'un montant de 20 000 € HT, à chaque candidat admis et ayant remis des prestations conformes au règlement de concours.

En application de l'article R2162-17 du code de la commande publique, il y a lieu de **constituer un jury** de concours dont la mission est l'analyse des candidatures et la formulation d'un avis motivé sur celles-ci, l'examen des plans et des projets présentés de manière anonyme par les opérateurs économiques admis à participer au concours sur la base des critères d'évaluation définis dans l'avis de concours. Le jury dresse le procès-verbal de ses séances et formule des avis motivés.

Le jury de concours est composé de la manière suivante (articles R2162-22 à R2162-24 du code de la commande publique) :

- du Président ou son représentant,
- des cinq membres élus de la commission d'appel d'offres,
- un tiers de maîtres d'œuvre qualifiés dans le domaine objet du concours et indépendants des participants au concours (3). Ces personnes sont désignées par le représentant de l'acheteur.

L'ensemble des membres du jury ont voix délibératives.

Au titre de leur participation au jury de concours, il est proposé d'allouer une indemnité de participation aux membres maîtres d'œuvre qualifiés, d'un montant forfaitaire journalier de 500 € HT et l'indemnisation de leur frais de déplacement sur présentation des justificatifs de dépense.

Après avis du jury et levée de l'anonymat des projets, le représentant de l'acheteur désigne le ou les lauréats du concours.

Le concours pourra être suivi d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence à laquelle participeront le ou les lauréats afin d'attribuer un marché de maîtrise d'œuvre en application de l'article R2122-6 du code de la commande publique.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver le programme de l'opération de construction du gymnase de Verdun-sur-Garonne tel que présenté supra et le montant de l'enveloppe prévisionnelle des travaux fixé à 4 286 000 € HT (valeur avril 2023),

- approuver les modalités d'organisation sous mandat de maîtrise d'ouvrage à la Société Publique Locale ARAC Occitanie en application de l'article L2511-1 du code de la commande publique,

- augmenter l'autorisation de programme de 2020 de 2 012 000 € et ratifier 227 000 € de crédits de paiement en 2023, 3 823 000 € en 2024, 1 356 000 € en 2025 et 1 394 000 € en 2026 (Programme P009, Opération P009O003, Enveloppe P009E09, Natana 238/221/23),

- autoriser le lancement de la procédure de concours selon les modalités et les caractéristiques décrites ci-dessus, en vue de l'attribution d'un marché de maître d'oeuvre sans publicité ni mise en concurrence,

- approuver le montant de la prime de 20 000 € HT versée aux candidats admis,

- approuver le montant des indemnités de participation au jury des maîtres d'œuvre qualifiés,

- m'autoriser à solliciter les subventions de l'État, selon le plan de financement de l'opération.

Le Président,

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

PROJET DE RÉNOVATION DU GYMNASE DE LAUZERTE - COMPLÉMENTS DE PROGRAMME - PLAN DE FINANCEMENT

Le gymnase de sports collectifs de Lauzerte, anciennement propriété de la Commune, est **fermé depuis plusieurs années**, en raison d'un état de vétusté important (fuites de toiture, sol sportif en très mauvais état présentant un risque pour les utilisateurs, portes extérieures n'assurant plus les fonctions d'évacuation).

Le Département a acquis ce bâtiment le 12 avril 2023 avec l'objectif de faire des travaux de remise en état. Une autorisation de programme d'un montant de 500 000 € a été validée lors du vote du budget primitif 2023 avec 200 000 € de crédits de paiement en 2023 et 300 000 € en 2024.

Des travaux supplémentaires, liés à des impératifs de **sécurité**, à la mise en place de **chauffage** et d'**isolation thermique** ont été identifiés au cours de la mise au point :

- sur la salle de jeux tranquilles, des mises aux normes s'avèrent nécessaires ainsi qu'une remise en état des éléments de toiture (chéneaux et zinguerie) ;

- sur la salle de sports collectifs, la mise en place d'un système de chauffage et d'une isolation thermique est nécessaire.

Les travaux de toiture débuteront en juillet 2023 (accord-cadre à bons de commande de la collectivité).

Les autres travaux débuteront à la rentrée 2023 (consultations en cours d'attribution).

Je vous propose d'**augmenter l'autorisation de programme 2023 à hauteur de 200 000 €**, de ratifier les crédits de paiement correspondants en 2023 pour prendre en compte ces travaux supplémentaires et de transférer 100 000 € de crédits de paiement de 2024 sur 2023.

L'autorisation de programme sera éventuellement réajustée au vu du résultat des consultations de travaux.

Le plan de financement de ces travaux, approuvé par délibération de l'Assemblée départementale du 15 décembre 2022, doit être modifié pour prendre en compte une demande complémentaire de la participation de l'État, au titre de la dotation de soutien à l'investissement des Départements (DSID) pour 2023.

Le nouveau plan de financement de l'opération est donc le suivant :

Dépenses	**Recettes**
Travaux : 670 811,00 € HT Honoraires : 5 661,00 € HT Total HT : 676 472,00 € HT	DSID (Etat) 2023 : 541 177,60 € Fonds propres du Département : 270 588,80 €
Total TTC : 811 766,40 € TTC	**Total : 811 766,40 €**

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver pour le projet de rénovation du gymnase de Lauzerte l'augmentation de l'autorisation de programme de 2023 à hauteur de 200 000 €, d'affecter les crédits de paiement correspondants sur 2023 et de transférer 100 000 € de crédits de paiement de 2024 sur 2023 (Programme P009, Opération P009O003, Enveloppe P009E16, Nat ana 231314/221/23),

- approuver le nouveau plan de financement, tel que détaillé supra,

- m'autoriser à solliciter les subventions de l'État selon ce plan de financement.

Le Président,

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

LIGNE À GRANDE VITESSE - GRAND PROJET DU SUD-OUEST (LGV-GPSO) AVENANT N°1 AU PLAN DE FINANCEMENT DU 18 FÉVRIER 2022

Le plan de financement du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO) - approuvé par délibération de l'Assemblée départementale du 14 décembre 2021 - a été signé le 18 février 2022 par l'État, 24 collectivités territoriales ou établissements publics intercommunaux et SNCF-Réseau. Dans la continuité de cet engagement conventionnel préalable, l'ordonnance du 2 mars 2022 a donné le jour à la Société du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (SGPSO) qui a pour mission de gérer la participation financière des collectivités locales d'Occitanie et de Nouvelle-Aquitaine.

Il s'agit par le présent projet d'avenant d'intégrer au sein de la société du GPSO un vingt-cinquième partenaire local. En effet, la communauté d'agglomération du Grand Dax a entériné, par délibération communautaire, son souhait de participer au financement du GPSO. Aussi, conformément à l'article 3-II de l'ordonnance du 2 mars 2022 susmentionnée, l'adhésion du Grand Dax est conditionnée à la signature du plan de financement qu'il convient d'adapter en conséquence.

Réunis le 13 octobre 2022, les membres du comité de pilotage du GPSO ont unanimement adopté un projet d'avenant au plan de financement qui tend à modifier la liste des signataires ainsi que les articles 2 et 3 mais aussi à enrichir la convention d'un nouvel article.

En premier lieu, le projet d'avenant vise à étoffer la liste des signataires du plan de financement en ajoutant à ceux-ci la communauté d'agglomération du Grand Dax.

En deuxième lieu, ce rectificatif autorise la reprise d'erreurs matérielles mineures et l'actualisation des tableaux financiers. Ainsi, à l'article 2 relatif à l'estimation des coûts d'investissement et des besoins de financement, le montant total de la première étape du GPSO évalué à 7882,9 millions d'euros (2020) est remplacé par

la somme de 7822,9 millions d'euros (2020) (cf. colonne n°2, ligne n°6 du tableau de la page 24 du projet d'avenant joint au rapport). En outre, les trois tableaux financiers de l'article 3 relatif à la répartition du financement entre les cocontractants sont actualisés afin d'intégrer la participation financière de l'agglomération du Grand Dax et sont remplacés par les tableaux figurant aux pages n°26, 27 et 28 du projet de convention joint au présent rapport.

En dernier lieu, ce projet d'avenant s'accompagne d'un article supplémentaire relatif aux « bonnes fortunes » en faveur de la Région Nouvelle-Aquitaine qui a consenti une avance temporaire - évaluée à date à 304 millions d'euros - destinée à couvrir la participation financière des collectivités territoriales du « bloc aquitain » et non résorbée à ce jour malgré l'arrivée du Grand Dax. Ainsi, la clause de retour à meilleure fortune instituée par l'article 9 (cf. page n°31 du projet d'avenant joint au rapport) au profit de la Région Nouvelle-Aquitaine autorisera celui-ci, en cas de recettes exceptionnelles, à l'instar d'une éventuelle participation financière de SNCF, d'un taux de financement européen supérieur aux 20 % prévus ou du vote de recettes fiscales au-delà de la prévision de 30 % de la part des collectivités territoriales, à imputer ces diminutions à sa contribution au titre des avances budgétaires, pour la part prévue au bénéfice des seules collectivités de Nouvelle-Aquitaine.

Dès lors, le présent projet d'avenant ne modifie aucunement l'économie générale du plan de financement initial voté en Assemblée départementale le 14 décembre 2021. En effet, l'estimation du coût total de l'opération reste inchangée à 14 milliards d'euros à l'instar de la répartition du financement entre les parties (État : 40 %, collectivités territoriales : 40 % et Union Européenne : 20%) ainsi que la quote-part de chacune des collectivités locales partenaires à l'exception de la Région Nouvelle-Aquitaine, dont la contribution globale passe de 28,21 % à 27,89 % du fait de l'intégration de la communauté d'agglomération du grand Dax dont la contribution s'élève à 0,33 %. Par ailleurs, la clause de retour à meilleure fortune au profit de la région Nouvelle-Aquitaine ne concerne que les seules collectivités du bloc aquitain.

Par ailleurs, lors de la session budgétaire du 13 février 2023, l'assemblée départementale a approuvé l'inscription au budget primitif 2023 d'une autorisation de programme d'un montant de 84,9 millions d'euros représentant la participation sur 40 annuités du Département de Tarn-et-Garonne au financement du GPSO et de la somme de 1,06 million d'euros en crédits de paiement destinée à assurer le règlement de la moitié du premier quarantième. Sur ce point, il convient de rappeler que lors du vote du budget primitif 2023, le conseil de surveillance de la Société du GPSO, considérant que l'année 2023 était une année de transition concernant les études, les acquisitions foncières et les travaux, et à titre dérogatoire, a décidé le 13 décembre 2022 à l'unanimité d'appeler auprès des collectivités contributrices, pour l'année 2023, la moitié du quarantième prévu au plan de financement du 18 février 2022. Aussi, afin de procéder au versement de cette échéance d'un montant de 1,06 million d'euro – soit

50 % du quarantième prévu au plan de financement du 18 février 2022 - au titre de la participation pour l'année 2023, une convention de financement doit être signée entre le Département de Tarn-et-Garonne et la société du grand projet du Sud-Ouest.

Une convention pluriannuelle sera adoptée dans un deuxième temps pour encadrer le versement de la participation financière du Département au titre de l'année 2024 et des années suivantes.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver l'avenant n°1 au plan de financement, tel que ci-annexé (annexe n° 1) à conclure avec l'ensemble des partenaires du grand projet du Sud Ouest (GPSO),

- m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, l'avenant n°1 au plan de financement et tout autre document relatif à l'exécution de la présente décision,

- approuver le projet de convention de financement au titre de l'année 2023 entre le Département de Tarn-et-Garonne et la société du grand projet du Sud Ouest (GPSO) telle que ci-annexée (annexe n° 2),

- m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, la convention de financement au titre de l'année 2023.

Le Président,

Avenant n°1 au Plan de financement pour la réalisation du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO)

L'ETAT, Ministère de la Transition Écologique, représenté par le préfet de la région Occitanie, Monsieur Pierre-André DURAND ;

La Région Occitanie, représentée par la Présidente du Conseil régional, Madame Carole DELGA, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Régional en sa séance du ……, et ci-après dénommée La Région Occitanie ;

La Région Nouvelle-Aquitaine, représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Alain ROUSSET, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Régional en sa séance du ……, et ci-après dénommée La Région Nouvelle-Aquitaine ;

Le Conseil Départemental de Haute-Garonne représenté par son Président, Monsieur Sébastien VINCINI, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en sa séance du ……, et ci-après dénommé le Département de Haute-Garonne ;

Le Conseil Départemental du Gers représenté par son Président, Monsieur Philippe DUPOUY, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en sa séance du ……, et ci-après dénommé le Département du Gers ;

Le Conseil Départemental des Landes représenté par son Président, Monsieur Xavier FORTINON, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en sa séance du ……, et ci-après dénommé le Département des Landes ;

Le Conseil Départemental du Lot représenté par son Président, Monsieur Serge RIGAL, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en sa séance du ……, et ci-après dénommé le Département du Lot ;

Le Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques représenté par son Président, Monsieur Jean-Jacques LASSERRE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en sa séance du ……, et ci-après dénommé le Département des Pyrénées-Atlantiques ;

Le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées représenté par son Président, Monsieur Michel PELIEU, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en sa séance du ……, et ci-après dénommé le Département des Hautes-Pyrénées ;

Le Conseil Départemental du Tarn représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en sa séance du ……, et ci-après dénommé le Département du Tarn ;

Le Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne représenté par son Président Monsieur Michel WEILL, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en sa séance du ……, et ci-après dénommé le Département de Tarn-et-Garonne ;

La Métropole de Bordeaux, représentée par son Président, Monsieur Alain ANZIANI, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Métropolitain en sa séance du ……et ci-après dénommée Bordeaux Métropole ;

La Métropole de Toulouse, représentée par son Président, Monsieur Jean-Luc MOUDENC, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Métropolitain en sa séance du …… et ci-après dénommée Toulouse Métropole ;

La Communauté d'Agglomération d'Agen, représentée par son Président, Monsieur Jean DIONIS DU SEJOUR, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du ……et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération d'Agen ;

La Communauté d'Agglomération de Mont-de-Marsan, représentée par son Président, Monsieur Charles DAYOT, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du ……et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération de Mont-de-Marsan ;

La Communauté d'Agglomération Pau Pyrénées, représentée par son Président, Monsieur François BAYROU, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du ……et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération Pau-Pyrénées ;

La Communauté d'Agglomération du SICOVAL, représentée par son Président, Monsieur Jacques OBERTI, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du ……et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération du SICOVAL ;

La Communauté d'Agglomération du Muretain, représentée par son Président, Monsieur André MANDEMENT, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du ……et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération du Muretain ;

La Communauté d'Agglomération Grand Auch Cœur de Gascogne, représentée par son Président, Monsieur Bernard PENSIVY, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du ……et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération Grand Auch Cœur de Gascogne ;

La Communauté d'Agglomération du Grand Montauban, représentée par sa Présidente, Madame Brigitte BAREGES, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du ……et ci-après dénommée le Grand Montauban Communauté d'Agglomération ;

La Communauté d'Agglomération du Grand Cahors, représentée par son Président, Monsieur Jean-Marc VAYSSOUZE-FAURE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du …… et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération du Grand-Cahors ;

La Communauté d'Agglomération de Tarbes-Lourdes-Pyrénées, représentée par son Président, Monsieur Gérard TREMEGE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du …… et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération de Tarbes-Lourdes-Pyrénées ;

La Communauté d'Agglomération du Grand Albigeois, représentée par sa Présidente, Madame Stéphanie GUIRAUD-CHAUMEIL, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du …… et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération du Grand Albigeois ;

La Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet, représentée par son Président, Monsieur Pascal BUGIS, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du …… et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération Castres-Mazamet ;

La communauté d'Agglomération du Grand Dax, représentée par son Président Monsieur Julien DUBOIS, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du …… et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération du Grand Dax ;

La Communauté de Communes de Maremne-Adour-Côte-Sud, représentée par son Président, Monsieur Pierre FROUSTEY, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du …… et ci-après dénommée la Communauté de Communes de Maremne-Adour-Côte-Sud ;

Et,

SNCF Réseau, Société anonyme au capital de 500 000 000 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le N° B. 412.280.737, dont le siège est situé 15-17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 - 93418 La Plaine Saint-Denis Cedex, représentée par Monsieur Matthieu CHABANEL, Président Directeur Général, dûment habilitée à cet effet et ci-après désigné **« SNCF Réseau** » ;

SNCF Réseau et les COCONTRACTANTS signataires du présent protocole étant dénommés ci-après collectivement les « Parties » ou « les financeurs » et individuellement « une Partie » ou « un Financeur »

VISA :

- Le Code général des collectivités territoriales ;

- Le Code des transports ;

- Le Code de la commande publique ;

- La Loi n° 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ;

- La Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;

- Le décret n°2016-738 du 2 juin 2016 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation des lignes ferroviaires à grande vitesse Bordeaux–Toulouse et Bordeaux–Dax entre Saint-Médard-d'Eyrans (Gironde), Saint-Jory (Haute-Garonne) et Saint-Vincent-de-Paul (Landes), et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes d'Arbanats, Ayguemorte-les-Graves, Beautiran, Bernos-Beaulac, Captieux, Castres-Gironde, Cazalis, Escaudes, Giscos, Goualade, Landiras, Lerm-et-Musset, Lucmau, Marions, Portets, Préchac, Saint-Médard-d'Eyrans, Saint-Selve et Virelade dans le département de la Gironde, des communes de Brax, Bruch, Caudecoste, Estillac, Fargues-sur-Ourbise, Moirax, Montesquieu, Pompogne, Roquefort, Sainte-Colombe-en-Bruilhois, Saint-Nicolas-de-la-Balerme, Sérignac-sur-Garonne, Vianne ainsi que de la communauté d'agglomération d'Agen (communes de Colayrac-Saint-Cirq, Layrac, Le Passage) dans le département de Lot-et-Garonne, des communes d'Auvillar, Bressols, Campsas, Castelmayran, Castelsarrasin, Cordes-Tolosannes, Donzac, Escatalens, Grisolles, Labastide-Saint-Pierre, Lacourt-Saint-Pierre, Montauban, Montbartier, Montbeton, Saint-Nicolas-de-la-Grave et Saint-Porquier dans le département de Tarn- et-Garonne, des communes de Castelnau-d'Estrétefonds, Fronton, Grenade, Saint-Rustice ainsi que de Toulouse Métropole (commune de Saint-Jory) dans le département de la Haute- Garonne, et des communes d'Arue, Bégaar, Canenx-et-Réaut, Cère, Ousse-Suzan, Pontonx-sur- l'Adour, Saint-Avit, Uchacq-et-Parentis ainsi que du syndicat intercommunal à vocation unique de Roquefort-Sarbazan (communes de Roquefort et de Sarbazan) dans le département des Landes ;

- Le décret 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions de SNCF Réseau ;

- Le décret n° 2019-1587 du 31 décembre 2019 approuvant les statuts de la société SNCF Réseau et portant diverses dispositions relatives à la société SNCF Réseau ;

- Le décret 2019-1582 du 31 décembre 2019 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau ;

- L'arrêté préfectoral du 25 novembre 2015 portant déclaration d'utilité publique au profit de SNCF Réseau des aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux concernant la ligne existante Bordeaux-Sète sur le territoire des communes de Bègles, Villenave d'Ornon, Cadaujac et Saint-Médard d'Eyrans dans le département de la Gironde, et emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme de Bordeaux Métropole et des communes de Cadaujac et Saint-Médard d'Eyrans ;

- L'arrêté préfectoral du 4 janvier 2016 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation des aménagements ferroviaires au nord de Toulouse emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole – communes de Toulouse, Fenouillet, Lespinasse et Saint-Jory et du plan local d'urbanisme de Castelnau d'Estrétefonds ;

- Le protocole d'intention pour la réalisation de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique ;

- La lettre de mission du Premier Ministre au Préfet de région Occitanie en date du 28 juillet 2021 ;

- Le Contrat de plan Etat-Région Aquitaine pour la période 2015-2020 signé le 23 Juillet 2015 qui comprend dans son volet mobilité l'action 1.2.2.1. Aménagements ferroviaires en sortie sud de Bordeaux – Etudes PRO ;

- La décision n° INEA/CEF/TRAN/M2016/1352173 en date du 27 octobre 2017, accordant une subvention européenne pour l'action n°2016-FR-TM- 0180-S « relieving congestion at the railway junction south of Bordeaux » et son avenant n°1 en date du 19 février 2021 ;

- La convention Etudes GPSO et aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux en date du 30 octobre 2012;

- La Convention relative au financement du programme d'anticipation foncière du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest en date du 30 octobre 2012 ;

- La Convention relative au financement de l'étude d'avant-projet des aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux (ligne de Bordeaux à Agen) en date du 06 décembre 2013 et son avenant n° 1 du 10 décembre 2015 ;

- La Convention relative au financement du programme d'anticipation des acquisitions foncières des aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux en date du 06 décembre 2013 et son avenant n°1 du 10 décembre 2015 ;

- La Convention financière entre l'Etat et SNCF Réseau relative au financement des études projet des Aménagements Ferroviaires en sortie Sud de Bordeaux en date du 08 décembre 2016 ;

- La Convention financière entre l'Etat, la Région Nouvelle-Aquitaine et SNCF Réseau relative au financement des études de projet des aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux, en date du 30 août 2021 ;

- Le Contrat de Plan Etat/Région (CPER) Midi-Pyrénées 2015-2020 signé le 30 juin 2015 par l'Etat et la Région, son avenant n°1 signé le 6 janvier 2017 par l'Etat et la Région, son avenant n°2 signé le 16 décembre 2019 par l'Etat et la Région et son avenant n°3 signé le 5 janvier 2021 par l'Etat et la Région ;

- La convention relative au financement des études d'avant-projet des aménagements ferroviaires au nord de Toulouse, signée le 19 décembre 2013 et son avenant n°1 signé le 27 décembre 2018 ;

- la convention relative au financement de la première partie des études de projet pour les Aménagements Ferroviaires au Nord de Toulouse, conclue le 22 décembre 2020 entre l'Etat, la Région Occitanie et SNCF Réseau.

- La Convention relative au financement de la première étape de la première tranche (volets études et foncier) de l'avant-projet détaillé des lignes nouvelles Bordeaux – Toulouse et Bordeaux – Dax du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest signée le 15 mai 2017 par l'État, SNCF Réseau, la Région Occitanie et Toulouse Métropole, son avenant n°1 en date du 27 février 2019 et son avenant n°2 en date du 18 décembre 2020 ;

- La décision n° INEA/CEF/TRAN/M2020/2434120 en date du 11 mai 2021, accordant une subvention européenne pour l'action n°2016-FR-TM- 0063-S "Final studies into railway adaptations to the North of Toulouse (AFNT)".

- **Le plan de financement signé le 18 février 2022 par l'Etat, les collectivités territoriales finançant le GPSO et SNCF Réseau**

Objet de l'avenant n°1 au plan de financement signé le 18 février 2022

L'État, 24 Collectivités Territoriales et SNCF Réseau ont signé le 18 février 2022 le plan de financement du GPSO, ce qui a permis la promulgation de l'ordonnance de création de la Société du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (SGPSO) en date du 2 mars 2022.

Depuis, l'Agglomération du Grand Dax a fait part de sa volonté de participer au financement du GPSO. Conformément à l'article 3-II de l'ordonnance du 2 mars 2022, son adhésion est conditionnée à la signature du plan de financement qu'il convient alors d'adapter en conséquence pour intégrer ce nouveau financeur et le montant de sa participation.

Le présent avenant permet l'ajout, dans le plan de financement, d'un article supplémentaire relatif aux « bonnes fortunes » et aux dispositions transitoires relatives à la contribution de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Par ailleurs, cet avenant au plan de financement permet de corriger des erreurs matérielles mineures.

Articles du plan de financement modifiés :

- Liste des signataires du plan de financement : Ajout de la communauté d'Agglomération du Grand Dax

La liste des signataires du plan de financement est complétée du paragraphe suivant :

La communauté d'Agglomération du Grand Dax, *représentée par son Président Monsieur Julien DUBOIS, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du …… et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération du Grand Dax ;*

- Article 2 : Rectification du montant total de la première étape du GPSO en M€2020

A l'article 2 du plan de financement, le montant total de la première étape du GPSO en $M€_{2020}$ de **7 882,9 M€** est remplacé par ***7 822,9 M€*** (Colonne 2, ligne 6 du tableau).

- Article 3 : Répartition du financement entre les parties.

Les trois tableaux financiers de l'article 3 du plan de financement, sont actualisés pour intégrer la participation financière de l'agglomération du Grand Dax et remplacés par les tableaux suivants :

Plan de financement de la première étape (part des collectivités locales)

Première étape Ligne nouvelle Bordeaux - Toulouse, AFNT, AFSB		Répartition budgétaire entre collectivités - Plan de financement 2022			
		Quote-part	Quote-part budgétaire	Pour information : quote-part budgétaire hors fiscalité (estimée à 30%)	
Collectivités territoriales		Part du total (%)	M€ courants	M€ courants	M€ courants/an (sur 40 ans)
Conseil Régional Occitanie		29,63%	1 220,8	854,5	21,36
Haute-Garonne	CD 31	18,14%	747,3	523,1	13,08
	Toulouse Métropole	14,89%	613,4	429,4	10,73
	SICOVAL	0,99%	40,6	28,4	0,71
	Muretain Agglo	1,36%	56,1	39,2	0,98
Haute-Pyrénées	CD 65	0,09%	3,7	2,6	0,06
	CA Tarbes Lourdes	0,02%	0,7	0,5	0,01
Tarn et Garonne	CD 82	2,87%	118,4	82,9	2,07
	Grand Montauban	0,88%	36,1	25,3	0,63
Gers	CD 32	0,39%	16,1	11,3	0,28
	Grand Auch	0,04%	1,8	1,3	0,03
Lot	CD 46	0,66%	27,3	19,1	0,48
	Grand Cahors	0,10%	4,1	2,9	0,07
Tarn	CD Tarn	1,55%	63,7	44,6	1,11
	Grand Alibigeois	0,43%	17,7	12,4	0,31
	CA Castres-Mazamet	0,23%	9,6	6,7	0,17
Total Occitanie		72,26%	2 977,5	2 084,2	52,11
Conseil régional Nouvelle-Aquitaine		13,70%	564,6	395,2	9,9
	dont part Région		307,5	215,2	*5,38*
	dont portage part CD33		112,2	78,5	1,96
	dont avances temporaires		145,0	101,5	*2,54*
Gironde	Bordeaux Métropole	12,27%	505,7	354,0	8,85
Landes	CD40	0,59%	24,3	17,0	0,43
	CC MACS	0,10%	4,3	3,0	0,08
	Grand Dax	0,09%	3,9	2,7	0,07
	CA MdM	0,13%	5,4	3,7	0,09
Pyrénées-Atlantiques	CD64	0,42%	17,2	12,0	0,30
	CA Pau	0,32%	13,1	9,1	0,23
Lot et Garonne	CA Agen	0,11%	4,6	3,2	0,08
Total Nouvelle Aquitaine		27,74%	1 143,0	800,0	20,0
Total Deux Régions		100,00%	4 120,5	2 884,2	72,1

Plan de financement de la seconde étape (part des collectivités locales)

Seconde étape Ligne nouvelle Sud-Gironde - Dax		Répartition budgétaire entre collectivités - Plan de financement 2022			
		Quote-part	Quote-part budgétaire	Pour information : quote-part budgétaire hors fiscalité (estimée à 30%)	
Collectivités territoriales		Part du total (%)	M€ courants	M€ courants	M€ courants/an (sur 40 ans)
Conseil Régional Occitanie		3,64%	53,9	37,7	0,94
Haute-Garonne	CD 31	1,08%	16,0	11,2	0,28
	Toulouse Métropole	0,74%	11,0	7,7	0,19
	SICOVAL	0,12%	1,8	1,3	0,03
	Muretain Agglo	0,10%	1,5	1,0	0,03
Haute-Pyrénées	CD 65	2,22%	32,9	23,0	0,58
	CA Tarbes Lourdes	1,13%	16,7	11,7	0,29
Tarn et Garonne	CD 82	0,19%	2,8	2,0	0,05
	Grand Montauban	0,11%	1,6	1,1	0,03
Gers	CD 32	0,10%	1,5	1,0	0,03
	Grand Auch	0,04%	0,7	0,5	0,01
Lot	CD 46	0,14%	2,1	1,5	0,04
	Grand Cahors	0,06%	0,9	0,7	0,02
Tarn	CD Tarn	0,18%	2,7	1,9	0,05
	Grand Alibigeois	0,07%	1,1	0,8	0,02
	CA Castres-Mazamet	0,06%	0,8	0,6	0,01
Total Occitanie		**10,00%**	**148,0**	**103,6**	**2,59**
Conseil régional Nouvelle-Aquitaine		67,39%	997,0	697,9	17,45
	dont part Région		*707,3*	*495,1*	*12,38*
	dont portage part CD33		*130,7*	*91,5*	*2,29*
	dont avances temporaires		*159,0*	*111,3*	*2,78*
Gironde	Bordeaux Métropole	0,00%	0,0	0,0	0,00
Landes	CD40	7,88%	116,6	81,6	2,04
	CC MACS	0,68%	10,0	7,0	0,18
	Grand Dax	0,98%	14,4	10,1	0,25
	CA MdM	1,73%	25,6	18,0	0,45
Pyrénées-Atlantiques	CD64	5,60%	82,8	58,0	1,45
	CA Pau	4,24%	62,6	43,9	1,10
Lot et Garonne	CA Agen	1,49%	22,1	15,5	0,39
Total Nouvelle Aquitaine		**90,00%**	**1 331,2**	**931,9**	**23,3**
Total Deux Régions		**100,00%**	**1 479,2**	**1 035,5**	**25,9**

Plan consolidé de financement de GPSO, première et seconde étape (part des collectivités locales)

TOTAL GPSO Première et seconde étape		Répartition budgétaire entre collectivités - Plan de financement 2022			
		Quote-part	Quote-part budgétaire	Pour information : quote-part budgétaire hors fiscalité (estimée à 30%)	
Collectivités territoriales		Part du total (%)	M€ courants	M€ courants	M€ courants/an (sur 40 ans)
Conseil Régional Occitanie		22,76%	1 274,6	892,3	22,31
Haute-Garonne	CD 31	13,63%	763,3	534,3	13,36
	Toulouse Métropole	11,15%	624,4	437,0	10,93
	SICOVAL	0,76%	42,5	29,7	0,74
	Muretain Agglo	1,03%	57,5	40,3	1,01
Haute-Pyrénées	CD 65	0,65%	36,6	25,6	0,64
	CA Tarbes Lourdes	0,31%	17,4	12,2	0,30
Tarn et Garonne	CD 82	2,17%	121,3	84,9	2,12
	Grand Montauban	0,67%	37,7	26,4	0,66
Gers	CD 32	0,31%	17,6	12,3	0,31
	Grand Auch	0,04%	2,5	1,7	0,04
Lot	CD 46	0,52%	29,4	20,6	0,51
	Grand Cahors	0,09%	5,0	3,5	0,09
Tarn	CD Tarn	1,19%	66,4	46,5	1,16
	Grand Alibigeois	0,34%	18,8	13,1	0,33
	CA Castres-Mazamet	0,19%	10,5	7,3	0,18
Total Occitanie		55,81%	3 125,5	2 187,8	54,70
Conseil régional Nouvelle-Aquitaine		27,89%	1561,6	1093,1	27,33
	dont part Région		*1014,7*	*710,29*	*17,76*
	dont portage part CD33		*242,9*	*170,0*	*4,25*
	dont avances temporaires		*304,0*	*212,8*	*5,32*
Gironde	Bordeaux Métropole	9,03%	505,7	354,0	8,85
Landes	CD40	2,52%	140,9	98,6	2,47
	CC MACS	0,26%	14,3	10,0	0,25
	Grand Dax	0,33%	18,3	12,8	0,32
	CA MdM	0,55%	31,0	21,7	0,54
Pyrénées-Atlantiques	CD64	1,79%	100,0	70,0	1,75
	CA Pau	1,35%	75,7	53,0	1,33
Lot et Garonne	CA Agen	0,48%	26,7	18,7	0,47
Total Nouvelle Aquitaine		44,19%	2 474,2	1 731,9	43,3
Total Deux Régions		100,00%	5 599,7	3 919,7	98,0

- Article 9 (nouvel article) : Ajout d'un article relatif aux « bonne fortunes » et aux dispositions relatives à la contribution de la Région Nouvelle-Aquitaine

Le plan de financement est complété d'un article 9, repris ci-dessous :

Article 9 : « Bonnes fortunes » et dispositions transitoires relatives à la contribution de la Région Nouvelle Aquitaine.

L'avance non résorbée telle que mentionnée dans la catégorie « avances temporaires » de la participation prévue de la Région Nouvelle Aquitaine figurant à l'article 3 et résultant de la contribution complémentaire de la Région Nouvelle Aquitaine (à hauteur de 304 millions d'euros à date), est couverte, à due concurrence, au moment et dans l'ordre de leur survenance, par la part prévue au bénéfice des collectivités territoriales de Nouvelle Aquitaine des « bonnes fortunes » pouvant venir abonder les recettes du projet, en particulier celles ci- après définies, nonobstant les dispositions des article 4, 5 et 6. En cas de mise à jour du plan de financement, cette avance non résorbée est également mise à jour de manière à prendre en compte l'écart entre les obligations financières de la Région Nouvelle Aquitaine telles qu'actualisées dans le plan de financement et ces mêmes obligations telles qu'elles auraient été en cas de contribution de la Région Nouvelle Aquitaine conforme à celle prévue dans le tableau de répartition figurant à l'annexe 2, toute chose égale par ailleurs.
Une première « bonne fortune », correspond à la participation financière éventuelle de SNCF Réseau, versée dans les conditions rappelées à l'article 4 du présent protocole. La diminution de la contribution financière des collectivités territoriales en résultant est imputée, pour la part prévue au bénéfice des collectivités territoriales de Nouvelle Aquitaine, sur la contribution du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine au titre des avances budgétaires réalisées pour le compte d'autres collectivités de Nouvelle Aquitaine.
Une deuxième « bonne fortune » pourrait résulter d'un taux de cofinancement européen plus important qu'anticipé à l'article 5 précité (pour rappel, 20% des coûts d'investissement). La diminution de la contribution financière des collectivités territoriales en résultant est imputée, pour la part prévue au bénéfice des collectivités territoriales de Nouvelle Aquitaine, sur la contribution du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine au titre des avances budgétaires réalisées pour le compte d'autres collectivités de Nouvelle Aquitaine.
Tel que rappelé par l'article 6, une troisième « bonne fortune » correspond aux recettes fiscales qui pourraient être votées au-delà de la déduction prévisionnelle de 30 % des contributions budgétaires des collectivités. La diminution de la contribution financière des collectivités territoriales en résultant est imputée, pour la part prévue au bénéfice des collectivités territoriales de Nouvelle Aquitaine, sur la contribution du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine au titre des avances budgétaires réalisées pour le compte d'autres collectivités de Nouvelle Aquitaine.

- Annexe 2 : répartition du financement selon la version du 2 décembre 2021 du plan de financement

Une annexe 2 présentant la répartition du financement entre les parties selon la version du 2 décembre 2021 du plan de financement, est ajoutée au plan de financement conformément aux stipulations de l'article 9 additionnel.

Première étape Ligne nouvelle Bordeaux - Toulouse, AFNT, AFSB		Répartition budgétaire entre collectivités - Plan de financement 2021			
		Quote-part	Quote-part budgétaire	Pour information : quote-part budgétaire hors fiscalité (estimée à 30%)	
Collectivités territoriales		Part du total (%)	M€ courants	M€ courants	M€ courants/an (sur 40 ans)
Conseil Régional Occitanie		29,63%	1 220,8	854,5	21,36
Haute-Garonne	CD 31	18,14%	747,3	523,1	13,08
	Toulouse Métropole	14,89%	613,4	429,4	10,73
	SICOVAL	0,99%	40,6	28,4	0,71
	Muretain Agglo	1,36%	56,1	39,2	0,98
Haute-Pyrénées	CD 65	0,09%	3,7	2,6	0,06
	CA Tarbes Lourdes	0,02%	0,7	0,5	0,01
Tarn et Garonne	CD 82	2,87%	118,4	82,9	2,07
	Grand Montauban	0,88%	36,1	25,3	0,63
Gers	CD 32	0,39%	16,1	11,3	0,28
	Grand Auch	0,04%	1,8	1,3	0,03
Lot	CD 46	0,66%	27,3	19,1	0,48
	Grand Cahors	0,10%	4,1	2,9	0,07
Tarn	CD Tarn	1,55%	63,7	44,6	1,11
	Grand Alibigeois	0,43%	17,7	12,4	0,31
	CA Castres-Mazamet	0,23%	9,6	6,7	0,17
Total Occitanie		**72,26%**	**2 977,5**	**2 084,2**	**52,11**
Conseil Régional Nouvelle Aquitaine		4,25%	175,2	122,6	3,07
Gironde	Bordeaux Métropole (sur AFSB exclusivement)	21,00%	865,2	605,6	15,14
Landes	CD 40	0,59%	24,3	17,0	0,43
	Grand Dax	0,14%	5,6	3,9	0,10
	Ca Mont-de-Marsan	0,13%	5,4	3,7	0,09
Pyrénées-Atlantiques	CD 64	0,62%	25,5	17,8	0,45
	CA Pau	0,32%	13,1	9,1	0,23
	CA Pays basque	0,27%	11,3	7,9	0,20
Lot et Garonne	CD 47	0,31%	12,9	9,0	0,23
	CA Agen	0,11%	4,6	3,2	0,08
Total Nouvelle Aquitaine		**27,74%**	**1 143,0**	**800,1**	**20,00**
Total Deux Régions		**100,00%**	**4 120,5**	**2 884,4**	**72,1**

Seconde étape Ligne nouvelle Sud-Gironde - Dax		Répartition budgétaire entre collectivités - Plan de financement 2021			
		Quote-part	Quote-part budgétaire	Pour information : quote-part budgétaire hors fiscalité (estimée à 30%)	
Collectivités territoriales		Part du total (%)	M€ courants	M€ courants	M€ courants/an (sur 40 ans)
Conseil Régional Occitanie		3,64%	53,9	37,7	0,94
Haute-Garonne	CD 31	1,08%	16,0	11,2	0,28
	Toulouse Métropole	0,74%	11,0	7,7	0,19
	SICOVAL	0,12%	1,8	1,3	0,03
	Muretain Agglo	0,10%	1,5	1,0	0,03
Haute-Pyrénées	CD 65	2,22%	32,9	23,0	0,58
	CA Tarbes Lourdes	1,13%	16,7	11,7	0,29
Tarn et Garonne	CD 82	0,19%	2,8	2,0	0,05
	Grand Montauban	0,11%	1,6	1,1	0,03
Gers	CD 32	0,10%	1,5	1,0	0,03
	Grand Auch	0,04%	0,7	0,5	0,01
Lot	CD 46	0,14%	2,1	1,5	0,04
	Grand Cahors	0,06%	0,9	0,7	0,02
Tarn	CD Tarn	0,18%	2,7	1,9	0,05
	Grand Alibigeois	0,07%	1,1	0,8	0,02
	CA Castres-Mazamet	0,06%	0,8	0,6	0,01
Total Occitanie		**10,01%**	**148,0**	**103,6**	**2,59**
Conseil Régional Nouvelle Aquitaine		56,75%	839,4	587,6	14,69
Gironde	Bordeaux Métropole (sur AFSB exclusivement)	0,00%	-	-	-
Landes	CD 40	7,88%	116,5	81,6	2,04
	Grand Dax	1,82%	26,9	18,9	0,47
	Ca Mdm	1,73%	25,6	18,0	0,45
Pyrénées-Atlantiques	CD 64	8,25%	122,0	85,4	2,13
	CA Pau	4,24%	62,6	43,9	1,10
	CA Pays basque	3,66%	54,1	37,9	0,95
Lot et Garonne	CD 47	4,17%	61,7	43,2	1,08
	CA Agen	1,49%	22,1	15,5	0,39
Total Nouvelle Aquitaine		**89,99%**	**1 331,1**	**931,8**	**23,30**
Total Deux Régions		**100,00%**	**1 479,1**	**1 035,4**	**25,9**

TOTAL GPSO Première et seconde étape		Répartition budgétaire entre collectivités - Plan de financement 2021			
		Quote-part	Quote-part budgétaire	Pour information : quote-part budgétaire hors fiscalité (estimée à 30%)	
Collectivités territoriales		Part du total (%)	M€ courants	M€ courants	M€ courants/an (sur 40 ans)
Conseil Régional Occitanie		22,76%	1 274,6	892,3	22,31
Haute-Garonne	CD 31	13,63%	763,3	534,3	13,36
	Toulouse Métropole	11,15%	624,4	437,0	10,93
	SICOVAL	0,76%	42,5	29,7	0,74
	Muretain Agglo	1,03%	57,5	40,3	1,01
Haute-Pyrénées	CD 65	0,65%	36,6	25,6	0,64
	CA Tarbes Lourdes	0,31%	17,4	12,2	0,30
Tarn et Garonne	CD 82	2,17%	121,3	84,9	2,12
	Grand Montauban	0,67%	37,7	26,4	0,66
Gers	CD 32	0,31%	17,6	12,3	0,31
	Grand Auch	0,04%	2,5	1,7	0,04
Lot	CD 46	0,52%	29,4	20,6	0,51
	Grand Cahors	0,09%	5,0	3,5	0,09
Tarn	CD Tarn	1,19%	66,4	46,5	1,16
	Grand Alibigeois	0,34%	18,8	13,1	0,33
	CA Castres-Mazamet	0,19%	10,5	7,3	0,18
Total Occitanie		**55,82%**	**3 125,5**	**2 187,8**	**54,70**
Conseil Régional Nouvelle Aquitaine		18,12%	1 014,7	710,3	17,76
Gironde	Bordeaux Métropole (sur AFSB exclusivement)	15,45%	865,2	605,6	15,14
Landes	CD 40	2,52%	140,9	98,6	2,47
	Grand Dax	0,58%	32,6	22,8	0,57
	Ca Mdm	0,55%	31,0	21,7	0,54
Pyrénées-Atlantiques	CD 64	2,63%	147,4	103,2	2,58
	CA Pau	1,35%	75,7	53,0	1,33
	CA Pays basque	1,17%	65,4	45,8	1,14
Lot et Garonne	CD 47	1,33%	74,6	52,2	1,31
	CA Agen	0,48%	26,7	18,7	0,47
Total Nouvelle Aquitaine		**44,18%**	**2 474,2**	**1 731,9**	**43,30**
Total Deux Régions		**100,00%**	**5 599,7**	**3 919,8**	**98,0**

Annexe : Plan de financement consolidé

Plan de financement pour la réalisation du Grand Projet Ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO)

L'ETAT, Ministère de la Transition Écologique, représenté par le préfet de la région Occitanie, Pierre-André DURAND ;

La Région Occitanie, représentée par la Présidente du Conseil régional, Madame Carole DELGA, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Régional en sa séance du 16 décembre 2021 et du ……, et ci-après dénommée La Région Occitanie ;

La Région Nouvelle-Aquitaine, représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Alain ROUSSET, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Régional en ses séances du 13 décembre 2021, du 7 février 2022 et du ……, et ci-après dénommée La Région Nouvelle-Aquitaine ;

Le Conseil Départemental de Haute-Garonne représenté par son Président, Monsieur Sébastien VINCINI, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en sa séance du 14 décembre 2021 et du ……, et ci-après dénommé le Département de Haute-Garonne ;

Le Conseil Départemental du Gers représenté par son Président, Monsieur Philippe DUPOUY, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en sa séance du 10 décembre 2021 et du ……, et ci-après dénommé le Département du Gers ;

Le Conseil Départemental des Landes représenté par son Président, Monsieur Xavier FORTINON, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en sa séance du 10 décembre 2021 et du ……, et ci-après dénommé le Département des Landes ;

Le Conseil Départemental du Lot représenté par son Président, Monsieur Serge RIGAL, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en sa séance du 13 décembre 2021 et du ……, et ci-après dénommé le Département du Lot ;

Le Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques représenté par son Président, Monsieur Jean-Jacques LASSERRE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en sa séance du 16 décembre 2021 et du ……, et ci-après dénommé le Département des Pyrénées-Atlantiques ;

Le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées représenté par son Président, Monsieur Michel PELIEU, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en sa séance du 10 décembre 2021 et du ……, et ci-après dénommé le Département des Hautes-Pyrénées ;

Le Conseil Départemental du Tarn représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en sa séance du 10 décembre 2021 et du ……, et ci-après dénommé le Département du Tarn ;

Le Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne représenté par son Président Monsieur Michel WEILL, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en sa séance du 14 décembre 2021 et du ……, et ci-après dénommé le Département de Tarn-et-Garonne ;

La Métropole de Bordeaux, représentée par son Président, Monsieur Alain ANZIANI, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Métropolitain en sa séance du 25 novembre 2021 et du ……et ci-après dénommée Bordeaux Métropole ;

La Métropole de Toulouse, représentée par son Président, Monsieur Jean-Luc MOUDENC, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Métropolitain en sa séance du 16 décembre 2021 et du …… et ci-après dénommée Toulouse Métropole ;

La Communauté d'Agglomération d'Agen, représentée par son Président, Monsieur Jean DIONIS DU SEJOUR, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du 16 décembre 2021 et du ……et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération d'Agen ;

La Communauté d'Agglomération de Mont-de-Marsan, représentée par son Président, Monsieur Charles DAYOT, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du 13 décembre 2021 et du ……et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération de Mont-de-Marsan ;

La Communauté d'Agglomération Pau Pyrénées, représentée par son Président, Monsieur François BAYROU, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du 16 décembre 2021 et du ……et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération Pau-Pyrénées ;

La Communauté d'Agglomération du SICOVAL, représentée par son Président, Monsieur Jacques OBERTI, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du 3 janvier 2022 et du ……et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération du SICOVAL ;

La Communauté d'Agglomération du Muretain, représentée par son Président, Monsieur André MANDEMENT, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du 11 février 2022 et du ……et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération du Muretain ;

La Communauté d'Agglomération Grand Auch Cœur de Gascogne, représentée par son Président, Monsieur Bernard PENSIVY, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du 14 décembre 2021 et du ……et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération Grand Auch Cœur de Gascogne ;

La Communauté d'Agglomération du Grand Montauban, représentée par sa Présidente, Madame Brigitte BAREGES, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du 17 janvier 2022 et du ……et ci-après dénommée le Grand Montauban Communauté d'Agglomération ;

La Communauté d'Agglomération du Grand Cahors, représentée par son Président, Monsieur Jean-Marc VAYSSOUZE-FAURE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du 16 décembre 2021 et du …… et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération du Grand-Cahors ;

La Communauté d'Agglomération de Tarbes-Lourdes-Pyrénées, représentée par son Président, Monsieur Gérard TREMEGE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du 15 décembre 2021 et du …… et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération de Tarbes-Lourdes-Pyrénées ;

La Communauté d'Agglomération du Grand Albigeois, représentée par sa Présidente, Madame Stéphanie GUIRAUD-CHAUMEIL, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du 14 décembre 2021 et du …… et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération du Grand Albigeois ;

La Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet, représentée par son Président, Monsieur Pascal BUGIS, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du 13 décembre 2021 et du …… et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération Castres-Mazamet ;

`

La communauté d'Agglomération du Grand Dax, représentée par son Président Monsieur Julien DUBOIS, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du 16 février 2022 et du …… et ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération du Grand Dax ;

La Communauté de Communes de Maremne-Adour-Côte-Sud, représentée par son Président, Monsieur Pierre FROUSTEY, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en sa séance du 3 février 2022 et du …… et ci-après dénommée la Communauté de Communes de Maremne-Adour-Côte-Sud ;

Et,

SNCF Réseau, Société anonyme au capital de 500 000 000 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le N° B. 412.280.737, dont le siège est situé 15-17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 - 93418 La Plaine Saint-Denis Cedex, représentée par Monsieur Matthieu CHABANEL, Président Directeur Général, dûment habilitée à cet effet et ci-après désigné **« SNCF Réseau** » ;

SNCF Réseau et les COCONTRACTANTS signataires du présent protocole étant dénommés ci-après collectivement les « Parties » ou « les financeurs » et individuellement « une Partie » ou « un Financeur »

VISA :

- Le Code général des collectivités territoriales ;

- Le Code des transports ;

- Le Code de la commande publique ;

- La Loi n° 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ;

- La Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;

- Le décret n°2016-738 du 2 juin 2016 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation des lignes ferroviaires à grande vitesse Bordeaux–Toulouse et Bordeaux–Dax entre Saint-Médard-d'Eyrans (Gironde), Saint-Jory (Haute-Garonne) et Saint-Vincent-de-Paul (Landes), et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes d'Arbanats, Ayguemorte-les-Graves, Beautiran, Bernos-Beaulac, Captieux, Castres-Gironde, Cazalis, Escaudes, Giscos, Goualade, Landiras, Lerm-et-Musset, Lucmau, Marions, Portets, Préchac, Saint-Médard-d'Eyrans, Saint-Selve et Virelade dans le département de la Gironde, des communes de Brax, Bruch, Caudecoste, Estillac, Fargues-sur-Ourbise, Moirax, Montesquieu, Pompogne, Roquefort, Sainte-Colombe-en-Bruilhois, Saint-Nicolas-de-la-Balerme, Sérignac-sur-Garonne, Vianne ainsi que de la communauté d'agglomération d'Agen (communes de Colayrac-Saint-Cirq, Layrac, Le Passage) dans le département de Lot-et-Garonne, des communes d'Auvillar, Bressols, Campsas, Castelmayran, Castelsarrasin, Cordes-Tolosannes, Donzac, Escatalens, Grisolles, Labastide-Saint-Pierre, Lacourt-Saint-Pierre, Montauban, Montbartier, Montbeton, Saint-Nicolas-de-la-Grave et Saint-Porquier dans le département de Tarn- et-Garonne, des communes de Castelnau-d'Estrétefonds, Fronton, Grenade, Saint-Rustice ainsi que de Toulouse Métropole (commune de Saint-Jory) dans le département de la Haute- Garonne, et des communes d'Arue, Bégaar, Canenx-et-Réaut, Cère, Ousse-Suzan, Pontonx-sur- l'Adour, Saint-Avit, Uchacq-et-Parentis ainsi que du syndicat intercommunal à vocation unique de Roquefort-Sarbazan (communes de Roquefort et de Sarbazan) dans le département des Landes ;

- Le décret 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions de SNCF Réseau ;

- Le décret n° 2019-1587 du 31 décembre 2019 approuvant les statuts de la société SNCF Réseau et portant diverses dispositions relatives à la société SNCF Réseau ;

- Le décret 2019-1582 du 31 décembre 2019 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau ;

- L'arrêté préfectoral du 25 novembre 2015 portant déclaration d'utilité publique au profit de SNCF Réseau des aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux concernant la ligne existante Bordeaux-Sète sur le territoire des communes de Bègles, Villenave d'Ornon, Cadaujac et Saint-Médard d'Eyrans dans le département de la Gironde, et emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme de Bordeaux Métropole et des communes de Cadaujac et Saint-Médard d'Eyrans ;

- L'arrêté préfectoral du 4 janvier 2016 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation des aménagements ferroviaires au nord de Toulouse emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole – communes de Toulouse, Fenouillet, Lespinasse et Saint-Jory et du plan local d'urbanisme de Castelnau d'Estrétefonds ;

- Le protocole d'intention pour la réalisation de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique ;

- La lettre de mission du Premier Ministre au Préfet de région Occitanie en date du 28 juillet 2021 ;

- Le Contrat de plan Etat-Région Aquitaine pour la période 2015-2020 signé le 23 Juillet 2015 qui comprend dans son volet mobilité l'action 1.2.2.1. Aménagements ferroviaires en sortie sud de Bordeaux – Etudes PRO ;

- La décision n° INEA/CEF/TRAN/M2016/1352173 en date du 27 octobre 2017, accordant une subvention européenne pour l'action n°2016-FR-TM- 0180-S « relieving congestion at the railway junction south of Bordeaux » et son avenant n°1 en date du 19 février 2021 ;

- La convention Etudes GPSO et aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux en date du 30 octobre 2012;

- La Convention relative au financement du programme d'anticipation foncière du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest en date du 30 octobre 2012 ;

- La Convention relative au financement de l'étude d'avant-projet des aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux (ligne de Bordeaux à Agen) en date du 06 décembre 2013 et son avenant n° 1 du 10 décembre 2015 ;

- La Convention relative au financement du programme d'anticipation des acquisitions foncières des aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux en date du 06 décembre 2013 et son avenant n°1 du 10 décembre 2015 ;

- La Convention financière entre l'Etat et SNCF Réseau relative au financement des études projet des Aménagements Ferroviaires en sortie Sud de Bordeaux en date du 08 décembre 2016 ;

- La Convention financière entre l'Etat, la Région Nouvelle-Aquitaine et SNCF Réseau relative au financement des études de projet des aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux, en date du 30 août 2021 ;

- Le Contrat de Plan Etat/Région (CPER) Midi-Pyrénées 2015-2020 signé le 30 juin 2015 par l'Etat et la Région, son avenant n°1 signé le 6 janvier 2017 par l'Etat et la Région, son avenant n°2 signé le 16 décembre 2019 par l'Etat et la Région et son avenant n°3 signé le 5 janvier 2021 par l'Etat et la Région ;

- La convention relative au financement des études d'avant-projet des aménagements ferroviaires au nord de Toulouse, signée le 19 décembre 2013 et son avenant n°1 signé le 27 décembre 2018 ;

- la convention relative au financement de la première partie des études de projet pour les Aménagements Ferroviaires au Nord de Toulouse, conclue le 22 décembre 2020 entre l'Etat, la Région Occitanie et SNCF Réseau.

- La Convention relative au financement de la première étape de la première tranche (volets études et foncier) de l'avant-projet détaillé des lignes nouvelles Bordeaux – Toulouse et Bordeaux – Dax du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest signée le 15 mai 2017 par l'État, SNCF Réseau, la Région Occitanie et Toulouse Métropole, son avenant n°1 en date du 27 février 2019 et son avenant n°2 en date du 18 décembre 2020 ;

- La décision n° INEA/CEF/TRAN/M2020/2434120 en date du 11 mai 2021, accordant une subvention européenne pour l'action n°2016-FR-TM- 0063-S "Final studies into railway adaptations to the North of Toulouse (AFNT)".

Sommaire

Préambule

Article 1 : Objet du présent plan de financement.

Article 2 : Estimation des coûts d'investissement et des besoins de financement.

Article 3 : Répartition du financement entre les parties.

Article 4 : Participation et engagements de SNCF Réseau.

Article 5 : Subventions européennes.

Article 6 : Ressources fiscales.

Article 7 : Gestion des écarts et risques.

Article 8 : Poursuite du GPSO, mise en œuvre et suivi du plan de financement.

Article 9 : « Bonnes fortunes » et dispositions transitoires relatives à la contribution de la Région Nouvelle Aquitaine.

Ayant été préalablement rappelé ce qui suit

Préambule

Le Grand projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO), situé dans les régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine, s'inscrit dans la continuité de la ligne Sud Europe Atlantique (SEA) mise en service en 2017. Il comporte la réalisation de lignes nouvelles sur les axes Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Espagne et englobe des aménagements du réseau existant, les aménagements ferroviaires au nord de Toulouse (AFNT) et au sud de Bordeaux (AFSB). Au total, le Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest est un vaste programme estimé à 13,5 Mds€$_{2013}$. La première phase du GPSO (composée des trois opérations : AFNT, AFSB, lignes nouvelles Bordeaux-Toulouse et Sud Gironde-Dax) est entièrement déclarée d'utilité publique. Le projet est inscrit dans les corridors figurant dans le règlement (UE) 2021/1153 du Parlement Européen et du Conseil du 7 juillet 2021 établissant le mécanisme pour l'interconnexion en Europe, avec les tracés Bordeaux-Toulouse et Vitoria-Gasteiz – San Sebastián – Bayonne – Bordeaux dans les corridors du réseau central Atlantique et Méditerranée.

Le GPSO poursuit le double objectif d'améliorer l'accessibilité ferroviaire des régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie en France et en Europe et d'accroître l'utilisation du transport ferroviaire dans les déplacements autour des métropoles de Bordeaux et Toulouse, en augmentant les capacités disponibles pour les transports du quotidien au sein de ces deux régions. Il permettra de relier Toulouse à Paris en 3 h 10 environ et Toulouse à Bordeaux en 1 h 05 environ (contre 2 heures actuellement). Il contribuera en outre à l'amélioration des liaisons interrégionales et longue distance entre l'axe atlantique et l'axe méditerranéen, et, en particulier, sur la façade atlantique entre Toulouse, Bordeaux, Tours et Paris.

Suite aux annonces du Premier Ministre en avril et mai 2021 en faveur du GPSO, le Président de la République a confirmé, à l'occasion des 40 ans du TGV, le 17 septembre 2021, l'engagement de nouveaux investissements structurants, en citant comme priorité la LGV Bordeaux-Toulouse.

L'État, signataire du présent plan de financement, s'inscrit dans l'approche nouvelle du Conseil d'orientation des infrastructures (COI), qui recommande le phasage des projets en commençant en priorité par les opérations concourant d'abord à l'amélioration des déplacements du quotidien. Cela sera le cas des opérations relatives aux AFSB et AFNT visant respectivement à dé-saturer les nœuds ferroviaires de Bordeaux et de Toulouse et à faciliter la réalisation des opérations de RER (Réseau express régional) Métropolitains dans les deux métropoles. Cela sera également le cas des lignes nouvelles Bordeaux-Toulouse et Sud-

Gironde-Dax, rapprochant les territoires du grand sud-ouest avec les métropoles de Toulouse, Bordeaux et Bayonne et au sein d'un réseau de 10 villes moyennes.

Comme le prévoit la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientations des mobilités (LOM), ces investissements de l'État seront cadencés dans le respect de sa trajectoire financière sous-jacente et dans le respect des grands équilibres pluriannuels des finances publiques. La question de l'intégration de la section de ligne Sud-Gironde – Dax dans la prochaine loi de programmation relative aux infrastructures, de façon à permettre la réalisation des différentes phases du GPSO de manière continue, sera prise en considération par le COI réinstallé depuis mars 2021 dans la perspective de la présentation d'un rapport d'étape sur la programmation en février 2022, puis la remise de son rapport final fin 2022.

Ce plan de financement s'inscrit dans la perspective de création, par ordonnance, d'un établissement public local (EPL), telle que prévue par l'article 4 de la LOM et à la suite de la demande des collectivités territoriales :

« *I. - Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance, dans un délai de vingt-quatre mois à compter de la promulgation de la présente loi, toute mesure relevant du domaine de la loi afin de créer un ou plusieurs établissements publics locaux ayant pour mission le financement, sur un périmètre géographique déterminé, d'un ensemble cohérent d'infrastructures de transport terrestre dont la réalisation représente un coût prévisionnel excédant un milliard d'euros hors taxes.*
Ces établissements peuvent également avoir pour mission de concevoir et d'exploiter ces infrastructures ou de mettre en place les services complémentaires ou connexes à ces infrastructures.
L'État peut être représenté au sein des organes dirigeants de ces établissements. Les ressources de ces établissements comprennent des ressources fiscales créées à cet effet.

II. - Ne peuvent donner lieu à la création d'un établissement public dans les conditions prévues au I du présent article que les projets d'infrastructures ayant fait l'objet : 1° D'une déclaration d'utilité publique en application de l'article L. 121-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, d'une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ou d'une décision de l'autorité administrative d'engager l'enquête publique et d'une contre-expertise à l'évaluation socio-économique en application de l'article 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017 ;
2° D'un plan de financement, approuvé par l'État et les collectivités territoriales qui financent ces projets. »

La loi autorise cette création jusqu'au 24 avril 2022, c'est-à-dire dans un délai de 24 mois à compter de la promulgation de la LOM, augmenté de 4 mois par la loi d'urgence n°2020-290 pour faire face à l'épidémie de covid-19.

Il est convenu entre les parties susnommées :

Article 1 : Objet du plan de financement.

Ce plan de financement a pour objet les opérations suivantes, constitutives de la première phase du GPSO, qui ont été déclarées d'utilité publique :

- la réalisation des aménagements ferroviaires de la ligne existante Bordeaux-Sète au Sud de Bordeaux (AFSB) sur 12 km entre Bègles et Saint-Médard-d'Eyrans : cette opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté du préfet de la Gironde le 25 novembre 2015,
- la réalisation des aménagements ferroviaires de la ligne existante Bordeaux-Sète au Nord de Toulouse (AFNT) sur 17 km entre la gare de Toulouse Matabiau et Castelnau d'Estrétefonds : cette opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté du préfet de la Haute-Garonne le 4 janvier 2016,
- la création des lignes nouvelles à grande vitesse Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax sur 327 km de section courante, possédant un tronc commun de 55 km entre le Sud de Bordeaux et le Sud Gironde. Ces lignes nouvelles se raccordent au réseau ferré national au Sud de Bordeaux et au Nord de Toulouse, ainsi qu'au Nord de Dax et ont été déclarées d'utilité publique par décret en Conseil d'État du 2 juin 2016.

L'engagement financier de l'État à hauteur de 4,1 milliards d'euros courants porte sur une première étape comprenant les opérations AFSB, AFNT et la ligne nouvelle Bordeaux-Toulouse.

Les collectivités territoriales s'engagent par la présente convention à mettre en œuvre ce plan de financement, éventuellement via l'Établissement Public Local (EPL) qui serait créé à cette fin, en application de l'article 4 de la loi LOM.

Article 2 : Estimation des coûts d'investissement et des besoins de financement.

L'estimation des coûts d'investissement présentée prend en compte le périmètre de dépenses suivantes sur la première phase du GPSO : études (à partir de 2020) et direction des travaux, acquisitions foncières, réalisation du projet (génie civil, équipements ferroviaires), y compris provisions pour risques.

Les autres frais, comme les frais financiers et les frais de gestion liés à la mise en place de l'EPL, à qui il appartiendra de définir sa stratégie financière, ne sont pas pris en compte dans ces coûts et devront, le cas échéant, être portés par les collectivités locales seules. A titre indicatif, en visant, par exemple, l'étalement de la charge budgétaire sur 40 ans, les frais financiers pourraient atteindre 10% des coûts d'investissement.

L'estimation Hors Taxes des coûts d'investissement pour la phase 1 du GPSO est donnée à titre indicatif pour les différentes opérations suivantes, au stade de l'Avant-Projet Sommaire (APS) (plus spécifiquement au stade des études d'avant-projet -AVP pour les AFSB ou AFNT):

Opérations	M€$_{2020}$	Md€$_{courants}$ (estimation[1])
Aménagements ferroviaires au Nord de Toulouse	717,3 M€$_{2020}$	0,9 Md€$_{courants}$
Aménagements ferroviaires au Sud de Bordeaux	758,6 M€$_{2020}$	0,9 Md€$_{courants}$
Section de ligne nouvelle Bordeaux-Sud Gironde	1 410 M€$_{2020}$	1,9 Md€$_{courants}$
Section de ligne nouvelle Sud Gironde-Toulouse	4 937 M€$_{2020}$	6,6 Md€$_{courants}$
TOTAL 1ère étape	**7 822,9 M€$_{2020}$**	**10,3 Md€$_{courants}$**
Section de Ligne nouvelle Sud Gironde – Dax)	*2 478 M€$_{2020}$*	**3,7 Md€$_{courants}$**
TOTAL 2ème étape	**2 478 M€$_{2020}$**	**3,7 Md€$_{courants}$**
TOTAL	**10 300,9 M€$_{2020}$**	**14,0 Md€$_{courants}$**

Les montants indiqués en euros courants sont calculés sur la base d'hypothèses de taux d'actualisation et de calendrier de réalisation demeurant à confirmer mais démarrant en tout état de cause en 2024 et s'étalant sur une période résultant des programmations de réalisation fixées dans les conventions de financement ultérieures réunissant les parties. L'annexe 1 détaille ces coûts et les hypothèses de calcul. L'estimation sera réactualisée en euros constants et courants lors des signatures des conventions de financement, ayant pour objet la réalisation des études et des travaux.

Ces coûts sont également susceptibles d'évoluer pour intégrer notamment les modifications de programme non prévues au stade actuel de définition ou encore toute modification liée à des évolutions législatives et réglementaires.

Article 3 : Répartition du financement entre les parties.

Les clefs de répartition retenues par ce plan de financement sont les suivantes pour la 1ère étape (AFNT, AFSB et ligne nouvelle Bordeaux-Toulouse) de la phase 1 du GPSO, sur la base des coûts en euros courants présentés à l'article 2 :

- Europe (hypothèse) : 20%, soit 2,05 Md€$_{courants}$
- État : 40%, soit 4,1 Md€$_{courants}$
- Collectivités locales : 40%, soit 4,1 Md€$_{courants}$, répartis selon le tableau qui suit.

Les collectivités territoriales s'engagent à mettre en œuvre ce plan de financement pour la part les concernant via l'Établissement Public Local (EPL) qui sera créé à cette fin, en application de l'article 4 de la loi LOM.

Le montant des contributions versées par les Régions Occitanie et Nouvelle Aquitaine ainsi que les autres collectivités territoriales sera réparti selon les clés de répartition figurant dans

1 Les estimations en M€$_{2020}$ datent de juin 2020 pour AFSB et janvier 2020 pour les AFNT. Les estimations en euros courants dépendent du calendrier de réalisation et des hypothèses d'inflation retenues à ce stade pour le projet. Elles seront réactualisées lors des signatures des conventions de financement. Voir aussi annexe.

le tableau ci-dessous. Ces clefs de répartition sont valables pour l'ensemble des opérations figurant à l'article 1.

La contribution des collectivités locales provient de leurs contributions budgétaires mais également de la fiscalité locale affectée à l'EPL, et des emprunts levés par l'EPL. Les ressources fiscales viendront en déduction de la part budgétaire des collectivités locales telle que définie dans ce plan de financement, au prorata des clefs de répartition précitées.

Étant donné l'intérêt de l'ensemble des parties à la réalisation de la première phase du GPSO, qu'elles soient concernées par la première ou la seconde étape de la première phase du GPSO, il est convenu que les collectivités ayant participé au financement de la première étape actent le principe d'une solidarité de l'ensemble de ces collectivités pour le financement des deux étapes.

Plan de financement de la première étape (part des collectivités locales)

Première étape Ligne nouvelle Bordeaux - Toulouse, AFNT, AFSB		Répartition budgétaire entre collectivités - Plan de financement 2022			
		Quote-part	Quote-part budgétaire	Pour information : quote-part budgétaire hors fiscalité (estimée à 30%)	
Collectivités territoriales		Part du total (%)	M€ courants	M€ courants	M€ courants/an (sur 40 ans)
Conseil Régional Occitanie		29,63%	1 220,8	854,5	21,36
Haute-Garonne	CD 31	18,14%	747,3	523,1	13,08
	Toulouse Métropole	14,89%	613,4	429,4	10,73
	SICOVAL	0,99%	40,6	28,4	0,71
	Muretain Agglo	1,36%	56,1	39,2	0,98
Haute-Pyrénées	CD 65	0,09%	3,7	2,6	0,06
	CA Tarbes Lourdes	0,02%	0,7	0,5	0,01
Tarn et Garonne	CD 82	2,87%	118,4	82,9	2,07
	Grand Montauban	0,88%	36,1	25,3	0,63
Gers	CD 32	0,39%	16,1	11,3	0,28
	Grand Auch	0,04%	1,8	1,3	0,03
Lot	CD 46	0,66%	27,3	19,1	0,48
	Grand Cahors	0,10%	4,1	2,9	0,07
Tarn	CD Tarn	1,55%	63,7	44,6	1,11
	Grand Alibigeois	0,43%	17,7	12,4	0,31
	CA Castres-Mazamet	0,23%	9,6	6,7	0,17
Total Occitanie		72,26%	2 977,5	2 084,2	52,11
Conseil régional Nouvelle-Aquitaine		13,70%	564,6	395,2	9,9
	dont part Région		307,5	215,2	*5,38*
	dont portage part CD33		112,2	78,5	1,96
	dont avances temporaires		145,0	101,5	*2,54*
Gironde	Bordeaux Métropole	12,27%	505,7	354,0	8,85
Landes	CD40	0,59%	24,3	17,0	0,43
	CC MACS	0,10%	4,3	3,0	0,08
	Grand Dax	0,09%	3,9	2,7	0,07
	CA MdM	0,13%	5,4	3,7	0,09
Pyrénées-Atlantiques	CD64	0,42%	17,2	12,0	0,30
	CA Pau	0,32%	13,1	9,1	0,23
Lot et Garonne	CA Agen	0,11%	4,6	3,2	0,08
Total Nouvelle Aquitaine		27,74%	1 143,0	800,0	20,0
Total Deux Régions		100,00%	4 120,5	2 884,2	72,1

Plan de financement de la seconde étape (part des collectivités locales)

Seconde étape Ligne nouvelle Sud-Gironde - Dax		Répartition budgétaire entre collectivités - Plan de financement 2022			
		Quote-part	Quote-part budgétaire	Pour information : quote-part budgétaire hors fiscalité (estimée à 30%)	
Collectivités territoriales		Part du total (%)	M€ courants	M€ courants	M€ courants/an (sur 40 ans)
Conseil Régional Occitanie		3,64%	53,9	37,7	0,94
Haute-Garonne	CD 31	1,08%	16,0	11,2	0,28
	Toulouse Métropole	0,74%	11,0	7,7	0,19
	SICOVAL	0,12%	1,8	1,3	0,03
	Muretain Agglo	0,10%	1,5	1,0	0,03
Haute-Pyrénées	CD 65	2,22%	32,9	23,0	0,58
	CA Tarbes Lourdes	1,13%	16,7	11,7	0,29
Tarn et Garonne	CD 82	0,19%	2,8	2,0	0,05
	Grand Montauban	0,11%	1,6	1,1	0,03
Gers	CD 32	0,10%	1,5	1,0	0,03
	Grand Auch	0,04%	0,7	0,5	0,01
Lot	CD 46	0,14%	2,1	1,5	0,04
	Grand Cahors	0,06%	0,9	0,7	0,02
Tarn	CD Tarn	0,18%	2,7	1,9	0,05
	Grand Alibigeois	0,07%	1,1	0,8	0,02
	CA Castres-Mazamet	0,06%	0,8	0,6	0,01
Total Occitanie		**10,00%**	**148,0**	**103,6**	**2,59**
Conseil régional Nouvelle-Aquitaine		67,39%	997,0	697,9	17,45
	dont part Région		*707,3*	*495,1*	*12,38*
	dont portage part CD33		*130,7*	*91,5*	*2,29*
	dont avances temporaires		*159,0*	*111,3*	*2,78*
Gironde	Bordeaux Métropole	0,00%	0,0	0,0	0,00
Landes	CD40	7,88%	116,6	81,6	2,04
	CC MACS	0,68%	10,0	7,0	0,18
	Grand Dax	0,98%	14,4	10,1	0,25
	CA MdM	1,73%	25,6	18,0	0,45
Pyrénées-Atlantiques	CD64	5,60%	82,8	58,0	1,45
	CA Pau	4,24%	62,6	43,9	1,10
Lot et Garonne	CA Agen	1,49%	22,1	15,5	0,39
Total Nouvelle Aquitaine		**90,00%**	**1 331,2**	**931,9**	**23,3**
Total Deux Régions		**100,00%**	**1 479,2**	**1 035,5**	**25,9**

Plan consolidé de financement de GPSO, première et seconde étape (part des collectivités locales)

TOTAL GPSO Première et seconde étape		Répartition budgétaire entre collectivités - Plan de financement 2022			
		Quote-part	Quote-part budgétaire	Pour information : quote-part budgétaire hors fiscalité (estimée à 30%)	
Collectivités territoriales		Part du total (%)	M€ courants	M€ courants	M€ courants/an (sur 40 ans)
Conseil Régional Occitanie		22,76%	1 274,6	892,3	22,31
Haute-Garonne	CD 31	13,63%	763,3	534,3	13,36
	Toulouse Métropole	11,15%	624,4	437,0	10,93
	SICOVAL	0,76%	42,5	29,7	0,74
	Muretain Agglo	1,03%	57,5	40,3	1,01
Haute-Pyrénées	CD 65	0,65%	36,6	25,6	0,64
	CA Tarbes Lourdes	0,31%	17,4	12,2	0,30
Tarn et Garonne	CD 82	2,17%	121,3	84,9	2,12
	Grand Montauban	0,67%	37,7	26,4	0,66
Gers	CD 32	0,31%	17,6	12,3	0,31
	Grand Auch	0,04%	2,5	1,7	0,04
Lot	CD 46	0,52%	29,4	20,6	0,51
	Grand Cahors	0,09%	5,0	3,5	0,09
Tarn	CD Tarn	1,19%	66,4	46,5	1,16
	Grand Alibigeois	0,34%	18,8	13,1	0,33
	CA Castres-Mazamet	0,19%	10,5	7,3	0,18
Total Occitanie		55,81%	3 125,5	2 187,8	54,70
Conseil régional Nouvelle-Aquitaine		27,89%	1561,6	1093,1	27,33
	dont part Région		*1014,7*	*710,29*	*17,76*
	dont portage part CD33		*242,9*	*170,0*	*4,25*
	dont avances temporaires		*304,0*	*212,8*	*5,32*
Gironde	Bordeaux Métropole	9,03%	505,7	354,0	8,85
Landes	CD40	2,52%	140,9	98,6	2,47
	CC MACS	0,26%	14,3	10,0	0,25
	Grand Dax	0,33%	18,3	12,8	0,32
	CA MdM	0,55%	31,0	21,7	0,54
Pyrénées-Atlantiques	CD64	1,79%	100,0	70,0	1,75
	CA Pau	1,35%	75,7	53,0	1,33
Lot et Garonne	CA Agen	0,48%	26,7	18,7	0,47
Total Nouvelle Aquitaine		44,19%	2 474,2	1 731,9	43,3
Total Deux Régions		100,00%	5 599,7	3 919,7	98,0

Article 4 : Participation et engagements de SNCF-Réseau.

SNCF Réseau, Maître d'ouvrage (Moa) de la conception et de la réalisation de GPSO, s'engagera une fois les Avant-Projets Détaillés (APD) établis, à réaliser ces opérations, à programme, législation et réglementations constantes, sur la base des coûts, des risques identifiés et du planning de réalisation prévisionnel établi dans les conventions de financement.

Dans les conventions de financement, à mettre au point à partir du stade APD et des clauses de mise en responsabilité financière de la Moa seront introduites.

Le Maître d'Ouvrage, SNCF Réseau, mobilisera les moyens nécessaires pour le bon avancement des opérations sur la base des conventionnements relatifs aux étapes ultérieures, si nécessaire avec le soutien de l'EPL.

Par ailleurs les résultats des études en cours sur la capacité contributive du GPSO seront présentés aux financeurs dans le cadre de la révision du prochain contrat de performance de SNCF-Réseau en vue de permettre, si cette capacité est positive, l'utilisation du surplus de péages ferroviaires, après couverture des charges relatives à la gestion de l'infrastructure de GPSO, dans le financement du projet et, le cas échéant, dans les différents secteurs d'intervention de SNCF Réseau, notamment la rénovation du réseau et les lignes du quotidien.

L'intervention financière de SNCF Réseau s'inscrira dans le cadre de la trajectoire financière de l'entreprise définie par les contrats de performance, conclus avec l'État en application de l'article L. 2111-10 du code des transports. Elle sera également conforme aux dispositions de l'article L.2111-10-1 du même code et de son décret d'application, le décret n°2019-1582 du 31 décembre 2019 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF-Réseau. En particulier :

Le Code des transports précise la « règle d'or », qui cadre les conditions d'une participation financière de SNCF Réseau :

- Pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2026, SNCF Réseau ne peut contribuer au financement d'investissements de développement du réseau ferré national (article L2111-10-1 du code des transports)

- À partir de 2027 et seulement une fois atteint le retour à l'équilibre et un ratio dette/MOP inférieur à 6, SNCF Réseau déterminera sa part contributive dans le financement de ce projet de manière à ce que le taux de retour sur cet investissement soit au moins égal au coût moyen pondéré du capital de SNCF Réseau pour ce même investissement après prise en compte des risques spécifiques à l'investissement" dans les conditions définies à l'article L2111-10-1 du Code des transports.

Les avis de l'Autorité de régulation des transports sur les opérations et les avis conformes sur la tarification (notamment si des péages plus élevés étaient prévus concernant les sections de ligne nouvelle) devront être pris en compte.

L'éventuelle contribution de SNCF Réseau, postérieure à la conclusion du premier tour de table financier, viendra donc en déduction des contributions de l'ensemble des financeurs (hors Union européenne), au prorata de leur participation financière au projet, et en distinguant chaque étape, nonobstant les dispositions de l'article 3.

Article 5 : Subventions européennes.

Le montant des subventions de l'Union Européenne (UE) qui figure au présent protocole est indicatif et sera ajusté une fois que les montants de subvention accordés au projet GPSO dans le cadre du Mécanisme d'interconnexion pour l'Europe (*programmation à venir)* seront communiqués.
Quelles que soient les opérations bénéficiant de ces subventions, il est convenu que les montants versés par l'Union Européenne viennent en déduction des contributions de l'ensemble des financeurs du GPSO, à l'exclusion du gestionnaire d'infrastructure, SNCF Réseau, au prorata de leur participation financière au projet, et en distinguant chaque étape. Dans l'hypothèse où le montant de la contribution de l'Union européenne serait inférieur à celui pris comme référence dans le présent plan à l'article 3, les contributions de l'ensemble des financeurs seraient donc ajustées à due concurrence.

Les parties coordonneront leurs efforts afin que le projet fasse l'objet de décisions favorables dans le cadre des futurs appels à projets de l'Union Européenne.

Article 6 : Ressources fiscales.

L'État proposera au Parlement, à la demande des collectivités locales, la création de ressources fiscales locales nouvelles destinées à financer le futur EPL dans la loi de finances pour 2022. Ces ressources fiscales viendront en déduction de la part des collectivités locales définies dans ce plan de financement. Si le rendement des ressources fiscales affectées est inférieur au produit estimé initialement, l'ajustement est porté sur les seules contributions budgétaires des collectivités territoriales.

D'autres ressources pourront aussi être recherchées en lien avec le projet GPSO notamment pour les territoires bénéficiaires.

Article 7 : Gestion des écarts et des risques.

Pour prendre en compte les écarts de coûts entre Avant-Projet Sommaire et Avant-Projet Détaillé, d'une part, d'éventuels dépassements de coûts constatés par la suite, d'autre part, et, de manière générale, les risques de dépassement de budget ou de manque de ressources, les parties examineront la possibilité de mettre en œuvre les solutions suivantes, dans cet ordre de priorité :

- La recherche d'économies à programme constant ;
- La recherche d'économies préservant les fonctionnalités essentielles du projet ;
- Une mobilisation accrue des ressources fiscales ;
- Une répartition équitable du besoin de financement entre les financeurs du présent plan.

Pour les prochaines étapes, une gouvernance du projet GPSO sera mise en place sous l'égide du préfet de Région Occitanie Cette gouvernance rassemble les financeurs et met à leur disposition des leviers suffisants pour garantir transparence et performance.

Cette gouvernance aura pour objet d'associer les financeurs aux choix stratégiques, tout en préservant la capacité d'action du Maître d'Ouvrage, SNCF Réseau, à conduire le projet dans les conditions de coûts et de délais prévus par les parties. Elle permettra aux participants de :

- Identifier, négocier, mobiliser les ressources financières ;
- Mettre en adéquation le planning des opérations en fonction des ressources financières ;
- Adapter les programmes d'opération en fonction des difficultés, des risques comme des opportunités, en tenant compte de la faisabilité technique et financière ;
- Éclairer les conditions de réalisation de chaque opération (stratégie d'achat dans le cadre des principes de la commande publique).

Article 8 : Poursuite du GPSO, mise en œuvre et suivi du plan de financement.

Les financeurs confirment leur attachement à la poursuite du GSPO en concertation étroite avec les acteurs locaux afin d'insérer au mieux les infrastructures dans les territoires en limitant au maximum leurs impacts négatifs sur l'environnement humain, écologique et économique et en optimisant leurs impacts positifs.

Le présent plan de financement prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties. Les financements seront appelés par le futur EPL dans le cadre des conventions de financement opérationnelles élaborées au fur et à mesure de l'avancement du projet GPSO et prenant en compte les dispositions du présent plan.

Article 9 : « Bonnes fortunes » et dispositions transitoires relatives à la contribution de la Région Nouvelle Aquitaine.

L'avance non résorbée telle que mentionnée dans la catégorie « avances temporaires » de la participation prévue de la Région Nouvelle Aquitaine figurant à l'article 3 et résultant de la contribution complémentaire de la Région Nouvelle Aquitaine (à hauteur de 304 millions d'euros à date), est couverte, à due concurrence, au moment et dans l'ordre de leur survenance, par la part prévue au bénéfice des collectivités territoriales de Nouvelle Aquitaine des « bonnes fortunes » pouvant venir abonder les recettes du projet, en particulier celles ci- après définies, nonobstant les dispositions des article 4, 5 et 6. En cas de mise à jour du plan de financement, cette avance non résorbée est également mise à jour de manière à prendre en compte l'écart entre les obligations financières de la Région Nouvelle

Aquitaine telles qu'actualisées dans le plan de financement et ces mêmes obligations telles qu'elles auraient été en cas de contribution de la Région Nouvelle Aquitaine conforme à celle prévue dans le tableau de répartition figurant à l'annexe 2, toute chose égale par ailleurs.

Une première « bonne fortune », correspond à la participation financière éventuelle de SNCF Réseau, versée dans les conditions rappelées à l'article 4 du présent protocole. La diminution de la contribution financière des collectivités territoriales en résultant est imputée, pour la part prévue au bénéfice des collectivités territoriales de Nouvelle Aquitaine, sur la contribution du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine au titre des avances budgétaires réalisées pour le compte d'autres collectivités de Nouvelle Aquitaine.

Une deuxième « bonne fortune » pourrait résulter d'un taux de cofinancement européen plus important qu'anticipé à l'article 5 précité (pour rappel, 20% des coûts d'investissement). La diminution de la contribution financière des collectivités territoriales en résultant est imputée, pour la part prévue au bénéfice des collectivités territoriales de Nouvelle Aquitaine, sur la contribution du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine au titre des avances budgétaires réalisées pour le compte d'autres collectivités de Nouvelle Aquitaine.

Tel que rappelé par l'article 6, une troisième « bonne fortune » correspond aux recettes fiscales qui pourraient être votées au-delà de la déduction prévisionnelle de 30 % des contributions budgétaires des collectivités. La diminution de la contribution financière des collectivités territoriales en résultant est imputée, pour la part prévue au bénéfice des collectivités territoriales de Nouvelle Aquitaine, sur la contribution du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine au titre des avances budgétaires réalisées pour le compte d'autres collectivités de Nouvelle Aquitaine.

Annexe – 1

Grand projet ferroviaire du Sud-Ouest
Estimation détaillée du coût du projet

1. Estimation du coût du projet en M€$_{courants}$

Les montants calculés en M€$_{courants}$ sont donnés à titre indicatif et tiennent compte d'un démarrage des travaux en 2024. Ils sont compatibles avec le calendrier de décaissement de l'État issu de la loi d'orientation des mobilités.
Ces montants en M€$_{courants}$ sont estimés à partir du coût du projet en M€$_{2020}$, inflaté d'un taux annuel estimatif pour tenir compte de l'évolution tendancielle des prix de la construction. Une hypothèse de taux à 2 %/an a été retenue dans le cadre de ce plan de financement pour la première étape. L'évaluation en euros courants de la section de ligne nouvelle Sud Gironde-Dax, qui ne donne lieu à un engagement financier prévisionnel que des seules collectivités locales, a été réalisée par celles-ci.

2. Estimation détaillée du coût du projet en €$_{janvier\ 2020\ HT}$

Nœuds ferroviaires

M€$_{janv.\ 2020}$ HT	Aménagements ferroviaires du sud de Bordeaux	Aménagements ferroviaires du nord de Toulouse
Etudes amont	20,1	26
Foncier	29,8	45
Etudes détaillées	25,9	31
Travaux	682,8	615
Total	**757**	**717**

Lignes nouvelles

M€$_{janv.\ 2020}$ HT	Bordeaux-Sud Gironde	Sud Gironde -Toulouse	**Total Bordeaux-Toulouse**	Sud Gironde-Dax	**Total ligne nouvelle phase 1**
Études	142	475	617	252	869
Foncier	93	451	544	166	710
Génie civil	811	3142	3953	1376	5329
Équipements ferroviaires	364	869	1233	684	1917
Total	**1410**	**4937**	**6347**	**2478**	**8825**

Annexe – 2

Répartition du financement entre les parties
Plan de financement version du 2 décembre 2021

Première étape Ligne nouvelle Bordeaux - Toulouse, AFNT, AFSB		Répartition budgétaire entre collectivités - Plan de financement 2021			
		Quote-part	Quote-part budgétaire	Pour information : quote-part budgétaire hors fiscalité (estimée à 30%)	
Collectivités territoriales		Part du total (%)	M€ courants	M€ courants	M€ courants/an (sur 40 ans)
Conseil Régional Occitanie		29,63%	1 220,8	854,5	21,36
Haute-Garonne	CD 31	18,14%	747,3	523,1	13,08
	Toulouse Métropole	14,89%	613,4	429,4	10,73
	SICOVAL	0,99%	40,6	28,4	0,71
	Muretain Agglo	1,36%	56,1	39,2	0,98
Haute-Pyrénées	CD 65	0,09%	3,7	2,6	0,06
	CA Tarbes Lourdes	0,02%	0,7	0,5	0,01
Tarn et Garonne	CD 82	2,87%	118,4	82,9	2,07
	Grand Montauban	0,88%	36,1	25,3	0,63
Gers	CD 32	0,39%	16,1	11,3	0,28
	Grand Auch	0,04%	1,8	1,3	0,03
Lot	CD 46	0,66%	27,3	19,1	0,48
	Grand Cahors	0,10%	4,1	2,9	0,07
Tarn	CD Tarn	1,55%	63,7	44,6	1,11
	Grand Alibigeois	0,43%	17,7	12,4	0,31
	CA Castres-Mazamet	0,23%	9,6	6,7	0,17
Total Occitanie		**72,26%**	**2 977,5**	**2 084,2**	**52,11**
Conseil Régional Nouvelle Aquitaine		4,25%	175,2	122,6	3,07
Gironde	Bordeaux Métropole (sur AFSB exclusivement)	21,00%	865,2	605,6	15,14
Landes	CD 40	0,59%	24,3	17,0	0,43
	Grand Dax	0,14%	5,6	3,9	0,10
	Ca Mont-de-Marsan	0,13%	5,4	3,7	0,09
Pyrénées-Atlantiques	CD 64	0,62%	25,5	17,8	0,45
	CA Pau	0,32%	13,1	9,1	0,23
	CA Pays basque	0,27%	11,3	7,9	0,20
Lot et Garonne	CD 47	0,31%	12,9	9,0	0,23
	CA Agen	0,11%	4,6	3,2	0,08
Total Nouvelle Aquitaine		**27,74%**	**1 143,0**	**800,1**	**20,00**
Total Deux Régions		**100,00%**	**4 120,5**	**2 884,4**	**72,1**

Seconde étape Ligne nouvelle Sud-Gironde - Dax		Répartition budgétaire entre collectivités - Plan de financement 2021			
		Quote-part	Quote-part budgétaire	Pour information : quote-part budgétaire hors fiscalité (estimée à 30%)	
Collectivités territoriales		Part du total (%)	M€ courants	M€ courants	M€ courants/an (sur 40 ans)
Conseil Régional Occitanie		3,64%	53,9	37,7	0,94
Haute-Garonne	CD 31	1,08%	16,0	11,2	0,28
	Toulouse Métropole	0,74%	11,0	7,7	0,19
	SICOVAL	0,12%	1,8	1,3	0,03
	Muretain Agglo	0,10%	1,5	1,0	0,03
Haute-Pyrénées	CD 65	2,22%	32,9	23,0	0,58
	CA Tarbes Lourdes	1,13%	16,7	11,7	0,29
Tarn et Garonne	CD 82	0,19%	2,8	2,0	0,05
	Grand Montauban	0,11%	1,6	1,1	0,03
Gers	CD 32	0,10%	1,5	1,0	0,03
	Grand Auch	0,04%	0,7	0,5	0,01
Lot	CD 46	0,14%	2,1	1,5	0,04
	Grand Cahors	0,06%	0,9	0,7	0,02
Tarn	CD Tarn	0,18%	2,7	1,9	0,05
	Grand Alibigeois	0,07%	1,1	0,8	0,02
	CA Castres-Mazamet	0,06%	0,8	0,6	0,01
Total Occitanie		**10,01%**	**148,0**	**103,6**	**2,59**
Conseil Régional Nouvelle Aquitaine		56,75%	839,4	587,6	14,69
Gironde	Bordeaux Métropole (sur AFSB exclusivement)	0,00%	-	-	-
Landes	CD 40	7,88%	116,5	81,6	2,04
	Grand Dax	1,82%	26,9	18,9	0,47
	Ca Mdm	1,73%	25,6	18,0	0,45
Pyrénées-Atlantiques	CD 64	8,25%	122,0	85,4	2,13
	CA Pau	4,24%	62,6	43,9	1,10
	CA Pays basque	3,66%	54,1	37,9	0,95
Lot et Garonne	CD 47	4,17%	61,7	43,2	1,08
	CA Agen	1,49%	22,1	15,5	0,39
Total Nouvelle Aquitaine		**89,99%**	**1 331,1**	**931,8**	**23,30**
Total Deux Régions		**100,00%**	**1 479,1**	**1 035,4**	**25,9**

TOTAL GPSO Première et seconde étape		Répartition budgétaire entre collectivités - Plan de financement 2021			
		Quote-part	Quote-part budgétaire	Pour information : quote-part budgétaire hors fiscalité (estimée à 30%)	
Collectivités territoriales		Part du total (%)	M€ courants	M€ courants	M€ courants/an (sur 40 ans)
Conseil Régional Occitanie		22,76%	1 274,6	892,3	22,31
Haute-Garonne	CD 31	13,63%	763,3	534,3	13,36
	Toulouse Métropole	11,15%	624,4	437,0	10,93
	SICOVAL	0,76%	42,5	29,7	0,74
	Muretain Agglo	1,03%	57,5	40,3	1,01
Haute-Pyrénées	CD 65	0,65%	36,6	25,6	0,64
	CA Tarbes Lourdes	0,31%	17,4	12,2	0,30
Tarn et Garonne	CD 82	2,17%	121,3	84,9	2,12
	Grand Montauban	0,67%	37,7	26,4	0,66
Gers	CD 32	0,31%	17,6	12,3	0,31
	Grand Auch	0,04%	2,5	1,7	0,04
Lot	CD 46	0,52%	29,4	20,6	0,51
	Grand Cahors	0,09%	5,0	3,5	0,09
Tarn	CD Tarn	1,19%	66,4	46,5	1,16
	Grand Alibigeois	0,34%	18,8	13,1	0,33
	CA Castres-Mazamet	0,19%	10,5	7,3	0,18
Total Occitanie		**55,82%**	**3 125,5**	**2 187,8**	**54,70**
Conseil Régional Nouvelle Aquitaine		18,12%	1 014,7	710,3	17,76
Gironde	Bordeaux Métropole (sur AFSB exclusivement)	15,45%	865,2	605,6	15,14
Landes	CD 40	2,52%	140,9	98,6	2,47
	Grand Dax	0,58%	32,6	22,8	0,57
	Ca Mdm	0,55%	31,0	21,7	0,54
Pyrénées-Atlantiques	CD 64	2,63%	147,4	103,2	2,58
	CA Pau	1,35%	75,7	53,0	1,33
	CA Pays basque	1,17%	65,4	45,8	1,14
Lot et Garonne	CD 47	1,33%	74,6	52,2	1,31
	CA Agen	0,48%	26,7	18,7	0,47
Total Nouvelle Aquitaine		**44,18%**	**2 474,2**	**1 731,9**	**43,30**
Total Deux Régions		**100,00%**	**5 599,7**	**3 919,8**	**98,0**

Fait à Toulouse, le

L'État, représenté par le préfet de la région Occitanie,

Monsieur Pierre-André DURAND

La Région Occitanie, représentée par la Présidente du Conseil régional

Madame Carole DELGA

La Région Nouvelle-Aquitaine, représentée par le Président du Conseil régional

Monsieur Alain ROUSSET

Le Conseil départemental de la Haute-Garonne, représenté par son Président,

Monsieur Sébastien VINCINI

Le Conseil départemental du Gers, représenté par son Président,

Monsieur Philippe DUPOUY

Le Conseil départemental des Landes, représenté par son Président,

Monsieur Xavier FORTINON

Le Conseil départemental du Lot, représenté par son Président,

Monsieur Serge RIGAL

Le Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques, représenté par son Président,

Monsieur Jean-Jacques LASSERRE

Le Conseil départemental des Hautes-Pyrénées, représenté par son Président,

Monsieur Michel PELIEU

Le Conseil départemental du Tarn, représenté par son Président,

Monsieur Christophe RAMOND

Le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne, représenté par son Président,

Monsieur Michel WEILL

La Métropole de Bordeaux, représentée par son Président,

Monsieur Alain ANZIANI

La Métropole de Toulouse, représentée par son Président,

Monsieur Jean-Luc MOUDENC

La Communauté d'agglomération d'Agen, représentée par son Président,

Monsieur Jean DIONIS DU SEJOUR

La Communauté d'agglomération de Mont-de-Marsan, représentée par son Président,

Monsieur Charles DAYOT

La Communauté d'agglomération Pau-Pyrénées, représentée par son Président,

Monsieur François BAYROU

La Communauté d'agglomération du SICOVAL, représentée par son Président,

Monsieur Jacques OBERTI

La Communauté d'agglomération du Muretain, représentée par son Président,

Monsieur André MANDEMENT

La Communauté d'agglomération Grand Auch Cœur de Gascogne, représentée par son Président,

Monsieur Bernard PENSIVY

La Communauté d'agglomération du Grand Montauban, représentée par sa Présidente,

Madame Brigitte BARÈGES

La Communauté d'agglomération du Grand Cahors, représentée par son Président,

Monsieur Jean-Marc VAYSSOUZE-FAURE

La Communauté d'agglomération de Tarbes-Lourdes-Pyrénées, représentée par son Président,

Monsieur Gérard TREMÈGE

La Communauté d'agglomération du Grand Albigeois, représentée par sa Présidente,

Madame Stéphanie GUIRAUD-CHAUMEIL

La Communauté d'agglomération de Castres-Mazamet, représentée par son Président,

Monsieur Pascal BUGIS

La Communauté d'agglomération du Grand Dax, représentée par son Président,

Monsieur Julien DUBOIS

La Communauté de communes de Maremne-Adour-Côte-Sud, représentée par son Président,

Monsieur Pierre FROUSTEY

SNCF Réseau, SA représentée par son Président Directeur Général,

Monsieur Matthieu CHABANEL

Convention particulière de financement au titre de l'année 2023

Entre

Le Département du Tarn-et-Garonne

et

La Société du Grand Projet du Sud-Ouest

Entre :

Le Département du Tarn-et-Garonne,
Représenté par Monsieur Michel WEILL, Président du Conseil départemental de Tarn-et-Garonne, habilité à signer la présente convention par la délibération n°XXX ;

Et
La Société du Grand Projet du Sud-Ouest,
Représentée par Monsieur Guy KAUFFMANN, Directeur général de la Société du Grand Projet du Sud-Ouest, habilité à signer la présente convention par délibération en date du XXX du Conseil de Surveillance ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des transports ;

Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, notamment son article 4 ;

Vu l'ordonnance n°2022-307 du 2 mars 2022 relative à la Société du Grand Projet du Sud-Ouest notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 2022-636 du 22 avril 2022 relatif à la Société du Grand Projet du Sud-Ouest ;

Vu le plan de financement pour la réalisation du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO) en date du 18 février 2022, dans sa version applicable à date ;

Vu la délibération n°XXX de ;

Vu la délibération, en date du XXX, du conseil de surveillance de la Société du Grand Projet du Sud-Ouest ;

Étant préalablement exposé que :

1. ***Sur le projet à financer :***

Le Grand Projet du Sud-Ouest (GPSO) est un grand projet d'infrastructure prolongeant le réseau à grande vitesse français entre Bordeaux et Toulouse et vers l'Espagne. Il est constitué de deux phases visant :

- A moyen terme, l'amélioration de la capacité de la ligne existante en sortie Sud de Bordeaux et en sortie Nord de Toulouse et la desserte grande vitesse de Toulouse et Dax depuis Bordeaux ;
- A plus long terme, le prolongement de la ligne nouvelle entre Dax et l'Espagne (ligne mixte voyageurs et fret).

La première phase comprend la réalisation de deux lignes nouvelles de 327 km depuis Bordeaux vers Toulouse et vers Dax et d'aménagements capacitaires sur le réseau existant nécessaires au développement de la desserte TER et à l'accueil des TGV. Ces aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux (AFSB), s'étendent sur 12 km de la ligne existante Bordeaux-Sète, entre Bègles et l'origine de la ligne nouvelle à Saint-Médard-d'Eyrans et ceux au nord de Toulouse (AFNT) s'étendent sur 17 km de section courante entre Castelnau d'Estrétefonds et la gare de Toulouse Matabiau.

Ces réalisations visent principalement à apporter une desserte plus performante et s'inscrivent

dans les objectifs de développement durable pour les territoires du Sud-Ouest, avec un meilleur équilibre modal. Ainsi dans sa globalité, la première phase du GPSO contribuera à la réalisation de plusieurs objectifs, et en particulier :

- A accroître l'utilisation du transport ferroviaire dans les déplacements autour des métropoles de Bordeaux et Toulouse, en augmentant les capacités disponibles pour les transports du quotidien, et d'améliorer l'accessibilité ferroviaire d'Occitanie et de Nouvelle-Aquitaine ;
- A relier Toulouse à Paris en 3 heures environ et à Bordeaux en 1 heure environ (contre 2 heures actuellement, soit un gain d'une heure environ) et Dax à 50 minutes de Bordeaux, soit un gain de 20 minutes bénéficiant également à Bayonne (et au-delà l'Espagne), Pau, Lourdes et Tarbes ;
- A améliorer les liaisons entre l'axe atlantique et l'axe méditerranéen.

Le rapport annexé à la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 préconisait dans son chapitre III une réalisation phasée des grands projets commençant en priorité par les opérations concourant d'abord à l'amélioration des déplacements du quotidien, l'État privilégiant le scénario 2 du rapport du Conseil d'orientation des Infrastructures de février 2018. Il était précisé également que, sur le modèle de la Société du Grand Paris, l'État accompagnera la mise en œuvre de sociétés de financement permettant l'identification de ressources territoriales nouvelles et de financements innovants, afin d'accélérer le portage et la réalisation de grandes infrastructures.

Dans ce contexte, les discussions entre l'Etat et les collectivités ont été relancées en 2021, conduisant à la signature d'un plan de financement le 18 février 2022 par l'Etat, 24 collectivités territoriales d'Occitanie et de Nouvelle-Aquitaine et SNCF Réseau.

2. Sur les missions de la Société du Grand Projet du Sud-Ouest :

La Société du Grand Projet du Sud-Ouest (SGPSO) est un établissement public local créé par l'ordonnance n° 2022-307 du 2 mars 2022 relative à la Société du Grand Projet du Sud-Ouest dont la mission consiste à *« contribuer au financement de l'infrastructure ferroviaire dénommée « Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest ». Il gère la participation financière des collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales au financement de l'infrastructure précitée. »*.

La SGPSO est chargée de gérer la participation financière des collectivités pour ces aménagements. Elle peut bénéficier des ressources mentionnées à l'article 6 de l'ordonnance susmentionnée. Elle apporte son concours financier dans le respect des opérations et de leurs montants qui sont dûment inscrits dans son budget.

La SGPSO intervient ainsi sur le périmètre géographique Bordeaux-Toulouse-Dax, qui comprend un ensemble cohérent formé de lignes ferroviaires à grande vitesse, des aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux (AFSB) et au Nord de Toulouse (AFNT), dont la réalisation représente un coût total prévisionnel de 14,3 milliards d'Euros courants (40% État, 40% collectivités locales, et 20% Union Européenne).

3. Sur les caractéristiques de la participation financière des collectivités :

3.1 Établissement de la participation financière

Comme indiqué à l'article 3 du plan de financement du 18 février 2022[1], le montant de la participation financière des collectivités territoriales est réparti selon des clés de répartition (c'est-à-dire des pourcentages) arrêtées dans le plan de financement du 18 février 2022 et qui sont valables pour l'ensemble des opérations figurant à l'article 1 dudit plan de financement.

1 Dans sa version applicable à date.

- L‘engagement de chaque collectivité porte donc sur un pourcentage du financement du projet porté par les collectivités territoriales, comme indiqué dans la 1ère colonne du tableau consolidé de l’article 3 du plan de financement du 18 février 2022.

Sur cette base, la quote-part budgétaire totale pluriannuelle de chaque collectivité est égale, en valeur absolue, à la multiplication de l’engagement de chaque collectivité en pourcentage par le montant de l’estimation des coûts d’investissement indiqués à l’article 2 du plan de financement du 18 février 2022 en euros courants.

- Au regard de l’estimation des coûts d’investissement indiqués à l’article 2 du plan de financement du 18 février 2022, la quote-part budgétaire totale pluriannuelle de chaque collectivité est donc égale, en valeur absolue, à date, au montant inscrit dans la 2e colonne du tableau consolidé (première et seconde étape) de l’article 3 du plan de financement du 18 février 2022, en euros courants ;
- Comme indiqué à l’article 2 du plan de financement du 18 février 2022, ce montant n’intègre pas la valorisation future des frais financiers et les frais de gestion adossés à la mise en place de la SGPSO.

Il est rappelé, comme indiqué dans l’article 2 du plan de financement du 18 février 2022, que le montant de la participation financière des collectivités territoriales est susceptible d’évoluer en valeur absolue et en euros courants, dans la mesure, notamment, où les montants indiqués en euros courants sont calculés sur la base d’hypothèses de taux d’actualisation et de calendrier de réalisation demeurant à confirmer. Le montant de la participation financière des collectivités territoriales est également susceptible d’évoluer en valeur absolue et en euros courants pour intégrer les modifications de programme non prévues au stade actuel de définition et donnant lieu à une modification du coût total ou encore toute modification liée à des évolutions législatives et réglementaires, et encadrée par l’article 7 du plan de financement.

Il est rappelé également que, en application de l’article 6 du plan de financement du 18 février 2022, des ressources fiscales ont été votées, entraînant une déduction prévisionnelle de 30 % de la participation financière des collectivités. En effet, une taxe spéciale d’équipement (TSE) a été créée par l’article 103 de la loi de finances 2022 pour application en 2023, à hauteur de 24 millions d’euros de produit. Il s’agit d’une taxe additionnelle à la taxe d’habitation et aux taxes et cotisations foncières payées par les ménages et les entreprises. La loi de finances pour 2023 a complété le dispositif fiscal à compter de 2024, en accroissant le produit de la TSE de 5,5 millions d’euros et en créant une taxe spéciale complémentaire sur les contributeurs assujettis à la cotisation foncière des entreprises (CFE) pour 21,5 millions d’euros de produit (article 77), ainsi qu’une taxe de séjour additionnelle, pour 11 millions d’euros de recettes escomptées (article 76). Le produit fiscal attendu est donc de 24 millions d’euros en 2023, puis de 62 millions d’euros à compter de 2024, dont 51 millions d’euros seront directement indexés chaque année en fonction de la prévision de l'indice des prix à la consommation, hors tabac, retenue dans la loi de finances de l'année. Il ressort de ce dispositif législatif que le niveau de fiscalité voté est suffisant pour couvrir la déduction prévisionnelle de 30 % de la participation financière des collectivités.

- En conséquence, la quote-part budgétaire totale pluriannuelle hors fiscalité (c’est-à-dire fiscalité déduite) attendue de chaque collectivité est égale à 70 % (100 % - 30 %) du montant inscrit dans la 2e colonne du tableau consolidé de l’article 3 du plan de financement du 18 février 2022, en euros courants, c’est-à-dire au montant inscrit pour chaque collectivité dans la 3e colonne du tableau consolidé de l’article 3 du plan de financement du 18 février 2022.

3.2 Echéancier de versement de la participation financière

A l’occasion de l’adoption à l’unanimité du budget primitif 2022 lors du conseil de surveillance de

la SGPSO du 13 octobre 2022, le principe du quarantième a été retenu à partir de 2023 pour les appels de fonds auprès des collectivités territoriales. Le principe du quarantième consiste à prévoir un versement de la participation financière de chaque collectivité en quarante annuités sur la base des montants en euros courants du plan de financement du 18 février 2022 et en particulier des montants indiqués dans la 4e colonne du tableau consolidé de l'article 3 du plan de financement du 18 février 2022.

Le principe du quarantième s'appuie d'une part sur l'article 3 du plan de financement du 18 février 2022, dont les tableaux de répartition indiquent la quote-part budgétaire estimative annuelle hors fiscalité (c'est-à-dire fiscalité déduite) répartie sur 40 ans. Il est destiné à donner plus de visibilité et de lisibilité dans le vote des budgets des collectivités territoriales, et à donner plus de visibilité et de lisibilité à la SGPSO en particulier dans ses relations avec ses bailleurs de fonds.

Le principe du quarantième s'appuie d'autre part sur la réaffirmation d'un principe de solidarité entre les collectivités territoriales pour soutenir le projet dans sa totalité et donc dans les étapes 1 et 2 de la phase 1, aboutissant à la prise en compte dans leurs relations financières des deux étapes de la phase 1 de manière consolidée, ce qui correspond au tableau consolidé de l'article 3 du plan de financement du 18 février 2022.

Il convient de considérer également que les premières conventions de financement d'investissement adoptées par le conseil de surveillance du 13 octobre 2022, signées fin 2022 et en cours d'exécution concernent bien l'ensemble de la phase 1 du GPSO et sont mises en œuvre par le maître d'ouvrage à la fois sur la branche Bordeaux-Dax et sur la branche Bordeaux-Toulouse.

- Ainsi, la participation financière de chaque collectivité est répartie en quarante versements annuels, correspondant au montant inscrit pour chaque collectivité dans la 4e colonne du tableau consolidé de l'article 3 du plan de financement du 18 février 2022.

Ce principe du quarantième a été complété par la délibération d'adoption du budget primitif 2023 votée à l'unanimité lors du conseil de surveillance de la SGPSO du 13 décembre 2022. En effet, considérant que l'année 2023 est une année de transition concernant les études, les acquisitions foncières et les travaux, et à titre dérogatoire, il a été convenu d'appeler auprès des collectivités contributrices, au titre de l'année 2023, 50% du quarantième prévu au plan de financement du 18 février 2022.

4. Sur l'objet de la présente convention

L'objet de la présente convention de financement est le versement au titre de l'année 2023 de 50% du quarantième prévu au plan de financement du 18 février 2022.

Une convention pluriannuelle sera adoptée dans un deuxième temps pour encadrer le versement de la participation financière des collectivités au titre de l'année 2024 et des années suivantes.

Celle-ci intègrera notamment les engagements financiers consentis par anticipation par les collectivités concernées, et pouvant être inclus dans le périmètre de dépenses mentionné à l'article 2 du plan de financement du 18 février 2022 : « l'estimation des coûts d'investissement présentée prend en compte le périmètre de dépenses suivantes sur la première phase du GPSO : études (à partir de 2020) et direction des travaux, acquisitions foncières, réalisation du projet (génie civil, équipements ferroviaires), y compris provisions pour risques. ». Ces engagements financiers consentis par anticipation seront réintégrés en déduction des versements annuels de chaque collectivité concernée.

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention de financement, entre le Département du Tarn-et-Garonne et la Société du Grand Projet du Sud-Ouest (ci-après SGPSO), a pour objet de doter la SGPSO d'une participation financière en application de l'article 5 (III) de l'ordonnance du 2 mars 2022, qui prévoit que « *des conventions particulières de financement entre l'établissement public « Société du Grand Projet du Sud-Ouest », les collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales mentionnés au I de l'article 3, ainsi que d'autres collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales ou collectivités publiques mentionnés au II de l'article 3, précisent les taux et les conditions de la participation de chaque collectivité territoriale, groupement de collectivités territoriales et collectivité publique.* »

Dans ce cadre, l'objet de la présente convention de financement est le versement au titre de l'année 2023 de 50% du quarantième prévu au plan de financement du 18 février 2022.

Article 2 : Montant appelé auprès du Département du Tarn-et-Garonne au titre de la convention

L'engagement du Département du Tarn-et-Garonne porte sur un pourcentage de 2,17% du financement du projet porté par les collectivités territoriales, comme indiqué dans la 1ère colonne du tableau consolidé de l'article 3 du plan de financement du 18 février 2022.

Au regard de l'estimation des coûts d'investissement indiqués à l'article 2 du plan de financement du 18 février 2022, la quote-part budgétaire totale pluriannuelle du Département du Tarn-et-Garonne est donc égale, en valeur absolue, à date, au montant inscrit dans la 2e colonne du tableau consolidé de l'article 3 du plan de financement du 18 février 2022, soit 121 300 000 euros, en euros courants.

Au vu des ressources fiscales votées en Loi de Finances, la quote-part budgétaire totale pluriannuelle hors fiscalité (c'est-à-dire fiscalité déduite) attendue du Département du Tarn-et-Garonne est égale à 70 % de 121 300 000 euros (100 % de 121 300 000 euros - 30 % de 121 300 000 euros), c'est-à-dire au montant inscrit pour le Département du Tarn-et-Garonne dans la 3e colonne du tableau consolidé de l'article 3 du plan de financement du 18 février 2022, soit 84 900 000 euros (121 300 000 euros – 36 400 000 euros).

La participation financière du Département du Tarn-et-Garonne étant répartie en quarante versements annuels, son montant annuel, c'est-dire le quarantième, correspond au montant inscrit pour le Département du Tarn-et-Garonne dans la 4e colonne du tableau consolidé de l'article 3 du plan de financement du 18 février 2022, soit 2 120 000 euros.

Dans la mesure où il a été convenu d'appeler auprès des collectivités contributrices, au titre de l'année 2023, 50% du quarantième prévu au plan de financement du 18 février 2022, **l'appel de fonds auprès du Département du Tarn-et-Garonne au titre de l'année 2023, objet de la présente convention, est donc égal à 50 % de 2 120 000 euros, soit 1 060 000 euros.**

Article 3 : Modalités de versement

Le versement de la participation financière du Département du Tarn-et-Garonne au titre de l'année 2023 s'effectue sur présentation de deux (2) appels de fonds sur une base semestrielle par la SGPSO, qui seront émis en juillet et décembre 2023.

Le paiement est effectué par virement sur le compte bancaire de la SGPSO.

Article 4 : Modification et résiliation de la convention

Toute modification de la présente convention donne lieu à l'établissement d'un avenant. Les changements de références bancaires et/ou de domiciliations de factures visées ci-dessus font l'objet d'un échange de lettres entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et l'ensemble des autres signataires qui en accuseront réception.

La convention peut être résiliée de plein droit par toute partie, en cas de non-respect par l'une des parties des engagements pris au titre de la convention, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 5 : **Obligation d'information mutuelle**

Le Département du Tarn-et-Garonne et la SGPSO s'obligent à s'informer mutuellement dans les meilleurs délais de tout acte ou événement porté à leur connaissance et affectant le montant ou le calendrier du versement à effectuer au titre de la présente convention.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les parties. Elle expire au versement du solde des flux financiers dus au titre de la présente.

Article 7 : Litiges

À défaut d'accord amiable, tous les litiges liés à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal administratif de Toulouse.

Article 8 : **Mesures d'ordre**

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Le……..

Pour la Société du Grand Projet du Sud-Ouest	**Pour le Département du Tarn-et-Garonne,**
Le Directeur Général	**Le Président du Conseil départemental,**
Guy KAUFFMANN	**Michel WEILL**

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

PACTE D'ENGAGEMENT DES ACTEURS DES INFRASTRUCTURES DE MOBILITÉ

Les infrastructures de mobilité jouent un rôle majeur dans la vie économique et sociale de notre pays. Elles l'ont particulièrement montré, pendant la crise du Covid-19, à travers la continuité des services à la population, et le maintien des échanges et de l'activité économique, notamment dans l'organisation des chaînes logistiques. Maintenir un bon niveau de service pour les transports et les déplacements est donc un enjeu crucial. Cependant, si les infrastructures sont bonnes en elles-mêmes, encore faut-il que leur aménagement et leur gestion respectent les impératifs en matière de développement durable.

À partir de 2009, les acteurs des infrastructures de mobilité ont signé une convention d'engagement volontaire, déclinée dans 57 départements, autour d'un ensemble d'objectifs opérationnels en faveur du développement durable. Aujourd'hui, au regard des résultats positifs obtenus, les nouveaux enjeux auxquels notre société doit faire face appellent à un nouvel engagement collectif.

En effet, la prise en compte des transitions (climatiques, écologiques et numériques) que vit notre société réinterroge les pratiques et les conduites des politiques publiques d'aménagement ou de gestion des infrastructures.

Ces transitions conduisent les acteurs des infrastructures à s'engager ensemble, dans la concrétisation d'un nouvel engagement collectif, autour d'objectifs de travail communs et partagés, avec la volonté d'impliquer tous les territoires.

Ce pacte d'engagement, à l'horizon 2030, doit permettre de porter une vision commune de l'avenir des infrastructures de mobilité et d'apporter des réponses, concrètes et soutenables pour les gestionnaires, aux enjeux posés par les transitions que connaît notre société.

Il vient également confirmer la conviction que ces réponses ne pourront se construire qu'avec l'implication de l'ensemble des acteurs à collaborer, durablement ensemble, dans le cadre d'un travail collectif et partenarial.

À cet égard, le Département est appelé à jouer un rôle de premier plan dans sa mise en œuvre, d'une part en application du principe « agir local » mais également en tant que gestionnaire de réseau routier.

S'inscrivant dans la volonté de décliner territorialement ce pacte national et d'avoir une application opérationnelle des indicateurs, le Département de Tarn-et-Garonne, la fédération régionale des travaux publics d'Occitanie, le syndicat routes de France, l'association ingénierie de l'Occitanie Midi Pyrénées, l'union nationale des industries de carrières et matériaux de construction et le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement et l'aménagement souhaitent aujourd'hui répondre aux enjeux posés par ces transitions, en proposant des solutions concrètes, innovantes et conformes aux engagements inscrits dans le pacte d'engagement national.

Ces principes sont inscrits dans la présente proposition de déclinaison territoriale du pacte d'engagement spécifique au territoire du Département de Tarn-et-Garonne. Ainsi, les signataires du présent pacte qui vous sera proposé confirmeraient leur soutien aux principes énoncés dans le pacte d'engagement national des acteurs des infrastructures de mobilité.

Pour mémoire, les engagements du pacte national, signé le 20 janvier 2021 par le Ministre des transports, les représentants de l'Assemblée des Départements de France et la profession consistent à :

- développer une infrastructure bas carbone ;
- intégrer les infrastructures à leur environnement ;
- adapter les infrastructures au changement climatique ;
- digitaliser les infrastructures et les métiers ;
- concevoir des infrastructures adaptables aux diverses formes de mobilité ;
- rendre les infrastructures et les chantiers plus sûrs.

Il reste entendu que ces engagements sont collectifs et de la responsabilité de l'ensemble des signataires du pacte.

La réalisation de ces engagements passe par les quatre voies suivantes :

- adapter les formations pour répondre aux nouveaux besoins de compétence ;

- mettre en place une gestion patrimoniale des infrastructures ;
- libérer l'innovation dans les infrastructures ;
- consolider un mode de travail partenarial et collaboratif.

Au niveau de notre département, il nous est proposé de nous engager à :

- poursuivre la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2030 par l'augmentation des enrobés tièdes ou à moindre température dans les travaux routiers
- réduire de 40 % les émissions des usines d'enrobage et atteindre un taux de certification des outils industriels de 100 %
- réemployer 100 % des matériaux géologiques naturels excavés sur les chantiers à l'horizon 2030 et préserver les ressources non renouvelables, notamment par l'accroissement du recyclage des excédents et autres déchets de chantiers
- augmenter le taux de réutilisation des matériaux bitumineux issus de la déconstruction routière
- recourir au retraitement en place par des techniques aux liants bitumineux ou régénérant d'origine naturelle
- privilégier l'utilisation des solutions d'entretien à base d'émulsion de bitume
- inscrire les nouvelles infrastructures dans les transitions climatiques et écologiques
- utiliser la transition numérique au profit de la maintenance des infrastructures

À ce stade de la démarche, un projet de pacte d'engagement, explicitant en particulier ceux qui s'imposent à notre collectivité, est soumis à votre réflexion et au débat de principe.

Dans un deuxième temps, les autres signataires, nos partenaires dans ce processus, seront consultés sur la base de ce texte qu'il leur sera demandé d'enrichir et de développer suivant leurs propres axes d'engagement et les opportunités d'innovation qui s'ouvrent à eux.

La fin de la démarche de concertation verra l'élaboration du texte définitif du pacte pour une proposition d'adoption par notre Assemblée.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver le principe d'inscrire le Département dans le processus décisionnel d'adoption du pacte d'engagement des acteurs des infrastructures de mobilité, tel que ci-annexé, étant précisé que sa version définitive sera soumise à votre approbation ultérieurement.

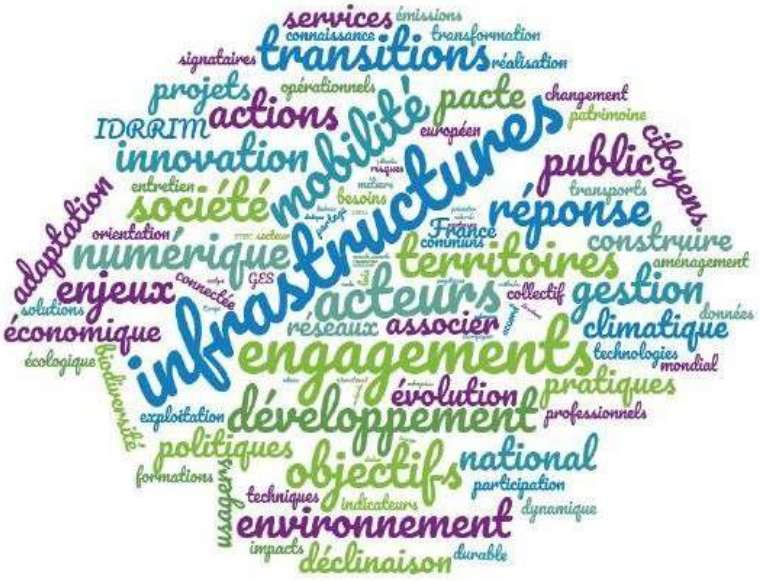
Le Président,

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE TARN-ET-GARONNE

PACTE D'ENGAGEMENT DES ACTEURS DES INFRASTRUCTURES DE MOBILITÉ

Déclinaison territoriale du Département de TARN-ET-GARONNE

23 juin 2023



IDRRIM

TARN-ET-GARONNE	LES TRAVAUX PUBLICS FÉDÉRATION OCCITANIE	ROUTES DE FRANCE Occitanie
UNICEM OCCITANIE	RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté Égalité Fraternité — Cerema	AIOc

Préambule

Les infrastructures de mobilité jouent un rôle majeur dans la vie économique et sociale de notre pays. Elles l'ont particulièrement montré, pendant la crise du Covid-19, dans la continuité des services à la population, et le maintien des échanges et de l'activité économique, notamment dans l'organisation des chaînes logistiques. Maintenir un bon niveau de service pour les transports et déplacements est donc un enjeu crucial. Cependant, si les infrastructures sont bonnes en elles-mêmes, encore faut-il que leur aménagement et leur gestion respectent les impératifs de développement durable. En 2009, les acteurs des infrastructures de mobilité ont signé une Convention d'Engagement Volontaire, déclinée dans 57 départements, autour d'un ensemble d'objectifs opérationnels en faveur du développement durable. Dix ans après, au regard des résultats positifs obtenus, les nouveaux enjeux auxquels notre société doit faire face appellent à un nouvel engagement collectif.

En effet, la prise en compte des transitions (climatiques, écologiques, numériques) que vit notre société réinterroge les pratiques et les conduites des politiques publiques d'aménagement ou de gestion des infrastructures, sur le besoin d'une plus grande et d'une meilleure participation de la société civile.

Ces transitions conduisent les acteurs des infrastructures à s'engager ensemble dans la concrétisation d'un nouvel engagement collectif, autour d'objectifs de travail communs et partagés, avec la volonté d'impliquer tous les territoires.

Ce pacte d'engagement, à l'horizon 2030, doit permettre de porter une vision commune de l'avenir des infrastructures de mobilité et d'apporter des réponses, concrètes et soutenables pour les gestionnaires, aux enjeux posés par les transitions que connaît notre société.

Il vient également confirmer la conviction que ces réponses ne pourront se construire qu'avec l'implication de l'ensemble des acteurs à collaborer durablement ensemble, dans le cadre d'un travail collectif et partenarial.

A cet égard, les collectivités locales sont appelées à jouer un rôle de premier plan dans sa mise en œuvre, d'une part en application du principe « agir local » mais également en tant que principaux gestionnaires de réseau.

S'inscrivant dans la volonté de décliner territorialement ce pacte national et d'avoir une application opérationnelle des indicateurs, le Département de Tarn-et-Garonne, la Fédération Régionale des Travaux Publics d'Occitanie, le syndicat Routes de France, et l'Association Ingénierie de l'Occitanie Midi Pyrénées, l'Union Nationale des Industries de Carrières et Matériaux de Construction et le Centre d'Etudes et d'Expertise sur les risques, l'environnement et l'aménagement décident aujourd'hui de répondre aux enjeux posés par ces transitions en proposant des solutions concrètes, innovantes et conformes aux engagements inscrits dans le pacte d'engagement national.

Ces principes sont inscrits dans la présente déclinaison territoriale du pacte d'engagement spécifique au territoire du **Département de TARN-ET-GARONNE**. Ainsi, les signataires de la présence convention confirment leur soutien aux principes énoncés dans le pacte d'engagement national des acteurs des infrastructures de mobilité.

Article I. – Engagements globaux

A. Rappels des objectifs du pacte d'engagement national

Dans le champ de compétence du Département et en tenant compte des enjeux particuliers de TARN-ET-GARONNE, les signataires s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour appliquer, à leur échelle, les engagements fixés dans le pacte national des acteurs des infrastructures de mobilité élaboré sous l'égide de l'IDRRIM et signé le 20 janvier 2021 lors du lancement du processus de ratification de cette démarche, par le Ministre des Transports et les représentants de l'Assemblée des Départements de France (ADF), du Cerema, de la Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP), de Routes de France et de Syntec-Ingénierie.

C'est dans cet esprit que le présent pacte est établi. Les engagements indiqués dans le pacte national sont, notamment :

- Développer une infrastructure bas carbone ;
- Intégrer les infrastructures à leur environnement ;
- Adapter les infrastructures au changement climatique ;
- Digitaliser les infrastructures et les métiers ;
- Concevoir des infrastructures adaptables aux diverses formes de mobilité ;
- Rendre les infrastructures et les chantiers plus sûrs.

La réalisation de ces engagements passe par les quatre voies suivantes :

- Adapter les formations pour répondre aux nouveaux besoins de compétence ;
- Mettre en place une gestion patrimoniale des infrastructures ;
- Libérer l'innovation dans les infrastructures ;
- Consolider un mode de travail partenarial et collaboratif.

B. Les enjeux du territoire

Les principaux enjeux en **TARN-ET-GARONNE** sont rappelés ci-dessous :

- ✓ **Poursuivre la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2030 par l'augmentation des enrobés tièdes ou à moindre température**
  - → *Produire 70 % des enrobés à une température inférieure à 150 °C*
  - → *Favoriser l'usage des enrobés à l'émulsion (BBE) et des graves émulsions (GE) pour atteindre 10 % du volume total des enrobés.*
- ✓ **Réduire de 40 % les émissions des usines d'enrobage et atteindre un taux de certification des outils industriels de 100 %**
  - → *Conversion des usines d'enrobés à des combustibles moins émissifs (passage du fuel au gaz naturel par exemple*
  - → *Amélioration des rendements énergétiques*
  - → *Augmentation des équipements de protection des stockages d'agrégats*

- ✓ **Réemployer 100 % des matériaux géologiques naturels excavés sur les chantiers à l'horizon 2030 et préserver les ressources non renouvelables, notamment par l'accroissement du recyclage des excédents et autres déchets de chantiers**

  → *Créer de nouvelles plateformes de recyclage*

- ✓ **Augmenter le taux de réutilisation des matériaux bitumineux issus de la déconstruction routière**

  → *Recyclage en place des Agrégats d'Enrobés (AE) supérieur ou égal à 30 % en 2025*

- ✓ **Recourir au retraitement en place par des techniques aux liants bitumineux ou régénérant d'origine naturelle**

- ✓ **Privilégier l'utilisation des solutions d'entretien à base d'émulsion de bitume**

- ✓ **Inscrire les nouvelles infrastructures dans les transitions climatiques et écologiques**

- ✓ **Utiliser la transition numérique au profit de la maintenance des infrastructures**

  → *Mettre en œuvre outils numériques liés au relevé du patrimoine routier et à la gestion de ses équipements*

C. Synthèse des engagements

Pour adapter les politiques d'aménagement et de gestion des infrastructures aux enjeux de préservation de l'environnement et de la biodiversité le Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne, la Fédération Régionale des Travaux Publics d'Occitanie et le syndicat Routes de France Occitanie avaient déjà été les premiers à se mobiliser en faveur de l'environnement par la signature, dès 2014, d'une convention d'engagement volontaire.

Grâce à la mobilisation de tous, de nombreuses avancées ont pu voir le jour ; c'est ainsi que pour répondre aux exigences du département en matière de produits recyclés, de recours aux enrobés à température abaissée et d'économie de matériaux, les entreprises ont adapté leurs outils de production et leur savoir-faire.

De nombreuses solutions innovantes ont par ailleurs également été mises en oeuvre.

Au travers de ce pacte, les signataires s'engagent à être force de propositions dans les missions et les projets qu'ils réalisent pour en réduire l'empreinte carbone, adopter durablement des pratiques internes sobres en carbone et diminuer leurs propres émissions de gaz à effet de serre.

Ainsi, les signataires s'engagent notamment à promouvoir et développer ***un label « granulats de recyclage en Occitanie » dit GECO***, qui permettra d'accompagner les producteurs de granulats recyclés pour une montée en compétence et un contrôle du processus et des produits et de fournir aux utilisateurs une garantie de qualité des granulats de recyclage issus des producteurs identifiés et labellisés répondant aux exigences de conformité environnement.

Forts de cette mobilisation, les signataires s'engagent donc à :

- **Pour l'UNICEM Occitanie Délégation Midi-Pyrénées :**

Produits bruts issus de ressources naturelles ou transformés par des processus industriels de haute technologie, les matériaux minéraux de la construction sont à l'origine de produits et de solutions indispensables au quotidien.

Pour « construire mieux en consommant moins », la véritable prise en compte des enjeux du développement durable du secteur de la construction ne peut s'analyser que sous l'angle du cycle de vie global des matériaux utilisés. Construire avec des matériaux minéraux c'est non seulement s'assurer d'une construction respectueuse des trois piliers du développement durable : économique, environnemental, social, mais aussi d'une gestion maîtrisée de la ressource.

L'UNICEM Occitanie Délégation Midi-Pyrénées agira en direction de ses adhérents, via ses différents syndicats de branche, pour accompagner les entreprises de la filière dans la maîtrise des impacts liés aux activités de production, pour les encourager dans un développement socio-économique responsable, en favorisant la logique de circuit court au service d'infrastructures économes en énergie et en développant des solutions faisant la part belle au recyclage, à la valorisation des matériaux et coproduits issus des processus d'extraction.

- **Pour la FRTP Occitanie :**

Les infrastructures jouent un rôle majeur dans la protection des citoyens et des territoires face aux risques naturels. Les entreprises de Travaux Publics se placent en première ligne dans l'adaptation face au changement climatique.

Agir pour un développement écologique et inclusif, infrastructures et transformation écologique sont indissociables ; la transformation écologique appelle de nombreux travaux et aménagements afin de :

- Développer les mobilités bas carbone
- Préserver les ressources en eau
- Développer les énergies renouvelables

Qu'il s'agisse de la mobilité, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, des équipements de prévention ou de protection des territoires face aux risques naturels, les métiers des Travaux Publics contribuent à accélérer les mutations. La FRTP Occitanie agit :

- En direction des collectivités, principaux maîtres d'ouvrages de travaux publics, pour promouvoir les innovations et solutions techniques contribuant à la réduction de l'empreinte carbone des chantiers.

- En direction des pouvoirs publics pour qu'ils soutiennent l'investissement dans les transformations écologiques et numériques des infrastructures et des réseaux.

- Auprès des entreprises adhérentes, pour accompagner la mise en oeuvre concrète de la transition écologique et énergétique et diffuser les évolutions et innovations de l'organisation des chantiers, des équipements et engins, des produits et matériaux.

- **Pour « Routes de France » :**

Le maillage routier français est l'un des plus denses en Europe (plus d'un million de kilomètres) et permet, par sa grande capillarité, de relier les territoires entre eux et de favoriser l'accès aux services dans de bonnes conditions. C'est aussi un patrimoine considérable. S'il fonctionne correctement, il est censé offrir l'infrastructure nécessaire pour satisfaire les besoins de ses nombreux usagers.

Aujourd'hui, en France, 90% des transports de marchandises ou de personnes s'effectuent par la route.

Les rues, elles, ont dessiné les villes. Elles sont également devenues les supports de pratiquement toutes les mobilités et mutent progressivement en lieux de de partage, de services et même de vie dans un certain nombre d'espaces urbains.

Routes et Rues que l'on présente le plus souvent comme le principal vecteur des échanges des hommes et des biens constituent, en réalité, et depuis longtemps, le socle du premier « Réseau Social ».

En Occitanie, et particulièrement dans le département de la Haute-Garonne, Routes de France est à l'origine de nombreuses démarches pour promouvoir une approche écologique et responsable de la route.

Il existe un réseau « routes et innovations », rassemblant entreprises et maitres d'ouvrages, pour favoriser l'émergence de nouvelles techniques plus performantes en termes de développement durable.

- **Pour l'Association Ingénierie de l'Occitanie Midi Pyrénées :**

L'ingénierie, dont l'ADN est d'imaginer et de concevoir le monde dans lequel nous vivons, est en première ligne pour mener à bien les grandes transitions.

Porte-voix de ses adhérents, l'Association Ingénierie de l'Occitanie Midi-Pyrénées a mis en lumière et enrichi les contributions fondamentales des entreprises d'ingénierie aux innovations qui font avancer l'histoire.

Le maintien d'un haut niveau d'ambitions environnementales et climatiques est une condition indispensable à la réussite du plan de relance de l'après-Covid-19. L'Association Ingénierie de l'Occitanie Midi-Pyrénées s'y est engagée très tôt en s'investissant dans la charte de l'ingénierie pour le climat qui vise à réduire l'empreinte carbone des projets.

L'ingénierie peut apporter des solutions depuis l'amont (choix des variantes d'aménagement, en intégrant dans la conception la dimension "bilan GES", pendant la phase études pour identifier les meilleures solutions, en phase de sélection des constructeurs, à travers la définition des critères de jugement et des méthodes d'évaluation) jusqu'à l'aval (pour le contrôle du bilan GES Réel).

Parce qu'elle intervient dès la phase de conception des projets, l'ingénierie a un impact potentiel déterminant sur l'empreinte carbone finale des infrastructures d'eau, de transport, d'énergie, de traitement des déchets, des bâtiments, des technologies, des équipements et des procédés industriels.

De par son expertise technique, sa capacité à imaginer des réponses nouvelles à des problématiques complexes, son rôle d'analyse et de conseil auprès des décideurs publics et privés, l'ingénierie a une responsabilité et un rôle clé à jouer dans le choix et la mise en oeuvre de solutions répondant à l'enjeu climatique.

Dans le cadre des projets qui leur sont confiés, les sociétés d'ingénierie s'engagent à :

- privilégier la réduction des émissions à la source, notamment à concevoir et proposer des solutions bas carbone,
- identifier des mesures permettant de réduire l'empreinte carbone et de tendre autant que possible vers la neutralité,
- développer l'écoconception en phase amont et le recyclage/réemploi de matériaux en phase de réalisation,
- prévoir des mécanismes de compensation le cas échéant,
- éclairer les choix des décideurs en faveur de solutions sobres en carbone, grâce à des analyses et des outils multicritères (technique, économique, environnemental et social) d'aide à la décision,
- proposer des solutions innovantes pour apporter de meilleures performances environnementales.
- apporter les méthodes et outils permettant d'inscrire les infrastructures dans une démarche de transition digitale.

- **Pour le Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne :**

Engagé de longue date dans des actions concrètes de développement durable, le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne conduit une démarche ambitieuse en matière de route durable.

Parmi les premiers départements signataires, courant 2014, de la convention d'engagement volontaire pour des infrastructures durables, il en a soutenu les objectifs dans le cadre de sa politique routière et notamment à l'occasion des projets routiers dont il assure la maîtrise d'ouvrage.

Le Département de Tarn-et-Garonne a également souhaité développer des dispositifs de mobilités innovants, participant à la cohésion entre territoires et entre citoyen(e)s, mais aussi à l'autonomie de chacun.

Il est également porteur, dans le même objectif, d'un projet très ambitieux visant à assurer le très haut débit à tous les Tarn-et-Garonnais(es), à partir d'un réseau accessible à toutes et tous, entièrement déployé fin 2023 et encourageant le télétravail.

Avec la réalisation d'un schéma directeur des aires de covoiturage et une politique d'aide aux communes et communautés maîtres d'ouvrage, le Département de Tarn-et-Garonne participe à la diminution de « l'auto-soliste » et encourage de nouvelles formes de mobilités douces ou partagées de proximité.

Acteur historique et incontournable du vélo, le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne déploie une véritable stratégie vélo, centrée sur la réalisation d'infrastructures lourdes :

- Vélo voies vertes du canal latéral à la Garonne, du canal de Montech, du Tarn et, bientôt, de l'Aveyron et l'équipement de véloroutes :
  - vallée et gorges de l'Aveyron,
  - « la Vagabonde ».

Le Département de Tarn-et-Garonne se positionne également comme un acteur stimulant de l'innovation, en incitant la profession routière à développer des techniques nouvelles au bénéfice de l'environnement et du cadre de vie et en proposant des terrains d'expérimentation concrète.

Pour atteindre les objectifs mentionnés à l'article I et déclinés à l'article II, les signataires s'engagent à mettre en place un dispositif pérenne de suivi du présent pacte, par l'intermédiaire d'un comité de suivi. Ils s'engagent également à participer, à leur mesure, aux démarches d'animation locales du pacte national qui pourraient être conduites sur leur territoire d'intervention, à travers des instances existantes (Routes de France ou COTITA) ou spécifiques.

Article II. Déclinaison des engagements

A. Développer une infrastructure bas carbone

La croissance démographique de Tarn-et-Garonne nécessite la poursuite de la modernisation de son réseau d'infrastructures routières et cyclables, supports nécessaires à tous les secteurs d'activité.

La disponibilité et la qualité des infrastructures sont des conditions nécessaires pour accéder aux services publics, favoriser la cohésion sociale et garantir l'égalité territoriale. Depuis leur conception et leur construction jusqu'à leur entretien, elles génèrent des emplois et participent au développement des territoires.

Une fois en service, les infrastructures apportent aussi des bénéfices importants en facilitant la mobilité et les échanges, en améliorant l'accès à l'emploi et aux services de première nécessité.

Cet engagement, qui vise à réduire l'empreinte environnementale des infrastructures existantes et nouvelles, porte sur leur construction, leur entretien et leur exploitation.

Il faut noter que le Département de Tarn-et-Garonne est déjà fortement impliqué, depuis de très nombreuses années déjà, dans la recherche et la mise en oeuvre de solutions techniques performantes permettant de réduire au maximum l'empreinte environnementale de son réseau routier.

Dans ce cadre, concernant l'emploi de matériaux recyclés et/ou à moindre température, les acteurs du territoire s'engagent à poursuivre leurs efforts pour, d'une part, réduire l'empreinte environnementale des infrastructures existantes (emploi de matériaux faiblement émissifs, mise en place d'une dynamique d'économie circulaire des ressources naturelles) et, d'autre part, atteindre un objectif de recyclage de l'ensemble des produits de déconstruction générés annuellement, à l'échelle départementale.

Ainsi, les signataires s'engagent à poursuivre et amplifier, autant qu'il est possible, techniquement et économiquement les axes suivants (Cf. Annexes) :

1 - Préserver les ressources non renouvelables :

Cible 1.1 : Réemploi ou valorisation par recyclage des matériaux constitutifs de la chaussée :

a. soit en place à froid :
b. soit en centrale à chaud, tiède ou froid

Action 1.1.1 : Recyclage in situ des matériaux :

Retraitement (recyclage ou régénération) en place à froid des chaussées au liant hydrocarboné

Action 1.1.2 : Recyclage des agrégats d'enrobés en centrales à chaud, tiède ou à froid

	OBJECTIFS	
	Bitume modifié	**Bitume pur**
BBTM ou BBUM	inférieur ou égal à 10 %	Inférieur ou égal à 20 %
BBSG ou BBM	20 à 30 %	30 à 40 %
Micro-GB ou GB		supérieur ou égal à 40 %
GE		supérieur ou égal à 40 %

Cible 1.2 : Gestion des déchets des TP et des matériaux issus de la déconstruction routière Action 1.2.1 : Gestion des excédents de chantiers et déchets des TP

Identifier les matériaux potentiels sur le chantier et intégrer la prise en charge de recyclages / valorisation en vue du réemploi des matériaux
Autoriser au maximum les variantes dans ses dossiers de consultation des entreprises
Prendre en compte les « valeurs environnementales » des propositions des entreprises dans les analyses des offres en sur-pondérant le critère de jugement lié à la préservation de l'environnement

Action 1.2.2 : Optimisation et Valorisation des matériaux locaux naturels ou artificiels et recours à des matériaux de substitution

L'utilisation des Graves de Mâchefers d'Incinération de Déchets Non

Dangereux (MIDND – Ex MIOM) et des GRAVES DE RECYCLAGES dans les conditions suivantes :

- MIDND : l'objectif est de pouvoir recourir aux matériaux de substitution en application du Guide Régional Chaussées en Midi Pyrénées et du Guide de valorisation des matériaux locaux.
- Graves de recyclage en chaussées : L'objectif est de réutiliser en couches de chaussées ou de remblaiement de tranchées les graves de recyclages issues des opérations de déconstruction et de recyclage des ouvrages en béton.

Cible 1.3 : Réemployer ou valoriser au maximum les matériaux géologiques naturels excavés sur les chantiers

Les solutions de réemploi des matériaux ou de valorisation, notamment par recyclage ou traitement (Chaux et/ou ciment), des sols en place ou empruntés localement ou des déchets issus du terrassement ou de la déconstruction, seront privilégiées et intégrées aux études projet.
Autoriser au maximum les variantes dans ses dossiers de consultation des entreprises – Recourir aux études géotechniques préalables.
Prendre en compte les « valeurs environnementales » des propositions des entreprises dans les analyses des offres

Cible 1.4 : Récupérer les matériaux issus d'ouvrages et les ré-employer

Dans le cas particulier des préparations de travaux de remise en état et/ou de consolidation d'ouvrages d'art maçonnés, récupérer, trier, stocker et réemployer les matériaux pour nos travaux en régie.

2 - Réduire les émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie :

Cible 2.1 : Réduction de la consommation d'énergie pour la fabrication des matériaux et des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES)

Action 2.1.1 : Recours, le plus fréquent possible, **aux familles des enrobés semi-tièdes et tièdes**

Action 2.1.2 : Recours, le plus fréquent possible, **aux produits bitumineux à base d'émulsions de bitume** tels que les enduits superficiels d'usure (E.S.U.), les bétons bitumineux à l'émulsion (B.B.E.), les graves émulsions (G.E.) ainsi que tous autres produits innovants répondant à ces caractéristiques.

Action 2.1.3 : Réaliser des investissements dans les matériels de production (engins de chantier, centrales de fabrication, flotte de véhicules…) **les plus économes en énergie et en émissions de GES (gaz à effet de serre),** ces investissements n'étant possibles que dans un contexte d'activité soutenue et programmée pour les entreprises, celles-ci ayant besoin de perspectives économiques sur le moyen et long terme.

Action 2.1.4 : Privilégier l'utilisation des matériaux « bio-sourcés », de provenance locale et contrôlée, tant pour la construction des chaussées que pour celle des ouvrages de génie civil (résines végétales...).

Action 2.1.5 : Utiliser l'éco comparateur SEVE, notamment dans l'attribution des marchés de travaux, le suivi et le bilan des chantiers...

Action 2.1.6 : Former les personnels à l'éco-conduite ou conduite rationnelle, avec la mise en place d'un suivi par des indicateurs au niveau des adhérents des organisations professionnelles et du Département.

Action 2.1.7 : Favoriser le développement des solutions de covoiturage (construction ou aide la construction des infrastructures, organisation des déplacements…)

Cible 2.2 : Promouvoir le fauchage raisonné des dépendances de voirie, en limitant le nombre et l'ampleur des passes, sans dégrader les conditions de sécurité routière.

Cible 2.3 : Réduire les consommations et dépenses énergétiques en procédant au remplacement des sources d'éclairage public ancienne génération par du matériel moderne et sobre, sans dégrader les niveaux d'éclairement et leur adaptation aux exigences de sécurité.

B. Intégrer les infrastructures à leur environnement

Cet engagement vise à généraliser les actions de protection de la biodiversité et de mise en valeur des paysages et des territoires naturels, ruraux, périurbains et urbains, ainsi qu'à réduire les nuisances générées par les infrastructures, notamment lors de la réalisation des chantiers de maintenance ou d'entretien.

Depuis de très nombreuses années déjà, le Département de Tarn-et-Garonne a intégré dans ses politiques routières les principes du développement durable, dont l'un des trois piliers est la dimension environnementale.

En partenariat avec les entreprises et les organisations professionnelles, il cherche en permanence, dans la conception de ses projets comme dans la préparation et la mise en œuvre de ses chantiers, à adapter ses pratiques en fonction des évolutions techniques, scientifiques et réglementaires afin d'offrir une haute qualité environnementale à ses opérations.

Ainsi, les signataires s'engagent à poursuivre et amplifier, autant qu'il est possible, techniquement et économiquement les axes suivants :

1 – Prise en compte des connaissances des milieux à forte valeur écologique et / ou paysagère présents sur leurs zones d'intervention, dès le stade de la conception des projets et de la préparation des chantiers **:**

Cible 1.1 : Appliquer de façon optimale la démarche « Eviter, réduire, compenser »

Action 1.1.1 : Mobiliser l'ensemble des capacités d'expertise et d'analyse des impacts des projets et des chantiers sur l'environnement et les paysages afin d'élaborer des stratégies ou des méthodologies d'intervention concertées permettant de respecter de façon optimale la biodiversité et en particulier les cycles biologiques.

Action 1.1.2 : Favoriser le dialogue avec les acteurs de terrain (élus, population, exploitants agricoles, associations agréées...) et les services de l'Etat afin de trouver de façon concertée les meilleures solutions répondant aux enjeux environnementaux et/ou paysagers du secteur d'intervention.

Action 1.1.3 : Rechercher des solutions techniques les plus adaptées à la préservation et à la valorisation de l'environnement et / ou des paysages, même si elles représentent une plus-value financière pour les acteurs, dès lors que cette dernière reste mesurée et justifiée.

Action 1.1.4 : Privilégier l'utilisation de matériels de production vertueux en matière de nuisances atmosphériques, phoniques, de consommation et de pollution des ressources en eau.

Cible 1.2 : Mettre en œuvre le suivi de toutes les mesures compensatoires permettant de compenser les impacts résiduels des projets et des chantiers.

Cible 1.3 : Favoriser une politique de meilleur respect de la Biodiversité et des Milieux Naturels dans le cadre de la gestion des dépendances routières du réseau routier

Action 1.3.1 : Poursuivre le respect de l'interdiction de l'emploi de produits phytosanitaires pour l'entretien des dépendances routières et rechercher ou développer des techniques alternatives

Action 1.3.2 : Poursuivre une politique raisonnée d'entretien des dépendances vertes du réseau routier et la préservation des espèces protégées en application du Dossier d'Organisation du Fauchage / Débroussaillage en sa version approuvée par l'Assemblée.

2- Prise en compte des contraintes de préservation de la faune protégée dans l'organisation des chantiers de rénovation du patrimoine routier et ouvrages :

Cible 2.1 : Appliquer la réglementation en la matière

Action 2.1.1 : Création des conditions favorables à la nidification (Chiroptères), aux déplacements (loutres, rongeurs,…), pêches de sauvegarde, rapaces, etc.

C. Adapter les infrastructures au changement climatique

Cet engagement vise à mobiliser tous les acteurs dans la recherche et la mise en oeuvre de solutions et de nouvelles pratiques destinées à faire face au changement climatique, que ce soit en matière de gestion de l'eau et des risques naturels, de sécheresse, d'inondation, de mouvements de sols, d'îlots de chaleur etc. …

Si les risques pour l'essentiel sont bien connus, les scénarios prospectifs montrent une aggravation de l'intensité de ces phénomènes et donc une vulnérabilité accrue des infrastructures. C'est pourquoi la réflexion engagée sur la résilience des infrastructures existantes et de leurs dépendances ainsi que sur la conception des infrastructures nouvelles doit être poursuivie pour bâtir une réponse opérationnelle à ces enjeux majeurs.

Le Département poursuivra l'entretien et la modernisation de son réseau routier, en y intégrant l'essor des mobilités douces tout en veillant à éviter les aménagements qui viendraient limiter ces nouveaux modes de déplacements.

Enfin, les outils SIG seront mobilisés pour d'une part améliorer la connaissance du patrimoine en matière de localisation et d'état de conservation (chaussées, ponts, murs de soutènement, ouvrages de protection de falaises, …) et d'autre part pour cartographier les zones de vulnérabilité du réseau routier puis analyser les risques inhérents.

Les outils de veille météo seront également maintenus et développés, dans une logique d'anticipation des périodes de crises et de réactivité face aux menaces de ce type.

1 – Prise en compte de l'augmentation des températures estivales :

Cible 1.1 : Privilégier l'utilisation de matériaux clairs à fort albédo pour privilégier le confort des cyclistes et piétons ou résorber les ilots de chaleurs.

Cible 1.2 : Maintenir le patrimoine arboré routier avec la plantation et/ou la replantation d'arbres le long des routes, des voies vertes ainsi que sur les délaissés routiers.

Cible 1.3 : Améliorer la durabilité des revêtements en adaptant les caractéristiques des bitumes (augmentation de la température bille-anneau)

2 – Prise en compte de l'augmentation des températures hivernales :

Cible 2.1 : Maintenir la viabilité hivernale du réseau routier pour les usagers et les acteurs économiques du territoire dans ces situations dégradées : le Département développera les stratégies suivantes sur ses routes départementales :

- Maintien du patrouillage attentif des chaussées des secteurs sensibles, pour optimiser le déclenchement des opérations de salage
- salage raisonné
- conduite adaptée
- signalisation
- Maintien de l'installation de Cryo-pédomètres pour suivre l'évolution du gel-dégel dans les chaussées les plus sensibles, de façon à optimiser la gêne liée à la mise en place de barrières de dégel.

Cible 2.2 : Adaptation de la gestion des falaises

- mise en œuvre de purges préventives.

3 – Sécuriser et préserver les ressources en eau :

Cible 3.1 : gérer au mieux les ressources en eau lors des chantiers (en particulier lors des périodes de réfaction des ressources), par exemple en : -

- réalisant des bassins temporaires de stockage des eaux pluviales en amont des chantiers afin de pouvoir mobiliser ensuite les ressources retenues lors de l'exécution des travaux, par exemple pour l'humidification des matériaux réutilisés
- réexaminant les conditions de production et de compactage des matériaux : type de matériels et intensité de compactage.

Cible 3.2 : Réduire, au strict minimum des besoins de l'infrastructure, l'imperméabilisation des surfaces et privilégier au maximum les solutions techniques limitant les îlots de chaleur et la destruction des surfaces d'absorption du carbone

D. Développer les infrastructures comme support d'une énergie propre

Cet engagement vise à participer au développement d'une mobilité décarbonée et au maillage du territoire en points de production et de distribution d'énergie, en particulier électrique, permettant l'alimentation de véhicules propres.

A cet effet, les signataires s'engagent à :

- Contribuer à déployer sur le territoire, en association avec des opérateurs privés et publics, des bornes de recharge électrique ou d'hydrogène pour les véhicules électriques, hybrides ou roulant à l'hydrogène, notamment par l'équipement de certains sites appartenant au Département et aux entreprises (pour leur usage propre), ainsi qu'à d'autres collectivités locales (aires de covoiturage par exemple...).

E. Développer des infrastructures génératrices de données

Cet engagement doit permettre d'améliorer la connaissance de l'usage des infrastructures et de l'évolution de leur état, en instrumentant et digitalisant ces derniers, en capitalisant et partageant les données routières.

A cet effet, les signataires s'engagent à :

1 – Améliorer la connaissance des usages ... et des usagers :

Cible 1.1 : Continuer à moderniser (voir développer) le parc départemental des

stations permanentes de comptages routiers et des équipements mobiles de comptages temporaires afin de disposer d'un maillage parfaitement adapté aux circulations sur les différentes catégories de routes desservant les territoires, de fiabiliser les données (limitation des pannes et dysfonctionnements) et leurs remontées (en privilégiant notamment les transmissions par voie GSM).

Cible 1.2 : Investir dans les équipements de comptages routiers les plus performants en matière de précision des données et les mieux adaptés aux types de mesures à effectuer (discrimination PL/VL, cycles/piétons pour les déplacements en modes doux, mesures de vitesse, etc.).

2 – Améliorer la connaissance du patrimoine routier départemental :

Cible 2.1 : Continuer de surveiller de façon très précise le patrimoine des ouvrages d'art départementaux (évolution des usages, des fonctionnalités, de leur état) et de capitaliser les données correspondantes dans la base de données et de gestion OASIS.

Cible 2.2 : Mener des modélisations de la résistance résiduelle des ouvrages d'art.

Cible 2.3 : Continuer à capitaliser la connaissance de l'usage et de l'état des infrastructures dans des bases de données routières (BDR des SIG)

Cible 2.4 : Rendre accessibles, compatibles et mutualisables les bases de données entre les gestionnaires de voirie, (Département, SDE, Tarn-et-Garonne numérique, communautés de communes, communes), afin de permettre un partage de certaines données et de leur analyse (amiante, HAP, etc…).

Cible 2.5 : Développer avec les entreprises la collecte et l'analyse des données issues des travaux réalisés (documents de récolement, dossiers des ouvrages exécutés ...) afin de les intégrer dans les bases de données des gestionnaires de voirie.

3 – Construire des indicateurs de qualité des chaussées :

- **Cible 3.1 : Définir et construire des indicateurs de qualité des chaussées** afin d'en assurer un suivi régulier et de faciliter ou prioriser la programmation des travaux d'entretien et de maintenance

- **Cible 3.2 : Alimenter les données nécessaires à l'ONR (Observatoire National de la Route)**

pour permettre de comparer le patrimoine routier avec des collectivités similaires et de mieux se situer.

F. Faire des infrastructures de véritables espaces numériques

Outre le fait que les infrastructures routières sont le support matériel du déploiement du Très Haut Débit, les évolutions technologiques (électro mobilité, véhicules autonomes) couplées aux nouveaux comportements (autopartage, multi-modalité, vélo…) imposent à la route de s'adapter et de relever les enjeux de transition écologique, énergétique et numérique.

A travers les services qu'elles peuvent apporter aux usagers et acteurs économiques, les routes départementales s'inscriront dans l'offre des services numériques développée par le Département au titre des solidarités territoriales, utilisant le développement de son réseau Très Haut débit.

En complément du développement d'un système de patrouillage sur smartphones et de son site d'information « Inforoute 82 » , le Département proposera un partenariat avec un ou des opérateurs privés, spécialisés de façon à offrir un service en temps réel sur les conditions de circulation sur son réseau routier.

La thématique du covoiturage sera également directement impactée par cette approche de la route intelligente : panneaux dynamiques de stationnement optimisé sur les aires de covoiturage, etc. …

G. Digitaliser les infrastructures et les métiers

Le Département assure d'ores et déjà un suivi numérisé de son patrimoine (chaussées, signalisation, arbres, ouvrages d'art, etc. …) et dispose d'un système d'information géographique routier (GPR – Gestion du Patrimoine Routier) qui centralise les données métiers rattachées à son réseau routier. Il a pour ambition de continuer à développer les outils numériques pour :

- optimiser l'exploitation et l'entretien des chaussées et dépendances avec utilisation de l'Intelligence Artificielle (IA) pour procéder aux divers relevés du patrimoine.
- inter-agir plus facilement avec les usagers professionnels via le développement de télé- services pour faciliter la gestion du domaine public et la coordination des travaux (demande d'arrêtés notamment).
- Poursuivre la dématérialisation des procédures.

H. Concevoir des infrastructures adaptables aux diverses formes de mobilité

Cet engagement vise à favoriser la conception et la construction d'infrastructures capables de supporter et d'accueillir au fil du temps de nombreuses fonctions au service des usagers et des territoires, pour offrir un espace public entre les différents modes de mobilité.

Dans ce cadre, le Département a déjà engagé diverses actions liées à la mobilité durable telles que :

- l'aide à la création d'aires de covoiturage
- la création d'infrastructures cyclables
- l'organisation de temps d'animations sur la sécurité routière
- le développement du télétravail

Il convient de continuer de poursuivre ou renforcer ces actions notamment en intégrant dans chaque opération d'aménagement la possibilité de développer les nouvelles formes de mobilité (douce, connectée, autonome, partagée…).

A cet effet, les signataires s'engagent :

1 - Identifier et évaluer en permanence, les besoins actuels et futurs en déplacements en Tarn-et-Garonne, par type de mobilité (véhicules particuliers, transports en commun, transports de marchandises, convois agricoles, modes doux, …).

2 - Améliorer ou créer des espaces publics ou infrastructures avec des plateformes répondant aux évolutions des modes de transports des personnes et des biens (y compris aux besoins temporaires)

Cible 2.1 : Prise en compte des évolutions possibles des usages et prévoir des possibilités d'adaptabilités des flux de circulation aux diverses formes de mobilités

Cible 2.2 : Améliorer l'accessibilité des riverains et des piétons, notamment des personnes en situations de handicap en phase « chantier et exploitation » avec :

- La prise en compte de l'accessibilité des riverains à leur domicile
- Le maintien de la continuité du cheminement des piétons avec une attention particulière pour les personnes en situation de handicap et les personnes à mobilité réduite (PMR)

I. Rendre les infrastructures et les chantiers plus sûrs

Cet engagement, qui s'inscrit dans les politiques nationales de prévention de l'accidentalité routière, vise à réduire au maximum les risques sur les chantiers, que ce soit pour les usagers ou pour les agents intervenants.

À cet effet, les signataires s'engagent à :

1 - Poursuivre l'amélioration des infrastructures existantes :

Cible 1.1 : investir dans les aménagements et équipements nécessaires à la sécurisation des points singuliers présentant des risques pour la sécurité des usagers.

Cible 1.2 : Prise en compte de la sécurité routière dans les politiques d'entretien et d'exploitation du réseau routier avec, par exemple, la mise en œuvre de techniques d'amélioration de l'adhérence (Hydro régénération ...), la réalisation de revêtements adaptés en fonction de la géométrie, entretien régulier de la signalisation horizontale, etc. …

Cible 1.3 : Prise en compte de la sécurité routière dès la conception de projets d'infrastructures en intégrant parfaitement toutes les contraintes et modalités futures d'entretien et d'exploitation (privilégier l'investissement durable afin de minimiser les phases ultérieures d'entretien et d'exploitation et, par conséquent, l'exposition aux risques routiers)

2 - Privilégier les mesures d'exploitation sous chantier optimisant la sécurité de tous les intervenants :

Cible 2.1 Favoriser l'organisation de chantiers hors circulation, dans la mesure du possible et en concertation étroite avec le gestionnaire de voirie, les entreprises, les élus et les riverains

Cible 2.2 - Continuer à développer au sein des personnels de chantier la culture du « zéro accident », par une analyse permanente et rigoureuse des risques et une réflexion approfondie, tant collective qu'individuelle, sur les solutions et bonnes pratiques à mettre en oeuvre

Cible 2.3 - Continuer à investir dans les équipements et matériels les plus performants en matière de sécurité routière (signalisation des chantiers, équipements de protection individuelle, engins intégrant les normes de sécurité les plus récentes…)

Cible 2.4 – Veiller au bon respect des mesures édictées par le gestionnaire de voirie.

3 - Organiser des campagnes de communication communes entre les gestionnaires de voirie et les entreprises **afin de sensibiliser les usagers** aux risques routiers auxquels sont exposés les intervenants de chantier.

Article III. Contractualisation

A. Traduction des engagements dans les appels d'offre

Afin d'encourager les candidats à ses marchés publics à mettre en œuvre de bonnes pratiques et à proposer des solutions innovantes répondant aux engagements ci-dessus, le Département de TARN-ET-GARONNE s'engage à utiliser les différents outils offerts par le code de la commande publique, que ce soit en matière de critères de développement durable, d'utilisation d'éco-comparateurs, de variantes ou d'ouverture de ses marchés à l'innovation, …

Ainsi, le Département :

- Continuera d'intégrer des critères environnementaux dans ses appels d'offres
- Poursuivra l'analyse des offres avec l'éco-comparateur SEVE
- Privilégiera le choix des techniques routières à moindre empreinte environnementale

B. Vérifier les engagements des entreprises

Les signataires élaboreront un tableau type des données nécessaires au suivi des indicateurs du présent pacte d'engagement à introduire dans les DCE pour élaborer les bilans d'opération.

Du fait que, par leur offre, les entreprises prennent un engagement de résultat, lorsque le résultat ne sera pas atteint ou que des dispositions mises en œuvre s'avèrent moins efficaces que celles initialement proposées, elles se verront appliquer les pénalités prévues au marché en rapport avec l'avantage concurrentiel qui résultait de leur offre.

C. Objectifs et indicateurs

L'absence de données historiques disponibles ne permet pas généralement d'afficher des objectifs d'évolution. La première année, ou les deux premières années, d'application du pacte d'engagement permettront d'établir l'état des lieux et les objectifs d'évolution.

Les indicateurs de suivi de la présente convention seront évalués globalement et annuellement. Une première version de ces indicateurs figure en annexe du présent document.

Les données permettant de calculer ces indicateurs seront obtenues, soit à partir du tableau type prévu à l'article 3 § B « Vérifier les engagements des entreprises » ci-dessus, soit globalement par les syndicats professionnels.

Le comité de suivi du présent pacte d'engagement validera les indicateurs qui ne sont pas encore définis. Il validera également les indicateurs annuels issus de la réalisation de ces engagements, qu'il transmettra à l'IDRRIM pour alimenter les indicateurs du pacte national.

Article IV – Suivi et évaluation de ce pacte d'engagement

Le présent pacte d'engagement est établi pour un horizon à 2030.

Les engagements pris par les signataires et les objectifs fixés s'entendent globalement et ne sont pas applicables à chaque marché pris individuellement, seules les clauses figurant dans chaque appel d'offre ayant une valeur contractuelle.

A. Comité de suivi du présent pacte d'engagement

Un comité paritaire de suivi est mis en place, dont les missions sont les suivantes :

- ✓ Suivi de l'application du pacte d'engagement
- ✓ Retour d'expérience,
- ✓ Veille technique et prospective
- ✓ Evolution du pacte d'engagement
- ✓ Liaison avec le comité de suivi du pacte national pour l'envoi des indicateurs annuels

Il se réunit au moins une fois par an et regroupe l'ensemble des signataires du présent pacte

d'engagement.

Lors de sa première réunion, le Comité définira les modalités ainsi que les indicateurs et outils de suivi qui serviront à mesurer les évolutions à partir d'un point zéro. Ceci permettra aux signataires de mesurer l'efficacité des engagements pris dans la Convention, notamment au travers des bilans annuels qui seront établis par les signataires sur les principaux engagements qui les concernent.

Des personnalités qualifiées pourront être invitées à participer aux travaux en tant que de besoin.

Le comité sera convié par la Profession à participer à la Commission Développement Durable de la FRTP OCCITANIE.

Le Département de Tarn-et-Garonne est représenté par :

- Michel WEILL, Président du Conseil départemental

La Fédération Régionale des Travaux Publics d'Occitanie est représentée par :

- Frédéric CHARMASSON, Président délégué de la FRTP Occitanie

Routes de France Occitanie Midi-Pyrénées est représenté par :

- Thierry ROBOAM, Président délégué

Le CEREMA est représenté par :

- Cyrille PORTALEZ, Directeur territorial Occitanie

L'Association Ingénierie de l'Occitanie Midi-Pyrénées est représentée par :

- Alphonse BERNARD, Président de l'AiOc Midi-Pyrénées

L'UNICEM Occitanie - Délégation Midi-Pyrénées est représenté par :

- Fabrice CHARPENTIER, Président

Le secrétariat technique sera assuré par la FRTP / ROUTES DE FRANCE.

B. Mise en œuvre du pacte d'engagement

La mise en œuvre de ces engagements passera par les quatre voies ci-dessous :

- ✓ Adapter les formations pour répondre aux nouveaux besoins de compétence ;
- ✓ Mettre en place une gestion patrimoniale des infrastructures ;
- ✓ Libérer l'innovation dans les infrastructures ;
- ✓ Consolider un mode de travail partenarial et collaboratif.

Dans le but de diffuser et de promouvoir les objectifs énoncés précédemment, les signataires du présent pacte s'engagent :

- À conduire des actions d'information et de communication à destination d'autres acteurs locaux des infrastructures et du public.
- À participer aux travaux thématiques dédiés aux infrastructures routières au sein de l'IDRRIM en délégant de façon régulière des représentants experts dans leur domaine de compétences.
- Organiser au moins une journée de restitution d'un projet ou programme national de recherche pour partager entre les différentes entreprises, MOA et MOE les innovations-expérimentations menées localement.

Engagements	Actions	Indicateurs	Objectifs
A – DÉVELOPPER UNE INFRASTRUCTURE BAS CARBONE			
1 – Préserver les ressources non renouvelables :			
Cible 1.1	Réemploi ou valorisation par recyclage des matériaux constitutifs de la chaussée		
Action 1.1.1	Recyclage des matériaux	% de matériaux d'apport : % des matériaux évacués en décharges agréées	Réemployer ou valoriser 60 % des matériaux géologiques naturels excavés sur les chantiers
Action 1.1.2	Recyclage des agrégats d'enrobés en centrales à chaud, tiède ou à froid	% de matériaux valorisés ; % de matériaux recyclés	Recyclage des Agrégats d'Enrobés (AE) supérieur ou égal à 30 % en 2025
Cible 1.2	Gestion des déchets des TP et des matériaux issus de la déconstruction routière		
Action 1.2.1	Gestion des excédents de chantiers et déchets des TP		Idem TM
Action 1.2.2	Optimisation et Valorisation des matériaux locaux naturels ou artificiels et recours à des matériaux de substitution		Idem TM
Cible 1.3	Réemployer ou valoriser au maximum les matériaux géologiques naturels excavés sur les chantiers		Idem TM
Cible 1.4	Récupérer les matériaux issus d'ouvrages et les ré-employer.		
2 – Réduire les émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie :			
Cible 2.1	Réduction de la consommation d'énergie pour la fabrication des matériaux et des émissions de Gaz à effet de Serre (GES)		
Action 2.1.1	Abaisser les températures de fabrication des enrobés à chaud et recours systématique aux familles des enrobés semi-tièdes et tièdes	% d'enrobés à température abaissée, % enrobés fabriqués à moins de 150 ° C (par rapport au volume total d'enrobés appliqué annuellement)	Atteindre 80 % d'enrobés à température abaissée
Action 2.1.2	Usage des enrobés à l'émulsion	% d'enrobés à l'émulsion appliqués (par rapport au volume total d'enrobés appliqué annuellement)	
Action 2.1.3	Rendre les matériels de production plus économes en énergie et en émission de GES	Montant annuel des investissements réalisés	
Action 2.1.4	Privilégier l'utilisation des matériaux « bio-sourcés » de provenance locale et contrôlée	Nb de projets concernés, tonnages de matériaux recyclés, % de matériaux recyclés utilisés par rapport au volume de matériaux mis en oeuvre	Mâchefers, bétons recyclés...
Action 2.1.5	Favoriser l'éco-comparaison en phase de consultation des entreprises et utiliser l'éco-comparateur SEVE	Nombre d'appels d'offres mentionnant, incitant ou imposant l'éco-comparaison (SEVE notamment)	
Action 2.1.6	Former les personnels et mettre en place des stages d'éco-conduite ou conduite rationnelle	% et/ou nombre de chauffeurs formés à l'éco-conduite	
Action 2.1.7	Favoriser le développement des solutions de covoiturages	% et/ou nombre de personnels en covoiturage	

Cible 2.2	Promouvoir le fauchage raisonné des dépendances de voirie, en limitant le nombre et l'ampleur des passes, sans dégrader les conditions de sécurité routière.		
Cible 2.3	Réduire les consommations et dépenses énergétiques en procédant au remplacement des sources d'éclairage public ancienne génération par du matériel moderne et sobre, sans dégrader les niveaux d'éclairement et leur adaptation aux exigences de sécurité.		
2– Prise en compte des contraintes de préservation ou de la faune protégée dans l'organisation des chantiers de rénovation du patrimoine routier et ouvrages			
B – INTRÉGRER LES INFRASTRUCTURES A LEUR ENVIRONNEMENT			
1 – Prise en compte des connaissances des milieux à forte valeur écologique et/ou paysagère :			
Cible 1.1	Appliquer de façon optimale la démarche « Éviter, réduire, compenser »		
Action 1.1.1	Mobiliser l'ensemble des capacités d'expertise et d'analyse des impacts des projets et des chantiers sur l'environnement et les paysages		
Action 1.1.2	Favoriser le dialogue avec les acteurs de terrain (élus, population, exploitants agricoles, associations agréées…) et les services de l'Etat		
Action 1.1.3	Rechercher des solutions techniques les plus adaptées à la préservation et à la valorisation de l'environnement et / ou des paysages		
Action 1.1.4	Privilégier l'utilisation de matériels de production vertueux en matière de nuisances atmosphères, phoniques , de consommation et de pollution des ressources en eau		
Cible 1.2	Mettre en œuvre le suivi de toutes les mesures compensatoires des projets et des chantiers		
Cible 1.3	Favoriser une politique de meilleur respect de la Biodiversité et des Milieux Naturels dans le cadre de la gestion des dépendances routières du réseau routier		
Action 1.3.1	Poursuivre l'abandon l'emploi de produits phytosanitaires pour l'entretien des dépendances routières et		

	rechercher ou développer des techniques alternative		
Action 1.3.2	Poursuivre une politique raisonnée d'entretien des dépendances vertes du réseau routier et la préservation des espèces protégées		
2 – Prise en compte des contraintes de préservation de la faune :			
Cible 2.1	Appliquer la réglementation		
Action 2.1.1	Création des conditions favorables à la nidification et aux déplacements		
C – ADAPTER LES INFRASTRUCTURES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE			
1 – Prise en compte de l'augmentation des températures estivales :			
Cible 1.1	Privilégier l'utilisation de matériaux clairs à fort albédo pour privilégier le confort des piétons et cyclistes ou résorber les îlots de chaleurs		
Cible 1.2	Maintenir le patrimoine arboré routier avec la plantation d'arbres le long des routes		
2 – Prise en compte de l'augmentation des températures hivernales :			
Cible 2.1	Maintenir la viabilité hivernale du réseau routier pour les usagers et les acteurs économiques du territoires		
Action 2.1.1	Poursuite du salage raisonné pour le traitement de la neige et du verglas		
Action 2.1.2	Installation de capteurs de températures dans les chaussées des secteurs sensibles		
Action 2.1.3	Installation de Cryo-pédomètres pour suivre l'évolution du gel-dégel dans les chaussées		
Cible 2.2	Adapter la gestion des falaises		
3 – Sécuriser et préserver les ressources en eau :			
Cible 3.1	Réduire la consommation d'eau et la pollution de l'eau sur les chantiers	Nb de projets comportant des bassins de rétention pour la récupération des eaux de lavage et pour une réutilisation de l'eau en cours de chantier (humidification des matériaux, arrosage des pistes de chantier...)	100 % des grands chantiers
Cible 3.2	Réduire, au strict minimum des besoins de l'infrastructure, l'imperméabilisation des surfaces et privilégier au maximum les solutions techniques limitant les îlots de chaleur et la destruction des surfaces d'absorption du carbone	Nombre de projets innovants / démonstrateurs, participations CIRR	Étudier les propositions innovantes présentées par les entreprises et les accompagner en fonction de leur intérêt pour le maître d'ouvrage.
Cible 3.3	Faciliter les prescriptions des techniques routières les plus respectueuses de l'environnement à l'aide du logiciel « TRACC V2 »		
D – DÉVELOPPER LES INFRASTRUCTURES COMME SUPPORT D'UNE ÉNERGIE PROPRE			
1 – Faciliter le développement des mobilités décarbonées :			
Cible 1.1	Contribuer à déployer sur le	Nombre de bornes de recharges	% et Maillage

	département des bornes de recharges électriques	électriques	
Cible 1.2	Expérimenter des solutions techniques permettant aux infrastructures de stocker, produire, distribuer énergies		
E – DÉVELOPPER DES INFRASTRUCTURES GÉNÉRATRICES DE DONNÉES			
1 – Améliorer la connaissance des usages … et des usagers :			
Cible 1.1	Continuer à moderniser (voir développer) le parc départemental des stations permanentes de comptages routiers et des équipements mobiles de comptages temporaires	Nombre de stations permanentes de comptages et de points de comptages temporaires	% et Maillage
Cible 1.2	Investir dans les équipements de comptages routiers les plus performants		
2 – Améliorer la connaissance du patrimoine routier départemental :			
Cible 2.1	Continuer de surveiller de façon très précise le patrimoine des ouvrages d'art	Nb d'ouvrages d'art (ponts et murs de soutènement) Nb de visites et d'inspections détaillées des ouvrages d'art	
Cible 2.2	Mener des modélisations de la résistance des ouvrages d'art		
Cible 2.3	Continuer à capitaliser la connaissance de l'usage et de l'état des infrastructures dans des bases de données routières	Nb de panneaux de signalisation : linéaire de glissières de sécurité ; linéaire de marquages au sol % de linéaire de réseau ausculté / an	
Cible 2.4	Rendre accessibles, compatibles et mutualisables les bases de données entre les gestionnaires de voirie		
Cible 2.5	Développer avec les entreprises la collecte et l'analyse des données issues des travaux réalisés (documents de récolement, dossiers des ouvrages exécutés...)		
3 – Construire des indicateurs de qualité des chaussées :			
Cible 3.1	Définir et construire des indicateurs de qualité des chaussées afin d'en assurer un suivi régulier	Evolution annuelle des IQRD	Construire IQRD à partir du projet GRD
Cible 3.2	Continuer à alimenter les données nécessaires à l'ONR (Observatoire National de la Route)	Participation annuelle et retour des éléments enquête	
F – FAIRE DES INFRASTRUCTURES DE VÉRITABLES ESPACES NUMÉRIQUES			
1 – Inscrire les routes départementales dans l'offre des services numériques :			
Cible 1.1	Prise en compte des évolutions technologiques (électro mobilité, véhicules autonomes) et des nouveaux comportements (autopartage, multi-modalité, vélo…) qui imposent à la route de s'adapter et de relever les enjeux de transition écologique, énergétique et numérique		Développer la connectivité infrastructures / véhicules / usagers Offrir un service en temps réel sur les conditions de circulation Développer des services en matière de découverte du territoire pour les usagers ou

			touristes Offrir de nouveaux services aux usagers tels que la sécurisation des traversées de vélos
G – DIGITALISER LES INFRASTRUCTURES ET LES MÉTIERS			
1 – Développer les pratiques du BIM entre les gestionnaires d'infrastructures et de réseaux :			
Cible 1.1	Faciliter la gestion du domaine public et la coordination des travaux	Plans de recollement géo-référencés	Nb de dossiers d'ouvrages exécutés imposant un recollement géo-référencé
H – CONCEVOIR DES INFRASTRUCTURES ADAPTABLES AUX DIVERSES FORMES DE MOBILITÉ			
Cible 1.1	Identifier et évaluer en permanence, les besoins actuels et futurs en déplacements		
Cible 1.2	Concevoir des infrastructures adaptables aux évolutions des modes de transports des personnes et des biens	Nb de projets et linéaire Nb de hubs d'intermodalité	
Action 1.1.1	Prévoir des possibilités d'adaptabilités des flux de circulation aux diverses formes de mobilités		
Action 1.1.2	Améliorer l'accessibilité des riverains et des piétons, notamment des personnes en situation de handicap en phase « chantier et exploitation »		
I – RENDRE LES INFRASTRUCTURES ET LES CHANTIERS PLUS SURS			
1 – Poursuivre l'amélioration des infrastructures existantes :			
Cible 1.1	Investir dans les aménagements et équipements nécessaires à la sécurisation des points singuliers		
Cible 1.2	Prise en compte de la sécurité routière dans les politiques d'entretien et d'exploitation du réseau routier		
Cible 1.3	Prise en compte de la sécurité routière dès la conception de projets d'infrastructures en intégrant parfaitement toutes les contraintes et modalités futures d'entretien et d'exploitation		
2 – Privilégier les mesures d'exploitation sous chantier optimisant la sécurité de tous les intervenants :			
Cible 2.1	Favoriser l'organisation de chantiers hors circulation		
Cible 2.2	Continuer à développer au sein des personnels de chantier la culture « zéro accident »		
Cible 2.3	Continuer à investir dans les équipements et matériels les plus performants en matière de sécurité routière		
Cible 2.4	Veiller au bon respect des mesures prescrites par le gestionnaire de voirie		

Contractualisation	Actions	Indicateurs	Objectifs
1 – Traduction des engagements dans les appels d'offres			
Cible 1.1	Continuer d'intégrer, des critères environnementaux dans ses appels d'offres		
Cible 1.2	Poursuivre et systématiser l'analyse des offres avec l'éco-comparateur SEVE		
Cible 1.3	Privilégier le choix des techniques routières à moindre empreinte environnementale		
2 – Comité de pilotage			
Cible 2.1	Participation au Comité de pilotage	Nombre de participation aux réunions	1 fois par an

Fait en 6 exemplaires à TOULOUSE, le 22 juin 2023

Michel WEILL Président du Conseil départemental de Tarn-et-Garonne	**Frédéric CHARMASSON** Président délégué de la FRTP Occitanie
Thierry ROBOAM Président délégué Routes de France Occitanie Midi-Pyrénées	**Cyrille PORTALEZ** Directeur territorial Occitanie CEREMA
Fabrice CHARPENTIER Président de l'Unicem Occitanie Délégation Midi-Pyrénées	**Alphonse BERNARD** Président de L'Association Ingénierie de l'Occitanie Midi-Pyrénées (AiOc)

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

ADHÉSION AU CENTRE D'ÉTUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES, LA MOBILITÉ ET L'AMÉNAGEMENT (CEREMA)

Le centre d'études et d'expertise sur les risques, la mobilité et l'aménagement est un établissement public à la fois national et local. Il est doté d'un savoir-faire transversal, de compétences pluridisciplinaires et d'un fort potentiel d'innovation et de recherche. Le Cerema intervient auprès de l'État, des collectivités et des entreprises afin de les aider à réussir le défi de l'adaptation au changement climatique. Ses six domaines de compétences, ainsi que l'ensemble des connaissances qu'il produit et capitalise, sont au service des territoires dont l'objectif est de les accompagner dans leurs transitions.

Le Cerema intervient pour le compte des collectivités sur des missions en ingénierie de deuxième niveau (assistance à maîtrise d'ouvrage, expertises, méthodologie…) en complément des ressources locales (agences techniques départementales, agences d'urbanisme, conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, établissements publics fonciers, etc.) et en articulation avec les ingénieries privées.

L'évolution de la gouvernance et du mode de contractualisation avec le Cerema est une démarche inédite en France. Elle fait du Cerema un établissement d'un nouveau genre qui va permettre aux collectivités d'exercer un contrôle et de prendre activement part à la vie et aux activités du Cerema.

L'adhésion au Cerema permettrait notamment au Département de Tarn-et-Garonne :

- de s'impliquer et de contribuer à renforcer l'expertise publique territoriale. En y adhérant, le Département participe directement ou indirectement à la gouvernance de l'établissement (par le biais de ses éventuels représentants au conseil d'administration, au conseil stratégique, aux comités d'orientation régionaux et aux conférences techniques territoriales).

- de disposer d'un accès privilégié et prioritaire à l'expertise du Cerema. La quasi-régie conjointe autorise les collectivités adhérentes à attribuer des marchés publics au Cerema, par simple voie conventionnelle, sans application des obligations de publicité et de mise en concurrence.

- de bénéficier d'un abattement de 5 % sur ses prestations.

- de rejoindre une communauté d'élus et d'experts et de disposer de prestations spécifiques.

La période initiale d'adhésion court jusqu'au 31 décembre de la quatrième année pleine. Le **montant annuel de la contribution est de 2 500 €.**

La dépense correspondante au règlement de la cotisation annuelle sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de l'année concernée sur le Programme P002, Opération P002O003, Enveloppe P002E03, (Nat ana 6281/621/011).

Compte tenu des objectifs et des problématiques du Département, notamment dans le domaine routier, de ses dépendances, de son environnement géologique et topographique, il est proposé d'adhérer au Cerema et de désigner le représentant du Département dans le cadre de cette adhésion.

Conformément aux dispositions de l'article L.3121-15 du code général des collectivités territoriales, les votes sur les nominations ont toujours lieu au scrutin secret sauf si le Conseil départemental décide à l'unanimité de ne pas y procéder.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.3121-15,

Vu la loi n° 2013-431 du 28 mai 2013 portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports, notamment le titre IX ;

Vu le décret n° 2013-1273 du 27 décembre 2013 relatif au Centre d'études et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement ;

Vu la délibération du conseil d'administration du Cerema n°2022-12 relative aux conditions générales d'adhésion au Cerema ;

Vu la délibération du conseil d'administration du Cerema n°2022-13 fixant le barème de la contribution annuelle des collectivités territoriales et leurs groupements adhérents ;

- approuver l’adhésion du Département auprès du Centre d’études et d’expertise sur les risques, l’environnement, la mobilité et l’aménagement, pour une période initiale courant jusqu’au 31 décembre de la quatrième année pleine d’adhésion soit le 31 décembre 2027, puis renouvelable annuellement par tacite reconduction,

- approuver la contribution financière annuelle due d’un montant de 2 500 €,

- m'autoriser à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette adhésion,

- procéder à la désignation d'un représentant du Département au titre de cette adhésion.

Le Président,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Cerema
CLIMAT & TERRITOIRES DE DEMAIN

Conditions générales d'adhésion

1. DÉFINITIONS

Adhérent : Toute collectivité territoriale, ou groupement de collectivités territoriales, ayant souscrit à l'adhésion au Cerema ;

Barème de contribution : Document voté par le Conseil d'administration indiquant le montant de la contribution annuelle due en fonction de la catégorie de collectivités ou de groupements de collectivités dont relève l'Adhérent, et de son nombre d'habitants ;

Barème des prestations : Document voté par le Conseil d'administration fixant la grille des tarifs journaliers par fonction type pour les prestations d'étude réalisées par le Cerema ;

Bulletin d'adhésion : Bulletin comprenant les informations administratives et financières de la collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales souhaitant adhérer ;

Conseil d'administration : Organe délibérant du Cerema, composé dans les conditions prévues à l'article 46 de la loi n°2013-431 du 28 mai 2013 modifié et l'article 5 du décret n°2013-1273 du 27 décembre 2013 modifié ;

Statuts : Le titre IX de la loi n°2013-431 du 28 mai 2013 modifiée et le décret n° 2013-1273 du 27 décembre 2013 modifié.

2. OBJET

Les présentes conditions générales précisent, en complément des Statuts, les dispositions générales encadrant l'adhésion au Cerema.

3. MODALITÉS D'ADHÉSION - DURÉE

3.1 Demande d'adhésion

Toute collectivité territoriale ou tout groupement de collectivités territoriales souhaitant adhérer doit prendre connaissance des présentes conditions, compléter le Bulletin d'adhésion permettant d'identifier le montant de sa contribution annuelle, soit en ligne sur le site internet du Cerema (**cerema.fr**) soit en le retournant par courriel (collectivites@cerema.fr). La demande d'adhésion est examinée à la prochaine séance du Conseil d'administration, pour autant qu'elle soit adressée et correctement complétée au moins un mois avant sa tenue. Après acceptation de l'adhésion par le Conseil d'administration du Cerema, la facture correspondante lui est envoyée.

3.2 Période initiale

L'adhésion prend effet à la date où la délibération du Conseil d'administration prononçant son acceptation est devenue exécutoire. Sa période initiale court jusqu'au 31 décembre de la quatrième année pleine d'adhésion.

3.3 Renouvellement

A l'issue de la période initiale, l'adhésion est renouvelée par tacite reconduction par période d'un an, sauf dénonciation dans les conditions prévues à l'article 11. La facture est émise en février de l'année de renouvellement.

4. ENGAGEMENTS DU CEREMA

Indépendamment de la participation aux instances de gouvernance prévue par les Statuts, le Cerema s'engage envers l'Adhérent à fournir les avantages suivants :

- désigner, parmi son personnel, un référent que l'Adhérent peut contacter pour le conseiller dans l'évaluation de ses besoins. L'Adhérent en est avisé dans les trois mois suivant son adhésion ;
- traiter en priorité, par rapport aux entités non-adhérentes, les demandes de l'Adhérent s'inscrivant dans le cadre des missions du Cerema ;
- lui faire bénéficier d'un abattement de 5 % sur le Barème des prestations du Cerema tel que défini à l'article 6 ci-dessous.

Le Cerema s'engage à conduire les missions confiées de manière indépendante, objective et neutre, dans le strict respect, par ses agents et les membres de ses instances de gouvernance, de la confidentialité et de la discrétion professionnelles.

5. ENGAGEMENTS DE L'ADHÉRENT

L'Adhérent s'engage, pendant toute la durée de l'adhésion, à :

- fournir des informations exactes, sincères et complètes ;
- procéder au paiement de sa contribution trente (30) jours après réception de la facture, pour le montant prévu au Barème de contribution ;
- respecter les Statuts du Cerema, les règlements intérieurs des différentes instances ainsi que les présentes conditions générales.

6. CADRE DE CONTRACTUALISATION DES PRESTATIONS

L'Adhérent peut contracter avec le Cerema en quasi-régie conformément aux articles L. 2511-1 à L. 2511-5 du code de la commande publique. La tarification des prestations ainsi convenues s'effectue dans le cadre des avantages réservés aux adhérents.

7. CONDITIONS FINANCIERES

7.1 Contribution

Le montant de la contribution annuelle est fixé par le Barème de contribution en vigueur à la date d'adhésion et, le cas échéant, à la date de son renouvellement. La contribution annuelle n'est pas réduite au prorata temporis en cas d'adhésion ou de retrait en cours d'année civile. La contribution annuelle ne couvre pas les frais engagés par l'Adhérent pour son éventuelle participation aux instances de gouvernance du Cerema, tels que, notamment, le temps passé en réunions, les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement. Les réunions des instances de gouvernance peuvent être organisées en recourant à des moyens de visio-conférence, dans les conditions fixées par leur règlement intérieur.

7.2 Règlement

Le règlement de la contribution annuelle s'effectue dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de facture, par virement. Aucun escompte n'est consenti en cas de paiement anticipé.

8. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le Cerema et l'Adhérent se concèdent mutuellement une licence non exclusive d'utilisation de leurs logos respectifs et s'autorisent à citer leurs noms et à reproduire leurs logo sur tous leurs supports ayant pour objet l'adhésion.

9. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le traitement des données à caractère personnel figurant dans les formulaires d'adhésion et fournies par l'Adhérent est nécessaire au traitement de l'adhésion ou pour l'intérêt légitime du Cerema. Conformément à la réglementation en vigueur, l'Adhérent dispose de droits d'accès, de rectification, d'effacement, de retrait de consentement, de limitation de traitement, d'opposition au traitement et de portabilité concernant ces données. L'Adhérent est toutefois informé qu'en cas d'usage de son droit d'effacement desdites données, d'opposition ou de limitation du traitement pendant la durée de l'adhésion, les services auxquels l'adhésion donne droit ne pourront pas être exécutés correctement. Toutes les informations détaillées sur l'usage des données et l'exercice des droits figurent dans les mentions légales du Cerema accessible à l'adresse web suivante :
https://www.cerema.fr/fr/mentions-legales.

10. MODIFICATIONS DES CONDITIONS GÉNÉRALES

À tout moment, le Cerema, par la voie de son Conseil d'administration, se réserve la possibilité de modifier unilatéralement les présentes conditions générales. L'Adhérent en est averti par un message adressé sur l'adresse de courriel renseigné dans le Bulletin d'adhésion. Les modifications aux conditions générales s'appliquent dès leur entrée en vigueur, sauf aux situations juridiques définitivement constituées avant cette date et aux contrats formés avant cette même date.

11. SUSPENSION ET RETRAIT DE L'ADHÉSION

Conformément à l'article 45-1 de la loi n° 2013-431 du 28 mai 2013, la durée minimale de l'adhésion est de quatre (4) ans fermes. Durant cette période, le retrait, la suspension ou la dispense d'exécution des obligations sont interdits. Toutefois, le non-paiement de la contribution annuelle dans les délais impartis autorise le Cerema à suspendre les avantages attachés à l'adhésion aussi longtemps que l'Adhérent n'a pas régularisé sa situation.

Au terme de la durée minimale de l'adhésion, à défaut, pour l'Adhérent, d'exécuter ses engagements, l'adhésion peut être retirée de plein droit, sans préjudice de dommages et intérêts, après l'envoi par le Cerema d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée infructueuse pendant une durée de deux (2) mois. La fin de l'adhésion en cours d'année ne libère pas l'Adhérent du paiement de l'intégralité de la contribution annuelle.

Au terme de la durée minimale de l'adhésion, l'Adhérent peut y mettre fin par courriel à collectivites@cerema.fr avec accusé de réception avant le 30 novembre de l'année en cours. Le retrait est alors effectif au 1er janvier de l'année suivante.

12. LOI APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

Les relations entre le Cerema et l'Adhérent sont régies par la loi française.

Le Cerema et l'Adhérent s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'adhésion. Ils disposent d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception du premier courrier faisant état de ce différend pour aboutir à une solution amiable.

En cas désaccord persistant, le Cerema et l'Adhérent portent le litige devant le tribunal compétent.

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

AIDES AUX COMMUNES POUR L'AMÉNAGEMENT DES "MOBILITÉS DOUCES"

De nombreuses communes du Département ont exprimé leur préoccupation quant à la sécurité de leurs administrés, notamment des enfants et des jeunes adolescents lorsque ceux-ci cheminent ou s'engagent en vélo le long des routes départementales hors agglomération.

La forte poussée démographique et le développement urbain important que connaît le département, de nouvelles pratiques de mobilités, des besoins anciens et réels, liés, par exemple, à l'accès aux points d'arrêt de transports publics et scolaires, mettent en évidence le besoin de créer les infrastructures appropriées au confort et à la sécurité des usagers.

Le Département, gestionnaire de près de 2 500 kilomètres de voirie, aménage, et maintient en état les chaussées. Il entretient leur dépendance sur la base de leurs fonctions nominales, les accotements enherbés, l'écoulement et la canalisation des eaux de ruissellement.

La création, puis la gestion des trottoirs et d'autres voies de mobilités "douces", pour piétons et cycles sont compétences des communes en agglomération.

Par délibération du 9 mars 2020, l'Assemblée départementale a adopté la politique d'aide aux communes et aux intercommunalités qui prendraient l'initiative de la création de telles infrastructures hors agglomération, le long des routes départementales.

Les conditions suivantes étaient requises :

- La commune ou l'intercommunalité doit être maître d'ouvrage des études et des travaux,

- La commune ou l'intercommunalité doit avoir obtenu du Département, gestionnaire de la voirie départementale et de ses dépendances, une permission de voirie attestant du respect des prescriptions techniques cohérentes avec le règlement départemental de voirie, en vue de préserver la qualité et la sécurité du réseau routier.

L'aide jusqu'alors donnée prenait la forme d'une subvention d'investissement correspondant à un montant fixe par mètre linéaire de réseau piétons/cycles créé, soit 35 € le mètre linéaire.

Des conditions particulières et techniques étaient associées à l'obtention de l'aide :

- La commune ou l'intercommunalité est libre du niveau de qualité de son ouvrage, cependant le Département, toujours au regard des objectifs qui précèdent, spécifie une conception de qualité minimale, comme figuré sur la coupe type jointe en annexe. La conception, adaptée aux cheminements piétons/cycles, doit comprendre :

- Lorsqu'un busage s'avère nécessaire pour gérer les eaux de ruissellement :
  - une canalisation de diamètre 400 ou 500 millimètres en PEHD annelé à positionner dans le fil d'eau,
  - un enrobage gravier fin, type grain de riz ou sable, de cette canalisation,
  - un remblaiement en grave naturelle 0/20 compacté,
  - tous les 50 mètres maximum, un avaloir à la verticale de la canalisation et son raccordement à celle-ci,

- Dans tous les cas :
  - un revêtement sur une largeur minimale de 1,50 mètre (sauf impossibilité physique) en enduit gravillonné bi ou tri-couche, ou en grave calcaire compactée.

L'attention des maîtres d'ouvrages était attirée sur la nécessité de réaliser les travaux dans les règles de l'art, afin de :

- garantir le bon écoulement des eaux de ruissellement des chaussées,
- conserver dans le temps une qualité convenable de la piste, sans flaches, sans ornières, sans flaques ou eaux stagnantes.

Pour ce faire, les pentes des surfaces de circulation devaient être respectées (2 % en travers et selon le profil en long existant).

Par ailleurs, en fonction des configurations, un accotement herbeux, parfois interrompu par les arbres d'alignement, entre la route départementale et la piste, devait être conservé. Les maîtres d'ouvrage qui le souhaitaient, pouvaient l'agrémenter de plantations, sans influence sur la sécurité routière.

La gestion et l'entretien des pistes ainsi créées revenaient aux communes et aux intercommunalités maîtres d'ouvrage.

Une convention stipulant à la fois les prescriptions techniques de départ, les responsabilités et l'engagement d'entretien tout au long de la vie de l'ouvrage, était utilement proposée à la signature du Maire ou du Président de l'intercommunalité.

Compte tenu de la **modération du taux de l'aide** apportée, cette nouvelle politique s'est révélée, mis à part quelques rares dossiers, **insuffisamment incitative**. Il vous est proposé de reconsidérer le niveau de cette aide, sans toutefois amoindrir ou dégrader les exigences techniques s'appliquant à ces nouveaux ouvrages en bordure de routes départementales, afin de la rendre plus attractive.

Ainsi, dans un premier temps, il vous est proposé de distinguer deux cas de subventionnement, correspondant pour chacun à une configuration, une consistance et une complexité technique particulières (voir schémas ci-annexés en annexe n°2).

Type n° 1 :

L'aménagement du cheminement doux ne **nécessite pas de busage de fossé**. Soit le profil en travers de la route guide les eaux de ruissellement vers l'autre rive, soit les accotements sont accompagnés d'une cunette située au-delà de l'emprise du cheminement doux.

Il vous est proposé de **maintenir le niveau de l'aide départementale à 35 €** par mètre linéaire, ce qui conduit à un taux de subvention théorique de 50 % du coût estimé des travaux d'aménagement.

Type n° 2 :

L'aménagement du cheminement doux **comporte un busage de fossé**, des avaloirs ou regards à grille, etc.

Dans ce cas, il vous est proposé d'**élever l'aide départementale à 70 €** par mètre linéaire d'infrastructure créée, ce qui conduit à un taux de subvention théorique de 39 % du coût estimé des travaux d'aménagement.

Afin toutefois de bien maîtriser l'impact budgétaire pour le Département, compte tenu des incertitudes sur le développement de cette politique et de l'engagement des communes et des intercommunalités à y recourir, il vous est proposé de créer un double plafonnement correspondant à **1000 mètres linéaires d'infrastructure par an** et par commune.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver la nouvelle politique d'aides aux communes et intercommunalités pour l'aménagement des « mobilités douces » dont la fiche d'intervention est jointe en annexe n° 1.

Le Président,

AIDE A LA CREATION DE CHEMINEMENTS DOUX LE LONG DES ROUTES DÉPARTEMENTALES HORS AGGLOMÉRATION

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNABLES

- Travaux de construction de pistes ou chemins dissociés de la route départementale, hors agglomération, comprenant :
  - le busage et remblaiement des fossés en tant que de besoin,
  - la mise en place d'avaloirs recueillant les eaux de ruissellement,
  - le revêtement de surface.

OPÉRATIONS NON ÉLIGIBLES

- Travaux situés en agglomération.

LES BÉNÉFICIAIRES

- Les communes, les intercommunalités.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

- Obtention préalable à l'engagement des travaux d'une Permission de Voirie délivrée par le service voirie au Conseil Départemental ;
- L'entretien de ces cheminements doux incombera à la commune ou à l'intercommunalité.

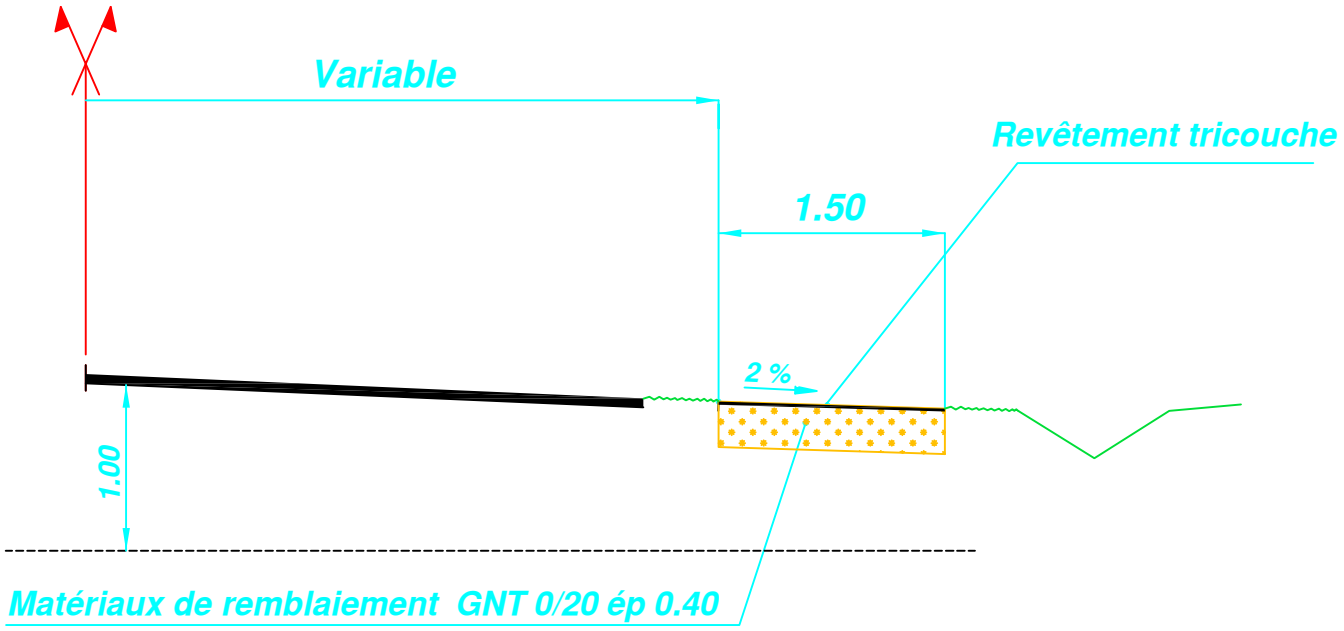
FINANCEMENT DÉPARTEMENTAL

- Subvention forfaitaire appliquée au linéaire créé.
- 35 € par mètre linéaire de cheminement réalisé en absence de fossé.
- 70 € par mètre linéaire de cheminement lorsqu'un busage de fossé est réalisé.

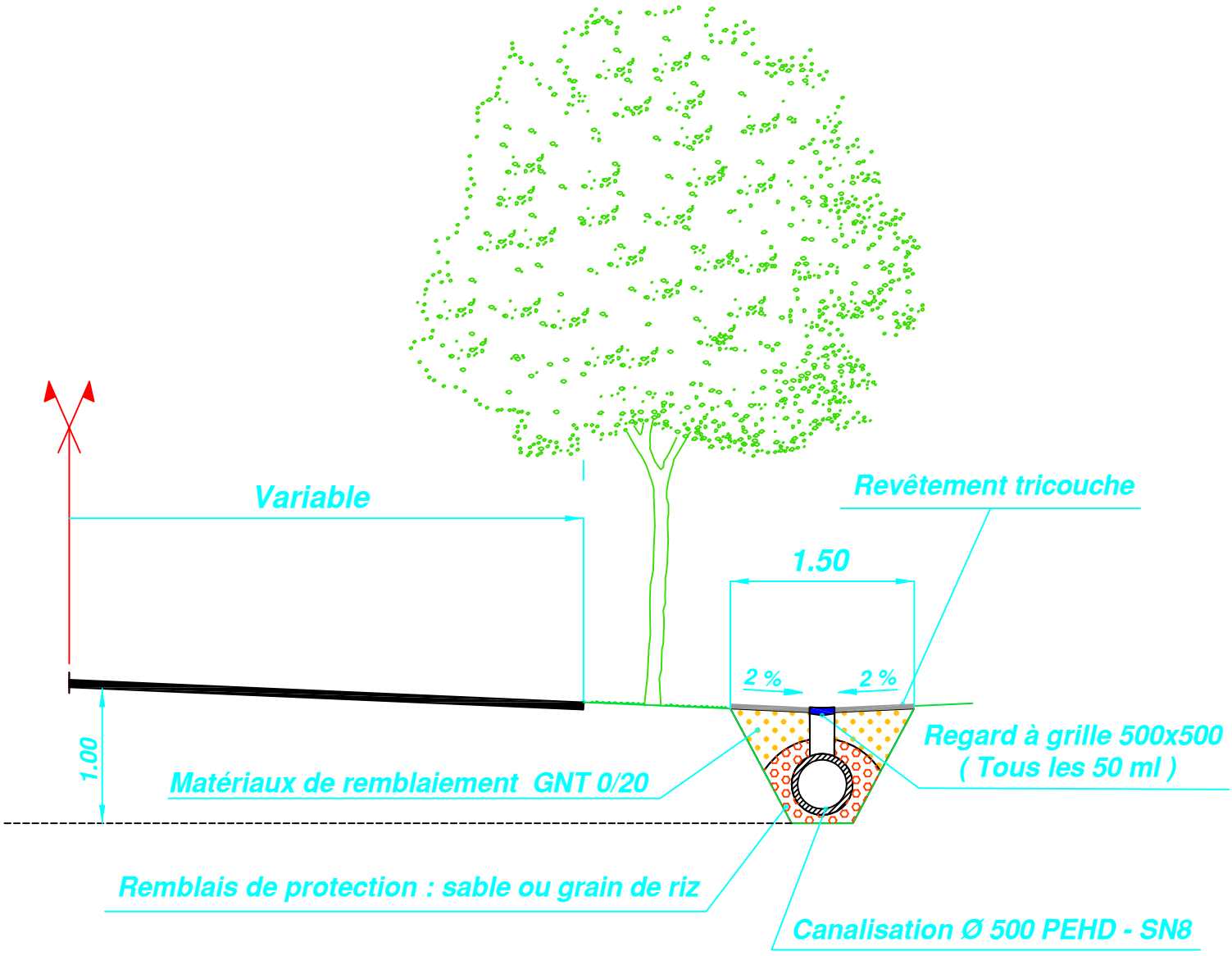
CONSTITUTION DU DOSSIER

- Délibération du Conseil Municipal ou du Conseil Communautaire, approuvant l'ensemble des travaux précités, leur montant, le plan de financement et la sollicitation d'une aides auprès du Conseil départemental,
- Notice explicative, devis niveau Avant Projet Sommaire (descriptifs et estimatifs),
- Plan de situation, de définition (vue en plan et coupes), matériaux employés.

PROFIL EN TRAVERS TYPE



PROFIL EN TRAVERS TYPE



DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT BILAN COMPTABLE ET FINANCIER BILAN D'ACTIVITÉ 2022

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a confié la gestion des fonds de solidarité pour le Logement (FSL) aux Départements en rendant possible la création de fonds locaux intercommunaux. Le fonds intercommunal du Grand Montauban – Communauté d'Agglomération (GMCA) a été créé en 2007. Les deux fonds mettent en œuvre le même règlement et leur gestion financière et comptable est déléguée depuis le 1er janvier 2023 à l'union départementale des associations familiales. Une comptabilité est tenue pour chacun des deux fonds afin de distinguer les opérations propres à chaque territoire.

Je vous rappelle que les deux collectivités ont adopté, en décembre 2022, un règlement intérieur pour 2 ans reconduisant notamment la priorité donnée aux secours sur les prêts, la revalorisation des aides forfaitaires en matière d'énergie et du plafond des ressources des familles éligibles, ainsi que des aides préventives (prêt à l'amélioration de l'habitat, visites socio-diagnostic pour les personnes en précarité énergétique récurrente).

Le bilan financier et comptable ainsi que le bilan d'activité du fonds de solidarité pour le logement pour l'année 2022, élaborés par la CAF82 pour sa dernière année de gestion, ont été approuvés par le comité de pilotage du fonds de solidarité pour le logement, réuni le 23 mai 2023, et figurent dans les annexes n°1 à n°7 du présent rapport.

Les principaux éléments relatifs à la gestion du dispositif fonds de solidarité pour le logement au titre de l'année 2022, peuvent se synthétiser comme suit :

- Une année de fin de gestion par la CAF :

L'année 2022 enregistre des opérations exceptionnelles réalisées en lien avec le transfert de gestion de la caisse d'allocations familiales à l'union départementale des associations familiales :

- avance au nouveau gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement en décembre 2022 de 50 % du fonds de roulement constaté au 01 janvier 2022 pour un montant de 923 273€ ;
- arrêt des aides sous forme de prêts à compter du mois d'octobre 2022 au profit des subventions (contraintes de délais de signature des contrats);
- transfert à l'union départementale des associations familiales des dossiers reçus après le 30 novembre 2022.

- Un bilan impacté par le contexte socio-économique :

Le bilan d'activité est marqué par une forte hausse des dossiers déposés (+17 % pour le Département de Tarn-et-Garonne et + 9 % pour le Grand Montauban-communauté d'agglomération), par un recul des prêts (-19 %), avec dans le même temps une forte hausse des subventions accordées (+70 %).

Les dossiers relatifs aux impayés de loyers sont en augmentation de + de 50 % par rapport à 2021 ; les dossiers relatifs aux impayés d'énergie concernent principalement l'électricité puis le gaz, avec la plus forte évolution enregistrée sur les dossiers d'impayés liés au gaz (+ 74 % des dossiers) sur le territoire d'intervention du conseil départemental.

Il convient de rappeler que le règlement intérieur du fonds de solidarité pour le logement a fait l'objet de divers ajustements, approuvés par délibération de la commission permanente du 14 septembre 2021, en vue d'amortir les conséquences de la crise économique et sanitaire, auprès des publics les plus fragiles.

L'élargissement des critères d'éligibilité au fonds et l'augmentation des aides liées aux impayés d'énergie en particulier ont généré, sur 2022, un niveau global de charges (1 141 282,23 €) supérieur au niveau global des produits (868 643,82€), générant un résultat d'exercice déficitaire à hauteur de 272 638,41 €. Ce résultat est affecté en « report à nouveau ».

Au 31 décembre 2022, le bilan du fonds de solidarité pour le logement s'équilibre à 1 852 945,81 €.

La trésorerie à la clôture de l'exercice qui s'élève à 638 709,43 €, reste encore élevée mais elle enregistre une diminution par rapport à 2021 (1 997 792,40 €), suite notamment à l'avance de trésorerie versée en fin d'année par la CAF auprès du nouveau gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement, l'union départementale des associations familiales, pour un montant de 923 273 €.

- Une démarche de vigilance pour l'exercice à venir :

Pour l'exercice 2023, des points de vigilance sont mis en place avec l'union départementale des associations familiales, nouveau gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement, en vue de suivre la consommation du fonds qui reste soutenue sur les 5 premiers mois de l'année avec un nombre de dossiers stable mais des aides en faveur de l'énergie toujours importantes.

Compte tenu de ces éléments, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver le bilan comptable et financier du fonds de solidarité pour le logement 2022 tel que figurant dans les annexes n°1 à n°7 du présent rapport,

- affecter le résultat négatif de l'exercice 2022 de 272 638,41 € au compte « report à nouveau » du fonds de solidarité pour le logement.

Le Président,

RAPPORT FINANCIER 2022

DU FSL DE TARN ET GARONNE

ORGANISATION DE LA GESTION FINANCIERE ET COMPTABLE DU FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT (FSL) DANS LE TARN ET GARONNE

Le cadre réglementaire et conventionnel

Le Fonds de Solidarité Logement (FSL) est réglementé par les textes législatifs et conventionnels suivants :

- La Loi 90-449 du 31 mai 1990, visant à la mise en œuvre du droit au logement modifiée par la Loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, a confié la gestion des FSL aux Conseils Départementaux. Elle énonce que la gestion financière et comptable peut être déléguée à un organisme de sécurité sociale.
Cette loi rend également possible la création de fonds locaux intercommunaux pour les EPCI ayant conclu une convention avec l'Etat. Le fonds intercommunal du GMCA a été créé en 2007.

- La convention de gestion du 27 octobre 2020 décrit les conditions de la délégation de gestion à la Caf des deux fonds du département.

- Un règlement intérieur unique s'applique à l'ensemble du territoire départemental.

- Deux commissions d'attribution des aides ont été créées et siègent pour chacun des territoires.

Les ressources financières du FSL

Une dotation de l'Etat est attribuée au Conseil Départemental pour assurer le financement du FSL. Cette dotation est répartie entre les fonds à hauteur de 65% pour le FSL du Conseil Départemental et à hauteur de 35% pour le FSL du GMCA.

Les participations versées par la CAF, EDF, Engie et le syndicat départemental d'énergie sont également réparties selon les mêmes proportions soit 65 % au fonds départemental et 35 % au fonds du GMCA.

Les subventions des communes sont versées dans leur totalité au fonds correspondant à leur territoire.

Les distributeurs d'eau Véolia, la GEM et la Saur participent au FSL de façon indirecte en accordant des remises de dettes aux usagers selon les critères déterminés dans les différentes conventions conclues :

- Véolia participe au FSL département et GMCA,
- la GEM participe au FSL GMCA,
- la Saur participe au FSL département.

Les dépenses du FSL

Les décisions d'attribution des aides relèvent :

- des commissions plénières (composées de représentants des collectivités territoriales),
- et de la Caf dans le cadre de sa délégation.

Le cadre technique et organisationnel

Les aides du FSL (prêts et subventions) sont payées par virement depuis le compte bancaire de la Caf à partir d'extractions de l'applicatif d'action sociale de la Caf.
A échéance mensuelle, le FSL rembourse à la Caf la trésorerie avancée.

Les prêts sont implantés dans le dossier allocataire de l'applicatif de gestion des prestations de la Caf. Les remboursements sont gérés automatiquement sous forme de retenues mensuelles sur les prestations, ou de prélèvements automatiques.
A échéance mensuelle, la Caf rembourse au FSL le montant de ces encaissements.

Une comptabilité est tenue pour chacun des deux fonds grâce notamment à une comptabilité auxiliaire qui permet de distinguer les opérations propres à chaque territoire.

Chaque année, la Caf présente un rapport financier ainsi qu'un rapport d'activité au comité de pilotage pour approbation des comptes de l'année écoulée et décision d'affectation du résultat en report à nouveau.

I/ LES RESSOURCES ET LES PRODUITS DU FSL EN 2022

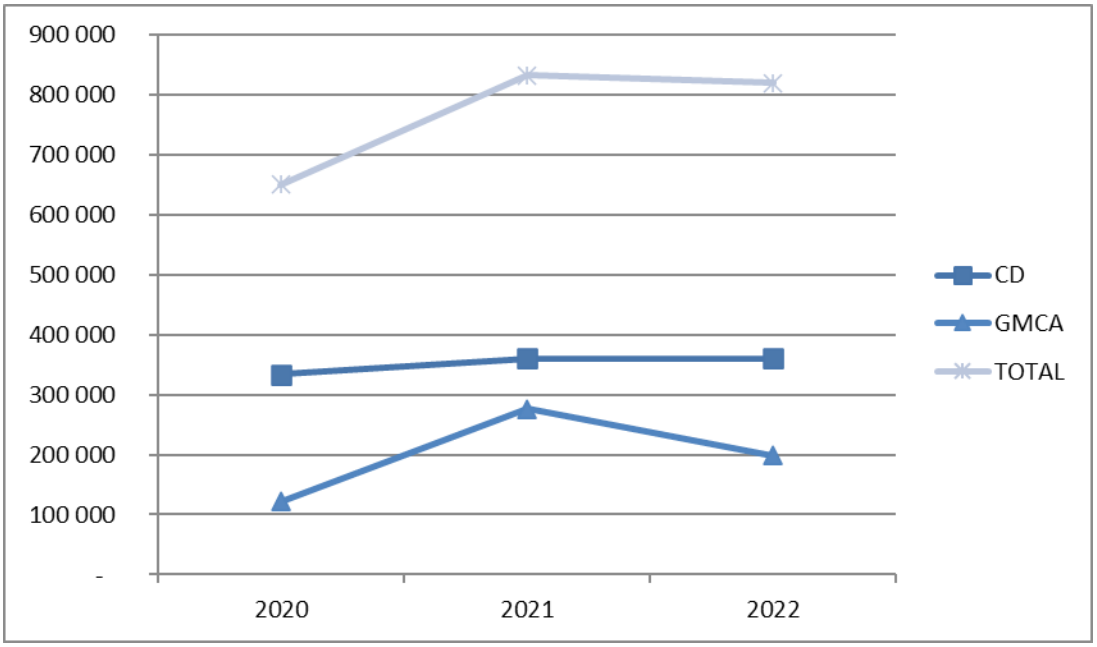
1/ Les participations volontaires du FSL (ressources externes)

La dotation 2022 de l'Etat attribuée au Conseil Départemental pour assurer le financement du FSL est identique à 2021, elle s'élève à 347 526,00 €. Le montant reversé au GMCA est de 121 634,00 € (soit 35% de la dotation de l'Etat).

L'évolution entre 2020 et 2022 des participations au FSL financées par le Conseil Départemental et le GMCA est présentée ci-dessous :

Les ressources financières du FSL

En €	2020	2021	2022	Evolution 2021/2022
CD	333 377	360 000	360 000	0,00%
GMCA	121 634	276 418	199 026	-28,00%
Autres	195 048	195 710	260 357	33,03%
TOTAL	650 059	832 128	819 383	-1,53%



L'évolution des ressources constatée en 2022 (-1,53%) résulte à la fois :

- de l'augmentation du versement annuel effectué par EDF (+34 000,00 €),
- du versement exceptionnel d'ENGIE (25 000,00 €) en complément de sa participation annuelle,
- de l'évolution à la baisse de la dotation annuelle du GMCA qui correspond en 2022 à 121 634,00 € d'enveloppe nationale et à 77 392,00 € de fonds propres.

Les engagements financiers des partenaires autres que le Conseil Départemental et le GMCA restent stables, à l'exception des distributeurs d'énergie qui sont en hausse, et se répartissent de la façon suivante :

- les distributeurs d'énergie : EDF 122 K€ en 2022 et 88 K€ en 2021 - ENGIE 50 K€ en 2022 et 25 K€ en 2021,
- la CAF : 30 K€ en 2022 et 2021,
- les Communes, Ccas et Cias : 28 K€ en 2022 contre 24 K€ en 2021
- le Syndicat Départemental de l'Energie 82 : 19 K€ en 2022 et 18 K€ en 2021,
- les organismes de logements sociaux (Tarn-et-Garonne Habitat, SA Hlm des Chalets, Altéal, Promologis SA, Patrimoine SA Languedocienne et Erilia) : 12 k€ en 2022 et 11 K€ en 2021.

Par ailleurs, pour information uniquement car ces décisions ne relevaient pas du périmètre de la comptabilité du FSL gérée par la Caf, les fournisseurs d'eau ont accordé des remises de dette en 2022 pour un montant de 11 387 € (11 156 € en 2021).

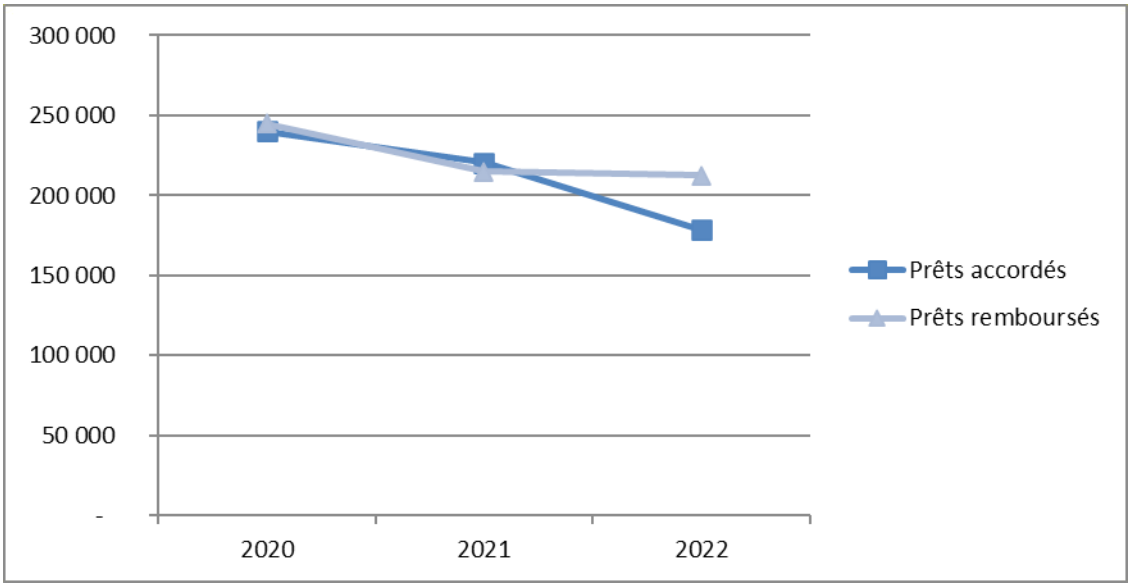
SITUATION AU 31/12/2022

CONTRIBUTEURS	CONTRIBUTIONS A RECEVOIR EN 2022	CONTRIBUTIONS RECUES EN 2022	RESTES A RECEVOIR EN 2022
CONSEIL DEPARTEMENTAL	360 000,00	360 000,00	0
GMCA	199 026,00	199 026,00	0
EDF	122 000,00	122 000,00	0
ENGIE	50 000,00	50 000,00	0
CAF DE TARN-ET-GARONNE	30 000,00	30 000,00	0
AUTRES PARTENAIRES			
TARN-ET-GARONNE HABITAT	6 791,00	6 791,00	0
SYNDICAT DEPARTEMENTAL DE L'ENERGIE 82	750,60	750,60	0
MONTASTRUC	50,00	50,00	0
CIAS DES DEUX RIVES	7 600,00	7 600,00	0
CCAS DE CAUSSADE	1 000,00	1 000,00	0
CCAS DE SAINT-ETIENNE-DE-TULMOT	1 000,00	1 000,00	0
CCAS DE LABASTIDE-SAINT-PIERRE	1 144,80	1 144,80	0
COMMUNE DE LIZAC	100,00	100,00	0
COMMUNE DE PUYCORNET	300,00	300,00	0
COMMUNE DE CAZES-MONDENARD	100,00	100,00	0
SAINT-ANTONIN-NOBLE-VAL	800,00	800,00	0
SA HLM DES CHALETS	468,00	468,00	0
ALTEAL (ex. : SA HLM COLOMIERS HABITAT)	855,00	855,00	0
CASTELMAYRAN	1 317,00	1 317,00	0
LAUZERTE	400,00	400,00	0
PROMOLOGIS SA	3 000,00	3 000,00	0
CASTELSARRASIN	3 000,00	3 000,00	0
BIOULE	589,00	589,00	0
PATRIMOINE SA LANGUEDOCIENNE	436,50	436,50	0
SEPTFONDS	800,00	800,00	0
LACOURT-SAINT-PIERRE	200,00	200,00	0
LAFRANCAISE	1 400,00	1 400,00	0
MONTECH	3 000,00	3 000,00	0
CCAS DE POMPIGNAN	670,00	670,00	0
ERILIA	352,00	352,00	0
CCAS DE GRISOLLES	4 233,00	4 233,00	0
SYNDICAT DEPARTEMENTAL DE L'ENERGIE 82	18 000,00	18 000,00	0
CONTRIBUTIONS TOTALES	**819 382,90**	**819 382,90**	**0**

2/ Les remboursements de prêts (ressources internes)

Les ressources internes du FSL sont constituées des remboursements des prêts accordés. L'analyse de la variation des remboursements ne pouvant être déconnectée des prêts accordés, le tableau ci-après rapproche les montants des prêts accordés de celui des prêts remboursés.
Sur la période 202/2022, la baisse des montants remboursés est ainsi corrélée avec celle des montants accordés.

En €	2020	2021	2022	Evolution 2021/2022
Prêts accordés	239 955	220 570	178 443	-19,10%
Prêts remboursés	245 050	214 821	212 699	-0,99%



3/ Reprise sur provision pour dépréciation des prêts

Chaque année, la provision pour couvrir le risque de non-recouvrement des prêts est actualisée. Son calcul est fonction du taux de non-recouvrement constaté sur l'année qui correspond au rapport entre le montant des prêts irrécouvrables (effacement surendettement, remises de dettes, admission en non-valeur) et l'encours moyen des prêts de l'année. Ce taux est appliqué au solde des prêts au 31 Décembre.

Le montant de la provision (enregistré dans les comptes 2974X) varie de 6,7 K€ à 12,6 K€ entre 2021 et 2022. La variation à la hausse de 5,9 K€ a été enregistrée en charge (compte 68662) sur l'exercice pour 6 698.07 € et en produit (compte 7866) sur l'exercice pour 842.04€.

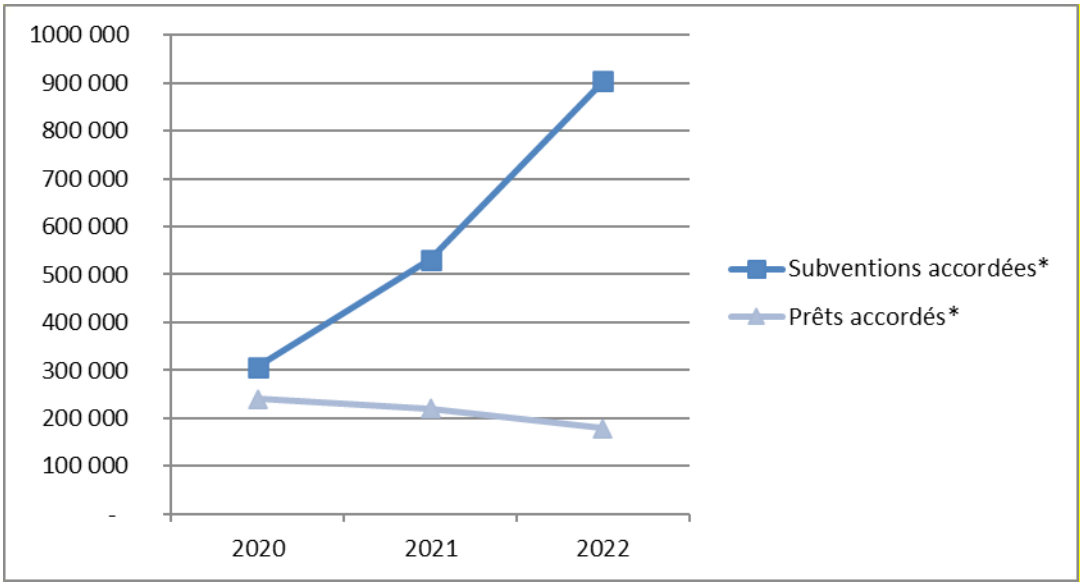
II/ LES DEPENSES ET LES CHARGES DU FSL EN 2022

1/ Les subventions et les prêts

Les principales dépenses du FSL sont constituées des aides attribuées sous la forme de subventions ou de prêts. L'évolution entre 2020 et 2022 est récapitulée ci-après :

En €	2020	2021	2022	Evolution 2021/2022
Subventions accordées*	307 068	531 831	903 886	69,96%
Prêts accordés*	239 955	220 570	178 443	-19,10%
TOTAL	547 023	752 401	1 082 329	43,85%

*Prêts accordés diminués des annulations de l'année
*Subventions y compris le montant des visites techniques



*Prêts accordés diminués des annulations de l'année
*Subventions y compris le montant des visites techniques

L'année 2022 est caractérisée par une accentuation de la tendance observée depuis 2019 avec un recul des aides accordées sous la forme de prêts (-19% entre 2021 et 2022) et une hausse très importante (+69.9%) des subventions.

Cette hausse résulte de plusieurs facteurs notamment l'effet en année pleine de la modification du montant des aides accordées (avenant d'octobre 2021), une très forte augmentation de certaines catégories de secours (exemple : gaz) et l'augmentation du montant moyen des aides en lien avec l'augmentation des factures d'énergie (voir détail dans les rapports d'activité).

En outre, à partir d'octobre 2022, les aides ont été accordées uniquement sous forme de subventions. En effet, la fin de gestion du FSL par la Caf au 31/12/2022, rendait techniquement impossible l'envoi et la réception des contrats de prêts signés dans les délais.

Le détail des évolutions par catégorie est présenté dans les tableaux ci-après.

Subventions accordées en €	2020	2021	2022	Variation	Evolution 2021/2022
Aide à l'accès à un logement locatif	23 599	29 064	73 257	44 193	152,05%
Aide au maintien dans le logement locatif	64 665	83 351	205 910	122 559	147,04%
Autre aide au maintien dans le logement locatif	-	-	404	404	100,00%
Aide aux fournitures d'eau	44 150	74 998	98 408	23 410	31,21%
Aide aux fournitures d'énergie	172 646	334 137	512 411	178 274	53,35%
Autres subventions	2 008	10 281	13 496	3 215	31,27%
TOTAL	307 068	531 831	903 886	372 055	69,96%

Prêts accordés en €	2020	2021	2022	Variation	Evolution 2021/2022
Aide à l'accès à un logement locatif	124 483	129 324	70 376	- 58 948	-45,58%
Aide au maintien dans le logement locatif	45 253	32 860	38 104	5 244	15,96%
Autre aide au maintien dans le logement locatif	-	-	29 050	29 050	100,00%
Aide aux fournitures d'eau	10 609	5 778	2 767	- 3 011	-52,11%
Aide aux fournitures d'énergie	59 610	52 608	38 146	- 14 462	-27,49%
TOTAL	239 955	220 570	178 443	- 42 127	-19,10%

Les aides visant à accompagner l'accès ou le maintien dans un logement locatif connaissent depuis 2020 une forte croissance (+51.8%) sauf celles de la catégorie « aide à l'accès à un logement locatif » sous forme de prêts (-45.6% entre 2021 et 2022).

Les attributions d'aides sous forme de subventions liées à la fourniture d'eau et d'énergie suivent la même tendance que les aides citées précédemment, soit une hausse conséquente en 2022 de +202 K€. A l'inverse, les prêts accordés pour les mêmes fournitures connaissent un net recul (-17 K€).

Les visites techniques FSL continuent leur progression en 2022 mais dans une moindre mesure par rapport à 2021. Cette variation positive est à rapprocher de celle liée à l'octroi de subventions pour l'accès à un logement locatif.

2/ Les autres charges du FSL

Les frais de gestion du FSL versés à la Caf représentent 200 000 €.

Des remises gracieuses ont été consenties pour 420,13 € en 2022 contre 752 € en 2021.

Les créances ont été admises en non-valeur ou effacées (surendettement) à hauteur de 13 742,28 € en 2022 (6 104 € en 2021).

III/ L'EXECUTION BUDGETAIRE DU FSL EN 2022

Le budget prévisionnel 2022 de référence a été établi d'après les données réelles de dépenses et de recettes couvrant la période du 01/03/2021 au 28/02/2022.

Les dépenses d'aides retenues dans le budget prévisionnel sont à la fois les subventions (comptabilisées en classe 6 que l'on retrouve dans le compte de résultat) et les prêts (comptabilisés en classe 2 que l'on retrouve dans le bilan)

Les dépenses engagées par le FSL en 2022 sont supérieures à la prévision initiale estimée à 1 236 K€. Il en ressort un taux d'exécution de 106% des dépenses prévisionnelles. Parmi les différents postes de dépenses, l'écart à la prévision, de l'ordre de 77 K€, résulte en grande partie d'attributions d'aides individuelles sous forme de subventions supérieures à la prévision de 240 K€ .

Les ressources d'un montant de 1 955 K€ sont à l'inverse inférieures à la prévision globale initiale fixée à 2 876 K€. Elles représentent 68% du montant budgété. Cet écart se justifie par le versement au nouveau gestionnaire du Fsl en Décembre 2022 de l'équivalent de 50% du fonds de roulement constaté au 01/01/2022, sous forme d'avance en compte 463.

IV/ LE BILAN AU 31/12/2022

Au 31/12/2022, le bilan s'équilibre à hauteur de 1 852 945,81 €.

1/ Le passif

- LES CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres s'élèvent à 1 852 945,81 €. Ils diminuent en raison du résultat négatif de l'exercice d'un montant de 272 638,41 €.

Il est proposé au comité de pilotage d'affecter ce résultat de 272 638,41 € de l'exercice 2022 au compte « report à nouveau » du FSL.

L'écriture d'affectation sera comptabilisée sur 2023 par le nouveau gestionnaire, l'UDAF, après la reprise de la comptabilité de la Caf.

- LES DETTES

Au 31/12/2022, aucune dette n'a été constatée.

2/ L'actif

- LES IMMOBILISATIONS

L'actif du FSL est constitué pour 15 % par des immobilisations financières qui représentent l'encours de prêts.
Le montant des immobilisations brutes s'élève à 285 793,17 € soit une diminution de 48 418,88 € par rapport à 2021.

Le montant de la provision pour dépréciation des prêts évolue de 6 755,60 € à 12 611,63 € entre 2021 et 2022, soit une variation positive de 5 856,03 €.

- LES CREANCES

Les créances détenues par le FSL au 31/12/2022 représentant 941 054,84 € se décomposent de la manière suivante :

- versement au nouveau gestionnaire du Fsl en Décembre 2022 de 50% du fonds de roulement constaté au 01/01/2022 soit 923 273,00 €

- remboursement des prêts de Décembre 2022 pour un montant de 17 781,84 €. En effet, les remboursements de prêts sont gérés par l'application informatique de la Caf, Nims/cristal et les remboursements au titre du mois M ne peuvent être reversés sur le compte financier du FSL qu'en début de mois M+1 car ils ne sont effectifs qu'à la fois du mois M.

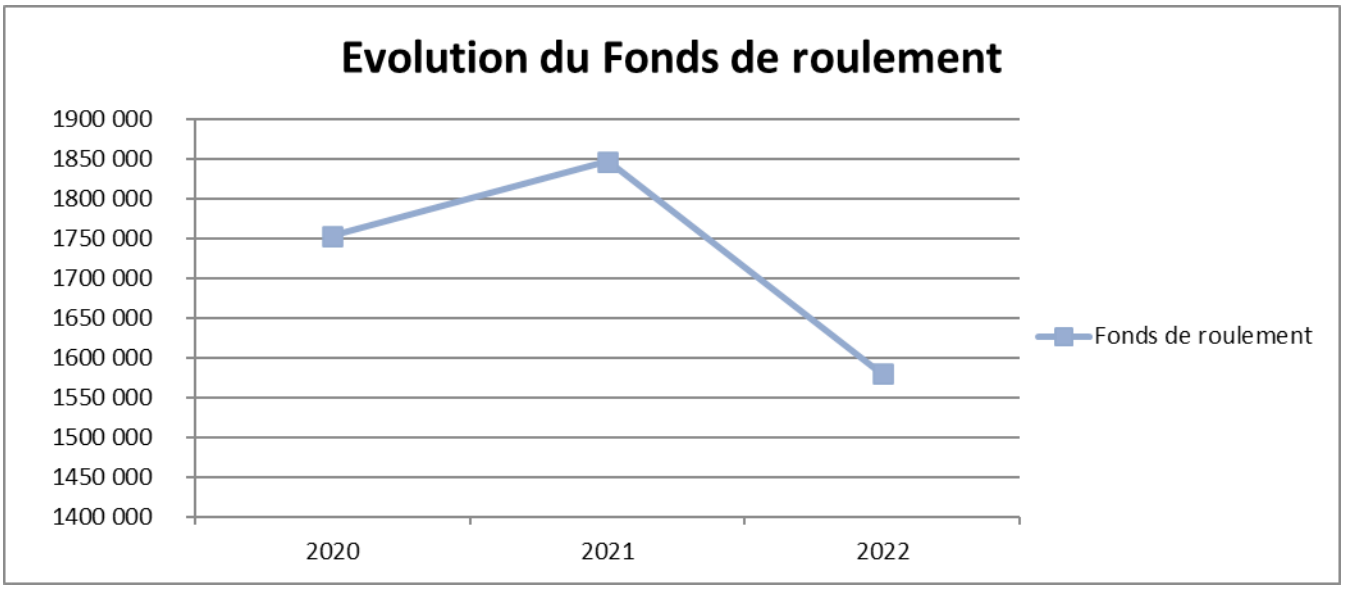
- LES DISPONIBILITES

La trésorerie du FSL représente 34% du montant de l'actif. Elle s'élève à 638 709,43 € au 31/12/2022 (1 997 792,40 € en 2021).

3/ Le fonds de roulement du FSL au 31/12/2022

Le fonds de roulement s'élève à 1 579 764,27 € au 31/12/2022.

Montant en €	2020	2021	2022
Fonds de roulement	1 752 749	1 846 547	1 579 765



L'évolution du fonds de roulement en 2022 (-267 K€ par rapport à 2021) s'explique ainsi :

- -48 K€ : diminution des fonds propres liée au recul de l'encours de prêts entre le 31/12/2021 et le 31/12/2022,
- +95 K€ : augmentation du report à nouveau justifié par l'affectation du résultat positif de 2021,
- -368 K€ : variation négative du résultat de l'exercice (95 K€ en 2021 contre -273 K€ en 2022),
- +54 K€ : diminution de l'encours des prêts qui a un effet positif sur le fonds de roulement.

BILAN COMPARE 2022
FSL GMCA
FSL DEPARTEMENT

Version définitive du 17/05/2023 12

I/ LES RESSOURCES PAR FONDS EN 2022

1/ Les ressources externes

En €	2020	2021	2022	Evolution 2021/2022
FSL GMCA				
GMCA	121 634	276 418	199 026	-28,00%
AUTRES	60 383	60 397	81 629	35,15%
TOTAL	182 017	336 815	280 655	-16,67%
FSL CD				
CD	333 377	360 000	360 000	0,00%
AUTRES	134 665	135 313	178 728	32,08%
TOTAL	468 042	495 313	538 728	8,77%
FSL GMCA + CD				
TOTAL	650 059	832 128	819 383	-1,53%

Les ressources du FSL GMCA et FSL Conseil Départemental ont été comptabilisées à hauteur des dotations reçues et retrouvent un niveau équivalent à 2019 sachant que les années 2020 et 2021 ont été atypiques. Les autres financeurs ont maintenu leur contribution par rapport à 2021 à l'exception d'EDF (+34 000,00 €) et ENGIE (+25 000,00 €) qui l'ont augmenté.

2/ Les ressources internes

* Les prêts

GMCA	2020	2021	2022	Evolution 2021/2022
Prêts accordés en €	63 939	73 938	53 559	-27,56%
Prêts remboursés en €	66 910	61 733	68 627	11,17%

CD	2020	2021	2022	Evolution 2021/2022
Prêts accordés en €	176 016	146 632	124 884	-14,83%
Prêts remboursés en €	178 140	153 089	144 072	-5,89%

La baisse des prêts accordés et des remboursements de prêts constatée en 2022 suit la tendance observée depuis 2020.

3/ Les participations indirectes

Ces participations correspondent à des remises de dettes accordées par les fournisseurs d'eau à leurs clients. Le tableau ci-dessous répertorie les remises de dettes accordées en 2022 par fournisseur :

En 2022, en €	VEOLIA	GEM	SAUR	Total
GMCA	3 490	1 346		4 836
CD	3 220		3 331	6 551
Total	6 710	1 346	3 331	11 387

II/ LES DEPENSES ET CHARGES PAR FONDS EN 2022

*** Les aides : prêts et secours**

En 2022, en €	Prêts accordés*	Subventions accordées*	TOTAL	% subventions
GMCA	53 559	210 295	263 854	79,70%
CD	124 884	693 591	818 475	84,74%
TOTAL	178 443	903 886	1 082 329	83,51%

*Prêts accordés diminués des annulations de l'année

*Subventions y compris le montant des visites techniques

*** Les frais de gestion**

En €	2021	2022
Frais de gestion GMCA	70 000	70 000
Frais de gestion CD	130 000	130 000
Total	200 000	200 000

La rémunération contractualisée de la Caf, gestionnaire du FSL, est stable. La répartition de cette charge entre fonds est fixée par la convention de gestion 2021-2022.

*** Remises de dettes, admissions en non-valeur, effacement surendettement**

En €	2021	2022
Effacement surendettement GMCA	951	803
Effacement surendettement CD	4 734	3 555
ANV GMCA	-	2 483
ANV CD	419	6 901
Remise de dettes GMCA	235	420
Remise de dettes CD	517	-
TOTAL	6 856	14 162

III L'EXECUTION BUDGETAIRE PAR FONDS EN 2022

En 2022, en €	Dépenses prévues	Dépenses engagées	% exécution budgétaire
GMCA	431 550	343 348	79,56%
CD	804 736	969 679	120,50%
Total	1 236 286	1 313 027	106,21%

Les écarts entre les prévisions budgétaires et les dépenses engagées (+77 K€) se justifient en grande partie par l'octroi d'aides individuelles pour un montant supérieur à la prévision.

En 2022, en €	Recettes prévues	Recettes comptabilisées	% exécution budgétaire
GMCA	1 161 592	757 303	65,20%
CD	1 714 481	1 198 053	69,88%
Total	2 876 073	1 955 356	67,99%

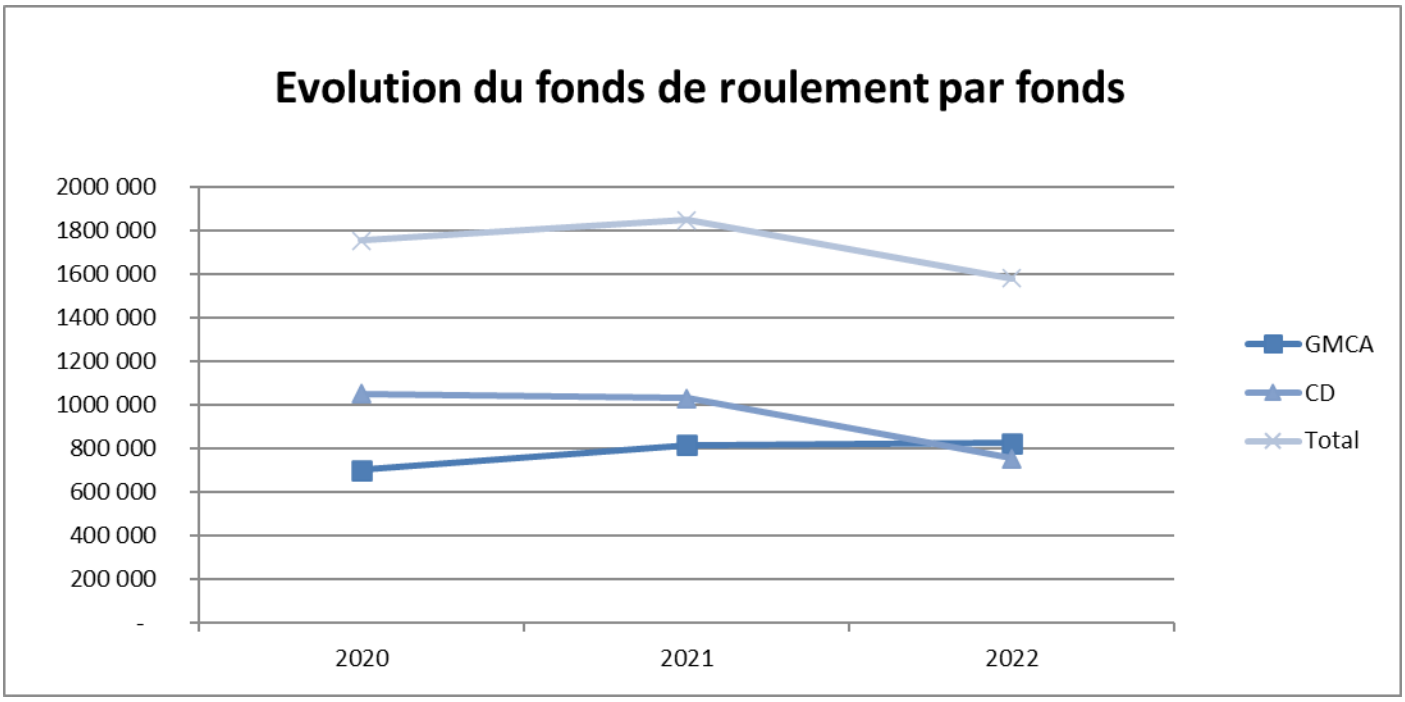
Pour les recettes, l'écart global relatif à l'exécution budgétaire (-921 K€) est justifié par le versement sous forme d'avance de l'équivalent de 50% du fonds de roulement constaté au 01/01/2022 à l'Association UDAF 82, nouveau gestionnaire du FSL à compter du 1er Janvier 2023.

IV/ LE FONDS DE ROULEMENT PAR FONDS AU 31/12/2022

Données 2022 en €	Capitaux propres	Immobilisations financières	Fonds de roulement
GMCA	899 792	74 109	825 683
CD	953 154	199 072	754 082
Total	1 852 946	273 181	1 579 765

Evolution du fonds de roulement entre 2020 et 2022 par fonds :

Montant en €	2020	2021	2022
GMCA	702 453	816 042	825 683
CD	1 050 296	1 030 505	754 082
Total	1 752 749	1 846 547	1 579 765



Contrairement aux années antérieures, le fonds de roulement global du FSL diminue en 2022 pour atteindre 1 580 K€, soit une diminution de -14% par rapport à 2021 et -267 k€ en volume financier .

Cette variation négative est principalement liée au résultat négatif de 272K€ de 2022.

Cette dégradation du résultat est elle-même liée à l'augmentation des subventions attribuées de 302 K€, à la diminution des subventions des financeurs de 13 K€ ainsi qu'à une diminution de l'encours de prêts plus forte entre 2021 et 2022 qu'entre 2020 et 2021.

Compte-tenu des éléments énumérés ci-dessus, le niveau de trésorerie disponible demeure encore élevé à la clôture de l'exercice (+639 K€) malgré l'avance de trésorerie effectuée au nouveau gestionnaire du fonds FSL à compter du 1er Janvier 2023 et des évolutions du règlement intérieur applicables depuis Juillet 2021.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES 2022

FSL Tarn et Garonne

Année 2022

FSL DE TARN ET GARONNE

BILAN

N° de compte	ACTIF au 31/12	Exercice 2022			Exercice 2021
		Brut au 31/12	Amortissements et provisions (à déduire)	Net au 31/12	Net au 31/12
	ACTIF IMMOBILISE				
20	Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
21 - 23	Immobilisations corporelles	-	-	-	-
27 (sauf 275)	Immobilisations financières (1)	285 793,17	12 611,63	273 181,54	327 456,45
275	Dépôts et cautionnement	-	-	-	-
	Total I	**285 793,17**	**12 611,63**	**273 181,54**	**327 456,45**
	ACTIF CIRCULANT				
441 - 443 - 4673	Financements et participations volontaires restant à recevoir	-	-	-	-
409 - 42 - 43 - 461 - 462 - 463 - 465 - 4671 - 4672 - 4678 - 4687	Créances diverses	941 054,84	-	941 054,84	-
50	Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
51 - 53	Disponibilités	638 709,43	-	638 709,43	1 997 792,40
47 - 48	Charges constatées d'avance (2) et comptes transitoires	-	-	-	-
	Total II	**1 579 764,27**	**-**	**1 579 764,27**	**1 997 792,40**
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-	-	-	-
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	**1 865 557,44**	**12 611,63**	**1 852 945,81**	**2 325 248,85**
	(1) Dont à moins d'un an (brut)	-	-	-	-
	(2) Dont à plus d'un an	-	-	-	-

Année 2022

FSL DE TARN ET GARONNE

BILAN

N° de compte	PASSIF au 31/12	Exercice 2022	Exercice 2021
	CAPITAUX PROPRES		
102	Biens mis à disposition		-
103	Fonds propres	285 793,17	334 212,05
11	Report à nouveau	1 839 791,05	1 744 235,52
12	Résultat de l'exercice (positif ou négatif)	-272 638,41	95 555,53
	Total I	**1 852 945,81**	**2 174 003,10**
151 - 158	Provisions pour risques et charges **(II)**	-	-
	DETTES		
401 - 408	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-
404	Dettes liées aux immobilisations	-	-
447 - 464 - 466 - 467 - 4686	Autres dettes	-	151 245,75
471-4731-478-487	Produits constatés d'avance (1) et compte transitoires	-	-
	Total III	**-**	**151 245,75**
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	**1 852 945,81**	**2 325 248,85**
	(1) Dont à plus d'un an	-	-
	Dont à moins d'un an	-	-
Hors bilan : montant des engagements de cautionnement et garanties donnés		-	-
test de la ventilation des produits constatés d'avance, sur +/- un an		OK	OK

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2022

FSL DE TARN ET GARONNE

N° de compte	CHARGES	Exercice 2022	Exercice 2021
	CHARGES D'EXPLOITATION		
60	Achats matières et fournitures	-	750,60
61-62	Autres achats et charges externes	200 000,00	200 000,00
63	Impôts et taxes	-	-
641-642-643-646	Salaires et traitements	-	-
645-647-648	Charges sociales	-	-
	CHARGES SPECIFIQUES		
657	Subventions	903 885,75	531 831,34
654	Autres charges spécifiques	14 162,41	6 855,97
	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations	-	-
6812 à 6817	Dotations aux provisions	-	-
	AUTRES CHARGES		
658	Charges diverses de gestion courante	-	-
	Total I	**1 118 048,16**	**739 437,91**
	CHARGES FINANCIERES		
686	Dotations aux amortissements et aux provisions	6 698,07	720,83
66	Charges financières	-	-
	Total II	**6 698,07**	**720,83**
	CHARGES EXCEPTIONNELLES		
671-678	Sur opérations de gestion	16 536,00	-
675	Sur opérations en capital	-	-
687	Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-
	Total III	**16 536,00**	**-**
	TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	**1 141 282,23**	**740 158,74**
	résultat	-272 638,41	95 555,53
	Total général	**868 643,82**	**835 714,27**

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2022

FSL DE TARN ET GARONNE

N° de compte	PRODUITS	Exercice 2022	Exercice 2021
	PRODUITS D'EXPLOITATION		
74	Subventions d'exploitation	867 801,78	833 235,24
781-79	Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	-	-
75	Autres produits	-	-
	Total I	867 801,78	833 235,24
	PRODUITS FINANCIERS		
764+768	Intérêts et autres produits assimilés	-	-
786	Reprises sur provisions et transferts de charges	842,04	2 478,63
767	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
	Total II	842,04	2 478,63
	PRODUITS EXCEPTIONNELS		
771-778	Sur opérations de gestion	-	0,40
775	Sur opérations en capital	-	-
787	Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
	Total III	-	0,40
	TOTAL DES PRODUITS (I+II+III)	**868 643,82**	**835 714,27**
			-
	Total général	**868 643,82**	**835 714,27**

TABLEAU 1 - ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

FSL DE TARN ET GARONNE **Année 2022**

Situations et mouvements Rubriques	A Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations	C Diminutions	D Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières (sauf cpte 275)	334 212,05	178 442,60	226 861,48	285 793,17
Dépots et cautionnements (cpte 275)	-	-	-	-
TOTAL	**334 212,05**	**178 442,60**	**226 861,48**	**285 793,17**

TABLEAU 2 - ETAT DES AMORTISSEMENTS

Situations et mouvements Rubriques	A Amortissements cumulés au début de l'exercice	B Augmentations dotations de l'exercice	C Diminutions d'amortissements de l'exercice	D Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
TOTAL	**-**	**-**	**-**	**-**

TABLEAU 3 - ETAT DES PROVISIONS

Ventilation des provisions par nature de risques et charges Rubriques	A Provisions au début de l'exercice	B Augmentations dotations de l'exercice	C Diminutions reprise de l'exercice	D Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour dépréciation				
. de prêts	6 755,60	6 698,07	842,04	12 611,63
. d'autres immobilisations financières				-
. d'autres actifs circulant				-
Provisions pour risques et charges				-
TOTAL	**6 755,60**	**6 698,07**	**842,04**	**12 611,63**

TABLEAU 4 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2022

FSL DE TARN ET GARONNE

Créances	Montant brut	Degré de liquidité de l'actif		Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		test sur répartition échéances	test sur répartition échéances
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an			Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an	pour les créances	pour les dettes
Créances de l'actif immobilisé :				**Dettes :**					
Prêts	285 793,17	173 265,84	112 527,33	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	-	-	-	OK	OK
Créances de l'actif circulant :				Dettes liées aux immobilisations	-	-	-		OK
Financements et participations volontaires restant à recevoir	-	-	-	Dettes fiscales et sociales	-	-	-	OK	OK
Créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie	-	-	-	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	OK	OK
Autres créances diverses	941 054,84	941 054,84	-	Autres dettes	-	-	-	OK	OK
Charges constatées d'avance	-	-	-					OK	
Comptes transitoires	-	-	-	Produits constatés d'avance et comptes transitoires	-	-	-	OK	OK
TOTAL	**1 226 848,01**	**1 114 320,68**	**112 527,33**	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	OK	OK

TABLEAU 5 - ETAT DES ENGAGEMENTS DE CAUTIONNEMENT ET GARANTIE

FSL DE TARN ET GARONNE **Année 2022**

1	2	Mouvements de l'exercice			6 = 2+3-4-5
		3	4	5	
Nature des engagements	**Montant des engagements au début de l'exercice**	**Engagements donnés**	**Engagements échus avec mise en jeu (1)**	**Engagements échus sans mise en jeu (2)**	**Montants des engagements à la fin de l'exercice**
80111 - Cautionnements correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	-	-	-	-	-
80112 - Cautionnements correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	-	-	-	-	-
80113 - Cautionnements correspondant à une aide à un propriétaire occupant	-	-	-	-	-
8012 - Garanties données aux associations	-	-	-	-	-
8018 - Autres engagements donnés	-	-	-	-	-
TOTAL	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

(1) engagements échus avec mise en jeu du cautionnement ou de la garantie

(2) engagements échus sans mise en jeu du cautionnement ou de la garantie

TABLEAU 6 - ETAT DES PROVISIONS POUR COUVERTURE DES MISES EN JEU DE CAUTIONNEMENT ET GARANTIE

Montants des engagements à la fin de l'exercice	-
Provisions nécessaires pour couvrir le montant des engagements à la fin de l'exercice (1)	-
Solde du compte de provisions en début d'exercice	-
Ajustement du solde du compte de provisions (+ ou -)	-
Solde du compte de provisions en fin d'exercice (2)	-

(1) calculées suivant les règles de constitution des provisions, telles que ces règles ont été adoptées par le comité directeur pour le FSL hors GIP ou par l'assemblée générale du GIP, en fonction du taux de couverture souhaité

(2) ce montant doit être au moins égal à celui des provisions nécessaires pour couvrir le montant des engagements à la fin de l'exercice.

TABLEAU 7 - ETAT DES PRETS

FSL DE TARN ET GARONNE — **Année 2022**

Immobilisations financières	1 Solde au début de l'exercice	2 Accordés	3 Remboursés	4 Irrécouvrables (*)	5=1+2-3-4 Solde à la fin de l'exercice	6 Solde à la fin de l'exercice par échéance		test sur répartition des échéances
						à moins 1 an	à plus 1 an	
2741 - Prêts correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	184 893,20	70 375,73	115 162,76	3 559,04	136 547,13	91 907,54	44 639,59	OK
27411 - Prêts en vue du paiement d'un dépôt de garantie	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27412 - Prêts en vue du paiement des dettes locatives antérieures	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27413 - Autres prêts correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	184 893,20	70 375,73	115 162,76	3 559,04	136 547,13	91 907,54	44 639,59	OK
2742 - Prêts correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	59 161,15	67 153,87	38 339,69	5 511,02	82 464,31	40 356,17	42 108,14	OK
27421 - Prêts en vue de règlement de dettes de loyer et et de charges locatives	59 161,15	38 103,87	37 700,79	5 511,02	54 053,21	34 750,27	19 302,94	OK
27422 - Autres prêts correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	-	29 050,00	638,90	-	28 411,10	5 605,90	22 805,20	OK
2743 - Prêts correspondant à une aide à un propriétaire occupant	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27431 - Prêts en vue du règlement d'échéances d'emprunt impayées	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27432 - Prêts en vue du règlement de dettes de charges collectives	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27433 - Autres prêts correspondant à une aide à propriétaire occupant	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27451 - Prêts correspondant à une aide aux fournitures d'eau	8 339,88	2 766,99	5 997,44	80,00	5 029,43	3 430,37	1 599,06	OK
27452 - Prêts correspondant à une aide aux fournitures d'énergie	81 817,82	38 146,01	53 199,18	5 012,35	61 752,30	37 571,76	24 180,54	OK
27453 - Prêts correspondant à une aide aux fournitures de services téléphoniques	-	-	-	-	-	-	-	RAS
2744 - Prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement ou garantie	-	-	-	-	-	-	-	RAS
2748 - Autres prêts	-	-	-	-	-	-	-	RAS
TOTAL (*)	**334 212,05**	**178 442,60**	**212 699,07**	**14 162,41**	**285 793,17**	**173 265,84**	**112 527,33**	OK

(*) Faire figurer les prêts reconnus irrécouvrables et comptabilisés, selon le cas, soit au compte 65412 "Charges sur autres créances faisant l'objet d'une remise gracieuse", soit au compte 65422 "Autres charges sur autres créances irrécouvrables"

TABLEAU 8 - ETAT DES PROVISIONS SUR PRETS

FSL DE TARN ET GARONNE **Année 2022**

	1 Provision au début de l'exercice	2 Augmentation Dotations de l'exercice	3 Diminution Reprises de l'exercice	4 Solde fin d'exercice
29741 - Prêts correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	3 061,64	802,28	842,04	3 021,88
297411 - Prêts en vue du paiement d'un dépôt de garantie	-	-	-	-
297412 - Prêts en vue du règlement des dettes locatives antérieures	-	-	-	-
297413 - Autres prêts correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	3 061,64	802,28	842,04	3 021,88
29742 - Prêts correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	2 265,74	2 975,01	-	5 240,75
297421- Prêts en vue de règlement de dettes de loyer et de charges locatives	2 265,74	2 975,01	-	5 240,75
297422- Autres prêts correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	-	-	-	-
29743 - Prêts correspondant à une aide à un propriétaire occupant	-	-	-	-
297431 - Prêts en vue du règlement d'échéances d'emprunt impayées	-	-	-	-
297432 - Prêts en vue du règlement de dettes de charges collectives	-	-	-	-
297433 - Autres prêts correspondant à une aide à copropriétaire occupant	-	-	-	-
29745 - Prêts correspondant à une aide aux fournitures d'eau et d'énergie	1 428,22	2 920,78	-	4 349,00
TOTAL	**6 755,60**	**6 698,07**	**842,04**	**12 611,63**

TABLEAU 9 - ETAT DES SUBVENTIONS ACCORDEES

FSL DE TARN ET GARONNE **Année 2022**

		Exercice 2022	Exercice 2021
6571	- Subventions correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	73 257,47	29 064,13
	65711 - Subventions en vue du paiement d'un dépôt de garantie	-	-
	65712 - Subventions en vue du règlement de dettes locatives antérieures	-	-
	65713 - Autres subventions correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	73 257,47	29 064,13
6572	- Subventions correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	205 909,64	83 351,07
	65721 - Subventions en vue du règlement de dettes de loyer et de charges locatives	205 909,64	83 351,07
	65722 - Autres subventions correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	-	-
6573	- Subventions correspondant à une aide à un propriétaire occupant	404,00	-
	65731 - Subventions en vue du règlement d'échéances d'emprunt impayées	-	-
	65732 - Subventions en vue du règlement de dettes de charges collectives	-	-
	65733 - Autres subventions correspondant à une aide à un propriétaire occupant	404,00	-
65771	- Subventions correspondant à une aide aux fournitures d'eau	98 407,80	74 997,91
65772	- Subventions correspondant à une aide aux fournitures d'énergie	512 410,84	334 137,23
65773	- Subventions correspondant à une aide aux fournitures de services téléphoniques	-	-
6574	- Dotations aux fonds associatifs	-	-
6575	- Financement des mesures d'accompagnement social lié au logement	-	-
6576	- Subventions au titre du financement de l'aide aux suppléments de dépenses de gestion	-	-
6578	- Autres subventions	13 496,00	10 281,00
TOTAL		**903 885,75**	**531 831,34**

TABLEAU 10 - ETAT DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

FSL DE TARN ET GARONNE **Année 2022**

Charges donnant lieu à décaissement, hors charges d'ordre	Exercice 2022	Exercice 2021	
Achats	-	750,60	
Achats de sous-traitance et services extérieurs	-	-	
Autres services extérieurs :	200 000,00	200 000,00	
Personnel extérieur à l'établissement	-		
Rémunération du gestionnaire comptable et financier	200 000,00	200 000,00	(ligne à ne pas remplir pour les GIP-FSL à comptabilité de droit public)
Autres	-	-	
Charges de personnel	-	-	(ligne à ne pas remplir pour les FSL non constitués en GIP)
Impôts, taxes et versements assimilés	-	-	
TOTAL	**200 000,00**	**200 750,60**	

TABLEAU 11 - ETAT DES FINANCEMENTS DU DEPARTEMENT ET DES PARTICIPATIONS VOLONTAIRES

FSL DE TARN ET GARONNE **Année 2022**

	Exercice N			Exercices antérieurs			
	1 Montants prévus au titre de l'exercice N (1)	2 Montants encaissés pendant l'exercice N	3 = 1 - 2 restant dû sur l'exercice N, en fin d'exercice N	4 restant dû sur exercices antérieurs, au début de l'exercice N (2)	5 Montants encaissés pendant l'exercice N	6 = 4 - 5 restant dû sur exercices antérieurs, en fin d'exercice N	7=3+6 restant dû en fin d'exercice N
1373 - Département	360 000,00	360 000,00	-	-	-	-	-
13741 - Communes et centres communaux d'action sociale (CCAS)	20 103,80	20 103,80	-	-	-	-	-
13742 - Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et centres intercommunaux d'action sociale (CIAS)	206 626,00	206 626,00	-	-	-	-	-
13748 - Autres collectivités territoriales	-	-	-	-	-	-	-
13771 - Caisses d'allocations familiales	30 000,00	30 000,00	-	-	-	-	-
13772 - ASSEDIC	-	-	-	-	-	-	-
13773 - Organismes d'HLM et sociétés d'économie mixte	8 550,50	8 550,50	-	-	-	-	-
13774 - Autres bailleurs	3 352,00	3 352,00	-	-	-	-	-
13781 - Distributeurs d'eau	-	-	-	-	-	-	-
13782 - Distributeurs d'énergie	172 000,00	172 000,00	-	-	-	-	-
13783 - Opérateurs de services téléphoniques	-	-	-	-	-	-	-
13775 - Organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction	-	-	-	-	-	-	-
13776 - Caisses de mutualité sociale agricole	-	-	-	-	-	-	-
13778 - Autres	18 750,60	18 750,60	-	-	-	-	-
Sous total des participations volontaires	**459 382,90**	**459 382,90**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL GENERAL	**819 382,90**	**819 382,90**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

(1) Porter dans cette colonne les engagements de financement concernant uniquement l'exercice N pour lequel les comptes sont établis.

Les prévisions concernant l'année N et annulées en cours d'année N ne doivent pas être prises en compte.

(2) Reporter les montants figurant en colonne 7 de l'état de l'exercice précédent

TABLEAU 12 - ETAT DES AUTRES CHARGES SPECIFIQUES

FSL DE TARN ET GARONNE

Année 2022

Autres charges spécifiques	Exercice 2022
65411 - charges sur créances nées de la mises en jeu de cautionnement, faisant l'objet d'une remise gracieuse	-
65412 - charges sur autres créances faisant l'objet d'une remise gracieuse	420,13
6541 - charges sur créances faisant l'objet d'une remise gracieuse	420,13
65421 - autres charges sur créances irrécouvrables nées de la mise en jeu de cautionnement	-
65422 - autres charges sur autres créances irrécouvrables	13 742,28
6542 - autres charges sur créances irrécouvrables	13 742,28
654 - Autres charges spécifiques	**14 162,41**

Année 2022

FSL DE TARN ET GARONNE

BILAN

N° de compte	ACTIF au 31/12	Exercice 2021			Exercice 2020
		Brut au 31/12	Amortissements et provisions (à déduire)	Net au 31/12	Net au 31/12
	ACTIF IMMOBILISE				
20	Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
21 - 23	Immobilisations corporelles	-	-	-	-
27 (sauf 275)	Immobilisations financières (1)	334 212,05	6 755,60	327 456,45	326 806,09
275	Dépôts et cautionnement	-	-	-	-
	Total I	**334 212,05**	**6 755,60**	**327 456,45**	**326 806,09**
	ACTIF CIRCULANT				
441 - 443 - 4673	Financements et participations volontaires restant à recevoir	-	-	-	-
409 - 42 - 43 - 461 - 462 - 463 - 465 - 4671 - 4672 - 4678 - 4687	Créances diverses	-	-	-	-
50	Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
51 - 53	Disponibilités	1 997 792,40	-	1 997 792,40	1 872 515,48
47 - 48	Charges constatées d'avance (2) et comptes transitoires			-	-
	Total II	**1 997 792,40**	**-**	**1 997 792,40**	**1 872 515,48**
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-	-	-	-
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	**2 332 004,45**	**6 755,60**	**2 325 248,85**	**2 199 321,57**
	(1) Dont à moins d'un an (brut)	-	-	-	-
	(2) Dont à plus d'un an	-	-	-	-

Année 2022

FSL DE TARN ET GARONNE

BILAN

N° de compte	PASSIF au 31/12	Exercice 2021	Exercice 2020
	CAPITAUX PROPRES		
102	Biens mis à disposition	-	-
103	Fonds propres	334 212,05	335 319,49
11	Report à nouveau	1 744 235,52	1 596 775,64
12	Résultat de l'exercice (positif ou négatif)	95 555,53	147 459,88
	Total I	**2 174 003,10**	**2 079 555,01**
151 - 158	Provisions pour risques et charges **(II)**	-	-
	DETTES		
401 - 408	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-
404	Dettes liées aux immobilisations	-	-
447 - 464 - 466 - 467 - 4686	Autres dettes	151 245,75	119 766,56
471-4731-478-487	Produits constatés d'avance (1) et compte transitoires	-	-
	Total III	**151 245,75**	**119 766,56**
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	**2 325 248,85**	**2 199 321,57**
	(1) Dont à plus d'un an	-	-
	Dont à moins d'un an	-	-
Hors bilan : montant des engagements de cautionnement et garanties donnés		-	-
test de la répartition des produits constatés d'avance, sur +/- un an		RAS	OK

Tableau de financement du FSL de :		FSL DE TARN ET GARONNE	
Année	2022		
		Montants Détaillés	Montants totaux
I/ Ressources financières			
1.1 Ressources externes			819 382,90
Dotations Conseil Général		360 000,00	
Participations volontaires		459 382,90	
1.2 Ressources internes			212 699,07
Remboursements de prêts		212 699,07	
Total Ressources			1 032 081,97
II/ Emplois			
2.1 Prêts			178 442,60
2.2 Subventions			903 885,75
Subventions correspondant à une aide à l'accès		73 257,47	
Subventions correspondant à une aide au maintien		205 909,64	
Subventions correspondant à une aide aux propriétaires occupants		404,00	
Subventions correspondant à une aide aux fournitures d'eau		98 407,80	
Subventions correspondant à une aide aux fournitures d'énergie		512 410,84	
Subventions correspondant à une aide aux fournitures de services téléphoniques		-	
Dotations aux fonds associatifs		-	
Financements des mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL)		-	
Subventions au titre du financement de l'aide aux suppléments de dépenses de gestion		-	
Autres subventions		13 496,00	
Autres charges spécifiques (prêts irrécouvrables exclus)		-	
Total Emplois			1 082 328,35
Solde des opérations du Fonds			-50 246,38
III/			
Frais de fonctionnement		200 000,00	
Investissements		-	
Produits de cession des éléments d'actif cédés		-	
Charges financières et diverses		16 536,00	
Produits financiers et divers		-	
Total du III			216 536,00
IV/ Solde après frais de fonctionnement			-266 782,38
V/ Incidence de la variation du be			-1 092 300,59
Dettes		-151 245,75	
Financements et participations volontaires restant à recevoir		-	
Créances diverses		-941 054,84	
Charges d'avances et comptes transitoires		-	
Charges à répartir		-	
Biens mis à disposition		-	
VI/ Trésorerie			
Trésorerie début d'exercice			1 997 792,40
Solde Trésorerie fin d'exercice calculée (IV + V + VI)			638 709,43
Valeurs mobilières de placement		-	
Disponibilité		638 709,43	
Total trésorerie inscrite au bilan		638 709,43	
Test :		OK	
		écart :	écart relatif (%) :

année :	2022	Tests des documents comptables du FSL de :		FSL DE TARN ET GARONNE
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
	Contrôles comptables			
1	Cohérence du bilan sur N	BON		Le total bilan actif est égal au total bilan passif sur N.
2	Cohérence du bilan sur N-1	BON		Le total bilan actif est égal au total bilan passif sur N-1.
3	Cohérence du compte de résultat sur N	BON		Le total des produits dans le compte de résultat est égal au total des charges sur N.
4	Cohérence du compte de résultat sur N-1	BON		Le total des produits dans le compte de résultat est égal au total des charges sur N-1.
5	Cohérence des états comptables entre eux	BON		Le résultat de l'exercice au passif du bilan est identique au solde (créditeur ou débiteur) du compte de résultat sur année N.
6	Cohérence des états comptables entre eux	BON		Le résultat de l'exercice au passif du bilan est identique au solde (créditeur ou débiteur) du compte de résultat sur année N-1.
7	Dotations aux provisions de l'exercice	BON		Les dotations aux provisions renseignées dans les charges financières du compte de résultat auxquelles on ajoute les dotations aux provisions renseignées dans la partie exploitation du compte de résultat et celles figurant dans la partie "exceptionel" doivent être égales au total des dotations aux provisions de l'exercice renseignée dans le tableau 3 – Etat des variations des provisions.
8-0	Etat des prêts (tab. 7)	BON		Etat des prêts : contrôle que l'état des prêts est rempli et que les prêts accordés sont suffisamment détaillés (aides au maintien / aides à l'accès / aides aux copropriétaires …)
8-1	Prêts en valeur brute	BON		La valeur brute des immobilisations financières renseignée dans le bilan doit être supérieure ou égale au solde des prêts à la fin de l'exercice (total de la colonne 5 du tableau 7 : Etat de variation des prêts - mouvements de l'exercice) .
8-2	Immobilisations financières	BON		La valeur brute des immobilisations financières renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur brute à la clôture de l'exercice des immobilisations financières dans le tableau 1 (Etat de l'actif immobilisé)
8-2 bis	Dépôts et cautionnement	BON		La valeur brute des dépôts et cautionnement renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur brute à la clôture de l'exercice des dépôts et cautionnement dans le tableau 1 (Etat de l'actif immobilisé)
8-3	Prêts en valeur brute	BON		La valeur brute à la clôture de l'exercice des immobilisations financières dans le tableau 1 (Etat de l'actif immobilisé) doit être supérieure ou égale au solde des prêts à la fin de l'exercice (total de la colonne 5 du tableau 7 : Etat de variation des prêts - mouvements de l'exercice) .
9-1	Créances diverses - exercice N	BON		La valeur des financements et participations volontaires restant à recevoir figurant à l'actif du bilan (exercice N) doit être égale au montant brut de ces financements et participations volontaires figurant dans l'actif circulant (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
9 - 5	Créances diverses - exercice N	BON		La valeur des créances diverses figurant à l'actif du bilan (exercice N) doit être égale à la somme des montant bruts des créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie et des autres créances diverses figurant dans l'actif circulant (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
9-2	Financements et participations volontaires restant à recevoir - exercice N	BON		Le montant des financements et participations volontaires restant à recevoir figurant à l'actif du bilan (exercice N) doit être égale aux financements et participations restant dus par Conseil général et participants volontaires à la fin de l'exercice N
9-3	Créances diverses - exercice N	BON		Le montant brut des financements et participations volontaires restant à recevoir figurant dans l'actif circulant (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice) doit être égal aux financements et participations restant dus par Conseil général et participants volontaires à la fin de l'exercice N

année :	2022	Tests des documents comptables du FSL de :		FSL DE TARN ET GARONNE
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
9-4	Financements et participations volontaires restant à recevoir - exercice N-1	BON		Le montant des financements et participations volontaires restant à recevoir figurant à l'actif du bilan (exercice N-1) doit être égale aux financements et participations restant dus par Conseil général et participants volontaires à la fin de l'exercice N-1
10	Charges constatées d'avance & comptes transitoires	BON		La valeur des charges constatées d'avance renseignée dans le bilan doit être égale au montant brut des créances de l'actif circulant (in tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
11	Dettes fournisseurs	BON		La valeur des dettes fournisseurs renseignée dans le bilan doit être égale au montant brut des dettes fournisseurs (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
11 b	Dettes liées aux immobilisations	BON		La valeur des dettes liées aux immobilisations renseignée dans le bilan doit être égale au montant brut des dettes liées aux immobilisations (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
12	Autres Dettes	BON		La valeur des autres dettes renseignée dans le bilan doit être égale à la somme des montants bruts des dettes fiscales et sociales, des dettes sur immob. & comptes rattachés et autres dettes (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
13	Produits constatés d'avance	BON		La valeur des produits constatés d'avance renseignée dans le bilan doit être égale au montant brut des produits constatés d'avance (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
14	Fonds propres	14 162,41	0,7	La somme des fonds propres et du report à nouveau renseignés au passif du bilan N doit être égal à la somme des fonds propres N-1, du report à nouveau N-1 et du résultat N-1 et des prêts accordés durant l'année N (tableau 7 - Etat de variation des prêts – mouvements de l'exercice - colonne 2) diminués des prêts remboursés durant l'année N (tableau 7 - Etat de variation des prêts – mouvements de l'exercice - colonne 3)
15-1	Frais de fonctionnement (N)	BON		Le total de charges d'exploitation doit être égal au total des charges du tableau 10 - Frais de fonctionnement des FSL, renseignant les achats, les achats de sous-traitance et services extérieurs, les autres services extérieurs (la rémunération du gestionnaire comptable et financier, du personnel extérieur à l'établissement), les charges de personnel, les impôts taxes et versements assimilés (année N).
15-2	Frais de fonctionnement (N-1)	BON		Le total de charges d'exploitation doit être égal au total des charges du tableau 10 - Frais de fonctionnement des FSL, renseignant les achats, les achats de sous-traitance et services extérieurs, les autres services extérieurs (la rémunération du gestionnaire comptable et financier, du personnel extérieur à l'établissement), les charges de personnel, les impôts taxes et versements assimilés (année N-1).
16-1	Reprises sur provisions et transferts de charges	BON		Les reprises sur provisions et transferts de charges de l'exercice figurant dans les produits financiers du Compte de résultat doivent être supérieurs ou égaux aux reprises de provisions de l'exercice figurant à l'Etat des provisions sur prêts (tab.8)
16-2	Reprise de provisions sur les prêts	BON		Les reprises de provisions sur les immobilisations financières renseignées dans les produits financiers du compte de résultat doivent être égales aux reprises de provisions sur prêts renseignées dans le tableau 3 – Etat des provisions.
16-3	Prêts irrécouvrables	BON		Les Autres charges spécifiques (cpte 654) du compte de résultat doivent être supérieures ou égales au total des prêts irrécouvrables de l'exercice figurant dans l'Etat des prêts (tableau 7)
16-3b	Prêts irrécouvrables	BON		Les prêts irrécouvrables de l'exercice (Etat des prêts - tableau 7) doivent être égaux, ou inférieurs, à la somme des charges sur autres créances faisant l'objet d'une remise gracieuse et des autres charges sur autres créances irrécouvrables figurant au tab.12 - Etat des charges spécifiques (comptes 65412+ 65422)

année :	**2022**	**Tests des documents comptables du FSL de :**		**FSL DE TARN ET GARONNE**
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
16-4b	Autres charges spécifiques (cpte 654) [intégrant prêts irrécouvrables et charges sur créances nées de la mise en jeu d'un cautionnement ou d'une garantie]	BON		La valeur des autres charges spécifiques figurant au compte de résultat doit être égale au total du tableau 12 - Etat des autres charges spécifiques
16-4c	Charges sur créances nées de la mise en jeu d'un cautionnement ou d'une garantie	BON		Les charges sur créances nées de la mise en jeu d'un cautionnement ou d'une garantie (comptes 65411 et 65421 au tableau 12 - Etat des autres charges spécifiques) doivent être égales aux Mises en jeu de cautionnement & de garantie (tableau 5, colonne 4) diminuées de la somme des accords de Prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement & garantie (cpte 2744 au tableau 7, colonne 2) et du montant brut des Créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie (Etat des échéances des créances et des dettes - tab. 4), cette somme étant plafonnée aux montants mis en jeu
16-4	Autres charges spécifiques (cpte 654) [intégrant prêts irrécouvrables et charges sur créances nées de la mise en jeu d'un cautionnement ou d'une garantie]	BON		Les Autres charges spécifiques (cpte 654 du compte de résultat) doivent être égales aux Prêts irrécouvrables de l'exercice (Etat des prêts - tableau 7, colonne 4) augmentés des Mises en jeu de cautionnement & de garantie (tableau 5, colonne 4) diminuées de la somme des accords de Prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement & garantie (cpte 2744 au tableau 7, colonne 2) et du montant brut des Créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie (Etat des échéances des créances et des dettes - tab. 4), cette somme étant plafonnée aux montants mis en jeu
17-0	Etat des subventions accordées (exercice N) (tab.9)			Etat des subventions : contrôle que l'état des subventions accordées est rempli et que les subventions accordées (exercice N) sont suffisamment détaillées (aides au maintien / aides à l'accès / aides aux copropriétaires …)
17-1	Subventions accordées (figurant dans les charges spécifiques du compte de résultat N)	BON		La valeur des subventions renseignées dans les charges spécifiques du compte de résultat doit être égale au total du tableau 9 - Etat des subventions accordées (année N).
17-2	Subventions accordées (figurant dans les charges spécifiques du compte de résultat N-1)	BON		La valeur des subventions renseignées dans les charges spécifiques du compte de résultat doit être égale au total du tableau 9 - Etat des subventions accordées (année N-1).
18-1	Dotations financières du compte de résultat	BON		La valeur des dotations aux provisions relatives aux prêts renseignée dans les charges financières du compte de résultat doit être égale au montant des dotations aux provisions pour dépréciation des prêts (colonne B du tableau 3 - Etat des variations des provisions).
18-2	Dotations financières du compte de résultat	BON		La valeur des dotations aux provisions relatives aux prêts renseignée dans les charges financières du compte de résultat doit être égale à la somme du total des deux colonnes 2 et 3 dotations de l'exercice (tableau 8 - Variations des provisions des prêts – Mouvements de l'exercice).
19	Subventions (d'exploitation) reçues (figurant dans les produits du compte de résultat)	-14 162,41	-1,6	Les subventions d'exploitation renseignées dans les produits du Compte de résultat doivent être égales au total des dotations prévues pour l'exercice dans Etat des financements & participations volont. (tableau 11) diminué du solde des prêts accordés (tableau 7 - Etat de variations des prêts - colonne 2) par les prêts remboursés (tableau 7 - Etat de variations des prêts - colonne 3).
20	Prêts à moins d'un an	BON		Le montant brut des prêts à échéance à moins d'un an dans le tableau 4 - Etat des échéances des créances doit être égal au total du solde à la fin de l'exercice N des prêts à échéance à moins d'un an dans le tableau 7 - Etat des prêts.
21	Prêts à plus d'un an	BON		Le montant brut des prêts à échéance à plus d'un an dans le tableau 4 - Etat des échéances des créances doit être égal au total du solde à la fin de l'exercice N des prêts à échéance à plus d'un an dans le tableau 7 - Etat des prêts.

année :	**2022**	**Tests des documents comptables du FSL de :**		**FSL DE TARN ET GARONNE**
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
22	Prêts	BON		Le montant brut des prêts dans le tableau 4 - Etat des échéances des créances doit être égal au total du solde des prêts en fin d'exercice N dans le tableau 7 - Etat des prêts.
23	Prêts	BON		La valeur brute des immobilisations financières renseignée dans le bilan doit être supérieure ou égale au montant brut des créances de l'actif immobilisé.
24-0	Etat des Engagements de cautionnement et de garantie (tab. 5)	aucun engagement ne figure dans l'Etat des engagements		Etat des engagements : contrôle que l'état des engagements est rempli et contrôle d'une ventilation cohérente des engagements échus. En effet, les engagements échus se composent d'engagements échus avec mise en jeu du cautionnement ou de la garantie et d'engagements échus sans mise en jeu. Si les engagements échus se composent uniquement d'engagements échus avec mise en jeu ou uniquement d'engagements échus sans mise en jeu (cas possibles mais très rares), l'attention doit être attirée.
24-1	Engagements hors bilan - exercice N	BON		La valeur des engagements hors bilan renseignée en bas du passif du bilan de l'exercice N doit être égale au montant des engagements à la fin de l'exercice N renseigné dans le tableau 5 – Etat des engagements de cautionnement et de garantie.
24-2	Engagements hors bilan - exercice N-1	BON		La valeur des engagements hors bilan renseignée en bas du passif du bilan de l'exercice N-1 doit être égale au montant des engagements au début de l'exercice N renseigné dans le tableau 5 – Etat des engagements de cautionnement et de garantie.
25-0	Montants des engagements	BON		Si des engagements échus figurent dans l'Etat des engagements de cautionnement et de garantie (tab.5), alors il doit y avoir des engagements inscrits (engagements antérieurs à l'année N ou engagements pris durant l'année N). En conséquence, le montant des engagements en fin d'exercice est toujours supérieur ou égal à 0.
25-1	Prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement ou garantie			Si des prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement ou garantie sont inscrits dans l'Etat des prêts, cela signifie que le FSL accorde des cautionnements ou garanties : donc le tableau des engagements devrait être renseigné
25-2	Prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement ou garantie	BON		Le montant des prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement ou garantie doit être inférieur ou égal au montant des mises en jeu de cautionnement ou garantie [si le montant de ces prêts est supérieur au montant des mises en jeu, cela peut s'expliquer par le fait que des prêts accordés en N concernent des mises en jeu faites en N-1]
25-3	Créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie	BON		Les créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie figurant dans l'actif circulant (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice) doivent être inférieures ou égales au montant total des engagements échus avec mise en jeu figurant dans l'Etat des engagements de cautionnement et de garantie (Tab. 5)
26	Engagement en fin d'exercice (hors bilan)	BON		Le montant total des engagements de cautionnement et de garantie en fin d'exercice (hors bilan) figurant dans l'Etat des engagements de cautionnement et de garantie (tableau 5) doit être reporté à l'identique dans l'Etat des provisions pour couverture des mises en jeu de cautionnement et de garantie (tableau 6)
27	Ventilation des produits constatés d'avance	BON		Les produits constatés d'avance doivent être ventilés selon + ou - 1 an, dans passif du Bilan
28	Ventilation des échéances des créances	BON		Les créances (actif) doivent toutes être ventilées en fonction du degré de leur liquidité (+ ou - 1 an), dans Etat des échéances des créances et des dettes (partie créances) (tableau 4 de l'annexe)

année :	2022	Tests des documents comptables du FSL de :		FSL DE TARN ET GARONNE
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
29	Ventilation des échéances des dettes	BON		Les dettes (passif) doivent toutes être ventilées en fonction de leur exigibilité (+ ou - 1 an), dans Etat des échéances des créances et des dettes (partie dettes) (tableau 4 de l'annexe)
30	Ventilation des échéances des prêts	BON		Les soldes des prêts à fin N doivent tous être ventilés selon leurs échéances (+ ou - 1 an), dans Etat des prêts (tab.7)
31-2	Provisions pour risques et charges au 31/12/N	BON		Les provisions pour risques et charges (cpte 151) figurant au Passif du bilan N doivent être égales aux provisions pour risques et charges à la fin de l'exercice (tableau 3 - état des provisions)
31-3	Provisions pour risques et charges au 31/12/N-1	BON		Les provisions pour risques et charges (cpte 151) figurant au Passif du bilan N-1 doivent être égales aux provisions pour risques et charges au début d'exercice (tableau 3 - état des provisions)
31-4	Compte de provisions pour engagement de cautionnement au 31/12/N	BON		Les provisions pour risques et charges (cpte 151) figurant au Passif du bilan N doivent être supérieures ou égales au solde du compte de provisions pour engagement de cautionnement en fin d'exercice (tableau 6)
31-5	Compte de provisions pour engagement de cautionnement au 31/12/N-1	BON		Les provisions pour risques et charges (cpte 151) figurant au Passif du bilan N-1 doivent être supérieures ou égales au compte de provisions pour engagement de cautionnement en début d'exercice (tableau 6)
32	Reprises de provisions	BON		La reprise des provisions pour risques et charges figurant dans l'état des provisions (tab. 3) est inférieure ou égale aux reprises sur provisions et transfert de charges dans les produits d'exploitation du compte de résultat
33	Amortissements des immobilisations incorporelles	BON		La valeur des amortissements des immobilisations incorporelles renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur des amortissements des immobilisations incorporelles en fin d'exercice dans le tableau 2 - tableau des amortissements
34	Amortissements des immobilisations corporelles	BON		La valeur des amortissements des immobilisations corporelles renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur des amortissements des immobilisations corporelles en fin d'exercice dans le tableau 2 - tableau des amortissements
35	Immobilisations incorporelles en valeur brute	BON		La valeur brute des immobilisations incorporelles renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur brute à la clôture de l'exercice des immobilisations incorporelles dans le tableau 1 - Etat de l'actif immobilisé
36	Immobilisations corporelles en valeur brute	BON		La valeur brute des immobilisations corporelles renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur brute à la clôture de l'exercice des immobilisations corporelles dans le tableau 1 - Etat de l'actif immobilisé
37-1	Provisions pour dépréciation d'immobilisations financières	BON		Les provisions sur immobilisations financières figurant à l'actif (2ème colonne de l'actif du bilan) doivent égales à la somme des Provisions en fin d'exercice pour dépréciation de prêts et des Provisions pour dépréciation d'autres immobilisations financières figurant à l'Etat des provisions (tab. 3)
37-2	Provisions pour dépréciations de prêts	BON		Les provisions en fin d'exercice pour dépréciation de prêts figurant à l'Etat des provisions (tab. 3) doivent être égales au solde en fin d'exercice du total des provisions de prêts figurant dans l'Etat des provisions sur prêts (tab. 8)
37-3	Provisions pour dépréciations d'immobilisations financières	BON		Les provisions sur immobilisations financières figurant à l'actif (2ème colonne de l'actif du bilan) doivent être supérieures ou égales au solde en fin d'exercice du total des provisions de prêts figurant dans l'Etat des provisions sur prêts (tab. 8)
38	Provisions pour autres actifs constituées à la fin de l'exercice N	BON		Les provisions sur l'actif circulant figurant à l'actif (2ème colonne de l'actif du bilan) doivent être égales aux Provisions pour dépréciation d'autres actifs constituées à la fin de l'exercice N figurant dans l'Etat des Provisions (tab. 3)
39	Trésorerie au 31/12/N-1 (valeurs mobilières de placement et disponiblités)			La trésorerie au 31/12/N-1 figure à l'actif du bilan N-1

année :	**2022**	**Tests des documents comptables du FSL de :**		**FSL DE TARN ET GARONNE**
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
40	Trésorerie au 31/12/N (valeurs mobilières de placement et disponiblités)	OK		La trésorerie au 31/12/N figurant à l'actif du bilan doit être égale à la trésorerie calculée dans le tableau de financement à partir de la trésorerie au 31/12/N-1
41	montant des financements (au titre de l'année N)	BON		Le montant des financements prévus au titre de l'exercice figurant dans le tableau 11 doit être supérieur ou égal au montant des financements encaissés au titre de l'exercice
42-1	Evolution des Biens mis à diposition	BON		L'accroissement des biens mis à disposition (passif du bilan) doit être inférieur ou égal à l'augmentation des immobilisations corporelles & incorporelles durant l'exercice figurant à l'Etat de l'actif immobilisé (tab. 1)
42-2	Biens mis à diposition			La somme des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles, à l'actif du bilan, doit être supérieure ou égale au montant des biens mis à disposition dans les capitaux propres figurant au passif du bilan.
	Contrôles de gestion			
1	Résultats + Prêts accordés > 0	alerte		le résultat (produits d'exploitation - charges d'exploitation) augmenté des prêts accordés est supérieur à 0
2	au 31/12/N :			
	Fonds propres, RAN & résultat	1 852 945,81		
	amortissements	-		
	provisions sur prêts & autres immo. financières LT	12 611,63		
	Ressources long terme	1 865 557,44		
	Immobilisations (valeur brute)	285 793,17		
	fonds de roulement net global	1 579 764,27		
	provisions de fin d'exrcice	12 611,63		
	fonds de roulement > provisions inscrites au bilan	ratio respecté		le fonds de roulement net global (= ressources à long terme - immobilisations) doit être supérieur aux provisions de fin d'exercice
3	trésorerie de fin d'exercice > solde du compte de provisions en fin d'exercice	risque couvert		la trésorerie de fin d'exercice doit être au moins égale aux provisions pour engagements de façon à pouvoir honorer si besoin un minimum d'engagements
4	trésorerie de début d'exercice + financements & participations reçus en N au titre de N-1 + ressources N - (total emplois N + frais de fonctionnement) [dans tableau de financement] > 0	équilibre financier		la trésorerie de début d'exercice additionnée des financements & participations reçus en N au titre de N-1 et des ressources de N doit pouvoir financer la totalité des dépenses (total emplois + frais de fonctionnement)

Annexe des FSL non constitués en GIP

Les comptes annuels du fonds de solidarité pour le logement du département de ..... comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout.

Règles et méthodes comptables

A- Rappeler les règles de constitution des provisions adoptées par le responsable en fonction du taux de couverture souhaité.

B- Informations complémentaires
Autres informations significatives et notamment changement de méthode comptable et indication de la nature des erreurs (se reporter à la page 57 du guide comptable).

ETATS FINANCIERS 2022 FSL
FONDS CONSEIL DEPARTEMENTAL

Année 2022

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT

BILAN

N° de compte	ACTIF au 31/12	Exercice 2022			Exercice 2021
		Brut au 31/12	Amortissements et provisions (à déduire)	Net au 31/12	Net au 31/12
	ACTIF IMMOBILISE				
20	Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
21 - 23	Immobilisations corporelles	-	-	-	-
27 (sauf 275)	Immobilisations financières (1)	208 328,35	9 255,82	199 072,53	232 489,60
275	Dépôts et cautionnement	-	-	-	-
	Total I	**208 328,35**	**9 255,82**	**199 072,53**	**232 489,60**
	ACTIF CIRCULANT				
441 - 443 - 4673	Financements et participations volontaires restant à recevoir	-	-	-	-
409 - 42 - 43 - 461 - 462 - 463 - 465 - 4671 - 4672 - 4678 - 4687	Créances diverses	526 705,18	-	526 705,18	-
50	Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
51 - 53	Disponibilités	227 376,38	-	227 376,38	1 140 180,44
47 - 48	Charges constatées d'avance (2) et comptes transitoires	-	-	-	-
	Total II	**754 081,56**	**-**	**754 081,56**	**1 140 180,44**
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-	-	-	-
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	**962 409,91**	**9 255,82**	**953 154,09**	**1 372 670,04**
	(1) Dont à moins d'un an (brut)	-	-	-	-
	(2) Dont à plus d'un an	-	-	-	-

Année 2022

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT

BILAN

N° de compte	PASSIF au 31/12	Exercice 2022	Exercice 2021
	CAPITAUX PROPRES		
102	Biens mis à disposition	-	-
103	Fonds propres	208 328,35	237 972,05
11	Report à nouveau	1 025 022,00	1 043 491,98
12	Résultat de l'exercice (positif ou négatif)	-280 196,26	-18 469,98
	Total I	**953 154,09**	**1 262 994,05**
151 - 158	Provisions pour risques et charges **(II)**	-	-
	DETTES		
401 - 408	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-
404	Dettes liées aux immobilisations	-	-
447 - 464 - 466 - 467 - 4686	Autres dettes	-	109 675,99
471-4731-478-487	Produits constatés d'avance (1) et compte transitoires	-	-
	Total III	**-**	**109 675,99**
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	**953 154,09**	**1 372 670,04**
	(1) Dont à plus d'un an	-	-
	Dont à moins d'un an	-	-
Hors bilan : montant des engagements de cautionnement et garanties donnés		-	-
test de la ventilation des produits constatés d'avance, sur +/- un an		OK	OK

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2022

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT

N° de compte	CHARGES	Exercice 2022	Exercice 2021
	CHARGES D'EXPLOITATION		
60	Achats matières et fournitures	-	487,89
61-62	Autres achats et charges externes	130 000,00	130 000,00
63	Impôts et taxes	-	-
641-642-643-646	Salaires et traitements	-	-
645-647-648	Charges sociales	-	-
	CHARGES SPECIFIQUES		
657	Subventions	693 590,64	391 073,42
654	Autres charges spécifiques	10 455,87	5 669,87
	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations	-	-
6812 à 6817	Dotations aux provisions	-	-
	AUTRES CHARGES		
658	Charges diverses de gestion courante	-	-
	Total I	**834 046,51**	**527 231,18**
	CHARGES FINANCIERES		
686	Dotations aux amortissements et aux provisions	4 615,41	314,62
66	Charges financières	-	-
	Total II	**4 615,41**	**314,62**
	CHARGES EXCEPTIONNELLES		
671-678	Sur opérations de gestion	10 748,40	-
675	Sur opérations en capital	-	-
687	Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-
	Total III	**10 748,40**	**-**
	TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	**849 410,32**	**527 545,80**
	Résultat	-280 196,26	-18 469,98
	Total général	**569 214,06**	**509 075,82**

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2022

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT

N° de compte	PRODUITS	Exercice 2022	Exercice 2021
	PRODUITS D'EXPLOITATION		
74	Subventions d'exploitation	568 372,02	507 439,81
781-79	Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	-	-
75	Autres produits	-	-
	Total I	568 372,02	507 439,81
	PRODUITS FINANCIERS		
764+768	Intérêts et autres produits assimilés	-	-
786	Reprises sur provisions et transferts de charges	842,04	1 635,61
767	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
	Total II	842,04	1 635,61
	PRODUITS EXCEPTIONNELS		
771-778	Sur opérations de gestion	-	0,40
775	Sur opérations en capital	-	-
787	Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
	Total III	-	0,40
	TOTAL DES PRODUITS (I+II+III)	**569 214,06**	**509 075,82**
	Solde débiteur (résultat négatif)	-	-
	Total général	**569 214,06**	**509 075,82**

TABLEAU 1 - ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

:N ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT **Année 2022**

Situations et mouvements Rubriques	A Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations	C Diminutions	D Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières (sauf cpte 275)	237 972,05	124 883,98	154 527,68	208 328,35
Dépots et cautionnements (cpte 275)	-	-	-	-
TOTAL	**237 972,05**	**124 883,98**	**154 527,68**	**208 328,35**

TABLEAU 2 - ETAT DES AMORTISSEMENTS

Situations et mouvements Rubriques	A Amortissements cumulés au début de l'exercice	B Augmentations dotations de l'exercice	C Diminutions d'amortissements de l'exercice	D Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
TOTAL	**-**	**-**	**-**	**-**

TABLEAU 3 - ETAT DES PROVISIONS

Ventilation des provisions par nature de risques et charges Rubriques	A Provisions au début de l'exercice	B Augmentations dotations de l'exercice	C Diminutions reprise de l'exercice	D Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour dépréciation				
. de prêts	5 482,45	4 615,41	842,04	9 255,82
. d'autres immobilisations financières	-	-	-	-
. d'autres actifs circulant	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	-	-	-	-
TOTAL	**5 482,45**	**4 615,41**	**842,04**	**9 255,82**

TABLEAU 4 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2022

ARONNE - FONDS DEPARTEMENT

Créances	Montant brut	Degré de liquidité de l'actif		Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		test sur répartition échéances	test sur répartition échéances
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an			Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an	pour les créances	pour les dettes
Créances de l'actif immobilisé :				**Dettes :**					
Prêts	208 328,35	116 775,33	91 553,02	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	-	-	-	OK	OK
Créances de l'actif circulant :				Dettes liées aux immobilisations	-	-	-		OK
Financements et participations volontaires restant à recevoir	-	-	-	Dettes fiscales et sociales	-	-	-	OK	OK
Créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie	-	-	-	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	OK	OK
Autres créances diverses	526 705,18	526 705,18	-	Autres dettes	-	-	-	OK	OK
Charges constatées d'avance	-	-	-					OK	
Comptes transitoires	-	-	-	Produits constatés d'avance et comptes transitoires	-	-	-	OK	OK
TOTAL	**735 033,53**	**643 480,51**	**91 553,02**	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	OK	OK

TABLEAU 5 - ETAT DES ENGAGEMENTS DE CAUTIONNEMENT ET GARANTIE

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT **Année 2022**

1	2	Mouvements de l'exercice			6 = 2+3-4-5
		3	4	5	
Nature des engagements	**Montant des engagements au début de l'exercice**	**Engagements donnés**	**Engagements échus avec mise en jeu (1)**	**Engagements échus sans mise en jeu (2)**	**Montants des engagements à la fin de l'exercice**
80111 - Cautionnements correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	-	-	-	-	-
80112 - Cautionnements correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	-	-	-	-	-
80113 - Cautionnements correspondant à une aide à un propriétaire occupant	-	-	-	-	-
8012 - Garanties données aux associations	-	-	-	-	-
8018 - Autres engagements donnés	-	-	-	-	-
TOTAL	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

(1) engagements échus avec mise en jeu du cautionnement ou de la garantie

(2) engagements échus sans mise en jeu du cautionnement ou de la garantie

TABLEAU 6 - ETAT DES PROVISIONS POUR COUVERTURE DES MISES EN JEU DE CAUTIONNEMENT ET GARANTIE

Montants des engagements à la fin de l'exercice	-
Provisions nécessaires pour couvrir le montant des engagements à la fin de l'exercice (1)	-
Solde du compte de provisions en début d'exercice	-
Ajustement du solde du compte de provisions (+ ou -)	-
Solde du compte de provisions en fin d'exercice (2)	-

(1) calculées suivant les règles de constitution des provisions, telles que ces règles ont été adoptées par le comité directeur pour le FSL hors GIP ou par l'assemblée générale du GIP, en fonction du taux de couverture souhaité

(2) ce montant doit être au moins égal à celui des provisions nécessaires pour couvrir le montant des engagements à la fin de l'exercice.

TABLEAU 7 - ETAT DES PRETS

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT **Année 2022**

Immobilisations financières	1 Solde au début de l'exercice	2 Accordés	3 Remboursés	4 Irrécouvrables (*)	5=1+2-3-4 Solde à la fin de l'exercice	6 Solde à la fin de l'exercice par échéance		test sur répartition des échéances
						à moins 1 an	à plus 1 an	
2741 - Prêts correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	129 291,63	46 417,91	77 963,44	2 027,24	95 718,86	61 678,61	34 040,25	OK
27411 - Prêts en vue du paiement d'un dépôt de garantie	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27412 - Prêts en vue du paiement des dettes locatives antérieures	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27413 - Autres prêts correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	129 291,63	46 417,91	77 963,44	2 027,24	95 718,86	61 678,61	34 040,25	OK
2742 - Prêts correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	42 701,60	53 168,96	25 837,86	4 449,67	65 583,03	27 644,61	37 938,42	OK
27421 - Prêts en vue de règlement de dettes de loyer et et de charges locatives	42 701,60	25 118,96	25 282,30	4 449,67	38 088,59	22 205,39	15 883,20	OK
27422 - Autres prêts correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	-	28 050,00	555,56	-	27 494,44	5 439,22	22 055,22	OK
2743 - Prêts correspondant à une aide à un propriétaire occupant	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27431 - Prêts en vue du règlement d'échéances d'emprunt impayées	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27432 - Prêts en vue du règlement de dettes de charges collectives	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27433 - Autres prêts correspondant à une aide à propriétaire occupant	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27451 - Prêts correspondant à une aide aux fournitures d'eau	6 807,63	1 852,50	4 386,91	80,00	4 193,22	2 549,34	1 643,88	OK
27452 - Prêts correspondant à une aide aux fournitures d'énergie	59 171,19	23 444,61	35 883,60	3 898,96	42 833,24	24 902,77	17 930,47	OK
27453 - Prêts correspondant à une aide aux fournitures de services téléphoniques	-	-	-	-	-	-	-	RAS
2744 - Prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement ou garantie	-	-	-	-	-	-	-	RAS
2748 - Autres prêts	-	-	-	-	-	-	-	RAS
TOTAL (*)	**237 972,05**	**124 883,98**	**144 071,81**	**10 455,87**	**208 328,35**	**116 775,33**	**91 553,02**	OK

(*) Faire figurer les prêts reconnus irrécouvrables et comptabilisés, selon le cas, soit au compte 65412 "Charges sur autres créances faisant l'objet d'une remise gracieuse", soit au compte 65422 "Autres charges sur autres créances irrécouvrables"

TABLEAU 8 - ETAT DES PROVISIONS SUR PRETS

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT **Année 2022**

	1 Provision au début de l'exercice	2 Augmentation Dotations de l'exercice	3 Diminution Reprises de l'exercice	4 Solde fin d'exercice
29741 - Prêts correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	2 566,80	-	842,04	1 724,76
297411 - Prêts en vue du paiement d'un dépôt de garantie	-	-	-	-
297412 - Prêts en vue du règlement des dettes locatives antérieures	-	-	-	-
297413 - Autres prêts correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	2 566,80	-	842,04	1 724,76
29742 - Prêts correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	1 859,53	2 336,07	-	4 195,60
297421- Prêts en vue de règlement de dettes de loyer et de charges locatives	1 859,53	2 336,07	-	4 195,60
297422- Autres prêts correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	-	-	-	-
29743 - Prêts correspondant à une aide à un propriétaire occupant	-	-	-	-
297431 - Prêts en vue du règlement d'échéances d'emprunt impayées	-	-	-	-
297432 - Prêts en vue du règlement de dettes de charges collectives	-	-	-	-
297433 - Autres prêts correspondant à une aide à copropriétaire occupant	-	-	-	-
29745 - Prêts correspondant à une aide aux fournitures d'eau et d'énergie	1 056,12	2 279,34	-	3 335,46
TOTAL	**5 482,45**	**4 615,41**	**842,04**	**9 255,82**

TABLEAU 9 - ETAT DES SUBVENTIONS ACCORDEES

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT **Année 2022**

		Exercice 2022	Exercice 2021
6571	- Subventions correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	48 637,47	17 859,04
	65711 - Subventions en vue du paiement d'un dépôt de garantie	-	-
	65712 - Subventions en vue du règlement de dettes locatives antérieures	-	-
	65713 - Autres subventions correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	48 637,47	17 859,04
6572	- Subventions correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	148 215,54	51 212,74
	65721 - Subventions en vue du règlement de dettes de loyer et de charges locatives	148 215,54	51 212,74
	65722 - Autres subventions correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	-	-
6573	- Subventions correspondant à une aide à un propriétaire occupant	404,00	-
	65731 - Subventions en vue du règlement d'échéances d'emprunt impayées	-	-
	65732 - Subventions en vue du règlement de dettes de charges collectives	-	-
	65733 - Autres subventions correspondant à une aide à un propriétaire occupant	404,00	-
65771	- Subventions correspondant à une aide aux fournitures d'eau	73 040,53	59 766,63
65772	- Subventions correspondant à une aide aux fournitures d'énergie	410 805,10	254 738,01
65773	- Subventions correspondant à une aide aux fournitures de services téléphoniques	-	-
6574	- Dotations aux fonds associatifs	-	-
6575	- Financement des mesures d'accompagnement social lié au logement	-	-
6576	- Subventions au titre du financement de l'aide aux suppléments de dépenses de gestion	-	-
6578	- Autres subventions	12 488,00	7 497,00
TOTAL		**693 590,64**	**391 073,42**

TABLEAU 10 - ETAT DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT **Année 2022**

Charges donnant lieu à décaissement, hors charges d'ordre	Exercice 2022	Exercice 2021	
Achats	-	487,89	
Achats de sous-traitance et services extérieurs	-	-	
Autres services extérieurs :	130 000,00	130 000,00	
Personnel extérieur à l'établissement	-	-	
Rémunération du gestionnaire comptable et financier	130 000,00	130 000,00	(ligne à ne pas remplir pour les GIP-FSL à comptabilité de droit public)
Autres	-	-	
Charges de personnel	-	-	(ligne à ne pas remplir pour les FSL non constitués en GIP)
Impôts, taxes et versements assimilés	-	-	
TOTAL	**130 000,00**	**130 487,89**	

TABLEAU 11 - ETAT DES FINANCEMENTS DU DEPARTEMENT ET DES PARTICIPATIONS VOLONTAIRES

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT **Année 2022**

	Exercice N			Exercices antérieurs			
	1 Montants prévus au titre de l'exercice N (1)	2 Montants encaissés pendant l'exercice N	3 = 1 - 2 restant dû sur l'exercice N, en fin d'exercice N	4 restant dû sur exercices antérieurs, au début de l'exercice N (2)	5 Montants encaissés pendant l'exercice N	6 = 4 - 5 restant dû sur exercices antérieurs, en fin d'exercice N	7=3+6 restant dû en fin d'exercice N
1373 - Département	360 000,00	360 000,00	-	-	-	-	-
13741 - Communes et centres communaux d'action sociale (CCAS)	19 903,80	19 903,80	-	-	-	-	-
13742 - Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et centres intercommunaux d'action sociale (CIAS)	7 600,00	7 600,00	-	-	-	-	-
13748 - Autres collectivités territoriales	-	-	-	-	-	-	-
13771 - Caisses d'allocations familiales	19 500,00	19 500,00	-	-	-	-	-
13772 - ASSEDIC	-	-	-	-	-	-	-
13773 - Organismes d'HLM et sociétés d'économie mixte	5 557,83	5 557,83	-	-	-	-	-
13774 - Autres bailleurs	2 178,80	2 178,80	-	-	-	-	-
13781 - Distributeurs d'eau	-	-	-			-	-
13782 - Distributeurs d'énergie	111 800,00	111 800,00	-	-	-	-	-
13783 - Opérateurs de services téléphoniques	-	-	-	-	-	-	-
13775 - Organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction	-	-	-	-	-	-	-
13776 - Caisses de mutualité sociale agricole	-	-	-	-	-	-	-
13778 - Autres	12 187,89	12 187,89	-	-	-	-	-
Sous total des participations volontaires	**178 728,32**	**178 728,32**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL GENERAL	**538 728,32**	**538 728,32**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

(1) Porter dans cette colonne les engagements de financement concernant uniquement l'exercice N pour lequel les comptes sont établis.

Les prévisions concernant l'année N et annulées en cours d'année N ne doivent pas être prises en compte.

(2) Reporter les montants figurant en colonne 7 de l'état de l'exercice précédent

TABLEAU 12 - ETAT DES AUTRES CHARGES SPECIFIQUES

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT

Année 2022

Autres charges spécifiques	Exercice 2022
65411 - charges sur créances nées de la mises en jeu de cautionnement, faisant l'objet d'une remise gracieuse	-
65412 - charges sur autres créances faisant l'objet d'une remise gracieuse	-
6541 - charges sur créances faisant l'objet d'une remise gracieuse	-
65421 - autres charges sur créances irrécouvrables nées de la mise en jeu de cautionnement	-
65422 - autres charges sur autres créances irrécouvrables	10 455,87
6542 - autres charges sur créances irrécouvrables	10 455,87
654 - Autres charges spécifiques	**10 455,87**

Année 2022

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT

BILAN

N° de compte	ACTIF au 31/12	Exercice 2021			Exercice 2020
		Brut au 31/12	Amortissements et provisions (à déduire)	Net au 31/12	Net au 31/12
	ACTIF IMMOBILISE				
20	Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
21 - 23	Immobilisations corporelles	-	-	-	-
27 (sauf 275)	Immobilisations financières (1)	237 972,05	5 482,45	232 489,60	243 295,42
275	Dépôts et cautionnement	-	-	-	-
	Total I	**237 972,05**	**5 482,45**	**232 489,60**	**243 295,42**
	ACTIF CIRCULANT				
441 - 443 - 4673	Financements et participations volontaires restant à recevoir	-	-	-	-
409 - 42 - 43 - 461 - 462 - 463 - 465 - 4671 - 4672 - 4678 - 4687	Créances diverses	-	-	-	-
50	Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
51 - 53	Disponibilités	1 140 180,44	-	1 140 180,44	1 140 005,90
47 - 48	Charges constatées d'avance (2) et comptes transitoires	-	-	-	-
	Total II	**1 140 180,44**	**-**	**1 140 180,44**	**1 140 005,90**
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-	-	-	-
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	**1 378 152,49**	**5 482,45**	**1 372 670,04**	**1 383 301,32**
	(1) Dont à moins d'un an (brut)	-	-	-	-
	(2) Dont à plus d'un an	-	-	-	-

Année 2022

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT

BILAN

N° de compte	PASSIF au 31/12	Exercice 2021	Exercice 2020
	CAPITAUX PROPRES		
102	Biens mis à disposition	-	-
103	Fonds propres	237 972,05	250 098,86
11	Report à nouveau	1 043 491,98	929 938,73
12	Résultat de l'exercice (positif ou négatif)	-18 469,98	113 553,25
	Total I	**1 262 994,05**	**1 293 590,84**
151 - 158	Provisions pour risques et charges **(II)**	-	-
	DETTES		
401 - 408	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-
404	Dettes liées aux immobilisations	-	-
447 - 464 - 466 - 467 - 4686	Autres dettes	109 675,99	89 710,48
471-4731-478-487	Produits constatés d'avance (1) et compte transitoires	-	-
	Total III	**109 675,99**	**89 710,48**
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	**1 372 670,04**	**1 383 301,32**
	(1) Dont à plus d'un an	-	-
	Dont à moins d'un an	-	-
Hors bilan : montant des engagements de cautionnement et garanties donnés		-	-
test de la répartition des produits constatés d'avance, sur +/- un an		RAS	RAS

Tableau de financement du FSL de :		FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT	
Année	2022		
		Montants Détaillés	Montants totaux
I/ Ressources financières			
1.1 Ressources externes			538 728,32
Dotations Conseil Général		360 000,00	
Participations volontaires		178 728,32	
1.2 Ressources internes			144 071,81
Remboursements de prêts		144 071,81	
Total Ressources			682 800,13
II/ Emplois			
2.1 Prêts			124 883,98
2.2 Subventions			693 590,64
Subventions correspondant à une aide à l'accès		48 637,47	
Subventions correspondant à une aide au maintien		148 215,54	
Subventions correspondant à une aide aux propriétaires occupants		404,00	
Subventions correspondant à une aide aux fournitures d'eau		73 040,53	
Subventions correspondant à une aide aux fournitures d'énergie		410 805,10	
Subventions correspondant à une aide aux fournitures de services téléphoniques		-	
Dotations aux fonds associatifs		-	
Financements des mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL)		-	
Subventions au titre du financement de l'aide aux suppléments de dépenses de gestion		-	
Autres subventions		12 488,00	
Autres charges spécifiques (prêts irrécouvrables exclus)		-	
Total Emplois			818 474,62
Solde des opérations du Fonds			-135 674,49
III/			
Frais de fonctionnement		130 000,00	
Investissements		-	
Produits de cession des éléments d'actif cédés		-	
Charges financières et diverses		10 748,40	
Produits financiers et divers		-	
Total du III			140 748,40
IV/ Solde après frais de fonctionnement			-276 422,89
V/ Incidence de la variation du be			-636 381,17
Dettes		-109 675,99	
Financements et participations volontaires restant à recevoir		-	
Créances diverses		-526 705,18	
Charges d'avances et comptes transitoires		-	
Charges à répartir		-	
Biens mis à disposition		-	
VI/ Trésorerie			
Trésorerie début d'exercice			1 140 180,44
Solde Trésorerie fin d'exercice calculée (IV + V + VI)			227 376,38
Valeurs mobilières de placement		-	
Disponibilité		227 376,38	
Total trésorerie inscrite au bilan		227 376,38	
Test :		OK	
		écart :	écart relatif (%) :

année :	2022	Tests des documents comptables du FSL de :		FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
	Contrôles comptables			
1	Cohérence du bilan sur N	BON		Le total bilan actif est égal au total bilan passif sur N.
2	Cohérence du bilan sur N-1	BON		Le total bilan actif est égal au total bilan passif sur N-1.
3	Cohérence du compte de résultat sur N	BON		Le total des produits dans le compte de résultat est égal au total des charges sur N.
4	Cohérence du compte de résultat sur N-1	BON		Le total des produits dans le compte de résultat est égal au total des charges sur N-1.
5	Cohérence des états comptables entre eux	BON		Le résultat de l'exercice au passif du bilan est identique au solde (créditeur ou débiteur) du compte de résultat sur année N.
6	Cohérence des états comptables entre eux	BON		Le résultat de l'exercice au passif du bilan est identique au solde (créditeur ou débiteur) du compte de résultat sur année N-1.
7	Dotations aux provisions de l'exercice	BON		Les dotations aux provisions renseignées dans les charges financières du compte de résultat auxquelles on ajoute les dotations aux provisions renseignées dans la partie exploitation du compte de résultat et celles figurant dans la partie "exceptionel" doivent être égales au total des dotations aux provisions de l'exercice renseignée dans le tableau 3 – Etat des variations des provisions.
8-0	Etat des prêts (tab. 7)	BON		Etat des prêts : contrôle que l'état des prêts est rempli et que les prêts accordés sont suffisamment détaillés (aides au maintien / aides à l'accès / aides aux copropriétaires …)
8-1	Prêts en valeur brute	BON		La valeur brute des immobilisations financières renseignée dans le bilan doit être supérieure ou égale au solde des prêts à la fin de l'exercice (total de la colonne 5 du tableau 7 : Etat de variation des prêts - mouvements de l'exercice) .
8-2	Immobilisations financières	BON		La valeur brute des immobilisations financières renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur brute à la clôture de l'exercice des immobilisations financières dans le tableau 1 (Etat de l'actif immobilisé)
8-2 bis	Dépôts et cautionnement	BON		La valeur brute des dépôts et cautionnement renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur brute à la clôture de l'exercice des dépôts et cautionnement dans le tableau 1 (Etat de l'actif immobilisé)
8-3	Prêts en valeur brute	BON		La valeur brute à la clôture de l'exercice des immobilisations financières dans le tableau 1 (Etat de l'actif immobilisé) doit être supérieure ou égale au solde des prêts à la fin de l'exercice (total de la colonne 5 du tableau 7 : Etat de variation des prêts - mouvements de l'exercice) .
9-1	Créances diverses - exercice N	BON		La valeur des financements et participations volontaires restant à recevoir figurant à l'actif du bilan (exercice N) doit être égale au montant brut de ces financements et participations volontaires figurant dans l'actif circulant (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
9 - 5	Créances diverses - exercice N	BON		La valeur des créances diverses figurant à l'actif du bilan (exercice N) doit être égale à la somme des montant bruts des créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie et des autres créances diverses figurant dans l'actif circulant (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
9-2	Financements et participations volontaires restant à recevoir - exercice N	BON		Le montant des financements et participations volontaires restant à recevoir figurant à l'actif du bilan (exercice N) doit être égale aux financements et participations restant dus par Conseil général et participants volontaires à la fin de l'exercice N
9-3	Créances diverses - exercice N	BON		Le montant brut des financements et participations volontaires restant à recevoir figurant dans l'actif circulant (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice) doit être égal aux financements et participations restant dus par Conseil général et participants volontaires à la fin de l'exercice N

année :	2022	Tests des documents comptables du FSL de :		FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
9-4	Financements et participations volontaires restant à recevoir - exercice N-1	BON		Le montant des financements et participations volontaires restant à recevoir figurant à l'actif du bilan (exercice N-1) doit être égale aux financements et participations restant dus par Conseil général et participants volontaires à la fin de l'exercice N-1
10	Charges constatées d'avance & comptes transitoires	BON		La valeur des charges constatées d'avance renseignée dans le bilan doit être égale au montant brut des créances de l'actif circulant (in tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
11	Dettes fournisseurs	BON		La valeur des dettes fournisseurs renseignée dans le bilan doit être égale au montant brut des dettes fournisseurs (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
11 b	Dettes liées aux immobilisations	BON		La valeur des dettes liées aux immobilisations renseignée dans le bilan doit être égale au montant brut des dettes liées aux immobilisations (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
12	Autres Dettes	BON		La valeur des autres dettes renseignée dans le bilan doit être égale à la somme des montants bruts des dettes fiscales et sociales, des dettes sur immob. & comptes rattachés et autres dettes (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
13	Produits constatés d'avance	BON		La valeur des produits constatés d'avance renseignée dans le bilan doit être égale au montant brut des produits constatés d'avance (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
14	Fonds propres	10 455,87	0,8	La somme des fonds propres et du report à nouveau renseignés au passif du bilan N doit être égal à la somme des fonds propres N-1, du report à nouveau N-1 et du résultat N-1 et des prêts accordés durant l'année N (tableau 7 - Etat de variation des prêts – mouvements de l'exercice - colonne 2) diminués des prêts remboursés durant l'année N (tableau 7 - Etat de variation des prêts – mouvements de l'exercice - colonne 3)
15-1	Frais de fonctionnement (N)	BON		Le total de charges d'exploitation doit être égal au total des charges du tableau 10 - Frais de fonctionnement des FSL, renseignant les achats, les achats de sous-traitance et services extérieurs, les autres services extérieurs (la rémunération du gestionnaire comptable et financier, du personnel extérieur à l'établissement), les charges de personnel, les impôts taxes et versements assimilés (année N).
15-2	Frais de fonctionnement (N-1)	BON		Le total de charges d'exploitation doit être égal au total des charges du tableau 10 - Frais de fonctionnement des FSL, renseignant les achats, les achats de sous-traitance et services extérieurs, les autres services extérieurs (la rémunération du gestionnaire comptable et financier, du personnel extérieur à l'établissement), les charges de personnel, les impôts taxes et versements assimilés (année N-1).
16-1	Reprises sur provisions et transferts de charges	BON		Les reprises sur provisions et transferts de charges de l'exercice figurant dans les produits financiers du Compte de résultat doivent être supérieurs ou égaux aux reprises de provisions de l'exercice figurant à l'Etat des provisions sur prêts (tab.8)
16-2	Reprise de provisions sur les prêts	BON		Les reprises de provisions sur les immobilisations financières renseignées dans les produits financiers du compte de résultat doivent être égales aux reprises de provisions sur prêts renseignées dans le tableau 3 – Etat des provisions.
16-3	Prêts irrécouvrables	BON		Les Autres charges spécifiques (cpte 654) du compte de résultat doivent être supérieures ou égales au total des prêts irrécouvrables de l'exercice figurant dans l'Etat des prêts (tableau 7)
16-3b	Prêts irrécouvrables	BON		Les prêts irrécouvrables de l'exercice (Etat des prêts - tableau 7) doivent être égaux, ou inférieurs, à la somme des charges sur autres créances faisant l'objet d'une remise gracieuse et des autres charges sur autres créances irrécouvrables figurant au tab.12 - Etat des charges spécifiques (comptes 65412+ 65422)

année :	**2022**	**Tests des documents comptables du FSL de :**		**FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT**
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
16-4b	Autres charges spécifiques (cpte 654) [intégrant prêts irrécouvrables et charges sur créances nées de la mise en jeu d'un cautionnement ou d'une garantie]	BON		La valeur des autres charges spécifiques figurant au compte de résultat doit être égale au total du tableau 12 - Etat des autres charges spécifiques
16-4c	Charges sur créances nées de la mise en jeu d'un cautionnement ou d'une garantie	BON		Les charges sur créances nées de la mise en jeu d'un cautionnement ou d'une garantie (comptes 65411 et 65421 au tableau 12 - Etat des autres charges spécifiques) doivent être égales aux Mises en jeu de cautionnement & de garantie (tableau 5, colonne 4) diminuées de la somme des accords de Prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement & garantie (cpte 2744 au tableau 7, colonne 2) et du montant brut des Créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie (Etat des échéances des créances et des dettes - tab. 4), cette somme étant plafonnée aux montants mis en jeu
16-4	Autres charges spécifiques (cpte 654) [intégrant prêts irrécouvrables et charges sur créances nées de la mise en jeu d'un cautionnement ou d'une garantie]	BON		Les Autres charges spécifiques (cpte 654 du compte de résultat) doivent être égales aux Prêts irrécouvrables de l'exercice (Etat des prêts - tableau 7, colonne 4) augmentés des Mises en jeu de cautionnement & de garantie (tableau 5, colonne 4) diminuées de la somme des accords de Prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement & garantie (cpte 2744 au tableau 7, colonne 2) et du montant brut des Créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie (Etat des échéances des créances et des dettes - tab. 4), cette somme étant plafonnée aux montants mis en jeu
17-0	Etat des subventions accordées (exercice N) (tab.9)			Etat des subventions : contrôle que l'état des subventions accordées est rempli et que les subventions accordées (exercice N) sont suffisamment détaillées (aides au maintien / aides à l'accès / aides aux copropriétaires …)
17-1	Subventions accordées (figurant dans les charges spécifiques du compte de résultat N)	BON		La valeur des subventions renseignées dans les charges spécifiques du compte de résultat doit être égale au total du tableau 9 - Etat des subventions accordées (année N).
17-2	Subventions accordées (figurant dans les charges spécifiques du compte de résultat N-1)	BON		La valeur des subventions renseignées dans les charges spécifiques du compte de résultat doit être égale au total du tableau 9 - Etat des subventions accordées (année N-1).
18-1	Dotations financières du compte de résultat	BON		La valeur des dotations aux provisions relatives aux prêts renseignée dans les charges financières du compte de résultat doit être égale au montant des dotations aux provisions pour dépréciation des prêts (colonne B du tableau 3 - Etat des variations des provisions).
18-2	Dotations financières du compte de résultat	BON		La valeur des dotations aux provisions relatives aux prêts renseignée dans les charges financières du compte de résultat doit être égale à la somme du total des deux colonnes 2 et 3 dotations de l'exercice (tableau 8 - Variations des provisions des prêts – Mouvements de l'exercice).
19	Subventions (d'exploitation) reçues (figurant dans les produits du compte de résultat)	-10 455,87	-1,8	Les subventions d'exploitation renseignées dans les produits du Compte de résultat doivent être égales au total des dotations prévues pour l'exercice dans Etat des financements & participations volont. (tableau 11) diminué du solde des prêts accordés (tableau 7 - Etat de variations des prêts - colonne 2) par les prêts remboursés (tableau 7 - Etat de variations des prêts - colonne 3).
20	Prêts à moins d'un an	BON		Le montant brut des prêts à échéance à moins d'un an dans le tableau 4 - Etat des échéances des créances doit être égal au total du solde à la fin de l'exercice N des prêts à échéance à moins d'un an dans le tableau 7 - Etat des prêts.
21	Prêts à plus d'un an	BON		Le montant brut des prêts à échéance à plus d'un an dans le tableau 4 - Etat des échéances des créances doit être égal au total du solde à la fin de l'exercice N des prêts à échéance à plus d'un an dans le tableau 7 - Etat des prêts.

année :	**2022**	**Tests des documents comptables du FSL de :**		**FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT**
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
22	Prêts	BON		Le montant brut des prêts dans le tableau 4 - Etat des échéances des créances doit être égal au total du solde des prêts en fin d'exercice N dans le tableau 7 - Etat des prêts.
23	Prêts	BON		La valeur brute des immobilisations financières renseignée dans le bilan doit être supérieure ou égale au montant brut des créances de l'actif immobilisé.
24-0	Etat des Engagements de cautionnement et de garantie (tab. 5)	aucun engagement ne figure dans l'Etat des engagements		Etat des engagements : contrôle que l'état des engagements est rempli et contrôle d'une ventilation cohérente des engagements échus. En effet, les engagements échus se composent d'engagements échus avec mise en jeu du cautionnement ou de la garantie et d'engagements échus sans mise en jeu. Si les engagements échus se composent uniquement d'engagements échus avec mise en jeu ou uniquement d'engagements échus sans mise en jeu (cas possibles mais très rares), l'attention doit être attirée.
24-1	Engagements hors bilan - exercice N	BON		La valeur des engagements hors bilan renseignée en bas du passif du bilan de l'exercice N doit être égale au montant des engagements à la fin de l'exercice N renseigné dans le tableau 5 – Etat des engagements de cautionnement et de garantie.
24-2	Engagements hors bilan - exercice N-1	BON		La valeur des engagements hors bilan renseignée en bas du passif du bilan de l'exercice N-1 doit être égale au montant des engagements au début de l'exercice N renseigné dans le tableau 5 – Etat des engagements de cautionnement et de garantie.
25-0	Montants des engagements	BON		Si des engagements échus figurent dans l'Etat des engagements de cautionnement et de garantie (tab.5), alors il doit y avoir des engagements inscrits (engagements antérieurs à l'année N ou engagements pris durant l'année N). En conséquence, le montant des engagements en fin d'exercice est toujours supérieur ou égal à 0.
25-1	Prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement ou garantie			Si des prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement ou garantie sont inscrits dans l'Etat des prêts, cela signifie que le FSL accorde des cautionnements ou garanties : donc le tableau des engagements devrait être renseigné
25-2	Prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement ou garantie	BON		Le montant des prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement ou garantie doit être inférieur ou égal au montant des mises en jeu de cautionnement ou garantie [si le montant de ces prêts est supérieur au montant des mises en jeu, cela peut s'expliquer par le fait que des prêts accordés en N concernent des mises en jeu faites en N-1]
25-3	Créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie	BON		Les créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie figurant dans l'actif circulant (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice) doivent être inférieures ou égales au montant total des engagements échus avec mise en jeu figurant dans l'Etat des engagements de cautionnement et de garantie (Tab. 5)
26	Engagement en fin d'exercice (hors bilan)	BON		Le montant total des engagements de cautionnement et de garantie en fin d'exercice (hors bilan) figurant dans l'Etat des engagements de cautionnement et de garantie (tableau 5) doit être reporté à l'identique dans l'Etat des provisions pour couverture des mises en jeu de cautionnement et de garantie (tableau 6)
27	Ventilation des produits constatés d'avance	BON		Les produits constatés d'avance doivent être ventilés selon + ou - 1 an, dans passif du Bilan
28	Ventilation des échéances des créances	BON		Les créances (actif) doivent toutes être ventilées en fonction du degré de leur liquidité (+ ou - 1 an), dans Etat des échéances des créances et des dettes (partie créances) (tableau 4 de l'annexe)

année :	2022	Tests des documents comptables du FSL de :		FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
29	Ventilation des échéances des dettes	BON		Les dettes (passif) doivent toutes être ventilées en fonction de leur exigibilité (+ ou - 1 an), dans Etat des échéances des créances et des dettes (partie dettes) (tableau 4 de l'annexe)
30	Ventilation des échéances des prêts	BON		Les soldes des prêts à fin N doivent tous être ventilés selon leurs échéances (+ ou - 1 an), dans Etat des prêts (tab.7)
31-2	Provisions pour risques et charges au 31/12/N	BON		Les provisions pour risques et charges (cpte 151) figurant au Passif du bilan N doivent être égales aux provisions pour risques et charges à la fin de l'exercice (tableau 3 - état des provisions)
31-3	Provisions pour risques et charges au 31/12/N-1	BON		Les provisions pour risques et charges (cpte 151) figurant au Passif du bilan N-1 doivent être égales aux provisions pour risques et charges au début d'exercice (tableau 3 - état des provisions)
31-4	Compte de provisions pour engagement de cautionnement au 31/12/N	BON		Les provisions pour risques et charges (cpte 151) figurant au Passif du bilan N doivent être supérieures ou égales au solde du compte de provisions pour engagement de cautionnement en fin d'exercice (tableau 6)
31-5	Compte de provisions pour engagement de cautionnement au 31/12/N-1	BON		Les provisions pour risques et charges (cpte 151) figurant au Passif du bilan N-1 doivent être supérieures ou égales au compte de provisions pour engagement de cautionnement en début d'exercice (tableau 6)
32	Reprises de provisions	BON		La reprise des provisions pour risques et charges figurant dans l'état des provisions (tab. 3) est inférieure ou égale aux reprises sur provisions et transfert de charges dans les produits d'exploitation du compte de résultat
33	Amortissements des immobilisations incorporelles	BON		La valeur des amortissements des immobilisations incorporelles renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur des amortissements des immobilisations incorporelles en fin d'exercice dans le tableau 2 - tableau des amortissements
34	Amortissements des immobilisations corporelles	BON		La valeur des amortissements des immobilisations corporelles renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur des amortissements des immobilisations corporelles en fin d'exercice dans le tableau 2 - tableau des amortissements
35	Immobilisations incorporelles en valeur brute	BON		La valeur brute des immobilisations incorporelles renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur brute à la clôture de l'exercice des immobilisations incorporelles dans le tableau 1 - Etat de l'actif immobilisé
36	Immobilisations corporelles en valeur brute	BON		La valeur brute des immobilisations corporelles renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur brute à la clôture de l'exercice des immobilisations corporelles dans le tableau 1 - Etat de l'actif immobilisé
37-1	Provisions pour dépréciation d'immobilisations financières	BON		Les provisions sur immobilisations financières figurant à l'actif (2ème colonne de l'actif du bilan) doivent égales à la somme des Provisions en fin d'exercice pour dépréciation de prêts et des Provisions pour dépréciation d'autres immobilisations financières figurant à l'Etat des provisions (tab. 3)
37-2	Provisions pour dépréciations de prêts	BON		Les provisions en fin d'exercice pour dépréciation de prêts figurant à l'Etat des provisions (tab. 3) doivent être égales au solde en fin d'exercice du total des provisions de prêts figurant dans l'Etat des provisions sur prêts (tab. 8)
37-3	Provisions pour dépréciations d'immobilisations financières	BON		Les provisions sur immobilisations financières figurant à l'actif (2ème colonne de l'actif du bilan) doivent être supérieures ou égales au solde en fin d'exercice du total des provisions de prêts figurant dans l'Etat des provisions sur prêts (tab. 8)
38	Provisions pour autres actifs constituées à la fin de l'exercice N	BON		Les provisions sur l'actif circulant figurant à l'actif (2ème colonne de l'actif du bilan) doivent être égales aux Provisions pour dépréciation d'autres actifs constituées à la fin de l'exercice N figurant dans l'Etat des Provisions (tab. 3)
39	Trésorerie au 31/12/N-1 (valeurs mobilières de placement et disponiblités)			La trésorerie au 31/12/N-1 figure à l'actif du bilan N-1

année :	**2022**	**Tests des documents comptables du FSL de :**		**FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS DEPARTEMENT**
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
40	Trésorerie au 31/12/N (valeurs mobilières de placement et disponiblités)	OK		La trésorerie au 31/12/N figurant à l'actif du bilan doit être égale à la trésorerie calculée dans le tableau de financement à partir de la trésorerie au 31/12/N-1
41	montant des financements (au titre de l'année N)	BON		Le montant des financements prévus au titre de l'exercice figurant dans le tableau 11 doit être supérieur ou égal au montant des financements encaissés au titre de l'exercice
42-1	Evolution des Biens mis à diposition	BON		L'accroissement des biens mis à disposition (passif du bilan) doit être inférieur ou égal à l'augmentation des immobilisations corporelles & incorporelles durant l'exercice figurant à l'Etat de l'actif immobilisé (tab. 1)
42-2	Biens mis à diposition			La somme des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles, à l'actif du bilan, doit être supérieure ou égale au montant des biens mis à disposition dans les capitaux propres figurant au passif du bilan.
	Contrôles de gestion			
1	Résultats + Prêts accordés > 0	alerte		le résultat (produits d'exploitation - charges d'exploitation) augmenté des prêts accordés est supérieur à 0
2	au 31/12/N :			
	Fonds propres, RAN & résultat	953 154,09		
	amortissements	-		
	provisions sur prêts & autres immo. financières LT	9 255,82		
	Ressources long terme	962 409,91		
	Immobilisations (valeur brute)	208 328,35		
	fonds de roulement net global	754 081,56		
	provisions de fin d'exrcice	9 255,82		
	fonds de roulement > provisions inscrites au bilan	ratio respecté		le fonds de roulement net global (= ressources à long terme - immobilisations) doit être supérieur aux provisions de fin d'exercice
3	trésorerie de fin d'exercice > solde du compte de provisions en fin d'exercice	risque couvert		la trésorerie de fin d'exercice doit être au moins égale aux provisions pour engagements de façon à pouvoir honorer si besoin un minimum d'engagements
4	trésorerie de début d'exercice + financements & participations reçus en N au titre de N-1 + ressources N - (total emplois N + frais de fonctionnement) [dans tableau de financement] > 0	équilibre financier		la trésorerie de début d'exercice additionnée des financements & participations reçus en N au titre de N-1 et des ressources de N doit pouvoir financer la totalité des dépenses (total emplois + frais de fonctionnement)

Annexe des FSL non constitués en GIP

Les comptes annuels du fonds de solidarité pour le logement du département de ..... comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout.

Règles et méthodes comptables

A- Rappeler les règles de constitution des provisions adoptées par le responsable en fonction du taux de couverture souhaité.

B- Informations complémentaires
Autres informations significatives et notamment changement de méthode comptable et indication de la nature des erreurs (se reporter à la page 57 du guide comptable).

ETATS FINANCIERS 2022 FSL
FONDS GIMCA

Année 2022

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA

BILAN

N° de compte	ACTIF au 31/12	Exercice 2022			Exercice 2021
		Brut au 31/12	Amortissements et provisions (à déduire)	Net au 31/12	Net au 31/12
	ACTIF IMMOBILISE				
20	Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
21 - 23	Immobilisations corporelles	-	-	-	-
27 (sauf 275)	Immobilisations financières (1)	77 464,82	3 355,81	74 109,01	94 966,85
275	Dépôts et cautionnement			-	-
	Total I	**77 464,82**	**3 355,81**	**74 109,01**	**94 966,85**
	ACTIF CIRCULANT				
441 - 443 - 4673	Financements et participations volontaires restant à recevoir	-	-	-	-
409 - 42 - 43 - 461 - 462 - 463 - 465 - 4671 - 4672 - 4678 - 4687	Créances diverses	414 349,66	-	414 349,66	-
50	Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
51 - 53	Disponibilités	411 333,05	-	411 333,05	857 611,96
47 - 48	Charges constatées d'avance (2) et comptes transitoires	-	-	-	-
	Total II	**825 682,71**	**-**	**825 682,71**	**857 611,96**
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-	-	-	-
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	**903 147,53**	**3 355,81**	**899 791,72**	**952 578,81**
	(1) Dont à moins d'un an (brut)	-	-	-	-
	(2) Dont à plus d'un an	-	-	-	-

Année 2022

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA

BILAN

N° de compte	PASSIF au 31/12	Exercice 2022	Exercice 2021
	CAPITAUX PROPRES		
102	Biens mis à disposition	-	-
103	Fonds propres	77 464,82	96 240,00
11	Report à nouveau	814 769,05	700 743,54
12	Résultat de l'exercice (positif ou négatif)	7 557,85	114 025,51
	Total I	**899 791,72**	**911 009,05**
151 - 158	Provisions pour risques et charges **(II)**		-
	DETTES		
401 - 408	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-
404	Dettes liées aux immobilisations	-	-
447 - 464 - 466 - 467 - 4686	Autres dettes	-	41 569,76
471-4731-478-487	Produits constatés d'avance (1) et compte transitoires	-	-
	Total III	**-**	**41 569,76**
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	**899 791,72**	**952 578,81**
	(1) Dont à plus d'un an	-	-
	Dont à moins d'un an	-	-
Hors bilan : montant des engagements de cautionnement et garanties donnés		-	-
test de la ventilation des produits constatés d'avance, sur +/- un an		OK	OK

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2022

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA

N° de compte	CHARGES	Exercice 2022	Exercice 2021
	CHARGES D'EXPLOITATION		
60	Achats matières et fournitures	-	262,71
61-62	Autres achats et charges externes	70 000,00	70 000,00
63	Impôts et taxes	-	-
641-642-643-646	Salaires et traitements	-	-
645-647-648	Charges sociales	-	-
	CHARGES SPECIFIQUES		
657	Subventions	210 295,11	140 757,92
654	Autres charges spécifiques	3 706,54	1 186,10
	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations	-	-
6812 à 6817	Dotations aux provisions	-	-
	AUTRES CHARGES		
658	Charges diverses de gestion courante	-	-
	Total I	**284 001,65**	**212 206,73**
	CHARGES FINANCIERES		
686	Dotations aux amortissements et aux provisions	2 082,66	406,21
66	Charges financières	-	-
	Total II	**2 082,66**	**406,21**
	CHARGES EXCEPTIONNELLES		
671-678	Sur opérations de gestion	5 787,60	-
675	Sur opérations en capital	-	-
687	Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-
	Total III	**5 787,60**	**-**
	TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	**291 871,91**	**212 612,94**
	Solde créditeur (résultat positif)	7 557,85	114 025,51
	Total général	**299 429,76**	**326 638,45**

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2022

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA

N° de compte	PRODUITS	Exercice 2022	Exercice 2021
	PRODUITS D'EXPLOITATION		
74	Subventions d'exploitation	299 429,76	325 795,43
781-79	Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	-	-
75	Autres produits	-	-
	Total I	299 429,76	325 795,43
	PRODUITS FINANCIERS		
764+768	Intérêts et autres produits assimilés	-	-
786	Reprises sur provisions et transferts de charges	-	843,02
767	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
	Total II	-	843,02
	PRODUITS EXCEPTIONNELS		
771-778	Sur opérations de gestion	-	-
775	Sur opérations en capital	-	-
787	Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
	Total III	-	-
	TOTAL DES PRODUITS (I+II+III)	**299 429,76**	**326 638,45**
	Solde débiteur (résultat négatif)	-	-
	Total général	**299 429,76**	**326 638,45**

TABLEAU 1 - ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

L DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA **Année 2022**

Situations et mouvements / Rubriques	A Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations	C Diminutions	D Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières (sauf cpte 275)	96 240,00	53 558,62	72 333,80	77 464,82
Dépots et cautionnements (cpte 275)	-	-	-	-
TOTAL	**96 240,00**	**53 558,62**	**72 333,80**	**77 464,82**

TABLEAU 2 - ETAT DES AMORTISSEMENTS

Situations et mouvements / Rubriques	A Amortissements cumulés au début de l'exercice	B Augmentations dotations de l'exercice	C Diminutions d'amortissements de l'exercice	D Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
TOTAL	**-**	**-**	**-**	**-**

TABLEAU 3 - ETAT DES PROVISIONS

Ventilation des provisions par nature de risques et charges / Rubriques	A Provisions au début de l'exercice	B Augmentations dotations de l'exercice	C Diminutions reprise de l'exercice	D Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour dépréciation				
. de prêts	1 273,15	2 082,66	-	3 355,81
. d'autres immobilisations financières	-	-	-	-
. d'autres actifs circulant	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	-	-	-	-
TOTAL	**1 273,15**	**2 082,66**	**-**	**3 355,81**

TABLEAU 4 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2022

ARN ET GARONNE - FONDS GMCA

Créances	Montant brut	Degré de liquidité de l'actif		Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		test sur répartition échéances	test sur répartition échéances
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an			Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an	pour les créances	pour les dettes
Créances de l'actif immobilisé :				**Dettes :**					
Prêts	77 464,82	56 490,51	20 974,31	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	-	-	-	OK	OK
Créances de l'actif circulant :				Dettes liées aux immobilisations	-	-	-		OK
Financements et participations volontaires restant à recevoir	-	-	-	Dettes fiscales et sociales	-	-	-	OK	OK
Créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie	-	-	-	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	OK	OK
Autres créances diverses	414 349,66	414 349,66	-	Autres dettes	-	-	-	OK	OK
Charges constatées d'avance	-	-	-					OK	
Comptes transitoires	-	-	-	Produits constatés d'avance et comptes transitoires	-	-	-	OK	OK
TOTAL	**491 814,48**	**470 840,17**	**20 974,31**	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	OK	OK

TABLEAU 5 - ETAT DES ENGAGEMENTS DE CAUTIONNEMENT ET GARANTIE

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA **Année 2022**

1	2	Mouvements de l'exercice			6 = 2+3-4-5
		3	4	5	
Nature des engagements	**Montant des engagements au début de l'exercice**	**Engagements donnés**	**Engagements échus avec mise en jeu (1)**	**Engagements échus sans mise en jeu (2)**	**Montants des engagements à la fin de l'exercice**
80111 - Cautionnements correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	-	-	-	-	-
80112 - Cautionnements correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	-	-	-	-	-
80113 - Cautionnements correspondant à une aide à un propriétaire occupant	-	-	-	-	-
8012 - Garanties données aux associations	-	-	-	-	-
8018 - Autres engagements donnés	-	-	-	-	-
TOTAL	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

(1) engagements échus avec mise en jeu du cautionnement ou de la garantie

(2) engagements échus sans mise en jeu du cautionnement ou de la garantie

TABLEAU 6 - ETAT DES PROVISIONS POUR COUVERTURE DES MISES EN JEU DE CAUTIONNEMENT ET GARANTIE

Montants des engagements à la fin de l'exercice	-
Provisions nécessaires pour couvrir le montant des engagements à la fin de l'exercice (1)	-
Solde du compte de provisions en début d'exercice	-
Ajustement du solde du compte de provisions (+ ou -)	-
Solde du compte de provisions en fin d'exercice (2)	-

(1) calculées suivant les règles de constitution des provisions, telles que ces règles ont été adoptées par le comité directeur pour le FSL hors GIP ou par l'assemblée générale du GIP, en fonction du taux de couverture souhaité

(2) ce montant doit être au moins égal à celui des provisions nécessaires pour couvrir le montant des engagements à la fin de l'exercice.

TABLEAU 7 - ETAT DES PRETS

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA **Année 2022**

Immobilisations financières	1 Solde au début de l'exercice	2 Accordés	3 Remboursés	4 Irrécouvrables (*)	5=1+2-3-4 Solde à la fin de l'exercice	6 Solde à la fin de l'exercice par échéance		test sur répartition des échéances
						à moins 1 an	à plus 1 an	
2741 - Prêts correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	55 601,57	23 957,82	37 199,32	1 531,80	40 828,27	30 228,93	10 599,34	OK
27411 - Prêts en vue du paiement d'un dépôt de garantie	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27412 - Prêts en vue du paiement des dettes locatives antérieures	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27413 - Autres prêts correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	55 601,57	23 957,82	37 199,32	1 531,80	40 828,27	30 228,93	10 599,34	OK
2742 - Prêts correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	16 459,55	13 984,91	12 501,83	1 061,35	16 881,28	12 711,56	4 169,72	OK
27421 - Prêts en vue de règlement de dettes de loyer et et de charges locatives	16 459,55	12 984,91	12 418,49	1 061,35	15 964,62	12 544,88	3 419,74	OK
27422 - Autres prêts correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	-	1 000,00	83,34	-	916,66	166,68	749,98	OK
2743 - Prêts correspondant à une aide à un propriétaire occupant	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27431 - Prêts en vue du règlement d'échéances d'emprunt impayées	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27432 - Prêts en vue du règlement de dettes de charges collectives	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27433 - Autres prêts correspondant à une aide à propriétaire occupant	-	-	-	-	-	-	-	RAS
27451 - Prêts correspondant à une aide aux fournitures d'eau	1 532,25	914,49	1 610,53	-	836,21	881,03	- 44,82	OK
27452 - Prêts correspondant à une aide aux fournitures d'énergie	22 646,63	14 701,40	17 315,58	1 113,39	18 919,06	12 668,99	6 250,07	OK
27453 - Prêts correspondant à une aide aux fournitures de services téléphoniques	-	-	-	-	-	-	-	RAS
2744 - Prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement ou garantie	-	-	-	-	-	-	-	RAS
2748 - Autres prêts	-	-	-	-	-	-	-	RAS
TOTAL (*)	**96 240,00**	**53 558,62**	**68 627,26**	**3 706,54**	**77 464,82**	**56 490,51**	**20 974,31**	OK

(*) Faire figurer les prêts reconnus irrécouvrables et comptabilisés, selon le cas, soit au compte 65412 "Charges sur autres créances faisant l'objet d'une remise gracieuse", soit au compte 65422 "Autres charges sur autres créances irrécouvrables"

TABLEAU 8 - ETAT DES PROVISIONS SUR PRETS

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA **Année 2022**

	1 Provision au début de l'exercice	2 Augmentation Dotations de l'exercice	3 Diminution Reprises de l'exercice	4 Solde fin d'exercice
29741 - Prêts correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	494,84	802,28	-	1 297,12
297411 - Prêts en vue du paiement d'un dépôt de garantie	-	-	-	-
297412 - Prêts en vue du règlement des dettes locatives antérieures	-	-	-	-
297413 - Autres prêts correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	494,84	802,28	-	1 297,12
29742 - Prêts correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	406,21	638,94	-	1 045,15
297421- Prêts en vue de règlement de dettes de loyer et de charges locatives	406,21	638,94	-	1 045,15
297422- Autres prêts correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	-	-	-	-
29743 - Prêts correspondant à une aide à un propriétaire occupant	-	-	-	-
297431 - Prêts en vue du règlement d'échéances d'emprunt impayées	-	-	-	-
297432 - Prêts en vue du règlement de dettes de charges collectives	-	-	-	-
297433 - Autres prêts correspondant à une aide à copropriétaire occupant	-	-	-	-
29745 - Prêts correspondant à une aide aux fournitures d'eau et d'énergie	372,10	641,44	-	1 013,54
TOTAL	**1 273,15**	**2 082,66**	**-**	**3 355,81**

TABLEAU 9 - ETAT DES SUBVENTIONS ACCORDEES

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA **Année 2022**

		Exercice 2022	Exercice 2021
6571	- Subventions correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	24 620,00	11 205,09
	65711 - Subventions en vue du paiement d'un dépôt de garantie	-	-
	65712 - Subventions en vue du règlement de dettes locatives antérieures	-	-
	65713 - Autres subventions correspondant à une aide à l'accès à un logement locatif	24 620,00	11 205,09
6572	- Subventions correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	57 694,10	32 138,33
	65721 - Subventions en vue du règlement de dettes de loyer et de charges locatives	57 694,10	32 138,33
	65722 - Autres subventions correspondant à une aide au maintien dans le logement locatif	-	-
6573	- Subventions correspondant à une aide à un propriétaire occupant	-	-
	65731 - Subventions en vue du règlement d'échéances d'emprunt impayées	-	-
	65732 - Subventions en vue du règlement de dettes de charges collectives	-	-
	65733 - Autres subventions correspondant à une aide à un propriétaire occupant	-	-
65771 - Subventions correspondant à une aide aux fournitures d'eau		25 367,27	15 231,28
65772 - Subventions correspondant à une aide aux fournitures d'énergie		101 605,74	79 399,22
65773 - Subventions correspondant à une aide aux fournitures de services téléphoniques		-	-
6574	- Dotations aux fonds associatifs	-	-
6575	- Financement des mesures d'accompagnement social lié au logement	-	-
6576	- Subventions au titre du financement de l'aide aux suppléments de dépenses de gestion	-	-
6578	- Autres subventions	1 008,00	2 784,00
TOTAL		**210 295,11**	**140 757,92**

TABLEAU 10 - ETAT DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA **Année 2022**

Charges donnant lieu à décaissement, hors charges d'ordre	Exercice 2022	Exercice 2021	
Achats	-	262,71	
Achats de sous-traitance et services extérieurs	-	-	
Autres services extérieurs :	70 000,00	70 000,00	
Personnel extérieur à l'établissement	-	-	
Rémunération du gestionnaire comptable et financier	70 000,00	70 000,00	(ligne à ne pas remplir pour les GIP-FSL à comptabilité de droit public)
Autres	-	-	
Charges de personnel	-	-	(ligne à ne pas remplir pour les FSL non constitués en GIP)
Impôts, taxes et versements assimilés	-	-	
TOTAL	**70 000,00**	**70 262,71**	

TABLEAU 11 - ETAT DES FINANCEMENTS DU DEPARTEMENT ET DES PARTICIPATIONS VOLONTAIRES

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA **Année 2022**

	Exercice N			Exercices antérieurs			
	1 Montants prévus au titre de l'exercice N (1)	2 Montants encaissés pendant l'exercice N	3 = 1 - 2 restant dû sur l'exercice N, en fin d'exercice N	4 restant dû sur exercices antérieurs, au début de l'exercice N (2)	5 Montants encaissés pendant l'exercice N	6 = 4 - 5 restant dû sur exercices antérieurs, en fin d'exercice N	7=3+6 restant dû en fin d'exercice N
1373 - Département	-	-	-	-	-	-	-
13741 - Communes et centres communaux d'action sociale (CCAS)	200,00	200,00	-	-	-	-	-
13742 - Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et centres intercommunaux d'action sociale (CIAS)	199 026,00	199 026,00	-	-	-	-	-
13748 - Autres collectivités territoriales	-	-	-	-	-	-	-
13771 - Caisses d'allocations familiales	10 500,00	10 500,00	-	-	-	-	-
13772 - ASSEDIC	-	-	-	-	-	-	-
13773 - Organismes d'HLM et sociétés d'économie mixte	2 992,67	2 992,67	-	-	-	-	-
13774 - Autres bailleurs	1 173,20	1 173,20	-	-	-	-	-
13781 - Distributeurs d'eau	-	-	-	-	-	-	-
13782 - Distributeurs d'énergie	60 200,00	60 200,00	-	-	-	-	-
13783 - Opérateurs de services téléphoniques	-	-	-	-	-	-	-
13775 - Organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction	-	-	-	-	-	-	-
13776 - Caisses de mutualité sociale agricole	-	-	-	-	-	-	-
13778 - Autres	6 562,71	6 562,71	-	-	-	-	-
Sous total des participations volontaires	**280 654,58**	**280 654,58**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL GENERAL	**280 654,58**	**280 654,58**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

(1) Porter dans cette colonne les engagements de financement concernant uniquement l'exercice N pour lequel les comptes sont établis.

Les prévisions concernant l'année N et annulées en cours d'année N ne doivent pas être prises en compte.

(2) Reporter les montants figurant en colonne 7 de l'état de l'exercice précédent

TABLEAU 12 - ETAT DES AUTRES CHARGES SPECIFIQUES

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA

Année 2022

Autres charges spécifiques	Exercice 2022
65411 - charges sur créances nées de la mises en jeu de cautionnement, faisant l'objet d'une remise gracieuse	-
65412 - charges sur autres créances faisant l'objet d'une remise gracieuse	420,13
6541 - charges sur créances faisant l'objet d'une remise gracieuse	420,13
65421 - autres charges sur créances irrécouvrables nées de la mise en jeu de cautionnement	-
65422 - autres charges sur autres créances irrécouvrables	3 286,41
6542 - autres charges sur créances irrécouvrables	3 286,41
654 - Autres charges spécifiques	**3 706,54**

Année 2022

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA

BILAN

N° de compte	ACTIF au 31/12	Exercice 2021			Exercice 2020
		Brut au 31/12	Amortissements et provisions (à déduire)	Net au 31/12	Net au 31/12
	ACTIF IMMOBILISE				
20	Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
21 - 23	Immobilisations corporelles	-	-	-	-
27 (sauf 275)	Immobilisations financières (1)	96 240,00	1 273,15	94 966,85	83 510,67
275	Dépôts et cautionnement			-	-
	Total I	**96 240,00**	**1 273,15**	**94 966,85**	**83 510,67**
	ACTIF CIRCULANT				
441 - 443 - 4673	Financements et participations volontaires restant à recevoir	-	-	-	-
409 - 42 - 43 - 461 - 462 - 463 - 465 - 4671 - 4672 - 4678 - 4687	Créances diverses	-	-	-	-
50	Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
51 - 53	Disponibilités	857 611,96	-	857 611,96	732 509,58
47 - 48	Charges constatées d'avance (2) et comptes transitoires			-	
	Total II	**857 611,96**	**-**	**857 611,96**	**732 509,58**
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)			-	-
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	**953 851,96**	**1 273,15**	**952 578,81**	**816 020,25**
	(1) Dont à moins d'un an (brut)	-	-	-	-
	(2) Dont à plus d'un an	-	-	-	-

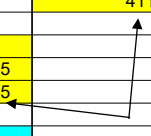
Année 2022

FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA

BILAN

N° de compte	PASSIF au 31/12	Exercice 2021	Exercice 2020
	CAPITAUX PROPRES		
102	Biens mis à disposition	-	-
103	Fonds propres	96 240,00	85 220,63
11	Report à nouveau	700 743,54	666 836,91
12	Résultat de l'exercice (positif ou négatif)	114 025,51	33 906,63
	Total I	**911 009,05**	**785 964,17**
151 - 158	Provisions pour risques et charges **(II)**	-	-
	DETTES		
401 - 408	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-
404	Dettes liées aux immobilisations	-	-
447 - 464 - 466 - 467 - 4686	Autres dettes	41 569,76	30 056,08
471-4731-478-487	Produits constatés d'avance (1) et compte transitoires	-	-
	Total III	**41 569,76**	**30 056,08**
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	**952 578,81**	**816 020,25**
	(1) Dont à plus d'un an	-	-
	Dont à moins d'un an	-	-
Hors bilan : montant des engagements de cautionnement et garanties donnés		-	-
test de la répartition des produits constatés d'avance, sur +/- un an		RAS	RAS

Tableau de financement du FSL de :		FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA	
Année	2022		
		Montants Détaillés	Montants totaux
I/ Ressources financières			
1.1 Ressources externes			280 654,58
Dotations Conseil Général		-	
Participations volontaires		280 654,58	
1.2 Ressources internes			68 627,26
Remboursements de prêts		68 627,26	
Total Ressources			349 281,84
II/ Emplois			
2.1 Prêts			53 558,62
2.2 Subventions			210 295,11
Subventions correspondant à une aide à l'accès		24 620,00	
Subventions correspondant à une aide au maintien		57 694,10	
Subventions correspondant à une aide aux propriétaires occupants		-	
Subventions correspondant à une aide aux fournitures d'eau		25 367,27	
Subventions correspondant à une aide aux fournitures d'énergie		101 605,74	
Subventions correspondant à une aide aux fournitures de services téléphoniques		-	
Dotations aux fonds associatifs		-	
Financements des mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL)		-	
Subventions au titre du financement de l'aide aux suppléments de dépenses de gestion		-	
Autres subventions		1 008,00	
Autres charges spécifiques (prêts irrécouvrables exclus)		-	
Total Emplois			263 853,73
Solde des opérations du Fonds			85 428,11
III/			
Frais de fonctionnement		70 000,00	
Investissements		-	
Produits de cession des éléments d'actif cédés		-	
Charges financières et diverses		5 787,60	
Produits financiers et divers		-	
Total du III			75 787,60
IV/ Solde après frais de fonctionnement			9 640,51
V/ Incidence de la variation du be			-455 919,42
Dettes		-41 569,76	
Financements et participations volontaires restant à recevoir		-	
Créances diverses		-414 349,66	
Charges d'avances et comptes transitoires		-	
Charges à répartir		-	
Biens mis à disposition		-	
VI/ Trésorerie			
Trésorerie début d'exercice			857 611,96
Solde Trésorerie fin d'exercice calculée (IV + V + VI)			411 333,05
Valeurs mobilières de placement		-	
Disponibilité		411 333,05	
Total trésorerie inscrite au bilan		411 333,05	
Test :		OK	
		écart :	écart relatif (%) :



année :	2022	Tests des documents comptables du FSL de :		FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
	Contrôles comptables			
1	Cohérence du bilan sur N	BON		Le total bilan actif est égal au total bilan passif sur N.
2	Cohérence du bilan sur N-1	BON		Le total bilan actif est égal au total bilan passif sur N-1.
3	Cohérence du compte de résultat sur N	BON		Le total des produits dans le compte de résultat est égal au total des charges sur N.
4	Cohérence du compte de résultat sur N-1	BON		Le total des produits dans le compte de résultat est égal au total des charges sur N-1.
5	Cohérence des états comptables entre eux	BON		Le résultat de l'exercice au passif du bilan est identique au solde (créditeur ou débiteur) du compte de résultat sur année N.
6	Cohérence des états comptables entre eux	BON		Le résultat de l'exercice au passif du bilan est identique au solde (créditeur ou débiteur) du compte de résultat sur année N-1.
7	Dotations aux provisions de l'exercice	BON		Les dotations aux provisions renseignées dans les charges financières du compte de résultat auxquelles on ajoute les dotations aux provisions renseignées dans la partie exploitation du compte de résultat et celles figurant dans la partie "exceptionel" doivent être égales au total des dotations aux provisions de l'exercice renseignée dans le tableau 3 – Etat des variations des provisions.
8-0	Etat des prêts (tab. 7)	BON		Etat des prêts : contrôle que l'état des prêts est rempli et que les prêts accordés sont suffisamment détaillés (aides au maintien / aides à l'accès / aides aux copropriétaires …)
8-1	Prêts en valeur brute	BON		La valeur brute des immobilisations financières renseignée dans le bilan doit être supérieure ou égale au solde des prêts à la fin de l'exercice (total de la colonne 5 du tableau 7 : Etat de variation des prêts - mouvements de l'exercice) .
8-2	Immobilisations financières	BON		La valeur brute des immobilisations financières renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur brute à la clôture de l'exercice des immobilisations financières dans le tableau 1 (Etat de l'actif immobilisé)
8-2 bis	Dépôts et cautionnement	BON		La valeur brute des dépôts et cautionnement renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur brute à la clôture de l'exercice des dépôts et cautionnement dans le tableau 1 (Etat de l'actif immobilisé)
8-3	Prêts en valeur brute	BON		La valeur brute à la clôture de l'exercice des immobilisations financières dans le tableau 1 (Etat de l'actif immobilisé) doit être supérieure ou égale au solde des prêts à la fin de l'exercice (total de la colonne 5 du tableau 7 : Etat de variation des prêts - mouvements de l'exercice) .
9-1	Créances diverses - exercice N	BON		La valeur des financements et participations volontaires restant à recevoir figurant à l'actif du bilan (exercice N) doit être égale au montant brut de ces financements et participations volontaires figurant dans l'actif circulant (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
9 - 5	Créances diverses - exercice N	BON		La valeur des créances diverses figurant à l'actif du bilan (exercice N) doit être égale à la somme des montant bruts des créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie et des autres créances diverses figurant dans l'actif circulant (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
9-2	Financements et participations volontaires restant à recevoir - exercice N	BON		Le montant des financements et participations volontaires restant à recevoir figurant à l'actif du bilan (exercice N) doit être égale aux financements et participations restant dus par Conseil général et participants volontaires à la fin de l'exercice N
9-3	Créances diverses - exercice N	BON		Le montant brut des financements et participations volontaires restant à recevoir figurant dans l'actif circulant (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice) doit être égal aux financements et participations restant dus par Conseil général et participants volontaires à la fin de l'exercice N

année :	2022	Tests des documents comptables du FSL de :		FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
9-4	Financements et participations volontaires restant à recevoir - exercice N-1	BON		Le montant des financements et participations volontaires restant à recevoir figurant à l'actif du bilan (exercice N-1) doit être égale aux financements et participations restant dus par Conseil général et participants volontaires à la fin de l'exercice N-1
10	Charges constatées d'avance & comptes transitoires	BON		La valeur des charges constatées d'avance renseignée dans le bilan doit être égale au montant brut des créances de l'actif circulant (in tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
11	Dettes fournisseurs	BON		La valeur des dettes fournisseurs renseignée dans le bilan doit être égale au montant brut des dettes fournisseurs (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
11 b	Dettes liées aux immobilisations	BON		La valeur des dettes liées aux immobilisations renseignée dans le bilan doit être égale au montant brut des dettes liées aux immobilisations (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
12	Autres Dettes	BON		La valeur des autres dettes renseignée dans le bilan doit être égale à la somme des montants bruts des dettes fiscales et sociales, des dettes sur immob. & comptes rattachés et autres dettes (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
13	Produits constatés d'avance	BON		La valeur des produits constatés d'avance renseignée dans le bilan doit être égale au montant brut des produits constatés d'avance (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice).
14	Fonds propres	3 706,54	0,4	La somme des fonds propres et du report à nouveau renseignés au passif du bilan N doit être égal à la somme des fonds propres N-1, du report à nouveau N-1 et du résultat N-1 et des prêts accordés durant l'année N (tableau 7 - Etat de variation des prêts – mouvements de l'exercice - colonne 2) diminués des prêts remboursés durant l'année N (tableau 7 - Etat de variation des prêts – mouvements de l'exercice - colonne 3)
15-1	Frais de fonctionnement (N)	BON		Le total de charges d'exploitation doit être égal au total des charges du tableau 10 - Frais de fonctionnement des FSL, renseignant les achats, les achats de sous-traitance et services extérieurs, les autres services extérieurs (la rémunération du gestionnaire comptable et financier, du personnel extérieur à l'établissement), les charges de personnel, les impôts taxes et versements assimilés (année N).
15-2	Frais de fonctionnement (N-1)	BON		Le total de charges d'exploitation doit être égal au total des charges du tableau 10 - Frais de fonctionnement des FSL, renseignant les achats, les achats de sous-traitance et services extérieurs, les autres services extérieurs (la rémunération du gestionnaire comptable et financier, du personnel extérieur à l'établissement), les charges de personnel, les impôts taxes et versements assimilés (année N-1).
16-1	Reprises sur provisions et transferts de charges	BON		Les reprises sur provisions et transferts de charges de l'exercice figurant dans les produits financiers du Compte de résultat doivent être supérieurs ou égaux aux reprises de provisions de l'exercice figurant à l'Etat des provisions sur prêts (tab.8)
16-2	Reprise de provisions sur les prêts	BON		Les reprises de provisions sur les immobilisations financières renseignées dans les produits financiers du compte de résultat doivent être égales aux reprises de provisions sur prêts renseignées dans le tableau 3 – Etat des provisions.
16-3	Prêts irrécouvrables	BON		Les Autres charges spécifiques (cpte 654) du compte de résultat doivent être supérieures ou égales au total des prêts irrécouvrables de l'exercice figurant dans l'Etat des prêts (tableau 7)
16-3b	Prêts irrécouvrables	BON		Les prêts irrécouvrables de l'exercice (Etat des prêts - tableau 7) doivent être égaux, ou inférieurs, à la somme des charges sur autres créances faisant l'objet d'une remise gracieuse et des autres charges sur autres créances irrécouvrables figurant au tab.12 - Etat des charges spécifiques (comptes 65412+ 65422)

année :	**2022**	**Tests des documents comptables du FSL de :**		**FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA**
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
16-4b	Autres charges spécifiques (cpte 654) [intégrant prêts irrécouvrables et charges sur créances nées de la mise en jeu d'un cautionnement ou d'une garantie]	BON		La valeur des autres charges spécifiques figurant au compte de résultat doit être égale au total du tableau 12 - Etat des autres charges spécifiques
16-4c	Charges sur créances nées de la mise en jeu d'un cautionnement ou d'une garantie	BON		Les charges sur créances nées de la mise en jeu d'un cautionnement ou d'une garantie (comptes 65411 et 65421 au tableau 12 - Etat des autres charges spécifiques) doivent être égales aux Mises en jeu de cautionnement & de garantie (tableau 5, colonne 4) diminuées de la somme des accords de Prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement & garantie (cpte 2744 au tableau 7, colonne 2) et du montant brut des Créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie (Etat des échéances des créances et des dettes - tab. 4), cette somme étant plafonnée aux montants mis en jeu
16-4	Autres charges spécifiques (cpte 654) [intégrant prêts irrécouvrables et charges sur créances nées de la mise en jeu d'un cautionnement ou d'une garantie]	BON		Les Autres charges spécifiques (cpte 654 du compte de résultat) doivent être égales aux Prêts irrécouvrables de l'exercice (Etat des prêts - tableau 7, colonne 4) augmentés des Mises en jeu de cautionnement & de garantie (tableau 5, colonne 4) diminuées de la somme des accords de Prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement & garantie (cpte 2744 au tableau 7, colonne 2) et du montant brut des Créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie (Etat des échéances des créances et des dettes - tab. 4), cette somme étant plafonnée aux montants mis en jeu
17-0	Etat des subventions accordées (exercice N) (tab.9)			Etat des subventions : contrôle que l'état des subventions accordées est rempli et que les subventions accordées (exercice N) sont suffisamment détaillées (aides au maintien / aides à l'accès / aides aux copropriétaires …)
17-1	Subventions accordées (figurant dans les charges spécifiques du compte de résultat N)	BON		La valeur des subventions renseignées dans les charges spécifiques du compte de résultat doit être égale au total du tableau 9 - Etat des subventions accordées (année N).
17-2	Subventions accordées (figurant dans les charges spécifiques du compte de résultat N-1)	BON		La valeur des subventions renseignées dans les charges spécifiques du compte de résultat doit être égale au total du tableau 9 - Etat des subventions accordées (année N-1).
18-1	Dotations financières du compte de résultat	BON		La valeur des dotations aux provisions relatives aux prêts renseignée dans les charges financières du compte de résultat doit être égale au montant des dotations aux provisions pour dépréciation des prêts (colonne B du tableau 3 - Etat des variations des provisions).
18-2	Dotations financières du compte de résultat	BON		La valeur des dotations aux provisions relatives aux prêts renseignée dans les charges financières du compte de résultat doit être égale à la somme du total des deux colonnes 2 et 3 dotations de l'exercice (tableau 8 - Variations des provisions des prêts – Mouvements de l'exercice).
19	Subventions (d'exploitation) reçues (figurant dans les produits du compte de résultat)	-3 706,54	-1,2	Les subventions d'exploitation renseignées dans les produits du Compte de résultat doivent être égales au total des dotations prévues pour l'exercice dans Etat des financements & participations volont. (tableau 11) diminué du solde des prêts accordés (tableau 7 - Etat de variations des prêts - colonne 2) par les prêts remboursés (tableau 7 - Etat de variations des prêts - colonne 3).
20	Prêts à moins d'un an	BON		Le montant brut des prêts à échéance à moins d'un an dans le tableau 4 - Etat des échéances des créances doit être égal au total du solde à la fin de l'exercice N des prêts à échéance à moins d'un an dans le tableau 7 - Etat des prêts.
21	Prêts à plus d'un an	BON		Le montant brut des prêts à échéance à plus d'un an dans le tableau 4 - Etat des échéances des créances doit être égal au total du solde à la fin de l'exercice N des prêts à échéance à plus d'un an dans le tableau 7 - Etat des prêts.

année :	**2022**	**Tests des documents comptables du FSL de :**		**FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA**
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
22	Prêts	BON		Le montant brut des prêts dans le tableau 4 - Etat des échéances des créances doit être égal au total du solde des prêts en fin d'exercice N dans le tableau 7 - Etat des prêts.
23	Prêts	BON		La valeur brute des immobilisations financières renseignée dans le bilan doit être supérieure ou égale au montant brut des créances de l'actif immobilisé.
24-0	Etat des Engagements de cautionnement et de garantie (tab. 5)	aucun engagement ne figure dans l'Etat des engagements		Etat des engagements : contrôle que l'état des engagements est rempli et contrôle d'une ventilation cohérente des engagements échus. En effet, les engagements échus se composent d'engagements échus avec mise en jeu du cautionnement ou de la garantie et d'engagements échus sans mise en jeu. Si les engagements échus se composent uniquement d'engagements échus avec mise en jeu ou uniquement d'engagements échus sans mise en jeu (cas possibles mais très rares), l'attention doit être attirée.
24-1	Engagements hors bilan - exercice N	BON		La valeur des engagements hors bilan renseignée en bas du passif du bilan de l'exercice N doit être égale au montant des engagements à la fin de l'exercice N renseigné dans le tableau 5 – Etat des engagements de cautionnement et de garantie.
24-2	Engagements hors bilan - exercice N-1	BON		La valeur des engagements hors bilan renseignée en bas du passif du bilan de l'exercice N-1 doit être égale au montant des engagements au début de l'exercice N renseigné dans le tableau 5 – Etat des engagements de cautionnement et de garantie.
25-0	Montants des engagements	BON		Si des engagements échus figurent dans l'Etat des engagements de cautionnement et de garantie (tab.5), alors il doit y avoir des engagements inscrits (engagements antérieurs à l'année N ou engagements pris durant l'année N). En conséquence, le montant des engagements en fin d'exercice est toujours supérieur ou égal à 0.
25-1	Prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement ou garantie			Si des prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement ou garantie sont inscrits dans l'Etat des prêts, cela signifie que le FSL accorde des cautionnements ou garanties : donc le tableau des engagements devrait être renseigné
25-2	Prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement ou garantie	BON		Le montant des prêts correspondant à une créance née de la mise en jeu de cautionnement ou garantie doit être inférieur ou égal au montant des mises en jeu de cautionnement ou garantie [si le montant de ces prêts est supérieur au montant des mises en jeu, cela peut s'expliquer par le fait que des prêts accordés en N concernent des mises en jeu faites en N-1]
25-3	Créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie	BON		Les créances nées de la mise en jeu de cautionnement et de garantie figurant dans l'actif circulant (dans tableau 4 - Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice) doivent être inférieures ou égales au montant total des engagements échus avec mise en jeu figurant dans l'Etat des engagements de cautionnement et de garantie (Tab. 5)
26	Engagement en fin d'exercice (hors bilan)	BON		Le montant total des engagements de cautionnement et de garantie en fin d'exercice (hors bilan) figurant dans l'Etat des engagements de cautionnement et de garantie (tableau 5) doit être reporté à l'identique dans l'Etat des provisions pour couverture des mises en jeu de cautionnement et de garantie (tableau 6)
27	Ventilation des produits constatés d'avance	BON		Les produits constatés d'avance doivent être ventilés selon + ou - 1 an, dans passif du Bilan
28	Ventilation des échéances des créances	BON		Les créances (actif) doivent toutes être ventilées en fonction du degré de leur liquidité (+ ou - 1 an), dans Etat des échéances des créances et des dettes (partie créances) (tableau 4 de l'annexe)

année :	2022	Tests des documents comptables du FSL de :		FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
29	Ventilation des échéances des dettes	BON		Les dettes (passif) doivent toutes être ventilées en fonction de leur exigibilité (+ ou - 1 an), dans Etat des échéances des créances et des dettes (partie dettes) (tableau 4 de l'annexe)
30	Ventilation des échéances des prêts	BON		Les soldes des prêts à fin N doivent tous être ventilés selon leurs échéances (+ ou - 1 an), dans Etat des prêts (tab.7)
31-2	Provisions pour risques et charges au 31/12/N	BON		Les provisions pour risques et charges (cpte 151) figurant au Passif du bilan N doivent être égales aux provisions pour risques et charges à la fin de l'exercice (tableau 3 - état des provisions)
31-3	Provisions pour risques et charges au 31/12/N-1	BON		Les provisions pour risques et charges (cpte 151) figurant au Passif du bilan N-1 doivent être égales aux provisions pour risques et charges au début d'exercice (tableau 3 - état des provisions)
31-4	Compte de provisions pour engagement de cautionnement au 31/12/N	BON		Les provisions pour risques et charges (cpte 151) figurant au Passif du bilan N doivent être supérieures ou égales au solde du compte de provisions pour engagement de cautionnement en fin d'exercice (tableau 6)
31-5	Compte de provisions pour engagement de cautionnement au 31/12/N-1	BON		Les provisions pour risques et charges (cpte 151) figurant au Passif du bilan N-1 doivent être supérieures ou égales au compte de provisions pour engagement de cautionnement en début d'exercice (tableau 6)
32	Reprises de provisions	BON		La reprise des provisions pour risques et charges figurant dans l'état des provisions (tab. 3) est inférieure ou égale aux reprises sur provisions et transfert de charges dans les produits d'exploitation du compte de résultat
33	Amortissements des immobilisations incorporelles	BON		La valeur des amortissements des immobilisations incorporelles renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur des amortissements des immobilisations incorporelles en fin d'exercice dans le tableau 2 - tableau des amortissements
34	Amortissements des immobilisations corporelles	BON		La valeur des amortissements des immobilisations corporelles renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur des amortissements des immobilisations corporelles en fin d'exercice dans le tableau 2 - tableau des amortissements
35	Immobilisations incorporelles en valeur brute	BON		La valeur brute des immobilisations incorporelles renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur brute à la clôture de l'exercice des immobilisations incorporelles dans le tableau 1 - Etat de l'actif immobilisé
36	Immobilisations corporelles en valeur brute	BON		La valeur brute des immobilisations corporelles renseignée dans le bilan doit être égale à la valeur brute à la clôture de l'exercice des immobilisations corporelles dans le tableau 1 - Etat de l'actif immobilisé
37-1	Provisions pour dépréciation d'immobilisations financières	BON		Les provisions sur immobilisations financières figurant à l'actif (2ème colonne de l'actif du bilan) doivent égales à la somme des Provisions en fin d'exercice pour dépréciation de prêts et des Provisions pour dépréciation d'autres immobilisations financières figurant à l'Etat des provisions (tab. 3)
37-2	Provisions pour dépréciations de prêts	BON		Les provisions en fin d'exercice pour dépréciation de prêts figurant à l'Etat des provisions (tab. 3) doivent être égales au solde en fin d'exercice du total des provisions de prêts figurant dans l'Etat des provisions sur prêts (tab. 8)
37-3	Provisions pour dépréciations d'immobilisations financières	BON		Les provisions sur immobilisations financières figurant à l'actif (2ème colonne de l'actif du bilan) doivent être supérieures ou égales au solde en fin d'exercice du total des provisions de prêts figurant dans l'Etat des provisions sur prêts (tab. 8)
38	Provisions pour autres actifs constituées à la fin de l'exercice N	BON		Les provisions sur l'actif circulant figurant à l'actif (2ème colonne de l'actif du bilan) doivent être égales aux Provisions pour dépréciation d'autres actifs constituées à la fin de l'exercice N figurant dans l'Etat des Provisions (tab. 3)
39	Trésorerie au 31/12/N-1 (valeurs mobilières de placement et disponiblités)			La trésorerie au 31/12/N-1 figure à l'actif du bilan N-1

année :	**2022**	**Tests des documents comptables du FSL de :**		**FSL DE TARN ET GARONNE - FONDS GMCA**
N° du contrôle	Intitulé ou objet du contrôle	Résultat du test ; montant de l'écart si inégalité	Valeur relative (%) de l'écart	Commentaire - explications
40	Trésorerie au 31/12/N (valeurs mobilières de placement et disponiblités)	OK		La trésorerie au 31/12/N figurant à l'actif du bilan doit être égale à la trésorerie calculée dans le tableau de financement à partir de la trésorerie au 31/12/N-1
41	montant des financements (au titre de l'année N)	BON		Le montant des financements prévus au titre de l'exercice figurant dans le tableau 11 doit être supérieur ou égal au montant des financements encaissés au titre de l'exercice
42-1	Evolution des Biens mis à diposition	BON		L'accroissement des biens mis à disposition (passif du bilan) doit être inférieur ou égal à l'augmentation des immobilisations corporelles & incorporelles durant l'exercice figurant à l'Etat de l'actif immobilisé (tab. 1)
42-2	Biens mis à diposition			La somme des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles, à l'actif du bilan, doit être supérieure ou égale au montant des biens mis à disposition dans les capitaux propres figurant au passif du bilan.
	Contrôles de gestion			
1	Résultats + Prêts accordés > 0	ratio respecté		le résultat (produits d'exploitation - charges d'exploitation) augmenté des prêts accordés est supérieur à 0
2	au 31/12/N :			
	Fonds propres, RAN & résultat	899 791,72		
	amortissements	-		
	provisions sur prêts & autres immo. financières LT	3 355,81		
	Ressources long terme	903 147,53		
	Immobilisations (valeur brute)	77 464,82		
	fonds de roulement net global	825 682,71		
	provisions de fin d'exrcice	3 355,81		
	fonds de roulement > provisions inscrites au bilan	ratio respecté		le fonds de roulement net global (= ressources à long terme - immobilisations) doit être supérieur aux provisions de fin d'exercice
3	trésorerie de fin d'exercice > solde du compte de provisions en fin d'exercice	risque couvert		la trésorerie de fin d'exercice doit être au moins égale aux provisions pour engagements de façon à pouvoir honorer si besoin un minimum d'engagements
4	trésorerie de début d'exercice + financements & participations reçus en N au titre de N-1 + ressources N - (total emplois N + frais de fonctionnement) [dans tableau de financement] > 0	équilibre financier		la trésorerie de début d'exercice additionnée des financements & participations reçus en N au titre de N-1 et des ressources de N doit pouvoir financer la totalité des dépenses (total emplois + frais de fonctionnement)

Annexe des FSL non constitués en GIP

Les comptes annuels du fonds de solidarité pour le logement du département de ..... comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout.

Règles et méthodes comptables

A- Rappeler les règles de constitution des provisions adoptées par le responsable en fonction du taux de couverture souhaité.

B- Informations complémentaires
Autres informations significatives et notamment changement de méthode comptable et indication de la nature des erreurs (se reporter à la page 57 du guide comptable).

EXECUTION BUDGETAIRE
2022

SUIVI BUDGETAIRE

FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT 2022

TOTAL

RESSOURCES	Montant annuel prévisionnel 2022	Montant réalisé au 31 Décembre2022	DEPENSES	Montant annuel prévisionnel 2022	Montant réalisé au 31 Décembre2022
Contributions	814 526	819 382,90	**Aides individuelles**	1 000 000	1 068 832,35
- Conseil Départemental	360 000	360 000,00	(65713 à 65772 + 27413 à 27452)		
- GMCA	199 026	199 026,00	Sommes engagées - annulations		
- EDF	122 000	122 000,00	*Dont subventions*	650 000	890 389,75
- ENGIE	50 000	50 000,00	*Dont prêts*	350 000	178 442,60
- CAF	30 000	30 000,00			
- SDE 82	1 500	-	**Visites techniques** (6578)	12 000	13 496,00
- Autres	52 000	58 356,90			
Ressources internes			**Charges sur créances irrécouvrables** (654)	7 000	14 162,41
- Remboursement des prêts(dont les 17 781,84€ de remboursements de prêts au titre de 12/2022)	215 000	212 699,07			
- Reprises sur provisions pour dépréciation des éléments financiers (7866)	-	-	**Charges exceptionnelles** (671)	-	-
- Produits exceptionnels (771)	-	-	**Autres charges exceptionnelles** (678)	16 536	16 536,00
			Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (68862)	-	-
			Achats non stockés de matières et fournitures (606)	750	-
Fonds de roulement (solde au 01/01/2022)	1 846 547	1 846 546,65	**Frais de gestion**	200 000	200 000,00
Versement à l'UDAF		-923 273,00			
TOTAL RESSOURCES	**2 876 073**	**1 955 355,62**	**TOTAL DEPENSES**	**1 236 286**	**1 313 026,76**
			ECART RECETTES / DEPENSES	**1 639 787**	**642 328,86**

656 491,27 -14 162,41

Explication de l'écart recettes/dépenses du montant réalisé au 31/12/2022

	642 328,86
solde du compte financier au 31/12/2022	638 709,43
ajout du remboursement des prêts de 12/2022 effectué en 01/2023	17 781,84
total	656 491,27
moins les charges non décaissées (ANV, remises de dettes)	14 162,41
total	**642 328,86**

SUIVI BUDGETAIRE

FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT 2022

CONSEIL DEPARTEMENTAL

RESSOURCES	Montant annuel prévisionnel 2022	Montant réalisé au 31 Décembre2022	DEPENSES	Montant annuel prévisionnel 2022	Montant réalisé au 31 Décembre2022
Contributions	533 976	538 728,32	**Aides individuelles**	650 000	805 986,62
- Conseil Départemental	360 000	360 000,00	(65713 à 65772 + 27413 à 27452)		
- GMCA	-	-	Sommes engagées - annulations		
- EDF	79 300	79 300,00	*Dont subventions*	450 000	681 102,64
- ENGIE	32 500	32 500,00	*Dont prêts*	200 000	124 883,98
- CAF	19 500	19 500,00			
- SDE 82	976	-	**Visites techniques** (6578)	8 500	12 488,00
- Autres	41 700	47 428,32			
Ressources internes			**Charges sur créances irrécouvrables** (654)	5 000	10 455,87
- Remboursement des prêts	150 000	144 071,81			
- Reprises sur provisions pour dépréciation des éléments financiers (7866)	-	-	**Charges exceptionnelles** (671)	-	-
- Produits exceptionnels (771)	-	-	**Autres charges exceptionnelles** (678)	10 748	10 748,40
			Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (68862)	-	-
			Achats non stockés de matières et fournitures (606)	488	-
Fonds de roulement (solde au 01/01/2022)	1 030 505	515 252,45	**Frais de gestion**	130 000	130 000,00
TOTAL RESSOURCES	**1 714 481**	**1 198 052,58**	**TOTAL DEPENSES**	**804 736**	**969 678,89**
			ECART RECETTES / DEPENSES	**909 745**	**228 373,69**

238 829,56 -10 455,87

SUIVI BUDGETAIRE

FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT 2022

GMCA

RESSOURCES	Montant annuel prévisionnel 2022	Montant réalisé au 31 Décembre2022	DEPENSES	Montant annuel prévisionnel 2022	Montant réalisé au 31 Décembre2022
Contributions	280 550	280 654,58	**Aides individuelles**	350 000	262 845,73
- Conseil Départemental	-	-	(65713 à 65772 + 27413 à 27452)		
- GMCA	199 026	199 026,00	Sommes engagées - annulations		
- EDF	42 700	42 700,00	*Dont subventions*	200 000	209 287,11
- ENGIE	17 500	17 500,00	*Dont prêts*	150 000	53 558,62
- CAF	10 500	10 500,00			
- SDE 82	524	-	**Visites techniques** (6578)	3 500	1 008,00
- Autres	10 300	10 928,58			
Ressources internes			**Charges sur créances irrécouvrables** (654)	2 000	3 706,54
- Remboursement des prêts	65 000	68 627,26			
- Reprises sur provisions pour dépréciation des éléments financiers (7866)	-	-	**Charges exceptionnelles** (671)	-	-
- Produits exceptionnels (771)	-	-	**Autres charges exceptionnelles** (678)	5 788	5 787,60
			Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (68862)	-	-
			Achats non stockés de matières et fournitures (606)	262	-
Fonds de roulement (solde au 01/01/2022)	816 042	408 021,20	**Frais de gestion**	70 000	70 000,00
TOTAL RESSOURCES	**1 161 592**	**757 303,04**	**TOTAL DEPENSES**	**431 550**	**343 347,87**
			ECART RECETTES / DEPENSES	**730 042**	**413 955,17**

417 661,71 -3 706,54

VERIFICATION

RESSOURCES	Montant annuel prévisionnel 2022	Montant réalisé au 31 Décembre2022	DEPENSES	Montant annuel prévisionnel 2022	Montant réalisé au 31 Décembre2022
Contributions	-	-	**Aides individuelles**	-	-
- Conseil Départemental	-	-	(65713 à 65772 + 27413 à 27452)		
- GMCA	-	-	Sommes engagées - annulations		
- EDF	-	-	*Dont subventions*	-	-
- ENGIE	-	-	*Dont prêts*	-	-
- CAF	-	-			
- SDE 82	-	-	**Visites techniques** (6578)	-	-
- Autres	-	-			
Ressources internes			**Charges sur créances irrécouvrables** (654)	-	-
- Remboursement des prêts	-	-			
- Reprises sur provisions pour dépréciation des éléments financiers (7866)	-	-	**Charges exceptionnelles** (671)	-	-
- Produits exceptionnels	-	-	**Autres charges exceptionnelles** (678)	-	-
			Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (68862)	-	-
			Achats non stockés de matières et fournitures (606)	-	-
Fonds de roulement (solde au 01/01/2022)	-	923 273,00	**Frais de gestion**	-	-
TOTAL RESSOURCES	**-**	923 273,00	**TOTAL DEPENSES**	**-**	**-**
			ECART RECETTES /DEPENSES	**-**	**923 273,00**

ETAT DES PARTICIPATIONS

AU 31 DECEMBRE 2022

PARTICIPATIONS AU TITRE DU F.S.L. EXERCICE 2022
FONDS CONSEIL DEPARTEMENTAL

Situation au 31/12/2022

CONTRIBUTEURS	CONTRIBUTIONS A RECEVOIR EN 2022	CONTRIBUTIONS RECUES EN 2022	RESTES A RECEVOIR EN 2022
CONSEIL DEPARTEMENTAL	360 000,00	360 000,00	-
EDF	79 300,00	79 300,00	-
ENGIE	32 500,00	32 500,00	-
CAF DE TARN-ET-GARONNE	19 500,00	19 500,00	-
AUTRES PARTENAIRES			
TARN-ET-GARONNE HABITAT	4 414,15	4 414,15	-
SYNDICAT DEPARTEMENTAL DE L'ENERGIE 82	487,89	487,89	-
MONTASTRUC	50,00	50,00	-
CIAS DES DEUX RIVES	7 600,00	7 600,00	-
CCAS DE CAUSSADE	1 000,00	1 000,00	-
CCAS DE SAINT-ETIENNE-DE-TULMONT	1 000,00	1 000,00	-
CCAS DE LABASTIDE-SAINT-PIERRE	1 144,80	1 144,80	-
COMMUNE DE LIZAC	100,00	100,00	-
COMMUNE DE PUYCORNET	300,00	300,00	-
COMMUNE DE CAZES-MONDENARD	100,00	100,00	-
SAINT-ANTONIN-NOBLE-VAL	800,00	800,00	-
SA HLM DES CHALETS	304,20	304,20	-
ALTEAL (ex. : SA HLM COLOMIERS HABITAT)	555,75	555,75	-
CASTELMAYRAN	1 317,00	1 317,00	-
LAUZERTE	400,00	400,00	-
PROMOLOGIS SA	1 950,00	1 950,00	-
CASTELSARRASIN	3 000,00	3 000,00	-
BIOULE	589,00	589,00	-
PATRIMOINE SA LANGUEDOCIENNE	283,73	283,73	-
SEPTFONDS	800,00	800,00	-
LAFRANCAISE	1 400,00	1 400,00	-
MONTECH	3 000,00	3 000,00	-
CCAS DE POMPIGNAN	670,00	670,00	-
ERILIA	228,80	228,80	-
CCAS GRISOLLES	4 233,00	4 233,00	-
SYNDICAT DEPARTEMENTAL DE L'ENERGIE 82	11 700,00	11 700,00	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
CONTRIBUTIONS TOTALES	**538 728,32**	**538 728,32**	**-**

PARTICIPATIONS AU TITRE DU F.S.L. EXERCICE 2022
FONDS GMCA

Situation au 31/12/2022

CONTRIBUTEURS	CONTRIBUTIONS A RECEVOIR EN 2022	CONTRIBUTIONS RECUES EN 2022	RESTES A RECEVOIR EN 2022
GMCA	199 026,00	199 026,00	-
EDF	42 700,00	42 700,00	-
ENGIE	17 500,00	17 500,00	-
CAF DE TARN-ET-GARONNE	10 500,00	10 500,00	-
AUTRES PARTENAIRES			
TARN-ET-GARONNE HABITAT	2 376,85	2 376,85	-
SYNDICAT DEPARTEMENTAL DE L'ENERGIE 82	262,71	262,71	-
SA HLM DES CHALETS	163,80	163,80	-
ALTEAL (ex. : SA HLM COLOMIERS HABITAT)	299,25	299,25	-
PROMOLOGIS SA	1 050,00	1 050,00	-
PATRIMOINE SA LANGUEDOCIENNE	152,77	152,77	-
LACOURT-SAINT-PIERRE	200,00	200,00	-
ERILIA	123,20	123,20	-
SYNDICAT DEPARTEMENTAL DE L'ENERGIE 82	6 300,00	6 300,00	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
CONTRIBUTIONS TOTALES	**280 654,58**	**280 654,58**	**-**

PARTICIPATIONS AU TITRE DU F.S.L. EXERCICE 2021
CUMUL

Situation au 31/12/2022

CONTRIBUTEURS	CONTRIBUTIONS A RECEVOIR EN 2022	CONTRIBUTIONS RECUES EN 2022	RESTES A RECEVOIR EN 2022
CONSEIL DEPARTEMENTAL	360 000,00	360 000,00	-
GMCA	199 026,00	199 026,00	-
EDF	122 000,00	122 000,00	-
ENGIE	50 000,00	50 000,00	-
CAF DE TARN-ET-GARONNE	30 000,00	30 000,00	-
AUTRES PARTENAIRES			
TARN-ET-GARONNE HABITAT	6 791,00	6 791,00	-
SYNDICAT DEPARTEMENTAL DE L'ENERGIE 82	750,60	750,60	-
MONTASTRUC	50,00	50,00	-
CIAS DES DEUX RIVES	7 600,00	7 600,00	-
CCAS DE CAUSSADE	1 000,00	1 000,00	-
CCAS DE SAINT-ETIENNE-DE-TULMOT	1 000,00	1 000,00	-
CCAS DE LABASTIDE-SAINT-PIERRE	1 144,80	1 144,80	-
COMMUNE DE LIZAC	100,00	100,00	-
COMMUNE DE PUYCORNET	300,00	300,00	-
COMMUNE DE CAZES-MONDENARD	100,00	100,00	-
SAINT-ANTONIN-NOBLE-VAL	800,00	800,00	-
SA HLM DES CHALETS	468,00	468,00	-
ALTEAL (ex. : SA HLM COLOMIERS HABITAT)	855,00	855,00	-
CASTELMAYRAN	1 317,00	1 317,00	-
LAUZERTE	400,00	400,00	-
PROMOLOGIS SA	3 000,00	3 000,00	-
CASTELSARRASIN	3 000,00	3 000,00	-
BIOULE	589,00	589,00	-
PATRIMOINE SA LANGUEDOCIENNE	436,50	436,50	-
SEPTFONDS	800,00	800,00	-
LACOURT-SAINT-PIERRE	200,00	200,00	-
LAFRANCAISE	1 400,00	1 400,00	-
MONTECH	3 000,00	3 000,00	-
CCAS DE POMPIGNAN	670,00	670,00	-
ERILIA	352,00	352,00	-
CCAS DE GRISOLLES	4 233,00	4 233,00	-
SYNDICAT DEPARTEMENTAL DE L'ENERGIE 82	18 000,00	18 000,00	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
CONTRIBUTIONS TOTALES	**819 382,90**	**819 382,90**	**-**

DETAIL DES AIDES ACCORDEES
ANNEE 2022

FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

AIDES INDIVIDUELLES

GESTION POUR LE COMPTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ANNEE 2022

SOMMAIRE

VOLET LOGEMENT – ACCES AU LOGEMENT

Données générales
Vue globale des dossiers présentés…… 7
Nombre de dossiers traités en Délégations / Commissions plénières…… 7

Aides financières accordées
Mode d'intervention…….. 8
Détail des aides…… 8
Ventilation des dossiers par origine…….. 9

Profil des bénéficiaires
Composition familiale…….. 10
Age des bénéficiaires…….. 11
Catégorie socio-professionnelle des bénéficiaires…….. 12
Précarité et surendettement…….. 13

Le logement
Nature du logement…….. 14
Statut d'occupation…….. 14

VOLET LOGEMENT – MAINTIEN DANS LE LOGEMENT

Données générales
Vue globale des dossiers présentés…….. 16
Nombre de dossiers traités en Délégations / Commissions plénières…… 16

Aides financières accordées
Mode d'intervention…….. 17
Ventilation des dossiers par origine…….. 18

Profil des bénéficiaires
Composition familiale…….. 19
Age des bénéficiaires…….. 20
Catégorie socio-professionnelle des bénéficiaires…….. 21
Précarité et surendettement…….. 22

Le logement
Nature du logement…….. 23
Statut d'occupation…….. 23

VOLET ENERGIE – ELECTRICITE ET GAZ

Données générales

Vue globale des dossiers présentés…… 26
Nombre de dossiers traités en Délégations / Commissions plénières…… 26

Aides financières accordées

Mode d'intervention…… 27
Ventilation des dossiers par origine…… 28

Profil des bénéficiaires

Composition familiale…… 29
Age des bénéficiaires…… 30
Catégorie socio-professionnelle des bénéficiaires…… 31
Précarité et surendettement…… 32

VOLET ENERGIE - EAU

Données générales

Vue globale des dossiers présentés…… 34
Nombre de dossiers traités en Délégations / Commissions plénières…… 34

Aides financières accordées

Mode d'intervention…… 35
Ventilation des dossiers par origine…… 36

Profil des bénéficiaires

Composition familiale…… 37
Age des bénéficiaires…… 38
Catégorie socio-professionnelle des bénéficiaires…… 39
Précarité et surendettement…… 40

En 2022, le secrétariat FSL a traité 1 704 dossiers (+17 % / 2021) :

- 391 demandes d'aide pour l'accès au logement ;
- 192 demandes d'aide pour le maintien dans le logement ;
- 848 demandes d'aide pour des impayés d'énergie, répartis ainsi :
    - 483 impayés Electricité
    - 235 impayés Gaz
    - 130 impayés Autres énergies
- 273 demandes d'aide pour des impayés d'eau.

67 % des dossiers ont été traités en délégations (+7 pts / 2021) ; 33 % en commissions plénières.
1 777 décisions ont été prononcées :

- 1 441 accords (déclinés en 1 157 subventions et 284 prêts) (+13 % / 2021) ;
- 208 refus ;
- 36 ajournements.

(92 dossiers annulés et non traités)
Le montant des aides accordées s'est élevé à 826 429.32 € (+48 % / 2021).
L'aide moyenne accordée est de 574 € (+135 € / 2021).

Typologies dominantes des bénéficiaires :

- ils sont isolés sans enfant ;
- ils ont entre 35 et 49 ans ;
- ils sont inactifs ou chômeurs ;
- ils ne perçoivent aucun minimum social ;
- ils ne sont pas surendettés.

VOLET

LOGEMENT

Bilan des aides

pour l'accès au logement

Données générales

➢ Vue globale des dossiers présentés

Décision	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Accord	234	60 %	250	66 %
Refus	73	19 %	63	17 %
Ajournement	25	6 %	42	11 %
Annulation	59	15 %	21	6 %
TOTAL	**391**	**100 %**	**376**	**100 %**

6 demandes sur 10 ont été accordées (-6 pts / 2021).
19 % des demandes ont été refusées (+2 pts / 2021).

➢ Nombre de dossiers traités en Délégations /Commissions plénières

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Délégations	343	88 %	301	80 %
Commissions	48	12 %	75	20 %
TOTAL	**391**	**100 %**	**376**	**100 %**

Aides financières accordées

Les 234 accords ont été déclinés en 333 prêts et subventions.
Le total des sommes allouées s'élève à 120 080,26 € (+0,5 % / 2021).
La moyenne d'aide par dossier est de 361 € (+11 € / 2021).

➢ Mode d'intervention

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Prêts	175	53 %	259	76 %
Subventions	158	47 %	82	24 %
TOTAL	**333**	**100 %**	**341**	**100 %**

➢ Détail des aides

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Dépôt de garantie	210	63 %	230	67 %
1er mois de loyer	73	22 %	72	21 %
Frais d'agence	12	4 %	6	2 %
Assurance multirisques	11	3 %	8	2 %
Frais de déménagement	5	1 %	3	1 %
Visite technique	22	7 %	22	7 %
TOTAL	**333**	**100 %**	**341**	**100 %**

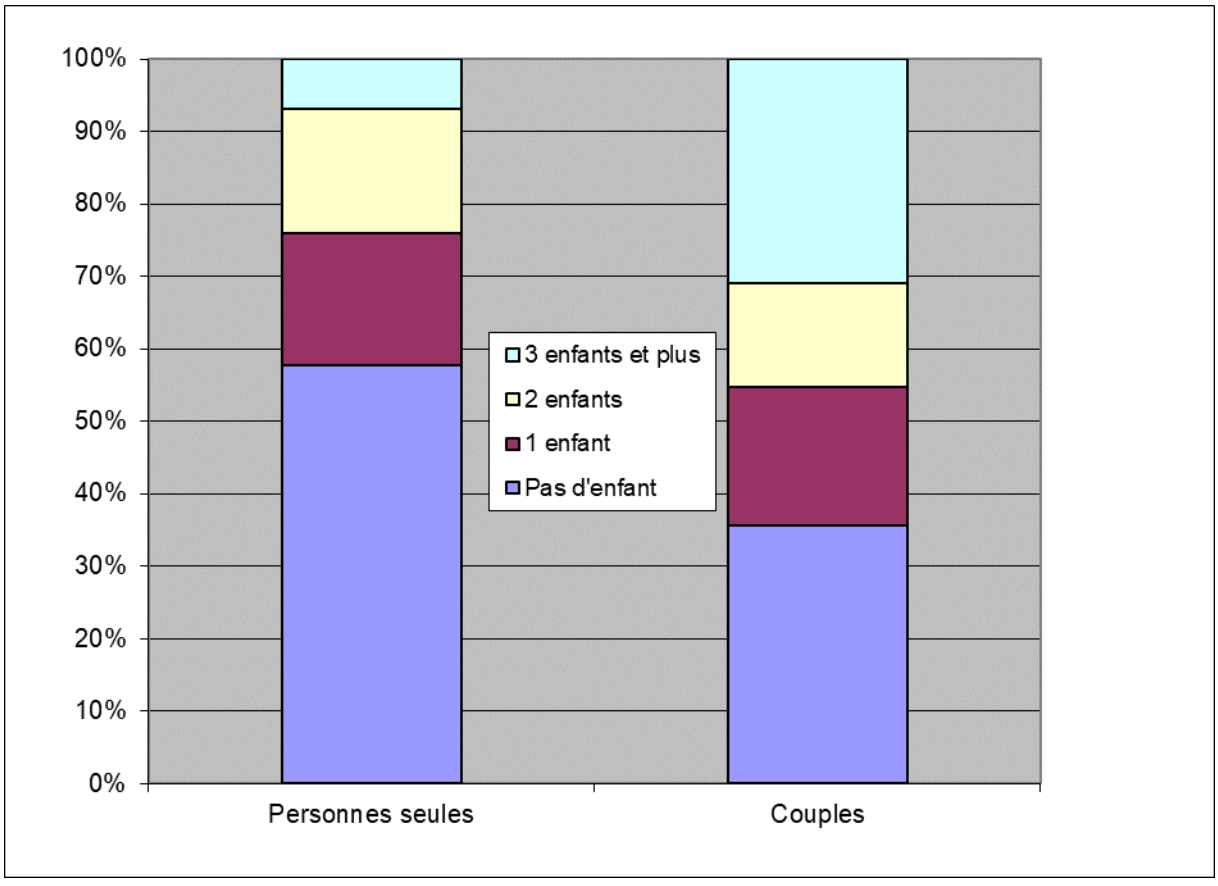
➢ Ventilation des dossiers par origine

	Nombre de dossiers
L'allocataire lui-même	155
Département du Tarn-et-Garonne	132
Promologis SA HLM	14
CAF	10
CIAS des Deux Rives	6
UDAF	6
Office Public de l'Habitat	5
Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie	2
SOLIHA : Solidaires pour l'habitat Tarn-et-Garonne	2
Soc.Fr. Habitations économiques SA de HLM	1
TOTAL	**333**

Profil des bénéficiaires

➢Composition familiale

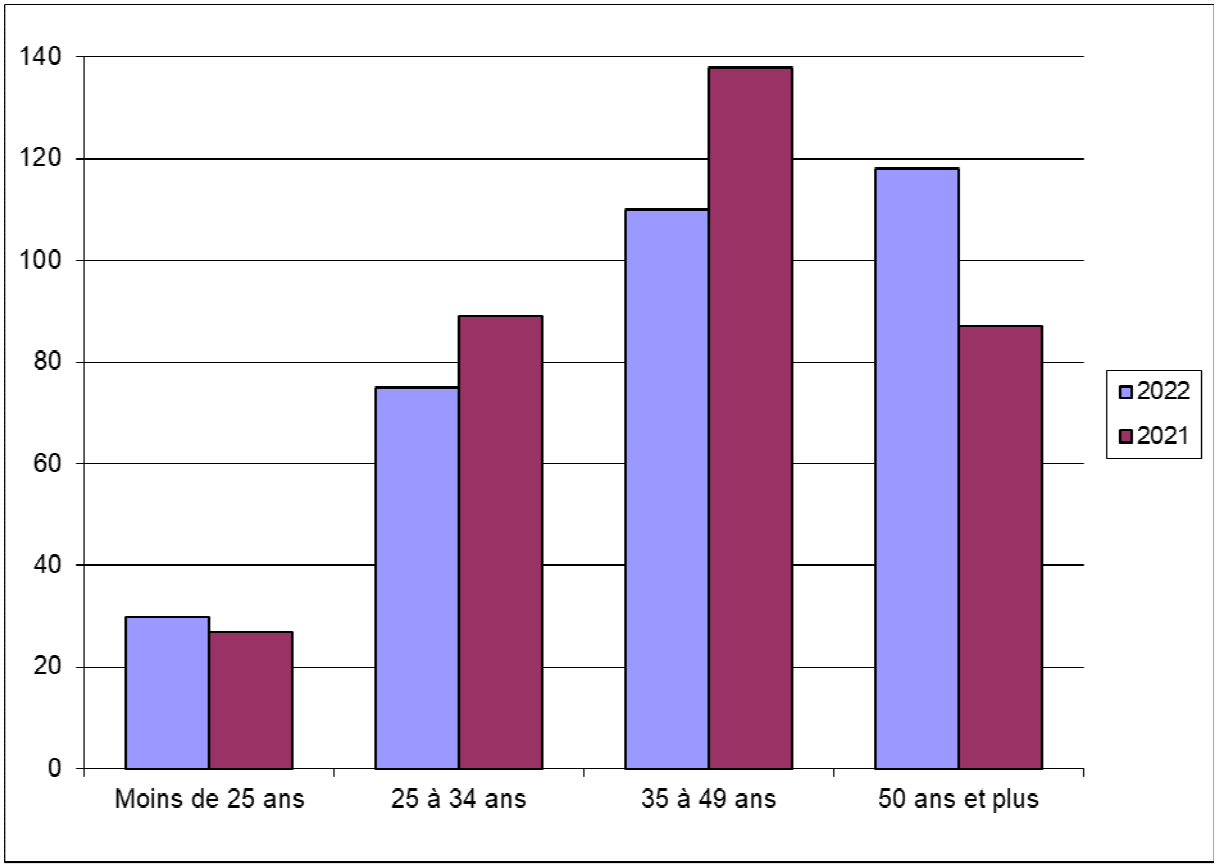
	Nombre d'enfants à charge				
	Pas d'enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	**TOTAL**
Personnes seules	168	53	50	20	**291**
Couples	15	8	6	13	**42**
TOTAL	**183**	**61**	**56**	**33**	**333**



87 % des bénéficiaires sont des personnes seules, parmi lesquelles 58 % sont isolées (sans enfant).
Lorsque les bénéficiaires sont des couples (13 %), 36 % d'entre eux n'ont pas d'enfant.

➢ Age des bénéficiaires

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Moins de 25 ans	30	9 %	27	8 %
25 à 34 ans	75	23 %	89	26 %
35 à 49 ans	110	33 %	138	40 %
50 ans et plus	118	35 %	87	26 %
TOTAL	**333**	**100 %**	**341**	**100 %**



La moyenne d'âge est de 45 ans (+ 4 ans / 2021).
Les quatre bénéficiaires les plus jeunes ont 20 ans ; le plus âgé 86 ans.

➢ Catégorie socio-professionnelle des bénéficiaires

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Inactifs	132	40 %	138	41 %
Chômeurs	101	30 %	123	36 %
Actifs avec emploi	43	13 %	55	16 %
Retraités	57	17 %	25	7 %
Etudiants / Apprentis	0	0 %	0	0 %
TOTAL	**333**	**100 %**	**341**	**100 %**

7 bénéficiaires sur 10 sont inactifs ou chômeurs (-7 pts / 2021).
La part relative aux actifs a diminué par rapport à 2021 (-12 pts).

➢ Précarité et surendettement

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Aucun minimum social	157	47 %	151	44 %
RSA	125	38 %	144	42 %
AAH	48	14 %	44	13 %
Les deux prestations	3	1 %	2	1 %
TOTAL	**333**	**100 %**	**341**	**100 %**

53 % des bénéficiaires perçoivent au moins un minimum social (-3 pts / 2021).

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Pas de surendettement	301	90 %	289	85 %
Surendettement	32	10 %	52	15 %
TOTAL	**333**	**100 %**	**341**	**100 %**

Le logement

➢ Nature du logement

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Immeuble privé	62	19 %	127	37 %
HLM	144	43 %	171	50 %
Maison individuelle	9	3 %	19	6 %
Autre (résidence sociale, caravane)	3	1 %	0	0 %
Situation inconnue	115	34 %	24	7 %
TOTAL	**333**	**100 %**	**341**	**100 %**

➢ Statut d'occupation du logement

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Locataire parc privé	166	50 %	59	17 %
Locataire parc public	151	45 %	87	26 %
Situation inconnue	16	5 %	195	57 %
TOTAL	**333**	**100 %**	**341**	**100 %**

Bilan des aides

pour le maintien dans le logement

Données générales

➢ Vue globale des dossiers présentés

Décision	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Accord	152	79 %	74	62 %
Refus	27	14 %	38	32 %
Ajournement	4	2 %	3	2 %
Annulation	9	5 %	5	4 %
TOTAL	**192**	**100 %**	**120**	**100 %**

79 % des demandes ont été accordées (+17 pts / 2021).
14 % des demandes ont été refusées (-18 pts / 2021).

➢ Nombre de dossiers traités en Délégations / Commissions plénières

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Délégations	61	32 %	58	48 %
Commissions	131	68 %	62	52 %
TOTAL	**192**	**100 %**	**120**	**100 %**

Aides financières accordées

Les 152 accords ont été déclinés en 196 prêts et subventions.
Le total des sommes allouées s'élève à 179 390,89 € (+143 % / 2021).
La moyenne d'aide par dossier est de 915 € (+257 € / 2021).

➢ Mode d'intervention

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Prêts	49	25 %	41	37 %
Subventions	147	75 %	71	63 %
TOTAL	**196**	**100 %**	**112**	**100 %**

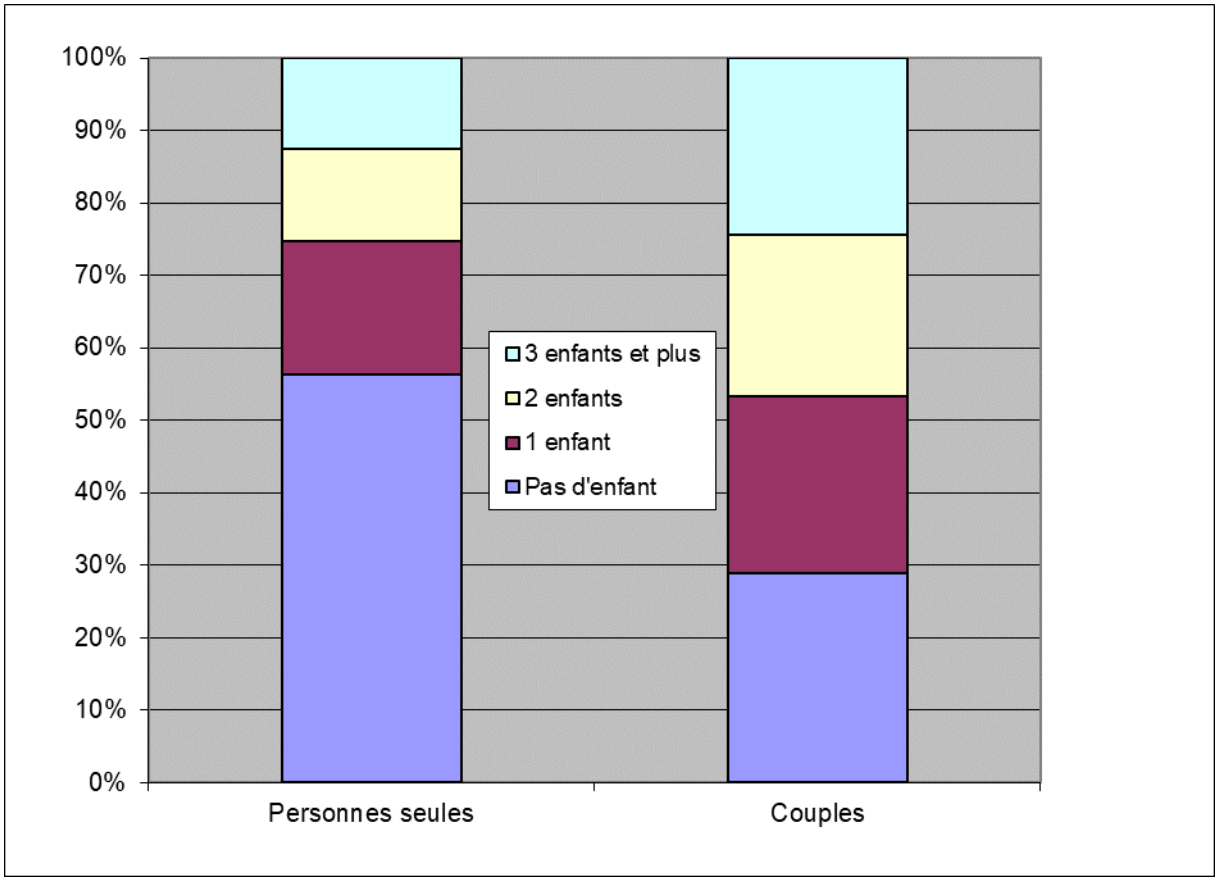
➢ Ventilation des dossiers par origine

	Nombre de dossiers
Département du Tarn-et-Garonne	154
L'allocataire lui-même	16
CAF	6
CIAS	5
Office Public de L'Habitat	4
CCAS de Caussade	2
Centre hospitalier de Montauban	2
CIAS des Deux Rives	2
SOLIHA	2
Inser. Dévelop. Durable. Environ. Ecom. Solid.	1
Promologis SA HLM	1
SA HLM Alteal	1
TOTAL	**196**

Profil des bénéficiaires

➢Composition familiale

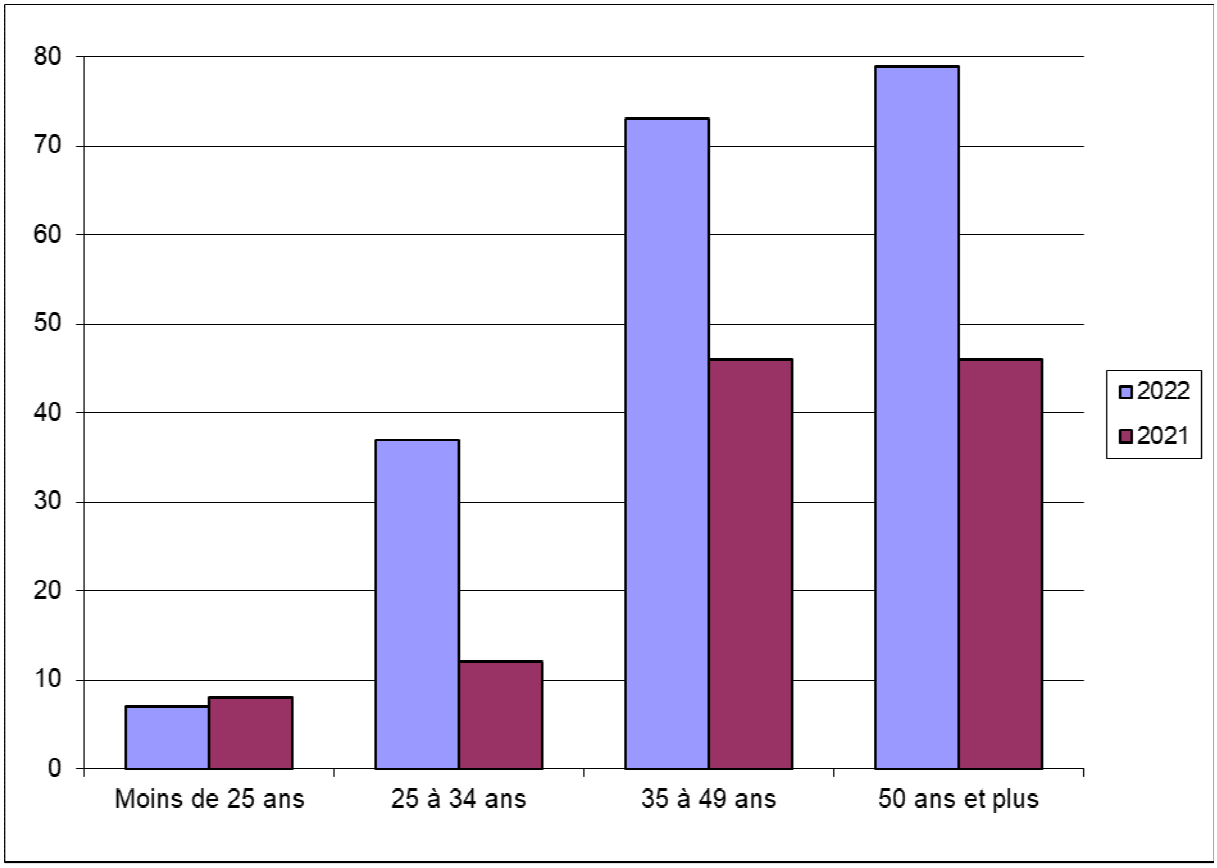
	Nombre d'enfants à charge				
	Pas d'enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	**TOTAL**
Personnes seules	85	28	19	19	**151**
Couples	13	11	10	11	**45**
TOTAL	**98**	**39**	**29**	**30**	**196**



77 % des bénéficiaires sont des personnes seules, parmi lesquelles 56 % sont isolées.
Lorsque les bénéficiaires sont des couples (23 %), 29 % d'entre eux n'ont pas d'enfant.

➢ Age des bénéficiaires

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Moins de 25 ans	7	4 %	8	7 %
25 à 34 ans	37	19 %	12	11 %
35 à 49 ans	73	37 %	46	41 %
50 ans et plus	79	40 %	46	41 %
TOTAL	**196**	**100 %**	**112**	**100 %**



La moyenne d'âge est de 46 ans (idem 2021).
Les deux bénéficiaires les plus jeunes ont 17 ans ; le plus âgé 81 ans.

➢Catégorie socio-professionnelle des bénéficiaires

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Inactifs	69	35 %	45	40 %
Chômeurs	53	27 %	31	28 %
Actifs avec emploi	50	26 %	24	21 %
Retraités	24	12 %	12	11 %
Etudiants / Apprentis	0	0 %	0	0 %
TOTAL	**196**	**100 %**	**112**	**100 %**

62 % des bénéficiaires sont chômeurs ou inactifs (-6 pts / 2021).
La moitié des bénéficiaires sot actifs (+ 26 pts / 2021).

➢ Précarité et surendettement

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Aucun minimum social	113	58 %	56	50 %
RSA	59	30 %	48	43 %
AAH	24	12 %	7	6 %
Les deux prestations	0	0 %	1	1 %
TOTAL	**196**	**100 %**	**112**	**100 %**

42 % des bénéficiaires perçoivent au moins un minimum social (- 8 pts / 2021).

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Pas de surendettement	140	71 %	88	79 %
Surendettement	56	29 %	24	21 %
TOTAL	**196**	**100 %**	**112**	**100 %**

Le logement

➢ Nature du logement

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Immeuble privé	65	33 %	47	42 %
HLM	73	37 %	43	38 %
Maison individuelle	2	1 %	3	3 %
Résidence sociale	0	0 %	4	4 %
Situation inconnue	56	29 %	15	13 %
TOTAL	**196**	**100 %**	**112**	**100 %**

➢ Statut d'occupation du logement

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Locataire parc privé	108	55 %	16	14 %
Locataire parc public	82	42 %	32	29 %
Situation inconnue	6	3 %	64	57 %
TOTAL	**196**	**100 %**	**112**	**100 %**

VOLET

ENERGIE

Bilan des aides

pour les impayés

d'électricité et de gaz

Données générales

➢ Vue globale des dossiers présentés

Décision	EDF	GDF	Autres Electricité	Autres Gaz	Autres Energies	TOTAL	Part
Accord	295	151	76	33	91	**646**	76 %
Refus	55	25	25	12	31	**148**	18 %
Ajournement	6	1	1	1	3	**12**	1 %
Annulation	18	12	6	0	5	**41**	5 %
Non traitement	1	0	0	0	0	**1**	0 %
TOTAL	**375**	**189**	**108**	**46**	**130**	**848**	
Part	44 %	22 %	13 %	6 %	15 %		**100%**

Les demandes concernent principalement l'électricité (57 %), puis le gaz (28 %) et les autres énergies (15 %).
Elles ont majoritairement été accordées (76 %).
18 % des demandes ont été refusées.

➢ Nombre de dossiers traités en Délégations / Commissions plénières

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Délégations	517	61 %	351	51 %
Commissions	331	39 %	342	49 %
TOTAL	**848**	**100 %**	**693**	**100 %**

Aides financières accordées

Les 646 accords ont été déclinés en 695 prêts et subventions.
Le total des sommes allouées s'élève à 450 652,58 € (+50 % / 2021).
La moyenne d'aide par dossier est de 648 € (+153 € / 2021).

➢ Mode d'intervention

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Prêts	55	8 %	105	17 %
Subventions	640	92 %	503	83 %
TOTAL	**695**	**100 %**	**608**	**100 %**

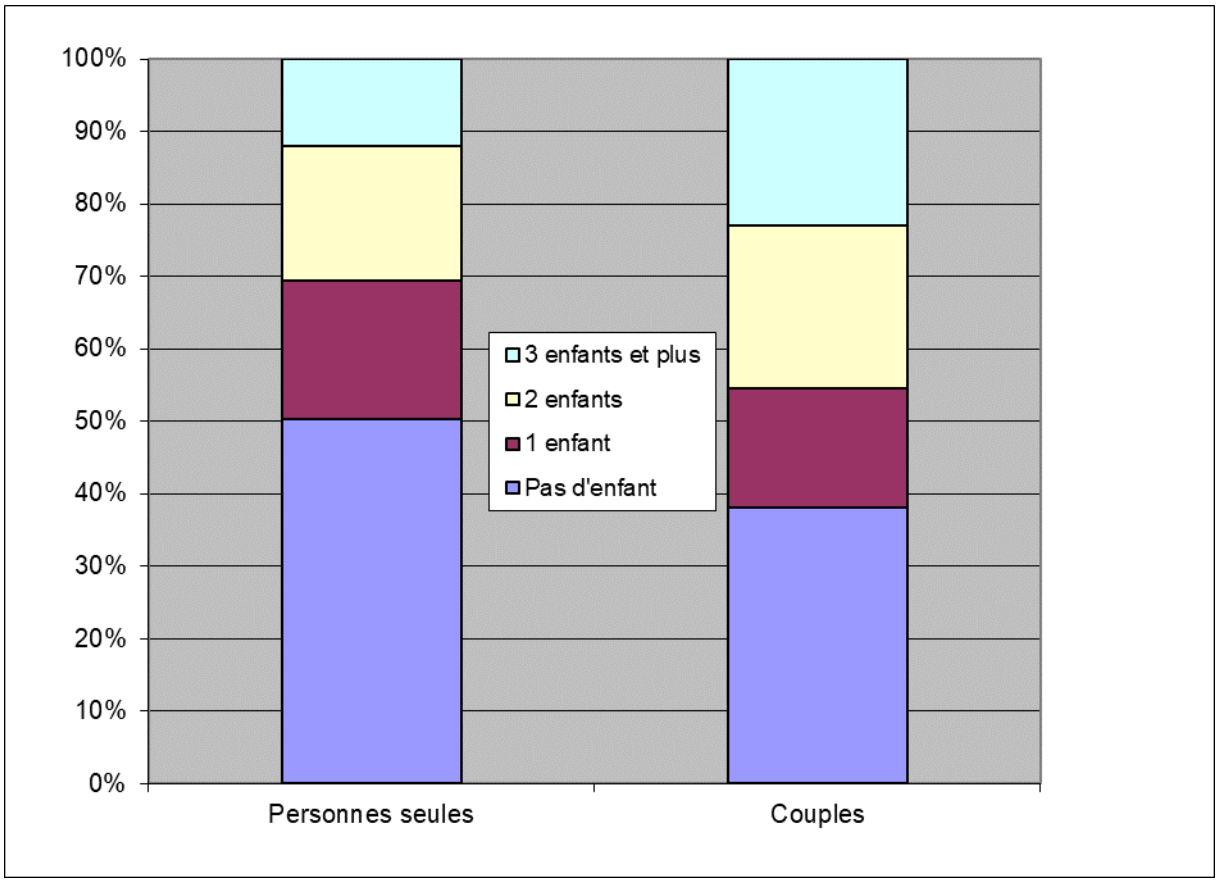
➢ Ventilation des dossiers par origine

	Nombre de dossiers
Département du Tarn-et-Garonne	554
L'allocataire lui-même	103
CCAS de Castelsarrasin	12
CCAS de Caussade	10
CIAS des Deux Rives	5
CAF	3
UDAF	3
Centre intercommunal d'action sociale	2
IDDEES	2
Ministère de la Défense	1
TOTAL	**695**

Profil des bénéficiaires

➢Composition familiale

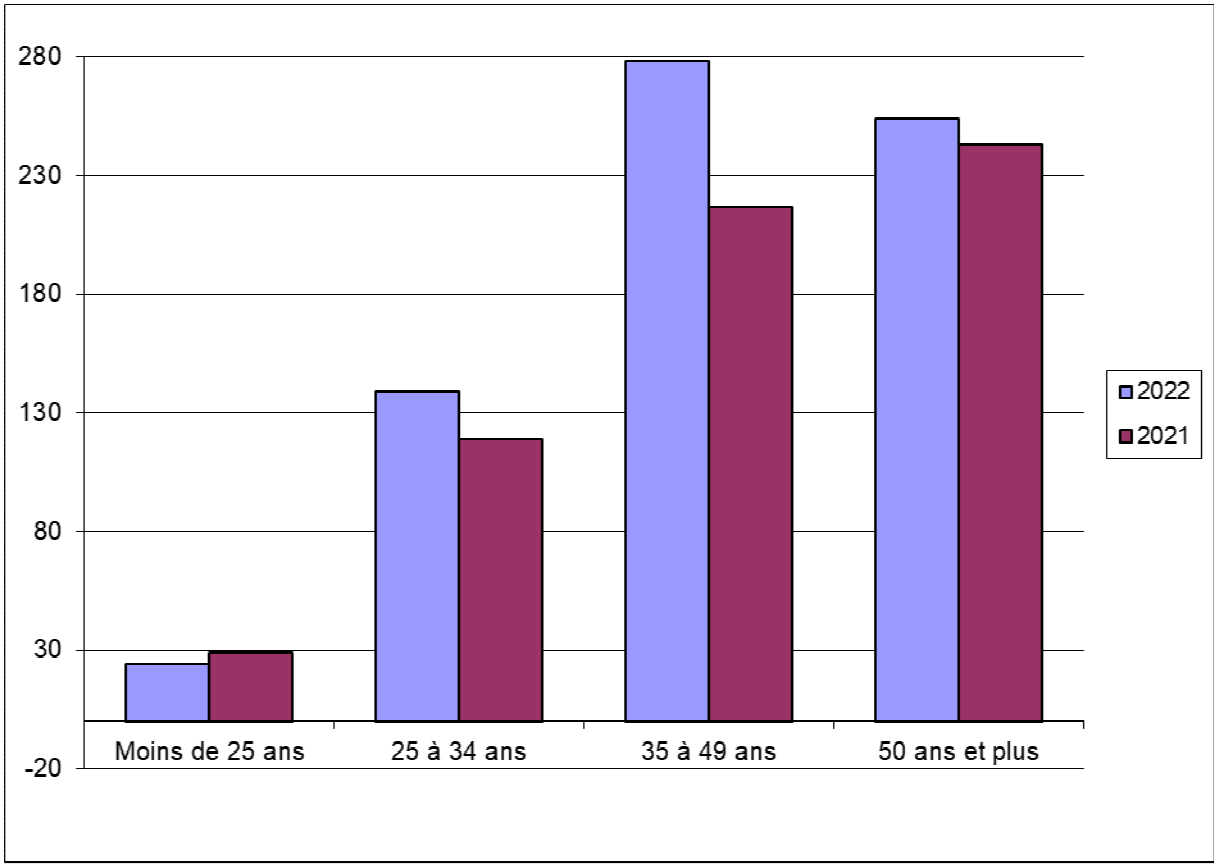
	Nombre d'enfants à charge				
	Pas d'enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	**TOTAL**
Personnes seules	231	88	85	55	**459**
Couples	90	39	53	54	**236**
TOTAL	**321**	**127**	**138**	**109**	**695**



2/3 des bénéficiaires sont des personnes seules, parmi lesquelles la moitié sont isolées.
Lorsque les bénéficiaires sont des couples (34 %), 38% d'entre eux sont sans enfant (4 couples sur 10).

➢ Age des bénéficiaires

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Moins de 25 ans	24	3 %	29	5 %
25 à 34 ans	139	20 %	119	19 %
35 à 49 ans	278	40 %	217	36 %
50 ans et plus	254	37 %	243	40 %
TOTAL	**695**	**100 %**	**608**	**100 %**



La moyenne d'âge est de 46 ans (idem 2021).
Le bénéficiaire le plus jeune a 19 ans ; le plus âgé 91 ans.

➢Catégorie socio-professionnelle des bénéficiaires

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Inactifs	255	37 %	219	36 %
Chômeurs	194	28 %	201	33 %
Actifs avec emploi	199	28 %	131	22 %
Retraités	47	7 %	57	9 %
Etudiants / Apprentis	0	0 %	0	0 %
TOTAL	**695**	**100 %**	**608**	**100 %**

65 % des bénéficiaires sont chômeurs ou inactifs (-4 pts / 2021).
La part relative aux actifs a augmenté par rapport à 2021 (+6 pts).

➢ Précarité et surendettement

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Aucun minimum social	398	57 %	352	58 %
RSA	210	30 %	191	32 %
AAH	87	13 %	62	10 %
Les deux prestations	0	0 %	3	0 %
TOTAL	**695**	**100 %**	**608**	**100 %**

43 % des bénéficiaires perçoivent au moins un minimum social (+1 pt / 2021).

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Pas de surendettement	607	87 %	494	81 %
Surendettement	88	13 %	114	19 %
TOTAL	**695**	**100 %**	**608**	**100 %**

Bilan des aides

pour les impayés d'eau

Données générales

➢ Vue globale des dossiers présentés

Décision	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Accord	213	78 %	199	74 %
Refus	53	20 %	63	24 %
Ajournement	1	0 %	1	0 %
Annulation	6	2 %	5	2 %
Non traitement	0	0 %	0	0 %
TOTAL	**273**	**100 %**	**268**	**100 %**

Les demandes ont majoritairement été accordées (78 %, +4 pts / 2021).
2 demandes sur 10 ont été refusées (-4 pts / 2021).

➢ Nombre de dossiers traités en Délégations / Commissions plénières

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Délégations	216	79 %	165	62 %
Commissions	57	21 %	103	38 %
TOTAL	**273**	**100 %**	**268**	**100 %**

Aides financières accordées

Les 213 accords ont été déclinés en 217 prêts et subventions.
Le total des sommes allouées s'élève à 76 305,59 € (+15 % / 2021).
La moyenne d'aide par dossier est de 352 € (+46 € / 2021).

➢ Mode d'intervention

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Prêts	5	2 %	20	15 %
Subventions	212	98 %	196	85 %
TOTAL	**217**	**100 %**	**216**	**100 %**

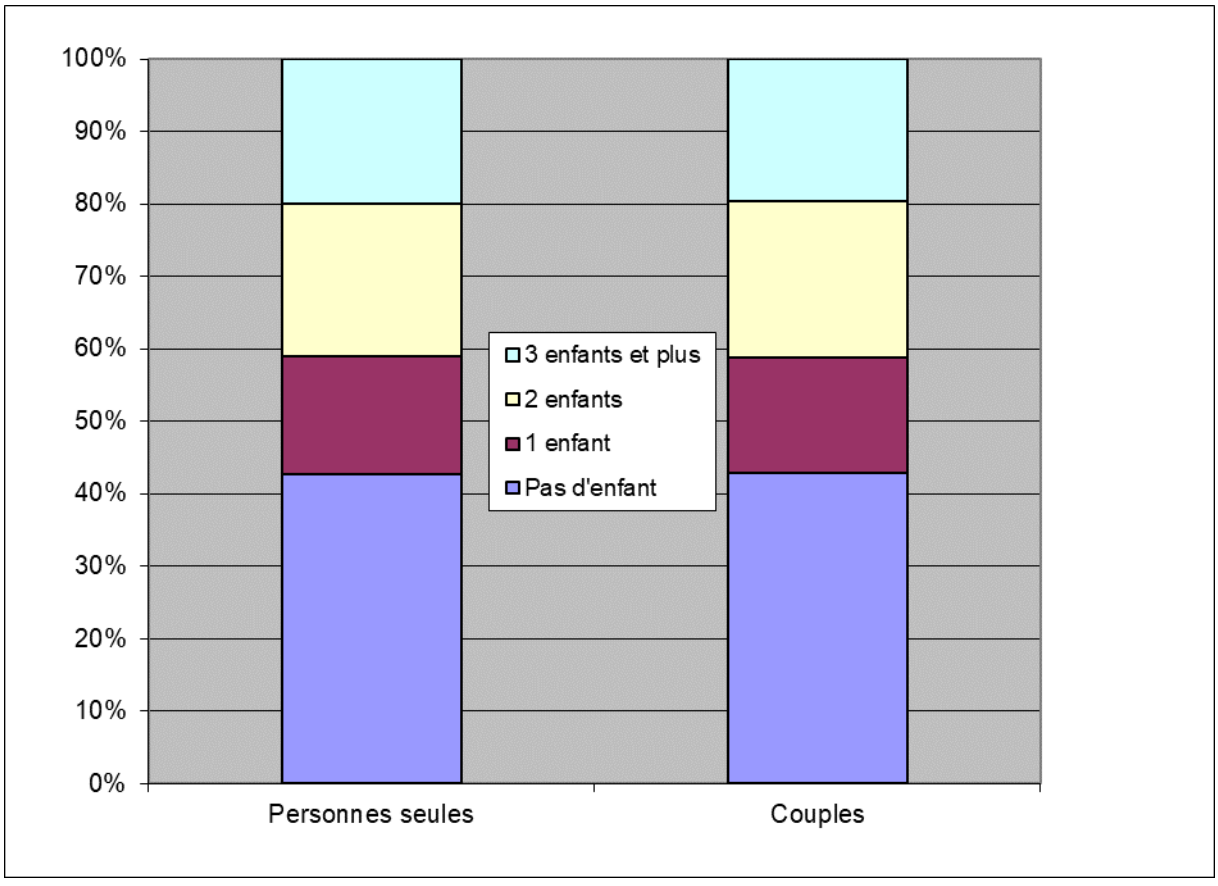
➢ Ventilation des dossiers par origine

	Nombre de dossiers
Département du Tarn-et-Garonne	187
L'allocataire lui-même	14
CIAS des Deux Rives	6
CCAS de Castelsarrasin	5
Centre intercommunal d'action sociale	2
CAF	1
Pôle de Moissac	1
UDAF	1
TOTAL	**217**

Profil des bénéficiaires

➢ Composition familiale

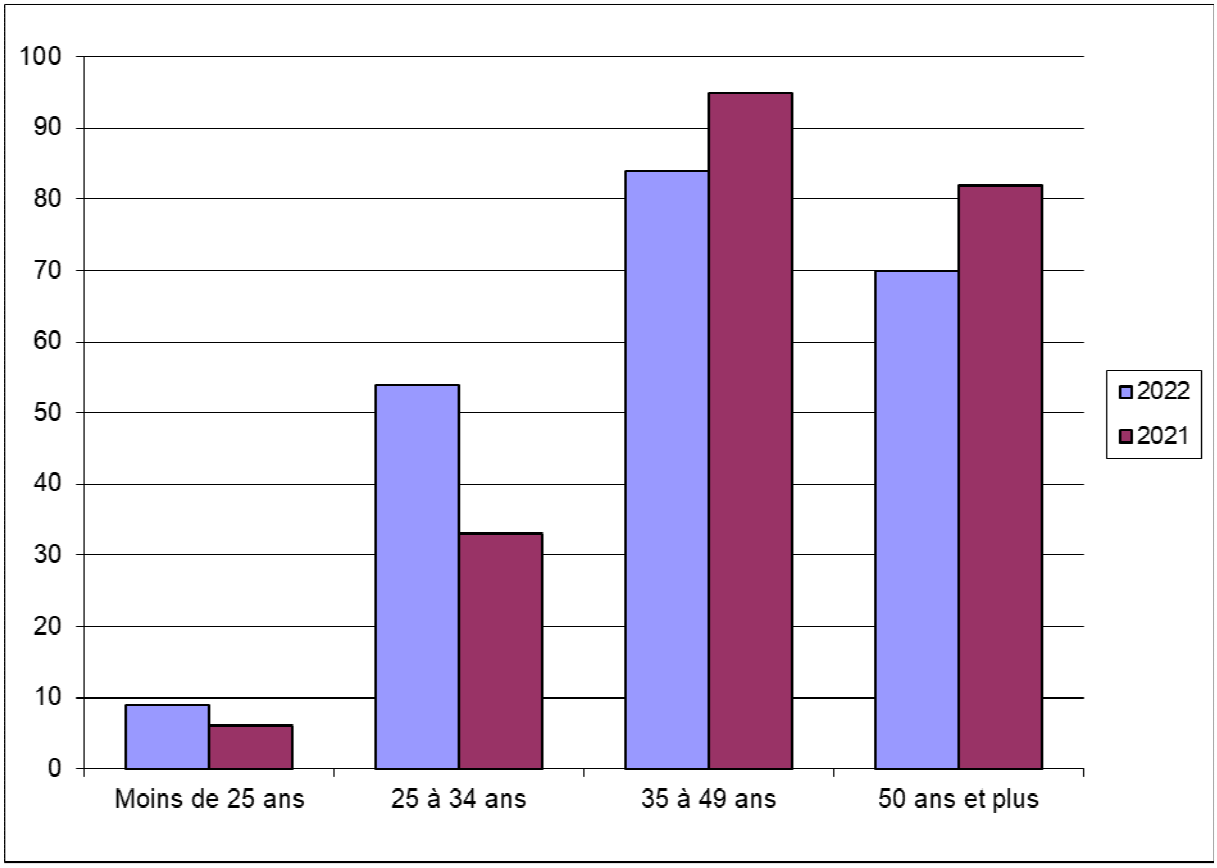
	Nombre d'enfants à charge				
	Pas d'enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	**TOTAL**
Personnes seules	47	18	23	22	**110**
Couples	46	17	23	21	**107**
TOTAL	**93**	**35**	**46**	**43**	**217**



Les bénéficiaires sont majoritairement des personnes seules (51 %), parmi lesquelles 43 % sont isolées.
Lorsque les bénéficiaires sont des couples (49 %), ils sont le plus souvent sans enfant (43 %).

➢ Age des bénéficiaires

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Moins de 25 ans	9	4 %	6	3 %
25 à 34 ans	54	25 %	33	15 %
35 à 49 ans	84	39 %	95	44 %
50 ans et plus	70	32 %	82	38 %
TOTAL	**217**	**100 %**	**216**	**100 %**



La moyenne d'âge est de 44 ans (-1 an / 2021).
Les deux bénéficiaires les plus jeunes ont 20 ans ; le plus âgé 74 ans.

➢Catégorie socio-professionnelle des bénéficiaires

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Inactifs	84	39 %	89	41 %
Chômeurs	66	30 %	65	30 %
Actifs avec emploi	57	26 %	50	23 %
Retraités	10	5 %	12	6 %
Etudiants / Apprentis	0	0 %	0	0 %
TOTAL	**217**	**100 %**	**216**	**100 %**

69 % des bénéficiaires sont chômeurs ou inactifs (-2 pts / 2021).
La part relative aux actifs a légèrement augmenté par rapport à 2021 (+3 pts).

➢ Précarité et surendettement

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Aucun minimum social	119	55 %	129	60 %
RSA	62	29 %	68	31 %
AAH	34	16 %	19	9 %
Les deux prestations	2	0 %	0	0 %
TOTAL	**217**	**100 %**	**216**	**100 %**

45 % des bénéficiaires perçoivent au moins un minimum social (+5 pts / 2021).

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Pas de surendettement	195	90 %	168	78 %
Surendettement	22	10 %	48	22 %
TOTAL	**217**	**100 %**	**216**	**100 %**

FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

AIDES INDIVIDUELLES

GESTION POUR LE COMPTE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND MONTAUBAN

ANNEE 2022

SOMMAIRE

VOLET LOGEMENT – ACCES AU LOGEMENT

Données générales
Vue globale des dossiers présentés…… 7
Nombre de dossiers traités en Délégations / Commissions plénières…… 7

Aides financières accordées
Mode d'intervention…….. 8
Détail des aides…… 8
Ventilation des aides par origine…….. 9

Profil des bénéficiaires
Composition familiale…… 10
Age des bénéficiaires…… 11
Catégorie socio-professionnelle des bénéficiaires…… 12
Précarité et surendettement…… 13

Le logement
Nature du logement…… 14
Statut d'occupation…… 14

VOLET LOGEMENT – MAINTIEN DANS LE LOGEMENT

Données générales
Vue globale des dossiers présentés…… 16
Nombre de dossiers traités en Délégations / Commissions plénières…… 16

Aides financières accordées
Mode d'intervention…… 17
Ventilation des aides par origine…… 18

Profil des bénéficiaires
Composition familiale…… 19
Age des bénéficiaires…… 20
Catégorie socio-professionnelle des bénéficiaires…… 21
Précarité et surendettement…… 22

Le logement
Nature du logement…… 23
Statut d'occupation…… 23

VOLET ENERGIE – ELECTRICITE ET GAZ

Données générales

Vue globale des dossiers présentés…… 26
Nombre de dossiers traités en Délégations / Commissions plénières…… 26

Aides financières accordées

Mode d'intervention…… 27
Ventilation des aides par origine…… 28

Profil des bénéficiaires

Composition familiale…… 29
Age des bénéficiaires…… 30
Catégorie socio-professionnelle des bénéficiaires…… 31
Précarité et surendettement…… 32

VOLET ENERGIE - EAU

Données générales

Vue globale des dossiers présentés…… 34
Nombre de dossiers traités en Délégations / Commissions plénières…… 34

Aides financières accordées

Mode d'intervention…… 35
Ventilation des aides par origine…… 36

Profil des bénéficiaires

Composition familiale…… 37
Age des bénéficiaires…… 38
Catégorie socio-professionnelle des bénéficiaires…… 39
Précarité et surendettement…… 40

En 2022, le secrétariat FSL a traité 651 dossiers (+9 % / 2021) :

- 204 demandes d'aide pour l'accès au logement ;
- 102 demandes d'aide pour le maintien dans le logement ;
- 266 demandes d'aide pour des impayés d'énergie, répartis ainsi :
    - 165 impayés Electricité
    - 96 impayés Gaz
    - 5 impayés Autres énergies
- 79 demandes d'aide pour des impayés d'eau.

70 % des dossiers ont été traités en délégations (idem 2020) ; 30 % en commissions plénières.
758 décisions ont été prononcées :

- 566 accords (déclinés en 396 subventions et 170 prêts) (+7 % / 2021) ;
- 117 refus ;
- 21 ajournements.

(54 dossiers annulés et non traités)
Le montant du budget s'est élevé à 276 913,69 € (+27 % / 2021).
L'aide moyenne accordée est de 489 € (+76 € / 2021).

Typologies dominantes des bénéficiaires :

- ils sont isolés sans enfant ;
- ils ont entre 35 ans et 49 ans ;
- ils sont chômeurs ou sans activité ;
- ils perçoivent au moins un minimum social (majoritairement le RSA) ;
- ils ne sont pas surendettés.

VOLET

LOGEMENT

Bilan des aides

pour l'accès au logement

Données générales

➢ Vue globale des dossiers présentés

Décision	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Accord	134	66 %	133	70 %
Refus	25	12 %	24	12 %
Ajournement	12	6 %	26	14 %
Annulation	33	16 %	8	4 %
TOTAL	**204**	**100 %**	**191**	**100 %**

2 demandes sur 3 ont été accordées (-4 pts / 2021).
12 % des demandes ont été refusées (idem 2021).

➢ Nombre de dossiers traités en Délégations / Commissions plénières

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Délégations	174	85 %	151	79 %
Commissions	30	15 %	40	21 %
TOTAL	**204**	**100 %**	**191**	**100 %**

Aides financières accordées

Les 134 accords ont été déclinés en 183 prêts et subventions.
Le total des sommes allouées s'élève à 56 598.05 € (+3 % / 2021).
La moyenne d'aide par dossier est de 309 € (-23 € / 2021).

➢Mode d'intervention

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Prêts	103	56 %	129	78 %
Subventions	80	44 %	36	22 %
TOTAL	**183**	**100 %**	**165**	**100 %**

➢Détail des aides

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Dépôt de garantie	136	74 %	127	77 %
1er mois de loyer	43	24 %	34	21 %
Frais de déménagement	2	1 %	2	1 %
Assurances multirisques	2	1 %	2	1 %
TOTAL	**183**	**100 %**	**165**	**100 %**

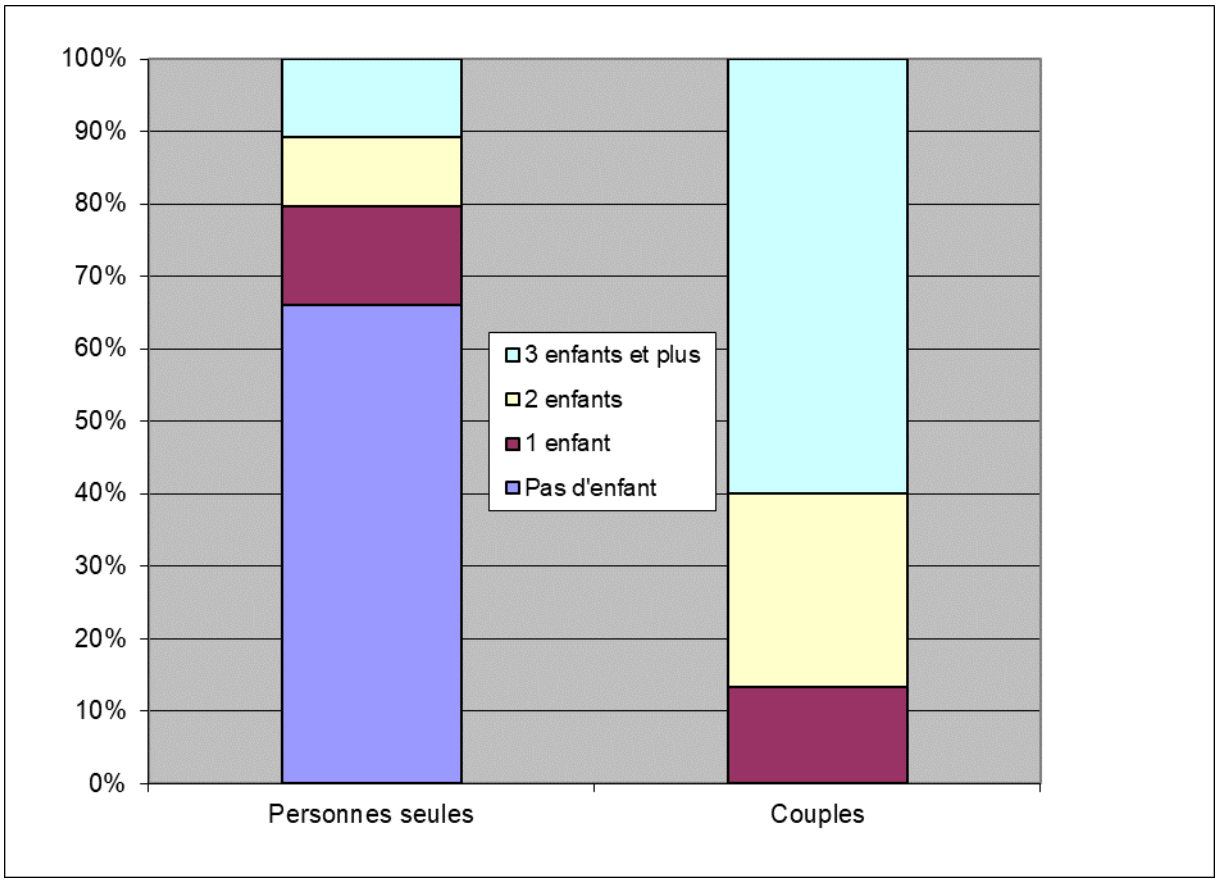
➢ Ventilation des aides par origine

	Nombre de dossiers
L'allocataire lui-même	95
Département du Tarn-et-Garonne	25
Centre Communal d'action sociale	19
UDAF	17
Promologis SA HLM	16
SOLIHA Tarn-et-Garonne	5
Tarn-et-Garonne Habitat	4
Commune de Montauban	1
Office public de l'Habitat	1
TOTAL	**183**

Profil des bénéficiaires

➢ Composition familiale

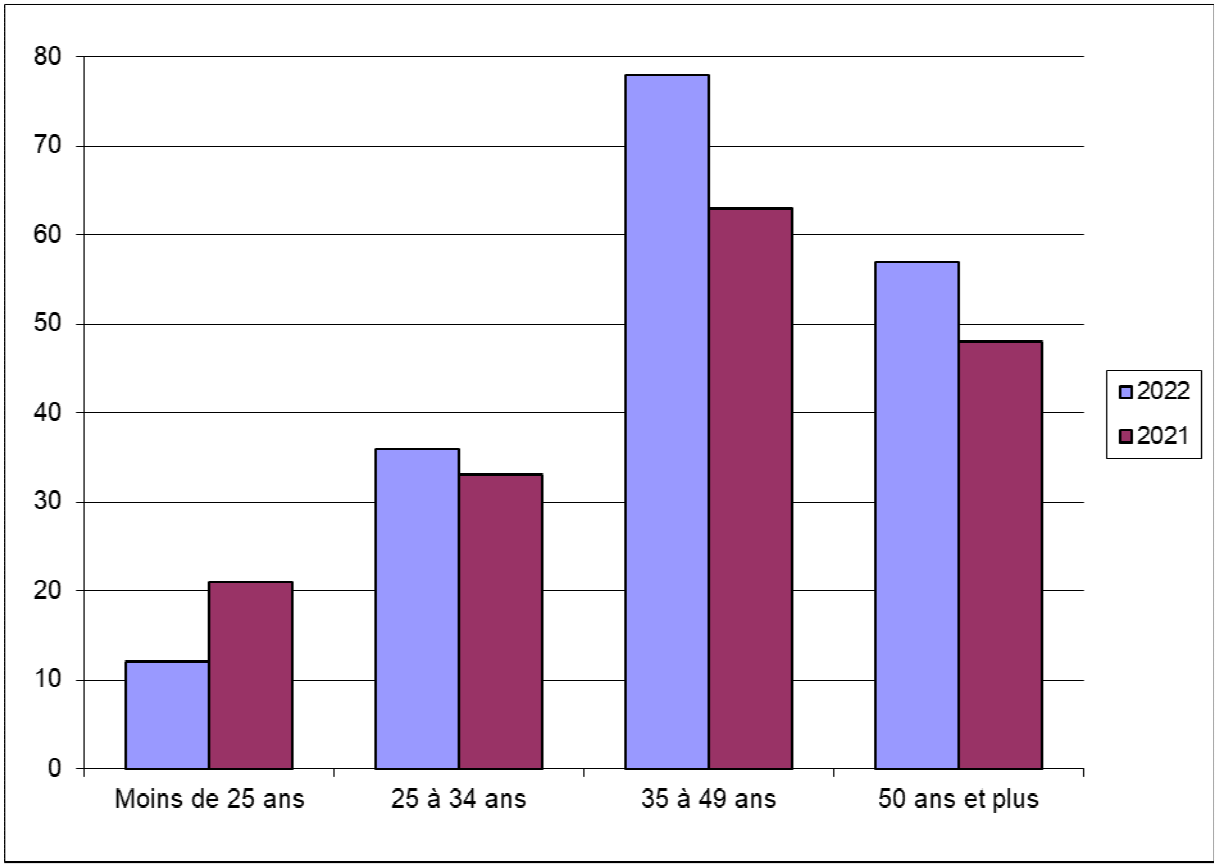
	Nombre d'enfants à charge				
	Pas d'enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	**TOTAL**
Personnes seules	111	23	16	18	**168**
Couples	0	2	4	9	**15**
TOTAL	**111**	**25**	**20**	**27**	**183**



Les bénéficiaires sont très majoritairement des personnes seules (92 %), parmi lesquelles 66 % sont isolées (sans enfant).
Lorsque les bénéficiaires sont des couples (8 %), ils sont le plus souvent des familles nombreuses (60 %).

➢ Age des bénéficiaires

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Moins de 25 ans	12	6 %	21	13 %
25 à 34 ans	36	20 %	33	20 %
35 à 49 ans	78	43 %	63	38 %
50 ans et plus	57	31 %	48	29 %
TOTAL	**183**	**100 %**	**165**	**100 %**



La moyenne d'âge est de 43 ans (+2 ans / 2021).
Les deux bénéficiaires les plus jeunes ont 20 ans ; les deux plus âgés 76 ans.

➢ Catégorie socio-professionnelle des bénéficiaires

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Inactifs	83	46 %	80	48 %
Chômeurs	48	26 %	51	31 %
Actifs avec emploi	37	20 %	23	14 %
Retraités	15	8 %	11	7 %
Etudiants / Apprentis	0	0 %	0	0 %
TOTAL	**183**	**100 %**	**165**	**100 %**

72 % des bénéficiaires sont chômeurs ou inactifs (-7 pts / 2021).
La part relative aux actifs a augmenté par rapport à 2021 (+6 pts).

➢ Précarité et surendettement

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Aucun minimum social	71	39 %	62	37 %
RSA	78	43 %	72	44 %
AAH	30	16 %	31	19 %
Les deux prestations	4	2 %	0	0 %
TOTAL	**183**	**100 %**	**165**	**100 %**

61 % des bénéficiaires perçoivent au moins un minimum social (-2 pts / 2021).

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Pas de surendettement	170	93 %	141	85 %
Surendettement	13	7 %	24	15 %
TOTAL	**183**	**100 %**	**165**	**100 %**

Le logement

➢ Nature du logement

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Immeuble privé	37	20 %	59	36 %
HLM	96	52 %	85	52 %
Maison individuelle	3	2 %	7	4 %
Autre (résidence sociale, caravane)	0	0 %	0	0 %
Situation inconnue	47	26 %	14	8 %
TOTAL	**183**	**100 %**	**165**	**100 %**

➢ Statut d'occupation du logement

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Locataire parc privé	78	42 %	22	13 %
Locataire parc public	100	55 %	33	20 %
Situation inconnue	5	3 %	110	67 %
TOTAL	**183**	**100 %**	**165**	**100 %**

Bilan des aides

pour le maintien dans le logement

Données générales

➢ Vue globale des dossiers présentés

Décision	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Accord	63	62 %	47	69 %
Refus	29	28 %	18	27 %
Ajournement	8	8 %	1	1 %
Annulation	2	2 %	2	3 %
TOTAL	**102**	**100 %**	**68**	**100 %**

Les demandes ont majoritairement été accordées (62 %, -7pts / 2021).
28 % des demandes ont été refusées (+1 pt / 2021).

➢ Nombre de dossiers traités en Délégations / Commissions plénières

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Délégations	48	47 %	23	34 %
Commissions	54	53 %	45	66 %
TOTAL	**102**	**100 %**	**68**	**100 %**

Aides financières accordées

Les 63 accords ont été déclinés en 95 prêts et subventions.
Le total des sommes allouées s'élève à 72 087,47 € (+54 % / 2021).
La moyenne d'aide par dossier est de 759 € (+137 € / 2021).

➢ Mode d'intervention

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Prêts	33	35 %	30	40 %
Subventions	62	65 %	45	60 %
TOTAL	**95**	**100 %**	**75**	**100 %**

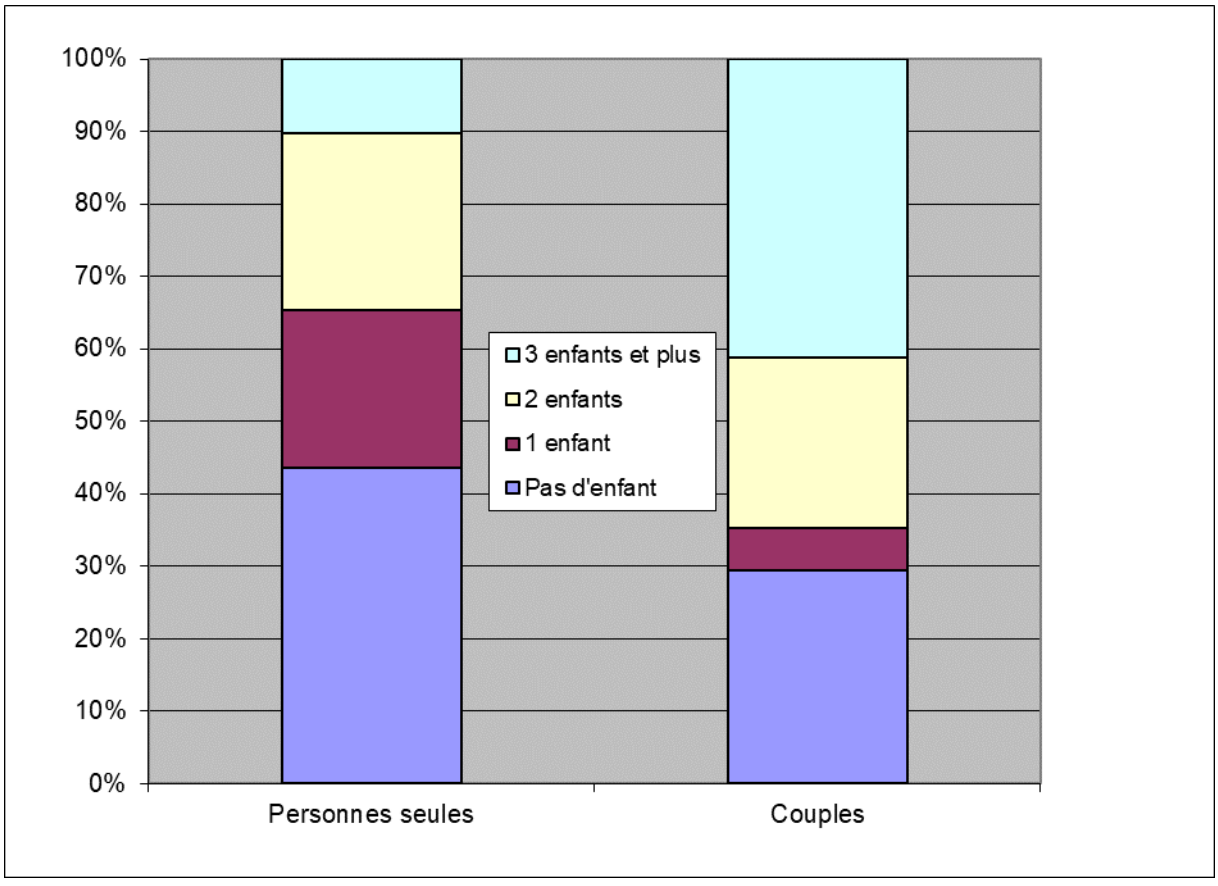
➢ Ventilation des aides par origine

	Nombre de dossiers
Promologis SA HLM	34
Département du Tarn-et-Garonne	23
Tarn-et-Garonne Habitat	11
Centre Communal d'Action Sociale	6
Commune de Montauban	5
L'allocataire lui-même	5
SOLIHA	5
UDAF	5
Office Public de l'Habitat	1
TOTAL	**95**

Profil des bénéficiaires

➢ Composition familiale

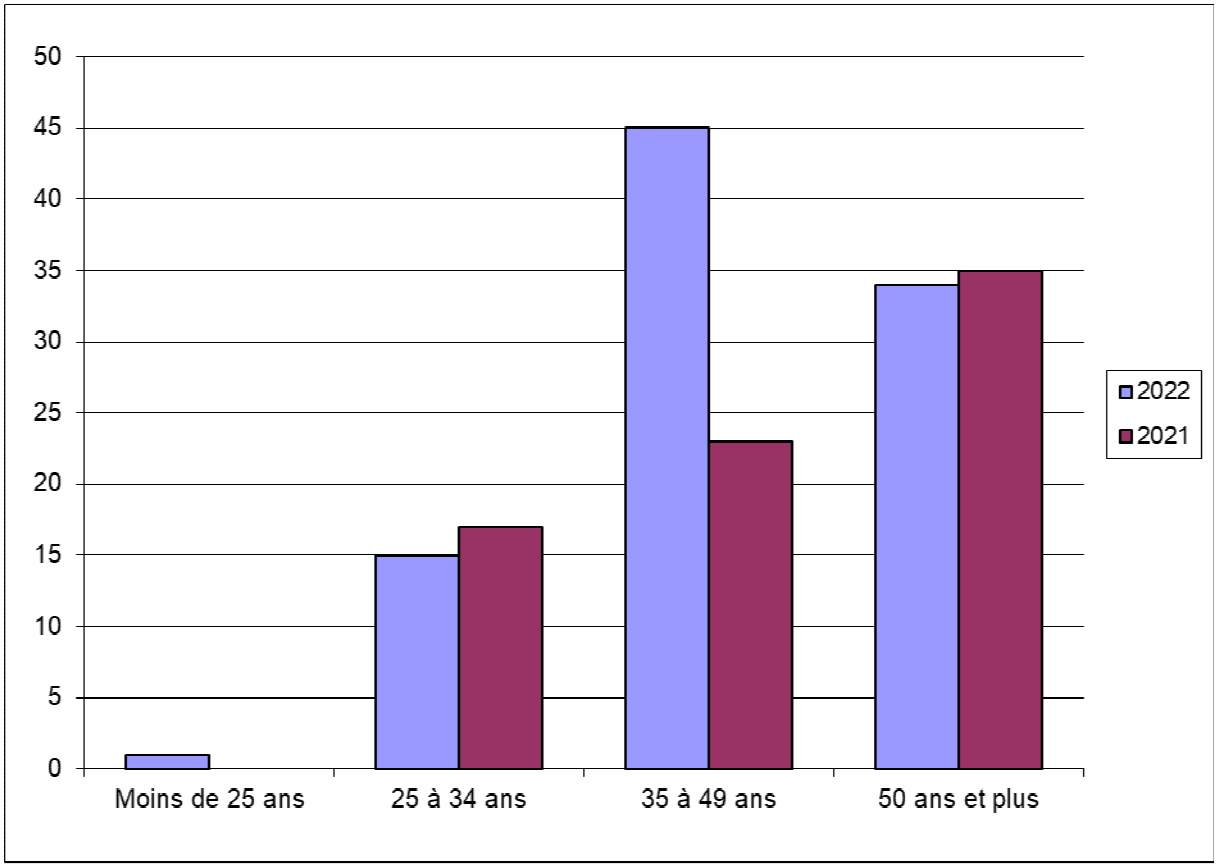
	Nombre d'enfants à charge				
	Pas d'enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	**TOTAL**
Personnes seules	34	17	19	8	**78**
Couples	5	1	4	7	**17**
TOTAL	**39**	**18**	**23**	**15**	**95**



Les bénéficiaires sont majoritairement des personnes seules (82 %), parmi lesquelles 44 % sont isolées.
Lorsque les bénéficiaires sont des couples (18 %), ils sont le plus souvent des familles nombreuses (41 %).

➢ Age des bénéficiaires

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Moins de 25 ans	1	1 %	0	0 %
25 à 34 ans	15	16 %	17	23 %
35 à 49 ans	45	47 %	23	31 %
50 ans et plus	34	36 %	35	46 %
TOTAL	**95**	**100 %**	**75**	**100 %**



La moyenne d'âge est de 45 ans (-2 ans / 2021).
Le bénéficiaire le plus jeune a 22 ans ; le plus âgé 75 ans.

➢Catégorie socio-professionnelle des bénéficiaires

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Inactifs	33	35 %	19	25 %
Chômeurs	30	32 %	32	43 %
Actifs avec emploi	27	28 %	17	23 %
Retraités	5	5 %	7	9 %
Etudiants / Apprentis	0	0 %	0	0 %
TOTAL	**95**	**100 %**	**75**	**100 %**

67 % des bénéficiaires sont chômeurs ou inactifs (-1 pt / 2021).
La part relative aux actifs a progressé par rapport à 2021 (+5 pts).

➢ Précarité et surendettement

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Aucun minimum social	43	45 %	51	68 %
RSA	42	44 %	17	23 %
AAH	10	11 %	7	9 %
Les deux prestations	0	0 %	0	0 %
TOTAL	**95**	**100 %**	**75**	**100 %**

55 % des bénéficiaires perçoivent au moins un minimum social (+23 pts / 2021).

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Pas de surendettement	71	75 %	63	84 %
Surendettement	24	25 %	12	16 %
TOTAL	**95**	**100 %**	**75**	**100 %**

Le logement

➢ Nature du logement

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Immeuble privé	35	37 %	32	43 %
HLM	49	52 %	38	50 %
Maison individuelle	2	2 %	0	0 %
Autre (résidence sociale, caravane)	0	0 %	0	0 %
Situation inconnue	9	9 %	5	7 %
TOTAL	**95**	**100 %**	**75**	**100 %**

➢ Statut d'occupation du logement

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Locataire parc privé	41	43 %	8	11 %
Locataire parc social	51	54 %	21	28 %
Situation inconnue	3	3 %	46	61 %
TOTAL	**95**	**100 %**	**75**	**100 %**

VOLET

ENERGIE

Bilan des aides

pour les impayés

d'électricité et de gaz

Données générales

➢ Vue globale des dossiers présentés

Décision	EDF	GDF	Autres Electricité	Autres Gaz	Autres Energies	TOTAL	Part
Accord	93	60	29	18	3	**203**	76 %
Refus	15	6	14	7	2	**44**	17 %
Ajournement	0	1	0	0	0	**1**	0 %
Annulation	13	4	1	0	0	**18**	7 %
Non traitement	0	0	0	0	0	**0**	0 %
TOTAL	**121**	**71**	**44**	**25**	**5**	**266**	
Part	45 %	27 %	17 %	9 %	2 %		**100%**

Les demandes concernent principalement l'électricité (62 %), puis le gaz (36 %), et enfin les autres énergies (2 %).
76 % des demandes ont été accordées.
17 % des demandes ont été refusées.

➢ Nombre de dossiers traités en Délégations / Commissions plénières

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Délégations	179	67 %	147	55 %
Commissions	87	33 %	120	45 %
TOTAL	**266**	**100 %**	**267**	**100 %**

Aides financières accordées

Les 203 accords ont été déclinés en 226 secours et prêts.
Le total des sommes allouées s'élève à 121 946,41 € (+23 % / 2021).
La moyenne d'aide par dossier est de 540 € (+98 € / 2021).

➢ Mode d'intervention

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Prêts	31	14 %	48	21 %
Subventions	195	86 %	176	79 %
TOTAL	**226**	**100 %**	**224**	**100 %**

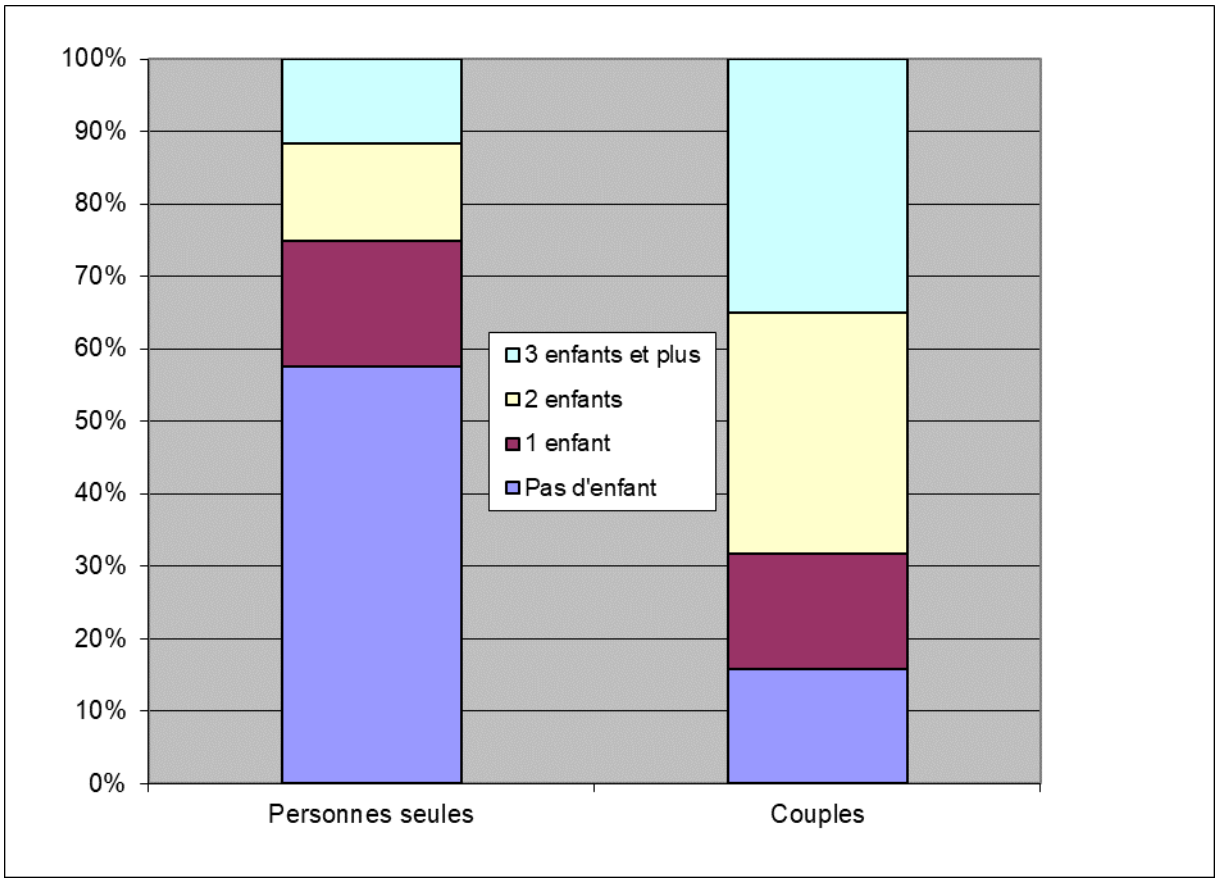
➢ Ventilation des aides par origine

	Nombre d'aides
Département du Tarn-et-Garonne	129
L'allocataire lui-même	50
Centre communal d'action sociale	22
Commune de Montauban	15
UDAF	4
Centre Hospitalier de Montauban	3
SOLIHA	2
CCAS de Caussade	1
TOTAL	**226**

Profil des bénéficiaires

➢Composition familiale

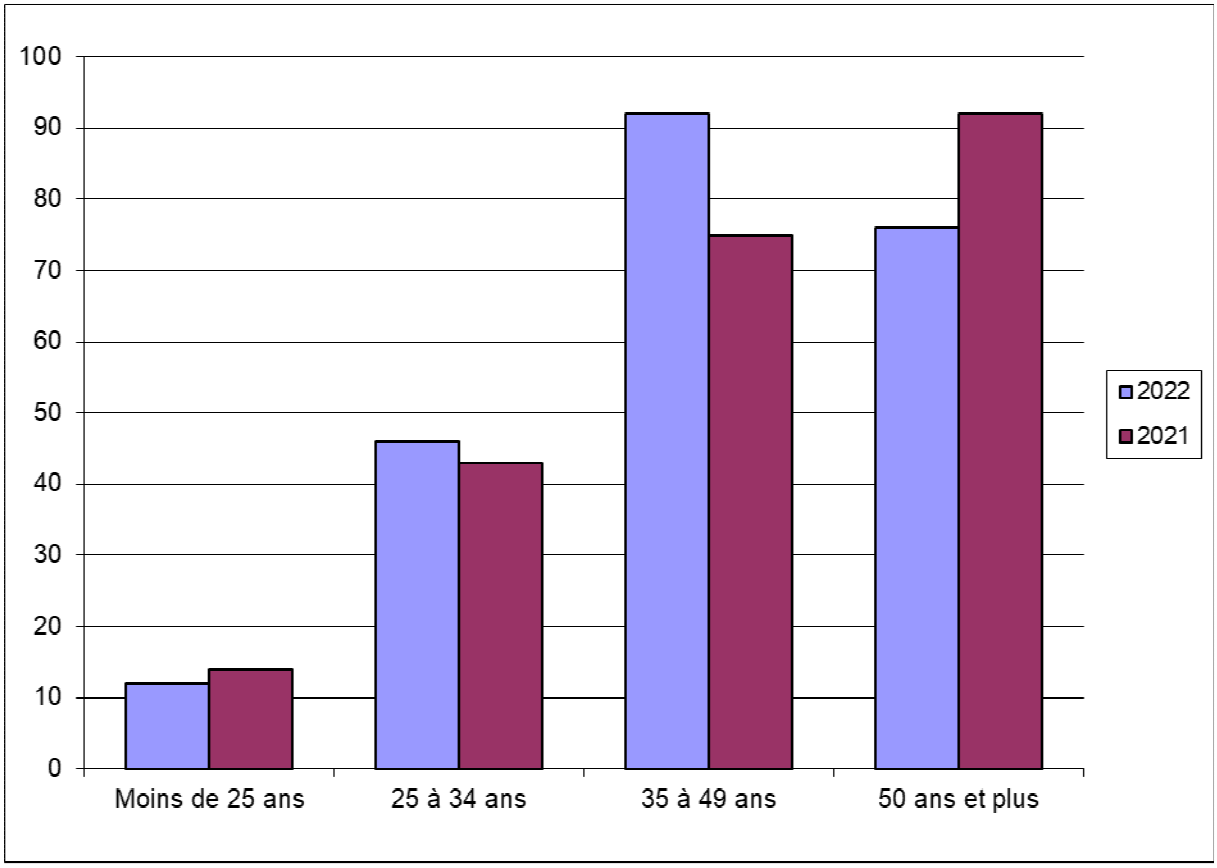
	Nombre d'enfants à charge				
	Pas d'enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	**TOTAL**
Personnes seules	94	28	22	19	**163**
Couples	10	10	21	22	**63**
TOTAL	**104**	**38**	**43**	**41**	**226**



Les bénéficiaires sont majoritairement des personnes seules (72 %), parmi lesquelles 58 % sont isolées (sans enfant).
Lorsque les bénéficiaires sont des couples (28 %), ils sont le plus souvent des familles nombreuses (35 %d'entre eux).

➢ Age des bénéficiaires

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Moins de 25 ans	12	5 %	14	6 %
25 à 34 ans	46	20 %	43	19 %
35 à 49 ans	92	41 %	75	34 %
50 ans et plus	76	34 %	92	41 %
TOTAL	**226**	**100 %**	**224**	**100 %**



La moyenne d'âge est de 44 ans (-2 ans / 2021).
Les deux bénéficiaires les plus jeunes ont 20 ans ; le plus âgé 89 ans.

➢Catégorie socio-professionnelle des bénéficiaires

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Inactifs	85	38 %	72	32 %
Chômeurs	75	33 %	89	40 %
Actifs avec emploi	50	22 %	44	20 %
Retraités	16	7 %	19	8 %
Etudiants / Apprentis	0	0 %	0	0 %
TOTAL	**226**	**100 %**	**224**	**100 %**

71 % des bénéficiaires sont chômeurs ou inactifs (-1 pt / 2021).

➢ Précarité et surendettement

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Aucun minimum social	130	58 %	122	55 %
RSA	68	30 %	77	34 %
AAH	28	12 %	25	11 %
Les deux prestations	0	0 %	0	0 %
TOTAL	**226**	**100 %**	**224**	**100 %**

42 % des bénéficiaires perçoivent au moins un minimum social (-3 pts / 2021).

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Pas de surendettement	196	87 %	179	80 %
Surendettement	30	13 %	45	20 %
TOTAL	**226**	**100 %**	**224**	**100 %**

Bilan des aides

pour les impayés d'eau

Données générales

➢ Vue globale des dossiers présentés

Décision	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Accord	59	75 %	59	86 %
Refus	19	24 %	8	12 %
Ajournement	0	0 %	1	1 %
Annulation	1	1 %	1	1 %
Non traitement	0	0 %	0	0 %
TOTAL	**79**	**100 %**	**69**	**100 %**

3 demandes sur 4 ont été accordées (-11 pts / 2021).
24 % des demandes ont été refusées (+12 pts / 2021).

➢ Nombre de dossiers traités en Délégations / Commissions plénières

	Dossiers présentés en 2022		Dossiers présentés en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Délégations	55	70 %	46	67 %
Commissions	24	30 %	23	33 %
TOTAL	**79**	**100 %**	**69**	**100 %**

Aides financières accordées

Les 59 accords ont été déclinés en 62 secours et prêts.
Le total des sommes allouées s'élève à 26 281,76 € (+55 % / 2021).
La moyenne d'aide par dossier est de 424 € (+154 € / 2021).

➢ Mode d'intervention

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Prêts	3	%	6	10 %
Subventions	59	%	57	90 %
TOTAL	**62**	**100 %**	**63**	**100 %**

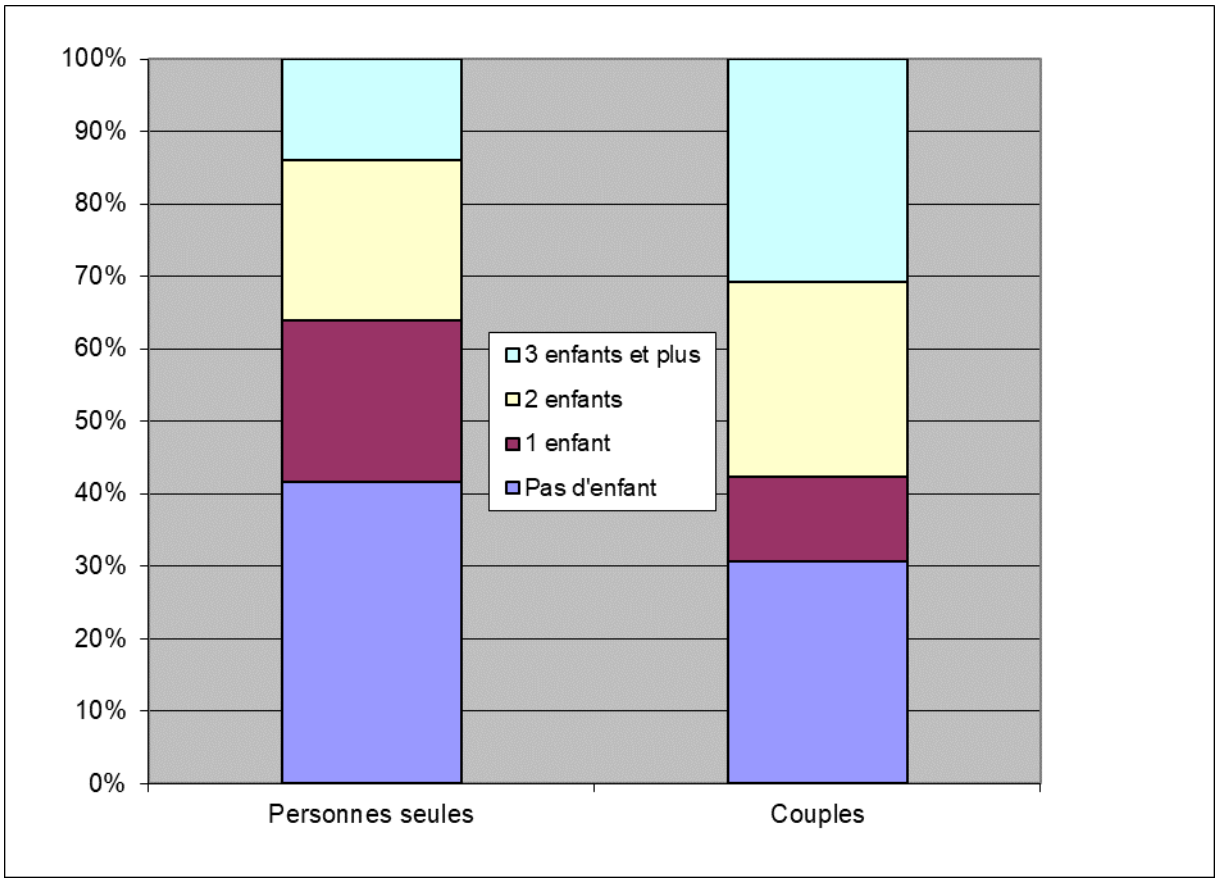
Ventilation des aides par origine

	Nombre d'aides
Département du Tarn-et-Garonne	52
L'allocataire lui-même	4
CCAS	2
Commune de Montauban	2
Centre hospitalier de Montauban	1
UDAF	1
TOTAL	**62**

Profil des bénéficiaires

➢ Composition familiale

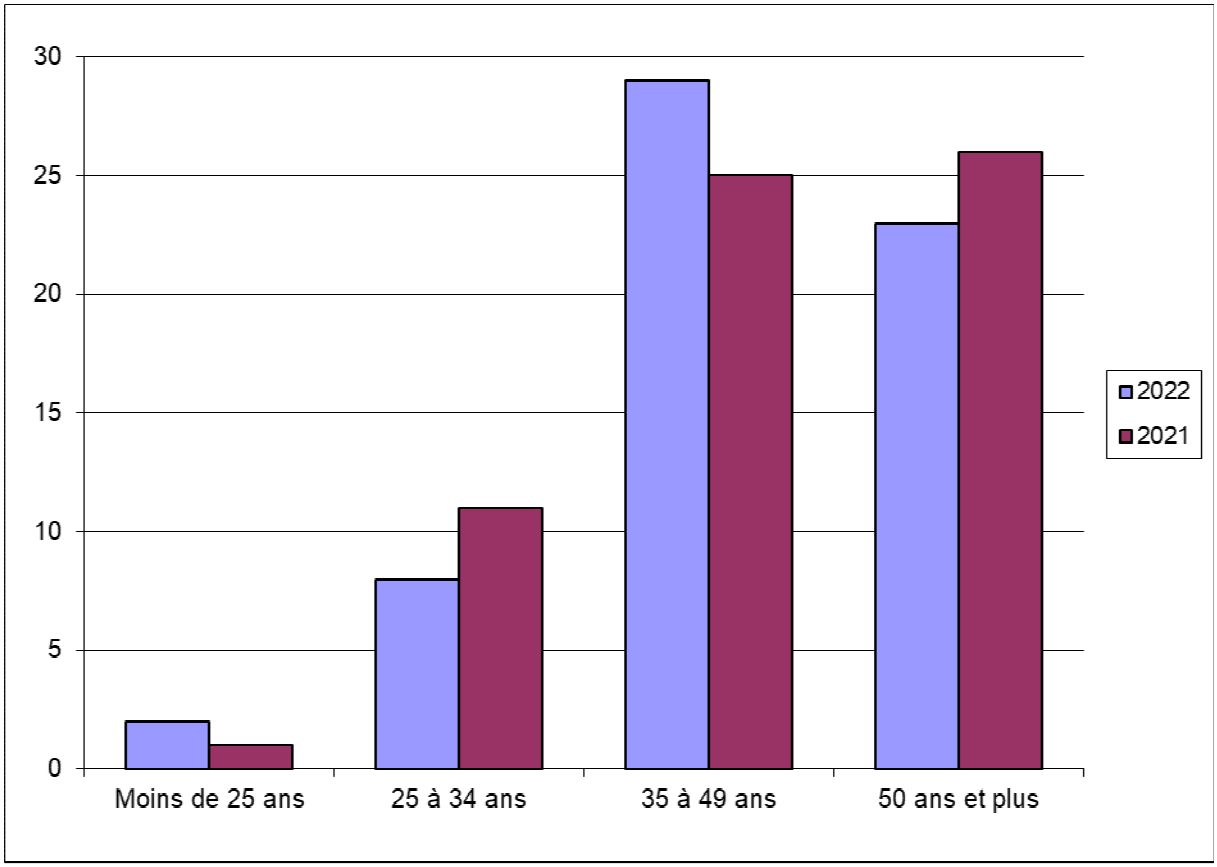
	Nombre d'enfants à charge				
	Pas d'enfant	**1 enfant**	**2 enfants**	**3 enfants et plus**	**TOTAL**
Personnes seules	15	8	8	5	**36**
Couples	8	3	7	8	**26**
TOTAL	**23**	**11**	**15**	**13**	**62**



Les bénéficiaires sont majoritairement des personnes seules (58 %), parmi lesquelles 42 % sont isolées (sans enfant).
Lorsque les bénéficiaires sont des couples (42 %), ils sont le plus souvent des familles nombreuses ou bien sans enfant (31 % d'entre eux).

Age des bénéficiaires

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Moins de 25 ans	2	3 %	1	2 %
25 à 34 ans	8	13 %	11	17 %
35 à 49 ans	29	47 %	25	40 %
50 ans et plus	23	37 %	26	41 %
TOTAL	**62**	**100 %**	**63**	**100 %**



La moyenne d'âge est de 47 ans (+1 an / 2021).
Le bénéficiaire le plus jeune a 20 ans ; le plus âgé 89 ans.

➢Catégorie socio-professionnelle des bénéficiaires

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Inactifs	29	47 %	28	45 %
Chômeurs	7	11 %	21	33 %
Actifs avec emploi	17	27 %	10	16 %
Retraités	9	15 %	4	6 %
Etudiants / Apprentis	0	0 %	0	0 %
TOTAL	**62**	**100 %**	**63**	**100 %**

58 % des bénéficiaires sont chômeurs ou inactifs (-20 pts / 2021).
La part relative aux actifs a augmenté par rapport à 2021 (+11 pts).

➢ Précarité et surendettement

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Aucun minimum social	34	55 %	24	38 %
RSA	18	29 %	32	51 %
AAH	9	14 %	7	11 %
Les deux prestations	1	2 %	0	0 %
TOTAL	**62**	**100 %**	**63**	**100 %**

45 % des bénéficiaires perçoivent au moins un minimum social (-17 pts / 2021).

	Aides accordées en 2022		Aides accordées en 2021	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Pas de surendettement	48	77 %	52	83 %
Surendettement	14	23 %	11	17 %
TOTAL	**62**	**100 %**	**63**	**100 %**

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

TRAVAUX DE MODERNISATION À LA MAISON D'ACCUEIL RURAL POUR PERSONNES ÂGÉES "PAYS DE SERRES" À MONTAIGU DE QUERCY

Par délibération modifiée du 20 décembre 1984, le conseil départemental a décidé de créer un fonds d'aide à la modernisation des établissements pour personnes âgées (**FAMEPA**) régi par les dispositions suivantes :

- travaux subventionnables : trois opérations ou tranches fonctionnelles maximum par établissement ;

- taux de subvention : 20 % du coût TTC des travaux ;

- subvention maximum limitée à 30 500,00 € par opération.

En application de cette délibération de principe, le président du syndicat intercommunal du Pays de Serres sollicite une aide départementale de 91 500 € (00006245/PAEM/2023) correspondant à 3 tranches de subventions de 30 500 € chacune, pour la réalisation de travaux de modernisation de la maison d'accueil rural pour personnes âgées à Montaigu de Quercy (réaménagement du bâtiment existant et mise aux normes sécuritaires).

Ces travaux s'inscrivent dans un projet plus global de restructuration et d'extension de capacité de cette structure, prévu au schéma départemental gérontologique en cours.

Le coût global des travaux s'établit à **1 083 750,00 € TTC.**

Trois tranches de travaux sont prévues :

- tranche 1 : gros œuvre pour un montant de travaux de 255 602,00 €,
- tranche 2 : second-oeuvre pour un montant de travaux de 524 608,00 €,

- tranche 3 : lots techniques pour un montant de travaux de 303 540,00 €.

Ces tranches sont éligibles à la politique de modernisation des établissements pour personnes âgées pour le montant sollicité de **91 500 €** correspondant au montant maximum de subvention après application du taux de subvention.

Le plan de financement proposé est le suivant :

- FAMEPA (30 500 € X 3).....	91 500,00 €
- Etat …….....	406 406,00 €
- CARSAT	200 000,00 €
- Emprunt.....	385 844,00 €
- TOTAL TTC	1 083 750,00 €

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver l'attribution d'une subvention départementale d'un montant de 91 500 € à verser au syndicat intercommunal du Pays de serres pour la réalisation de travaux de modernisation de la maison d'accueil rural pour personnes âgées à Montaigu de Quercy (réaménagement du bâtiment existant et mise aux normes sécuritaires),

- approuver l'autorisation de programme correspondante d'un montant de 91 500 € imputé à l'article 1378-204142 sous fonction 538 Programme P017 - Opération O004 - Enveloppe E13 du budget départemental (P017O004E13-1378-204142/538/204), étant précisé que les crédits de paiement seront inscrits ultérieurement en fonction de l'avancement des travaux des différentes tranches.

Le Président,

SARL DIDIER MEDALE & REMI LABOUP Architectes D.P.L.G. Mandataires
PB CONCEPTION Economiste
BET(s) BETTEC 47 (structure), SIEA (CVC), TGELEC (Electricité)

67, Allées du IV Septembre 82400 VALENCE D'AGEN Tel : 05.63.39.08.23

DIAGNOSTIC ESTIMATIF

PROJET : RÉAMÉNAGEMENT ET MISE AUX NORMES DE LA MARPA EXISTANTE

De Montaigu de Quercy

Date : DÉCEMBRE 2022

MANDATAIRE : Tarn & Garonne Habitat

MAITRE D'OUVRAGE : SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU PAYS DE SERRES

A / DESCRIPTIF SOMMAIRE DES TRAVAUX À RÉALISER

OBJET :

- **Modification du classement de l'établissement suite à l'extension :**
  - Passage d'un bâtiment de type PJ 5° catégorie à un bâtiment de type J 4° catégorie.

Estimation des Travaux (suivant rapport du bureau de contrôle) comprenant :

1/ GROS-ŒUVRE :

Installation de chantier et gestion des déchets

Tout travaux de démolitions
Travaux divers de maçonneries
Modification partielle des structures

Mise aux normes des accès, des circulations et des aires de stationnement

TOTAL GROS-ŒUVRE ..... 190 000,00 € HT

2/ SECOND-ŒUVRE :

Remplacement de l'ensemble des portes par des portes PF ½ h.(pour les chambres) et CF ½ h ou 1 h. selon la nature des locaux (risques moyens ou risques importants)

Mise en conformité de l'ensemble des plafonds (création de plafond CF 1/2h. sous l'ensemble des charpentes en fermettes)

Reprise des cloisons des chambres, remplacement des cloisons à risques par des cloisons du degré CF demandé, création de cantonnement CF, etc..

Remplacement de l'ensemble des chassis en aluminium sur le patio et réalisation des recoupements demandés, Mise en conformité des vitrages sur l'ensemble des menuiseries extérieures,..

Modification diverses

Travaux induits :

- Réfection de l'ensemble des sols
- Réfection de l'ensemble des peintures (Murs, plafond et menuiseries)

TOTAL SECOND-ŒUVRE ..... 390 000,00 € HT

3/ LOTS TECHNIQUES :

ELECTRICITÉ :

Parties communes
Dépose de l'ensemble des canalisation électriques et équipements non conformes + évacuation
Reprise câblage des parties communes en sous face du plafond CF + éclairages
Mise en place d'un onduleur pour secours téléphonique / box.
Mise en place d'un GE normal remplacement (souhait commission sécurité)

Complément de balisage « éclairage de sécurité » sur redistribution des circulations,
Reprise complète de la détection incendie suivant nouvelle redéfinition des zones de sécurité (à définir ultérieurement par coordonateur SSI)

Montant parties communes HT : 91 000.00 € HT

Logements : (20 unités)
Réfection tableau électrique, enveloppe métallique, porte fermant à clé, disjoncteurs différentiels
Reprise ensemble câblage (canalisation/ boite de connexion) suite à pose plafond CF
Reprise de la détection (+ complément de têtes dans salle > 24m²)

Montant Logements HT : 47 000.00 € HT

L'ensemble ..... 138 000,00 € HT

Lot CVC :

Création d'un système complet de désenfumages pour l'ensemble des circulations ouvertes au public
Désenfumage : 37 000,00

Création d'un système complet de VMC pour l'ensemble des locaux
VMC : 47 000,00

Mise en conformité de la chaufferie : 3 660,00 €

L'ensemble ..... 87 660,00 € HT

TOTAL LOTS TECHNIQUES ..... 225 660,00 € HT

B / ESTIMATIF DES TRAVAUX À RÉALISER

RECAPITULATIF :

1/ GROS-ŒUVRE 190 000,00
2/ SECOND-ŒUVRE 390 000,00
3/ LOTS TECHNIQUES 225 660,00

MONTANT TOTAL DES TRAVAUX ..... 805 660,00 € HT

L'architecte :



NON COMPRIS : incidences relatives à la présence d'amiante

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU PAYS DE SERRES
POUR LA CREATION D'UNE MAISON DE RETRAITE
(M.A.R.P.A.)

Nature de l'opération : Modernisation de la MARPA à Montaigu-de-Quercy

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

DEPENSES		RESSOURCES		
	MONTANT TTC	Aides publiques	Montant €	%
Honoraires	116 958.00 €	Subvention État	406 406.00 €	37.50
Dépenses d'investissement		Conseil départemental (30 500 € x 3)	91 500.00 €	8.44
Travaux	966 792.00 €	Carsat	200 000.00 €	18.45
SOUS-TOTAL	**1 083 750.00 €**	**SOUS-TOTAL**	**697 906.00 €**	**64.40**
		Emprunts	385 844.00 €	35.60
TOTAL GENERAL	**1 083 750.00 €**	**TOTAL GENERAL**	**1 083 750.00 €**	100.00

RECETTES ATTENDUES	
Nature des recettes	**Montant €**
Subventions	**697 906.00 €**
TOTAL	**697 906.00 €**

Fait à Belvèze
Le 24 avril 2023
Cachet et signature

Le Président ,

Claude VERIL

SYNDICAT DU PAYS DE SERRES
Pour la création d'une maison de retrait
(M.A.R.P.A.)

Adresse administrative : Mairie de Belvèze – Riou de la Carrière 82150 BELVEZE
Tél. : 09.62.05.72.61 mairie-belveze@info82.com

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

TRAVAUX DE SÉCURITÉ ET DE MODERNISATION DE L'ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES PUBLIC DE BEAUMONT DE LOMAGNE

Par délibération modifiée du 20 décembre 1984, le conseil départemental a décidé de créer un fonds d'aide à la modernisation des établissements pour les personnes âgées (FAMEPA) régi par les dispositions suivantes :

- travaux subventionnables : trois opérations ou tranches fonctionnelles maximum par établissement ;

- taux de subvention : 20 % du coût TTC des travaux ;

- subvention maximum limitée à 30 500,00 € par opération.

En application de cette délibération de principe, le directeur de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) public de Beaumont de Lomagne sollicite une aide départementale pour la réalisation de travaux de modernisation du système incendie (section 2 du site des Cordeliers), de la cuisine et de la zone logistique (SDB00898/PAEM). Ces travaux et équipements participeront à l'amélioration des conditions de travail des personnels et à la qualité d'accueil des personnes âgées.

Le coût des travaux et équipements éligibles s'établit à **74 847,59 € TTC.**

Le plan de financement proposé est le suivant :

- FAMEPA	14 969,52 €
- autofinancement	59 878,07 €
- **TOTAL TTC**	**74 847,59 €**

L’établissement d’hébergement pour personnes âgées dépendantes public de Beaumont de Lomagne » est éligible à la politique de modernisation des établissements pour le montant de 20 % du coût TTC, soit **14 969,52 €.**

Les crédits correspondants sont inscrits au budget départemental de l’exercice en cours à l’article 1378-204142 sous fonction 538 Programme P017 - Opération O004 - Enveloppe E13. (P017O004E13-1378-204142/538/204).

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver l’attribution d’une subvention départementale d’un montant de 14 969,52 € à verser à l’établissement pour personnes âgées public de Beaumont de Lomagne » pour les travaux de sécurité et de modernisation.

Le Président,

Ehpad Public de Beaumont de Lomagne

Coûts et financements pour subvention – FAMEPA

Fond d'aide à la modernisation des établissements pour personnes âgées

				SITE	MONTANT TTC	
Modernisation du système de sécurité incendie	1	Détecteurs incendie Fauché	Migration de détecteurs sur le site des Cordeliers	CORDELIERS	15 400,22 €	à réaliser
Modernisation de la cuisine	2	Hotellerie - Restauration	Installation d'une nouvelle sauteuse	CUISINE	19 065,64 €	à réaliser
Modernisation de la zone logistique	3	SARL Da Costa Rexel Weldom	Création d'une zone de livraison	DAUDIGNON	29 758,24 €	à réaliser
		KONE	Pose de la table élévatrice	DAUDIGNON	7 320,00 €	à réaliser
		Still	Remise en service du transpalette électrique (batterie)	DAUDIGNON	3 303,49 €	à réaliser
				TOTAL TTC	**74 847,59 €**	

AUTOFINANCEMENT	59 878,07 €
SUBVENTION CD (20 %)	14 969,52 €
TOTAL	**74 847,59 €**

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

RÉAMÉNAGEMENT DE LA SALLE DE RESTAURATION DE L'ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES DES 2 RIVES À VALENCE D'AGEN

Par délibération modifiée du 20 décembre 1984, le conseil départemental a décidé de créer un fonds d'aide à la modernisation des établissements pour les personnes âgées (FAMEPA) régi par les dispositions suivantes :

- travaux subventionnables : trois opérations ou tranches fonctionnelles maximum par établissement (délibération du 21 janvier 1987) ;

- taux de subvention : 20 % du coût TTC des travaux ;

- subvention maximum limitée à 30 500,00 € par opération.

En application de cette délibération de principe, le directeur du centre hospitalier des Deux Rives sollicite une aide départementale de 30 500 € pour la réalisation de travaux de modernisation et d'adaptation de la salle de restaurant de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Vergnes et de l'unité de soins de longue durée (USLD) Léonie Chaptal du site de Valence d'Agen, comprenant notamment la réfection de la salle à manger, du système de sécurité incendie et l'équipement en mobiliers adaptés pour personnes à mobilité réduite (SDB00896/PAEM).

Le coût des travaux et équipements s'établit à **385 930,53 € TTC.**

Le plan de financement proposé est le suivant :

- FAMEPA	30 500,00 €
- PAI CNSA 2021 ……...	110 000,00 €
- autofinancement	245 430,53 €
- **TOTAL TTC**	**385 930,53 €**

L'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes du centre hospitalier des Deux Rives est éligible à la politique de modernisation des établissements pour le montant de subvention maximum du fonds d'aide, soit 30 500 €.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget départemental de l'exercice en cours à l'article 1378-204142 sous fonction 538 Programme P017 - Opération O004 - Enveloppe E13 (P017O004E13-1378-204142/538/204).

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver l'attribution d'une subvention départementale d'un montant de 30 500 €, à verser à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées du centre hospitalier des Deux Rives.

Le Président,

CENTRE HOSPITALIER DES DEUX RIVES VALENCE D AGEN

Travaux de modernisation salle à manger VERGNES et USLD Léonie CHAPTAL

Maître d'œuvre: Opteam Design
Maître d'ouvrage : Centre Hospitalier des Deux Rives

Date réalisation des travaux : 1er semestre 2023

LISTE DES LOTS	Montant HT en €	TVA	Montant TVA en €	Montant TTC en €	Financements
LOT 1 DEMOLITION / GROS OEUVRE	14 377,65	10%	1 437,77	15 815,42	1/ Sur fonds propres de l'établissement par prélèvement sur la capacité d'autofinancement, compensée par une convention de cession de créance (affacturage : avance dotation soin EHPAD, contrat signé avec La Banque Postale sur 3 ans, sur le principe de fonctionnement d'une ligne de trésorerie). 2/ PAI CNSA accordé en 2021 pour financement à hauteur d'environ 110 000 €
LOT 2 SERRURERIE	18 262,79	10%	1 826,28	20 089,07	
LOT 03 CLOISONS - FAUX PLAFOND	42 627,88	10%	4 262,79	46 890,67	
LOT 04 MENUISERIE BOIS - AMENAGEMENT BOIS	40 386,00	10%	4 038,60	44 424,60	
LOT 05 PLOMBERIE - CVC	57 000,00	10%	5 700,00	62 700,00	
LOT 06 ELECTRICITE	38 913,95	10%	3 891,40	42 805,35	
LOT 07 PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX	17 250,50	10%	1 725,05	18 975,55	
LOT 08 REVETEMENT DE SOL	32 640,70	10%	3 264,07	35 904,77	
LOT 09 CARRELAGE	LOT ANNULE : DECOCHOC A LA PLACE DU CARRELAGE				
LOT 10 ASCENSORISTE	13 600,00 €	10%	1 360,00	14 960,00	
LOT 11 SSI	5 470,84 €	10%	547,08	6 017,92	
LOT 12 RIDEAUX	4 545,81 €	10%	454,58	5 000,39	
LOT 13 STICKAGE - PLEXI	6 403,00 €	10%	640,30	7 043,30	
LOT 14- VEGETAUX	LOT ANNULE : COUT TROP ELEVE, PLANTATIONS EN INTERNE				
TOTAL LOTS	**291 479,12**		**29 147,91**	**320 627,03**	
ARCHITECTE Maître d'Œuvre	25 449,69	10%	2 544,97	27 994,66	
MOBILIER tables et chaises	31 090,70	20%	6 218,14	37 308,84	
TOTAL LOTS + ETUDES + MOBILIER	**348 019,51**		**37 911,02**	**385 930,53**	

TOTAL DES TRAVAUX POUR DEMANDE DE FINANCEMENT : 385 930,53 € TTC

MONTANT DE LA SUBVENTION 20 % DES TRAVAUX PLAFONNEE A : 30 500 €

Fait à Valence d'Agen, le 13 Février 2023

Le Directeur

Laurent GEORGE

CENTRE HOSPITALIER DES 2 RIVES * 82400 VALENCE D'AGEN *

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

SUBVENTION EN ANNUITÉS - ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES RÉSIDENCE MUTUALISTE "LES 3 LACS" À MONCLAR DE QUERCY - EXTENSION DE 12 PLACES EN VUE DE LA CRÉATION D'UNE UNITÉ POUR PERSONNES DÉSORIENTÉES ET RÉHABILITATION DU BÂTIMENT EXISTANT AVEC LA CRÉATION D'UNE EXTENSION NEUVE

L'Assemblée départementale a créé un fonds d'aide pour la réalisation d'opérations structurantes de construction ou d'extension de maison de retraite par délibération du 6 février 1986 modifiée sur les bases suivantes :

- taux de subvention : 20 % du coût TTC des travaux ;

- subvention maximale égale à 305 000 € par opération.

En application de cette politique, le Président de la mutualité française – union départementale de Tarn-et-Garonne, gestionnaire de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) les 3 lacs à Monclar de Quercy sollicite une subvention départementale de 305 000 € dans le cadre des travaux (SDB00897-PAEP) :

- d'extension de 12 places de l'EHPAD en vue de la création d'une unité pour personnes désorientées,
- de réhabilitation du bâtiment existant avec la création d'une extension neuve, pour assurer une égale prise en charge de tous les résidents.

Il est rappelé que ce projet a été retenu dans le dossier de reprise de gestion de l'EHPAD de Monclar de Quercy présenté par la mutualité française, dans le cadre de la période d'administration judiciaire de cet EHPAD.

Par ailleurs, le plan pluriannuel d'investissement intégrant cette opération d'extension/réhabilitation a été présenté par l'établissement et validé par Monsieur le Président du Conseil départemental par courrier du 21 septembre 2022.

Ce projet est établi à **6 151 552 € TTC** répartis comme suit :

- Travaux extension du bâtiment…… 3 678 528,00 €
- Réhabilitation du bâtiment ..... 2 145 024,00 €
- Mobiliers……. 328 000,00 €
TOTAL TTC ..... **6 151 552,00 €**

La capacité de l'établissement sera portée à 70 places d'hébergement permanent dont 12 en unité sécurisée.

Le plan de financement proposé est le suivant :

- subvention caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (PAI – acquis)..... 1 529 489,00 €
- Crédits non reconductibles agence régionale de santé (ARS)..... 970 511,00 €
- FNSAM subvention…….. 961 627,00 €
- Prêt……..... 1 594 626,00 €
- Autofinancement de la mutualité française..... 1 095 299,00 €
TOTAL ..... **6 151 552,00 €**

Les crédits correspondants seront imputés à l'article 1427-20422 sous fonction 538 Programme P037 – Opération O007 – Tranche T19 du budget départemental (P037O007T19-1427-20422/538/204).

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver l'attribution d'une subvention départementale, à verser en annuités, d'un montant de 305 000 €, à la résidence mutualiste les 3 Lacs à Monclar de Quercy pour l'extension de 12 places en vue de la création d'une unité pour personnes désorientées et la réhabilitation du bâtiment existant avec la création d'une extension neuve.

Le Président,

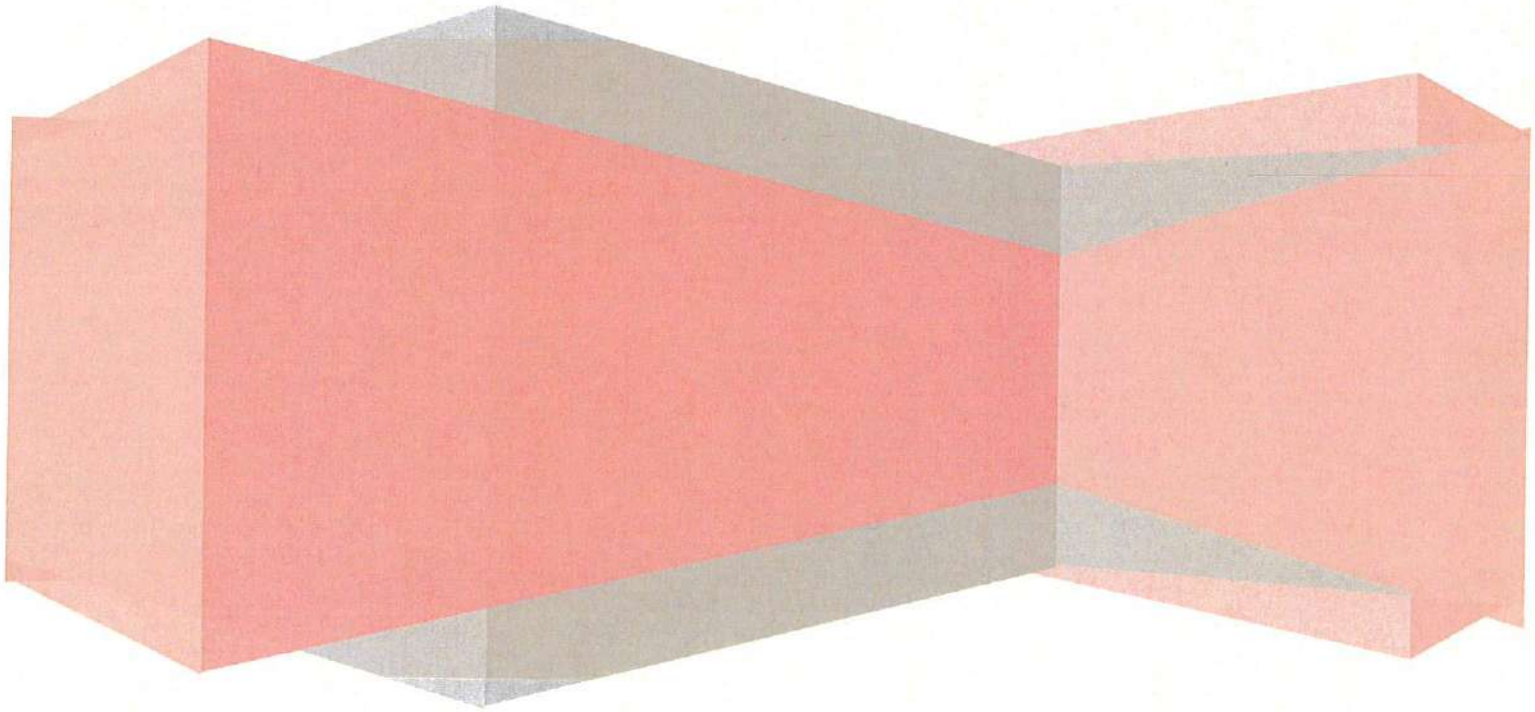
MUTUALITÉ FRANÇAISE

TARN-ET-GARONNE

Plan de financement

Projet d'extension et de réhabilitation de la Résidence Mutualiste Les 3 Lacs à Monclar de Quercy

Mutualité Française Union Territoriale de Tarn et Garonne



1er dépôt Conseil départemental

Cout de l'investissement

Extension du bâtiment (construction + architecte + bureaux d'étude) :	3 678 528 €
Réhabilitation du bâtiment (travaux + architecte + bureaux d'étude) :	2 145 024 €
Mobiliers :	328 000 €
TOTAL :	**6 151 552 €**

Plan de financement

CNSA :	
Subvention PAI Immobilier :	1 529 489 €
ARS Occitanie :	
Crédits non reconductibles :	970 511 €
FNSAM :	
Subvention :	961 627 €
Prêt :	961 626 €
FDSSAM :	
Prêt :	328 000 €
Mutualité Française de Tarn et Garonne :	
Auto-Financement :	1 095 299 €
Prêt :	305 000 €
TOTAL :	**6 151 552 €**

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

SUBVENTION EN ANNUITÉS - EHPAD "LE PARC ET L'OSTAL DE GARONA" DE MONTECH/ESCATALENS - TRAVAUX D'EXTENSION EN VUE DE RESTRUCTURER ET DE RÉALISER LE DÉDOUBLEMENT DE 10 CHAMBRES

L'Assemblée départementale a créé un fonds d'aide pour la réalisation d'opérations structurantes de construction ou d'extension de maison de retraite par délibération du 6 février 1986 modifiée sur les bases suivantes :

- taux de subvention : 20 % du coût TTC des travaux ;
- subvention maximale égale à 305 000 € par opération.

En application de cette politique, la directrice de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « le Parc et l'Ostal de Garona » de Montech/Escatalens sollicite une subvention départementale de 305 000 €, dans le cadre des travaux d'extension des locaux en vue de restructurer et de réaliser le dédoublement de 10 chambres (SDB00827-PAEM).

Par ailleurs, le plan pluriannuel d'investissement (PPI) intégrant cette opération d'extension a été présenté par l'établissement et validé par courrier de Monsieur le Président du conseil départemental du 30 juillet 2021. Puis, un plan pluriannuel d'investissement actualisé a été présenté, en raison de l'augmentation du coût de l'opération due au contexte économique général, et validé par courrier de Monsieur le Président du conseil départemental le 16 septembre 2022.

Ce projet comprenant les travaux et prestations intellectuelles ressort à **1 579 483,33 € TTC** (TVA à 5,5 %), répartis comme suit :

- Travaux extension du bâtiment……	1 415 613,34 €
- Prestations intellectuelles	163 869,99 €
TOTAL TTC	**1 579 483,33 €**

La construction de cette extension est destinée à :

- dédoubler 10 chambres doubles sur 12 prévues initialement ; l'espace prévu pour le dédoublement des chambres restantes sera aménagé ultérieurement, en fonction de l'évolution des marges financières.

Le plan de financement proposé est le suivant :

- subvention CNSA (PAI - acquis).....	821 838,00 €
- Autofinancement…….....	257 645,33 €
- emprunt	500 000,00 €
TOTAL TTC.....	**1 579 483,33 €**

Les crédits correspondants seront imputés à l'article 1378-204142 sous fonction 538 Programme P037 – Opération O007 – Tranche T05 du budget départemental (P037O007T05-1378-204142/538/204).

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré, de bien vouloir délibérer et :

- approuver l'attribution d'une subvention départementale d'un montant de 305 000 €, à verser en annuités, à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes le parc et l'Ostal de Garonna de Montech/Escatalens pour des travaux d'extension en vue de restructurer et de réaliser le dédoublement de 10 chambres.

Le Président,

COÛT DEFINITIF DU PROJET ARCHITECTURA L- DEDOUBLEMENT DE CHAMBRES- MONTANT VALIDE LE 28/03/2023

ATTRIBUTAIRES	Prix HT estimé		Prix HT attribution	TVA (20%)	TTC	TVA à déduire RBt TVA 20%	LASM a reverser (TVA 5,5%)	Coût final AVEC LASM
Lot 1 gros œuvre PONS	447 876,00		456 391,32	91 278,26	547 669,58 €	- 91 278,26	24 633,18	481 024,50 €
Lot 2 charpente, couverture, étanchéité BATIPRO 82	106 600,00		214 636,68	42 927,34	257 564,02 €	- 42 927,34	5 863,00	220 499,68 €
Lot 3 menuiseries intérieures BATTUT	53 700,00		57 403,83	11 480,77	68 884,60 €	- 11 480,77	2 953,50	60 357,33 €
Lot 4 platrerie, isolation, faux plafonds MOMMAYOU	106 548,00		106 903,90	21 380,78	128 284,68 €	- 21 380,78	5 860,14	112 764,04 €
Lot 5 menuiseries extérieures TGM	74 300,00		78 791,78	15 758,36	94 550,14 €	- 15 758,36	4 086,50	82 878,28 €
Lot 6 sols souples LACAZE	59 784,50		38 946,45	7 789,29	46 735,74 €	- 7 789,29	3 288,15	42 234,60 €
Lot 7 peintures PSO	39 065,00		37 828,88	7 565,78	45 394,66 €	- 7 565,78	2 148,58	39 977,46 €
Lot 8 plomberie, cvc ARQUE	253 428,00		238 750,00	47 750,00	286 500,00 €	- 47 750,00	13 938,54	252 688,54 €
Lot 9 2lectricité MONTELEC	149 980,00		114 940,02	22 988,00	137 928,02 €	- 22 988,00	8 248,90	123 188,92 €
Total HT	1 291 281,50		1 344 592,86	268 918,57	1 613 511,43 €	- 268 918,57	71 020,48	1 415 613,34 €
Architecte M. LAFON mission de base (A)	113 900,00		113 900,00	22 780,00	136 680,00 €	- 22 780,00	6 264,50	120 164,50 €
Total Chiffrage initial	1 405 181,50		1 458 492,86	291 698,57	1 750 191,43 €	- 291 698,57	77 284,98	1 535 777,84 €
PRO CSSI (coordination SSI M. DUTHIL)	5 650,00		5 650,00	1 130,00	6 780,00 €	- 1 130,00	310,75	5 960,75 €
Coordonateur Ordonnance et Pilotage (M. LAFON)	11 390,00		11 390,00	2 278,00	13 668,00 €	- 2 278,00	626,45	12 016,45 €
ALPES CONTROLES SPS	6 050,00		6 050,00	1 210,00	7 260,00 €	- 1 210,00	332,75	6 382,75 €
Alpes contrôle bureau de contrôle	11 592,00		11 592,00	2 318,40	13 910,40 €	- 2 318,40	637,56	12 229,56 €
Etude de sols solingeo	4 745,00		4 745,00	949,00	5 694,00 €	- 949,00	260,98	5 005,98 €
Géomètre bornage propriété Sogexfo (devis définit en attente)	2 000,00		2 000,00	400,00	2 400,00 €	- 400,00	110,00	2 110,00 €
TOTAL FINAL TOUS PRESTATAIRES	1 446 608,50		1 499 919,86	299 983,97	**1 799 903,83 €**	- 299 983,97	79 563,47	**1 579 483,33 €**
								A financer
Total prestations intellectuelles	155 327,00	-	155 327,00	31 065,40	186 392,40	- 31 065,40	8 542,99	163 869,99 €

A - Détail des 113 900 € inclus dans l'enveloppe de départ

Architecton Atelier	68 340,00	Architecte et mandataire
IPB	12 529,00	Etude structure
BECIDE	13 668,00	Etude fluides et thermique
SETE	19 363,00	Etude électricité
	113 900,00	HT

PLAN DE FINANCEMENT

Charges		**1 579 483,33 €**
Mesure PAI accordée	-	731 838,00 €
PAI Complémentaire	-	90 000,00 €
Emprunt sur 30 ans	-	500 000,00 €
Autofinancement prévu PPI	-	86 489,12 €
Autofinancement complémentaire	-	171 156,21 €
Financements		
Total PAI		821 838,00 €
Total emprunt		500 000,00 €
Total autofinancement		257 645,33 €
		1 579 483,33 €

Frais supplémentaires :

Taxe Participation à l'Assainissement Collectif 10 851,90 €

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

ACTUALISATION DU FONDS D'ACCÈS OU DE RETOUR À L'EMPLOI (FARE82)

Par délibération de l'Assemblée départementale des 12 et 13 avril 2016, le fonds d'accès ou de retour à l'emploi (FARE82) a été créé par le Département de Tarn-et-Garonne comme étant un **outil du volet du plan emploi insertion.**

Ce dispositif constitue un véritable levier d'insertion professionnelle durable, puisqu'il permet chaque année à des bénéficiaires du revenu de solidarité active, par le biais d'aides individuelles, de sortir de la précarité par l'emploi ou la formation qualifiante.

Les aides individuelles du fonds peuvent être attribuées aux bénéficiaires dans les différents domaines suivants : aides à la mobilité, aides à la formation, aides individuelles à l'insertion (telles que la santé ou la garde d'enfants).

Sur les 3 dernières années, **268 personnes**, accédant ou retrouvant un emploi, ont bénéficié de ce fonds pour lever les freins à l'emploi.

Le dispositif FARE82 fait l'objet d'une analyse annuelle quantitative et qualitative, établie à partir d'une enquête de résultats menée par le service insertion auprès des personnes concernées qui confirment que l'aide apportée améliore leur insertion professionnelle.

Tenant compte de cette analyse et du contexte sociétal actuel, des **évolutions du dispositif FARE82** ont été présentées et **validées** à l'occasion de la réunion de travail du 16 février 2023, avec les élus concernés de la collectivité.

Dans ce cadre, je vous soumets les propositions d'actualisation du nouveau règlement de cette aide sociale départementale facultative, reposant sur les principales évolutions suivantes :

- élargissement du public éligible au fonds : au-delà des bénéficiaires du revenu de solidarité active, il est proposé d'ouvrir l'accès au fonds à ceux bénéficiant de la démarche « accompagnement global » (convention cadre établie entre Pôle Emploi et le Département du 20 septembre 2022). Cet élargissement du dispositif pourrait potentiellement concerner au maximum 40 personnes par an.

- **Revalorisation des aides attribuées** aux bénéficiaires du fonds telles que :

- l'attribution d'une caution lors de la location de véhicule (auprès de la plate-forme mobilité de « Montauban Services ») proposée à hauteur de **260 €** pour les personnes sans moyen de paiement (contre aucune intervention à ce jour),
- l'aide à l'acquisition de véhicule portée à **1 500 €** avec un pluri-financement et un apport personnel (contre 1000 € à ce jour),
- l'aide à l'acquisition de deux roues portée à **1 000 €** avec un apport personnel (contre 850 € à ce jour),
- la revalorisation du poste frais de déplacement, compte tenu du contexte national de hausse des énergies (actualisation du barème national).

L'impact des adaptations de ce dispositif d'aides fera l'objet, comme chaque année, d'une évaluation afin de mesurer les effets des nouvelles orientations et de proposer, si nécessaire, une nouvelle évolution.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver les modifications apportées au dispositif du fonds d'accès ou de retour à l'emploi (FARE82), telles que détaillées supra, étant entendu que les crédits sont inscrits à cet effet au budget départemental de l'exercice en cours,

- approuver, en conséquence, le règlement actualisé du fonds d'accès ou de retour à l'emploi (FARE82) tel que ci-annexé.

Le Président,

RÈGLEMENT DÉPARTEMENTAL D'AIDE SOCIALE
Fonds d'Accès ou de Retour à l'Emploi 82

Ce règlement présente le dispositif du Fonds d'Accès ou de Retour à l'Emploi (FARE82) créé et géré par le Département de Tarn et Garonne. Le FARE82 est une aide facultative destinée à contribuer à lever pour partie les freins à l'insertion sociale ou professionnelle des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et des personnes accompagnées dans le cadre de l'accompagnement global avec pôle emploi. Le Département de Tarn-et-Garonne propose en complémentarité des dispositifs de droit commun une aide individuelle à tout bénéficiaire pour la prise ou la reprise d'activité.

Vu l'article L.121-3 du code de l'action sociale et des familles,

Critères d'éligibilité :

Pour pouvoir prétendre à cette aide individuelle du fonds, le demandeur doit remplir plusieurs critères d'éligibilité portant tant sur sa qualité que sur l'activité qu'il envisage de mener.

- Personnes pouvant bénéficier des aides individuelles du FARE82 :

- les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) socle résidant dans le Tarn et Garonne

- les personnes accompagnées dans le cadre de l'accompagnement global (convention cadre Pôle emploi et le Département pour une approche globale de l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi rencontrant des freins sociaux et professionnels en date du 20/09/2022) résidant dans le Tarn et Garonne.

- Activités ouvrant droit à une aide individuelle :

Le FARE82 a pour objet de prendre en charge une partie des coûts exposés exclusivement à l'occasion de la prise et de la reprise d'une activité professionnelle ou d'une formation qualifiante pour les personnes :

- sur le point d'intégrer un emploi, muni(e) d'une promesse d'embauche ou d'une date d'entretien d'embauche,
- *ou* en emploi, depuis moins de 3 mois,
- *ou* en création d'entreprise,
- *ou* en cours de contrat aidé ;
- et s'inscrivant pleinement dans un parcours d'insertion socio-professionnelle construit et

argumenté.

Les aides financières du FARE82 :

Toutes les aides sont accordées sous réserve du respect de l'ensemble des conditions générales.

I – Aides individuelles à la mobilité

Le Département du Tarn et Garonne peut proposer plusieurs aides individuelles pour faciliter la mobilité aux personnes éligibles.

I.1 FARE82 – aides à l'obtention d'un véhicule :

Les frais considérés pour cette aide sont constitués de l'achat ou de la location d'un véhicule.

. L'achat de véhicule
Les montants accordés sont les suivants :

- pour l'achat d'un véhicule auto : **plafond 1 500 €** (pluri-financement et **apport personnel obligatoire**) ;
- pour l'achat d'un deux roues : **plafond 1 000 € (apport personnel obligatoire**)
- pour la réparation de véhicule (auto ou deux roues) : **plafond 500 €** (limite : une fois/an) ;

. La location de véhicule
Les montants accordés sont les suivants :

Locations	Loueurs de droit commun		Location sociale Plate-forme « Mobilité» Montauban Services	
Véhicule	15€/jour	Aide plafond à 1 350€/an	12€/jour	Aide plafond à 1 080€/an (3 mois)
Scooter	11€/jour	/	6€/jour	Aide plafond à 540€/an (3 mois)
Vélo	3€/jour	Aide plafond à 270€/an (3 mois)	1€/jour	Aide plafond à 90€/an (3 mois)

En complément, pour permettre la location, le Département dans le cadre de ce dispositif pourra être garant d'une personne éligible, ne disposant pas de moyen de paiement type chèque, à hauteur de 260 € via la signature d'un accord de principe pour les locations sociales auprès de la plateforme "mobilités" de l'association Montauban Services (convention de partenariat en date du 16/02/2021).

. L'assurance d'un véhicule
Le montant accordé est plafonné à la prise en charge de deux trimestres de cotisations assurance pour la première année et d'un trimestre pour la deuxième année.

Justificatifs : Le paiement qu'il soit prioritairement adressé aux tiers ou bien aux bénéficiaires, de ces différentes aides à l'obtention d'un véhicule, interviendra sur présentation des factures d'achat, de location et de paiement des cotisations d'assurance produites par les bénéficiaires.

I.2 FARE82 – aides aux formations mobilité :

Les frais considérés pour cette aide sont constitués par le suivi de la formation d'un permis de conduire par le bénéficiaire de type :
- permis B (boite manuelle ou automatique)
- permis AM

Cette aide ne pourra faire l'objet que d'un seul financement par bénéficiaire. Si le Département a financé un autre permis la demande sera exclue. Le bénéficiaire devra avoir obtenu préalablement au dépôt du dossier le code.

Le bénéficiaire ayant un permis retiré ou annulé ne peut solliciter cette aide.

. Permis B
L'aide pour le permis de conduire portera sur les heures de formation à la partie pratique et sur une prise en charge du coût de la présentation du bénéficiaire à l'examen pratique du permis de conduire.

Montants accordés :
- pour la formation pratique : prise en charge d'un forfait de 25 heures maximum de conduite à 35€ de l'heure soit 875 €
- pour les frais de présentation à l'examen du permis de conduire : 100 % des frais engagés.

L'aide totale attribuée ne pourra pas dépasser le plafond de 935€.

Justificatifs : L'aide sera versée à l'auto-école en deux paiements dans la limite des montants accordés : un premier paiement sur facture de l'auto-école nominative de 50 % du devis avec justificatif de présence du bénéficiaire et un deuxième paiement pour solde sur facture de l'auto-école nominative accompagnée du justificatif de présentation à l'examen et d'obtention du résultat.

. Permis AM
Une aide forfaitaire de 150€ maximum pour la formation et la présentation à l'examen du permis AM.

Justificatifs : L'aide sera versée à l'auto-école sur présentation de la facture nominative accompagnée du justificatif de présentation à l'examen et d'obtention du résultat.

I.3 FARE82 – aides au déplacement :

. aide aux frais kilométriques
L'aide peut être accordée uniquement si l'action se déroule en dehors du périmètre de l'aide au transport en commun urbain ou interurbain dont bénéficie la personne.
Elle peut être attribuée pour les emplois ou les formations suivies par les bénéficiaires sous réserve que l'employeur ou l'organisme formateur ne soit pas tenu d'une obligation de participation à ces

frais.

Montants accordés :

Cette aide est calculée sur la base du cadre réglementaire national par référence à l'arrêté en vigueur à la date de paiement fixant le barème forfaitaire permettant l'évaluation des frais de déplacement relatifs à l'utilisation d'un véhicule par les bénéficiaires de traitements et salaires optant pour le régime des frais réels déductibles.

(*à titre indicatif à la date d'adoption du présent règlement : arrêté du 27 mars 2023 nor : ECOE2307260A*)

Le remboursement kilométrique (via itinéraire Michelin) s'effectuera dans les limites suivantes :

* pour la formation : sur la durée de la formation : maximum 3 mois
* pour l'accès à l'emploi (CUI et CDDInsertion) : maximum 3 mois
* pour l'accès à l'emploi saisonnier ou CDD : maximum 3 mois
* pour l'accès à l'emploi en CDI : maximum 1 mois.

Justificatifs :

Le calcul des aides kilométriques sera renseigné sur l'imprimé prévu à cet effet qui est annexé au présent règlement. Le remboursement lié à l'utilisation d'un véhicule seront effectués sur production de la carte grise du véhicule utilisé et des attestations d'entrée et de présence des formations.

. aide aux repas et à l'hébergement

Cette aide peut être attribuée pour les emplois ou les formations suivies par les bénéficiaires sous réserve que l'employeur ou l'organisme formateur ne soit pas tenu d'une obligation de participation aux frais de repas ou d'hébergement.

L'aide peut être accordée lorsque le temps de pause ne permet pas au bénéficiaire un retour à son domicile.

Montants accordés :

- frais de repas dans la limite de 6,20 €/jour durant 3 mois maximum (barème Pôle Emploi)
- frais d'hébergement dans la limite de 31,20 €/jour durant 3 mois maximum (barème Pôle Emploi)

Justificatifs : Le remboursement s'effectuera sur présentation des factures nominatives acquittées.

II - Aides individuelles à la formation

Le FARE82 ne se substitue pas aux aides existantes, de droit commun, notamment celles proposées par Pôle Emploi, mais doit être prescrit en complément de ces aides.

Ainsi, pour les actions de formation au profit de personnes en situation de reprise d'emploi, de création d'activité ou en cours de contrat aidé, le FARE82 ne peut intervenir que pour le financement :

a) du complément d'une mesure Pôle Emploi, pour l'aide aux frais associés à la formation ou l'aide à

la garde d'enfants pour parents isolés
b) du coût résiduel de la formation si le financement principal de la formation a été pris en charge.

Montants accordés :

Cette aide est plafonnée à hauteur de 1 500 € maximum, avec extension à la prise en charge des modules complémentaires à la formation (plafonnée à 750 €/an).

Au delà de 1 500 €, un pluri-financement et la participation du demandeur sont obligatoires.

Justificatifs : Le bénéficiaire devra produire les documents attestant de l'inscription et du suivi de la formation demandée.

III - Aides individuelles à l'insertion

Le FARE82 propose des aides aux bénéficiaires liées à des besoins connexes de l'activité professionnelle pour lui permettre sa reprise d'activité.

. aide à l'équipement, matériel ou vêture professionnelle

Le FARE82 peut intervenir pour aider le bénéficiaire à financer l'achat de matériel ou équipement dans le cadre d'une formation, d'un recrutement ou pour la création d'une entreprise :

Les frais considérés pour cette aide sont constitués de tenues vestimentaires et de matériel divers pour formation ou recrutement.

Montants accordés :

- jusqu'à 500€ maximum avec participation conseillée du bénéficiaire.
- complément d'aide pour la création d'entreprise (en subsidiarité des autres aides légales) : forfait de 1 000 € maximum dans les 3 premiers mois suivant la création d'entreprise et assorti d'un accompagnement par un opérateur du Programme Départemental d'Insertion en charge de l'accompagnement des Travailleurs Indépendants/Auto Entrepreneurs.

Justificatifs : Le remboursement s'effectuera sur présentation des factures nominatives acquittées.

. Aide aux frais de santé

L'aide aux frais de santé peut être attribuée lorsqu'elle est en mesure de favoriser le parcours d'insertion professionnelle ou sociale.

Le demandeur doit en préalable solliciter et justifier les aides de droit commun (sécurité sociale, CMUC, mutuelle). L'aide s'entend déduction faite des aides de droit commun.

Elle peut intervenir en matière de participation à l'achat de lunettes, d'appareils auditifs, de soins dentaires. Elle peut également intervenir au titre des visites médicales obligatoires en vue d'un recrutement.

montant accordé :dans la limite de 500 € (selon la nature de l'appareillage et des remboursements possibles)

Justificatifs : Le remboursement s'effectuera sur présentation des factures nominatives acquittées

sauf pour paiement au tiers).

. *Aide aux frais de garde d'enfants*
L'aide pourra être accordée pour tout mode de garde petite enfance déclaré (y compris emploi CESU…) à savoir tout accueil y compris lors de période vacances scolaires, garderie pré-scolaire à condition que les deux parents soient en activité.

Montant accordé : jusqu'à 560€ pour un enfant et pour une période maximale de 3 mois selon la référence suivante : (187 euros par mois : coût moyen pour la garde d'un enfant de moins de 3 ans (137 heures), après déduction des aides de la CAF et du crédit d'impôt)

Justificatifs : Elle est accordée après présentation de l'accord des aides de droit commun (Caisse d'allocations familiales, pôle emploi….), des justificatifs d'activités. Le remboursement s'effectuera sur présentation des factures nominatives acquittées ou bulletin de salaire et comportant le nom de chaque enfant concerné.

Procédure d'attribution des aides

- *Formalisation de la demande d'aide :*

Ce dispositif est exclusivement mobilisable par les assistants de service social et les agents départementaux pour l'emploi et les agents de la Mission Locale qui assurent par convention l'accompagnement des bénéficiaires du RSA de moins de 25 ans.

Toute demande doit être dûment renseignée par le biais du formulaire de prescription mis en annexe du présent règlement.

Ce formulaire doit être adressé au service insertion de la Direction Cohésion sociale du Département qui sera chargé d'instruire la demande (vérification, compléments d'information et validation).

Ce formulaire reprend les éléments constitutifs de la demande accompagnée de l'ensemble des justificatifs sollicités.

- *Commission d'attribution des aides :*

Une commission est chargée de statuer sur les demandes d'aides individuelles après instruction des dossiers par le service insertion.

Cette commission est composée :
- de la directrice de la cohésion sociale ou son représentant
- de la chef de service insertion
- de la gestionnaire revenu de solidarité active et insertion.

La commission peut décider d'attribuer tout ou partie de l'aide sollicitée. La décision est prise par le Président du Département et par délégation, par les agents du Département ayant reçu délégation en ce sens.

Référence :

Adopté par la délibération de l'Assemblée Département des 12 et 13 avril 2016 portant création du fonds d'accès ou de retour à l'emploi 82 et modifié par délibérations de la commission permanente du 26 septembre 2017 et du Conseil départemental du 22 juin 2023

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE - ACTIONS COLLECTIVES - CRÉDITS 2023

La loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement conforte le Département dans son rôle de pilote et de coordonnateur des dispositifs de prise en charge des personnes âgées.

Dans ce cadre, il est créé dans chaque Département une conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie, dont la composition et le fonctionnement sont définis par le décret n°2016-209 du 26 février 2016. Cette instance qui a été installée en Tarn-et-Garonne le 22 septembre 2016, doit établir un programme coordonné de financement des actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie et impulser le développement de nouvelles initiatives.

Le montant alloué par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) au Département pour l'exercice 2023 est de 657 407,77 € dont un financement de 582 407,77 € affecté aux actions collectives pour les personnes âgées à domicile et/ou en établissements, 60 000 € au titre des frais d'ingénierie et 15 000 € affectés au financement des aides techniques individuelles.

Dans ce cadre, trois appels à projets ont été initiés au titre de l'exercice 2023 et des actions ont été retenues par la conférence des financeurs lors de sa réunion plénière du 6 mars 2023, à hauteur de 578 932,43 €.

Ces subventions seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au budget départemental de l'exercice en cours, imputations 2898-65734/532/65 et 2909-6574/532/65, programme P015, opération O002 enveloppe E06.

La situation de la ligne budgétaire sera la suivante :

- P015, O002, E06, imputation 2898-65734 sous fonction 532

Autorisation d'engagement 2023 ……173 504,00 €

Engagé ce jour …… 173 503,23 €

Disponible ……..0,77 €

- P015, O002, E06, imputation 2909-6574 sous fonction 532

Autorisation d'engagement 2023 ……405 430,00 €
Engagé ce jour …… 405 429,20 €

Disponible ……..0,80 €

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver l'attribution des subventions départementales aux opérateurs retenus par la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie du 6 mars 2023 pour un montant total de 578 932,43 € et selon la répartition détaillée en annexe n° 1 au titre des crédits 2023 (actions collectives) ,

- approuver les conventions types (annuelles/pluriannuelles) à conclure avec les porteurs de projets concernés telles que ci-annexées (annexe n° 2 à n° 5),

- m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, lesdites conventions avec chacun des organismes privés ou établissements publics désignés.

Le Président,

Opérateur	Président(e)	Tiers	Libellé de(s) l'action(s)	Coût du projet	Subvention sollicitée	Subvention allouée	Subvention allouée (A ou P)	Numéro PROGOS (SDB00)	Imputation
APAS 82 **34/36, bd du 4 septembre** **82100 Castelsarrasin**	Patrick MALPHETTES (Président)	613	Numérique en santé	41 386,22 €	29 669,40 €	29 669,40 €	A	899	2909/6574/532/65 Structure privée
			Face à ma nutrition, je fais le poids	62 379,71 €	49 903,77 €	49 903,77 €	P	900	
Total APAS 82						79 573,17 €			
AGIR ABCD 34, avenue des Etats-Unis 31200 TOULOUSE	Michèle ROUS (Déléguée territoriale)	12074	Mobilité et autonomie des personnes âgées	3 000,00 €	3 000,00 €	2 960,00 €	A	901	2909/6574/532/65 Structure privée
ASEI – EHPAD la Septfontoise **18, chemin etroit** **82 240 SEPTFONDS**	Eric LESDOS (Directeur)	452	Equithérapie	2 400,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	A	902	2909/6574/532/65 Structure privée
Association Familles Rurales Monclar **1-3 rue Regain** **82 230 MONCLAR DE QUERCY**	Cécile BADEZ (Présidente)	6261	Gymnastique douce	1 350,00 €	500,00 €	500,00 €	A	903	2909/6574/532/65 Structure privée
Bouger pour s'en sortir **10 rue Gutenberg** **82000 MONTAUBAN**	Rahamatou ALIM'ZE (Présidente)	5219	Bienvenue à la retraite	12 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	A	904	2909/6574/532/65 Structure privée
Communauté de communes Grand sud Tarn-et-Garonne **120, avenue Jean Jaurès** **82 370 LABASTIDE ST PIERRE**	Marie-Claude NEGRE (Présidente)	6779	Mon parcours bien-être	8 445,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	A	905	2898/65734/532/65 Structure publique
Centre hospitalier intercommunal Castelsarrasin Moissac **Boulevard Camille Delthil** **82 200 MOISSAC**	Jacques CABRIERES (Directeur)	1559	Atténuer les maux par les animaux	2 808,00 €	2 304,00 €	2 304,00 €	A	906	2898/65734/532/65 Structure publique
			Les corps sensibles	6 312,00 €	6 312,00 €	6 312,00 €	A	907	
			Tous ensemble en mouvement, Activité Physique Adaptée	10 681,50 €	10 681,50 €	10 681,50 €	A	908	

Opérateur	Président(e)	Tiers	Libellé de(s) l'action(s)	Coût du projet	Subvention sollicitée	Subvention allouée	Subvention allouée (A ou P)	Numéro PROGOS (SDB00)	Imputation
Total CHIC						19 297,50 €			
Maison de retraite – Jardin d'Emilie Centre Hospitalier de Caussade 5, rue du parc 82 300 CAUSSADE	Murielle VERMEERSCH (directrice)	15380	Activité physique adaptée	4 588,00 €	4 588,00 €	4 588,00 €	A	909	2898/65734/532/65 Structure publique
Centre Hospitalier Turenne 355, rue des Fosses 82 800 NEGREPELISSE	Murielle VERMEERSCH (directrice)	222	Atelier d'art et danse-thérapie	8 100,00 €	8 100,00 €	8 100,00 €	A	911	2898/65734/532/65 Structure publique
Centre intercommunal d'action sociale des deux rives 2, rue du Général Vidalot 82 400 VALENCE D'AGEN	Daniel ZANIN (Vice-président)	1199	Activité physique adaptée	1 623,57 €	1 298,86 €	1 298,86 €	A	910	2898/65734/532/65 Structure publique
			Relaxation	2 347,84 €	1 878,27 €	1 878,27 €	A	912	
Total CIAS 2 RIVES						3 177,13 €			
Cie du bout du nez Centre culturel 24, rue de la solidarité 82 200 MOISSAC	Brigitte POTIER (Présidente)	3173	Dispositif de duos de clowns pour l'autonomie	99 950,00 €	63 950,00 €	63 950,00 €	P	913	2909/6574/532/65 Structure privée
Comité de bassin pour l'emploi nord est toulousain Tarn 69, allée des écoles 31 660 BESSIERES	Nicole LOZE (Présidente)	14229	Accompagnement des seniors et maintien du lien social	48 465,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	P	914	2909/6574/532/65 Structure privée
Croix Rouge Française 281, chemin des Gardelles 82 000 MONTAUBAN	Josette STECK-JENTILE (Présidente)	1398	De la douceur pour nos aïeux	5 924,00 €	4 739,00 €	4 739,00 €	A	915	2909/6574/532/65 Structure privée
EHPAD Beaumont de Lomagne 10, rue Henri Dunant 82 500 BEAUMONT DE LOMAGNE	Thibault DE PEYRECAVE (Directeur)	15253	Gym on	40 795,00 €	40 795,00 €	40 795,00 €	P	916	2898/65734/532/65 Structure publique

Opérateur	Président(e)	Tiers	Libellé de(s) l'action(s)	Coût du projet	Subvention sollicitée	Subvention allouée	Subvention allouée (A ou P)	Numéro PROGOS (SDB00)	Imputation
EHPAD Le parc et l'ostal de garona **1, rue des écoles** **82 700 MONTECH**	Virginie CARLES HOFFMANN	123	Conserver sa mobilité en EHPAD et à domicile	83 456,00 €	61 911,00 €	57 911,00 €	P	917	2898/65734/532/65 Structure publique
EHPAD Résidence de l'abbaye **21, boulevard des thermes** **82 140 ST ANTONIN NOBLE VAL**	Murielle VERMEERSCH (directrice)	439	Médiation animale	1 035,00 €	1 035,00 €	1 035,00 €	A	918	2898/65734/532/65 Structure publique
EHPAD St Jacques **79, chemin de la Fontaine de Paris** **82 600 VERDUN SUR GARONNE**	Céline MALGOUIRES (Directrice)	614	Tovertafel	11 076,00 €	11 076,00 €	6 830,00 €	A	919	2898/65734/532/65 Structure publique
France Alzheimer **275, rue du Clos Maury** **82 000 MONTAUBAN**	Jean-Paul GAUTHIE (Président)	20090	Atelier de mobilisation cognitive à Valence d'Agen	4 790,00 €	2 340,00 €	2 340,00 €	A	920	2909/6574/532/65 Structure privée
Grand Montauban Communauté d'Agglomération **285, avenue du Père Leonid Chrol** **82 000 MONTAUBAN**	Brigitte BAREGES (Présidente)	201	Art-thérapie	7 415,04 €	4 920,00 €	4 920,00 €	A	921	2898/65734/532/65 Structure publique
			Initiation et perfectionnement au numérique	20 887,68 €	15 897,60 €	15 897,60 €	P	922	
			Initiation au smartphone	8 447,04 €	5 952,00 €	5 952,00 €	A	923	
TOTAL GMCA						26 769,60 €			
Institut Méditerranéen des Métiers de la Longévité **10, avenue de l'Europe** **31 520 RAMONVILLE SAINT AGNE**	Jean-Marc BLANC (Directeur)	20091	Etre aidants	9 270,00 €	9 270,00 €	7 416,00 €	A	924	2909/6574/532/65 Structure privée

Opérateur	Président(e)	Tiers	Libellé de(s) l'action(s)	Coût du projet	Subvention sollicitée	Subvention allouée	Subvention allouée (A ou P)	Numéro PROGOS (SDB00)	Imputation
Institut des jeunes aveugles **230 rue Georges Clemenceau** **82 000 MONTAUBAN**	Jacques MONTAURIOL (Directeur)	4133	Atelier d'information et de sociabilisation	9 974,00 €	9 474,00 €	7 979,00 €	A	925	2909/6574/532/65 Structure privée
Groupe La poste **24 rue Salvador Allende-BP 750** **82 013 MONTAUBAN CEDEX**	Stéphanie GALY	7310	Mobiplus	52 123,00 €	41 536,00 €	33 000,00 €	A	926	2909/6574/532/65 Structure privée
La puce à l'oreille **9, allée Bourville, les jardins du Béal** **26 700 PIERRELATTE**	Jacques DORVILLE (Président)	17143	La musique pour tous en EHPAD	22 175,00 €	18 075,00 €	18 075,00 €	A	927	2909/6574/532/65 Structure privée
Ligue de l'enseignement de Tarn-et-Garonne **709, bd Alsace Lorraine** **82 000 MONTAUBAN**	Adeline MARTY (Présidente)	2450	Seniors connectés, seniors autonomes	3 925,00 €	2 969,00 €	2 969,00 €	A	928	2909/6574/532/65 Structure privée
Midi Pyrénées Prévention M2P **2, rue Georges Vivent** **31 065 TOULOUSE Cédex 9**	Joëlle TRANIELLO (Directrice)	7242	Ateliers innovants et parcours de prévention	21 058,00 €	14 779,00 €	14 779,00 €	A	929	2909/6574/532/65 Structure privée
Mémoire Maubec en Lomagne **Chemin rural d'En Naoua** **82 500 MAUBEC**	Michèle ROUX (Présidente)	7341	Prévention routière	1 920,00 €	750,00 €	750,00 €	A	930	2909/6574/532/65 Structure privée
			Sophrologie	1 810,00 €	900,00 €	900,00 €	A	931	
TOTAL MML						1 650,00 €			
MSP St Antonin-Noble-Val **19, place des Tilleuls** **82140 SAINT ANTONIN NOBLE VAL**	Mathieu BOULANGER (Co-gérant)	20108	Seniors en bonne santé	18 893,00 €	15 114,40 €	15 114,40 €	A	932	2909/6574/532/65 Structure privée

Opérateur	Président(e)	Tiers	Libellé de(s) l'action(s)	Coût du projet	Subvention sollicitée	Subvention allouée	Subvention allouée (A ou P)	Numéro PROGOS (SDB00)	Imputation
MSP Valence d'Agen **8 bis, boulevard Torsiac** **82 400 VALENCE D'AGEN**	Céline BARRIERE (Co-gérante)	17146	Rester en forme après 60 ans	4 439,00 €	3 551,20 €	3 551,20 €	A	933	2909/6574/532/65 Structure privée
MSP Varen **Le bourg** **82 330 VAREN**	Pierre-Emmanuel FABRE (Co-gérant)	20093	Accompagnement des aidants familiaux	12900	4 800,00 €	4 800,00 €	A	934	2909/6574/532/65 Structure privée
Mutualité française occitanie **Résidence Electra Bâtiment A** **834, av. du Mas d'Argelliers** **34 070 MONTPELLIER**	Bernard CREISSEN (Président)	7135	Seniors : équilibre et vous	13 576,00 €	10 861,00 €	10 861,00 €	A	935	2909/6574/532/65 Structure privée
			Seniors : ma santé sur mesure	18 847,00 €	15 078,00 €	15 078,00 €	A	936	
TOTAL MFO						25 939,00 €			
Mutualité Française Union Territoriale de Tarn-et-Garonne **15, allée de l'Empereur** **82 000 MONTAUBAN**	Serge BERRIER (Président)	15222	A pied ou au volant, seniors faisons le point	69 425,00 €	55 540,00 €	39 671,43 €	A	937	2909/6574/532/65 Structure privée
			Prévention santé bucco-dentaires en résidences mutualistes	12 797,00 €	10 238,00 €	10 238,00 €	A	938	
TOTAL Mutualité Française UD82						49 909,43 €			
Nutrimania **3, rue Jules Chalande** **31 000 TOULOUSE**	Virginie MALLEIN (Présidente)	20095	La retraite c'est pas dans l'assiette	13 029,00 €	9 989,00 €	9 989,00 €	A	939	2909/6574/532/65 Structure privée
Petits frères des pauvres **97, rue Riquet** **31 000 TOULOUSE**	Alain VILLEZ (Président)	12075	Lutter contre l'isolement social des aînés avec des animations collectives	11 424,00 €	9 100,00 €	9 100,00 €	A	940	2909/6574/532/65 Structure privée
Siel bleu **9 chemin d'Espinasse** **82 000 MONTAUBAN**	Jean-Michel RICARD (Président)	6688	Activité physique adaptée et sensibilisation nutrition	8 370,00 €	6 696,00 €	6 696,00 €	A	941	2909/6574/532/65 Structure privée

Versement

Opérateur	Président(e)	Tiers	Libellé de(s) l'action(s)	Coût du projet	Subvention sollicitée	Subvention allouée	Subvention allouée (A ou P)	Numéro PROGOS (SDB00)	Imputation
Toktokdoc Nemo Health 62, rue du Faubourg National 67 000 STRASBOURG	Dan GRUNSTEIN (Directeur)	17220	Prévention santé et hygiène bucco-dentaire	20 700,00 €	20 700,00 €	9 200,00 €	A	942	2909/6574/532/65 Structure privée
Tour de jeu 12, rue de l'église 82 600 MAS GRENIER	Céline TAINTURIER (Co-présidente)	9547	Du jeu mais seniors	3 600,00 €	3 500,00 €	3 500,00 €	A	943	2909/6574/532/65 Structure privée
Ufolep 111, route de Lizac, le Rival 82 130 LAFRANCAISE	Aurore DEROMAS (Présidente)	2066	Santé senior	11 300,00 €	7 000,00 €	7 000,00 €	P	944	2909/6574/532/65 Structure privée
			Santé senior – EHPAD	10 600,00 €	7 000,00 €	7 000,00 €	P	945	
TOTAL UFOLEP						14 000,00 €			

TOTAL GLOBAL	578 932,43 €
Total 2909/6574/532/65 Structure privée	405 429,20 €
Total 2898/65734/532/65 Structure publique	173 503,23 €

A	Subvention Annuelle
P	Subvention Pluriannuelle

CONVENTION POUR L'OCTROI D'UNE SUBVENTION AU TITRE DE LA CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE

ENTRE

Le Département de Tarn-et-Garonne, hôtel du Département, 100 boulevard Hubert Gouze – 82 000 Montauban, représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Michel WEILL.

dénommé ci-après **le Département**, d'une part,

ET

….., sise ….. – XXXXX Ville, représenté par…….. ……..……..……

dénommée, ci-après **le Porteur de projets**, d'autre part.

Préambule

La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a prévu l'installation, dans chaque département, d'une Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie.

Sous la présidence du Président du Conseil départemental et la vice-présidence de l'Agence régionale de santé, cette instance réunit les régimes de base de l'assurance vieillesse et de l'assurance maladie, les institutions de retraite complémentaire, les organismes régis par le code de la mutualité, l'agence nationale de l'amélioration de l'habitat et des représentants de collectivités territoriales et/ou d'EPCI.

La Conférence des financeurs est chargée d'élaborer et d'adopter un programme coordonné de financement des actions de prévention individuelles ou collectives destinées aux personnes âgées.

Un concours financier est versé au Département par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). L'objectif est de permettre le développement d'actions individuelles ou collectives, à visée non commerciale, de prévention de la perte d'autonomie sur le territoire, d'innover et de reproduire les actions les plus pertinentes sur des secteurs moins pourvus.

Dans le Tarn-et-Garonne, cette Conférence installée le 22 septembre 2016, s'est mobilisée dès 2016, afin de lancer un appel à projets destiné à apporter un concours

financier à des actions promouvant un vieillissement actif et favorisant le maintien à domicile, en complément des prestations légales et réglementaire. Trois nouveaux appels à projets ont été lancés au titre de l'exercice 2023.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'action sociale et des familles (CASF),

VU la loi 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n° 2016-209 du 26 février 2016 relatif à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie,

VU la délibération de l'assemblée départementale du 19 octobre 2016,

VU la décision de la Conférence des financeurs du 06 mars 2023 relative notamment à la sélection des projets d'actions de prévention de la perte d'autonomie à destination des personnes âgées de 60 ans et plus, résidant à domicile sur le territoire départemental, des résidents en EHPAD du département et des aidants de personnes âgées de 60 ans et plus, résidant en Tarn-et-Garonne, au titre de l'exercice 2023,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er – Objet

En application de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, le Conseil départemental s'engage à soutenir le développement des actions collectives ou individuelles de prévention de la perte d'autonomie sélectionnées par la Conférence des financeurs.

La présente convention définit les engagements réciproques des parties pour la mise en œuvre des actions portées par la structure sélectionnée par la Conférence des financeurs et notamment les modalités de financement par le Département.

Article 2 – Actions financées

Le porteur de projets s'engage à mettre en œuvre les actions intitulées :

- « ….. »,
- « ….. »,

telles qu'elles ont été présentées à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie de Tarn-et-Garonne.

Le porteur de projets s'engage à mentionner le soutien de la CNSA au titre de la Conférence des financeurs de Tarn-et-Garonne sur tous les supports et documents de communication produits dans le cadre des actions financées en y affichant le logo créé par cette instance.

Article 3 – Clauses financières

Dans le cadre des actions menées par le porteur de projets, le Département lui attribue au titre de l'année 2023, une subvention globale forfaitaire de **XXXX €** répartie comme suit :

- XXXX € pour l'action « …. »,
- XXXX € pour l'action « ….. »,

Ces crédits étant inscrits à l'imputation suivante du budget du Département : 65734/532/65

Article 4 – Modalités de versement

Sous réserve de la disponibilité des crédits versés par la CNSA au Conseil départemental, la subvention attribuée est versée dans les conditions suivantes :

• un acompte de 50% du montant total du financement des actions est versé au plus tard un mois après la date de la signature de la convention,

• le solde du montant de la subvention est attribué après réception et validation du bilan intermédiaire qualitatif et quantitatif de l'action qui doit être fourni par le porteur du projet au plus tard le 31 octobre 2023.

Article 5 – Contrôle

Le porteur de projets s'engage à tenir une comptabilité analytique propre au suivi des actions réalisées en application de la présente convention. Il s'engage également à faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient donc de conserver le temps nécessaire.

Il transmettra, au terme des actions, et ce avant le 31 janvier 2024, le bilan des actions de prévention réalisées et des dépenses y afférentes, en précisant notamment :

- la typologie des actions réalisées (calendrier, nature et thème),
- le mode de réalisation de ces actions,
- le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus concernées, en précisant le canton du lieu de résidence, et leur répartition par :

◆ tranche d'âge
◆ genre (femme ou homme)

- bénéficiaire ou non de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA)
- caractéristiques de leurs conditions de vie : isolement, vie en famille, …
- catégorie socio-professionnelle antérieure.

- le cas échéant, le nombre de personnels en équivalent temps plein mobilisés pour mener à bien ces actions,
- le montant engagé pour la réalisation des actions.

Il sera procédé à une évaluation contradictoire de la réalisation des actions avec le porteur de projets.

Le document de synthèse relatif à la présentation de ce bilan est envoyé par mail au porteur de projets.

Article 6 – Assurances-responsabilité

Le porteur de projets conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourent. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objets de la présente convention.

Article 7 – Date d'effet

La présente convention prend effet à la date de sa signature et devient caduque à l'échéance des actions sus-mentionnées.

Article 8 – Résiliation du contrat

Le Département pourra résilier de plein droit la présente convention et demander la restitution de tout ou partie du financement qu'il aura versé soit en cas de non-respect par le porteur de projets de ses engagements contractuels, soit en cas de faute grave du porteur de projets et après une mise en œuvre restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 9 – Restitution des financements liés au contrat

Nonobstant les dispositions ci-dessus de résiliation de la convention, s'il apparaît au terme des opérations de contrôle de l'effectivité des actions de prévention, que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par le porteur de projets dans les trois mois suivant le terme du contrôle. Pour ce faire, le Département, après avoir entendu le porteur de projets, mettra fin à l'aide accordée et exigera le reversement des sommes considérées, majorées d'intérêts calculés au taux légal et au prorata temporis, à compter de la date de réception des fonds par le porteur de projets.

Lorsque le budget exécutoire est inférieur au budget prévisionnel, quelle qu'en soit la raison, il est procédé à la récupération de tout ou partie des sommes allouées selon la formule ci après :

récupération = subvention allouée - (% du budget représenté par la subvention x budget exécutoire)

Article 10 – Litiges

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente convention, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du tribunal administratif de Toulouse.

Fait à Montauban, le …… , en deux exemplaires originaux.

Pour le Département de Tarn-et-Garonne, le Président du Conseil départemental	Pour le Porteur de projets, ……..
Michel WEILL	……..

CONVENTION POUR L'OCTROI D'UNE SUBVENTION AU TITRE DE LA CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE

ENTRE

Le Département de Tarn-et-Garonne, hôtel du Département, 100 boulevard Hubert Gouze – 82 000 Montauban, représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Michel WEILL.

dénommé ci-après **le Département**, d'une part,

ET

….., sise ….. – XXXXX Ville, représenté par…….. ……..……..……

dénommée, ci-après **le Porteur de projets**, d'autre part.

Préambule

La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a prévu l'installation, dans chaque département, d'une Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie.

Sous la présidence du Président du Conseil départemental et la vice-présidence de l'Agence régionale de santé, cette instance réunit les régimes de base de l'assurance vieillesse et de l'assurance maladie, les institutions de retraite complémentaire, les organismes régis par le code de la mutualité, l'agence nationale de l'amélioration de l'habitat et des représentants de collectivités territoriales et/ou d'EPCI.

La Conférence des financeurs est chargée d'élaborer et d'adopter un programme coordonné de financement des actions de prévention individuelles ou collectives destinées aux personnes âgées.

Un concours financier est versé au Département par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). L'objectif est de permettre le développement d'actions individuelles ou collectives, à visée non commerciale, de prévention de la perte d'autonomie sur le territoire, d'innover et de reproduire les actions les plus pertinentes sur des secteurs moins pourvus.

Dans le Tarn-et-Garonne, cette Conférence installée le 22 septembre 2016, s'est mobilisée dès 2016, afin de lancer un appel à projets destiné à apporter un concours

financier à des actions promouvant un vieillissement actif et favorisant le maintien à domicile, en complément des prestations légales et réglementaire. Trois nouveaux appels à projets ont été lancés au titre de l'exercice 2023.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'action sociale et des familles (CASF),

VU la loi 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n° 2016-209 du 26 février 2016 relatif à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie,

VU la délibération de l'assemblée départementale du 19 octobre 2016,

VU la décision de la Conférence des financeurs du 6 mars 2023 relative notamment à la sélection des projets d'actions de prévention de la perte d'autonomie à destination des personnes âgées de 60 ans et plus, résidant à domicile sur le territoire départemental, des résidents en EHPAD du département et des aidants de personnes âgées de 60 ans et plus, résidant en Tarn-et-Garonne, au titre de l'exercice 2023,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er – Objet

En application de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, le Conseil départemental s'engage à soutenir le développement des actions collectives ou individuelles de prévention de la perte d'autonomie sélectionnées par la Conférence des financeurs.

La présente convention définit les engagements réciproques des parties pour la mise en œuvre des actions portées par la structure sélectionnée par la Conférence des financeurs et notamment les modalités de financement par le Département.

Article 2 – Actions financées

Le porteur de projets s'engage à mettre en œuvre les actions intitulées :

- « ….. »,
- « ….. »,

telles qu'elles ont été présentées à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie de Tarn-et-Garonne.

Le porteur de projets s'engage à mentionner le soutien de la CNSA au titre de la Conférence des financeurs de Tarn-et-Garonne sur tous les supports et documents de communication produits dans le cadre des actions financées en y affichant le logo créé par cette instance.

Article 3 – Clauses financières

Dans le cadre des actions menées par le porteur de projets, le Département lui attribue au titre de l'année 2023, une subvention globale forfaitaire de **XXXX €** répartie comme suit :

- XXXX € pour l'action « …. »,
- XXXX € pour l'action « ….. »,

Ces crédits étant inscrits à l'imputation suivante du budget du Département : 6574/532/65

Article 4 – Modalités de versement

Sous réserve de la disponibilité des crédits versés par la CNSA au Conseil départemental, la subvention attribuée est versée dans les conditions suivantes :

• un acompte de 50% du montant total du financement des actions est versé au plus tard un mois après la date de la signature de la convention,

• le solde du montant de la subvention est attribué après réception et validation du bilan intermédiaire qualitatif et quantitatif de l'action qui doit être fourni par le porteur du projet au plus tard le 31 octobre 2023.

Article 5 – Contrôle

Le porteur de projets s'engage à tenir une comptabilité analytique propre au suivi des actions réalisées en application de la présente convention. Il s'engage également à faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient donc de conserver le temps nécessaire.

Il transmettra, au terme des actions, et ce avant le 31 janvier 2024, le bilan des actions de prévention réalisées et des dépenses y afférentes, en précisant notamment :

- la typologie des actions réalisées (calendrier, nature et thème),
- le mode de réalisation de ces actions,
- le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus concernées, en précisant le canton du lieu de résidence, et leur répartition par :

◆ tranche d'âge
◆ genre (femme ou homme)

- bénéficiaire ou non de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA)
- caractéristiques de leurs conditions de vie : isolement, vie en famille, …
- catégorie socio-professionnelle antérieure.

- le cas échéant, le nombre de personnels en équivalent temps plein mobilisés pour mener à bien ces actions,
- le montant engagé pour la réalisation des actions.

Il sera procédé à une évaluation contradictoire de la réalisation des actions avec le porteur de projets.

Le document de synthèse relatif à la présentation de ce bilan est envoyé par mail au porteur de projets.

Article 6 – Assurances-responsabilité

Le porteur de projets conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourent. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objets de la présente convention.

Article 7 – Date d'effet

La présente convention prend effet à la date de sa signature et devient caduque à l'échéance des actions sus-mentionnées.

Article 8 – Résiliation du contrat

Le Département pourra résilier de plein droit la présente convention et demander la restitution de tout ou partie du financement qu'il aura versé soit en cas de non-respect par le porteur de projets de ses engagements contractuels, soit en cas de faute grave du porteur de projets et après une mise en œuvre restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 9 – Restitution des financements liés au contrat

Nonobstant les dispositions ci-dessus de résiliation de la convention, s'il apparaît au terme des opérations de contrôle de l'effectivité des actions de prévention, que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par le porteur de projets dans les trois mois suivant le terme du contrôle. Pour ce faire, le Département, après avoir entendu le porteur de projets, mettra fin à l'aide accordée et exigera le reversement des sommes considérées, majorées d'intérêts calculés au taux légal et au prorata temporis, à compter de la date de réception des fonds par le porteur de projets.

Lorsque le budget exécutoire est inférieur au budget prévisionnel, quelle qu'en soit la raison, il est procédé à la récupération de tout ou partie des sommes allouées selon la formule ci après :

récupération = subvention allouée - (% du budget représenté par la subvention x budget exécutoire)

Article 10 – Litiges

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente convention, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du tribunal administratif de Toulouse.

Fait à Montauban, le …… , en deux exemplaires originaux.

Pour le Département de Tarn-et-Garonne, le Président du Conseil départemental	Pour le Porteur de projets, ……..
Michel WEILL	……..

CONVENTION PLURIANNUELLE POUR L'OCTROI D'UNE SUBVENTION AU TITRE DE LA CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE

___

ENTRE

Le Département de Tarn-et-Garonne, hôtel du Département, 100 boulevard Hubert Gouze – 82 000 Montauban, représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Michel WEILL.

dénommé ci-après **le Département**, d'une part,

ET

….., sise ….. – XXXXX Ville, représenté par…….…….. ……..……..……

dénommée, ci-après **le Porteur de projets**, d'autre part.

Préambule

La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a prévu l'installation, dans chaque département, d'une Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie.

Sous la présidence du Président du Conseil départemental et la vice-présidence de l'Agence régionale de santé, cette instance réunit les régimes de base de l'assurance vieillesse et de l'assurance maladie, les institutions de retraite complémentaire, les organismes régis par le code de la mutualité, l'agence nationale de l'amélioration de l'habitat et des représentants de collectivités territoriales et/ou d'EPCI.

La Conférence des financeurs est chargée d'élaborer et d'adopter un programme coordonné de financement des actions de prévention individuelles ou collectives destinées aux personnes âgées.

Un concours financier est versé au Département par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). L'objectif est de permettre le développement d'actions individuelles ou collectives, à visée non commerciale, de prévention de la perte d'autonomie sur le territoire, d'innover et de reproduire les actions les plus pertinentes sur des secteurs moins pourvus.

Dans le Tarn-et-Garonne, cette Conférence installée le 22 septembre 2016, s'est

mobilisée dès 2016, afin de lancer un appel à projets destiné à apporter un concours financier à des actions promouvant un vieillissement actif et favorisant le maintien à domicile, en complément des prestations légales et réglementaire. Trois nouveaux appels à projets ont été lancés au titre de l'exercice 2023.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'action sociale et des familles (CASF),

VU la loi 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n° 2016-209 du 26 février 2016 relatif à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie,

VU la délibération de l'assemblée départementale du 19 octobre 2016,

VU la décision de la Conférence des financeurs du 06 mars 2023 relative notamment à la sélection des projets d'actions de prévention de la perte d'autonomie à destination des personnes âgées de 60 ans et plus, résidant à domicile sur le territoire départemental, des résidents en EHPAD du département et des aidants de personnes âgées de 60 ans et plus, résidant en Tarn-et-Garonne, au titre de l'exercice 2023,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er – Objet

En application de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, le Conseil départemental s'engage à soutenir le développement des actions collectives ou individuelles de prévention de la perte d'autonomie sélectionnées par la Conférence des financeurs.

La présente convention définit les engagements réciproques des parties pour la mise en œuvre des actions portées par la structure sélectionnée par la Conférence des financeurs et notamment les modalités de financement par le Département.

Article 2 – Actions financées

Le porteur de projets s'engage à mettre en œuvre les actions intitulées :
- « ….. »,
- « ….. »,

telles qu'elles ont été présentées à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie de Tarn-et-Garonne.

Le porteur de projets s'engage à mentionner le soutien de la CNSA au titre de la Conférence des financeurs de Tarn-et-Garonne sur tous les supports et documents de communication produits dans le cadre des actions financées en y affichant le logo créé par cette instance.

Article 3 – Clauses financières

Dans le cadre des actions menées par le porteur de projets, le Département lui attribue au titre de l'année 2023, une subvention globale forfaitaire de **XXXX €** répartie comme suit :

- XXXX € pour l'action « …. »,
- XXXX € pour l'action « ….. »,

Ces crédits étant inscrits à l'imputation suivante du budget du Département : 65734/532/65

Dans le cadre de la pluriannualité de l'action, le Département attribuera :

- un montant prévisionnel maximum de XXX € au titre de l'année 2024
- un montant prévisionnel maximum de XXX € au titre de l'année 2025

Pour les années 2024 et 2025, la subvention accordée par la conférence sera versée sous réserve des crédits alloués par la CNSA et au regard des bilans quantitatif, qualitatif et financier réalisés et transmis par le porteur au titre de l'année N-1.

Article 4 – Modalités de versement

Sous réserve de la disponibilité des crédits versés par la CNSA au Conseil départemental, la subvention attribuée est versée dans les conditions suivantes :

Pour l'année 2023 :

• un acompte de 50% du montant total du financement des actions est versé au plus tard un mois après la date de la signature de la convention,

• le solde du montant de la subvention est attribué après réception et validation du bilan intermédiaire qualitatif et quantitatif de l'action qui doit être fourni par le porteur du projet au plus tard le 31 octobre 2023.

Pour l'année 2024 et l'année 2025 :

- Un acompte de 50 % du montant total de la subvention de l'année concernée est versé au plus tard un mois après la signature de l'avenant.
- le solde du montant de la subvention de l'année est attribué après réception et validation du bilan intermédiaire qualitatif et quantitatif de l'action qui doit être fourni par le porteur du projet au plus tard le 31 octobre de l'année concernée.

Article 5 – Contrôle

Le porteur de projets s'engage à tenir une comptabilité analytique propre au suivi des actions réalisées en application de la présente convention. Il s'engage également à faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient donc de conserver le temps nécessaire.

Il transmettra, au terme des actions, et ce avant le 31 janvier N+1, le bilan des actions de prévention réalisées en année N et des dépenses y afférentes, en précisant notamment :

- la typologie des actions réalisées (calendrier, nature et thème),
- le mode de réalisation de ces actions,
- le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus concernées, en précisant le canton du lieu de résidence, et leur répartition par :

- tranche d'âge
- genre (femme ou homme)
- bénéficiaire ou non de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA)
- caractéristiques de leurs conditions de vie : isolement, vie en famille, …
- catégorie socio-professionnelle antérieure.

- le cas échéant, le nombre de personnels en équivalent temps plein mobilisés pour mener à bien ces actions,
- le montant engagé pour la réalisation des actions.

Il sera procédé à une évaluation contradictoire de la réalisation des actions avec le porteur de projets.

Le document de synthèse relatif à la présentation de ce bilan est envoyé par mail au porteur de projets.

Article 6 – Assurances-responsabilité

Le porteur de projets conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourent. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objets de la présente convention.

Article 7 – Date d'effet

La présente convention prend effet à la date de sa signature et devient caduque à l'échéance des actions sus-mentionnées.

Article 8 – Résiliation du contrat

Le Département pourra résilier de plein droit la présente convention et demander la restitution de tout ou partie du financement qu'il aura versé soit en cas de non-respect par le porteur de projets de ses engagements contractuels, soit en cas de faute grave du porteur de projets et après une mise en œuvre restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention pourra également être résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de force majeure (crédits CNSA non reconduits).

Article 9 – Restitution des financements liés au contrat

Nonobstant les dispositions ci-dessus de résiliation de la convention, s'il apparaît au terme des opérations de contrôle de l'effectivité des actions de prévention, que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par le porteur de projets dans les trois mois suivant le terme du contrôle. Pour ce faire, le Département, après avoir entendu le porteur de projets, mettra fin à l'aide accordée et exigera le reversement des sommes considérées, majorées d'intérêts calculés au taux légal et au prorata temporis, à compter de la date de réception des fonds par le porteur de projets.

Lorsque le budget exécutoire est inférieur au budget prévisionnel, quelle qu'en soit la raison, il est procédé à la récupération de tout ou partie des sommes allouées selon la formule ci après :

récupération = subvention allouée - (% du budget représenté par la subvention x budget exécutoire)

Article 10 – Litiges

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente convention, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du tribunal administratif de Toulouse.

Fait à Montauban, le …… , en deux exemplaires originaux.

Pour le Département de Tarn-et-Garonne, le Président du Conseil départemental	Pour le Porteur de projets, ……..
Michel WEILL	……..

CONVENTION PLURIANNUELLE POUR L'OCTROI D'UNE SUBVENTION AU TITRE DE LA CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE

___

ENTRE

Le Département de Tarn-et-Garonne, hôtel du Département, 100 boulevard Hubert Gouze – 82 000 Montauban, représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Michel WEILL.

dénommé ci-après **le Département**, d'une part,

ET

….., sise ….. – XXXXX Ville, représenté par…….…….. ……..……..……

dénommée, ci-après **le Porteur de projets**, d'autre part.

Préambule

La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a prévu l'installation, dans chaque département, d'une Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie.

Sous la présidence du Président du Conseil départemental et la vice-présidence de l'Agence régionale de santé, cette instance réunit les régimes de base de l'assurance vieillesse et de l'assurance maladie, les institutions de retraite complémentaire, les organismes régis par le code de la mutualité, l'agence nationale de l'amélioration de l'habitat et des représentants de collectivités territoriales et/ou d'EPCI.

La Conférence des financeurs est chargée d'élaborer et d'adopter un programme coordonné de financement des actions de prévention individuelles ou collectives destinées aux personnes âgées.

Un concours financier est versé au Département par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). L'objectif est de permettre le développement d'actions individuelles ou collectives, à visée non commerciale, de prévention de la perte d'autonomie sur le territoire, d'innover et de reproduire les actions les plus pertinentes sur des secteurs moins pourvus.

Dans le Tarn-et-Garonne, cette Conférence installée le 22 septembre 2016, s'est

mobilisée dès 2016, afin de lancer un appel à projets destiné à apporter un concours financier à des actions promouvant un vieillissement actif et favorisant le maintien à domicile, en complément des prestations légales et réglementaire. Trois nouveaux appels à projets ont été lancés au titre de l'exercice 2023.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'action sociale et des familles (CASF),

VU la loi 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n° 2016-209 du 26 février 2016 relatif à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie,

VU la délibération de l'assemblée départementale du 19 octobre 2016,

VU la décision de la Conférence des financeurs du 06 mars 2023 relative notamment à la sélection des projets d'actions de prévention de la perte d'autonomie à destination des personnes âgées de 60 ans et plus, résidant à domicile sur le territoire départemental, des résidents en EHPAD du département et des aidants de personnes âgées de 60 ans et plus, résidant en Tarn-et-Garonne, au titre de l'exercice 2023,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er – Objet

En application de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, le Conseil départemental s'engage à soutenir le développement des actions collectives ou individuelles de prévention de la perte d'autonomie sélectionnées par la Conférence des financeurs.

La présente convention définit les engagements réciproques des parties pour la mise en œuvre des actions portées par la structure sélectionnée par la Conférence des financeurs et notamment les modalités de financement par le Département.

Article 2 – Actions financées

Le porteur de projets s'engage à mettre en œuvre les actions intitulées :
- « ….. »,
- « ….. »,

telles qu'elles ont été présentées à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie de Tarn-et-Garonne.

Le porteur de projets s'engage à mentionner le soutien de la CNSA au titre de la Conférence des financeurs de Tarn-et-Garonne sur tous les supports et documents de communication produits dans le cadre des actions financées en y affichant le logo créé par cette instance.

Article 3 – Clauses financières

Dans le cadre des actions menées par le porteur de projets, le Département lui attribue au titre de l'année 2023, une subvention globale forfaitaire de **XXXX €** répartie comme suit :

- XXXX € pour l'action « …. »,
- XXXX € pour l'action « ….. »,

Ces crédits étant inscrits à l'imputation suivante du budget du Département : 6574/532/65

Dans le cadre de la pluriannualité de l'action, le Département attribuera :

- un montant prévisionnel maximum de XXX € au titre de l'année 2024
- un montant prévisionnel maximum de XXX € au titre de l'année 2025

Pour les années 2024 et 2025, la subvention accordée par la conférence sera versée sous réserve des crédits alloués par la CNSA et au regard des bilans quantitatif, qualitatif et financier réalisés et transmis par le porteur au titre de l'année N-1.

Article 4 – Modalités de versement

Sous réserve de la disponibilité des crédits versés par la CNSA au Conseil départemental, la subvention attribuée est versée dans les conditions suivantes :

Pour l'année 2023 :

• un acompte de 50% du montant total du financement des actions est versé au plus tard un mois après la date de la signature de la convention,

• le solde du montant de la subvention est attribué après réception et validation du bilan intermédiaire qualitatif et quantitatif de l'action qui doit être fourni par le porteur du projet au plus tard le 31 octobre 2023.

Pour l'année 2024 et l'année 2025 :

- Un acompte de 50 % du montant total de la subvention de l'année concernée est versé au plus tard un mois après la signature de l'avenant.
- le solde du montant de la subvention de l'année est attribué après réception et validation du bilan intermédiaire qualitatif et quantitatif de l'action qui doit être

fourni par le porteur du projet au plus tard le 31 octobre de l'année concernée.

Article 5 – Contrôle

Le porteur de projets s'engage à tenir une comptabilité analytique propre au suivi des actions réalisées en application de la présente convention. Il s'engage également à faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient donc de conserver le temps nécessaire.

Il transmettra, au terme des actions, et ce avant le 31 janvier N +1, le bilan des actions de prévention réalisées sur l'année N et des dépenses y afférentes, en précisant notamment :

- la typologie des actions réalisées (calendrier, nature et thème),
- le mode de réalisation de ces actions,
- le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus concernées, en précisant le canton du lieu de résidence, et leur répartition par :

- tranche d'âge
- genre (femme ou homme)
- bénéficiaire ou non de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA)
- caractéristiques de leurs conditions de vie : isolement, vie en famille, …
- catégorie socio-professionnelle antérieure.

- le cas échéant, le nombre de personnels en équivalent temps plein mobilisés pour mener à bien ces actions,
- le montant engagé pour la réalisation des actions.

Il sera procédé à une évaluation contradictoire de la réalisation des actions avec le porteur de projets.

Le document de synthèse relatif à la présentation de ce bilan est envoyé par mail au porteur de projets.

Article 6 – Assurances-responsabilité

Le porteur de projets conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourent. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objets de la présente convention.

Article 7 – Date d'effet

La présente convention prend effet à la date de sa signature et devient caduque à

l'échéance des actions sus-mentionnées.

Article 8 – Résiliation du contrat

Le Département pourra résilier de plein droit la présente convention et demander la restitution de tout ou partie du financement qu'il aura versé soit en cas de non-respect par le porteur de projets de ses engagements contractuels, soit en cas de faute grave du porteur de projets et après une mise en œuvre restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention pourra également être résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de force majeure (crédits CNSA non reconduits).

Article 9 – Restitution des financements liés au contrat

Nonobstant les dispositions ci-dessus de résiliation de la convention, s'il apparaît au terme des opérations de contrôle de l'effectivité des actions de prévention, que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par le porteur de projets dans les trois mois suivant le terme du contrôle. Pour ce faire, le Département, après avoir entendu le porteur de projets, mettra fin à l'aide accordée et exigera le reversement des sommes considérées, majorées d'intérêts calculés au taux légal et au prorata temporis, à compter de la date de réception des fonds par le porteur de projets.

Lorsque le budget exécutoire est inférieur au budget prévisionnel, quelle qu'en soit la raison, il est procédé à la récupération de tout ou partie des sommes allouées selon la formule ci après :

récupération = subvention allouée - (% du budget représenté par la subvention x budget exécutoire)

Article 10 – Litiges

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente convention, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du tribunal administratif de Toulouse.

Fait à Montauban, le …… , en deux exemplaires originaux.

Pour le Département de Tarn-et-Garonne, le Président du Conseil départemental	Pour le Porteur de projets, ……..
Michel WEILL	……..

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

LA PROTECTION DE L'ENFANCE, UN SECTEUR IMPACTÉ PAR INSUFFISANCE DES MOYENS DE LA POLITIQUE DE SANTÉ

La protection de l'enfance : le Tarn-et-Garonne plus impacté que les autres départements par l'insuffisance des moyens de la politique de santé

I/ Le Tarn-et-Garonne enregistre un taux d'évolution de placements judiciaires à l'aide sociale à l'enfance 3 fois supérieur à celui de la moyenne nationale

Pour rappel, les Départements ont une **compétence générale** en matière de prévention et de protection de l'enfance. Chefs de file de cette politique, ils sont aujourd'hui en grande difficulté pour assurer ces missions légales, confrontés à la massification du nombre d'enfants et d'adolescents à protéger et de **l'insuffisant engagement de l'État** et des Agences régionales de santé dans l'accompagnement de publics relevant également de leur compétence au titre du soin.

Des constats inquiétants peuvent être faits aujourd'hui en Tarn-et-Garonne. Ces constats, certes partagés pour la plupart au niveau national, sont globalement plus accentués en Tarn-et-Garonne. Sont enregistrées en particulier :

- une **augmentation importante du nombre d'enfants** suivis par l'aide sociale à l'enfance (ASE) : +32,40 % de placements judiciaires à l'aide sociale à l'enfance de Tarn-et-Garonne de 2017 à 2021 contre +10,09 % au niveau national,

- une **évolution des profils** des enfants accueillis : les enfants pris en charge présentent de plus en plus souvent une double vulnérabilité puisqu'au-delà des besoins d'assistance éducative, ces jeunes confiés présentent très souvent un handicap reconnu par la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) : globalement, 30 % des enfants placés présentent un handicap reconnu par la MDPH et ce taux atteint 34 % des enfants accueillis en familles d'accueil dans le Tarn-et-Garonne.

- une **évolution importante du budget** alloué par la collectivité départementale à cette politique : en 2022, le budget de l'ASE s'élevait à 19 426 046,26 € (hors dépenses de personnel et hors protection maternelle et infantile (PMI) contre 16 730 890,54 € en 2021, soit une augmentation de + 16,10 %.

Les professionnels et les établissements qui accueillent ces enfants de l'ASE (et en particulier les familles d'accueil qui représentent + de 70 % des capacités d'accueil dans le Tarn-et-Garonne et 300 professionnels au total), sont confrontés aux difficultés suivantes :

- augmentation du nombre d'enfants à accueillir dans un contexte de difficulté de recrutement de nouveaux professionnels (la dernière campagne départementale de promotion du métier et de recrutement a été un échec, faute de candidatures),

- un épuisement des professionnels face à l'évolution des profils dans un contexte d'accès au soin difficile pour les enfants en relevant.

II - Une situation particulièrement critique en Tarn-et-Garonne, au vu d'une démographie médicale très défavorable et d'une offre sanitaire et médico-sociale insuffisante

Si les Départements sont « chefs de file en matière de prévention et protection de l'enfance », c'est l'État, via les Agences régionales de santé (ARS) qui a la responsabilité sur les moyens pour la santé et le financement de la politique nationale inclusive en matière de handicap.

<u>En ce qui concerne la pédopsychiatrie,</u> il est constaté :

- un difficile recours aux soins psychiatriques lié à un **sous-équipement** important concernant les professionnels de la psychiatrie ou de la santé mentale (une démographie départementale de psychiatres libéraux de 3,5 pour 100 000 habitants contre 9,5 au niveau régional et 9,3 au niveau national). En complément des 9 psychiatres libéraux, en activité aujourd'hui en Tarn-et-Garonne (aucun pédopsychiatre), ce sont 15 nouveaux professionnels qui manquent à l'échelle départementale pour rattraper la densité moyenne régionale.

- des difficultés d'accès à des hospitalisations complètes liées à un nombre de lits d'hospitalisation en **pédopsychiatrie trop faible** (la capacité est figée à 8 lits dans le département, sans évolution depuis plus de 15 ans). À l'instar des initiatives lancées par l'ARS dans plusieurs départements d'Occitanie, il conviendrait d'installer un dispositif de lits de crise pour 6 places supplémentaires afin de répondre aux besoins des enfants et des adolescents qui décompensent ou traversent des crises majeures dont la gestion relève, de plus en plus, par déport des équipes de l'ASE.

Ces situations actuelles de crises non-gérées conduisent à l'épuisement des professionnels de la protection de l'enfance (assistants familiaux et équipes des maisons d'enfants à caractère social) avec des phénomènes d'arrêts d'activité, particulièrement inquiétants pour la pérennité des missions de protection incombant au Département.

En ce qui concerne les moyens du secteur médico-social pour les enfants handicapés, au nom de la politique nationale « inclusive », un phénomène de **« désinstitutionnalisation » du secteur entraînant des déports majeurs sur la protection de l'enfance est enregistré**.

Ce phénomène se traduit par un « gel » des créations de places en établissements spécialisés tels que les instituts médico-éducatifs (IME) et les instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (ITEP), dont le taux d'équipement départemental est deux fois moins important que celui de la moyenne régionale.

En conséquence, un nombre de plus en plus important d'enfants handicapés confiés à l'ASE ne bénéficie de prises en charges spécialisées que partielles ou inexistantes, contribuant ainsi à la dégradation de leur santé et/ou à la manifestation accrue de leurs troubles.

Ce sont 55 places qui manquent en ITEP pour rattraper le taux d'équipement régional, soit la création d'un 2ème établissement dans le département, revenant quasiment à doubler la capacité actuelle de 60 places.

S'agissant des IME, les listes d'attente actuelles pour des enfants bénéficiant déjà d'une notification de la MDPH justifient que soient créées 100 nouvelles places en établissement.

III/ Des propositions de renforcement de l'offre de santé en réponse aux besoins des enfants et des adolescents fragilisés

Afin d'améliorer la réponse en termes de prévention et de protection de ces enfants vulnérables, **la collectivité départementale a actionné un certain nombre de leviers.** Elles se traduisent notamment par :

- des **alertes répétées** auprès de l'Agence régionale de santé et des Ministères compétents (dont la motion votée par l'Assemblée départementale lors de la séance plénière du 27 octobre 2021),

- la **recherche de leviers** auprès de l'État et de l'ARS visant la consolidation de l'offre, par l'intermédiaire de la contractualisation engagée dans le cadre de la déclinaison de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance). Cette dynamique s'est notamment traduite par la création d'un dispositif expérimental de 60 places pour les « sortants de l'ASE » et la création de 12 places pour les « cas dits complexes »,

- la **consolidation** des outils de formation des professionnels du social et du médico-social à l'échelle du territoire départemental via les démarches du « référents de parcours » et de « développement du pouvoir d'agir »,

- la facilitation de la **fidélisation** des futurs professionnels du secteur grâce à l'accueil au sein du Département d'apprentis travailleurs sociaux (10 apprentis éducateurs spécialisés sont accueillis au sein du pôle des solidarités humaines à compter du mois de septembre 2022).

Toutefois, certains leviers ne relèvent pas de la compétence propre de la collectivité départementale. Il est proposé que notre Assemblée puisse appuyer une démarche en direction des autorités compétentes, en particulier s'agissant de la question des difficultés d'accès aux soins.

Le Département de Tarn-et-Garonne souhaite que cette mobilisation puisse répondre aux besoins de la population tarn-et-garonnaise mais défend au-delà une position visant à garantir le réajustement d'une politique générale au service des concitoyens de l'ensemble des départements. L'**accès à la santé** pour nos populations doit rester un **bien commun.**

Compte tenu de ce qui précède, et après avoir pris connaissance du rapport ci-annexé en matière de protection de l'enfance, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- m'autoriser à solliciter auprès des autorités nationales et régionales compétentes :

  - la prise en compte du manque crucial de professionnels psychiatres et pédopsychiatres en Tarn-et-Garonne et la création des conditions d'une meilleure répartition de ces ressources à l'échelle du territoire, qui devrait se traduire par la venue de 15 nouveaux professionnels psychiatres pour rattraper le niveau régional,

  - le renforcement, de façon urgente, des moyens de la pédopsychiatrie garantissant l'équité territoriale d'accès au soin des enfants, avec une prise en charge adaptée incluant une perspective de création de nouveaux lits d'hospitalisation de crise (+ 6 lits), à l'instar des installations récentes sur les départements de l'Hérault, de la Haute Garonne et des Pyrénées Orientales,

- le renforcement des moyens de la politique médico-sociale (secteur des établissements spécialisés pour enfants handicapés) devant se traduire par l'installation à court terme de nouvelles places d'Instituts médico-éducatifs (+100 places) afin de répondre aux listes d'attente connues sur le département et + 55 places d'institut thérapeutique éducatif et pédagogiques pour se conformer à la moyenne régionale,

- l'inscription de ces moyens nouveaux dans le futur projet régional de santé (PRS) en cours d'élaboration, piloté par l'Agence régionale de santé.

Le Président,

La protection de l’enfance, un secteur impacté par l’insuffisance des moyens de la politique de santé

SOMMAIRE

I/ La protection de l’enfance, un secteur en très forte tension

A/ Des constats partagés au niveau national

1/ Une augmentation importante du nombre d’enfants suivis par l’ASE
2/ Le profil des enfants accueillis : vers une augmentation des situations de double vulnérabilité (besoin d’assistance éducative et de prise en charge du handicap)
3/ Les difficultés d’accès au soin

B/ Les particularités du Tarn-et-Garonne

1/ Des besoins croissants en matière de prévention et de protection nécessitant un réajustement continu de l’offre départementale
2/ L’évolution des profils des enfants confiés : la complexité des problématiques
3/ Un épuisement des professionnels du secteur corrélé à des difficultés majeures d’attractivité des métiers
4/ Des projections défavorables, entre augmentation de l’activité et diminution des ressources mobilisables

II/ Des moyens à la main de l’État et des ARS largement insuffisants

A/ Des moyens sanitaires figés ne répondant pas aux besoins évolutifs des enfants et adolescents

1/Un difficile recours aux soins lié à un sous-équipement important concernant les professionnels de la psychiatrie ou de la santé mentale
2/ Un nombre de lits d’hospitalisation en pédopsychiatrie trop faible
3/ Un inégal accès aux services sectorisés de psychiatrie infanto-juvénile

B/ Un phénomène de « désinstitutionnalisation » du secteur médico-social entraînant des déports majeurs sur la protection de l’enfance

1/ Une politique de santé qui développe l’accompagnement en milieu ordinaire privilégiant de fait la prise en charge des situations les moins complexes
2/ Une offre médico-sociale départementale insuffisante en places pour enfants handicapés accueillis au sein des Instituts Thérapeutiques Éducatifs et Pédagogiques (ITEP)

III/ Un enjeu majeur d’évolution du secteur afin de réponde aux défis actuels

A/ Les leviers mobilisés à l’échelle locale par le Conseil Départemental

1/ Les initiatives du Conseil Départemental déjà opérationnelles

2/ La consolidation des outils de formation des professionnels du social et médico-social et l'ouverture de l'apprentissage à l'échelle du territoire départemental
3/ La structuration d'une coordination de soins départementale au bénéfice des enfants confiés à l'ASE

B/ Les leviers à mobiliser à l'échelle nationale

1/ Le renforcement de l'offre médico-sociale par l'évolution de l'Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM)
2/ La promotion d'une politique de santé en matière de pédopsychiatrie reconnectée aux besoins prioritaires des enfants et adolescents

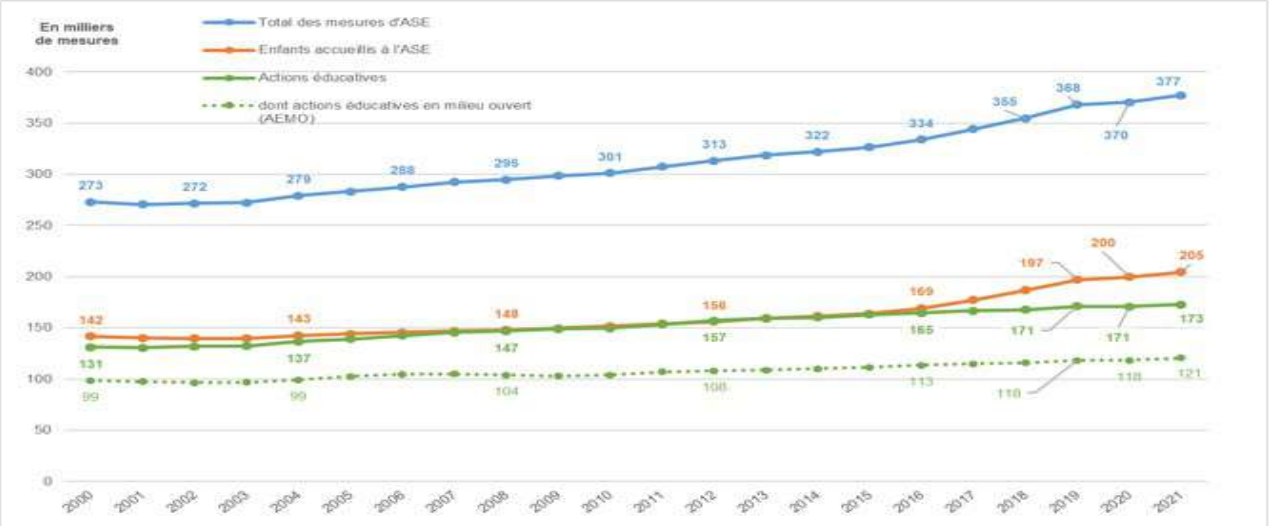
I/ La protection de l'enfance, un secteur en très forte tension

Pour rappel, les Conseils départementaux ont une compétence générale en matière de prévention et de protection de l'enfance (article L221-1 et L221-2 du code de l'Action Sociale et des Familles). Chefs de file de cette politique, les Départements sont aujourd'hui en grande difficulté pour assurer ces missions légales, confrontés à la massification du nombre d'enfants et adolescents à protéger et de l'insuffisant engagement de l'État et des Agences régionales de santé dans l'accompagnement de publics relevant également de leur compétence au titre du soin.

A/ Des constats partagés au niveau national

1/ Une augmentation importante du nombre d'enfants suivis par l'ASE

Sur les 20 dernières années, le nombre d'enfants suivis par l'ASE (au titre des dispositifs de prévention et de protection dont les placements) n'a cessé de croître, passant de 272 926 mesures en 2000 à 377 291 mesures en 2021 (soit + 38,24%).



Champ : France métropolitaine et DROM, hors Mayotte
Source : DREES, enquête Aide sociale

Sur les 5 dernières années (de 2017 à 2021), le taux dévolution du nombre d'enfants suivis par l'ASE (prévention + placements) est passé de 344 078 mesures à 377 291 mesures, soit une augmentation de + 9, 65 %.
Si l'on s'attache à analyser l'évolution du nombre d'enfants accueillis, l'évolution est de + 15,38 % sur cette même période (avec 204 492 enfants accueillis en 2021 contre 177 233 enfants accueillis en 2017).

FRANCE métropolitaine et DROM (hors Mayotte)

		2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2017- 2021	% évolution
Aide sociale à l'enfance – Données nationales -DREES		**344 078**	**354 726**	**368 102**	**370 312**	**377 291**	33 213	**9,65**
Enfants accueillis à l'ASE		**177 233**	**186 879**	**196 893**	**199 642**	**204 492**	27 259	**15,38**
	dont placements judiciaires à l'ASE	116 804	123 239	127 765	126 053	128 595	11 791	10,09
Actions éducatives (AED AEMO)		**166 845**	**167 847**	**171 209**	**170 670**	**172 799**	5 954	3,57

Sources : Enquête DREES

2/ Le profil des enfants accueillis : vers une augmentation des situations de double vulnérabilité (besoin d'assistance éducative et prise en charge du handicap)

Si la protection de l'enfance continue d'accueillir des enfants dont le besoin est bien celui correspondant aux missions classiques définies par la loi conformément à l'article L221-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF)[1], les Départements sont désormais confrontés, dans des proportions importantes, à l'accueil d'enfants présentant un handicap reconnu par la MDPH.

Le rapport du Défenseur des droits de 2015 (rapport « Handicap et protection de l'enfance : des droits pour des enfants invisibles ») faisait le constat d'une **prévalence importante d'enfants bénéficiant d'une reconnaissance MDPH à l'ASE de 21 à 26 %.**

En 2023, même s'il n'existe pas d'étude exhaustive sur le plan quantitatif et qualitatif au niveau national, les analyses réalisées localement confirment une augmentation inquiétante de cette proportion d'enfants handicapés, mettant à mal les organisations d'accueil des enfants confiés à l'ASE, lesquelles ne disposent pas de moyens dédiés ou de compétences spécialisées (cf. voir infra situation du Tarn-et-Garonne).

Cette double vulnérabilité des enfants confiés à l'ASE est majorée dans un contexte de difficulté d'accès aux soins.

3/ Les difficultés d'accès au soin

Plusieurs rapports récents soulignent des difficultés majeures relatives à l'accessibilité au système de santé pour la population des enfants en général et spécifiquement pour les enfants présentant une fragilité particulière tels que les enfants confiés à l'ASE.

- Rapport 2021 du Défenseur des droits : **« Santé mentale des enfants, le droit au bien-être »** le rapport souligne dans sa seconde partie l'**urgence à mieux protéger la santé mentale des enfants les plus fragiles (dont les enfants confiés à l'ASE, enfants victimes de violences).**

Le rapport indique que les besoins des patients en soins de pédopsychiatrie ont plus que doublé en vingt ans alors même que la démographie des professionnels de la pédopsychiatrie tend à décliner, cette pénurie étant aggravée par la faible attractivité de la discipline ainsi que par leur inégale répartition géographique qui entrave l'égal accès au soin de tous les enfants. La Défenseure des droits recommande que de nouveaux dispositifs soient développés pour favoriser l'accès des enfants aux soins de pédopsychiatrie, mais également d'étoffer l'offre de soins.

- **Rapport de l'Observatoire national de la Protection de l'Enfance (ONPE) 2022 -« La santé des enfants protégés »**, présidé par Mme Florence DABIN, Présidente du GIP Enfance en danger / Présidente du Département du Maine-et-Loire : - *Seizième rapport au Gouvernement et au Parlement Juillet 2022 : le rapport fait le constat national que* ***le «secteur de la pédopsychiatrie est en souffrance sur l'ensemble du territoire ».***

- Rapport de la Cour des Comptes 2021- «La santé des enfants, une politique à refonder pour réduire les inégalités sociales et territoriales de santé» -Communication à la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale Décembre 2021-

1 **Article L221-1 du CASF 1°** Apporter un soutien matériel, éducatif et psychologique tant **aux mineurs et à leur famille** ou à tout détenteur de l'autorité parentale, confrontés à des difficultés risquant de mettre en danger la santé, la sécurité, la moralité de ces mineurs ou de compromettre gravement leur éducation ou leur développement physique, affectif, intellectuel et social, **qu'aux mineurs émancipés et majeurs de moins de vingt et un ans** confrontés à des difficultés familiales, sociales et éducatives susceptibles de compromettre gravement leur équilibre ; »

Ce rapport souligne « une politique de réduction des inégalités de santé aux effets modestes » et dénonce « malgré une priorité régulièrement affichée, l'**absence d'une véritable politique partagée de la santé des enfants »** ainsi qu' « une déclinaison opérationnelle et une évaluation d'ensemble insuffisantes » .

- Rapport de la cour des comptes mars 2023 « La pédopsychiatrie, un accès et une offre de soins à réorganiser » -Communication à la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale- Mars 2023. Le rapport vise à quantifier les besoins de soins psychiques infanto-juvéniles en évaluant la prévalence des troubles et l'offre disponible. La Cour des comptes pointe « une offre de soins psychiques inadaptée aux besoins ».

B/ Les particularités du Tarn-et-Garonne

1/ Des besoins croissants en matière de prévention et de protection nécessitant un réajustement continu de l'offre départementale

Entre 2017 et 2021, le nombre d'enfants suivis par l'ASE 82 (prévention + protection) est passé de 1 403 enfants à 1 525 enfants, soit une progression de + 8,70 % (proche de l'augmentation nationale de + 9,65%).

Tarn-et-Garonne

		2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2017- 2021	% évolution
Aide sociale à l'enfance – Données nationales -DREES		**1 403**	**1 414**	**1 491**	**1 498**	**1 525**	122	**8,70**
Enfants accueillis à l'ASE		**822**	**782**	**845**	**882**	**922**	100	**12,17**
	dont placements judiciaires à l'ASE	463	472	472	540	613	150	**32,40**
Actions éducatives (AED AEMO)		**581**	**632**	**646**	**616**	**603**	22	3,79

a/ S'agissant de la prévention

Les deux principaux dispositifs de prévention sont :
- l'Aide Éducative à Domicile (AED)
- l'Action Éducative en Milieu Ouvert (AEMO).

Ils permettent le maintien au domicile des enfants accompagnés.
L'AEMO est à la fois une mesure préventive dans la mesure où elle permet de maintenir l'enfant dans son milieu naturel par l'intermédiaire d'un soutien à la parentalité mais s'apparente également à une mesure de protection dans la mesure où elle est judiciaire (prononcée par le juge des enfants et s'impose à la famille même en l'absence d'adhésion, dans l'intérêt supérieur de l'enfant).

En 2021, ce sont 603 enfants qui sont suivis par ces deux dispositifs dans le département contre 581 enfants en 2017, soit une augmentation de + 3,79 % (contre + 3,57 % au niveau national).
Cette augmentation relativement faible ne traduit pas de manière effective les orientations affichées dans le cadrage national qui visent à renforcer la prévention.

Ce constat est à relier à l'évolution des profils des enfants relevant de l'ASE dont les problématiques sociales et les troubles relevant du handicap nécessitent une prise en charge institutionnelle renforcée éloignée des modalités d'intervention proposées par les actions éducatives de type AED ou AEMO.

b/ S'agissant de la protection

Les principaux dispositifs de protection sont :
- le placement familial (accueil chez des assistants familiaux),
- le placement en établissements (Maisons d'Enfants à Caractère Social- MECS),
- le placement en lieux de vie (petites unités : formule mixte entre la famille d'accueil et l'accueil collectif),
- le Placement avec Hébergement à Domicile (PHD).

Si on analyse l'évolution du nombre d'enfants accueillis (protection), on passe de 822 enfants accueillis en 2017 à 922 enfants en 2021 (soit une évolution de +12,17 %, légèrement en deçà de l'évolution nationale à + 15,38%).

En revanche, si on porte une analyse plus détaillée sur le nombre d'enfants accueillis, on fait le constat :
- d'un effondrement du nombre d'accueils provisoires de mineurs (accueil administratifs) qui passent de 31 en 2017 à 12 en 2021.
- d'une explosion du nombre de placements judiciaires à l'ASE qui passent de 463 en 2017 à 613 en 2021 (soit une augmentation de + 150 enfants représentant une progression de +32,40 % d'activité).

Face à cette évolution croissante du nombre de placements judiciaires, la collectivité départementale a validé dès 2021 des orientations fortes afin de répondre aux besoins de protection des jeunes confiés. Cela s'est traduit notamment par :

- une extension des capacités d'accueil existantes en établissements de type MECS (Maisons d'Enfants à Caractère Social) : nouvelles autorisations délivrées (+ 25 places),
- un recrutement continu de nouveaux assistants familiaux,
- la création d'un nouveau lieu de vie.

Malgré cet effort, les gestionnaires associatifs des MECS se sont confrontés à une double difficulté pour installer ces nouvelles places autorisées : la difficulté à recruter des professionnels formés et la faible disponibilité de logements sur le marché locatif local (zone montalbanaise en particulier) s'agissant de l'offre de petits appartements (de type studio/, T1, T1 Bis).
Face à ces difficultés, les nouvelles places n'ont pu être installées qu'à la hauteur de 76 % des autorisations délivrées.

Quant aux recrutements de nouveaux assistants familiaux, les nouvelles candidatures permettent à peine de stabiliser la capacité départementale du fait du nombre important de départs à la retraite de professionnels en fin de carrière.
En conséquence, faute de pouvoir armer ces nouvelles capacités, afin d'honorer les nouveaux placements ordonnés, les accueils se font en dépassement de capacités autorisées/ agréées et installées.

Ainsi en 2022, ce sont 975 jeunes qui sont accueillis au total (capacité occupée) pour 701 places disponibles, traduisant ainsi **des dépassements de capacité en particulier chez les familles d'accueil** employées par le Conseil départemental **(+ 71 places)** et des recherches de solutions hors département.

PLACEMENT TARN ET GARONNE AU 19/09 /2022		CAPACITÉ AGRÉÉE/AUTORISÉE	CAPACITÉ INSTALLÉE	CAPACITÉ OCCUPÉE	DÉPASSEMENT	% DÉPASSEMENT
TOTAL TOUS DISPOSITIFS CONFONDUS		915	701	975	274	39,1%
DONT	ASSISTANTS FAMILIAUX 82	646	501	572	71	14,2%
	ASSISTANTS FAMILIAUX HD			14	14	
	MECS 82	119	93	74	-19	
	MECS HD			9	9	
	CDEF	12	7	3	-4	
	LV 82	12	12	13	1	
	LV HD			7	7	
	AUTRES		88	283	195	

Sources : Conseil départemental de Tarn-et-Garonne- Pôle des solidarités humaines- Direction enfance/famille- Analyse au 19/09/2022 [2]

2/ L'évolution des profils des enfants confiés : la complexité des problématiques

Dans le Tarn-et-Garonne, en 2022, ce sont plus de 30 % des enfants placés qui présentent un handicap reconnu par la MDPH. Le taux atteint plus de 34 % dans les familles d'accueil (qui représentent plus des 2/3 des capacités d'accueil départementales).
D'un point de vue infra départemental, ce taux atteint quasiment 40 % sur certains territoires présentant des fragilités sociales liées à des indicateurs sociaux-économiques dégradés (partie Ouest du département).

	Pourcentage d'enfants placés ayant une reconnaissance handicap	
	Département 82	Territoire Ouest Castelsarrasin Moissac Valence d'Agen
MINEURS EN FAMILLE D'ACCUEIL	34,40 %	39,80 %
MINEURS EN ÉTABLISSEMENTS	29,00 %	32,40 %

Sources : Conseil départemental de Tarn-et-Garonne- Pôle des solidarités humaines- Direction enfance/famille- Analyse au 01/01/2022

La présence de près de 40 % d'enfants présentant un handicap (la grande majorité concernée par un handicap psychique avec des troubles majeurs) fragilise considérablement le quotidien des lieux de placement (voir infra).
Pour rappel, ce taux de prévalence est évalué entre 21 et 26 % au niveau national.

Au-delà, ce constat traduit le phénomène de glissement d'une mission médico-sociale (la prise en charge du handicap) relevant de la compétence de l'ARS et de l'État vers une mission sociale (l'assistance éducative de l'aide sociale à l'enfance) relevant de la compétence des Conseils départementaux.

3/ Un épuisement des professionnels du secteur corrélé à des difficultés majeures d'attractivité des métiers

Entre 2021 et 2022, confrontés aux difficultés de recrutement et à l'évolution des profils des jeunes accueillis, ce sont 4 établissements de protection de l'enfance sur 5 qui ont connu une crise majeure conduisant le Conseil départemental à décider provisoirement de fermetures partielles ou

2 Données départementales : Autres : capacité occupée occupée : 283 = Autres Établissements 82 (Hors Mecs, Hors Lieux de vie) 26- Autres (Hotel, Parrainnage,) 21- Attente Lieu Accueil 12- Phd Suivi Mecs 94- Phd Attente 16- Autonomie Jeunes Majeurs 21- Dispositif Sortant Ase 36- Tiers Digne De Confiance 57

totales, les conditions de sécurité n'étant plus garanties dans un contexte massif d'arrêts-maladie, de retraits administratifs ou de postes non-pourvus.

Au total, au 01/01/2022, la collectivité enregistrait 35 postes vacants sur le champ de la protection de l'enfance, dont 32 au sein des établissements gérés par les opérateurs associatifs et 3 en interne.

Vacance d'emploi par établissement

Etablissement	Bassin d'emploi	**ETP vacants**	ETP vacants / ETP autorisés (%)
SEHOC	département	15,26 ETP	- 25 %
MECS Saint ROCH	Castelsarrasin - Moissac	7 ETP	- 23 %
MECS LA PASSARELA	Montauban	8 ETP	- 15 %
MECS Foyer Educatif de Moissac	Castelsarrasin - Moissac	2,5 ETP	- 5 %
TOTAL		**32,76 ETP**	

Afin de faire face à cette crise, une réunion partenariale a été organisée le 11/01/2022 rassemblant sous l'impulsion du Conseil départemental, outre les opérateurs de la protection de l'enfance tels que les gestionnaires d'établissements, les différents acteurs institutionnels ayant une compétence en matière d'emploi (Conseil régional, pôle emploi notamment).

4/ Des projections défavorables, entre augmentation de l'activité et diminution des ressources mobilisables

Actuellement, un travail d'analyse relatif aux assistants familiaux en âge de partir à la retraite sans délai, permet d'identifier la perte d'une capacité imminente de 57 places.

Assistants familiaux « retraitables » :

Année	**Nombre AF**	**Places Agréées**	**Places Installées**
2022	25	58	42
2023	9	22	15
TOTAL	34	80	57

Source : Conseil départemental – Direction Enfance famille -2022

Au total, entre les remplacements des départs à la retraite (57 places) et la recherche des fins de dépassements de capacité (71 places), le besoin immédiat de création de places supplémentaires s'élève à 128 places d'assistants familiaux.

Dans une démarche prospective, si on applique le taux d'évolution d'activité du placement judiciaire à l'ASE constaté sur les 5 dernières années (+32,40 %), ce sont près de 169 places qui manquent pour se projeter sur la durée du prochain schéma enfance.

Or, nous sommes aujourd'hui dans l'incapacité de recruter des professionnels supplémentaires faute de candidatures, nous laissant craindre que la collectivité sera dans l'impossibilité persistante d'assumer sa mission légale de protection.

II/ Des moyens à la main de l'État et des ARS, largement insuffisants

A/ Des moyens sanitaires figés ne répondant pas aux besoins évolutifs des enfants et adolescents

1/Un difficile recours aux soins lié à un sous-équipement important concernant les professionnels de la psychiatrie ou de la santé mentale

La démographie de professionnels de santé en ville pour 100 000 habitants (SAE, INSEE 2019)			
	Tarn-et-Garonne	Occitanie	France métropolitaine
Médecins généralistes libéraux ou mixtes	**83.6**	**99.7**	86.5
Psychiatres libéraux ou mixtes	**3.5**	**9.5**	9.3
Psychologues libéraux	**44.9**	**52.6**	39.5

On note que le département est caractérisé par la faiblesse significative de la démographie des psychiatres libéraux (trois fois inférieur à la moyenne nationale et régionale), laquelle n'est pas compensée par ailleurs par la démographie des médecins généralistes.
S'agissant des pédopsychiatres libéraux, l'offre est nulle, représentant une fragilité majeure pour le Tarn-et-Garonne.

L'orientation vers l'hôpital n'est également pas facilitée du fait d'une densité de psychiatres hospitaliers plus faible que la moyenne régionale et nationale.

La démographie des professionnels hospitaliers pour 100 000 habitants (SAE,INSEE, 2019)			
	Tarn-et-Garonne	Occitanie	France
Densité psychiatres hospitaliers	**9,7**	**10,1**	11,4

2/ Un nombre de lits d'hospitalisation en pédopsychiatrie trop faible

	OCCITANIE	TARN-ET-GARONNE	Poids Tarn-et-Garonne
Nombre de lits d'hospitalisation psychiatrique à temps plein pour enfants-adolescents	172	**8**	4,65 %
Population de 5 à 20 ans	1 042 478	49 720	4,77 %

Source : DREES-SAE - Exploitation : ORSM Occitanie - 2018

Avec une capacité de **8 lits** d'hospitalisation pédopsychiatrique pour enfants et adolescents qui n'évolue pas depuis plus de 10 ans, l'offre d'hospitalisation pour mineurs ne répond pas aux besoins croissants liés à l'essor démographique départemental (dont la croissance est supérieure à la moyenne régionale).

3/ Un inégal accès aux services sectorisés de psychiatrie infanto-juvénile

Historiquement, le Tarn-et-Garonne est organisé en deux parties :

- la partie Ouest du département couverte par le Centre hospitalier de Montauban disposant d'une offre hospitalière insuffisante mais diversifiée : Centres Médico-Psychologiques (CMP), Centres d'Accueil Thérapeutique à Temps Partiel (CATTP), hôpital de jour, hospitalisation complète pour adolescents.

- la partie Est du département couverte conventionnellement par l'association ASEI dont les moyens pour assurer la mission de psychiatrie infanto-juvénile sont incomparables avec ceux du Centre Hospitalier de Montauban (beaucoup plus faibles), limitant l'offre à des interventions par le Centre Médico-Psycho-Pédagogique (CMPP) géré par l'association.

En conséquence, en fonction du lieu d'habitation des enfants dans le département, l'accès au soin pédopsychiatrique sera fortement inégalitaire.

B/ Un phénomène de « désinstitutionnalisation » du secteur médico-social entraînant des déports majeurs sur la protection de l'enfance

1/ Une politique de santé qui développe l' accompagnement en milieu ordinaire privilégiant de fait la prise en charge des situations les moins complexes

La loi du 11 février 2005 sur l'égalité des droits, des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a défendu l'idée que, quel que soit le degré de difficultés, les personnes handicapées puissent vivre dans la société, en accédant aux dispositifs de droit commun (droit à la compensation). Cette orientation forte a entraîné un quasi arrêt de la création de places spécialisées en établissements (exemple : Instituts médico-éducatifs) au profit du développement de dispositifs d'accompagnement vers le droit commun (exemple : Services d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile- SESSAD).

Ce phénomène de « désinstitutionnalisation » n'a toutefois pas permis aux personnes les moins autonomes d'envisager une vie plus ordinaire. De fait, les enfants les plus lourdement handicapés (troubles majeurs ou déficiences sévères) se sont retrouvés sans solutions de prise en charge malgré l'orientation vers un établissement spécialisé prononcée par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) des MDPH.

Aujourd'hui, un opérateur local (l'ADAPEI 12-82) nous alerte sur la liste d'attente de l'IME Pierre SARRAUT géré par la Fondation OPTEO à MONTAUBAN qui s'élève à 109 enfants.
Sans prise en charge adaptée, la situation de ces enfants est amenée à se dégrader, rendant très difficile l'exercice de la parentalité et conduisant, pour certaines situations les plus critiques, au placement de ces enfants à l'Aide sociale à l'enfance.

Or, la feuille de route gouvernementale annoncée en avril 2023 par le Président de la République confirme la « ligne inclusive » laissant craindre une accentuation des difficultés dans

l'accès aux réponses spécialisées pour les personnes handicapées les plus lourdes, dont les enfants (cf. infra).

2/ Une offre médico-sociale départementale insuffisante en places pour enfants handicapés relevant des Instituts Thérapeutiques Éducatifs et Pédagogiques

Le Tarn-et-Garonne ne dispose que d'un seul ITEP (60 places).
Cet établissement médico-social relevant de la compétence de l'ARS pour prendre en charge les troubles du caractère et du comportement sévères ne suffit pas à répondre aux besoins des jeunes du département.
Le **taux d'équipemen**t du Tarn-et-Garonne est **particulièrement faible** alors que la population-cible (jeunes de moins de 20 ans) est importante en proportion.

Instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (I.T.E.P.)	OCCITANIE	Tarn et Garonne	FRANCE métropolitaine	FRANCE entière
Nombre d'établissements	60	1	490	496
Nombre total de places installées	2 417	60	16 860	17 021
Population de 5 à 20 ans 2021	1 042 478	49 720	11 965 040	12 491 333
Taux d'équipement ITEP pour 1000 habitants de moins de 20 ans	**2,32**	**1,21**	1,41	1,36

Sources : DREES, Finess ; Insee, estimation de population 2021

La faiblesse de ce taux d'équipement entraîne une prise en charge très partielle de certaines situations (accueil à la demi-journée au sein du seul ITEP existant) et de fait un déport sur les familles d'accueil ou les MECS dont la mission légale d'assistance éducative ne concerne pas la prise en charge des troubles liés au handicap.

III/ Un enjeu majeur d'évolution du secteur afin de réponde aux défis actuels

A/ Les leviers mobilisés à l'échelle locale par le Conseil Départemental

1/ Les initiatives du Conseil départemental déjà opérationnelles

- **L'adaptation de l'offre**

Il convient de relever que la collectivité impulse une démarche continue en direction des services de l'État et de l'Agence Régionale de santé afin d'envisager **l'adaptation de l'offre** d'un point de vue quantitatif et qualitatif. Ainsi, dans le cadre de la démarche contractualisée issue de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance, le Conseil départemental a piloté, en lien avec la DDETSPP et la DD ARS, la création de nouveaux dispositifs innovants en 2022 :

- dispositif départemental pour les sortants de l'ASE : 60 places en diffus avec accompagnement pré-professionnel

- dispositif départemental de 12 places pour les cas complexes incluant un accompagnement médico-social spécialisé pour les troubles psychiques.

Ces deux dispositifs expérimentaux associent un financement du Conseil départemental et à parité celui de l'État ou de l'Agence régionale de santé (Fonds d'intervention régional et ONDAM médico-social).

- **Un effort financier conséquent**

De façon plus globale, le soutien fort de cette politique se traduit au niveau départemental par une **évolution importante de l'engagement financier de la collectivité.**
Ainsi, les dépenses de l'ASE (hors frais de personnels) s'élèvent sur les dernières années à :

- 2020 = 15 290 441.74 €

- 2021 = 16 730 890.54 €

- 2022 = 19 426 046.26 € (soit une évolution annuelle de +16,10% entre 2021 et 2022).

En 2023, il est prévu (BP+BS) un montant de crédits d'intervention de 22 272 625 € (soit une augmentation supplémentaire entre 2022 et 2023 de +14,65%).

- **Différentes démarches d'alerte**

Des démarches d'alerte ont été engagées de concert au niveau régional par les différents Conseils départementaux en direction de l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie et des Ministères compétents en 2021, 2022 et 2023 . Elles pointent les impacts sur la politique de protection de l'enfance des difficultés d'accès au soin et au médico-social (cf. tableau synthétique des saisines de la collectivité en annexe 2).

Par ailleurs, le Conseil Départemental a adopté une motion votée par l'Assemblée départementale le 27/10/2021 dernier, adressée le 27/12/2021 au directeur général de l'ARS ainsi qu'au ministre des Solidarités et de la Santé.

Ces saisines politiques visent le réajustement des politiques de santé au niveau régional et à l'échelle de tous les départements d'Occitanie, afin de créer les conditions d'un meilleur accès aux soins (demande de renforcement de l'offre pédopsychiatrique et de l'offre en matière de prise en charge des enfants handicapés).

A ce jour, aucune réponse favorable n'a été apportée par l'Agence régionale de santé, justifiant d'un relai au niveau national pour une saisine soutenante.

2/ La consolidation des outils de formation des professionnels du social et médico-social et l'ouverture de l'apprentissage à l'échelle du territoire départemental

- **Le décloisonnement des formations**

La collectivité départementale a initié deux démarches structurantes qui participent au décloisonnement des approches d'accompagnement au bénéfice des publics relevant des politiques sociales et médico-sociales :
- La démarche co-construite du « référent de parcours »,
- La formation au développement du pouvoir d'agir (DPA). Fin 2022, ce sont plus de 200 professionnels du Conseil départemental et d'institutions partenaires qui ont bénéficié de cette formation à l'issu d'un programme de 3 ans qui est reconduit en 2023.

Sous l'égide du Conseil départemental, en associant les différents professionnels du territoire sans distinction d'appartenance institutionnelle, ces démarches contribuent à travailler de

façon intégrée et à articuler les interventions sociales, médico-sociales et sanitaires pour les publics fragiles en réponse à leurs besoins pluriels.

- **Le développement de l'apprentissage**

Le choix de la collectivité départementale de permettre **l'installation d'une école régionale de travail social** (promotion d'éducateurs spécialisés en alternance à compter de septembre 2022) au sein des locaux de l'Université dont elle est propriétaire permet de créer les conditions d'une fidélisation locale de futurs professionnels.

Par ailleurs, le principe d'une politique d'**accueil de ces mêmes étudiants en travail social au sein de nos équipes du Conseil départemental** a été entérinée par un vote de l'Assemblée départementale permettant le **développement des contrats d'apprentissage**. En 2022, 10 apprentis éducateurs spécialisés ont intégré les équipes du pôle des solidarités humaines

Sur la question de l'attractivité des métiers, le Conseil départemental a proposé en 2022 plusieurs réunions partenariales afin de partager le diagnostic et envisager une vision partagée sur la question de l'emploi dans le champ des politiques sociales en associant le Conseil régional, Pôle emploi, la mission locale, ainsi que les principaux opérateurs de la protection de l'enfance.

3/ La structuration d'une coordination de soins départementale au bénéfice des enfants confiés à l'ASE

Pour rappel, la loi impose le renforcement du suivi de la santé des enfants protégés au sein des dispositifs de l'Aide sociale à l'enfance[3].

Sur ce point, la loi du 7 février 2022 complète la loi du 14 mars 2016 qui prévoyait déjà l'obligation de réaliser un bilan de santé pris en charge par l'assurance maladie, lors de l'admission du mineur dans le dispositif de protection de l'enfance. L'article 11 de la loi du 7 février 2022 précise que ce bilan « formalise une coordination de parcours de soins, notamment pour les enfants en situation de handicap ». L'article 12 ajoute que le rapport de situation individuelle adressé au juge des enfants comprend « notamment un bilan pédiatrique, psychique et social de l'enfant ».

Cette dernière obligation pose nécessairement la question des moyens pour mettre en œuvre ces dispositions, au regard de la pénurie de pédopsychiatres dans le département.

A ce jour, le Conseil départemental se trouve dans l'incapacité d'honorer cette obligation légale.

Afin de partager le portage de ces questions, le Conseil départemental et les services de l'État envisagent la **mise en place d'un comité départemental de l'enfance** (tel que prévu à titre expérimental par la loi du 7 février 2022 et le décret n° 2022-1730 en date du 31 décembre 2022). Cette instance stratégique de coordination et de décision sur les questions de protection de l'enfance associera outre les services de l'État et les magistrats du Parquet et du tribunal pour enfants, la délégation départementale de l'ARS afin d'aborder les questions d'accès au soin.

B/ Les leviers à mobiliser à l'échelle nationale

1/ Le renforcement de l'offre sanitaire et médico-sociale par l'évolution de l'Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) médico-social.

Au regard des différentes difficultés pointées relatives à l'accès au soin notamment dues au phénomène de « désinstitutionnalisation » sur le secteur de l'enfance handicapée, de nombreux départements soulignent l'enjeu national de promouvoir une politique nationale se traduisant par la

3 Article L223-1-1 du Code de l'action sociale et des familles

création de nouvelles places en établissements spécialisées (IME et ITEP notamment) dont la dynamique a été gelée avec le virage inclusif de la loi de 2005.

Or, le 26 avril 2023 dernier, s'est ouverte la 6e Conférence nationale du handicap. A cette occasion, le Président de la République a redéfini la politique publique sur le handicap et annoncé nombre de mesures, lesquelles traduisent la poursuite d'une logique essentiellement inclusive.
Baptisée « bâtir une société plus inclusive », cette feuille de route nationale poursuit le renforcement de la réponse pour les personnes handicapées les plus autonomes et dont les troubles ne disqualifient pas l'accès au droit commun. En revanche, celle-ci ne traduit pas de réajustement de la politique nationale en direction des personnes en attente d'une orientation vers un établissement spécialisé ou dont les troubles sont complexes, laissant ainsi craindre pour les mineurs la poursuite du phénomène de déport sur la protection de l'enfance.

2/ La promotion d'une politique de santé en matière de pédopsychiatrie reconnectée aux besoins prioritaires des enfants et adolescents

La nécessité de reprioriser les interventions du secteur public sur les troubles lourds

La Cour des comptes relève que « dans l'état actuel de l'organisation des soins, et en particulier dans les centres médico-psychologiques infanto-juvéniles (CMP-IJ), une partie des patients suivis ne souffre que de troubles légers, au détriment de la prise en charge d'enfants souffrant de troubles plus sévères ».

La nécessité de renforcer l'organisation des soins infanto-juvéniles

Au regard des carences qui perdurent dans l'offre de soins de pédopsychiatrie (dont l'insuffisance de la ressource en pédopsychiatres[4]), le secteur doit donc être revitalisé en mobilisant davantage les Infirmiers en pratique avancée (IPA) et les éducateurs spécialisés.

Une programmation financière nationale doit être défendue afin de renforcer l'offre en matière de prise en charge avec hébergement notamment (la politique de « l'aller vers » ayant également atteint certaines limites pour les enfants dont les troubles sont les plus lourds).

4 Rapport Cour des comptes relatif à la pédopsychiatrie- avril 2023 : « la crise de la démographie médicale, avec la diminution du nombre de pédopsychiatres de 34% entre 2010 et 2022 »

Diverses saisines de la collectivité départementale en direction des ministères et de l'ARS

date	expéditeur	destinataire	objet
04/08/2021	13 départements la région Occitanie	Monsieur CASTEX, Premier ministre	État sur le manque de moyen et coordination en protection de l'enfance
27/10/2021	Monsieur Weil et la 5éme commission Solidarité Santé et Habitat du Conseil départemental		Vote d'une motion relative à la prise en charge par le dispositif départemental de protection de l'enfance, des enfants et adolescents faisant l'objet d'une reconnaissance de handicap déposée par les élus de la commission « Solidarité, Santé et Habitat »
27/12/2021	Monsieur Weill	Monsieur Véran, ministre des solidarités et de la santé Monsieur Ricordeau, DG ARS Occitanie	Envoi de la motion du 27 octobre et envoi du courrier des 13 départements du 4 août 2021
14/04/2022	Monsieur Weill	Monsieur Ricordeau DG ARS	Avis sur le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (dispositif PCPE, proposition de l'évolution de places en établissement pour les enfants qui font l'objet d'une reconnaissance handicap, demande d'une ouverture de solution de répit ouverte toute l'année)
28/09/2022	Monsieur Weill	Monsieur JAFFRE, DG ARS Occitanie	Projet établissement CH Montauban : il n'est pas inscrit dans ce document un axe fort autour du développement de la psychiatrie et tout particulièrement sur la pédopsychiatrie.
02/01/2023	13 départements de la région Occitanie	Monsieur JAFFRE, DG ARS Occitanie	Dénonciation collective du manque de moyen de la filière de soins psychiatriques à destination des mineurs à l'échelle de la Région Occitanie
22/03/2023	Madame Laques, Directrice générale adjointe en charge du pôle des solidarités humaines	Délégué départemental ARS	Projet territorial de Santé Mentale : absence d'axe sur les moyens nouveaux en pédopsychiatrie.

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

AVENANT À LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC "MA SANTÉ MA RÉGION"

Par délibération du 14 février 2022, l'Assemblée départementale a approuvé le principe d'adhésion, en tant que membre fondateur, de la collectivité au groupement d'intérêt public (GIP) de **lutte contre les déserts médicaux** mis en oeuvre par la Région Occitanie. Ce projet s'inscrit dans le champ de compétence du Département conformément à l'article L.1511-8 du code général des collectivités territoriales.

Il est rappelé que ce groupement d'intérêt public a pour objet de :

- porter la création ou la transformation de centres de santé dans des territoires déjà en manque de médecins généralistes ou en risque de l'être dans les prochaines années. Il dotera également le centre de santé des équipements en matériel médical et d'un secrétariat;
- recruter et employer les professionnel(les) de santé, principalement les médecins généralistes (infirmiers, sages-femmes);
- être le gestionnaire des centres de santé.

Ainsi, en vertu de la délibération de la commission permanente du 24 mai 2022, le Président du Conseil départemental a signé la convention constitutive du GIP « Ma Santé Ma Région » de lutte contre les déserts médicaux le 23 juin 2022.

Lors de l'assemblée générale du 21 janvier 2023, le GIP a proposé d'ouvrir le partenariat à de nouveaux partenaires (collectivités retenues pour l'ouverture d'un centre de santé, personnes morales contribuant au GIP en tant « qu'expert ») pour lesquels les membres de l'assemblée générale ont validé l'intégration.

Cette action modifie « *l'article 5 : Membres »* de la convention constitutive du GIP. Il vous est donc proposé de bien vouloir prendre connaissance de la **liste des nouveaux partenaires** qui intègrent le GIP, traduite dans un avenant à la convention constitutive du GIP (joint en annexe), à savoir :

- au titre du collège 3 (collectivités mettant à disposition les locaux médicaux) : les communes de Mazamet , Bordères-sur-Echez, Livinhac-le-haut , Saint-Hilaire de Brethmas, Fourques, **Verdun-sur-Garonne**, et les Communautés de communes de Beaucaire Terre d'Argence, Pays d'Uzès, Monts de Lacaune et de la Montagne du Haut Languedoc, Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron,

- au titre du collège 4 (personnes morales « Experts ») : conseil régional de l'ordre des médecins, conseil régional de l'ordre des sages-femmes, l'association « France Assos Santé », le groupement des infirmiers en pratique avancée (IPA) d'Occitanie (GIPOc).

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver l'avenant n°2 ci-annexé à la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Ma Santé Ma Région » lequel porte sur l'intégration nouveaux partenaires au sein des collèges 3 et 4,

- m'autoriser à signer au nom et pour le compte du Département ledit avenant n°2,

- donne délégation à la commission permanente, pour l'approbation des avenants à la convention constitutive portant intégrations de nouveaux membres au sein du groupement d'intérêt public « Ma Santé Ma Région ».

Le Président,

AVENANT n°2 A LA
CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC
« Ma santé Ma Région »

Vu l'arrêté n°2022-2275 du Directeur Général de l'ARS en date du 10 mai 2022 portant approbation de la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public Ma santé, Ma Région,

Vu l'arrêté n°2023-0006 du Directeur Général de l'ARS en date du 9 janvier 2023 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public Ma santé, Ma Région,

Vu la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public Ma santé, Ma Région, et son avenant n°1 signés de tous les membres,

Vu la délibération du conseil municipal de la Commune de Livinhac-le-Haut du 14 décembre 2022,

Vu la délibération du conseil municipal de la Commune de Saint-Hilaire de Brethmas du 15 décembre 2022,

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence du 28 novembre 2022,

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes Pays d'Uzès du 13 mars 2023,

Vu la délibération du conseil municipal de la Commune de Fourques du 14 décembre 2022,

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes Monts de Lacaune et de la Montagne du Haut Languedoc du 24 octobre 2022,

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes Quercy Rouergue Gorges de l'Aveyron du 19 juillet 2022,

Vu la délibération du conseil municipal de la Commune de Verdun-sur-Garonne du 19 janvier 2023,

Vu la délibération du conseil municipal de la Commune de Saint-Porquier du 24 mai 2022,

Vu la délibération du conseil municipal de la Commune de Castelsarrasin du 16 juin 2022,

Vu la délibération du conseil municipal de la Commune de La Ville Dieu du Temple du 30 juin 2022,

Vu le courrier de l'Association France Assos Santé Occitanie en date du 5 décembre 2022,

Vu le courriel du Groupement des IPA d'Occitanie (GIPAOc) du 10 octobre 2022,

Vu le récépissé de la sous-préfecture de Muret relatif à la modification du titre de la FORMS qui est désormais la FEDERATION DE L'EXERCICE COORDONNE PLURIPROFESSIONNEL,

L'article 5 de la convention constitutive du GIP Ma santé, Ma Région est modifié comme suit :

Article 5 : Membres

Le GIP est constitué entre les soussignés :

- La REGION OCCITANIE, dont le siège est situé 22 Boulevard du Maréchal Juin, 31400 Toulouse, pris en la personne de sa Présidente en exercice, ci-après dénommée « la Région » ;
- La COMMUNAUTE DE COMMUNES COUSERANS PYRENEES, dont le siège est situé 1 rue de l'Hôtel Dieu 09190 SAINT-LIZIER, pris en la personne de son Président en exercice ;
- La COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE-ARIEGE, dont le siège est situé 13 Route Nationale 20, 09250 LUZENAC, pris en la personne de son Président en exercice ;
- La COMMUNE de VILLESEQUE DES CORBIERES dont le siège est la Mairie, 75 Grand'rue, 11360 Villesèque-des-Corbières, pris en la personne de son Maire en exercice ;
- La COMMUNAUTE DE COMMUNES CAGIRE GARONNE SALAT, dont le siège est situé 15 avenue du Comminges, 31260 MANE, pris en la personne de son Président en exercice ;
- La COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR ET COTEAUX DU COMMINGES dont le siège est situé 4 RUE DE LA REPUBLIQUE, 31800 SAINT-GAUDENS, pris en la personne de sa Présidente en exercice ;
- La COMMUNAUTE DE COMMUNES CAZALS SALVIAC dont le siège est situé 5 Bd Hugon, 46340 Salviac, pris en la personne de sa Présidente en exercice ;
- La COMMUNE DE MILLAS dont le siège est l'Hôtel de Ville de Millas, 66170 (BP 33) pris en la personne de son Maire en exercice ;
- La COMMUNAUTE DE COMMUNES LODEVOIS LARZAC dont le siège est situé Espace Marie-Christine Bousquet - 1 place Francis Morand - 34700 Lodève pris en la personne de son Président en exercice ;
- La COMMUNE DE SAINT-GILLES dont le siège est la Mairie, Place Jean Jaurès, 30800 SAINT-GILLES, pris en la personne de son Maire en exercice ;
- La COMMUNAUTE DE COMMUNES NESTE BAROUSSE dont le siège est situé à la Mairie, BP13, 65150 SAINT LAURENT DE NESTE, pris en la personne de son Président en exercice ;
- La COMMUNE DE BORDERES-SUR-L'ECHEZ dont le siège est la Mairie, Place Jean Jaurès, 65320 Bordères-sur-l'Échez, pris en la personne de son Maire en exercice ;
- La COMMUNE DE MAZAMET dont le siège est la Mairie, Place Georges-Tournier, 81200 Mazamet, pris en la personne de son Maire en exercice ;
- la COMMUNE DE LIVINHAC-LE-HAUT dont le siège est la Mairie, Place du Quatorze Juin, 12300 Livinhac-le-Haut, pris en la personne de son Maire en exercice ;
- la COMMUNE DE SAINT-HILAIRE DE BRETHMAS dont le siège est la Mairie, 1 Chemin du Stade, 30560 Saint-Hilaire-De-Brethmas, pris en la personne de son Maire en exercice ;
- la COMMUNAUTE DE COMMUNES BEAUCAIRE TERRE D'ARGENCE dont le siège est situé 1 avenue de la Croix Blanche, 30300 Beaucaire, pris en la personne de son Président en exercice ;
- la COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS D'UZES dont le siège est situé, 9 avenue du 8 mai, 30700 Uzès, pris en la personne de son Président en exercice ;
- la COMMUNE DE FOURQUES dont le siège est la Mairie, 1 rue taste vins, 66300 Fourques, pris en la personne de sa Maire en exercice ;
- la COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTS DE LACAUNE ET DE LA MONTAGNE DU HAUT LANGUEDOC dont le siège est situé Place du Gal DE GAULLE, 81230 Lacaune-Les-Bains, pris en la personne de son Président en exercice ;
- la COMMUNAUTE DE COMMUNES QUERCY ROUERGUE GORGES DE L'AVEYRON dont le siège est situé à l'Hôtel de Ville, 82140 Saint-Antonin Noble-Val, pris en la personne de son Président en exercice ;
- la COMMUNE DE VERDUN-SUR-GARONNE dont le siège est la Mairie, Place de la Mairie, 82600 Verdun-Sur-Garonne, pris en la personne de son Maire en exercice ;
- la COMMUNE DE SAINT-PORQUIER dont le siège est la Mairie, 1 Place de l'Hôtel de Ville, 82700 Saint-Porquier, pris en la personne de son Maire en exercice ;
- la COMMUNE DE CASTELSARRASIN dont le siège est la Mairie, Place de la Liberté, 82103 Castelsarrasin, pris en la personne de son Maire en exercice ;

- la COMMUNE DE LA VILLE DIEU DU TEMPLE dont le siège est la Mairie, 12-14 Grand'rue, 82290 La Ville-Dieu-Du-Temple, pris en la personne de son Maire en exercice ;
- Le CONSEIL DEPARTEMENTAL DES PYRENEES-ORIENTALES dont le siège est situé 24, quai Sadi Carnot 66906 Perpignan Cedex pris en la personne de sa Présidente en exercice ;
- Le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN-ET-GARONNE dont le siège est situé est situé 100 Boulevard Hubert Gouze, BP 783, 82013 Montauban cedex pris en la personne de son Président en exercice ;
- L'université de Montpellier agissant tant en son nom que pour le compte de l'UFR Médecine Montpellier Nîmes, couvrant l'académie de Montpellier, dont le siège est situé 163 rue Auguste Broussonnet, 34 090 Montpellier, pris en la personne de son Président en exercice ;
- L'université Toulouse III – Paul Sabatier agissant tant en son nom que pour le compte de la Faculté de santé de Toulouse, couvrant l'académie de Toulouse, dont le siège est situé 118 route de Narbonne, bâtiment administratif central, 31062 TOULOUSE cedex 09, pris en la personne de son Président en exercice ;
- L'Union des Internes du Languedoc Roussillon, dont le siège est situé Internat Lapeyronie 371 avenue du doyen Gaston Giraud 34295 Montpellier Cedex 5 pris en la personne de son Président en exercice, ci-après dénommée «l'UNILR» ;
- L'Association des Internes de Médecine Générale de Midi-Pyrénées, dont le siège est située 133 route de Narbonne 31400 Toulouse, pris en la personne de son Président en exercice ci-après dénommée « l'AIMG-MP » ;
- La Fédération de l'Exercice Coordonné Pluriprofessionnel (anciennement FORMS) dont le siège est situé Hôpital la Grave, place Lange, Tsa 60033, 31300 Toulouse, pris en la personne de son Président en exercice, ci-après dénommée « la Fécop » ;
- Le Conseil Régional D'Occitanie De L'ordre Des Médecins dont le siège est situé Maison des Professions Libérales 285 rue Alfred Nobel, 34000 MONTPELLIER, pris en la personne de son Président en exercice ;
- Le Conseil Interrégional De L'ordre Des Sages-Femmes Régions Nouvelle Aquitaine, Occitanie, Réunion, Mayotte dont le siège est situé 9 Avenue Jean Gonord 31500 Toulouse, pris en la personne de sa Présidente en exercice.
- le Groupement des IPA d'Occitanie (GIPAOc) dont le siège est situé 24 Route de la Tuilerie, 48300 Langogne, pris en la personne de son Président en exercice, ci-après dénommée « le GIPAOc » ;
- l'Association France Assos Santé Occitanie dont le siège est situé 10, chemin de raisin, 31050 Toulouse pris en la personne de son Président en exercice, ci-après dénommée « France Assos Santé Occitanie ».

Fait à Toulouse, le 2023

En 35 exemplaires :

La Présidente de Région	La Présidente du Conseil Départemental des Pyrénées Orientales	Le Président du Conseil Départemental du Tarn-et-Garonne
Carole DELGA	Hermeline MALHERBE	Michel WEILL

Le Président de la Communauté de Communes Couserans Pyrénées Jean-Noël VIGNEAU		Le Président de la Communauté de Communes Haute-Ariège Alain NAUDY
Le Président de la Communauté de Communes Cagire Garonne Salat François ARCANGELI	La Présidente de la Communauté de Communes Cœur et Coteaux du Comminges Magali GASTO OUSTRIC	Le Président de la Communauté de Communes Lodévois-Larzac Jean-Luc REQUI
La Présidente de la Communauté de Communes Cazals Salviac Mireille FIGEAC		Le Président de la Communauté de Communes Neste Barousse Yoan RUMEAU
Le Président de la Communauté de Communes Beaucaire Terres d'Argence Juan MARTINEZ		Le Président de la Communauté de Communes Pays d'Uzès Fabrice VERDIER
Le Président de la Communauté de Communes Querçy Rouergue Gorges de l'Aveyron Gilles BONSANG		Le Président de la Communauté de communes Monts de Lacaune et de la Montagne du Haut Languedoc Daniel VIDAL

La Maire de la Commune de Villesèque des Corbières Catherine MAITRE	Le Maire de la Commune de Saint-Gilles Eddy VALADIER	Le Maire de la Commune de Millas Jacques GARSAU

Le Maire de la Commune de Mazamet Olivier FABRE	Le Maire de la Commune de Borderes-sur-l'Echez Jérome CRAMPE
Le Maire de la Commune de Livinhac -Le-Haut Roland JOFFRE	Le Maire de la Commune de Saint-Hilaire-de-Brethmas Jean-Michel PERRET
La Maire de la Commune de Fourques Fabienne SEVILLA	Le Maire de la Commune de Verdun-Sur-Garonne Stéphane TUYERES

Le Maire de la Commune de Saint-Porquier Xavier PREVEDELLO	Le Maire de la Commune de Castelssarasin Jean-Philippe BESIERS	Le Maire de la Commune de La Ville Dieu du Temple Dominique BRIOIS

Le Président de l'Université de Toulouse III-Paul Sabatier Jean-Marc BROTO	Le Président de l'Université de Montpellier Philippe AUGE
Le Président de l'AIMG MP Joffrey CALLEGARIN	Le Président de l'UNILR Alexis VANDEVENTER
Le Président du CROM Jean THEVENOT	La Présidente du CIR de l'Ordre des SF Catherine LLINARES TRAPE
Le Président du GIPAOc Alexis BLANC	Le Président de France Assos Santé Occitanie André GUINVARCH
Le Président de la Fécop Michel DUTECH	

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

TARN-ET-GARONNE AMÉNAGEMENT - MODALITÉS DE FINANCEMENT DE LA RESSOURCE EN EAU

Depuis sa création le 1er février 2016, et jusqu'au 6 décembre 2022, le syndicat mixte « Tarn-et-Garonne numérique » était voué de façon exclusive à l'aménagement numérique du territoire.

Le 6 décembre 2022, il a été décidé que le syndicat mixte prenne la dénomination de « Tarn-et- Garonne aménagement » puisque nous avons **élargi le champ de ses compétences** afin de conduire de nouvelles politiques en faveur de la ressource en eau, en lui transférant une partie de la compétence d'approvisionnement en eau, en plus de ses compétences historiques dont les ambitions demeurent inchangées.

Ainsi, il a désormais le format d'un syndicat « à la carte » pour permettre aux intercommunalités du département d'adhérer à tout ou partie de ses champs de compétence, dans le sillage du Département qui les impulse en son sein.

Aujourd'hui, après avoir approuvé par délibération du 13 février 2023, les participations financières qui nous incombent en 2023 au titre de la compétence en faveur du numérique, je vous propose, à travers ce rapport de prendre connaissance des conditions de nos participations financières 2023, au titre de l'exercice par « Tarn-et-Garonne aménagement » de la compétence relative à la ressource en eau.

Je vous rappelle que le transfert de compétence opéré en faveur de « Tarn-et Garonne aménagement » doit lui permettre de réaliser des opérations de **curage**, de **réaffectation** et de **création** de retenues individuelles et semi-collectives de substitution, avec l'objectif ambitieux de faire émerger les **premiers projets dès 2023**.

Sur le plan structurel, conformément aux perspectives que je vous avais annoncées, « Tarn-et-Garonne aménagement » est en cours de recrutement de 2 personnels : un profil juridique et administratif et un profil d'ingénieur hydraulicien.

Concernant le reste à financer de ces politiques, il convenait de définir **les meilleures règles de répartition** entre le Département, les établissements publics de coopération intercommunale, qui adhéreront à la maîtrise de l'eau, et les exploitants qui en demeureront les bénéficiaires. Ainsi, après concertation entre les membres du syndicat, le comité syndical a acté les clés de répartition suivantes :

Type de dépenses par budget	**Agence de l'eau**	**Département de Tarn-et-Garonne**	**Établissement public de coopération intercommunale**	**Bénéficiaire/exploitant**
1-Personnel, Études, charges courantes	50 %	50 %	0	0
2-Curage et autres dépenses d'exploitation	50 %	22,5 % (*)	7,5 % (*)	20 %
3-Création de retenues et autres charges d'investissement	70 %	7,5 % (*)	2,5 % (*)	20 %
(*) : au titre des dépenses 2 (curage) et 3 (création de retenues) dédié à la ressource en eau revenant aux membres du syndicat, le comité syndical a acté le principe d'une répartition les concernant, arrêtée à 3/4 pour le Département et 1/4 pour les établissements publics de coopération intercommunale.				

Compte tenu de l'ensemble des travaux à mener par le syndicat dans les prochains mois, **en liaison étroite** avec les services de la chambre d'agriculture et nos propres services, je vous propose que nous examinions maintenant les budgets qui nous incombent, au titre de notre participation, lesquels seront affectés au financement du syndicat Tarn et Garonne aménagement sur la mission de la ressource en eau.

Pour 2023, l'appel à participation auprès du Département, basé sur les clefs de répartition exposées ci-avant, s'établit comme suit :

1 - au titre du budget principal section de fonctionnement ; inscription d'une **autorisation d'engagement** complémentaire d'un montant de **321 250 €** qui comprends :

* les frais de personnel et de structure sur la mission ressource en eau sur 6 mois estimé à 45 000 €,

* et les frais de curage de retenues et travaux assimilés à de l'exploitation estimés à 276 250 €,

avec la ratification de 55 000 € de crédits de paiements sur l'exercice 2023,

2 - au titre du budget d'investissement, inscription d'une **autorisation de programme** complémentaire de **158 750 €** pour la section équipement eau (création de retenues) avec la ratification de 20 000 € de crédits de paiement sur l'exercice 2023.

De plus, compte tenu de l'engagement de nouveaux programmes de travaux concernant le **budget numérique**, il convient de ratifier 160 000 € de crédits de paiement sur l'exercice 2023 au titre du programme qualité (enfouissement des réseaux de fibre).

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver au titre de l'exercice 2023, les contributions départementales au financement du syndicat mixte « Tarn-et-Garonne aménagement »,

<u>Budget ressource en eau</u> :

- inscrire une **autorisation de programme** complémentaire d'un montant de **321 250 €** avec 55 000 € de crédits de paiement complémentaires au titre de l'exercice 2023 pour le budget principal, section fonctionnement Natana 2856-6561-91 du programme 027 – opération O002 – enveloppe E19,

- inscrire une **autorisation de programme** complémentaire d'un montant de **158 750 €** avec 20 000 € de crédits de paiement complémentaires au titre de l'exercice 2023 pour le budget principal, section investissement Natana 1397-204163-91 du programme 027 – opération O002 – enveloppe E18,

Budget numérique :

- ratifier 160 000 € de crédits de paiement complémentaires en investissement au titre du programme qualité - fibre optique sur la Natana 3527-204143-91 du programme 027- opération O002- enveloppe E16.

Le Président,

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

_____

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

_____

Séance du 22 et 23 juin 2023

_____

MISE EN ŒUVRE DES NOUVELLES POLITIQUES TERRITORIALES CONTRACTUELLES : ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT AU TITRE DES CONTRATS TERRITORIAUX OCCITANIE ET DES CONTRATS BOURG-CENTRE POUR LA PÉRIODE 2022/2028 ET ADOPTION DES PREMIERS CONTRATS AVEC LE PETR DU PAYS MIDI-QUERCY, LE PETR GARONNE-QUERCY-GASCOGNE, LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GRAND MONTAUBAN ET LES COMMUNES DE LAVIT-DE-LOMAGNE , CAYLUS ET SAINT-ANTONIN-NOBLE-VAL

I. Une nouvelle génération de contrats pour la période 2022/2028 proposée par la Région Occitanie

Sur la période 2018-2021, la première génération des politiques territoriales de la Région Occitanie a permis de structurer des territoires de projet sur l'ensemble de la région à travers 56 contrats territoriaux Occitanie. En Tarn-et-Garonne, 3 contrats territoriaux ont été signés avec les territoires de projet suivants :

- le pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) Garonne Quercy Gascogne
- le pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) Midi-Quercy
- la communauté d'agglomération du Grand Montauban

Le Département a été signataire de l'ensemble de ces contrats et a pris part à toutes les programmations opérationnelles, en venant cofinancer les projets d'investissement des collectivités locales, répondant favorablement aux stratégies des territoires.

Aujourd'hui, ces mêmes territoires de projet se positionnent afin de contractualiser avec la Région, sur la base des nouveaux principes des politiques territoriales telles qu'elles ont été votées les 25 mars et 16 décembre 2021 par la Région Occitanie, pour la période 2022/2028.

Le Département de Tarn-et-Garonne est un partenaire historique de ces contractualisations territoriales. Pour la période 2021-2027, l'Assemblée départementale a d'ores et déjà approuvé les contrats de relance et de transition écologique de l'État par délibération du 21 avril 2021. Aujourd'hui, il s'agit de vous proposer à l'adoption des **nouveaux contrats territoriaux Occitanie** pour la période 2022-2028.

En parallèle, il est proposé en déclinaison de ces contrats-cadre, la participation du Département aux nouveaux contrats régionaux « bourg-centre » pour la période 2022-2028. Pour rappel, 24 contrats régionaux bourg-centre ont été signés sur la précédente programmation 2018-2021 en Tarn-et-Garonne.

II. Objet du partenariat territorial au titre du contrat territorial Occitanie et du contrat bourg-centre et modalités de mise en œuvre

1. Objet des contrats :

La politique contractuelle territoriale a pour objectif d'accompagner chaque territoire volontaire au regard de sa spécificité, pour que chacun d'eux participe aux dynamiques régionales et s'inscrive dans la mise en œuvre des transitions et de la transformation du modèle de développement, impulsées par le pacte vert.

Véritables contrats d'objectifs, ces contrats établissent les objectifs stratégiques partagés pour la période 2022-2028 par l'ensemble des cosignataires, pour :

- Promouvoir un nouveau modèle de développement, sobre et vertueux, porteur de justice sociale et territoriale, garant du rééquilibrage territorial et favorisant l'adaptation et la résilience du territoire face aux impacts du changement climatique,

- Agir pour l'attractivité, la cohésion sociale, la croissance durable et l'emploi dans le territoire, ainsi que dans les bassins de vie qui le constituent,

- Mobiliser dans le cadre d'un contrat unique avec chaque territoire, l'ensemble des dispositifs et moyens d'action de la Région et des partenaires.

2. Cadre partenarial des contrats :

Le contrat territorial Occitanie (CTO) constitue le cadre privilégié de dialogue stratégique et de gestion avec les territoires de projet pour la mise en œuvre opérationnelle du pacte vert régional. Il organise le partenariat entre les différents cosignataires et il constitue la feuille de route stratégique partagée. Les signataires du contrat sont : le territoire de projet, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), le Département de Tarn-et-Garonne et la Région pour la période 2022-2028.

Le contrat bourg-centre s'adresse quant à lui aux petites villes et aux bourgs-centres dans les zones rurales ou péri-urbaines, qui jouent un rôle essentiel de centralité et d'attractivité au sein de leur bassin de vie. Ils constituent ainsi des points d'ancrage pour le rééquilibrage territorial et la déclinaison, à l'échelle de la commune, des orientations stratégiques du pacte vert. Le contrat bourg-centre a été initié en 2018. Le partenariat qui a été mis en place, composé de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI), du territoire de projet, du Département de Tarn-et-Garonne, mais aussi dans certains contrats avec les services de l'État, l'établissement public foncier Occitanie, les conseils d'architecture et de l'environnement (CAUE) d'Occitanie et tout autre partenaire souhaitant s'associer à la démarche, sera poursuivi et renforcé.

Chaque contrat précise la stratégie du territoire et les engagements des partenaires. Il mentionne en outre les modalités de la gouvernance.

3. Gouvernance des contrats :

Concernant les contrats territoriaux Occitanie, la gouvernance s'appuie sur **3 instances** que sont :

- un comité territorial de pilotage stratégique et de suivi créé à l'échelle du territoire,
- une conférence des maires, organisée par le territoire de projet,
- un comité participatif citoyen local.

Enfin, et en lien avec le volet territorial du prochain contrat plan État/Région (CPER) 2021-2027, il est prévu un **processus de convergence et de complémentarité** entre le contrat de relance et de transition écologique (CRTE) et le contrat territorial Occitanie (CTO) qui précisera, au travers d'un pacte territorial Occitanie, la gouvernance partagée sur le territoire, ainsi que, les modalités de programmation coordonnées des opérations.

Concernant les contrats bourg-centre, un comité de Pplotage « bourg-centre » est créé. Il est constitué des signataires et de tout autre partenaire technique mobilisé autour de la collectivité locale.

III. Proposition d'un cadre d'engagement départemental auprès des territoires de projet et des communes dites « bourg-centre »

Il convient de préciser, dans chacun des trois contrats territoriaux et pour chaque contrat bourg-centre, les modalités d'accompagnement de la collectivité départementale. Ces précisions concernent les points suivants :

1. Orientations stratégiques du Département vis à vis des territoires :

Il est proposé d'intégrer les éléments suivants dans les contrats territoriaux Occitanie et dans les contrats bourg-centre : « Le Département de Tarn-et-Garonne connaît un accroissement démographique continu. Les diverses études de l'INSEE concernant l'évolution de la population, situent le département à 325 000 habitants en 2050.

Au delà de l'augmentation du nombre d'habitants, le Tarn-et-Garonne va connaître de grandes mutations consécutives à des aménagements structurants avec l'arrivée de la ligne à grande vitesse (LGV) et de sa gare, ainsi que la création d'un échangeur sur l'autoroute A62 à Lacourt-Saint-Pierre.

C'est pour accompagner ces vastes mutations que le Département a adopté son plan de relance, en octobre 2021, dont les leviers concernent principalement trois domaines :

- les mobilités,
- l'éducation,
- le soutien à l'investissement local

Au delà du plan de relance, le Département développe son action et met en œuvre ses compétences selon les finalités du développement durable suivantes :

-finalité 1 : la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations,
-finalité 2 : l'épanouissement de tous les être humains,
-finalité 3 : la préservation de la biodiversité,
-finalité 4 : les dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables,
-finalité 5 : la lutte contre le changement climatique et la protection de l'atmosphère.

Le rapport de développement durable présenté à l'Assemblée départementale le 15 décembre 2022, précise les différentes actions mises en œuvre par la collectivité, conformément à la loi du 12 juillet 2010, dite loi Grenelle II.

Aussi, en 2023, le Département engage une vaste réflexion afin de **définir son plan de transition énergétique,** qui devrait se traduire par un ensemble d'actions développées en interne et à l'attention des territoires, et ce conformément aux principes de solidarité et d'équité territoriales, dont les effets reposent sur une juste répartition des richesses entre l'urbain et le rural, les zones développées et celles plus défavorisées.

En intégrant les politiques contractuelles régionales, la collectivité départementale promeut et garantit un ré-équilibrage des territoires. Il leur reconnaît la capacité à fédérer les acteurs locaux dans la conduite de dynamiques de développement locales innovantes, exprime son soutien envers les territoires à travers la mobilisation d'aides financières à l'ingénierie interne et externe, participe à la gouvernance locale, contribue activement au respect des engagements stratégiques notamment en termes de sobriété et de résilience écologiques et veille au bon respect du principe des solidarités humaines dans les projets.

Concernant plus particulièrement le contrat territorial Occitanie du Grand Montauban, il est proposé d'ajouter un paragraphe sur le **volet enseignement du second degré et universitaire** :

« Par son plan pluriannuel d'investissement dans les collèges, le Département de Tarn-et-Garonne entend assumer pleinement cette compétence obligatoire et ainsi, participer à l'amélioration des conditions d'accueil des collégiens montalbanais. Prenant en compte les données démographiques, une réflexion commune avec la ville de Montauban est en cours afin de proposer des évolutions de la carte scolaire, dès la rentrée 2024. En outre, l'Assemblée départementale sera amenée à se prononcer sur une extension du collège Manuel Azaña, dès le mois de juin 2023.

D'autre part, le Département de Tarn-et-Garonne investit la compétence relative à l'enseignement supérieur, depuis presque 30 ans. Le centre universitaire, situé à Montauban, largement réhabilité, regroupe presque 1100 étudiants. Le Conseil départemental souhaite poursuivre cet engagement dans le cadre de l'élaboration du schéma local d'enseignement supérieur, recherche et innovation (SLESRI).

Ce schéma s'articule autour de trois enjeux majeurs :

- l'amélioration de la vie étudiante à Montauban, et plus largement à l'échelle du département ;
- le développement de la recherche et de l'innovation,
- l'accroissement de l'offre de formations sur le Département et plus spécifiquement sur l'agglomération montalbanaise. Ces axes de travail doivent venir servir l'ambition des jeunes Tarn-et-Garonnais et répondre aux besoins du territoire. »

2. Engagements du Département à respecter le cadre du pacte vert régional :

Les politiques territoriales contractuelles 2022-2028, telle qu'elles sont proposées par la Région, souhaitent organiser un cadre privilégié de dialogue stratégique et de gestion avec les territoires pour impulser un nouveau modèle de développement plus sobre et vertueux, préservant toutes les ressources, et porteurs de justice sociale et territoriale, conformément au pacte vert Occitanie.

Afin de réussir cette transformation, la Région demande à ce que les partenaires signataires coordonnent leurs interventions afin de respecter les trajectoires d'engagement à l'horizon 2028 correspondant à chacune des dimensions territoriales du pacte vert.

Ainsi, le Département est invité à signifier l'ensemble de ces documents de référence ayant un effet levier sur les objectifs du pacte vert régional.

Il est proposé d'identifier les documents de référence suivants :

- Rapport de développement durable – session de l'assemblée départementale du 15 décembre 2022
- Stratégie départementale de transition énergétique (en cours)
- Stratégies pauvreté et enfance/famille
- Plan départemental de l'habitat
- Schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public
- Schéma départemental d'inclusion numérique
- Schéma départemental culturel (en cours)
- Stratégie locale ville universitaire d'équilibre (et SESRI 2022-2028)
- Plan départemental d'insertion et pacte territorial d'insertion
- Plan insertion emploi
- Plan d'action sociale territorialisée
- Plan de relance départemental
- Plan départemental new deal mobile
- Programme 100 % fibre
- Schéma départemental du tourisme et des loisirs (en cours)

3. Modalités d'intervention du Département :

Le Département doit préciser les différentes politiques et les dispositifs d'intervention qui pourront être mobilisés par les territoires de projet et les collectivités locales. Dans ce cadre, il est proposé d'intégrer aux contrats le paragraphe suivant :

« Conforté par la loi NOTRe du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dans son rôle de garant des solidarités territoriales, le Département a défini un ensemble de politiques d'aides en faveur des communes et des communautés de communes. Dans le cadre du contrat territorial Occitanie 2022-2028, les politiques mobilisables relèvent de plusieurs domaines. Ces politiques sont présentées de manière exhaustive dans le guide des aides départementales – édition 2022.

En outre, pour chacun des projets mentionnés dans le contrat-cadre d'une part et les programmations annuelles d'autre part, chaque maître d'ouvrage devra saisir spécifiquement le Département pour un accompagnement technique et financier. Cet accompagnement se fera selon les stratégies et les dispositifs en vigueur, au moment du dépôt de la demande. En aucun cas, la signature du contrat-cadre ne vaut approbation et engagement de la collectivité départementale à l'accompagnement des projets.

- Soutien à l'ingénierie territoriale :

Le Département pourra mobiliser des moyens en matière d'ingénierie pour définir, piloter, animer le contrat territorial Occitanie 2022-2028. L'intervention du Département s'envisage selon la politique en vigueur au moment du dépôt de la demande de subvention.

- Assistance technique gratuite :

Le Département pourra déployer en outre une assistance technique départementale gratuite au montage de projet des communes et communautés de communes et ce conformément au décret du 14 juin 2019 relatif à l'assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leur groupements et modifiant les dispositions du code général des collectivités territoriales, rendant éligibles à ce dispositif les communes de moins de 5000 habitants et les communautés de communes de moins de 40 000 habitants. La régie Tarn-et-Garonne conseils collectivités est en mesure de proposer un panel de missions d'assistance à la carte dans la limite d'un plafond d'interventions de 10 jours, autour d'une opération (bâtiment, aménagement de village, équipement sportif, assainissement ...). Par ailleurs, la régie pourra apporter une aide méthodologique et des conseils autour de problématiques très ponctuelles dans la limite de 5 jours d'intervention par an.

- Contrat d'équipement avec les communes et communautés de communes :

Le Département est un partenaire historique des collectivités locales en Tarn-et-Garonne. Il dispose d'un large panel de politiques de soutien à l'investissement dont les régimes d'aides varient en fonction de la nature des travaux, du nombre d'habitants et du potentiel fiscal de la commune d'implantation du projet. Aussi, les communes et les communautés de communes ont la possibilité de solliciter un accompagnement financier du Département, dans le cadre d'un contrat d'équipement, sur une durée de 3 à 5 ans. Le plan de relance départemental, approuvé par délibération de l'Assemblée départementale du 27 octobre 2021, prévoit un régime de bonification des aides pour tous les projets mis en contrat, selon les dispositions en vigueur au moment du dépôt de la demande de subvention. »

Vous trouverez en annexe au présent rapport les contrats territoriaux Occitanie à conclure avec les trois territoires de projet que sont :

- le contrat territorial Occitanie de l'agglomération du Grand Montauban (annexe n° 1)
- le contrat territorial Occitanie du pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) Midi-Quercy (annexe n° 2)
- le contrat territorial Occitanie du pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) Garonne Quercy Gascogne (annexe n° 3)

Aussi, il vous est proposé de valider les contrats « bourg-centre » des communes suivantes :

- Lavit-de-Lomagne (annexe n° 4)
- Saint-Antonin-Noble-Val et Caylus, au titre d'un avenant au contrat 2018-2021 (annexe n° 5)

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et :

- approuver le principe de participation du Département à la signature des contrats territoriaux Occitanie et contrats « bourg-centre » pour la période 2022-2028,

- approuver les contrats territoriaux Occitanie des trois territoires de projet que sont la communauté d'agglomération du Grand Montauban, le pôle d'équilibre territorial et rural du Pays Midi-Quercy et le pôle d'équilibre territorial et rural Garonne Quercy Gascogne tels que ci-annexés,

- approuver le contrat « bourg-centre » de la commune de Lavit-de-Lomagne et l'avenant au contrat 2018 « bourg-centre » des communes de Caylus et Saint-Antonin-Noble-Val tels que ci-annexés,

- m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, lesdits contrats territoriaux Occitanie des trois territoires de projet et lesdits contrats « bourg-centre » des 3 communes,

- donner délégation à la commission permanente pour l'approbation des autres contrats « bourg-centre » des communes éligibles au dispositif et qui se porteraient volontaires.

Le Président,

CONTRAT TERRITORIAL OCCITANIE 2022-2028
du Grand Montauban



SOMMAIRE

Table des matières

PREAMBULE

ARTICLE 1 : OBJET

ARTICLE 2 : DUREE

ARTICLE 3 : PROJET DU TERRITOIRE DU GRAND MONTAUBAN

ARTICLE 4 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES DE LA REGION

ARTICLE 5 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU DEPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE VIS-A-VIS DU TERRITOIRE

ARTICLE 6 : TRAJECTOIRES D'ENGAGEMENT A L'HORIZON 2028 ET ENJEUX DE TRANSFORMATION ET DE TRANSITION DU GRAND MONTAUBAN

6.1 - LES TRAJECTOIRES D'ENGAGEMENT DES PARTENAIRES....35
6.2 - ENJEUX ET OBJECTIFS STRATÉGIQUES PARTAGÉS ET MESURES OPÉRATIONNELLES....42

ARTICLE 7 : INTERVENTION DU DEPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE DANS LE CADRE DU PRESENT CONTRAT

ARTICLE 8 : INTERVENTION DE LA REGION OCCITANIE DANS LE CADRE DU PRESENT CONTRAT

ARTICLE 9 : INTERVENTION DES FONDS EUROPEENS DANS LE CADRE DU PRESENT CONTRAT

ARTICLE 10 : GOUVERNANCE

ARTICLE 11 : RENFORCEMENT ET COORDINATION DE L'INGENIERIE TERRITORIALE SUR LE TERRITOIRE DU GRAND MONTAUBAN

ARTICLE 12 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE ET DE SUIVI DU CONTRAT TERRITORIAL OCCITANIE

12.1 - LE PROGRAMME OPÉRATIONNEL ANNUEL, OUTIL DE MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE DU CONTRAT....48
12.2 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL PRÉVISIONNEL DE PROJETS ET D'INVESTISSEMENTS 2022-2028, OUTIL DE SUIVI PLURIANNUEL INDICATIF DU CONTRAT TERRITORIAL OCCITANIE....49

ARTICLE 13 : MODALITES D'EVALUATION

ARTICLE 14 : MODALITES DE PUBLICITE ET D'INFORMATION

ARTICLE 15 : CONDITIONS DE MODIFICATIONS

ANNEXES

FICHE MESURE N°1 : DÉVELOPPER DES LIEUX ET OFFRES D'ACCUEIL....52
FICHE MESURE N°2 : DÉVELOPPER L'UNIVERSITÉ DU 3ÈME MILLÉNAIRE ET LES FORMATIONS SUPÉRIEURES....54
FICHE MESURE N°3 : RÉNOVER, METTRE EN VALEUR ET MODERNISER LE PATRIMOINE CULTUREL ET ARCHITECTURAL DU TERRITOIRE....56
FICHE MESURE N°4 : DÉVELOPPER DES INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS POUR DÉVELOPPER LE TOURISME FLUVIAL....58
FICHE MESURE N°5 : INTÉGRER UN RÉFÉRENTIEL ÉCONOMIE CIRCULAIRE....59
FICHE MESURE N°6 : PRÉSERVER ET VALORISER LES RESSOURCES ET LE PATRIMOINE NATURELS....60
FICHE MESURE N°7 : METTRE EN ŒUVRE LE PLAN D'ACTIONS DU PROGRAMME D'ACTION DE PRÉVENTION DES INONDATIONS D'INTENTION....61
FICHE MESURE N°8 : PROTÉGER LA RESSOURCE EN EAU ET OPTIMISER LA GESTION DES EAUX PLUVIALES....62

Fiche mesure n°9 : Développer la production et la distribution d'énergies renouvelables....64
Fiche mesure n°10 : Renforcer l'efficacité énergétique des bâtiments publics, du logement et de l'éclairage public....66
Fiche mesure n°11 : Favoriser les flux des personnes et des biens par des actions visant à économiser l'énergie et à préserver l'environnement....68
Fiche mesure n°12 : Mettre en place une stratégie sur l'alimentation durable sur le Grand Montauban....69
Fiche mesure n°13 : Développer et adapter l'offre d'accueil et d'équipements dans le domaine de la santé, de la culture, de l'éducation, du sport et des loisirs....70
Fiche mesure n°14 : Développer les équipements pour la sécurisation de l'espace public....72
Fiche mesure n°15 : Soutenir l'insertion des populations les plus fragiles à travers le développement des équipements et services dédiés....73
Fiche mesure n°16 : Développer et coordonner la politique en faveur de la petite enfance....74
Fiche mesure n°17 : Valoriser les entrées de ville et les boulevards et rénovation immobilière du centre-ville....75
Fiche mesure n°18 : Préserver et redynamiser les centres-bourgs et hameaux des communes....76

Le Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne représenté par Michel WEILL, son Président,

Le Conseil Régional Occitanie représenté par Carole DELGA, sa Présidente,

La Communauté d'Agglomération du Grand Montauban, représentée par Brigitte BAREGES sa Présidente

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu la délibération du Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne n° xxx en date du xxx,

Vu la délibération du Conseil communautaire de Communauté d'Agglomération du Grand Montauban n° xxx en date du xxx

Vu les délibérations de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional du 25 mars 2021 (2021/AP-MARS/14) et du 16 décembre 2021 (2021/AP-DEC/07)

Vu la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional n° xxx en date du xxx approuvant le Contrat Territorial Occitanie

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Sur la période 2018-2021, la première génération des politiques territoriales de la Région Occitanie a permis de structurer des Territoires de Projet sur l'ensemble de la région à travers 56 Contrats Territoriaux Occitanie. Ces contrats ont à ce jour, permis de programmer plus de 5 000 projets, représentant un investissement global de 3 milliards d'euros sur les territoires, avec une participation de la Région à hauteur de plus de 500 millions d'euros, dans des domaines aussi divers et essentiels que le cadre de vie, la transition écologique et énergétique, les grands équipements de centralité, les services, les infrastructures de développement économique, la culture et la valorisation du patrimoine, le sport, le tourisme, …

Sur le Grand Montauban, ce sont ainsi trente-deux projets, d'un montant global de 46,5 millions d'euros, qui ont été soutenus par la Région pour plus de 4,6 millions d'euros dans les différents domaines suivants :
- Patrimoine et culture : aménagements urbains de cœur de ville, restauration de la place Nationale et du pont Vieux à Montauban ; restauration d'un lavoir à Albefeuille-Lagarde …
- Sport : création du palais des sports Jacques Chirac à Montauban ; création d'un terrain de football à Corbarieu, d'un complexe sportif à Montbeton …
- Environnement : rénovation énergétique et mise en place d'une chaufferie bois à la salle polyvalente de Lamothe-Capdeville ; rénovation énergétique des écoles de Corbarieu et Villemade ; restructuration des déchetteries et construction d'une recyclerie à Montauban, rénovation énergétique de bâtiments publics (salle des fêtes de Saint-Martial), …
- Infrastructures : travaux de mise en accessibilité d'établissements culturels, sportifs et scolaires sur toutes les communes ; création d'une halle polyvalente à Escatalens …



Allées Mortarieu de Montauban

Sur la base de l'expérience acquise lors de la première génération des Contrats Territoriaux Occitanie, lors de ses Assemblées Plénières des 25 mars et 16 décembre 2021, la Région a adopté les principes d'une politique territoriale 2022-2028 visant à impulser et accélérer l'engagement des territoires vers une région plus inclusive et à énergie positive et répondre ainsi aux enjeux prioritaires identifiés par le PACTE VERT.

Face à ces enjeux sociaux, environnementaux et économiques, le PACTE VERT Occitanie repose sur trois grands piliers :

1. La promotion d'un nouveau modèle de développement, sobre et vertueux, porteur de justice sociale et territoriale, conciliant excellence et soutenabilité ;
2. Le rééquilibrage territorial ;
3. L'adaptation et la résilience face aux impacts du changement climatique.

En cohérence avec les priorités d'aménagement portées dans le projet de SRADDET Occitanie 2040 et les mesures de transformation définies par le PACTE VERT, la nouvelle génération de la politique contractuelle territoriale a vocation à traduire, au niveau de chaque Territoire de Projet, une ambition collective : **faire évoluer notre société vers un modèle plus juste et plus durable.**

Les Contrats Territoriaux Occitanie (CTO) ont ainsi pour objectif d'accompagner chaque territoire au regard de sa spécificité, pour que chacun d'eux participe aux dynamiques régionales et s'inscrive dans la mise en œuvre des transitions et de la transformation de notre modèle de développement impulsées, par le PACTE VERT.

ARTICLE 1 : OBJET

Le Contrat Territorial Occitanie (CTO) constitue le **cadre privilégié de Dialogue stratégique et de gestion avec les territoires** pour la mise en œuvre opérationnelle du PACTE VERT.

Il organise le **partenariat entre les différents cosignataires** et constitue la « **feuille de route stratégique** » partagée. Les signataires du contrat sont : le territoire du Grand Montauban, le Département de Tarn-et-Garonne et la Région pour la période 2022-2028, afin de réussir les transformations et transitions nécessaires pour répondre à l'urgence climatique.

Véritable contrat d'objectifs, ce contrat établit les objectifs stratégiques partagés 2022-2028 par l'ensemble des cosignataires, pour :

- **Promouvoir un nouveau modèle de développement**, sobre et vertueux, porteur de justice sociale et territoriale, garant du rééquilibrage territorial et favorisant l'adaptation et la résilience du territoire face aux impacts du changement climatique.
- **Agir** pour **l'attractivité**, la **cohésion sociale**, la **croissance durable** et **l'emploi** dans le territoire ainsi que dans les bassins de vie qui le constituent,
- **Mobiliser dans le cadre d'un contrat unique avec chaque territoire, l'ensemble des dispositifs et moyens d'action de la Région et des partenaires.**

Il contribue dans cette perspective à :

- Encourager les **dynamiques innovantes**, **accompagner les projets prioritaires** et **consolider les atouts** du territoire pour lui permettre de préparer l'avenir et de participer pleinement aux dynamiques de développement régional.
- **Soutenir le maintien et la création d'une offre de services de qualité dans les petites villes/ bourgs centres qui ont vocation à remplir une fonction essentielle de résistance démographique et de vitalité de leurs bassins de vie respectifs.**

ARTICLE 2 : DUREE

Le présent contrat est conclu pour une période qui prend effet à compter de sa date d'approbation par l'ensemble des partenaires et **s'achèvera le 31 décembre 2028**.

ARTICLE 3 : PROJET DU TERRITOIRE DU GRAND MONTAUBAN

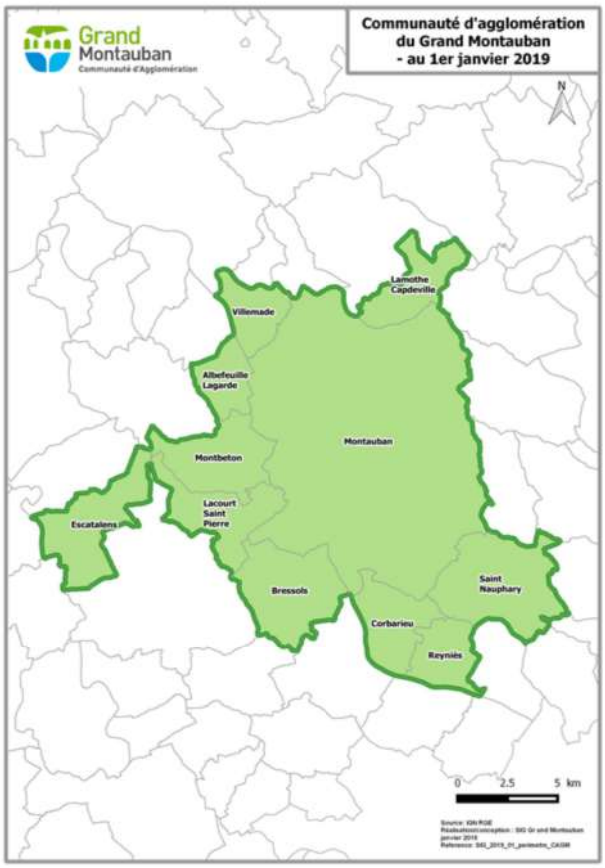
1. Présentation synthétique et stratégique

➢ Un territoire à forte croissance

Caractérisé par une attractivité économique et résidentielle forte, le Grand Montauban représente le 2ème pôle démographique, économique et d'emploi à l'échelle de l'ancienne région Midi-Pyrénées, après la capitale toulousaine.

Ainsi, c'est la catégorie socio-professionnelle des cadres et professions intellectuelles supérieures qui connaît une hausse régulière, suivie par la catégorie des artisans/commerçants/chefs d'entreprises. A l'opposé, les catégories socio-professionnels des employés et ouvriers connaît une baisse régulière depuis une dizaine d'années.
La croissance de la population entre 2008-2018 atteint environ une moyenne de 9% avec des évolutions variables selon les communes (certaines ont enregistré une forte hausse

de leur population, d'autres une hausse moindre, voire pour certaines communes une légère baisse sur certaines années tels que Corbarieu ou Reyniès).
La particularité démographique du bloc territorial est la présence de près de 80% de la population dans la ville-centre dont environ 10% dans les quartiers prioritaires.
La population du territoire se compose d'environ 35 % de moins de 30 ans et 27 % des plus de 60 ans, cette dernière catégorie progressant de manière régulière, contrairement à la tranche d'âge des 30-44 ans (20% en 2008 et 17,7% en 2019).
L'attractivité de Montauban se confirme au quotidien et rend nécessaire une adaptation de l'offre d'équipements et de services au profit de la population que ce soit en matière d'infrastructures, de logements ou d'accès aux services publics (transport, éducation, santé, culture, …) …



➢ Un territoire à la croisée de grands axes de communication

Cette forte attractivité repose notamment sur sa situation géographique privilégiée : proximité avec l'agglomération toulousaine, présence des deux axes autoroutiers que sont l'A62 reliant Bordeaux à Toulouse et l'A20 reliant Bordeaux à Limoges et Paris, ou encore présence de réseaux ferroviaires (Toulouse/Paris, Grand Sud).
A cet égard, la perspective de l'arrivée de la Ligne à Grande Vitesse (GPSO) entre Bordeaux et Toulouse et l'implantation d'une gare multimodale sur le territoire du Grand Montauban constituent une opportunité de développement capitale pour l'Agglomération, son département et au-delà puisque la Ligne à Grande Vitesse concerne plusieurs centaines de milliers d'habitants.
La future gare sur la commune de Bressols et le futur échangeur autoroutier de Lacourt-Saint-Pierre constituent des enjeux essentiels pour le territoire qui, avec le prolongement du Boulevard d'Occitanie, renforceront d'autant plus son attractivité, son développement économique et le besoin d'équipements sur ce secteur.

LA LGV A L'INTERFACE DE LA VILLE DE MONTAUBAN ET DU GRAND PAYSAGE DU TARN ET GARONNE



Le territoire dispose par ailleurs d'une large offre de services pour répondre à la demande de mobilité des administrés au quotidien :

Offre de service des Transports Montalbanais (DSP) :	Transports liO en Tarn-et-Garonne :	Offres de service du Grand Montauban
8 lignes régulières, 20 lignes à vocation scolaire, réseau péri-urbain, 1 service de Transport à la Demande (TAD), 1 service de Transport des Personnes à Mobilité Réduite, 1 service de navette « marché », 1 service de location moyenne et longue durée de vélos : 40 vélos standards, 8 vélos pliants, 47 Vélos à Assistance Electrique, 3 vélos Cargo, 1 service de stationnement sécurisé pour vélo à la gare Montauban Villebourbon 1 service de vélos en libre-service : 60 vélos répartis sur 18 stations sur la commune de Montauban (avec projet d'extension).	Cars : 12 lignes régulières qui desservent le Département du Tarn-et-Garonne dont 8 lignes qui passent par la commune de Montauban, Train : TER Occitanie sur 3 axes (Montauban – Agen, Montauban – Toulouse, Montauban – Cahors – Brive-la-Gaillarde).	Plateforme de covoiturage de mise en relation, Partenariat avec ReézoPouce, 10 parkings-relais ; Accompagnement des entreprises dans le cadre de leur Plan de Mobilité d'entreprises, Accompagnement des écoles dans le cadre de leur Plan de Mobilité Scolaire, Animations « Mobilité » pour promouvoir les offres de mobilité du Grand Montauban (exemple : Centre Hospitalier, clinique, bases militaires, centre universitaire, …), Partenariat avec association des usagers du vélo pour la remise en selle (Vélo-école à destination des enfants et adultes).

➢ Un territoire alliant qualité de vie et contraintes de développement

Bien que située dans l'aire métropolitaine toulousaine, l'agglomération reste un territoire « à taille humaine », doté d'un riche patrimoine historique, culturel, architectural et naturel, qui contribue à son attractivité avec :

- Des monuments classés ou inscrits au titre des Monuments Historiques, notamment le Musée Ingres Bourdelle, le pont Vieux, l'église Saint-Jacques, les galeries et le sol de la place Nationale, l'Ancien collège des Jésuites, … à Montauban ; le château de Verlhaget à Lacourt Saint-Pierre ; le château d'Ardus à Lamothe-Capdeville ; le

château de Reyniès ; l'église Saints-Fabien-et-Sébastien et le pigeonnier de Bellerive à Villemade ;

- Quatre musées : le Musée Ingres Bourdelle (56 942 visiteurs en 2022), le Muséum d'Histoire Naturelle, le musée de la Résistance et du Combattant, le Musée des Jouets,
- Le théâtre Olympe de Gouges,
- La salle de spectacle Eurythmie,
- La SMAC (Scène de Musiques Actuelles) Le Rio Grande,
- Le centre culturel La Muse à Bressols,
- Un Office de tourisme classé, ouvert plus de 314 jours par an, et qui a reçu près de 64 000 visiteurs en 2022 dont 18 000 en juillet-août. L'Office de tourisme détient plusieurs labels qui garantissent la qualité des prestations proposées : Grand Site d'Occitanie, Qualité tourisme (depuis 2013), classé en catégorie 1 (depuis 2019), Accueil Vélo (depuis 2020), Station tourisme (depuis 2021), Pavillon Bleu (depuis 2021),
- Des jardins publics fleuris : le Jardin des Plantes, le parc et les jardins du Pont des consuls, le Cours Foucault, la Roseraie, le Parc du Treil, le site de Port Canal, …
- 130 kilomètres de sentiers balisés, des circuits de randonnée, principalement des chemins de petite randonnée.



Vue aérienne de Montauban et du pont vieux

➢ Un territoire à forte attractivité économique

Sur le plan économique, l'agglomération est un pôle particulièrement dynamique à l'échelle de la région, avec plus de 8 000 entreprises et 39 614 emplois enregistrés sur l'année 2021.
Le taux de chômage, évalué au second trimestre 2022 à 8,5 % en Tarn-et-Garonne, est actuellement de 8 % de la population active à Montauban contre 8,5 % en 2021 à la même époque.

De par sa proximité avec Toulouse, le Grand Montauban constitue une terre d'accueil de nombreuses entreprises notamment dans les secteurs de l'aéronautique (environ une dizaine d'entreprises, soit près de 300 emplois) ou de l'électronique (près de 500 emplois).
Plus d'une dizaine d'entreprises de sous-traitance aéronautique, telles que Farella, Rabes, Normaero, Sibi, PMV Industrie, Nobrak, Celso, Neotec, …, totalisent près de 300 emplois, certaines d'entre elles se diversifiant également dans d'autres secteurs (ferroviaire, médical, industrie, …).

Un pôle électronique au savoir-faire pointu dans des domaines aussi variés que la téléphonie, la géolocalisation ou l'arboriculture, génère près de 500 emplois avec des entreprises comme ITronics, Novatec, Archéan Technologies, Copsonic, Puissance+…
Le soutien aux projets d'innovation est logiquement un axe prioritaire de la politique de développement économique du Grand Montauban, qui accueille et accompagne les jeunes entrepreneurs du territoire au sein de sa pépinière d'entreprises et organise, depuis 2016, un concours à destination des start-up pour promouvoir les « pépites » de demain.
Proches des axes d'accès ou des habitations, plusieurs parcs d'activités permettent aux entrepreneurs de s'installer sur l'agglomération : Albanord, Albasud, Sapiac, Labastide, Villebourbon et les abords du Tarn, les éco-quartiers à Bas-Pays, Médiathèque constituent les principales zones d'activités du territoire, auxquelles il faut ajouter la zone industrielle Laplane sur la commune de Bressols qui est en cours de commercialisation.

Focus sur la création d'entreprises à Montauban (données 2020)

Nombre d'entreprises à Montauban

Montauban compte actuellement 5 621 entreprises privées ou publiques. Cela représente un nombre total de 32 973 salariés. Sur l'ensemble de l'année écoulée, 872 nouveaux établissements d'entreprises ont été créés à Montauban

Nombre de créations d'entreprises par an à Montauban

Sur les 872 créations d'entreprises de l'année 2020 à Montauban, le plus grand nombre d'entreprises créées l'a été dans les métiers du commerce, du transport, de l'hébergement et de la restauration avec 300 nouvelles entreprises. Viennent ensuite :

- le secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques, et des activités de service administratif et de soutien avec 163 créations d'entreprises.
- le domaine de la construction avec 118 créations d'entreprises.
- le secteur des administrations publiques, de l'enseignement, de la santé humaine et de l'action sociale avec 98 créations d'entreprises.
- d'autres activités de service avec 83 créations d'entreprises.
- le secteur de l'industrie avec 45 créations d'entreprises.
- le secteur des activités immobilières avec 26 créations d'entreprises.
- le secteur de l'information et de la communication avec 20 créations d'entreprises.
- le domaine des activités financières et d'assurance avec 19 créations d'entreprises.

Il est à noter que 650 entreprises créées sont des entreprises individuelles soit 74,54% des entreprises créées.

Evolution du nombre des créations d'entreprises par année à Montauban



Son économie locale repose à la fois sur le secteur de l'industrie (près de 2 000 emplois) et sur le commerce-artisanat (plus de 6 000 emplois liés au commerce et près de 3 800 dans le secteur de l'artisanat).
Elle dispose à cet égard d'un atout lié à la forte présence de l'industrie agroalimentaire, avec principalement le secteur de l'arboriculture.
Malgré certaines difficultés rencontrées dans le secteur arboricole, le Tarn-et-Garonne est le 1er département producteur, au niveau national, en pommes de table et kiwis, et le 2ème en prunes, noisettes et raisin de table, avec un tissu diversifié d'entreprise dans les secteurs de l'agro-alimentaire.
Historiquement terre agricole développée autour des filières fruitières, laitières et animales, le Grand Montauban a su tirer parti des spécificités de son territoire pour se diversifier dans des secteurs clés de l'industrie agroalimentaire.
Aujourd'hui, le Grand Montauban compte de grandes entreprises dans l'exploitation fruitière avec MAF Agrobotic, leader mondial du calibrage de fruits et légumes et avec Blue Whale, 1er exportateur français de fruits ; dans la confiserie, avec la présence du leader français de la dragée amande, La Maison Pécou ; dans la biscuiterie avec l'entreprise Poult. C'est aussi Aymard (boyauderie), Nutribio (solutions nutritionnelles à base de lait), La Ferme du ramier (fromage au lait de vache), … Près de 1 000 emplois sont directement liés à l'activité agroalimentaire.

L'économie est donc un axe fort du territoire et un domaine privilégié de l'action du Grand Montauban qui souhaite désormais intervenir dans tous les pans de ce secteur, notamment dans le domaine de :

- L'économie technologique et la connaissance à travers par exemple l'enseignement supérieur, compétence en cours de formalisation par le Grand Montauban.

Le Grand Montauban souhaite ainsi participer au développement d'un deuxième Campus universitaire sur son territoire, en partenariat notamment avec la Région et le Département, autres collectivités territoriales compétentes en la matière. Le Grand Montauban participe activement, aux côtés du Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne, à l'élaboration du Schéma Local Enseignement Supérieur Recherche et Innovation (SLESRI) sous l'impulsion de la Région et de l'Université de Toulouse et aux côtés des autres acteurs locaux de l'ESR. Pour cela, le territoire peut s'appuyer sur les acteurs de la formation et de l'enseignement supérieur présents, et sur le potentiel que représente la proximité des grands centres technologiques et universitaires de la métropole toulousaine (synergies). Il est donc possible de proposer rapidement de nouvelles formations universitaires.
Aussi, en s'appuyant sur un véhicule juridique partagé (dont les modalités sont à définir) entre le Département et le Grand Montauban, il est prévu d'ouvrir une antenne locale pour que les étudiants puissent suivre leur première année de médecine (LAS Licence avec option Accès Santé) à Montauban, une antenne délocalisée de l'université Paul Sabatier à Montauban via une formation STAPS (Sciences et techniques des activités physiques et sportives) en lien avec le Centre d'Excellence Sportive du Ramierou, mais aussi d'autres formations plébiscitées qui permettraient d'offrir des débouchés de 3ème cycle aux étudiants tarn-et-garonnais. Ces cursus sont à définir en partenariat.

Actuellement, les formations post-bac présents sur le Grand Montauban sont :

- BTS dans les domaines de l'agriculture, du numérique, de l'industrie, du commerce, du management, de l'esthétique, de la gestion/comptabilité ;
- Licences dans les domaines de l'Art/Design, du droit, DEES éducateurs spécialisés, soins infirmiers ;
- Masters dans les domaines de l'art/design, du markéting, INSPE ;
- Classe préparatoire en ingénierie.

Il est par ailleurs prévu de développer les cursus suivants : licence pro ESS, licence pro CAPI, LAS majeur droit/mineur santé, STAPS (2024) et un titre de professionnel transport/logistique.

D'autres formations BTS sont présentes sur le département, à Caussade, Moissac, Valence d'Agen et Beaumont de Lomagne. Un travail de recueil de besoins a été engagé dans le cadre du Schéma Local Enseignement Supérieur Recherche et Innovation (SLESRI) et les projets d'ouverture de formation post-bac sont bien avancés.
Une consultation auprès des étudiants est en cours, menée conjointement avec le Département, pour définir leurs besoins en logement et mobilité.

Enfin, toujours dans le domaine de la formation, il convient de relever la présence d'une école de la deuxième chance qui a ouvert ses portes au mois de mars 2023 à Montauban. Le dispositif des écoles de la deuxième chance contribue à ramener vers l'emploi des jeunes qui en sont particulièrement éloignés, cumulant souvent plusieurs difficultés socio-économiques. Il a pour objectif d'offrir aux jeunes, sans qualification, l'opportunité d'une insertion sociale et professionnelle grâce à des parcours individualisés et en alternance.
La Région Occitanie compte 13 Ecoles de la Deuxième Chance.
L'école de Montauban, située au centre-ville avenue Gambetta, est portée par le Centre d'Entrainement aux Méthodes d'Education Actives (CEMEA) en cotraitance avec Loisirs Education Citoyenneté. Elle a une capacité d'accueil de 60 places.

- L'économie touristique :

Pour rappel, le tourisme et l'économie touristique sont une compétence partagée entre les différents échelons locaux. Le Grand Montauban dispose d'un potentiel de développement touristique qui s'appuie à la fois :

- Sur la richesse de son patrimoine culturel et architectural, sur son patrimoine naturel (le canal latéral à la Garonne et la halte nautique d'Escatalens ; le canal de Montech, la halte nautique de Lacourt Saint-Pierre et le site de Port Canal aujourd'hui labellisé Pavillon bleu ; le Tarn, ses berges et la halte nautique de Corbarieu ; l'Aveyron et la plage d'Ardus de Lamothe Capdeville, les sentiers de randonnée dont le circuit des pigeonniers à Escatalens, …),
- Sur ses nombreux équipements de sports et de loisirs (golf, complexe aquatique, palais des sports, guinguettes, parcs d'attraction/de loisirs/de sports d'eau tels que Wampark ou Tohubohu, …),
- Sur ses manifestations annuelles (marathon, festivals de musique, …),
- Sur les labels qualités et les prestations proposées par son Office de tourisme.

Le territoire bénéficie également d'infrastructures d'hébergement (exemple : offre hôtelière de qualité) et d'équipements d'accueil des visiteurs que le Grand Montauban souhaite encore développer notamment dans le secteur du cyclotourisme en élargissant l'offre déjà présente sur le territoire. Le Grand Montauban porte ainsi le projet d'aménagement d'un gîte d'étape dédié au vélo sur le site de Port Canal pour faire face à une demande croissante dans ce secteur. Ce projet s'appuie sur la présence de plusieurs itinéraires de Véloroute sur le territoire ou à proximité :

- La Véloroute Vallée et Gorges de l'Aveyron entre Montauban et Laguépie ;
- La Véloroute, V85, entre Montech et Quissac (certains tronçons sont en cours d'études) ;
- La Véloroute « La Vagabonde », V87, de Montluçon à Montech (réalisé par le Département 82 en partenariat avec le Grand Montauban), pour une mise en service pour la saison estivale 2023 ;

- La connexion via Montech à la V80, Canal des 2 mers.

Le tourisme fluvial est quant à lui déjà présent grâce aux balades et croisières organisées par un croisiériste sur le Tarn et le canal.
Il sera renforcé d'une part dans le cadre du projet de valorisation d'un itinéraire touristique fluvial et fluvestre, le Canal des 2 mers incluant le port Canal de Montauban, et d'autre part dans le cadre du projet de remise en navigabilité du Tarn, qui prévoit notamment la rénovation de l'écluse de Sapiacou ou encore la création de pontons/débarcadères, mais également avec la mise en place de nouveaux circuits de balades fluviales (exemple : pérennisation des traversées spécifiques créées à l'occasion de manifestations tel que le Festival des Lanternes).
D'autres projets de rénovation d'écluses sont prévus sur le territoire ainsi que la rénovation des bâtiments contribuant au tourisme fluvial tel que la maison éclusière d'Escatalens. Une étude de remise en navigabilité du Tarn est menée avec le « Syndicat Mixte de Remise en Navigabilité du Tarn », qui associe de nombreux partenaires et concerne le territoire du Grand Montauban.

La Communauté d'agglomération mène par ailleurs depuis plusieurs années des actions visant à structurer une stratégie en matière de tourisme d'affaire (exemple : adhésion au réseau d'offices de tourisme « Congrès-Cités »).
C'est ce potentiel touristique et l'ensemble des actions menées sur le long terme qui ont permis au territoire de devenir Grand Site Midi-Pyrénées puis Grand Site Occitanie en 2018.
Depuis 2018, des actions nouvelles ont été mises en œuvre tels que l'aménagement des allées du cœur de ville, la mise en place de parcours numériques (sur Montauban et Reyniès), de jeux de piste et de bornes d'information dans le centre historique, la refonte du site Internet de l'Office de Tourisme du Grand Montauban, … actions qui pour certaines ont fait l'objet d'un soutien financier de la Région.

La Ville de Montauban bénéficie également du label Ville et Pays d'art et d'histoire, obtenu en 1998 et renouvelé en 2019.
Appuyé sur une connaissance approfondie et une approche élargie et transversale des patrimoines, le label répond à plusieurs objectifs :
- Sensibiliser aussi bien les habitants que les visiteurs à leur cadre de vie. En particulier, le jeune public qui bénéficie d'actions spécifiques ;
- Étudier le territoire par la réalisation de travaux de recherches ou d'inventaires qui peuvent être utilisés dans le cadre des documents d'urbanisme ou d'actions de valorisation ;
- Mettre en valeur les patrimoines bâtis, anciens et contemporains, les centres et les périphéries, les paysages, les savoir-faire et les patrimoines immatériels ;
- Mettre à disposition des outils de compréhension et de médiation du patrimoine.
Sa mise en œuvre s'appuie sur une convention décennale entre la ou les collectivités et le Ministère de la Culture. Les territoires labellisés s'engagent à recruter un chef de projet Villes et Pays d'art et d'histoire, à avoir recours à des guides-conférenciers, à concevoir un Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP). Le label permet une réflexion d'aménagement culturel du territoire dans une démarche partenariale mobilisant l'ensemble des acteurs concernés.

Le développement du tourisme sur le territoire du Grand Montauban s'inscrira durablement dans des logiques partenariales, notamment dans le cadre du Schéma Départemental du Tourisme 2023-2028, lui-même en lien avec le schéma régional de développement du Tourisme et des loisirs.

- L'économie circulaire :

Le Grand Montauban souhaite jouer un rôle dans l'accompagnement et le soutien des acteurs du territoire dans les domaines touchant l'économie circulaire : achats et consommation responsables, écoconception, écologie industrielle et territoriale, économie de la fonctionnalité. La Communauté d'Agglomération a ainsi obtenu une étoile dans le cadre du label Economie Circulaire du programme Territoire Engagé Transition Ecologique

de l'ADEME. Les filières agricoles/agro-alimentaire, culture/tourisme/sport et BTP sont les filières prioritaires identifiées dans la feuille de route du Grand Montauban.

Dans le cadre du Contrat d'Objectif Territorial signé entre l'ADEME et le Grand Montauban en novembre 2021, parmi les 5 objectifs régionaux co-construits avec l'ADEME et validés en conseil communautaire du 23 janvier 2023, figure notamment l'élaboration d'une stratégie sur la politique alimentaire territoriale : en effet, le Grand-Montauban porte une ébauche de Projet Alimentaire Territorial (PAT) autour de projets portant sur la construction d'une nouvelle cuisine centrale et des réflexions sur la constitution d'une légumerie. Cette dernière pourrait avoir une portée départementale, dans une logique de co-construction avec le Projet Alimentaire Territorial (PAT) départemental porté par le Conseil Départemental et la Chambre d'Agriculture du Tarn et Garonne.

➢ Un territoire contribuant au bien-vivre ensemble, à la cohésion sociale et territoriale

Au-delà du secteur économique, la Communauté d'Agglomération agit également en faveur de sa population afin de contribuer au sentiment de « bien-vivre ensemble » et à la cohésion du territoire.
Le territoire dispose d'ores et déjà d'une excellente offre d'équipements et de services notamment :

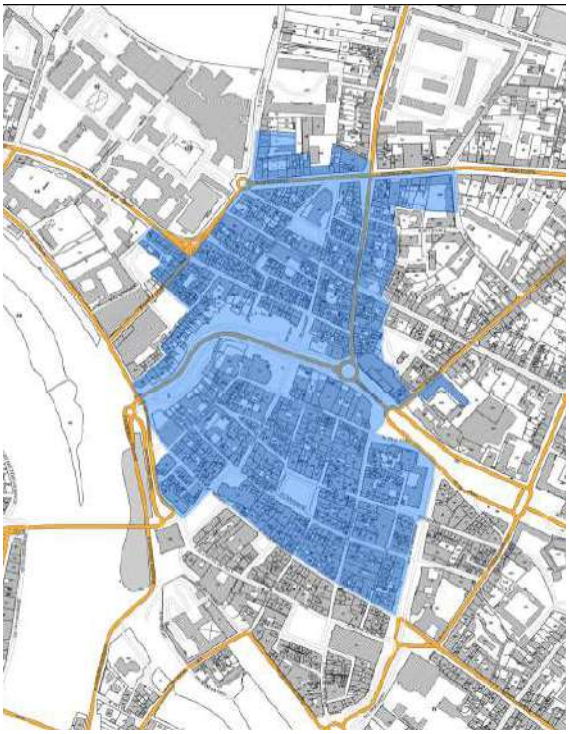
1. Des équipements sportifs et de loisirs :
    - Ville de Montauban : des stades tels que le stade de Bagatelle, Sapiac ou Pompidou ; des terrains tels que la plaine de jeux du Ramier (football, tennis, stand de tir, …), du Ramierou ou de Pouty ; plusieurs gymnases à proximité de certains établissements scolaires ; le palais des sports Jacques Chirac ; la piscine Ingreo ; le golf de l'Estang, la base nautique, des boulodromes, le centre équestre ….
    - Commune d'Albefeuille-Lagarde : le terrain multisports, le stade de football, deux boulodromes.
    - Commune de Bressols : le dojo, des terrains de sport, la salle polyvalente, le gymnase, la base aviron, la plaine de jeux et de loisirs qui regroupe un ponton avec 4 anneaux, une aire de camping-cars, une aire de jeux pour enfants, une aire de pique-nique, des postes de pêche, un skate-park, un boulodrome et le futur citystade.
    - Commune de Corbarieu : des terrains de sport (football, tennis), le citystade, le parcours santé, le boulodrome, la halte nautique comportant 8 anneaux.
    - Commune d'Escatalens : des terrains de sport (football, tennis), le skate-park, le boulodrome, la halte nautique comprenant 24 anneaux, le lac Saint-Julien, la halle.
    - Commune de Lacourt Saint-Pierre : le citystade, la halte nautique comportant 4 anneaux.
    - Commune de Lamothe-Capdeville : les terrains de football et de tennis, le boulodrome, la plage d'Ardus.
    - Commune de Montbeton : plusieurs terrains de sport (football, tennis, pétanque, …), la salle de danse/gymnastique, deux salles omnisports, le complexe sportif.
    - Commune de Reyniès : le terrain de sport (football, rugby), le terrain de tennis, deux boulodromes, le citystade, la salle des fêtes/polyvalente, deux salles associatives.
    - Commune de Saint-Nauphary : le complexe sportif, le boulodrome, le citypark, la salle polyvalente, le parcours santé.
    - Commune de Villemade : le stade de football, deux boulodromes, le citypark, la salle polyvalente, le parcours santé, le parcours pédestre autour du lac d'Estang et le long du Mortarieu.

2. Des équipements culturels :
    - Ville de Montauban : le MIB, le Muséum, le Musée de la Résistance et des Combattants, Eurythmie, la médiathèque Mémo située dans le QPV Médiathèque-Chambord, le Pôle Mémoire, le Pôle des Enseignements artistiques avec le Conservatoire et l'Ecole de dessin.
    - Sur la commune de Bressols, la Muse qui allie à la fois cinéma et éducation à l'image assurés par l'association Eidos qui propose notamment des ateliers à destination des scolaires et collégiens.
    - Une bibliothèque/médiathèque sur la majorité des communes du Grand Montauban, certaines d'entre elles proposant des expositions temporaires (Montauban, Saint-Nauphary, …).

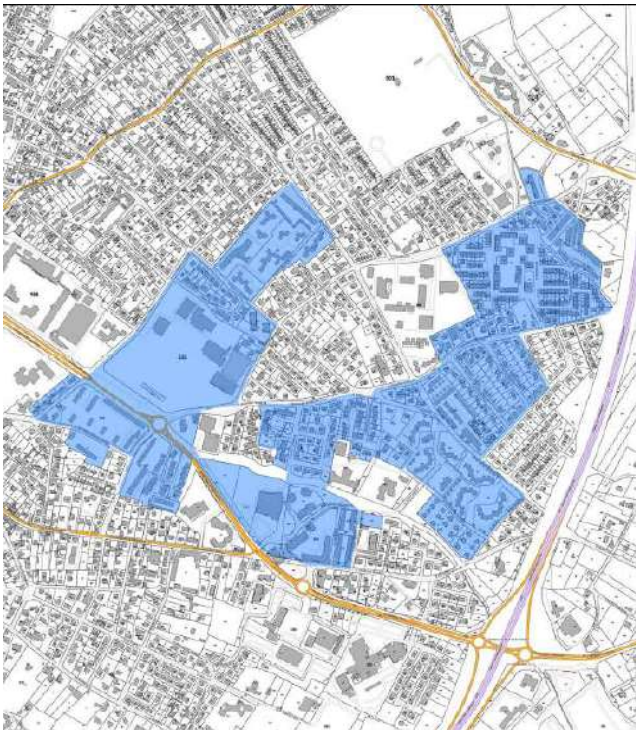
3. Des équipements sociaux : huit crèches dont une à Bressols et une à Escatalens, des centres de loisirs sur la majorité des communes du Grand Montauban, le Relais Petite Enfance situé sur la Ville de Montauban et qui délocalise des animations sur la majorité des communes du Grand Montauban, un Service Information Jeunesse à proximité du lycée Bourdelle à Montauban, le centre social avec 4 antennes réparties sur la ville de Montauban (centre-ville, Issanchou, Chaumes, Beausoleil), le CCAS et le Pôle Senior situés dans le QPV Médiathèque-Chambord à Montauban, …

Cependant, les besoins et attentes changent en fonction de l'évolution démographique, des évolutions socio-économiques et selon les secteurs géographiques (quartiers prioritaires, zone urbaine ou rurale).
L'objectif du Grand Montauban et de ses communes membres est donc d'adapter et de renforcer l'offre existante pour une meilleure proximité et un équilibrage territorial des équipements et services.

Avec deux quartiers classés prioritaires à la Politique de la Ville et cinq territoires en veille active sur la commune-centre, de nombreuses actions sont menées afin d'améliorer le cadre de vie de ses habitants et favoriser leur intégration en intervenant dans les différents domaines que sont notamment l'éducation, l'emploi, la santé.
Un certain nombre d'actions sont également orientées vers des populations ciblées afin de répondre à leurs besoins spécifiques : demandeurs d'emploi de longue durée avec des actions visant à améliorer l'employabilité et l'insertion professionnelle des habitants des QPV en agissant sur les freins à l'emploi (mobilité, apprentissage du français, accompagnement renforcé …), les enfants et les jeunes avec la poursuite des efforts visant à améliorer leur réussite éducative au service de l'égalité des chances (accompagnement à la scolarité, Projet de Réussite Educative, prévention et numérique éducatif …), les publics précaires avec le renforcement des interventions en matière d'accès aux droits et à la santé en portant une attention particulière aux jeunes et aux femmes (permanences juridiques, épicerie sociale, numérique inclusif, sport-santé, actions de prévention santé …), petite enfance (désormais compétence intercommunale permettant une harmonisation de cette politique à l'échelle du territoire) /jeunesse/seniors ; étudiants/demandeurs d'emploi ; …
L'agglomération veille également à un rééquilibrage entre territoire urbain-territoire rural, au travers de ses compétences en premier lieu mais également en soutenant les projets portés par les communes rurales en tant que maître d'ouvrage pour maintenir l'attractivité de leur territoire.



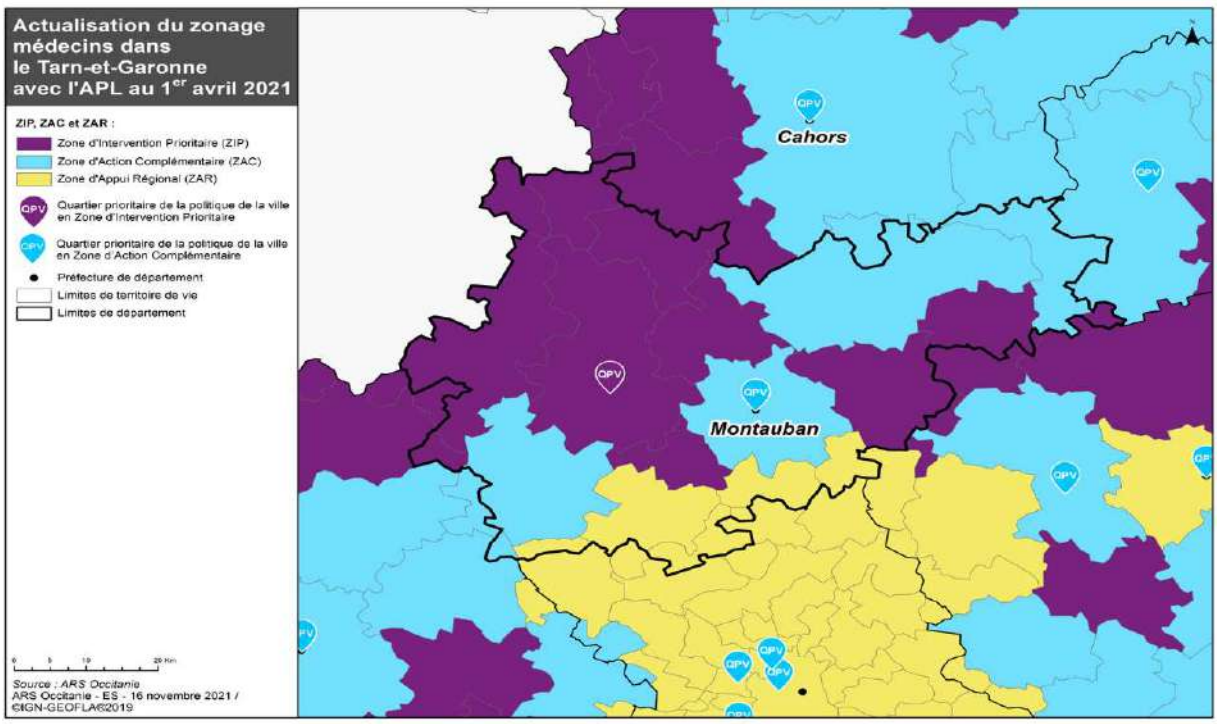
QPV Cœur de ville (QP 082001)



QPV Médiathèque-Chambord (QP 082002)

4. Offre de soin : signataire d'un Contrat Local de Santé à l'échelle de l'agglomération et impliqué dans le Comité Départemental « Attractivité médicale » mis en place par la DDARS du Tarn-et-Garonne, le Grand Montauban s'est positionné comme territoire pilote dans la mise en œuvre de la stratégie départementale sur la question de l'attractivité médicale.

Le Grand Montauban et la ville de Montauban connaissent des difficultés mais restent situés en « zone d'action complémentaire » (à l'exception des communes de Reyniès et Escatalens), constituant ainsi des territoires en tension mais à un niveau moins important que les zones d'intervention prioritaire selon le classement des ARS.



Le département compte **203 médecins généralistes libéraux** (dont 76 sur la Communauté d'Agglomération du Grand Montauban et 84 sur le Territoire de Vie-Santé de Montauban) avec une densité de 9,7 médecins pour 10 000 habitants sur la communauté d'agglomération et de 7,8 sur le département.
Ce dernier connaît depuis 2012 **une baisse annuelle de l'ordre de 0,6%** de son nombre de médecin, ce qui représente une diminution de 11 médecins. Concernant le Grand Montauban, cette baisse s'élève à 0,3% par an depuis 2012, ce qui représente une baisse de 2 médecins.
Au niveau départemental, 34% des médecins généralistes ont plus de 60 ans et sont donc susceptibles de partir à la retraite dans les 5 à 10 ans à venir. Ce chiffre s'élève à 31,6% sur la Communauté d'Agglomération du Grand Montauban.
Les structures d'exercice coordonné présentes sur le département sont les suivantes : 14 maisons de santé pluriprofessionnelles (dont 4 localisées sur le Grand Montauban : MSP Ingres Montauban; MSP Corbarieu; MSP Hippodrome Montauban; MSP Bellevue), 4 centres de santé et 4 CPTS (dont 1 CPTS sur le Grand Montauban).

L'état des lieux est donc le suivant :

- Une part importante de la population est **sans médecin traitant, 2 000 personnes sur la ville de Montauban.**
- Le territoire se heurte à un **manque de fidélisation des internes**.
- **Les installations ne permettent pas de compenser les départs à la retraite.**
- **Une absence de spécialistes ou de médecins prescripteurs** sur le territoire.
- Une situation hétérogène sur le territoire, avec certaines zones qui sont plus dépourvues que d'autres (ville basse notamment) tandis que certaines zones présentent une situation plus favorable (QPV, Clinique du Pont de Chaume). Cette offre plus importante ne **permet toutefois pas d'absorber les manques**.
- **Un isolement des médecins** et **une absence de lien ville-hôpital**.

Comme de nombreux territoires, le GMCA et sa ville centre ont engagé une réflexion sur l'ensemble des leviers d'actions à mobiliser avant, pendant, après l'installation des médecins mais aussi tout au long du parcours tant sur le plan des conditions d'exercice que sur le plan des conditions de vie, pour une meilleure attractivité médicale.

Concernant le nouvel hôpital, le projet actuel permettra de travailler un véritable projet d'établissement, d'améliorer son cycle d'exploitation et de se libérer des contraintes patrimoniales existantes. Ce projet est également soutenu par la Région avec un engagement de 23 millions d'euros (inscrit au CPER). La livraison du bâtiment est prévue fin 2030.

A noter également sur les autres communes du Grand Montauban :

- La construction dans le bourg de Bressols d'un centre privé de rééducation cardiaque dont l'ouverture est prévue en 2024,
- La construction d'une maison de santé pluridisciplinaire par la commune de Corbarieu, dont l'ouverture est prévue en mars 2025 et qui accueillera notamment des médecins, infirmières, kinésithérapeutes, psychologues, podologue, …

5. Politique de l'habitat

En 2022, le GMCA a vu sa délégation des aides à la pierre renouvelée pour 6 ans. Le nouveau PLH (Programme Local de l'Habitat) s'appliquera sur la même temporalité.

Programme Local de l'Habitat
Le Programme Local de l'Habitat constitue un document stratégique qui fixe la politique de l'Habitat de l'agglomération pour une période de 6 ans soit 2022-2028.
Trois communes de l'agglomération doivent respecter les obligations SRU : Bressols, Montauban et Montbeton (elles sont actuellement déficitaires).

Le Grand Montauban s'engage à s'inscrire dans un scenario de production de logements qui soit réaliste, soutenable et mobilisera l'ensemble des outils permettant de produire des logements accessibles, abordables pour les ménages modestes.
Par ailleurs, le Grand Montauban travaille de manière transversale et concertée la stratégie d'attributions de ces logements, le document cadre d'orientation et le système de cotation a été validé en Conférence Intercommunale du Logement (CIL).
Le Grand Montauban a également adopté en juillet 2022 un règlement d'intervention financière pour la production de logements sociaux sur l'agglomération qui mobilise à la fois des fonds propres ainsi que du réemploi du prélèvement SRU. Ces aides et subventions permettent d'accompagner la production de logements en PLUS et PLAI mais aussi les petites typologies ou encore les opérations d'acquisition- amélioration ….

Le deuxième PLH se compose de trois volets :

- ✓ 1 diagnostic : analyse de la situation existante et évolutions en cours

Constats :
- Une démographie dynamique portée par le solde migratoire, signe de l'attractivité du territoire, mais avec d'importantes disparités.
- Une tendance à la périurbanisation autour de l'axe urbain Montbeton-Montauban-Saint-Nauphary
- Une dynamique démographique et un desserrement des ménages induisant d'important besoins en logements
- Un territoire « familial » localisé en périphérie
- Une population relativement jeune en dehors de la ville-centre mais sujette au vieillissement
- Des niveaux de revenus faibles notamment sur la ville-centre (à l'échelle du Grand Montauban, six familles sur dix sont éligibles au logement social du fait de leurs revenus. Un peu moins d'un tiers des ménages relève d'un logement très social (plafonds PLAI).
- Une répartition du parc en collectif peu équilibrée sur le territoire, induisant des spécificités de peuplement et une problématique en termes de consommation foncière
- Une nette diminution de la vacance mais un potentiel de reconquête d'une partie de la vacance et de changement d'usage
- Un important parc pavillonnaire en lotissements bâti dans les années 70
- Une problématique de précarité énergétique dans un parc plutôt ancien
- L'existence d'un parc locatif privé « social de fait »
- Une concentration de petites copropriétés potentiellement fragiles sur la ville-centre

- ✓ 1 document d'orientations : grands principes

Enjeux :
- Recentrer la croissance démographique dans les communes du pôle urbain comme prescrit par le SCoT tout en permettant de maintenir un dynamisme démographique et économique suffisant sur les autres communes.
- Accompagner le développement pour limiter l'étalement urbain et renforcer l'armature urbaine du territoire
- Etre attentif à la diversité de l'offre produite (types, gammes de prix, etc.)
- Poursuivre / maintenir une offre de logements capable de répondre aux ménages en place sur l'agglomération
- Favoriser le développement d'une offre abordable pour les jeunes ménages en début de parcours résidentiel
- Favoriser le maintien des personnes vieillissantes dans leur logement en travaillant sur l'adaptation de l'offre et leur assurer des services de proximité
- Développer un parc locatif abordable et en nombre suffisant pour faciliter les parcours résidentiels et répondre aux besoins de ménages modestes dans toutes les communes
- Saisir l'opportunité de production de logements par sortie de vacance : Pour limiter la production neuve (participant à l'optimisation de la ressource foncière) / Pour apporter de la mixité, par exemple en développant du locatif

- Un enjeu fort de mobilisation du bâti inexploité par des opérations d'acquisition-amélioration
- Poursuivre les efforts de requalification du parc privé en privilégiant les interventions sur les noyaux durs de dégradation
- Accompagner la réalisation de travaux d'économie d'énergie



- ✓ <u>1 programme d'actions :</u> objectifs quantifiés et localisés des offres de logements, les actions à envisager pour la réhabilitation du parc existant et les interventions foncières. Ce programme se décompose en 17 actions définissant les outils et moyens mis en œuvre par le Grand Montauban, les communes et l'ensemble des partenaires afin de répondre aux orientations stratégiques. Il identifie des actions pragmatiques et réalistes, opérationnelles, tenant compte des spécificités du territoire et des moyens financiers, dans un contexte législatif évolutif. Ces actions sont territorialisées, calibrées financièrement, échelonnées dans le temps et identifiées par des indicateurs de suivi

<u>Objectifs quantitatifs du PLH2 :</u>
3 200 logements à produire en construction neuve (70%) et renouvellement urbain (30%) + 330 logements vacants à remettre sur le marché. Ainsi, des courriers ont été adressés par le Grand Montauban aux propriétaires de logements vacants et un questionnaire est en ligne sur le site de l'agglo pour identifier les raisons de la vacance).

<u>Actions phares du PLH:</u>
- ✓ Maintenir et développer une offre nouvelle en termes de logements sociaux avec notamment des aides financières importantes
- ✓ Poursuite des dispositifs d'amélioration de l'habitat privé (OPAH-RU – Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Renouvellement Urbain et PIG – Programme d'Intérêt Général) notamment la lutte contre l'habitat indigne (appuyée par le dispositif du permis de louer) , la lutte contre la précarité énergétique et favoriser l'adaptation des logements à la perte d'autonomie liée au vieillissement et/ou le handicap.
- ✓ Développer une offre diversifiée en production neuve et en renouvellement urbain avec notamment la lutte contre les logements vacants

Amélioration du parc privé
Le territoire du GMCA est couvert depuis de nombreuses années par des dispositifs opérationnels (OPAH-RU et PIG) qui doivent permettre la rénovation des logements anciens énergivores, tout ou partiellement dégradés ou non adapté au vieillissement de la population.
Il s'agit également de développer une offre locative privée abordable et de qualité (conventionnement Anah).
Force est de constater que ces dispositifs n'atteignent pas les objectifs escomptés et devront être réinterrogés. Les objectifs devront également être redéfinis.

Par ailleurs, le territoire tente de mobiliser le parc de logement vacant via notamment le traitement des données Lovac. La participation à la mise en œuvre d'un observatoire des loyers doit permettre une meilleure attractivité du dispositif LocAvantages en prenant en compte les réalités du marché immobilier local.

Nouveau Programme de Renouvellement Urbain
Le quartier prioritaire Médiathèque Chambord fait l'objet d'un projet de renouvellement urbain d'intérêt régional qui bénéficie de financements de la part de l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain des partenaires territoriaux. Le projet vise à redessiner l'entrée de ville Est de Montauban avec la démolition d'une barre de 60 logements locatifs sociaux construits dans les années 60 et présentant des dysfonctionnements urbains et techniques. Ce parc immobilier est propriété du bailleur social Tarn et Garonne Habitat qui construira sur site son siège social ainsi qu'un bâtiment de 30 logements locatifs sociaux (en PLS). Ce programme permettra la dé-densification du quartier et l'amélioration de la qualité de services rendu aux administrés. Dans le cadre de ce projet d'envergure, la résidentialisation de 162 logements de la Résidence Chambord sera réalisée. Enfin, l'aménagement paysager du boulevard Herriot complètera le projet urbain. La reconstruction d'une offre de 60 logements sur le territoire du GMCA est également programmée afin de répondre aux besoins en logements sociaux du territoire.

➢ Un territoire qui s'inscrit dans la transition énergétique et écologique

L'ambition des politiques mises en œuvre est aujourd'hui d'offrir aux administrés un environnement qui contribue à une meilleure qualité de vie, ceci en tenant compte des enjeux écologiques qui impactent l'espace public et le quotidien de la population.
Les engagements pris par le Grand Montauban à travers le label Climat Air Energie du programme Territoire Engagé Transition Ecologique de l'ADEME et son Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) démontrent, s'il en est encore besoin, la volonté d'agir du territoire dans ces différents domaines.

Ainsi, le Grand Montauban a approuvé en 2019 son PCAET qui définit des objectifs ambitieux en matière de baisse des consommations énergétiques, des émissions de gaz à effets de serre, de développement des énergies renouvelables et qui se décline sur 5 axes :

- **Un territoire en transition**, avec une systématisation de la prise en compte des enjeux de transition écologique dans les documents-cadre (PLU, PLH), le développement des énergies renouvelables, l'accompagnement à la décarbonation de notre économie, la gestion de l'énergie, de l'eau, des déchets ;
- **Une mobilité durable et active**, pour permettre des déplacements moins dépendants de la voiture individuelle et apporter une réflexion sur les évolutions souhaitées en matière de transport de marchandises et de logistique urbaine ;
- **La transition énergétique des bâtiments** axée sur la transition du parc de logements privés, visant à massifier la rénovation énergétique tout en répondant à un enjeu de plus en plus prégnant sur la précarité énergétique.

Le Grand Montauban est ainsi l'un des acteurs du guichet unique Renov'Occitanie mis en place pour tous les publics sur le territoire et géré par le CAUE de Tarn-et-Garonne.

Une OPAH-Renouvellement Urbain et un Programme d'Intérêt Général ont également été mis en place sur l'agglomération en 2019 avec notamment pour objectif de soutenir les opérations de rénovation énergétique engagées par les propriétaires occupants à revenus modestes ou les propriétaires bailleurs.

- **L'exemplarité de la Collectivité**, notamment sur son patrimoine mobilier et immobilier, ainsi que dans toutes les actions mises en œuvre.

Le Grand Montauban et ses communes membres ont ainsi engagé, depuis plusieurs années, une politique de maîtrise de leurs consommations d'énergie intégrant des travaux de rénovation énergétique de leurs bâtiments publics. L'objectif est de réaliser de manière significative des économies d'énergie et de gaz à effet de serre tout en améliorant le confort de ses usagers. Dans ce cadre la ville de Montauban a obtenu le 6 juillet 2020 une certification ISO 50001 pour avoir mis en place un Système de Management de l'Energie (SME) selon les exigences de la norme internationale ISO 50001.

- **La communication et coopération**, dans une logique d'implication et de mise en réseau de l'ensemble des acteurs du territoire pour assurer une politique de transition concertée et transversale : habitants, acteurs économiques, partenaires institutionnels.

Atouts	Points de vigilance (Faiblesses)
▪ 2ème pôle démographique de Midi-Pyrénées et 6ème d'Occitanie. ▪ Une excellente offre d'équipements et services à la population y compris dans les communes rurales (pôles relais complémentaires à la ville centre moteur). ▪ Très nombreux acteurs et interventions publiques en faveur de la population : animation (culture, Pôle jeunesse, Pôle petite enfance, Pôle Seniors, etc.) / social et emploi (CCAS, Centre social, Politique de la ville, BOE, etc.) / logement (opérations d'habitat social, FSL, etc.) / transport (Libellule (TAD), etc.) / réseau dense d'associations, dans toutes les communes. ▪ 2ème pôle d'emploi et 2ème pôle économique de Midi-Pyrénées : forte attractivité économique (cf. flux entrants importants d'entreprises et d'actifs) + indicateurs de performance économique particulièrement bons (implantation d'entreprises nouvelles, création d'entreprises, offres d'emplois). ▪ Fort potentiel d'accueil économique (zones d'activité existantes et en projet, services aux entreprises/emploi, connexion Très Haut Débit) + « locomotive » commerciale. ▪ Très bonne accessibilité du territoire (carrefour routier, ferré, voies d'eau…) et connectivité (déploiement fibre optique en cours). ▪ Une agglomération « à taille humaine » à forte plus-value patrimoniale (historique, culturelle, environnement- présence de l'eau) => qualité de vie remarquable, fort potentiel touristique (Ville d'Art et d'Histoire, tourisme vert, tourisme fluvial). ▪ Politique proactive et nombreux projets structurants mis en œuvre pour maîtriser l'étalement urbain et protéger/valoriser le riche patrimoine naturel (gestion foncière, rénovation urbaine, maîtrise risque inondation, navigabilité du Tarn, etc.) et en matière de déchets, énergie, mobilité durable (1ère agglomération régionale (après Toulouse) dotée d'un Plan Climat). ▪ Un pôle universitaire, un pôle de recherche-développement-innovation et un pôle santé à l'échelle départementale.	▪ Une analyse des besoins sociaux qui met en lumière les difficultés d'une partie de la population (chômage, niveau de qualification, précarisation, dépendance aux prestations, accès au logement), particulièrement marquées chez les moins de 30 ans, les ménages isolés et dans certains quartiers de la ville centre. ▪ Nécessité de répondre à des situations et besoins variés de logements pour notamment prendre en compte le desserrement des ménages induisant un important besoin en logements et maintenir une offre diversifiée (gammes de prix, offre et types de logements, logement adapté notamment aux personnes âgées…). Pression foncière liée à l'attractivité + territoire très vaste + organisation spatiale particulière + risque d'inondation (PPRI) => la maîtrise de la croissance urbaine est un défi permanent. ▪ L'ambition du développement de l'enseignement supérieur doit être liée au renforcement de certaines aménités notamment le logement à destination des étudiants ▪ Tendance au recul des espaces agricoles et de nature et à la hausse des prix du foncier/ immobilier dans les communes rurales. ▪ Impact négatif des déplacements sur l'environnement malgré le développement des transports en commun/ modes actifs. ▪ Secteur primaire et secondaire en recul en nombre d'entreprises et d'emplois et potentiel à développer en matière de structuration de filières d'excellence/ services technologiques. ▪ Un potentiel touristique trop méconnu et une stratégie de marketing territorial à approfondir pour mieux identifier le territoire, à des fins aussi bien économiques que touristiques.

Opportunités	Risques (Menaces)
▪ Poursuite du dynamisme démographique (la croissance démographique est d'abord une chance). ▪ Perspective de l'arrivée de la LGV qui devrait renforcer encore la dynamique économique et touristique : début des travaux envisagée en **2024** pour une mise en service en **2032.** ▪ Construction d'un nouvel hôpital sur la commune de Montauban et perspectives d'aménagement de l'actuel site à étudier, construction d'un centre de rééducation cardiaque à Bressols et construction d'une maison de santé pluridisciplinaire à Corbarieu. ▪ Proximité avec la capitale régionale en saturation => potentiel pour capter une part de résidentialisation (y compris CSP+), d'économie qualitative et d'emplois qualifiés et pour développer des synergies (économiques, RDI, enseignement supérieur,). ▪ Développer l'image de marque du territoire et sa spécificité ; notamment, potentiel pour le développement de secteurs économiques d'excellence et à haute valeur ajoutée en lien avec les atouts patrimoniaux du territoire (cf. présence de groupes leader, projet Arboritech, potentiel dans l'économie « verte »). ▪ Extension du label « ville d'art et d'histoire » de Montauban vers un « Pays d'art et d'histoire » du Grand Montauban qui doit permettre une identification et différentiation du territoire / potentiel en matière de tourisme d'affaire. ▪ Des disponibilités foncières, à organiser à l'échelle de l'agglomération pour anticiper efficacement la croissance démographique (cf. perspective PLUI) et des prix du foncier et immobilier qui restent inférieurs à ceux de la métropole régionale. ▪ Des espaces stratégiques qui peuvent bénéficier d'une rénovation qualitative avec une dimension marquée d'excellence environnementale (ex : Villebourbon). ▪ Image positive de l'action de l'intercommunalité auprès des communes : renforcement de la qualité des services rendus à la population, qualité des relations avec les services du GMCA.	▪ « Risques » en lien avec la croissance démographique : o Besoins forts en logement et en équipements/services à la population (=> coût investissements et fonctionnement), o Maintien de la qualité de vie et de la mixité des fonctions dans les communes malgré les effets déstabilisateurs pouvant être suscités par la croissance démographique. ▪ Vigilance par rapport au processus de métropolisation notamment en ce qui concerne le maintien du dynamisme et de l'attractivité économiques propres du territoire. ▪ Veiller à l'équilibre entre zones commerciales et le développement du commerce de proximité => vigilance quant au maintien de la vitalité du centre-ville de Montauban et centres bourgs des communes. ▪ Avenir incertain des financements externes en matière de politique de la ville, cohésion sociale et rénovation urbaine (baisse des financements de l'Etat), augmentation significative des coûts des matériaux, contexte général inflationniste. ▪ Vulnérabilité du territoire face aux enjeux du changement climatique : îlots de chaleur urbain, risque d'inondation, précarité énergétique, problématique de la ressource en eau.

2. Présentation des Bourgs-Centres du territoire, et de leur insertion/contribution au projet de territoire

Sur le territoire du Grand Montauban, quatre communes sont éligibles au dispositif régional des Bourgs-Centres :

- Les communes de Montbeton et Saint-Nauphary qui ont pré-candidaté et élaborent leur contrat pour la période 2022-2028 ;
- Les communes de Bressols et Corbarieu qui ont élaboré et signé leur contrat respectivement en 2019 et 2020.

Stratégie du bourg-centre Bressols

- **Axe 1 _ Créer les conditions pour accueillir de nouvelles populations :** Améliorer la maîtrise foncière et l'habitat et mettre en place un PIG (Programme d'Intérêt Général)
- **Axe 2 _ Améliorer les conditions de desserte et de mobilité sur le territoire :** création de réseaux secondaires entres pôles existants et à venir, aménagement de voies douces et parcs-relais
- **Axe 3 _ Maintenir un niveau d'équipements et de services adaptés à la demande :** aire de stationnement PMR, construction d'ateliers municipaux
- **Axe 4 _ Préserver le cadre de vie :** aménagement d'un parc public avec halle, guinguette, aménagement d'un parcours pêche et d'une aire de camping-car, aménagement de jardins familiaux

Stratégie du bourg-centre Corbarieu

- **Axe 1_Développer des équipements et services répondant à la demande de la population :** favoriser la vie commerçante en centre bourg, création et adaptation des équipements publics, création de structures à vocation de services publics
- **Axe 2 _ Améliorer les conditions d'accueil et de maintien de la population :** PIG Habitat, construction de logements locatifs
- **Axe 3 _ Maintenir un cadre de vie de qualité :** créer des lieux de rencontre favorisant le lien social, renforcer le lien entre les quartiers et le centre ainsi qu'avec les communes limitrophes.

ARTICLE 4 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES DE LA REGION

La Région Occitanie s'emploie depuis sa création, à travers un travail collectif impliquant acteurs publics, privés et citoyens, à imaginer et à faire vivre un nouveau modèle de société, capable de répondre aux enjeux environnementaux, sociaux, économiques, démocratiques, qui chaque jour s'imposent avec plus de force.

En décembre 2019, à la lumière de consultations, d'échanges et d'actions, la Région a adopté la feuille de route « Occitanie 2040 » fixant les grands objectifs à atteindre, accompagnés d'un certain nombre de mesures nouvelles, pour faire évoluer notre société vers un modèle plus juste et plus durable.

Peu de temps après l'adoption de cette nouvelle trajectoire, la crise sanitaire engendrée par l'épidémie de COVID-19 a conduit la Région à élaborer une réponse exceptionnelle pour protéger les habitants, les entreprises et les emplois, tout en préparant l'avenir.

En complément de ses Plans d'urgence et de relance pour l'emploi et dans la lignée de sa feuille de route « Occitanie 2040 », la Région a engagé la construction d'un grand Plan de transformation et de développement – **PACTE VERT pour l'Occitanie**, adopté en Assemblée Plénière du 19/11/2020.

Il s'inscrit en cohérence avec le « Green Deal » de l'Union Européenne, **ancré dans un objectif bas carbone et un nécessaire rééquilibrage territorial**. Il participe également à la seconde priorité européenne « Une Europe adaptée à l'ère numérique ».

Ce Plan de transformation et de développement s'appuie sur la prise de conscience collective de la nécessité de modifier nos modes de vie, de notre façon de produire, de consommer, de travailler, de nous déplacer, et d'habiter la planète.

Trois grands engagements fondent ainsi les orientations régionales :

1. La Région accompagne le changement de nos modes de vie

La construction d'un modèle plus juste et durable passe inévitablement par des changements profonds dans nos modes de vie.

L'une des activités essentielles concernées est **l'alimentation**. Privilégier une agriculture durable et respectueuse des ressources, porteuse d'activités et d'emplois dans nos territoires, favoriser les produits locaux, bios, doit permettre à tout un chacun d'avoir accès à une nourriture de qualité et aux exploitants de vivre de leur travail.

Ces objectifs entrent en résonnance avec la Stratégie régionale pour la Biodiversité, qui vise à replacer le vivant au cœur du modèle de développement de l'Occitanie et ainsi garantir la bonne **santé** des écosystèmes et la résilience de nos territoires face aux conséquences du changement climatique.

Le territoire d'Occitanie est fortement soumis aux effets du changement climatique et tout particulièrement en ce qui concerne la ressource en eau, que ce soit dans ses périodes d'excès comme dans ses périodes de manque, qui se font de plus en plus intenses et fréquentes. C'est pourquoi la Région met en œuvre une stratégie et des politiques d'intervention favorisant une **approche globale et anticipative de l'enjeu eau**, conciliant la gestion durable et partagée de la ressource, la préservation des milieux aquatiques, et la prévention du risque d'inondation.

Les patrimoines et la biodiversité doivent ainsi être au cœur des projets d'aménagement qui doivent désormais nécessairement prendre en compte des enjeux de renaturation de nos Centres-Villes.

L'eau constitue dans notre région une ressource précieuse. Elle est le support de milieux aquatiques riches et diversifiés, qui sont essentiels pour la qualité de vie de notre population et l'attractivité de nos territoires. Elle est indispensable à notre alimentation en eau potable. Et elle permet le maintien et le développement de nombreuses activités économiques : agriculture, tourisme, usages récréatifs tels que baignade, pêche etc.

Mais ce patrimoine est menacé :
- les consommations en eau sont importantes, et dépassent parfois les ressources disponibles, obligeant à la prise de mesures de restriction,
- les sources de pollution sont nombreuses, parfois récurrentes, elles peuvent mettre en péril certaines activités et certains usages,
- nos milieux aquatiques ont subi d'importantes dégradations, parfois irréversibles à l'échelle humaine,
- et toutes ces pressions pourraient s'accentuer du fait de la pression démographique sur nos territoires, et du fait du changement climatique qui pourrait conduire à une baisse des ressources et une augmentation des besoins (les difficultés rencontrées lors des sécheresses de plus en plus fréquentes que nous connaissons le montre bien).

A cela s'ajoutent les phénomènes d'inondations qui sont récurrents, qui peuvent être dramatiques, et qui là encore pourraient s'accentuer avec le changement climatique.

Les domaines de la gestion des ressources en eau, des milieux aquatiques et des risques ne relèvent pas d'une compétence obligatoire des Régions. Pour autant, la Région Occitanie a choisi de mettre en œuvre une politique ambitieuse dans ces domaines, au travers d'un Plan d'intervention régional pour l'Eau voté en 2018 et de son Pacte Vert – Green New Deal Occitanie voté en 2020.

Ainsi, le Plan d'Intervention régional pour l'eau voté en juin 2018 vise à agir conjointement sur :
- la gestion durable de la ressource en eau ;
- la prévention et la réduction des risques d'inondation ;
- la préservation et la restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques.

La mise en œuvre de ces 3 axes a été réaffirmée et renforcée dans le Pacte vert – Green New Deal Occitanie voté en novembre 2020, ainsi que dans le cadre du Plan régional d'adaptation au changement climatique approuvé par l'Assemblée plénière de décembre 2020 pour mieux protéger les populations, les biens et la nature et plus globalement, afin de renforcer la résilience de nos territoires au changement climatique.
Nb : ces Plans s'inscrivent pleinement dans les grands objectifs du projet de SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) Occitanie 2040, validé en Assemblée plénière en décembre 2019.

La crise sanitaire a révélé avec une ampleur inédite l'impératif de maintenir l'emploi tout en travaillant autrement : repenser l'articulation entre sa vie professionnelle et sa vie privée, les potentialités et les limites des outils informatiques, le partage des équipements, etc.
Dès lors, la Région accompagne les entreprises et les collectifs dans leurs expérimentations et leurs évolutions, et prévoit d'achever d'ici 2024 la couverture de tout le territoire en offre Internet de très haut débit.

Les entreprises, les demandeurs d'emplois ont besoin de solutions opérationnelles et accessibles, avec une mobilisation de partenaires large, et sur l'ensemble des départements. C'est le sens du **Pacte pour l'Embauche** qui vise à lever, d'une part, tous les freins externes à l'embauche en accompagnant les habitants d'Occitanie en recherche ou en reprise d'emploi, mais aussi leur parcours professionnel, et d'autres part, les freins internes à l'entreprise en accompagnant les entreprises d'Occitanie qui rencontrent des difficultés de recrutement.

Plus que jamais, les actions de solidarité, la réduction des inégalités sociales et la recherche d'un projet sociétal inclusif sont au cœur du vivre ensemble en Occitanie. Pour cela, le Plan de transformation et de développement porte de nombreuses propositions d'actions destinées à **enrichir la vie sociale.**

Ainsi, conformément à la Stratégie culturelle Occitanie 22-28 : La culture partout et pour tous" votée à l'AP du 16 décembre 2021, le plan de transformation et de développement promeut l'égalité d'accès à la culture, l'aménagement culturel équilibré du territoire, la création artistique en Occitanie et le soutien aux industries créatives et la valorisation de l'économie culturelle et patrimoniale à l'international."

En lien avec le Projet Sportif Territorial adopté par la Conférence Régionale du Sport et le Pacte Vert régional, ce plan favorise aussi le développement sur l'ensemble du territoire de toutes les pratiques sportives pour toutes et tous, à tous les âges de la vie, dans un objectif d'inclusion des publics les plus éloignés, d'égalité femme-homme et de lutte contre toute forme de violences ou discriminations. Pour cela, il prévoit notamment un accompagnement différencié des clubs selon leur niveau de pratique, leur implication dans la formation des jeunes du territoire ou leur capacité à organiser des manifestations vertueuses de dimension supra-régionale. Les projets de construction ou de

modernisation d'équipements sportifs répondant à une demande sociale de plus en plus diversifiée, ainsi qu'à des objectifs élevés en matière de qualité d'usage, d'impact environnemental et d'équilibres financier et territorial, feront naturellement l'objet d'une attention particulière dans le cadre des dispositifs régionaux de droit commun en vigueur. L'EPS et le sport scolaire contribuent également à promouvoir auprès des élèves des valeurs de respect, de partage, d'éducation et d'humanisme ; tout en contribuant à lutter contre une sédentarité toujours plus croissante. Ils jouent ainsi un rôle déterminant dans l'accès des jeunes à la pratique sportive et donne sens au "vivre ensemble" et à l'apprentissage de la vie associative. A ce titre et au travers de sa compétence « lycées », la Région finance la création ou la modernisation d'équipements nécessaires à leurs pratiques. La Région offrira enfin son expertise dans le domaine de la mise en tourisme aux sites en capacité d'accueillir des délégations nationales ou internationales pour des stages de préparation sportive.

De profonds changements modifient également le lien avec nos territoires, en particulier concernant la question du **logement**. Nos concitoyens rencontrent souvent des difficultés pour se loger décemment et peuvent être confrontés à des situations de précarité énergétique.

En réponse, le Plan de transformation et de développement prévoit **d'accélérer l'action régionale sur la rénovation énergétique des logements, le développement et la promotion de matériaux de construction non polluants, biosourcés et recyclables.**

Enfin, avec 9 tonnes de CO2 par habitant et par an, le poids écologique de notre vie quotidienne – transport, logement et consommation – est bien trop élevé pour imaginer atteindre les objectifs d'émission plébiscités par les scientifiques (2 tonnes eq CO2). Les actions sur l'alimentation et le logement constituent des leviers importants de réduction de notre empreinte carbone. Au-delà de ces actions, le secteur essentiel sur lequel nous devons également agir est celui des transports. En effet, selon l'ADEME, les transports représentent 31% de l'empreinte carbone des français. Les véhicules particuliers sont responsables de plus de la moitié de cet impact suivis des poids lourds.

L'organisation territoriale de l''Occitanie avec notamment une concentration de l'activité et un étalement urbain particulièrement importants ainsi que la dynamique démographique conduisent mécaniquement à un accroissement des kilomètres parcourus par les habitants (au global et en moyenne par an). Dès lors, les mesures très offensives décidées par la Région en faveur des solutions de mobilités collectives et/ou décarbonées constituent une priorité d'intervention au titre de sa compétence d'autorité organisatrice des mobilités régionales ainsi que dans le cadre des politiques publiques inscrites au sein des contrats territoriaux.

Comme elle s'y était engagée auprès des communes et intercommunalités lors du débat relatif à la compétence mobilité dans le cadre de la loi d'Orientation des Mobilités, la Région met en œuvre une stratégie très volontariste en matière de solutions de mobilités. Les transports réguliers ferroviaires et routiers constituent l'armature du réseau liO mais ils ne peuvent répondre à tous les besoins dans tous les territoires. C'est la raison pour laquelle, la Région déploie de nouveaux dispositifs en faveur de solutions plus souples et adaptées aux besoins spécifiques des usagers. Les éco-chèques destinés notamment aux ménages les plus précaires permettent d'accompagner l'acquisition de véhicules propres (voitures électriques et vélos à assistance électrique). La Région Occitanie propose également depuis 2020 un « Bonus Forfait Mobilité Durable » qui consiste en une subvention appliquée à l'achat d'un VAE ou d'un vélo classique pour les bénéficiaires du « Forfait Mobilités Durables ». S'ajoutent deux dispositifs plus récents : le « Bonus Vélo adapté PMR » permettant aux personnes en situation de handicap d'acquérir un "vélo adapté" répondant à leurs besoins spécifiques ainsi qu'une « aide à l'acquisition d'un vélo pliant » pour les titulaires d'un abonnement annuel train liO. Le plan régional vélo et intermodalités permet de soutenir la réalisation des infrastructures cyclables et les pôles d'échanges multimodaux. Enfin, la Région vient de signer au titre

du Plan Régional du covoiturage un partenariat avec les principales plateformes dans lequel une aide financière encourage ce mode de transport en alternative à l'autosolisme.

La Région entend poursuivre son engagement en faveur des mobilités en élargissant ses dispositifs d'intervention auprès des territoires et ce de façon plus accentuée dans ceux qui ne disposent pas des ressources suffisantes pour faire face aux besoins d'investissements.

Les **produits touristiques** (hébergements ou activités) devront aussi prendre en compte des critères socio-environnementaux comme la gestion de l'eau, le respect de la nature et des habitants de ces territoires touristiques.
La transformation vers un modèle vertueux fera l'objet d'un processus continu, engageant tous les acteurs du territoire. Le rôle de la Région est de concerter avec l'ensemble des partenaires et citoyens afin de rendre les actions cohérentes et de créer des dynamiques collectives.

La Région mène une politique volontariste depuis 2015 dans les Contrats de Ville afin d'améliorer la qualité de vie des habitants, d'assurer une plus forte équité territoriale et de rompre l'isolement social et économique des quartiers défavorisés.

En 2019, la Région a réaffirmé son engagement dans les Contrats de Ville jusqu'à fin 2022, s'est engagée plus fortement en signant les conventions de Renouvellement Urbain du Nouveau Programme National Urbain (NPNRU), et en créant des aides spécifiques.

La Région compte 105 quartiers prioritaires répartis sur 48 communes dont 32 quartiers ont été identifié comme particulièrement sensibles par l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain.

Par sa nature transversale, la **Politique de la ville** croise de nombreuses stratégies et priorités régionales : emploi, formation professionnelle, développement économique, logement, culture et patrimoine, sport, jeunesse, lutte contre les discriminations, santé, aménagement….

L'intervention régionale s'inscrira dans le cadre des politiques contractuelles (CTO et BC) et appuiera davantage les opérations de création d'entreprise et avec une attention particulière portée à l'entreprenariat féminin.

2. Construire ensemble un nouvel avenir sobre et vertueux

Le plan de transformation et de développement a pour ambition de proposer un nouveau modèle de production économique et des relations nouvelles entre les entreprises, les salariés et l'environnement dans lequel l'activité se développe.

En effet, il convient de **créer un modèle plus économe en ressources, plus vertueuse localement et fondé sur des valeurs telles que le respect, la confiance et l'écoute**.

Face aux enjeux d'indépendance et d'autonomie stratégique que la crise sanitaire a révélés, **le Plan de transformation et de développement prévoit** en premier lieu, le déploiement **de politiques accélérant la formation dans les métiers de demain,** en lien avec des thématiques telles que l'économie circulaire, le numérique et la santé.

La santé constitue aujourd'hui l'une des premières préoccupations des Français.es. En Occitanie, la santé est d'autant plus stratégique que :

- les besoins en matière de soins sanitaires et sociaux, s'accroissent sous l'effet conjugué de l'augmentation de la population régionale, de la précarité et du vieillissement de celle-ci ;

- le territoire est vaste avec de nombreuses communes rurales, dont en zone de montagne, des territoires diversifiés connaissant pour certains des variations démographiques saisonnières significatives ou encore des taux de précarité élevés ;
- des inégalités dans l'accès aux soins de proximité dits de « premier recours » (médecin généraliste, pharmacie, infirmier.e, masseur-kinésithérapeute…), qui risquent d'induire durablement un sentiment de « fracture sanitaire » ;
- des inégalités sociales et socio-territoriales particulièrement marquées ; alors que l'espérance de vie ou l'état de santé moyen de la population s'améliore d'année en année, les écarts de santé continuent de s'agrandir entre les différents groupes sociaux pour la mortalité, la morbidité, les déterminants et les comportements de santé.

Pour une Occitanie durable, favorisant la santé – le bien-être de toutes et tous, l'enjeu pour la Région est de préserver et d'améliorer la SANTE au sens large des populations en :

- Développant la prévention et l'éducation à la santé,
- Renforçant l'accès au système de santé dans tous les territoires et pour toutes et tous,
- Attirant et formant vers les métiers des secteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux,
- Développant des partenariats, facilitant les mises en réseaux d'acteurs et collaborations, pour accélérer l'appropriation des enjeux et donc la transformation.
  Partie personnalisée

En matière de formation sanitaires et sociales : la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilité locales a confié aux Régions d'importantes compétences en matière de structuration, de programmation et de financement des formations sanitaires et sociales. Les Régions ont la charge de la définition et de la mise en œuvre des politiques de formations pour les secteurs sanitaire, médico-social et social.

Dans le cadre de l'**élaboration du nouveau schéma des formations sanitaires et sociales,** des **concertations territoriales** associant les acteurs de la Santé seront proposées dans chaque département, entre **janvier et mars 2023**.

A ce jour la Région Occitanie compte 41 organismes gestionnaires agréés, qui se répartissent sur 41 villes dans lesquelles au moins une formation paramédicale est dispensée et 38 villes dans lesquelles au moins une formation en travail social est dispensée.

Après avoir créé 1512 places de formations paramédicales supplémentaires en 2021, la Région Occitanie poursuit son engagement pour répondre aux besoins croissants du secteur, en finançant la **création de 1 611 places en formations paramédicales et sociales supplémentaires pour la rentrée 2022**. L'objectif est de former les professionnels de santé de demain en nombre suffisant pour répondre aux besoins des populations.

Au **total, en 2022, la Région Occitanie consacrera plus de 95 M€ au fonctionnement des organismes de formations paramédicales et sociales, soit une augmentation de 11% pour accompagner l'ouverture des places supplémentaires.**

Le numérique doit par ailleurs être un levier pour l'accès à la formation et aux nouvelles organisations de travail. Le déploiement des campus connectés ou de tiers-lieux dans les lycées, permettra aux jeunes de s'acculturer aux pratiques du numérique et de l'entreprise, d'accéder à des formations à distance et de travailler en réseau.

Dans un second temps, il conviendra **d'accompagner les entreprises et les collectivités de la Région Occitanie dans la transition écologie et sociale**.

Il conviendra pour cela, de tenir compte des impacts environnementaux de toute activité. Réduire les chaines d'approvisionnement (circuits courts), anticiper la gestion des déchets industriels et des chantiers de BTP, relocaliser et conforter les industries locales pour pérenniser les savoir-faire et l'emploi au niveau local constituent les priorités du PACTE VERT.

L'économie circulaire doit être un axe majeur de toute activité de production et de transformation.

Dans cette perspective, la Région **soutiendra fortement la Recherche et le Développement (R&D) ainsi que l'innovation**, **notamment sur les nouvelles filières vertes**, qu'il s'agisse de l'hydrogène, de l'éolien en mer, des circuits courts ou de cluster vélo.

Il conviendra de sensibiliser davantage les acteurs, aux notions d'écoconception, d'économie de fonctionnalité et de coopération (EFC), et d'écologie industrielle territoriale (EIT).

Le soutien à l'aménagement économique s'inscrira également dans l'exigence d'un aménagement vertueux et économe en foncier.

Le développement des mobilités vertes sera également un levier indispensable pour l'atteinte des objectifs de réduction de pollution, notamment en zone dense.

En effet, le secteur des transports représente 39% de la consommation énergétique régionale. **Il convient donc de proposer des solutions innovantes vers une décarbonation du secteur des transports en soutenant fortement le développement du ferroviaire et de la mobilité douce.**

Enfin, l'Occitanie est également une grande région ouverte sur le bassin méditerranéen avec 220 kilomètres de rivages, 1,3 million d'habitants permanents (21% de la population régionale sur moins de 2% du territoire), 20 stations balnéaires qui accueillent 8 millions de touristes chaque année, une trentaine de ports de plaisance (30000 anneaux), 3 ports de commerce (Sète, Port-la-Nouvelle et Port-Vendres), 5200 km² d'aires marines protégées dont un parc naturel marin de 4000 km².

Dans un contexte de changement climatique, de développement économique basé sur l'exploitation des ressources naturelles et de concurrence accrue avec les autres bassins littoraux méditerranéens, la politique régionale pour la mer et le littoral accompagne la préservation et la restauration des espaces littoraux et maritimes, leurs résiliences face aux risques littoraux, le développement d'une économie bleue durable (filières d'aujourd'hui : nautisme, halieutique... et de demain : énergie marine renouvelable, biotechnologie...), créatrice de richesses et d'emplois non délocalisables. La Région accompagne également la modernisation et le développement équilibré des stations du littoral et des ports de plaisance. Cette valorisation des atouts économiques, touristiques, sportifs et du patrimoine naturel et culturel de la mer et du littoral est une richesse pour l'attractivité de l'Occitanie et le bien-être de ses habitants.

Cette ambition maritime de la Région, qui s'est traduite dès 2013 avec la création du Parlement de la Mer, a été renforcée par la signature en 2017 du Plan littoral 21 pour une durée de 10 ans, porté par la Région avec l'Etat et la Caisse des Dépôts, véritable catalyseur de projets.

3. Proximité et rééquilibrage territorial, la Région conçoit autrement ses politiques publiques

La refondation de notre vie démocratique, portée par le Plan de transformation et de développement régional, vise **une action publique mieux partagée, plus proche des citoyens et stimulée par l'intelligence collective.**

Seule la prise en compte des particularités locales au niveau des territoires de vie, sur la base de l'écoute et d'un dialogue de confiance, permettra une mutation viable, durable et efficace de l'action publique.

Il s'agit de **repenser les contrats territoriaux en les ouvrant à tous les acteurs du territoire**, élus, acteurs associatifs, acteurs privés, citoyens, …, afin que la Région puisse assurer un rôle d'incubateur à l'émergence de politiques publiques et de projets innovants.

Le Plan de transformation et de développement se mettra en place dans cet esprit de **dialogue entre la Région et ses habitants**, à partir de cette même méthode démocratique, en **associant des citoyen.ne.s à la décision ou à l'évaluation de nos politiques et en mettant en place des budgets participatifs.**

Cela se traduira notamment, au sein de chaque territoire de projet, par l'installation d'un « Comité Participatif Citoyen Local » représentatif de la diversité des acteurs locaux.

Ce COPACIL sera constitué à l'initiative du territoire de contractualisation et réuni autant que nécessaire, pour accompagner l'élaboration et le suivi du Contrat Territorial.

La Région souhaite renforcer le **réseau des Maisons de ma Région**, pour favoriser l'accès à des services de qualité dans les territoires et proposer un **guichet d'entrée** pour les citoyens, les usagers et les élus locaux.

La Région engage une priorisation de ses dispositifs de soutien à l'accueil d'activités économiques (Zones d'Activités Economiques, pépinières, hôtels d'entreprises, tiers lieux…) sous le prisme du rééquilibrage territorial et des enjeux de sobriété foncière.

Par ailleurs, une démarche de co-construction de feuilles de route Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation (ESRI) ou Schéma Locaux ESRI a été entreprise dans les Villes Universitaires d'Equilibre (VUE) :

La Région Occitanie compte 18 VUE proposant de l'enseignement supérieur et de la recherche dans des villes moyennes en dehors de Toulouse et Montpellier.

Le soutien à ces VUE est une priorité politique forte, le développement de l'offre de formation de proximité constituant un élément clé de la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur. Pour rappel, en Occitanie, les VUE comptent 50% d'étudiants boursiers contre 35% en moyenne dans les métropoles.

La Région a ainsi souhaité lancer, en partenariat avec les acteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche et les collectivités locales, une démarche pour construire une stratégie de développement de l'ESRI dans les VUE.

L'objectif pour la Région est d'accompagner les territoires dans l'élaboration d'une feuille de route partenariale partagée entre tous les acteurs de l'ESRI : coordinations territoriales, Région Occitanie, Région académique Occitanie, communautés scientifiques régionales et organismes de formations (universités, écoles, lycées, IFSI…), étudiants, collectivités territoriales, en concertation avec les acteurs de l'économie locale (chambres consulaires, entreprises…), de l'orientation et de l'accompagnement des jeunes du territoire (Crous, Missions Locales, CIO…).

Il s'agit, pour chaque territoire, d'élaborer un projet stratégique ESRI partagé par tous les acteurs locaux pour les 5-6 années à venir, en cohérence avec les stratégies régionales, et prioritairement avec la Stratégie Régionale Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation (SRESRI 2022-2028).

Cette démarche doit se concrétiser pour les 18 VUE, d'ici juin 2023, par un livrable composé notamment d'un diagnostic, d'axes d'orientations et de pistes d'actions, et d'une mutualisation des moyens.

La Région place sa politique en faveur de la montagne dans le cadre d'une **démarche cohérente et ambitieuse, transversale aux deux massifs**, qui répond aux spécificités de ces territoires, tant au niveau économique, social, du tourisme, que de l'accès à l'éducation et aux services publics, la santé ou la mobilité.

La région compte **8 Parcs naturels régionaux**, 1 en cours de création et 2 en émergence. Ces Parcs couvrent environ 25% du territoire régional, rassemblent près de 879 communes et constituent par la diversité de leurs situations géographiques (en zones littorale, montagnarde ou de plaine) une excellente représentation des territoires ruraux de la Région.

Du fait du lien étroit qui les unit, la Région Occitanie entend confirmer les parcs naturels régionaux dans leur rôle de pionniers, de relais et d'acteurs des politiques régionales en cohérence avec les grands enjeux du PACTE VERT.

Le SRADDET – Occitanie 2040

Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires

Après 5 ans de concertation, le **Sraddet Occitanie 2040 a été adopté par le Conseil régional le 30 juin 2022, puis approuvé par le Préfet le 14 septembre 2022.** Le Sraddet repose sur deux axes qui guident l'action régionale en matière d'aménagement du territoire : **rééquilibrage territorial et un nouveau modèle de développement plus vertueux.**
Pour favoriser et faciliter la déclinaison du Sraddet dans les territoires, les territoires sont invités à bien associer la Région dans le cadre des procédures d'élaboration ou de révision des Schémas de cohérence territoriale (ou à défaut, des Plans locaux d'urbanisme).

La Région va devoir engager une **modification de son Schéma dans les meilleurs délais**. En effet, la Loi Climat et Résilience confie aux Régions la territorialisation du Zéro artificialisation nette, avec pour objectif l'atteinte de ce ZAN à l'échelle régionale à l'horizon 2050, et la division par deux, dans un premier temps, de la consommation d'espaces d'ici 2031.

La sobriété foncière constitue un défi majeur en Occitanie compte tenu de notre attractivité démographique et économique. C'est la raison pour laquelle le Sraddet en vigueur porte déjà l'objectif de « réussir le ZAN à l'échelle régionale ». Les efforts de sobriété foncière doivent concerner l'habitat, mais aussi l'aménagement économique et les projets d'équipements et de services publics.

Les premières orientations régionales relatives à la modification « ZAN » du Sraddet sont les suivantes :

- **Une vraie territorialisation** prenant en compte l'enjeu de rééquilibrage régional ainsi que l'ensemble des spécificités locales : efforts passés, dynamiques démographiques et économiques, potentiel de renouvellement urbain, enjeux de préservation des espaces naturels, agricoles, forestiers… Il ne s'agit ainsi en aucun cas d'appliquer le -50% de manière uniforme et systématique à l'échelle de chaque SCoT. Il ne s'agit pas non plus de bloquer le développement des territoires ruraux qui jouent un rôle majeur dans la

dynamique régionale. Enfin, cette territorialisation sera conduite de façon à être compatible avec nos priorités en termes de création d'emplois et de relocalisation industrielle.

- **Une large concertation,** principalement via la mise en place des Commissions Territorialisées de l'Assemblée des Territoires à l'échelle des quatre espaces de dialogues inscrits dans le Sraddet (les étoiles toulousaines, le ruban méditerranéen, le Massif Central et les Pyrénées). Nous travaillerons ensemble au sein de ces Commissions, réunissant à la fois les SCoT, les EPCI et les territoires de contractualisation à la **construction d'une territorialisation adaptée**. Ces travaux s'appuieront sur les propositions de la Conférence régionale des SCoT, à laquelle la Région participe activement et associeront bien entendu les Départements et les différentes associations de collectivités mobilisées.
- **Des solutions opérationnelles** : la Région accompagnera les territoires dans la mise en œuvre du ZAN : dispositif de reconquête des friches, Foncière commerce artisanat (Foccal), Foncière agricole, Opérateur ERC (Operco), aide à la requalification/densification des zones d'activités...

ARTICLE 5 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU DEPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE VIS-A-VIS DU TERRITOIRE

Le département de Tarn-et-Garonne connaît un accroissement démographique continu. Les diverses études de l'INSEE concernant l'évolution de la population situent le département à 325 000 habitants en 2050. Au-delà de l'augmentation du nombre d'habitants, le Tarn-et-Garonne va connaître de grandes mutations consécutives à des aménagements structurants avec l'arrivée de la LGV et de sa gare, ainsi que la création d'un échangeur sur l'A62 à Lacourt St Pierre.
C'est pour accompagner ces vastes mutations que le département a adopté un plan de relance en octobre 2021 dont les leviers concernent principalement trois domaines :
- les mobilités,
- l'éducation,
- le soutien à l'investissement local.

En effet, l'éducation et la réussite scolaire constituent une priorité absolue du projet politique de la majorité départementale. A la rentrée 2022, le département comptait 13 783 collégiens, dont 4 799 dans les établissements montalbanais.

Par son Plan Pluriannuel d'Investissement dans les collèges, le Département de Tarn-et-Garonne entend assumer pleinement cette compétence obligatoire et ainsi, participer à l'amélioration des conditions d'accueil des collégiens montalbanais.

Prenant en compte les données démographiques, une réflexion commune avec la ville de Montauban est en cours pour proposer des évolutions de la carte scolaire dès la rentrée 2024.
En outre, l'Assemblée départementale sera amenée à se prononcer sur une extension du collège Manuel Azana dès le mois de juin prochain.

D'autre part, le Département de Tarn-et-Garonne investit la compétence Enseignement Supérieur depuis presque 30 ans. Le centre universitaire situé à Montauban, largement réhabilité, regroupe presque 1100 étudiants. Le Conseil départemental souhaite poursuivre cet engagement dans le cadre de l'élaboration du schéma local d'enseignement supérieur, recherche et innovation (SLESRI).

Ce schéma s'articule autour de trois enjeux majeurs : l'amélioration de la vie étudiante à Montauban, et plus largement à l'échelle du Département ; le développement de la

recherche et de l'innovation et l'accroissement de l'offre de formations sur le Département et plus spécifiquement sur l'agglomération montalbanaise. Ces axes de travail doivent venir servir l'ambition des jeunes Tarn-et-Garonnais et répondre aux besoins du territoire.

Au delà du plan de relance, le Département développe son action et met en œuvre ses compétences selon les finalités du développement durable suivantes :
-finalité 1 : la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations,
-finalité 2 : l'épanouissement de tous les être humains,
-finalité 3 : la préservation de la biodiversité,
-finalité 4 : les dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables,
-finalité 5 : la lutte contre le changement climatique et la protection de l'atmosphère.

Le rapport de développement durable adopté par l'assemblée départementale le 15 décembre 2022 précise les différentes actions mises en œuvre par la collectivité, conformément à la loi du 12 juillet 2010, dite loi Grenelle II.

Aussi, en 2023, le Département engage une vaste réflexion afin de définir son plan de transition énergétique, qui devrait se traduire par un ensemble d'actions développées en interne et à l'adresse des territoires, et ce conformément aux principes de solidarité et d'équité territoriales dont les effets reposent sur une juste répartition des richesses entre l'urbain et le rural, les zones développées et celles plus défavorisées.

En intégrant les politiques contractuelles régionales, la collectivité départementale promeut et garantit un ré-équilibrage des territoires. Il reconnaît la capacité des territoires à fédérer les acteurs locaux dans la conduite de dynamiques de développement locales innovantes, exprime son soutien envers les territoires à travers la mobilisation d'aides financières à l'ingénierie interne et externe, participe à la gouvernance locale, contribue activement au respect des engagements stratégiques notamment en termes de sobriété et de résilience écologiques et veille au bon respect du principe des solidarités humaines dans les projets.

ARTICLE 6 : TRAJECTOIRES D'ENGAGEMENT A L'HORIZON 2028 ET ENJEUX DE TRANSFORMATION ET DE TRANSITION DU GRAND MONTAUBAN

6.1 – LES TRAJECTOIRES D'ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

Le Contrat Territorial Occitanie organise un cadre privilégié de **Dialogue stratégique** et de gestion avec les territoires pour impulser un nouveau modèle de développement plus sobre et vertueux, préservant toutes les ressources, et porteurs de justice sociale et territoriale, conformément au Pacte Vert Occitanie.

Afin de réussir cette transformation, les partenaires conviennent de coordonner leurs interventions afin de respecter les trajectoires d'engagement à l'horizon 2028 correspondant à chacune des dimensions territoriales du Pacte Vert suivants :

- ⇨ **S'adapter au changement climatique**

STRATEGIES DE REFERENCE DE LA REGION, DU DEPARTEMENT, DU TERRITOIRE ET DES COLLECTIVITES LOCALES CONCERNCEES	HORIZON 2028 POUR LE TERRITOIRE DU GRAND MONTAUBAN
STRATEGIE(S) DE REFERENCE DE LA REGION **Plan d'adaptation au changement climatique de la Région, Cahier régional Occitanie sur le changement climatique CROCC.**	**Enjeu 2 : affirmer l'excellence environnementale**

Objectifs : 1 Anticiper pour s'adapter, en construisant une stratégie basée sur la connaissance des impacts 2 Aménager et Réparer dans la perspective du changement climatique **Schéma régional d'aménagement durable et d'égalité des territoires SRADDET – Occitanie 2040** Biens communs : pérenniser les ressources nécessaires au développement actuel et futur de la région en protégeant les ressources naturelles et en développant l'agriculture biologique ; en engageant des acteurs dans une stratégie de gestion de l'eau et en élaborant des projets de territoires adoptant une approche multiusages ; en mettant en place des actions de protection de la qualité de l'air notamment sur le littoral ; en protégeant, préservant et en mettant en valeur le patrimoine culturel et paysager,… Volet littoral / Résilience : faire du littoral une vitrine de la résilience en prenant en compte l'érosion du trait de côte, notamment via des stratégies de recomposition spatiale ; en réduisant l'étalement urbain sur le littoral et le rétro-littoral ; en diminuant l'impact écologique des activités humaines et en adaptant les usages du littoral ; en favorisant les coopérations territoriales pour une meilleure gestion intégrée. Eau et risques : concilier accueil et adaptation du territoire régional aux risques présents et futurs via un aménagement adapté, le développement de la résilience des milieux ou la diffusion d'une culture du risque, mais aussi en sécurisant les territoires face aux risques d'inondation, et en adaptant l'accueil de la population à la disponibilité de la ressource en eau dans une approche multiusages.	**du territoire pour préserver la qualité de vie et devenir une référence en matière de développement durable :** Contribuer à la transition énergétique, Promouvoir les énergies renouvelables et les initiatives visant à améliorer l'efficacité énergétique et à mieux maîtriser la consommation d'énergie **Objectif stratégique 1.4 : Développer l'économie circulaire :** changer de modèle à chaque étape de la chaîne économique et dans une optique de développement durable.
STRATEGIE(S) DE REFERENCE DU DEPARTEMENT **Rapport de développement durable – 15/12/2022 (finalité 5 : Lutter contre le changement climatique)** **Stratégie départementale de transition énergétique (en cours)** **Objectifs poursuivis par le Département** - renforcer la performance énergétique des bâtiments départementaux, - améliorer la gestion raisonnée de la voirie départementale, - moderniser l'éclairage routiers, - poursuivre le soutien du service public de la rénovation énergétique, - refondre les politiques d'intervention départementales.	
STRATEGIE(S) DE REFERENCE DU TERRITOIRE ET DES COLLECTIVITES LOCALES CONCERNEES **Plan Climat Air Energie Territoire (PCAET)** - atténuer le changement climatique et s'y adapter : 1. Aménagement (Urbanisme durable, Mobilité durable, Ressources naturelles et adaptation), 2. Energie (Bâtiments résidentiels et tertiaires économes, Energie renouvelable, Collectivités exemplaires), 3. Economie (Agriculture durable/alimentation, Economie/tourisme durables, Zéro déchet/zéro gaspillage), 4. Gouvernance (Pilotage, suivi et évaluation, Mobilisation et communication, Exemplarité interne). **Contrat d'Objectif Territorial** 1.Référentiel Economie circulaire 2.Référentiel Climat Air Energie	

⇨ **Utiliser durablement les ressources naturelles dont l'eau et le foncier, préserver la biodiversité, prévenir et réduire les pollutions**

STRATEGIES DE REFERENCE DE LA REGION, DU DEPARTEMENT, DU TERRITOIRE ET DES COLLECTIVITES LOCALES CONCERNCEES	HORIZON 2028 POUR LE TERRITOIRE
STRATEGIE(S) DE REFERENCE DE LA REGION	**Objectif stratégique**

Schéma régional d'aménagement durable et d'égalité des territoires SRADDET – Occitanie 2040 Objectifs : 1 Diagnostic de fonctionnalité écologique et projets de restauration des trames 2 Prise en compte de la biodiversité dans le cadre des projets d'aménagement plantation arbres, extinction (lutte contre pollution lumineuse), nature en ville 3 Déploiement des Solutions d'adaptation fondées sur la Nature 4 Gestion durable de la ressource en eau, tant sur des aspects qualitatifs que quantitatifs 5 Prévention et la réduction des risques d'inondation 6 Préservation et restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques. Biodiversité : préserver et restaurer la biodiversité et les fonctions écologiques pour **atteindre la non perte nette de biodiversité** en mettant en œuvre les objectifs de la Stratégie régionale de biodiversité. Préserver et restaurer les continuités écologiques, avec une attention particulière envers les continuités et réservoirs écologiques terre-lagunes-mer, et en intégrant la trame noire. Préserver les sols vivants notamment par des pratiques agricoles et forestières durables ou par la désartificialisation ou la renaturation des espaces. Milieux aquatiques : préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques et des zones humides notamment en développant la connaissance de ces milieux et en sensibilisant les citoyens à leur protection ; Promouvoir un développement urbain en adéquation avec les capacités de restauration et de fonctionnalité hydromorphologique des cours d'eau et des milieux aquatiques dégradés ; Concilier la préservation des milieux avec les besoins en eau des populations, des activités et de l'agriculture ; Réduire l'usage des perturbateurs endocriniens ; Assurer une coordination entre les différents acteurs et renforcer l'articulation des gestions des milieux aquatiques terrestres, lagunaires et maritimes. Foncier : **Réussir la zéro artificialisation nette à l'échelle régionale à l'horizon 2040** en développant un urbanisme plus durable via la réduction du rythme de consommation des sols, la densification ou le recyclage du foncier, l'encouragement à la renaturation des espaces artificialisés ; Préserver les productions agricoles du territoire régional ; Porter une attention particulière aux espaces littoraux, fragiles et exposés ; Faciliter la mise en œuvre de la séquence Eviter-Réduire-Compenser	**2.1 : Contribuer à l'excellence environnementale, à la préservation du patrimoine naturel et de cadre de vie** : Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel du territoire y compris ses rivières **Objectif stratégique 2.2 : Préserver et gérer la ressource en eau :** Poursuivre les efforts visant à mieux maîtriser le risque d'inondation ; Préserver la ressource en eau du territoire
STRATEGIE(S) DE REFERENCE DU DEPARTEMENT **Rapport de développement durable – 15/12/2022 (finalité 3 : préserver la biodiversité et protéger les richesses naturelles)** **Objectifs poursuivis par le Département** - accompagner la mise en œuvre d'une politique de gestion durable de la ressource en eau, - poursuivre les efforts en matière d'assainissement individuel et collectif, - améliorer la gestion et la valorisation des Espaces Naturels Sensibles, - préserver les zones humides et soutien à la préservation des cours d'eau, - **mieux prendre en compte la biodiversité dans la conduite d'opérations d'aménagement.**	
STRATEGIE(S) DE REFERENCE DU TERRITOIRE ET DES COLLECTIVITES LOCALES CONCERNEES **Plan Climat Air Energie Territoire (PCAET)** - atténuer le changement climatique et s'y adapter : 1. Aménagement (Urbanisme durable, Mobilité durable, Ressources naturelles et adaptation), 2. Energie (Bâtiments résidentiels et tertiaires économes, Energie renouvelable, Collectivités exemplaires), 3. Economie (Agriculture durable/alimentation, Economie/tourisme durables, Zéro déchet/zéro gaspillage), 4. Gouvernance (Pilotage, suivi et évaluation, Mobilisation et communication, Exemplarité interne). **Plan de Prévention des Risques d'Inondation, bassin du Tarn (PPRI)** **Plan de Prévention des Risques d'Inondation, bassin de l'Aveyron (PPRI)** 1.Préservation des champs d'expansion des crues, 2.Limitation des dommages aux biens et activités	

Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) d'intention Montauban-Moissac 1.Amélioration de la connaissance des aléas et de la conscience du risque 2.Surveillance, prévision des crues et des inondations 3.Alerte et gestion de crise, notamment par la mise à jour des Plans communaux de sauvegarde et leur harmonisation à l'échelle intercommunale 4.Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme 5.Réduction de la vulnérabilité des personnes et biens 6.Gestion des écoulements 7.Gestion des ouvrages de protection hydrauliques **Programme d'Actions et Prévention des Inondations (PAPI) Garonne** **Plan Local de Prévention et Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés 2018-2025 porté par le SIRTOMAD** Objectifs de réduction des déchets et de lutte contre les gaspillages et définition d'une feuille de route pour les atteindre **Charte de l'arbre** La charte de l'arbre - Ville de Montauban 1.Rappel de la règlementation (codes, PLU) 2.Préconisations d'entretien	

⇨ Contribuer à la transition vers une économie circulaire et une région à énergie positive

STRATEGIES DE REFERENCE DE LA REGION, DU DEPARTEMENT, DU TERRITOIRE ET DES COLLECTIVITES LOCALES CONCERNCEES	HORIZON 2028 POUR LE TERRITOIRE
STRATEGIE(S) DE REFERENCE DE LA REGION **Région à énergie Positive** (**REPOS**) **et Plan Régional d'action en faveur de l'économie circulaire**. Objectifs : 1. A 2050, réduction de 40% des consommations d'énergie et multiplication par trois de la production d'énergie renouvelable 2. Déconnection entre croissance économique et consommation de matières premières 3. Zéro déchet éliminé sans valorisation en 2050 (-50% en 2031 par rapport à 2010) **Schéma régional d'aménagement durable et d'égalité des territoires SRADDET – Occitanie 2040** 1. Consommation du bâti : **baisser de 20%** la consommation énergétique finale des bâtiments d'ici 2040 2. Consommation transports : **baisser de 40%** la consommation d'énergie finale des transports de personnes et de marchandises d'ici 2040 3. Productions d'ENR : **multiplier par 2,6** la production d'énergies renouvelables d'ici 2040 4. Déchets : réduire la production de déchets et optimiser la gestion des recyclables.	**OS 1.4 : Développer l'économie circulaire :** changer de modèle à chaque étape de la chaîne économique et dans une optique de développement durable. **OS 2.1 : Contribuer à l'excellence environnementale, à la préservation du patrimoine naturel et du cadre de vie ;** continuer et développer les efforts visant à l'exemplarité en matière de gestion des déchets **OS 2.3 : Contribuer à la transition énergétique :** Promouvoir les énergies renouvelables et les initiatives visant à améliorer l'efficacité énergétique et à mieux maîtriser la consommation d'énergie
STRATEGIE(S) DE REFERENCE DU DEPARTEMENT **Rapport de développement durable – 15/12/2022** **(Finalité 4 : favoriser les modes de consommation et de production responsables)** **Stratégie départementale de transition énergétique (en cours)** **Objectifs poursuivis par le Département** - renforcer le soutien aux transitions agricoles, - valoriser les productions locales à travers le programme bien manger en Tarn-et-Garonne, - **sensibiliser et éduquer aux biodéchets et au gaspillage alimentaire.**	

STRATEGIE(S) DE REFERENCE DU TERRITOIRE ET DES COLLECTIVITES LOCALES CONCERNEES **Plan Climat Air Energie Territoire (PCAET)** - atténuer le changement climatique et s'y adapter : 1. Aménagement (Urbanisme durable, Mobilité durable, Ressources naturelles et adaptation), 2. Energie (Bâtiments résidentiels et tertiaires économes, Energie renouvelable, Collectivités exemplaires), 3. Economie (Agriculture durable/alimentation, Economie/tourisme durables, Zéro déchet/zéro gaspillage), 4. Gouvernance (Pilotage, suivi et évaluation, Mobilisation et communication, Exemplarité interne). **Contrat d'Objectif Territorial** 1.Référentiel Economie circulaire 2.Référentiel Climat Air Energie	

⇨ Améliorer la santé et le bien-être des habitants

STRATEGIES DE REFERENCE DE LA REGION, DU DEPARTEMENT, DU TERRITOIRE ET DES COLLECTIVITES LOCALES CONCERNCEES	HORIZON 2028 POUR LE TERRITOIRE
STRATEGIE(S) DE REFERENCE DE LA REGION **Stratégie « Occitanie, pour une culture partout et pour tous »** **Stratégie Occitanie, le sport une 2nde nature** **Plan santé et bien-être, GIP « Ma Santé – Ma Région » :** Les Régions ont la charge de la définition et de la mise en œuvre des politiques de formations pour les secteurs sanitaire, médico-social et social qui visent notamment à augmenter les places de formations paramédicales et sociales pour répondre aux besoins de la population. 1512 places de formations paramédicales supplémentaires ont été créées en 2021, et 1 611 places en formations paramédicales et sociales supplémentaires ont été créées en 2022. Dans le cadre de l'élaboration du nouveau schéma des formations sanitaires et sociales, des concertations territoriales associant les acteurs de la Santé seront proposées dans chaque département, entre janvier et mars 2023. A noter qu'en 2022, la Région Occitanie a consacré plus de 95 M€ au fonctionnement des organismes de formations paramédicales et sociales, soit une augmentation de 11% pour accompagner l'ouverture des places supplémentaires. **Schéma régional d'aménagement durable et d'égalité des territoires SRADDET – Occitanie 2040** Santé : penser l'aménagement du territoire au regard des enjeux de santé des populations en encourageant la prise en compte de la santé dans le cadre de la planification locale et de l'aménagement opérationnel via notamment des études d'impact en santé, en améliorant la qualité de l'air en devenant Région à énergie positive. Une attention particulière sera portée à la qualité de l'air dans les territoires urbains à forte croissance démographique.	**OS 3.1 : Développer les équipements et services à la population :** anticiper les besoins et adapter l'offre dans tous les domaines en veillant à une répartition optimale sur le territoire **OS 3.3 : Développer la cohésion sociale et la proximité :** Agir en faveur de l'insertion des populations les plus fragiles ; Agir pour améliorer le lien social Poursuivre les actions en faveur de l'inclusion sociale des habitants des quartiers prioritaires **OS 3.2 : Développer l'emploi, la formation et l'insertion professionnelle** **OS 3.4 : Agir en faveur de la petite enfance, de la jeunesse et des personnes âgées.**
STRATEGIE(S) DE REFERENCE DU DEPARTEMENT **Stratégies Pauvreté et enfance/famille** **_Plan départemental de l'habitat** **_Schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public (volet accès aux soins)** **_Schéma départemental d'inclusion numérique** **_Schéma départemental culturel (en cours)** **_Stratégie locale Ville Universitaire d'équilibre (et SESRI 2022/2028)** **Objectifs poursuivis par le Département** En matière de culture, à l'occasion de l'Assemblée d'octobre 2022, les élus départementaux ont lancé les travaux préalables à l'élaboration du premier schéma départemental pour la culture en Tarn-et-Garonne pour la période 2022-2028 dont l'objet sera de rendre visible l'ambitieuse politique culturelle de la collectivité au service de tous les Tarn-et-Garonnais, sur l'ensemble du territoire. Trois orientations stratégiques à retenir :	

- Faire de la culture, un levier de développement et de maillage pour plus d'attractivité des territoires ;
- Encourager une culture de proximité accessible à tous ;
- Installer le Département comme interlocuteur et référent culturel auprès des acteurs culturels et des collectivités territoriales.

STRATEGIE(S) DE REFERENCE DU TERRITOIRE ET DES COLLECTIVITES LOCALES CONCERNEES

Contrat Local de Santé

1.Consolidation et développement d'actions de prévention auprès de publics ciblés : des enfants et des jeunes, des personnes en situation de précarité et des personnes âgées à domicile,
2.Coordination des acteurs du champ de la santé mentale,
3.Information et sensibilisation sur l'accès aux droits de tous,
4.Accès aux soins de premiers recours.

Un 5ème volet a été validé en 2020 concernant « La santé environnementale ».
Le CLS dans son actuelle version s'achève en 2023.
L'année 2023, servira au diagnostic préalable et à la réécriture de la prochaine contractualisation 2024 – 2028. En articulation avec le prochain Projet Régional de Santé, les différents plans existants et en lien avec la loi 3S, le CLS 2024 – 2028 s'organisera autour de quatre grandes thématiques : « Prévention et promotion de la santé », « Accès aux soins », « Santé environnementale » et « Santé mentale ».

Dispositif Sport sur ordonnance (Montauban)
Orientation des patients vers des clubs partenaires

Dispositif aviron-sport santé (Bressols)
Accompagnement des personnes présentant des maladies chroniques

Projet d'établissement de la Médiathèque

1.Simplifier l'accès
2.Poursuivre la démarche Qualité de l'accueil
3.Proposer des collections et médiations adaptées aux différents publics
4.Accompagner l'évolution des usages et anticiper les nouveaux besoins
5.Mettre en œuvre des dispositifs innovants pour attirer de nouveaux publics
6.Développer une culture de l'expérimentation
7.Devenir une agorathèque, lieu d'accueil et de rencontre ouvert à tous
8.Susciter l'interaction avec les usagers
9.Structurer et prioriser les partenariats avec les acteurs culturels, éducatifs et sociaux

Projet scientifique et culturel des Archives

1.Devenir un centre de ressources pour la collectivité et le public
2.Conserver et sauvegarder les collections
3.Elargir l'accueil des publics
4.Développer la médiation et l'action culturelle

Projet de réussite éducative
Améliorer la réussite éducative des jeunes des QPV

Dispositif d'insertion par le sport (Montauban)
Insertion des publics en difficulté

Dispositif d'insertion par la culture (Montauban)
Insertion des publics en difficulté

Dispositif d'éducation à l'image (Bressols)
Mise en place d'ateliers de cinéma d'animation : écoles et cinéma ; collège et cinéma

Design actif (Montauban)
Développer la pratique sportive libre et ludique dans l'espace public

⇨ Préserver et développer des emplois de qualité

STRATEGIES DE REFERENCE DE LA REGION, DU DEPARTEMENT, DU TERRITOIRE ET DES COLLECTIVITES LOCALES CONCERNCEES	HORIZON 2028 POUR LE TERRITOIRE
STRATEGIE(S) DE REFERENCE DE LA REGION Stratégie régionale Emploi-Croissance 2022-2028, Pacte pour l'Embauche **STRATEGIE(S) DE REFERENCE DU DEPARTEMENT** **- Plan départemental d'insertion et pacte territorial d'insertion** **- Plan insertion emploi** **STRATEGIE(S) DE REFERENCE DU TERRITOIRE ET DES COLLECTIVITES LOCALES CONCERNEES** **Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriales (GPECT)** Adaptation des compétences des actifs aux besoins des entreprises **Création de formations étudiantes (STAPS, LAS)**	**OS 1.1 : développer l'accueil et les services aux entreprises** **OS 1.2 : Renforcer l'excellence économique et technologique du territoire et l'économie de la connaissance :** Développer le potentiel du territoire en matière d'innovation, de développement technologique et d'économie à haute valeur ajoutée ; Développer l'enseignement supérieur. **OS 1.3 : Développer l'économie touristique** **OS 1.5 : développer le marketing économique, culturel et touristique du territoire**

⇨ **Agir pour le rééquilibrage territorial, l'attractivité et les mobilités durables**

STRATEGIES DE REFERENCE DE LA REGION, DU DEPARTEMENT, DU TERRITOIRE ET DES COLLECTIVITES LOCALES CONCERNCEES	HORIZON 2028 POUR LE TERRITOIRE
STRATEGIE(S) DE REFERENCE DE LA REGION **Etats généraux du Rail et de l'intermodalité, Plan Rail et Plan Vélo, Plan de covoiturage, Stratégie régionale Emploi-Croissance** **Schéma régional d'aménagement durable et d'égalité des territoires SRADDET – Occitanie 2040** **Rééquilibrage= maîtriser la croissance des métropoles, et valoriser le potentiel de développement de tous les territoires** Objectifs thématiques - Mobilité : garantir l'accès à des mobilités du quotidien pour tous les usagers en assurant l'équité territoriale, en facilitant les modes innovants de transports collectifs, en développant des modes de mobilité active, en développant la coopération entre les autorités organisatrices, en limitant la consommation énergétique finale liée aux transports et, enfin, en augmentant la part modale du fret ferroviaire, maritime et fluvial. - Services : favoriser l'accès aux services de qualité en harmonisant et mutualisant l'offre de services entre les différents territoires, en favorisant la préservation des commerces en centres-villes et cœurs de village, en développant de nouveaux services dans les bourgs-centres, les petites villes, les villes moyennes et les quartiers prioritaires de la ville, en assurant l'égalité territoriale dans l'accès à la formation, et en prenant en compte les besoins spécifiques des différentes catégories de résidents ou d'usagers du territoire ; - Habitat : développer un habitat adapté aux besoins et à la diversité sociale en encourageant une production plus importante de logements (notamment sociaux) en privilégiant la densification et la rénovation du parc existant, en diversifiant l'offre de logements pour répondre aux parcours de vie des habitants, en luttant contre la précarité énergétique des ménages, en prenant en compte la santé et la qualité de l'air dans les projets d'habitat, en prenant en compte les spécificités liées aux dynamiques des territoires	**OS 2.4 : Développer les transports durables et la mobilité bas carbone** : Continuer à optimiser l'organisation des infrastructures de transport sur le territoire tout en maîtrisant l'impact des déplacements sur l'environnement et la qualité de vie Enjeu 4 : organiser le territoire dans une perspective d'aménagement équilibré, durable et partagé

littoraux et de montagne (mutation des stations).

- Métropoles : limiter les effets négatifs d'une trop grande concentration dans les métropoles via, notamment, la coordination des politiques d'accueil, l'amélioration de l'équilibre population/emploi ou la mise en place de systèmes performants de mobilité.

  Consolider les moteurs métropolitains en renforçant les fonctions métropolitaines et le positionnement à l'international, et en développant le dialogue intermétropoles.

- Territoires d'équilibre / centralités : développer les nouvelles attractivités par la promotion d'un maillage en territoires d'équilibres et centralités locales et par le renforcement de l'équilibre population-emploi en facilitant l'implantation d'activités dans les petites et moyennes villes, ainsi, que dans les bourgs-centres.

- Coopérations : renforcer les synergies territoriales en développant les liens entre territoires

Volet montagne et ruralité

- Offre territoriale : garantir dans les massifs et les territoires de faibles densités un socle de services et l'accès aux ressources extérieures
- Complémentarité : inciter aux coopérations entre territoires et avec les espaces métropolitains
- Economie rurale et de montagne : accompagner la transition et le développement des économies dans les territoires ruraux et de montagne

STRATEGIE(S) DE REFERENCE DU DEPARTEMENT

- Plan d'action sociale territorialisée (MDS)
- Territorialisation des aides aux communes et communautés de communes
- Plan de relance départemental – volet mobilités

- Schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public (volet services au public)
- Plan départemental new deal mobile
- Programme 100 % fibre
- Schéma départemental du tourisme 2023/2028 (en cours)

STRATEGIE(S) DE REFERENCE DU TERRITOIRE ET DES COLLECTIVITES LOCALES CONCERNEES

Schéma directeur cyclable
1.Planification des travaux d'aménagement cyclable
2.Définition d'une politique en faveur du vélo
3.Développement du cyclotourisme
4. Elaboration d'une charte d'aménagement

Contrat de Ville et NPNRU
Rénovation urbaine du QPV Médiathèque Chambord

Programme Local de l'Habitat
Développer un modèle de production de logements économe en foncier et moins générateur de déplacements
Agir sur l'équilibre social du territoire à travers la diversification de l'offre et les orientations sur les attributions
Moderniser et adapter le parc de logements existants
Déployer et adapter l'offre en logements pour les publics spécifiques
Conforter le rôle communautaire en matière d'habitat

OPAH-RU et PIG
Aide à la rénovation du parc privé :
Rénovation énergétique des logements,
Adaptation des logements au handicap ou à la perte d'autonomie liée au vieillissement,
Production d'une offre locative de qualité à loyer maîtrisé

Action Cœur de Ville
Favoriser une offre attractive de l'habitat en centre-ville (réhabilitation, restructuration)

6.2 - Enjeux et objectifs stratégiques partagés et Mesures opérationnelles

Les mesures opérationnelles figurant en gras sont celles qui seront plus particulièrement mises en œuvre au travers de ce contrat et qui sont donc déclinées sous forme de fiches mesures introduites en annexe.

ENJEU 1 ***Conforter l'attractivité économique du territoire en tant que moteur de sa compétitivité, de sa croissance et de l'emploi***	***Objectif Stratégique 1.1 : Développer l'accueil et les services aux entreprises***	***Mesure Opérationnelle 1.1.1 : Développer des lieux et offres d'accueil***
		Mesure Opérationnelle 1.1.2 : *Transformer des friches industrielles en espaces dédiés à l'implantation et la création de nouvelles entreprises*
		Mesure Opérationnelle 1.1.3 : *Développer des services innovants pour les entreprises et leurs salariés*
	Objectif Stratégique 1.2 : Renforcer l'excellence économique et technologique du territoire	***Mesure Opérationnelle 1.2.1 :*** *Soutenir la recherche et l'innovation grâce à de nouveaux partenariats*
		Mesure Opérationnelle 1.2.2 : *Soutenir la recherche et l'innovation par l'accompagnement d'entreprises innovantes*
		Mesure Opérationnelle 1.2.3 : Développer l'Université du 3ème millénaire et les formations supérieures
		Mesure Opérationnelle 1.2.4 : *Améliorer la vie quotidienne des étudiants par une diversité de services adaptés*
	Objectif Stratégique 1.3 : Développer l'économie touristique	***Mesure opérationnelle 1.3.1 :*** *Développer et diversifier des infrastructures d'accueil et de communication touristique sur le territoire*
		Mesure Opérationnelle 1.3.2 : Rénover, mettre en valeur et moderniser le patrimoine culturel et architectural du territoire
		Mesure Opérationnelle 1.3.3 : Développer des infrastructures et équipements pour développer le tourisme fluvial
	Objectif stratégique 1.4 : Développer l'économie circulaire	***Mesure Opérationnelle 1.4.1*** *: Intégrer un référentiel économie circulaire*
	Objectif stratégique 1.5 : Développer le marketing économique, culturel et touristique du territoire	***Mesure Opérationnelle 1.5.1 :*** *Promouvoir le territoire et ses atouts à des fins de développement économique, touristique, culturel et d'image*
ENJEU 2 ***Affirmer l'excellence environnementale du territoire pour préserver la qualité de vie et devenir une référence en matière de développement durable***	***Objectif Stratégique 2.1 : Contribuer à l'excellence environnementale, à la préservation du patrimoine naturel et du cadre de vie***	***Mesure Opérationnelle 2.1.1 : Préserver et valoriser les ressources et le patrimoine naturels***
		Mesure Opérationnelle 2.1.2 : *Renforcer la communication et la promotion des services innovants visant à favoriser l'exemplarité*
		Mesure Opérationnelle 2.1.3 : *Soutenir le développement des activités de tri et de valorisation*
		Mesure Opérationnelle 2.1.4 : *Poursuivre les actions d'aménagement, de valorisation et d'animation du centre-ville*
	Objectif Stratégique 2.2 : Préserver et gérer la ressource en eau	***Mesure Opérationnelle 2.2.1*** *: **Mettre en œuvre le plan d'actions du PAPI d'intention***
		Mesure Opérationnelle 2.2.2 : Protéger la ressource en eau et optimiser la gestion des eaux pluviales

	Objectif Stratégique 2.3 : Contribuer à la transition énergétique	***Mesure Opérationnelle 2.3.1 : Développer la production et la distribution d'énergies renouvelables***
		Mesure Opérationnelle 2.3.2 : Renforcer l'efficacité énergétique des bâtiments publics, du logement et de l'éclairage public
	Objectif stratégique 2.4 : Développer les transports durables et la mobilité bas carbone	***Mesure Opérationnelle 2.4.1*** *: Favoriser les flux des personnes et des biens par des actions visant à économiser l'énergie et préserver l'environnement*
	Objectif stratégique 2.5 : Mettre en place un Projet Alimentaire Territorial	***Mesure Opérationnelle 2.5.1 : Mettre en place une stratégie sur l'alimentation durable sur le Grand Montauban***
ENJEU 3 Promouvoir le « bien vivre ensemble » par l'accompagnement de la population dans une logique de proximité et de cohésion	***Objectif Stratégique 3.1 : Développer les équipements et services à la population***	***Mesure Opérationnelle 3.1.1 : Développer et adapter l'offre d'accueil et d'équipements dans le domaine de la santé, de la culture, de l'éducation, du sport et des loisirs***
		Mesure Opérationnelle 3.1.2 : *Développer l'animation culturelle et sportive et le soutien aux associations du territoire*
		Mesure Opérationnelle 3.1.3 : *Développer les équipements d'accès et les usages et applications TIC*
		Mesure Opérationnelle 3.1.4 : Développer les équipements pour la sécurisation de l'espace public
	Objectif Stratégique 3.2 : Développer l'emploi, la formation et l'insertion professionnelle	***Mesure Opérationnelle 3.2.1 :*** *Renforcer les interventions du Service Emploi en faveur du rapprochement entre offre et demande d'emploi et de l'insertion professionnelle*
		Mesure Opérationnelle 3.2.2 : *Développer l'économie sociale et solidaire*
	Objectif Stratégique 3.3 : Développer la cohésion sociale et la proximité	***Mesure Opérationnelle 3.3.1 : Soutenir l'insertion des populations les plus fragiles à travers le développement des équipements et services dédiés***
		Mesure Opérationnelle 3.3.2 : *Promouvoir le lien social*
	Objectif stratégique 3.4 : Agir en faveur de la petite enfance, de la jeunesse et des personnes âgées	***Mesure Opérationnelle 3.4.1 : Développer et coordonner la politique en faveur de la petite enfance***
		Mesure Opérationnelle 3.4.2 : *Développer la politique jeunesse et des actions ciblées en faveur des jeunes*
		Mesure opérationnelle 3.4.3 : *Renforcer l'offre d'équipements et de services aux seniors du territoire*
ENJEU 4 Organiser le territoire dans une perspective d'aménagement équilibré, durable et partagé	***Objectif stratégique 4.1 : Assurer un aménagement du territoire et une politique de l'habitat équilibrés***	***Mesure Opérationnelle 4.1.1 :*** *Développer des outils au service d'une politique de l'habitat optimisée à l'échelle intercommunale*
		Mesure Opérationnelle 4.1.2 : *Poursuivre la réhabilitation et le développement du logement social et de la lutte contre le logement indigne*
	Objectif stratégique 4.2 : Développer le dynamisme et la vitalité des centralités du territoire	***Mesure Opérationnelle 4.2.1 : Valoriser les entrées de ville et les boulevards et rénovation immobilière du centre-ville***
		Mesure Opérationnelle 4.2.2 : *Soutenir les commerces et services de proximité du centre-ville de Montauban*
		Mesure opérationnelle 4.2.3 : *Aménager et équiper des hameaux*
		Mesure opérationnelle 4.2.4 :

		Préserver et redynamiser les centres-bourgs et hameaux des communes
	Objectif stratégique 4.3 : Intervenir sur des zones prioritaires du territoire	***Mesure Opérationnelle 4.3.1 :*** *Mettre en œuvre le projet urbain Villebourbon*
		Mesure Opérationnelle 4.3.2 : *Mettre en œuvre du projet urbain Sapiac*
		Mesure opérationnelle 4.3.3 : *Renouveler le tissu urbain et implanter des équipements et services dans les quartiers*
		Mesure opérationnelle 4.3.4 : *Projet urbain Gare LGV*

Pour chaque mesure opérationnelle, une fiche-mesure annexée au présent contrat projette les enjeux partagés et fixe une feuille de route territoriale sur-mesure pour la période 2022-2028 permettant d'y répondre. Cette feuille de route identifie en particulier les projets structurants prioritaires qui en découlent.

ARTICLE 7 : INTERVENTION DU DEPARTEMENT de TARN-ET-GARONNE DANS LE CADRE DU PRESENT CONTRAT

Conforté par la loi NOTRe du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dans son rôle de garant des solidarités territoriales, le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne a défini un ensemble de politiques d'aides en faveur des communes et communautés de communes. Dans le cadre du contrat territorial Occitanie 2022/2028, les politiques mobilisables relèvent de plusieurs domaines. Ces politiques sont présentées de manière exhaustive dans le guide des aides départementales – édition 2022.

En outre, pour chacun des projets mentionnés dans le Contrat-cadre d'une part et les programmations annuelles d'autre part, chaque maître d'ouvrage devra saisir spécifiquement le Conseil départemental pour un accompagnement technique et financier. Cet accompagnement se fera selon les stratégies et dispositifs en vigueur au moment du dépôt de la demande. En aucun cas, la signature du contrat-cadre ne vaut approbation et engagement de la collectivité départementale à l'accompagnement des projets.

- Soutien à l'ingénierie territoriale

Le Département pourra mobiliser des moyens en matière d'ingénierie pour définir, piloter, animer le contrat territorial Occitanie 2022/2028. L'intervention du Département s'envisage selon la politique en vigueur au moment du dépôt de la demande de subvention.

- Assistance technique gratuite

Le Département pourra déployer en outre une assistance technique départementale gratuite au montage de projet des communes et communautés de communes et ce conformément au décret du 14 juin 2019 rendant éligibles à ce dispositif les communes de moins de 5000 habitants et les communautés de communes de moins de 40 000 habitants. La régie Tarn-et-Garonne Conseils collectivités est en mesure de proposer un panel de missions d'assistance à la carte dans la limite d'un plafond d'interventions de 10 jours, autour d'une opération (bâtiment, aménagement de village, équipement sportif, assainissement ...). Par ailleurs, la régie pourra apporter une aide méthodologique et des conseils autour de problématiques très ponctuelles dans la limite de 5 jours d'intervention par an.

- Contrat d'équipement avec les communes et communautés de communes

Le Département est un partenaire historique des collectivités locales en Tarn-et-Garonne et dispose d'un large panel de politiques de soutien à l'investissement dont les régimes d'aides varient en fonction de la nature des travaux, du nombre d'habitants et du

potentiel fiscal de la commune d'implantation du projet. Aussi, les communes et communautés de communes ont la possibilité de solliciter un accompagnement financier du Département dans le cadre d'un contrat d'équipement, sur une durée de 3 à 5 ans. Le plan de relance départemental voté le 27 octobre 2021 prévoit un régime de bonification des aides pour tous les projets mis en contrat selon les dispositions en vigueur au moment du dépôt de la demande de subvention.

ARTICLE 8 : INTERVENTION DE LA REGION OCCITANIE DANS LE CADRE DU PRESENT CONTRAT

Le contrat Territorial Occitanie 2022-2028 mobilise **l'ensemble des politiques et dispositifs d'intervention de la Région sur la base de ses compétences d'intervention et des axes prioritaires définis dans le prochain CPER et les nouveaux programmes de Fonds Européens.**

Par ailleurs, cette nouvelle génération de politique territoriale mobilise aussi l'ensemble des opérateurs régionaux :

- ARAC : Agence Régionale d'Aménagement et de Construction
- AREC : Agence Régionale de l'Energie et du climat
- ARB : Agence Régionale de la Biodiversité
- ARIS : Agence Régionale pour les Investissements Stratégiques
- AD'OCC : Agence de Développement Occitanie
- FOCCAL : Foncière Régionale pour le Commerce de proximité
- La Foncière Agricole d'Occitanie
- ….

La Région recherchera à optimiser l'incitativité et la différenciation de son intervention, pour renforcer l'impact de l'action régionale en faveur du rééquilibrage territorial, et de la promotion d'un nouveau modèle de développement plus sobre, plus vertueux et plus juste.

Au titre de la solidarité territoriale, une attention particulière sera portée aux projets situés dans des Communes de Montagne, des Communes Bourgs centres ou dans des quartiers relevant de la géographie prioritaire de la ville.

D'autre part, les actions concourant à la préservation de la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique (actions sur les continuités écologiques notamment : trames vertes, bleues et noires), du projet territorial de l'énergie et aux enjeux de conciliation seront particulièrement encouragées.

La Région apportera une attention particulière, dans le cadre de ce contrat, d'une part, **à l'innovation et à l'expérimentation territoriale,** et d'autre part, à la démarche « Territoire d'innovation pour un aménagement durable » inscrite au PACTE VERT pour développer une offre de services nouvelle en accompagnant en ingénierie et financièrement des projets d'expérimentations sur l'habitat durable, l'urbanisme transitoire, l'intermodalité et le développement de la nature en ville.

ARTICLE 9 : INTERVENTION DES FONDS EUROPEENS DANS LE CADRE DU PRESENT CONTRAT

Le territoire du Grand Montauban est particulièrement concerné par :

- **L'ATI (Approche Territoriale Intégrée) mise en œuvre dans le cadre de l'OS 5 PR Occitanie FEDER-FSE + 21-27.**

En tant qu'autorité de gestion du Programme Régional Occitanie FEDER-FSE + 2021-2027 et en tant qu'autorité de gestion régionale du FEADER 2023-2027, la Région veillera à la mobilisation des fonds européens en cofinancement des projets prioritaires retenus dans les Programmes Opérationnels Prévisionnels découlant du présent contrat.

La sollicitation déjà effective ou à prévoir d'un cofinancement européen FEDER, FSE + ou FEADER sera systématiquement mentionnée dans les Programmes Opérationnels Prévisionnels. Cette indication ne se substitue cependant pas au dépôt d'un dossier de demande de subvention par le porteur de projet selon les modalités spécifiques à chaque programme européen.

Enfin, le présent Contrat Territorial Occitanie 2022-2028 constitue la Démarche Territoriale Intégrée de référence pour la mise en œuvre des fonds européens :

- **Au titre de l'Approche Territoriale Intégrée** (OS5) du FEDER 2021-2027.

ARTICLE 10 : GOUVERNANCE

L'élaboration du Projet de Territoire, du Contrat Cadre et des Programmes Opérationnels annuels, ainsi que leur mise en œuvre, reposeront sur une forte implication de l'ensemble des acteurs, et notamment sur la mobilisation de **3 instances de gouvernance** :

1. Un **Comité Territorial de Pilotage stratégique et de suivi** est créé à l'échelle du territoire du Grand Montauban.

   Ce comité, réuni à l'initiative du Territoire, a pour missions :
   - D'approuver le Contrat Cadre avant validation par les instances délibérantes de chaque cosignataire,
   - D'identifier, de sélectionner, de prioriser les projets présentés aux partenaires co-financeurs dans chaque Programme Opérationnel annuel,
   - D'apprécier chaque année l'état d'avancement de la programmation, qui pourra donner lieu le cas échéant à des propositions de modifications de programmation par voie d'avenant,
   - D'ajuster si nécessaire le contrat cadre, notamment dans son article 6.1 relatif aux Trajectoires d'Engagement,
   - De fixer, de manière annuelle, la feuille de route partenariale en matière d'ingénierie territoriale sur le territoire,
   - De procéder à l'évaluation permanente des conditions de mise en œuvre du contrat et à la tenue du document de suivi « Programme Pluriannuel de Projet et d'Investissements 2022-2028 ».

Ce comité est composé des représentants des cosignataires du contrat, des services de l'Etat.

2. **Une Conférence des Maires**, organisée par le territoire de projet, réunie à l'initiative du territoire, au moins une fois par an, lors du processus d'élaboration du Programme Opérationnel Prévisionnel, pour prendre en compte les besoins de chaque commune.

3. **Un Comité Participatif Citoyen Local**, représentatif de la diversité des habitants et acteurs du territoire, sera institué selon des modalités propres à chaque territoire, dans le respect de la parité.
   Lorsqu'il existe, le Conseil de Développement pourra constituer ce Comité. Ses membres devront être tenus informés des projets de Programmes Opérationnels Prévisionnels afin de pouvoir formuler, à l'attention du Comité de Pilotage, des observations, avis et propositions.

L'organisation d'espaces d'information citoyenne et de débats participatifs sera encouragée. A travers leur participation, il s'agit de contribuer à la réappropriation par les habitants des enjeux et de l'avenir de leur territoire.

Enfin, et en lien avec le Volet Territorial du prochain CPER 2021-2027, il est prévu un processus de convergence et de complémentarité entre le Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) et le Contrat Territorial Occitanie (CTO) qui précisera, au travers d'un **Pacte Territorial Occitanie**, la gouvernance partagée sur le territoire ainsi que, les modalités de programmation coordonnées des opérations.

ARTICLE 11 : RENFORCEMENT ET COORDINATION DE L'INGENIERIE TERRITORIALE SUR LE TERRITOIRE DU GRAND MONTAUBAN

La qualité de l'ingénierie territoriale est un facteur décisif de la réussite de l'ambition du présent contrat et de la capacité de transformation, d'innovation et d'expérimentation du territoire.

Le renforcement de l'ingénierie territoriale repose sur :

- Le développement et la montée en compétence des ressources d'ingénierie internes du territoire,
- L'identification et la mobilisation coordonnée de l'offre d'ingénierie disponibles sur le territoire à l'initiative des partenaires du présent contrat et de leurs opérateurs, de l'Etat ou de tout autre opérateur.

Pour tous les territoires :

L'ensemble des partenaires s'engagent à privilégier la coordination de leurs moyens d'ingénierie dans le cadre d'un nouveau partenariat technique, stratégique et opérationnel animé dans le cadre du présent contrat.

Pour les territoires ruraux :

La Région Occitanie s'engage à soutenir l'ingénierie territoriale interne du territoire, y compris l'animation et les actions du Conseil de Développement ou du Comité Participatif Citoyen Local, selon les modalités d'intervention de son dispositif spécifique d'intervention.

Le territoire devra démontrer comment l'ingénierie ainsi mobilisée, est mise au service du déploiement sur le territoire des politiques et priorités régionales, en articulation avec l'ingénierie externe disponible. A ce titre, une participation active du territoire dans le Réseau Régional des Développeurs Territoriaux Occitanie est attendue.

ARTICLE 12 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE ET DE SUIVI DU CONTRAT TERRITORIAL OCCITANIE

12.1 Le Programme opérationnel annuel, outil de mise en œuvre opérationnelle du contrat

Au début de chaque année, et en articulation avec l'élaboration et l'adoption des budgets communaux et intercommunaux, la mise en œuvre opérationnelle du Contrat Territorial Occitanie 2022-2028 se traduira par l'élaboration d'un Programme Opérationnel Annuel.

Ce Programme Opérationnel recense l'ensemble des projets d'investissement du territoire de projet, des intercommunalités et des communes du territoire et de leurs groupements ou opérateurs, qui souhaitent solliciter le soutien des partenaires du Contrat durant l'exercice concerné.

Pour cela **les projets devront être qualifiés** par l'ensemble des partenaires dans le cadre du dialogue territorial, afin de s'assurer que le projet répond aux conditions cumulatives suivantes :

- **Contribuer significativement à l'atteinte d'un des 6 objectifs territoriaux** du Pacte Vert fixé ci-dessus,
- **Ne contrevenir à l'atteinte d'aucun des autres objectifs**,
- **Garantir la solidarité et la soutenabilité financières** des politiques publiques d'investissement sur le territoire d'Occitanie.

Ce Programme Opérationnel devra être validé par le Comité de Pilotage, au plus tard à la fin du premier semestre. Pour cela :

- Le projet de P.O doit être transmis, par le territoire, **dans sa première version fin janvier,**
- Il fera l'objet d'un **dialogue de gestion dans le courant du 1er trimestre**, pour une **validation au plus tard à la fin** du premier semestre.

Le **Programme Opérationnel Annuel** pourra faire l'objet d'avenant en cours d'année si nécessaire.

L'inscription d'un projet dans le Programme Opérationnel ne vaut pas demande de subvention.

- Tout projet inscrit dans le Programme Opérationnel Annuel doit faire l'objet du dépôt d'un dossier de demande de subvention complet déposé selon les modalités spécifiques à chaque dispositif d'intervention concerné.

La qualification d'un projet, dans le Programme Opérationnel ne vaut pas promesse de subvention mais signifie l'intérêt des partenaires sur le projet.

- Le plan de financement prévisionnel indiqué pour chaque projet dans le Programme Opérationnel correspond à la sollicitation du porteur de projet et est strictement indicatif.
- L'aide et son montant définitif accordée ne peuvent être confirmés qu'après instruction technique, administrative et financière du dossier.

En fin d'année, le Programme Opérationnel est clôturé.

- L'inscription des projets pour lesquels l'aide des partenaires, signifiée par le dépôt d'un dossier de demande de subvention dûment complété, n'a pas été sollicitée est annulée.
- Ces projets peuvent, le cas échéant, être proposés à nouveau dans le cadre d'un Programme Opérationnel ultérieur.

/!\ Afin de disposer d'une vision prospective et d'une approche globale de l'aménagement du territoire, les projets d'investissement communaux, intercommunaux ou territoriaux doivent être proposés dans le projet de Programme Opérationnel Annuel, établi par le territoire, en vue d'échanges entre les partenaires financiers.

Ont vocation à être accompagnés par la Région, les projets qui répondent aux conditions cumulatives suivantes :
- Qualification au regard du référentiel du Pacte Vert
- Inscription dans un programme opérationnel annuel
- Respect des conditions d'intervention relatives aux dispositifs régionaux en vigueur

12.2 – Le Programme Pluriannuel Prévisionnel de Projets et d'Investissements 2022-2028, outil de suivi pluriannuel indicatif du Contrat Territorial Occitanie

En parallèle à l'adoption du présent Contrat, les partenaires conviennent de tenir à jour en continu un **« Programme Pluriannuel Prévisionnel de Projets et d'Investissements**» non contractuel, pré-identifiant la liste indicative et prévisionnelle des projets d'investissement sur le territoire pour la période 2022-2028.

Ce document évolutif constitue un outil de suivi en temps réel du contrat et de ses perspectives à venir et recense notamment :-

- Les grands équipements pour le développement de l'activité et l'offre de services nécessaires pour les différents bassins de vie du territoire sur la durée du Contrat.
- Les types de projets d'intérêt local devant être menés sur la période 2022 2028.
- Les projets de renouvellement urbain et les projets résultant des Contrats Bourgs-Centres Occitanie 2022-2028 qui sont parties intégrantes du présent contrat.
- Les projets immobiliers et fonciers structurants portés par la Région et/ou dont elle est maître d'ouvrage (lycées, CREPS et sport, Culture, Economie…).

ARTICLE 13 : MODALITES D'EVALUATION

Dans le cadre du contrat territorial, une approche qualitative sera recherchée pour valider et mettre en œuvre prioritairement des actions en cohérence avec le PACTE VERT. Une politique et des outils d'évaluation devront être mis en place par le territoire de projet en partenariat avec la Région.

L'évaluation des politiques publiques mises en œuvre au travers du présent Contrat territorial comporte plusieurs enjeux :

- Permettre aux citoyens d'en apprécier la valeur en rendant les effets des politiques publiques plus visibles et plus lisibles ;
- Contribuer au débat démocratique, notamment autour des rapports d'évaluation, et à la participation citoyenne ;
- Produire des éléments de diagnostic permettant aux financeurs, le cas échéant, de réorienter leurs stratégies.

Une évaluation ciblée des principaux projets financés au titre du présent Contrat pourra utilement être effectuée, au travers notamment d'une sélection d'indicateurs définis dans le PACTE VERT.

ARTICLE 14 : MODALITES DE PUBLICITE ET D'INFORMATION

Mention sera faite par le Grand Montauban de la référence au présent Contrat pour toute opération tant intellectuelle que matérielle conduite à ce titre.

En particulier, les logotypes des partenaires co-financeurs, conformes à leurs chartes graphiques respectives, doit figurer sur tous les documents, matériels ou réalisations financées dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 15 : CONDITIONS DE MODIFICATIONS

Le présent contrat peut faire l'objet de modifications par voie d'avenant sous réserve d'un accord entre les parties signataires.

Fait à , le

La Présidente du Grand Montauban	**La Présidente du Conseil Régional Occitanie**
Brigitte BAREGES	Carole DELGA

Le Président du Conseil Départemental

Michel WEILL

ANNEXES

1/ Objectifs stratégiques et fiches mesures

2/ Tout document considéré comme utile en annexe du présent contrat cadre (ex. fiches mesures)

ANNEXE 1
Objectifs stratégiques et fiches mesures

L'inscription d'un projet au sein d'une fiche action n'engage pas les partenaires du CTO Grand Montauban sur l'accompagnement financier du projet.
Dans le respect des compétences de chacun des partenaires, parmi ces projets, ont vocation à être accompagnés par la Région, les projets qui répondent aux conditions cumulatives suivantes :

- *Qualification au regard du référentiel du Pacte Vert ;*
- *Inscription dans un programme opérationnel annuel (cf. article 12) ;*
- *Respect des conditions d'intervention relatives aux dispositifs régionaux en vigueur.*

Objectif stratégique 1-1 : Développer l'accueil et les services aux entreprises

Fiche mesure n°1 : Développer des lieux et offres d'accueil

Présentation de la mesure n°1 en lien avec l'objectif stratégique 1-1 :

- Contexte général :

Afin de faire de l'accueil d'activités créatrices d'emplois un préalable à l'accueil de nouvelles populations et en conformité avec les objectifs définis au niveau du SCOT, le Grand Montauban entend poursuivre et renforcer sa politique proactive en matière d'accueil et de services aux entreprises : continuer à soutenir les entreprises déjà implantées (comme par exemple les entreprises hébergées en pépinière d'entreprises mais aussi celles du territoire en perspective de développement), tout en cherchant à en accueillir de nouvelles et en anticipant dès aujourd'hui l'arrivée de la LGV qui devrait entraîner une hausse des demandes d'implantation économique.
A noter que la démarche Zéro Artificialisation Nette est prise en compte dans le cadre du futur quartier LGV : un plan guide structuré autour du paysage dans l'objectif de renforcer l'existant sera créé pour travailler sur ce projet à forte ambition environnementale, où paysage cultivé et urbain sont présents.

- Objectifs et contenu de la mesure :

1. Développer l'offre d'accueil en zones d'activité :
   - Maintenir l'attractivité économique du territoire et le doter des conditions pour poursuivre la dynamique d'accueil d'activités créatrices d'emplois ;
   - Assurer le maintien d'un haut niveau quantitatif et qualitatif de l'offre foncière et immobilière à vocation économique pour répondre aux demandes d'implantation actuelles et futures, dans le cadre d'une stratégie intercommunale. Un inventaire des Zones d'Activités Economiques imposé par la Loi Climat et Résilience, est en cours de réalisation et comprend : un état parcellaire des unités foncières, l'identification des occupants, le taux de vacance. Cet état des lieux sur chaque zone et chaque commune du Grand Montauban permettra d'évaluer ainsi le foncier disponible sur le territoire et d'orienter l'implantation de nouvelles activités en fonction des secteurs d'activités et de la stratégie définie en matière foncière

2. Développer et rationnaliser des lieux d'accueil et des services pour faciliter l'implantation et la création de nouvelles entreprises :
   - Renforcer l'attractivité économique en développant les services, les outils d'accueil, l'accompagnement et l'animation en direction des entreprises, moteurs de création d'emploi et source d'innovation ;
   - Développer des services innovants pour les entreprises et leurs salariés ;
   - Créer un pôle unique regroupant l'ensemble des équipements et services dédiés aux entreprises, permettant ainsi une meilleure identification et visibilité des acteurs économiques du territoire.

3. Accueillir des personnes souhaitant se lancer dans l'agriculture, notamment le maraîchage, en contribuant à leur implantation et en développant des partenariats.

- Contribution de cette mesure à l'atteinte des objectifs du PACTE VERT

- S'adapter au changement climatique,
- Agir pour le rééquilibrage territorial, l'attractivité et les mobilités durables,
- Préserver et développer des emplois de qualité,

- Contribuer à la transition vers une économie circulaire et une région à énergie positive.

- Exemples de projets concernés par cette mesure :

- Développement d'une zone mixte (services, commerces) à Corbarieu (projet de création d'une zone d'activités),
- Création d'une zone artisanale à Corbarieu
- Développement d'une zone mixte à Escatalens,
- Développement d'une zone commerciale (commerces de 1ère nécessité) à Saint-Nauphary,
- Création d'une maison de l'économie à Montauban regroupant notamment les services de l'économie du Grand Montauban et une nouvelle pépinière d'entreprises.
- Implantation d'une couveuse maraîchère à Montauban,
- Aménagement de la zone industrielle Laplane à Bressols,
- Aménagement de la zone industrielle Le Pastenc à Bressols.

- Calendrier prévisionnel de mise en œuvre au sein de la période 2022-2028 :

- Zone mixte de Corbarieu : 2023-2025,
- Zone artisanale à Corbarieu : A définir
- Zone mixte à Escatalens : 2023-2025,
- Développement d'une zone commerciale (commerces de 1ère nécessité) à Saint-Nauphary : 2023-2024,
- Création d'une maison de l'économie à Montauban regroupant notamment les services de l'économie du Grand Montauban et une nouvelle pépinière d'entreprises : 2023-2024,
- Implantation d'une couveuse maraîchère à Montauban : 2022-2023,
- Aménagement de la zone industrielle Laplane à Bressols : 2023,
- Aménagement de la zone industrielle Le Pastenc à Bressols : 2025.

Indicateurs de suivi et mode d'évaluation quantitative et surtout qualitative

- Nombre de mètres carrés de surface rénovés/aménagés,
- Nombre d'entreprises et services accueillis.

Articulation avec les programmes CPER, CPIER, Programmes Européens
PR Occitanie FEDER FSE+ 21-27 : Priorité 1

Caractéristiques particulières de la fiche mesure : sans objet

Objectif stratégique 1-2 : Renforcer l'excellence économique et technologique du territoire

Fiche mesure n°2 : Développer l'Université du 3ème millénaire et les formations supérieures

Présentation de la mesure n°2 en lien avec l'objectif stratégique 1-2 :

- Contexte général :

Avec une ville centre étudiante et un pôle de recherche, développement et innovation d'envergure départementale, le Grand Montauban dispose d'un potentiel qu'elle souhaite exploiter et renforcer pour créer un environnement propice à l'innovation, au développement économique et technologique du territoire.

L'enseignement supérieur dans le Tarn-et-Garonne compte un peu plus de 2 200 personnes inscrites au sein d'une formation post-bac en lycées, écoles et universités.

Chiffres clés : 967 étudiants sur le Campus Montauriol, 566 étudiants à la CCI, 211 élèves à l'IFMS (Institut de Formation aux Métiers de la Santé situé sur le campus Montauriol), entre 322 au lycée Bourdelle (BTS/ CPGE/ LICENCE PRO), 44 au lycée agricole Capou, 54 Lycée Théas, 32 en BTS à Skold'art.

Les filières présentes sur le territoire :

- Au centre universitaire de Montauban-Tarn-et-Garonne : Université de Droit (UT1 Capitole), ISCID (Institut Supérieur Couleur /images et design), Licence et Master (Jean Jaurès), INSPE (Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education) Jean Jaurès, IFMS (Institut de formation aux métiers de la Santé) Paul Sabatier, diplôme d'État d'infirmier (grade licence) et aides-soignants (1 an), Erasme (institut du travail social), diplôme d'État de moniteur éducateur (2 ans) et d'éducateur spécialisé en contrat d'apprentissage.
- Au Lycée Bourdelle : plusieurs BTS, une licence Pro, deux CPGE (Classes préparatoires aux grandes écoles).
- Au lycée Agricole : 2 BTS
- Au lycée Théas : 1 BTS
- A la CCI, formations en alternance : plusieurs BTS, plusieurs licences, plusieurs Masters 1 et 2.
- Skold'art : 1 BTS

En conclusion, la structure juridique commune GMCA/Département, pour l'enseignement du Grand Montauban pourrait être la structure porteuse de la compétence enseignement supérieur entre les deux entités locales compétentes et ainsi participer au développement de l'enseignement supérieur sur le grand Montauban. Les travaux autour de l'enseignement supérieur pourraient associer d'autres partenaires comme la Région.

- Objectifs et contenu de la mesure :

- Développer l'enseignement supérieur et la vie étudiante en créant, un deuxième Campus universitaire en complément du Campus existant qui est arrivé à saturation. Il servira de levier pour le développement de l'économie du territoire,
- Développer l'offre de cursus /de formation,
- Proposer de nouvelles formations en lien avec les besoins des entreprises du territoire.
- Créer une résidence étudiante CROUS, inexistante sur le territoire

- Contribution de cette mesure à l'atteinte des objectifs du PACTE VERT

- ❻ Agir pour le rééquilibrage territorial, l'attractivité et les mobilités durables,
- ❻ Préserver et développer des emplois de qualité.

- Exemples de projets concernés par cette mesure :

- Mise en place d'une Licence Accès Santé, adossée au cursus de droit proposé par l'antenne de Toulouse Capitole au centre universitaire,
- Création d'une filière STAPS EM (Education Motricité) en lien avec l'antenne de l'UT3 de Toulouse ; formation en L1 STAPS ciblée pour un effectif maximal de 100 étudiants dont 20 LAS STAPS,
- Possibilité d'extension de la formation en L2 STAPS EM et ouverture L3 EM,
- Ouverture d'un DEUST « Métiers de la forme » pour 30 étudiants,
- Création d'une formation de manipulateurs en radiologie au sein de l'actuel centre